

**NI PATRIE  
NI FRONTIERES  
TRADUCTIONS ET DÉBATS**

**ÉTATS, NATIONS ET GUERRES**

**Santiago Parrane**

Hors-jeu international et jeu internationaliste (1977)

**João Bernardo**

Etat Restreint, Etat Élargi et corporatisme (1990)

**Clive Bradley**

Hypothèses sur la situation actuelle en Irak (2003)

**Colin Foster**

Guerre en Irak et rivalité dollar/euro (2003)

**Temps critiques**

L'unité guerre-paix dans le processus  
de totalisation du capital (2003)

**Philippe Bourrinet**

La question nationale yougoslave (1990)

**Loren Goldner**

Multiculturalisme ou culture mondiale ? (1992)

**Victor Serge**

La pensée anarchiste (1938)

\*

**Grèves d'avril-mai-juin 2003**

**Itinéraires militants (1). Réduction du temps de travail chez  
Renault (Mouvement communiste) — Limites de l'antisionisme  
(3)**

**Juin-Septembre 2003 - N° 4-5 (numéro double)- 10 euros**

## Présentation

Ce numéro double compte presque 240 pages (d'où l'augmentation de son prix) et est divisé en deux grandes parties.

**La première partie aborde la question du nationalisme et du cadre de la lutte des classes, sous des angles très différents.** Joao Bernardo nous offre une analyse économique-politique originale des fonctions de l'Etat sous le capitalisme, Philippe Bourrinet une étude historique de la question nationale en Yougoslavie, Loren Goldner se livre à une critique incisive de l'idéologie du multiculturalisme qui n'est pas sans lien avec la crise de l'étatisme, notamment en France, Santiago Parrano s'intéresse aux faiblesses de l'anarchisme face aux questions internationales et l'équipe de *Temps critiques* analyse comment les guerres ont évolué depuis un siècle et les problèmes nouveaux qu'elles posent aux révolutionnaires. Clive Bradley, quant à lui, avance quelques hypothèses (très risquées) sur l'évolution de la situation irakienne. Colin Foster s'intéresse aux pseudo-théories sur le déclin américain et la rivalité euro-dollar.

*La pensée anarchiste* de Victor Serge offre un résumé simple et synthétique de l'histoire de l'anarchisme, même s'il ne contentera sans doute pas les libertaires.

*Des JSU à la Résa d'Air France* inaugure une série d'interviews de militants. Guy Fargette apporte *Quelques précisions à propos de Huntington et de la politique étrangère américaine*, en répondant à certaines questions sur son texte paru dans le dernier numéro. Le débat n'est pas clos.

Le courrier des lecteurs présente quelques réactions hostiles au texte d'Eric Krebers et Jan Tas publié dans le numéro précédent de cette revue. A contrario, plusieurs personnes ont manifesté leur accord avec ce texte, ou en tout cas, avec son objectif principal (clarifier certaines positions et faire le ménage dans les rangs des manifs d'extrême gauche<sup>(1)</sup>). Elles ont évidemment communiqué leur soutien de façon plus laconique (coups de téléphone, e-mails, etc.) et leurs opinions ne sont pas reproduites ici. Qu'elles en soient remerciées.

**La seconde partie de ce numéro rassemble une série de tracts ou de textes sur les grèves d'avril-mai-juin 2003** et un texte du groupe *Mouvement communiste* sur ce qu'est véritablement la réduction du temps de travail aux usines Renault. Même s'il ne concerne pas la questions des retraites, ce dernier article nous a semblé avoir sa place dans ce numéro car il démontre que l'offensive patronale-étatique est multiforme mais vise à un seul objectif : diminuer les « coûts » de la force de travail par tous les moyens.

(1) Force est de constater que Nicolas Sarkozy s'est montré plus « radical » (en paroles) que l'extrême gauche puisqu'il a obligé celle-ci à faire le ménage dans les deux dernières manif « antiguerre » du mois de mars 2003 et à se démarquer beaucoup plus concrètement des slogans et pancartes antisémites qu'elle ne l'avait jamais fait jusqu'ici ! Un comble quand on sait que ledit ministre de l'Intérieur continue allégrement à expulser de France des dizaines de travailleurs immigrés, qu'il les oblige à faire des grèves de la faim au péril de leur vie, que certains membres de son gouvernement ainsi que le président de la République lui-même n'ont pas hésité dans le passé à surfer sur les vagues du racisme, à conclure des accords secrets ou publics avec le Front national, etc. Un comble aussi quand on sait que l'extrême gauche n'est globalement pas antisémite : elle a « simplement » tendance à flatter les préjugés populistes et nationalistes de toute une frange de la gauche tiers-mondiste et altermondialiste ! Il est à craindre que ses militants n'aient tiré aucune leçon politique de cet épisode lamentable.

Afin d'aborder la question du sionisme et de l'antisionisme plus en détail, le numéro 6 de *Ni patrie ni frontières* contiendra, sous réserve de changements, les textes suivants : **Werner Cohn** : Victimes ou nouveaux Shylock ? L'évolution de la position des trotskystes face à la question juive et au sionisme. **Arlene Clemesha** : Trotsky et la question juive. **Martin Thomas** : Le marxisme et la question juive. **Stan Crooke** : Les racines staliniennes de « l'antisionisme de gauche ». **Nestor Makhno** : Aux juifs de tous pays et La makhnovitchina et l'antisémitisme. **Guy Ishak et Ella Goldman** : Comment renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine en gagnant l'amitié des Juifs. **Ronald Creagh** : L'horreur ethnocratique, trois questions sur le Moyen-Orient. **E. Krebbers et M. Schoenmaker** : Pourquoi la campagne anti-AMI est potentiellement antisémite., etc.

Bonne lecture !

**Sommaire**

## ÉTATS, NATIONS ET GUERRE

- Santiago Parrano** : Hors-jeu international et jeu internationaliste .....6  
**Joao Bernardo** : Etat Restreint, Etat Élargi et corporatisme (premier chapitre de *Transnationalisation du capital et fragmentation du prolétariat* .....26  
**Colin Foster** : Guerre contre l'Irak et conflit dollar-euro.....30  
**Temps critiques** : L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital.....34  
**Philippe Bourrinet** : La question nationale yougoslave.....56  
**Loren Goldner** : Multiculturalisme ou culture mondiale ?.....81

## TEXTES CLASSIQUES

**Victor Serge** : La pensée anarchiste.....95

## ITINÉRAIRES MILITANTS (1)

**Des JSU à Air France** (première partie).....110

## LIMITES DE L'ANTISIONISME (3)

- **Pour les naïfs et les sceptiques : photos de la presse hollandaise sur la manif antisioniste et antisémite d'Amsterdam du 19 juillet 2002`**
- **Bêtisiers sioniste et antisioniste..** — Misère de l'antisionisme. — A propos du livre de Finkelstein et de la crapuleuse expression de « Shoah Business ».....120
- **Lettre ouverte à la CNT-Vignoles** (29 mars 2003! Et réponse de ladite CNT .....123
- **Manuel Abramowicz** : La guerre des mots, le retour des nazis ?.....125
- **Eric Krebbers et Jan Tas** : Dix façons de lutter contre l'antisémitisme. **Yves Coleman** : Contre tous les nationalismes. — Pour l'internationalisme prolétarien. — Que se cache-t-il derrière le slogan de la « destruction » d'Israël.....128
  - Réactions de lecteurs aux textes sur l'antisémitisme et l'antisionisme parus dans le numéro précédent.....133
- **Fédération anarchiste** (Lyon) : Palestine : pour un fédéralisme internationaliste.....137
- **Courrier des lecteurs et articles sur Ni patrie Ni frontières**.....140

## DÉBATS

**Guy Fargette** : Quelques précisions à propos de Huntington.....148

## GRÈVES DE MAI-JUIN-2003

- Yves Coleman** : Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003. — Des questions « oubliées » pendant le mouvement. — Quelques pistes. — Sur la « pédagogie » de la droite...154  
A propos de la grève générale et des syndicats : quelques citations révélatrices ...157  
**Yves Coleman** : Grève générale et « trahisons ». Vrais débats, illusions et fausses polémiques.....160
- Convergences révolutionnaires** (Fraction de LO) : Retraites. Halte à l'intoxication du gouvernement et du patronat.....165  
**Léon Trotsky** : Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste (extraits).....  
**Pour Lire Pas Lu** : Vive la grève ! A bas le Parti de la Presse et de l'Argent .....171  
**Temps critiques** :  
— Retraites à vau-l'eau et vies par défaut. Contre le Capital : assaut (juin 2003)... 175  
— Qualifier la grève pour catalyser les luttes (juillet 2003)  
.....181

<b>Véronique Héas</b> : Chronique de la lutte pour le retrait des plans Fillon et Ferry. Extrait de <i>Débat militant</i> (courant de la LCR) .....	187
<b>Cercle de discussion de Paris</b> : Grèves du printemps 2003. Que nous est-il arrivé ? ...	194
<b>CNT-AIT</b> : Un mouvement dans le brouillard ....	196
<b>Collectif socialiste révolutionnaire</b> : Après les grèves : quel débouché politique ? .....	197
<b>Lutte ouvrière</b> : Seule la riposte des travailleurs arrêtera l'offensive des possédants et de leur Etat (extrait de <i>La lutte de classe</i> ) .....	199
<b>Echanges et mouvements</b> : Mai 2003 en France. Que dire aujourd'hui d'un mouvement social multiforme ? .....	203

\*\*\*

<b>Mouvement communiste</b> : Réduction du temps de travail = augmentation de l'exploitation. A propos de Renault-Flins .....	216
---	-----

## HORS-JEU INTERNATIONAL ET JEU INTERNATIONALISTE

SANTIAGO PARANE (1977)

(Ce texte nous a été signalé par les camarades de la CNT-AIT Midi-Pyrénées, ce dont nous les remercions. On peut le trouver, ainsi que bien d'autres articles utiles, sur le site <http://cnt-ait.info> )

**Le mouvement anarchiste se montre particulièrement discret dans ses analyses des relations et des conflits internationaux. Ses publications périodiques ou ses livres ne traitent que rarement, ou très circonstanciellément, des problèmes de politique étrangère. Il existe certes un certain nombre de principes généraux — contre tous les impérialismes, contre les nationalismes, contre la guerre, contre les armements —, rituellement répétés, qui planent quelque peu au-dessus des événements, des tensions ou des guerres lointaines. Cette répétition économise l'observation des faits et leur interprétation, plutôt qu'elle n'y invite.**

Ce silence et ces généralités présentent un danger sérieux, celui de voir le quotidien, fait de désinformation et de propagande, modeler progressivement les réactions des militants et conduire à ce que leur comportement pratique, face à des situations de fait, diffère de leurs convictions affichées, ou les contredise.

Le piège du choix, identique en fin de compte à celui qui fonctionne si souvent pour les questions sociales, réside dans l'exploitation des sentiments pacifistes et internationalistes à des fins guerrières ou impérialistes.

Il n'est pas question d'appeler les libertaires à s'engager dans une lutte entre régimes d'exploitation ou entre Etats visant à l'hégémonie régionale ou mondiale.

Il est plus intelligemment, et plus utilement, fait appel aux sentiments anti-autoritaires, aux convictions anti-totalitaires, aux nécessités de la défense de conquêtes ouvrières, des libertés acquises.

De même qu'au nom des valeurs dont se sert la « gauche », il est demandé non de participer aux règles parlementaires, mais d'empêcher — par le vote — le triomphe d'un candidat de « droite ». Ou de faire bloc avec ceux qui défendent le « progrès » contre ceux qui s'accrochent aux privilèges du passé.

Le procédé donne des résultats. Il faut reconnaître qu'il n'est souvent pas besoin de le mettre au point du dehors ; il surgit spontanément, au sein même des milieux anarchistes. Ainsi le *Manifeste des 16*, en 1914.

\*\*\*

La prise de position des Kropotkine, Grave, Malato, Mella ou Moineau n'est pas exceptionnelle, ni conditionnée par une situation unique. On la retrouvera, sous un autre langage, en d'autres conjonctures, en 1936 en Espagne, en 1939, comme on pourrait la détecter aujourd'hui même.

Tout au long de la guerre civile espagnole en effet, l'idée d'un « camp démocratique » favorable à la République a été défendue, propagée, par les adversaires de la révolution sociale — républicains bourgeois et staliniens —, mais elle a pénétré jusque dans nos rangs. Et elle s'y est maintenue. Sans discussion. Dans l'équivoque.

Ainsi, dès le début de la Seconde Guerre mondiale, un homme de la taille de Rudolf Rocker a pu parler du Commonwealth britannique comme d'une « communauté de peuples libres »... Mais remarquons qu'entre les affirmations pacifistes, cri jeté sans aucune considération pour les données ou les perspectives de la réalité visible — le tract lancé par Louis Lecoin « Pour une paix immédiate » en fournit un modèle — et les plaidoiries justificatrices de ceux qui se rallient à un camp, il existe surtout un immense *no man's land* d'ignorance et de sclérose mentale.

Malgré les nombreuses expériences, la somme de connaissances acquises et entrées dans notre mémoire collective est maigre. Il y eut, pendant la guerre de 14-18 des manifestations de la pensée et de l'action anarchistes qui témoignèrent de la lucidité et du courage des compagnons. Il y eut Zimmerwald et cent exemples de la présence libertaire. De 1939 à 1945 il n'y eut pas grand-chose qui ressemblât à cette ténacité audacieuse et prometteuse. A quelques exceptions près. L'une collective : l'équipe de *War Cometary* à Londres. Les autres, individuelles ou à partir de petits noyaux, celui de l'*Adunata dei Refrattari* étant le plus solide. Le reste bascula dans l'illusion sanglante, le silence ou l'accommodement.

\*\*\*

En pleine guerre, sous les bombes, l'effort de connaissance des éditeurs de *War Comentary* (succédant à *Spain and the World*) ne cesse pas. Avant toute chose, il s'agit de ne pas se laisser entraîner par les torrents de mensonges, accompagnement naturel des haines et des combats. Un effort qui pourtant ne s'imagine pas triomphant. Tout est difficile, lent, incertain, précaire.

Marie-Louise Berneri, qui, avec Vernon Richards et l'équipe de *Freedom Press*, anime le journal, le dit explicitement : « Nous ne pouvons bâtir avant que la classe ouvrière ne se débarrasse de ses illusions, de son acceptation des patrons et de sa foi dans les chefs. Notre politique consiste à l'éduquer, à stimuler ses instincts de classe, et à enseigner des méthodes de lutte. C'est une tâche dure et longue, mais à ceux qui préfèrent des solutions plus simples, comme la guerre, nous soulignerons que la grande guerre mondiale qui devait mettre un terme à la guerre et sauver la démocratie, n'a produit que le fascisme et une nouvelle guerre : que la guerre présente provoquera sans nul doute d'autres guerres, tout en laissant intacts les problèmes fondamentaux des travailleurs. Notre façon de refuser de poursuivre la tâche futile de rapiécer un monde pourri, et de nous efforcer d'en construire un neuf, n'est pas seulement constructive, elle est la seule solution [1] ».

Il ne s'agit pas d'incantations à la paix, mais de suivre l'actualité et d'en extraire chaque jour la leçon, de dénoncer les bourrages de crânes, de rappeler par des exemples immédiats et évidents que la Grande-Bretagne est un empire qui règne sur des peuples esclaves, que les Etats-Unis vont mettre à profit leur entrée en guerre pour étendre leur aire de puissance, que la Russie soviétique est un totalitarisme qui écrase prolétariat, paysannerie et peuples ; que les mots perdent tout sens quand un Tchang Kai Chek, tyran hier, devient grand démocrate le lendemain, que les idéologies couvrent des intérêts indéfendables. « Ne nions pas que... l'opinion américaine, et peut-être Roosevelt lui-même, n'exprime pas une véritable sympathie pour les démocraties. L'opinion des masses — ou plutôt ce que la presse leur fait croire —, n'a rien de commun avec les intérêts combinés des capitalistes et des impérialistes qui déterminent la conduite du pays. Mais on doit reconnaître que ces intérêts ont tout à gagner dans une guerre européenne [2]. »

Cette volonté de continuer à voir clair, de penser avec sa propre tête, va se manifester pour dire, exposer, propager les vérités crues. Par des publications, mais aussi par des tracts distribués aux soldats, ce qui donnera lieu à procès. Par une correspondance qui devra se faufiler dans la masse épaisse des censures et des contrôles, avec les isolés, les rescapés, les tenaces des quatre coins du monde et qui sont l'Internationale.

Sans doute la tradition anglaise fournissait encore, restes sans cesse grignotés du libéralisme d'expression, un terrain plus favorable à cette affirmation et à cette recherche anarchistes qu'en des pays entièrement militarisés ou soumis à un régime de police toute-puissante. Mais ces possibilités sont exploitées à fond, et non pas escamotées en attendant des jours sans problèmes. Comme ailleurs, l'illégalité et la clandestinité s'adaptent et répondent à la loi et à la répression. L'argument ne tient pas quand il est avancé que ces libertés doivent être défendues en se mettant à la disposition d'un pouvoir qui s'ingénie à les réduire. Ce qui est à noter, c'est que dans les pays dictatoriaux, nombre d'éléments de résistance ont agi en liaison avec des services d'Etats « ennemis », en vue de participer à l'effort de guerre de l'autre camp, et non pour des objectifs propres.

C'est là que s'établit la différence fondamentale, pour les anarchistes, entre l'action favorisant le triomphe d'une coalition contre l'autre, et celle qui correspond à des buts de libération sociale. Différence qui était sensible en Italie, en France, aussi bien que dans les pays dits « neutres » — comme en Amérique latine —, là où les grèves étaient soutenues, déclenchées ou condamnées, non par rapport aux intérêts de la classe ouvrière, mais suivant le critère du « bon » ou du « mauvais » bénéficiaire sur le plan international. Il existe, en dépit des situations locales parfois très complexes, un fil conducteur : c'est la guerre sociale que nous menons, et non la guerre entre nations ou entre blocs. Les « forces de libération » ne s'y tromperont pas en Italie — 1944 —, quand les autorités militaires nord-américaines autoriseront la parution de toutes les publications de toutes les tendances « antifascistes », sauf les journaux anarchistes. De même que dans le port de Buenos Aires, les staliniens s'opposeront aux mouvements revendicatifs, dès lors que la production des entreprises intéressées est destinée au ravitaillement des alliés — ennemis la veille — de l'URSS.

\*\*\*

Reconnaissons que nous ne possédons pas de doctrine éprouvée. Nos « ancêtres » ne nous aident guère. Dans la logique marxiste, et pour ce qui concerne la politique internationale, il existe la même croyance dans le caractère « progressif » de l'expansion capitaliste dans le monde — étape inévitable

pour que soient réunies les conditions nécessaires à la victoire du prolétariat — que pour le développement économique des nations. Miklos Molnar résume fort bien cette théorie : « Si le progrès réalisé par la bourgeoisie conquérante grâce au développement de ses forces productives est l'étalon universel pour mesurer les peuples, leur place au soleil et la légitimité de leurs revendications nationales, il est tout aussi impossible de se placer aux côtés des peuples 'asiatiques' qu'aux côtés des 'sous-développés' du vieux continent. Autrement dit, si Marx et Engels avaient voulu adopter un concept anticolonialiste... ils auraient dû l'élaborer au sujet des peuples opprimés d'Europe également et vice versa. Faute de se placer sur le terrain de l'autodétermination sans discrimination, ils s'enferment dans le carcan de leur vision matérialiste et, dirait-on aujourd'hui, 'productiviste' du monde. Dans une position idéologique donc ? Pas du tout, puisqu'il s'agit d'une idéologie fondée sur une analyse de la réalité et qui se voulait scientifique. Ce n'est pas un vœu, un programme, un idéal que Marx et Engels prétendaient exprimer par leurs thèses, mais bien la tendance générale du développement historique [3] ».

Il y aurait quelque cruauté à rappeler à nos bons simili-marxistes d'aujourd'hui, qui se portent au secours des colonisés ou néo-colonisés (sauf quand il s'agit de colonies soviétiques), les positions de leurs maîtres à penser (il leur reste des maîtres, mais pas de pensée). Molnar le rappelle : « le contenu moral du colonialisme, son infamie et sa stupidité n'infirmant pas aux yeux de Marx sa nécessité en tant que processus historique global. Quelque détestables que soient les motifs et les méthodes de colonisation britanniques, ils accomplissent une tâche historique somme toute progressiste [4] ».

Côté Bakounine, le raisonnement est inverse : « La conquête faite par les nations civilisées sur les peuples barbares, voilà leur principe. C'est l'application de la loi de Darwin à la politique internationale. Par suite de cette loi naturelle, les nations civilisées, étant ordinairement les plus fortes, doivent ou bien exterminer les populations barbares, ou bien les soumettre pour les exploiter, c'est-à-dire les civiliser. C'est ainsi qu'il est permis aux Américains du Nord d'exterminer peu à peu les Indiens ; aux Anglais d'exploiter les Indes orientales ; aux Français de conquérir l'Algérie ; et enfin aux Allemands de civiliser, *nolens volens*, les Slaves de la manière que l'on sait [5]. »

Mais si l'examen des relations entre Russie, Allemagne, Pologne, donne l'occasion à Bakounine de conclure de manière tout à fait opposée aux opinions de Marx, le premier considérant l'Allemagne comme l'Etat le plus porté à l'expansion et le second estimant que la Russie tsariste est destinée à s'étendre par la nature même de son régime retardataire et absolutiste, il n'en reste pas moins que pour le Russe, c'est le problème de l'Etat qui est essentiel. « L'Etat moderne ne fait que réaliser le vieux concept de domination... qui aspire nécessairement, en raison de sa propre nature, à conquérir, asservir étouffer tout ce qui, autour de lui, existe, vit, gravite, respire : cet Etat... a fait son temps [6]. »

Ici, déjà, le principe étouffe les analyses détaillées. Il n'est pas sûr qu'il sera suffisant pour dominer les entraînements de la passion.

On ne peut mieux résumer une certaine mentalité qui régnait dans les rangs de l'émigration CNTiste en France, qu'en citant la réponse faite en novembre 1944 à l'U.N.E. (Union nationale espagnole) — fabrication du PC espagnol —, qui lors d'un congrès tenu à Toulouse avait décidé d'éviter de nouvelles effusions de sang en Espagne : « Magnifique déclaration avec laquelle nous sommes totalement d'accord. Mais pourquoi dit-on aux Anglais une chose et une autre totalement différente aux Français et aux Espagnols réfugiés en France ? Pourquoi les porte-parole de l'U.N.E. appellent lâches les exilés espagnols qui refusent d'entrer dans les rangs de leurs guérillas qui prétendent reconquérir l'Espagne l'arme au poing ? C'est nous qui portons le drapeau de l'unité de tous les Espagnols amants de la liberté et de la République. C'est nous qui, dans un Front populaire, avons défendu la République, une République que l'U.N.E. considère morte. C'est nous qui disons aux Anglais, aux Américains, aux Russes et à tous les peuples démocratiques du monde — et très particulièrement aux Espagnols exilés en France — que l'on doit tenter de libérer l'Espagne en évitant une nouvelle tuerie cruelle entre Espagnols [7]. »

Que d'illusions, que de vaines et glorioles espérances, quel manque de connaissance des motivations qui déterminaient la politique des Etats « démocratiques » ! Le livre de José Borrás dont nous avons extrait cette citation abonde en enfantillages de ce type et en guimauve littéraire, aux lieux et place d'une difficile mais indispensable analyse des conjonctures politiques internationales. La garde est baissée devant la froide détermination des Etats, égoïstes par nature. Après les désillusions, inévitables, viendront les aventures lancées à coups de jeûnes, à coups de morts et d'arrestations, prix aussi mal calculé que l'était la croyance en des gouvernements bourgeois démocratiques animés des meilleures intentions...

Car le mouvement libertaire espagnol, du moins dans ce qu'il déclare officiellement, n'a rien appris de ce que vaut « l'antifascisme » national ou international : « Une des constantes qui ont nettement marqué le comportement politique des partis et organisations exilés a été de croire — et de faire croire — que si les antifascistes espagnols perdirent la guerre civile et s'ils ne sont pas encore parvenus à abattre la dictature franquiste, la faute en est aux puissances étrangères [8]. »

S'agit-il d'une interprétation particulière, marquée par les circonstances propres au conflit ibérique ? Il ne le semble pas, car nous retrouvons ce raisonnement, non plus à chaud, mais comme expression naturelle d'un courant de pensée, chez nombre de militants, et à propos d'autres guerres. Ainsi, sous la plume d'un excellent militant asturien, Ramon Alvarez, quand il parle d'Eleuterio Quintanilla, organisateur et propagandiste anarchiste du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle : « Tant que la guerre ne se manifesta pas par le choc brutal des armées sur les champs de bataille, transformés en tombes gigantesques de jeunes gens qui avaient rêvé d'une 'Belle époque' prolongée, Quintanilla se déchaîna contre la guerre. Il n'ignorait pas que les tueries collectives ont toujours assuré le salut du capitalisme, coïncidant chronologiquement avec les cycles de crises économiques, résultats des inévitables contradictions d'un système social basé sur l'exploitation et le profit.

« Une fois mortes les illusions reposant sur un internationalisme trop jeune pour être enraciné dans la conscience civique — bien qu'il doive constituer la première aspiration d'un idéaliste sincère —, Quintanilla décida rapidement de défendre le camp occidental, car il représentait une plus grande somme de libertés, où était possible l'ensemencement révolutionnaire ; alors que la victoire du kaiserisme eût signifié un recul sensible, dont les conséquences eussent retombé de préférence sur les couches les plus pauvres de chaque nation [9]. »

\*\*\*

Dans la plupart des cas, le choix d'un camp est déterminé par le sentiment d'impuissance chez le militant. Demeurer en dehors de l'affrontement public majeur lui semble l'exclure de toute action, de toute existence. Or, il ne s'agit pas d'être neutre, mais de refuser les règles d'un jeu qui n'est pas le sien. C'est le choix d'un camp qui fait disparaître sa personnalité propre. Son engagement signifie son suicide en tant que militant anarchiste. Que les circonstances l'obligent à se trouver inséré, en uniforme ou en civil, dans les appareils de l'une des parties belligérantes, ne l'engage pas.

Ce serait sa justification de ce qu'il n'a pas le pouvoir d'éviter qui le mettrait hors du combat social. C'est à partir de cette — de sa — situation de fait, non choisie, qu'il peut commencer — ou continuer — d'agir. Pour agir, il doit travailler à suivre et à comprendre les événements, tâche peu aisée mais possible. De même qu'il doit connaître le milieu où il se trouve placé, pour en saisir la diversité et les contradictions. Tous éléments de connaissance qui lui serviront, dans l'immédiat ou dans le temps. Les aspects sociaux d'un conflit, d'une tension, d'une guerre ne sont jamais absents longtemps. Non plus que les réactions individuelles. Là est son terrain.

Quant à la sempiternelle considération que tout acte, tout sentiment exprimé, toute attitude font le jeu de l'un ou l'autre des antagonistes, elle est sans nul doute exacte. Le tout est de savoir s'il faut disparaître, se taire, devenir objet, pour la seule raison que notre existence peut favoriser le triomphe de l'un sur l'autre. Alors qu'une seule vérité est éclatante : nul ne fera notre jeu si nous ne le menons pas nous-mêmes.

\*\*\*

Ne pas vouloir participer aux opérations de politique internationale, dans l'un des camps en lutte, ne signifie pas qu'il faille se désintéresser de la réalité de ces opérations, de ces formes de guerre permanente prenant les aspects les plus variés : commerciaux, politiques, militaires ; de ces stratégies.

Oublier que les Etats Unis, par vocation et volonté de puissance, sont partout présents dans le monde, veulent assurer la défense et la garantie de leur métropole qui dépend d'un ravitaillement de nature intercontinentale ; oublier les tendances à l'hégémonie mondiale de l'Union soviétique ; oublier la capacité expansionniste de la Chine ; oublier que les poussées d'indépendance qui secouent l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine sont à la fois volontés populaires, surgissements de nouvelles classes dirigeantes et pions des rivalités entre grandes puissances, c'est se condamner à tomber dans tous les panneaux.

C'est au contraire par le tri continu des éléments décisifs entre manœuvres de type nationaliste ou impérialiste et courants de libération authentiques que la critique libertaire peut et doit s'exercer si elle veut être instrument de connaissance et de combat.



Or, à chaque fois que le militant prend position, avec l'espoir d'occuper une place dans la « marche de l'histoire », ou qu'il refuse de manifester son soutien à une poussée sociale, par souci de ne pas favoriser une autorité gouvernementale, il erre ou perd toute existence. Il faut se rappeler à ce propos l'attitude d'intellectuels libertaires italiens estimant « progressive » la liquidation de la féodalité tibétaine par l'Armée rouge chinoise (qu'il était possible — aussi absurdement — de mettre en parallèle avec le rôle moderniste de la conquête mussolinienne de l'Abyssinie). Ou encore les réticences de milieux anarchistes français lors de l'insurrection hongroise de 1956, dans laquelle ils voyaient la main de la propagande nord-américaine. Plus tard, la critique des méthodes dictatoriales castristes fut assimilée à la défense de l'impérialisme yankee.

Et plus récemment, nous avons pu lire dans un journal anarcho-syndicaliste norvégien une défense inconditionnelle du MPLA d'Angola.

Ce sont exemples non de clairvoyance, mais de soumission aux artifices des propagandes, d'absence d'information directe ou de travail d'analyse. Exemples de l'inutilité des principes, si ceux-ci ne sont pas constamment nourris et vérifiés par l'effort de connaissance.

Par contre, là où nous trouvons des alliés naturels, là où surgissent des forces sur le plan social qui brisent le faux dilemme des blocs bons ou mauvais, nous ne sommes ni assez vigilants ni assez solidaires. Du moins en tant que mouvement, car fort heureusement, individus, noyaux et initiatives agiles n'ont jamais manqué.

Il va sans dire que nos alliés naturels ne sont pas, dans les pays de l'Est, les services nord-américains, ni, en Amérique, les hommes du KGB. Mais réduire la compréhension des situations nationales et la complexité des rapports internationaux à ces cirques — comme il est aisé et courant de le faire — serait lamentable pour des militants, rétifs par principe aux sortilèges manipulés des mass media.

Si nos alliés naturels se trouvent parmi ceux d'en bas qui, sous des formes infiniment variées luttent ou se défendent dans les entreprises ou dans les quartiers populaires des villes ou des bourgs, bulgares, cubains ou sud-africains, russes ou chinois, argentins ou nord-américains, ou à Hong Kong ou au Japon, nos ennemis non moins naturels sont les systèmes et les régimes qui les dominent, les exploitent ou les répriment.

De même que nos préoccupations portent sur l'évaluation des résultats des mille formes de résistance aux conflits — non pas théoriques, mais réels — c'est-à-dire sur la question de savoir, par exemple, si les dizaines de milliers de déserteurs ou de réfractaires nord-américains ont accéléré la liquidation de la guerre au Viet-Nam. Ce qui ne nous place nullement à la traîne ni aux ordres du gouvernement d'Hanoi.

A regarder de près, nous ne sommes pas absents du combat, si nous menons le nôtre, tout en connaissant et en dévoilant celui des autres. Nous dirions même que notre combat dépend étroitement de la connaissance de celui des autres. Les chausse-trapes se préparent évidemment bien à l'avance. Pour ne pas y tomber, nos généralités préventives ne sont pas suffisantes. Il nous faut dès maintenant apprendre à détailler : antagonisme-collaboration entre Etats-Unis et URSS, eurocommunisme, libérations du type angolais, éthiopien ou cambodgien, démocratie à la japonaise, etc. Des détails qui nous renforceront dans notre hors-jeu international et notre possible action internationaliste. (Paris, juin 1977)

Santiago PARANE

(militant chilien qui collabora à la presse libertaire internationale)

Article paru dans *Interrogations* n°11, juillet 1977, revue internationale de recherche anarchiste

Notes

[1] *Neither East nor West*, Freedom Press, Londres 1952.

[2] *War Comentary*, décembre 1939.

[3] *Marx, Engels et la politique internationale*, Gallimard, Paris, 1975.

[4] *Ibidem*, p. 199.

[5] « Aux compagnons... », Archives Bakounine II

[6] « Etatisme et Anarchie », Archives Bakounine III.

[7] José Borrás, *Políticas de los exiliados españoles - 1944-1950*, Ruedo Iberico, Paris, 1976.

[8] *Ibidem*, p. 23.

[9] *Eleuterio Quintanilla - Vida y Obra del Maestro*, Editores Mexicanos Reunidos, Mexico, 1973.

**Joao Bernardo**  
**Transnationalisation du capital**  
**et fragmentation du prolétariat**  
**(premier chapitre)**

**Avant-propos du traducteur**

Le texte qui suit est la traduction du premier chapitre d'un petit livre publié en juin 2000 par les éditions Boitempo Editorial, au Brésil. Les chapitres suivants seront publiés dans les prochains numéros de *Ni patrie ni frontières*. Il s'agit d'une série de cours prononcées devant des ouvriers de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), principal syndicat brésilien). Joao Bernardo est l'auteur de plusieurs ouvrages, malheureusement tous inédits en français : *Para uma teoria do modo de produção comunista* (1975), *Marx critico de Marx. Epistemologia, classes sociais e tecnologia* (3 vol., 1977), *Lutas sociais na China (1949-1976)* (1977), *O inimigo oculto* (1979), *Capital, sindicatos, gestores* (1987), *Economia dos conflitos sociais* (1991), *Dialectica da pratica e da ideologia* (1991) *Estado, a silenciosa multiplicação do Poder* (1998), *Poder e dinheiro* (3 vol.) (1997, 1999, 2002), *Labirintos do fascismo* (2003). Militant du PC portugais (1964-1966), puis d'un groupe maoïste (1966-1973), il fut exclu, pour raisons politiques, de toutes les universités de son pays puis s'exila en France de 1968 à 1974. Pendant les années 1974-1975, il fut l'un des animateurs du journal libertaire *Combate*, dont l'essentiel était composé d'interviews de militants de commissions de travailleurs qui, à l'époque, occupaient les usines voire essayaient de les faire tourner eux-mêmes. Il vit et travaille actuellement au Brésil. (Y.C.)

**Plan du livre**

- I. Etat Restreint, Etat Elargi et corporatisme
- II. Intégration économique mondiale et illusions nationalistes
- III. Internationalisation du capital et fragmentation de la classe ouvrière
- IV. Chômage ou croissance du prolétariat ?
- V. Chômage ou réorganisation du prolétariat ?

**Présentation de l'auteur**

Ce livre se fonde sur les notes que j'ai prises pour préparer des cours, des séminaires ou des stages dans les milieux syndicaux de la CUT. J'ai délibérément gardé un certain ton oral, qui me permet ici de dialoguer avec le lecteur. Je présente les thèmes abordés dans le langage le plus simple possible et j'ai évité les notes de bas de page érudites, déplacées dans un texte de ce type. Mais la simplicité du style n'exclut ni l'exactitude ni la rigueur du raisonnement.

Il est aujourd'hui à la mode au Brésil de faire appel aux élans du cœur et de donner la primauté à l'éthique. Apparemment aucune conférence ne peut se terminer, ni parfois même commencer, sans que l'orateur n'invoque les sentiments de l'assistance. Et il est rare qu'un congrès ou un séminaire n'inclue pas le thème de l'éthique dans son programme. Pour éviter toute désillusion, je préviens le lecteur qu'il ne trouvera pas dans ce livre, ni dans aucun de mes écrits antérieurs ou futurs, la moindre référence au premier thème ou au second. L'appel aux sentiments, par opposition à l'appel à l'intellect, stimule l'irrationalisme ; or, depuis les années 1920 et 1930, le monde connaît bien le caractère politique de cette idéologie et ses résultats. A cette époque, les différents fascismes faisaient également appel au cœur et aux sentiments, fondement de leur idéologie et de leur pratique de mobilisation des masses. Quant à l'Éthique, abstraite et dotée d'une majuscule, elle est ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : la pire des hypocrisies. Les cyniques ont au moins l'excuse de savoir ce qu'ils font. Les moralistes n'ont même pas cette excuse, car la morale générale et universelle sert à masquer les résultats de certaines actions non pas tellement aux yeux des autres, mais surtout aux yeux de ceux qui agissent.

Aujourd'hui, face aux défis nouveaux qui se présentent à nous, nous avons plus que jamais besoin de lucidité et d'un froid raisonnement. Nous devons rejeter, sans compassion ni attachement sentimental, tout ce qui nous cause un préjudice ou est inutile — ce que nous avons hérité du passé ou ce qui se justifie par des habitudes solidement enracinées. Nous devons tracer avec rigueur la ligne de démarcation qui sépare les intérêts des travailleurs et les intérêts des capitalistes. Cette tâche est d'autant plus difficile qu'il ne s'agit pas d'une ligne régulière et stable, mais, au contraire, d'une ligne sinueuse et oscillante, qui se reconstruit à tout instant. Les appels au cœur et à l'éthique ne font qu'obscurcir ce qu'il faudrait éclaircir. L'administration d'une entreprise peut bien sûr patronner les arts et les bonnes causes,

appliquer les principes d'une nutrition rationnelle au menu de la cantine des travailleurs, par exemple, et déverser des discours humanistes à ses salariés, tout comme elle peut éviter de pratiquer la corruption et la fraude. Mais cette utilisation des sentiments et cette démarche éthique ne changent en rien les mécanismes fondamentaux de l'exploitation. De même, les dirigeants syndicaux sont capables d'informer régulièrement les travailleurs d'une bonne partie des décisions prises lors des réunions de direction et ne jamais détourner d'argent, mais ce n'est pas pour autant que la structure bureaucratique des syndicats changera ou que leur fonctionnement cessera d'être autoritaire et centralisé.

Les plus grandes difficultés qui ont entravé la lutte anticapitaliste au cours des deux siècles écoulés proviennent du fait que celle-ci a dû affronter deux types d'ennemis, l'un qui lui est extérieur et l'autre qui est né en son propre sein. Tous les échecs du mouvement ouvrier, sans exception, résultent du fait qu'il n'a pas été capable d'agir simultanément dans les deux registres et qu'il a régulièrement permis à des bureaucraties nées à l'intérieur de ce mouvement de se transformer en une véritable classe exploiteuse. A mesure qu'il liquidait les capitalistes déjà existants, le mouvement ouvrier a produit de nouveaux capitalistes qui ont occupé la place des anciens, revigorant ainsi la structure du capitalisme en tant que système d'exploitation. Aujourd'hui, quand tout semble recommencer, nous ne partons pas de zéro, mais d'une énorme expérience accumulée, qui permet d'éclaircir de nombreuses questions. Cela est possible, mais à deux conditions.

Tout d'abord, nous ne devons pas nous laisser griser par nos sentiments, qui sont les grands pourvoyeurs de lieux communs, et donc, les grands ennemis d'une pensée ouverte à la nouveauté. Ensuite, il nous faut mettre de côté l'éthique, parce que toutes les normes générales et universelles servent seulement à brouiller les clivages et antagonismes irréductibles qui fractionnent la société. Seuls les raisonnements absolument froids sont implacables, et peuvent dévoiler la dialectique sociale du capitalisme, qui renforce sans cesse les mécanismes d'exploitation en s'appuyant sur des éléments nés au sein du processus même de lutte contre l'exploitation.

### **ETAT RESTREINT, ETAT ÉLARGI ET CORPORATISME**

Tout au long de ce livre j'utiliserai fréquemment les concepts d'Etat Restreint et d'Etat Elargi. Il est donc préférable de les définir immédiatement. Le lecteur intéressé par une approche plus détaillée de cette question peut consulter le chapitre 3.E de mon livre *Economia dos conflitos sociais* (1998) ou dans une version plus courte et plus simple le chapitre I.6 de *Estado — a silenciosa multiplicação do poder* (1999) Je préciserai seulement que l'Etat Restreint désigne l'ensemble des institutions qui composent le gouvernement, le Parlement et les tribunaux, c'est-à-dire les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Habituellement, on regroupe ces trois pouvoirs sous le simple nom d'Etat et, pour la majorité des gens, cela désigne l'appareil d'Etat. Pourquoi considérer cet Etat comme restreint ? Et pourquoi penser qu'il existe dans l'appareil global de l'Etat, une autre sphère d'activité, plus ample ?

Pour tout ce qui concerne l'organisation interne des entreprises, patrons et gestionnaires choisissent des systèmes d'administration et organisent la force de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir législatif. De plus, ils établissent des hiérarchies, définissent l'amplitude des décisions qu'il est possible de prendre à chaque échelon et imposent des normes de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir exécutif. Enfin, les propriétaires des entreprises ou leurs administrateurs évaluent les tâches accomplies par chaque travailleur, en accordant des primes de productivité ou en imposant des amendes ou d'autres types de sanction, y compris le licenciement, ce qui constitue une forme de pouvoir judiciaire. Et ils le font dans une sphère en grande partie étrangère aux conditionnements imposés par l'Etat Restreint. Le gouvernement, le Parlement et les tribunaux reconnaissent aux propriétaires privés et aux bureaucrates gestionnaires une énorme latitude dans l'administration, la direction et la pénalisation de la force de travail, leur attribuant par conséquent une véritable souveraineté. Tout exercice d'un pouvoir souverain est, en soi, une activité politique. Donc, si l'organisation de l'économie est, elle-même, directement, un pouvoir politique, alors son éventail d'action est extrêmement vaste. C'est pourquoi je l'appelle l'Etat Elargi. D'ailleurs, au cours des dernières décennies, avec l'intervention croissante des entreprises dans les aspects les plus variés de la vie sociale, le caractère ample de cet Etat a beaucoup augmenté.

L'Etat capitaliste a toujours résulté d'une association entre l'Etat Elargi et l'Etat Restreint. On parle beaucoup de corporatisme, et nous savons tous qu'il s'agit d'un équilibre entre les pouvoirs du gouvernement et ceux des dirigeants d'entreprises, avec la participation secondaire des bureaucraties syndicales. L'analyse de l'articulation entre ces deux types d'Etat éclaire les différents types de corporatisme, leurs origines et leur développement. Dans ce cadre, le corporatisme est une question fondamentale.

Au cours de sa phase initiale, l'Etat Elargi a dû lutter pour utiliser un Etat Restreint fortement lié à des systèmes de gouvernement aristocratiques et seigneuriaux. Au début du capitalisme, lorsque l'accumulation et la concentration du capital étaient loin d'atteindre le niveau atteint plus tard, les entreprises n'étaient pas capables de créer, dans leur sphère propre, les Conditions Générales de Production dont elles avaient besoin. Les Conditions Générales de Production sont toutes les infrastructures, non seulement matérielles, mais sociales et culturelles, indispensables pour que le capitalisme existe et se développe, et qui agissent à un niveau supérieur à celui de chaque entreprise considérée individuellement. Les chemins de fer, par exemple, le réseau électrique, le système scolaire, les modèles culturels ne peuvent se limiter aux frontières de chaque entreprise et les dépassent toutes. Sans ces Conditions Générales de Production, le capitalisme n'aurait pu commencer à se développer, et ne réussirait pas aujourd'hui à détenir l'hégémonie.

Pour créer les infrastructures matérielles et sociales dont elles avaient besoin, les entreprises, c'est-à-dire les composantes de l'Etat Elargi, ont dû réorienter leurs objectifs et les normes d'activité de l'Etat Restreint. Cela a été l'époque des grandes révolutions politiques capitalistes qui ont commencé à s'ébaucher lors de la guerre civile anglaise de 1642-1646, ont assumé une forme classique durant la Révolution française de 1789 et se sont finalement généralisées avec la vague de révolutions qui, de 1846 à 1849, a agité toute l'Europe, de la Pologne au Portugal, de l'Angleterre au sud de l'Italie. A partir de là, on est entré dans une phase où l'Etat Restreint s'est mis à jouer pleinement son rôle d'organe central du capitalisme. La bureaucratie gouvernementale est devenue capable d'imposer sa volonté aux entreprises.

Mais, en même temps, précisément à partir de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'impérialisme européen a changé radicalement de caractère. Il a cessé de reposer sur un processus de travail esclavagiste et sur des circuits commerciaux régis par les lois du mercantilisme, et a adopté une production et une commercialisation de type capitaliste. Ce qui a donc permis à l'Etat Elargi d'atteindre une nouvelle phase.

Tandis que, dans les métropoles, l'Etat Élargi, avec ses fonctions explicitement politiques, allait se développer sous la tutelle de l'Etat Restreint, dans les colonies et les pays semi-colonisés, l'émancipation politique de l'Etat Elargi s'est réalisée sous sa propre initiative. Le colonialisme moderne en Inde et en Afrique n'a pas commencé avec la souveraineté des gouvernements métropolitains, mais de façon directe grâce à la souveraineté des entreprises. Il s'agissait de grandes entreprises qui administraient des territoires, recouvraient des impôts, émettaient de la monnaie et possédaient leurs propres armées et leurs propres bureaucraties. Le même système, mais à une échelle plus modeste, fut appliqué en Amérique latine par les compagnies étrangères qui y construisirent des canaux ou des voies ferrées.

Durant cette phase, cependant, la prolétarianisation de la force de travail dans les colonies en était encore à ses débuts. Les entreprises ne pouvaient être pleinement lucratives que si le capitalisme atteignait déjà un certain stade de développement et, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il s'agissait seulement d'appliquer, dans les colonies, les premières mesures qui pourraient lancer ce développement. Les coûts étaient trop importants et les compagnies coloniales n'ont pas réussi à les assumer. Pour l'installation des Conditions Générales de Production dans les zones colonisées et semi-colonisées, il a fallu faire appel à la totalité des capitaux existant dans les métropoles et mobiliser des capacités économiques qui dépassaient la stricte vocation coloniale. Mais, pour cela, les grandes entreprises coloniales se sont vues obligées de renoncer à leur souveraineté et de la transférer à l'Etat Restreint. D'ailleurs, ce ne fut pas exactement ce qui se passa : la souveraineté des entreprises coloniales ne fut pas transmise au gouvernement central ; au cours d'un processus différent, les administrations des indigènes et les armées, les banques d'émission et les tribunaux coloniaux, qui s'étaient tout d'abord intégrés dans les grandes compagnies, furent peu à peu détachés d'elles et convertis en institutions officielles, avec les mêmes fonctionnaires et les mêmes chefs. Mais on avait procédé entre-temps à une expérience pratique grâce à laquelle l'Etat Elargi a fonctionné pendant des décennies comme l'unique appareil de gouvernement présent dans des territoires extrêmement vastes, ce qui fut décisif pour inciter ensuite les entreprises à assumer dans les métropoles un rôle politique toujours plus important.

Contrairement à ce que pensent les auteurs qui voient dans le capitalisme un centre et une périphérie, attribuant au centre toutes les nouveautés et laissant à la périphérie les imitations ultérieures, le capitalisme a été, dès le départ, un mode de production intégré et, en vérité, multicentré, dans lequel le rôle innovateur des prétendues périphéries n'est pas moins significatif que celui des centres. Si elles

n'avaient pas connu une période de souveraineté dans les espaces coloniaux, les grandes entreprises n'auraient jamais pu affirmer aussi facilement un pouvoir politique propre dans les métropoles.

Dans les métropoles, la bureaucratie gouvernementale commença, dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à intervenir dans le marché du travail et l'organisation de l'assistance, même s'il s'agissait de formes encore balbutiantes. Cela signifie que les questions relatives au travail et aux conditions de vie des travailleurs commencèrent à être incluses dans les Conditions Générales de Production. La phase corporatiste n'est rien de plus que la définition des trois sphères qui participent à cette interrelation — gouvernement, patrons et syndicats — et à la stabilisation de leurs relations. En résumé, l'Etat Elargi avait initialement fait surgir dans les métropoles un Etat Restreint capitaliste ; ensuite, l'Etat Elargi a atteint sa maturité dans les colonies ; et enfin les États Restreints des métropoles ont consacré, dans leurs institutions corporatistes, le fonctionnement de l'Etat Elargi en tant qu'appareil politique.

\*

Le corporatisme est un cadre général qui permet d'analyser la totalité du capitalisme, dans toutes ses variantes et dans son évolution historique. L'organisation corporatiste s'est développée dans les pays économiquement les plus évolués comme dans les pays retardataires. Et, dans la pratique, elle a été adoptée aussi bien par les démocraties que par les Etats fascistes et les systèmes autoritaires, ainsi que par le régime soviétique. Certes, les régimes fascistes ont été explicitement corporatistes, alors que les démocraties prétendent que les individus (et non les groupes d'institutions articulés dans le corporatisme classique) sont la base de la vie politique, grâce à leur rôle en tant qu'électeurs. Mais le fonctionnement réel des démocraties a été assuré par les relations tripartites du corporatisme. Parfois cela se déroule de façon informelle, comme dans les pays d'économie libérale ; dans d'autres cas, le corporatisme est prévu par la loi, grâce aux gouvernements sociaux-démocrates. Et, même si la doctrine officielle prétendait le contraire, le corporatisme a prévalu aussi dans l'ancienne Union soviétique.

Ce dernier aspect est décisif si l'on veut comprendre les transformations importantes intervenues dans l'Est européen. Pour la plupart des gens, et même pour les spécialistes de ces questions, la vie politique soviétique se résumait au Parti communiste et la vie économique au plan central ; en d'autres termes, tout se serait passé dans le cadre de l'Etat restreint. Cependant, les administrations des entreprises et les syndicats jouèrent un rôle considérable dans le fonctionnement de l'économie et de la société soviétiques. Le Parti communiste, quoiqu'il infiltrât toute la société, ne constituait pas un cadre organisateur suffisant.

Les réformes de Krouchtchev et les tentatives de réformes de Kossyguine, en grande partie avortées, visaient à remodeler les relations entre le gouvernement central et les grandes entreprises, en procurant à celles-ci une plus grande autonomie.

A l'autre sommet du triangle, la bureaucratie syndicale soviétique commença, durant les années 1930, à participer à la gestion des entreprises et à administrer les fonds de Sécurité sociale et l'ensemble des établissements de repos et des centres de vacances, en déterminant les critères de leur utilisation. Cela donna aux dirigeants syndicaux un énorme pouvoir de contrôle sur la classe ouvrière, au point qu'ils décidaient également des priorités de l'accès au logement. Durant les années 1950, l'intervention des syndicats s'accrut encore dans l'administration courante des entreprises, en même temps que se renforçait leur rôle de distributeurs de services. En URSS, les services formaient une composante très importante — et en augmentation constante — du salaire familial réel. Alors qu'en 1970 les versements réalisés par les fonds de Sécurité sociale et les autres types de services représentaient 25,8 % des revenus totaux des travailleurs, en 1987 ceux-ci s'élevaient à 29,9 %. Cela signifie qu'entre 1/4 et 1/3 du salaire réel était payé à l'ouvrier par l'intermédiaire du syndicat. Les syndicats soviétiques participaient directement au fonctionnement du salariat et leurs dirigeants assumaient donc des fonctions patronales. C'est précisément pour cette raison que la totalité de la force de travail soviétique devait être syndiquée, sinon elle perdait son droit à une fraction substantielle de son salaire. D'ailleurs, une loi de 1932 stipulait que les travailleurs non affiliés à des syndicats ne bénéficieraient que de la moitié de la Sécurité sociale. L'appareil syndical faisait partie intégrante du capitalisme d'Etat. La bureaucratie syndicale soviétique agissait comme un département du gouvernement et, en même temps, comme un département de l'administration des entreprises, resserrant les relations entre l'Etat Restreint et l'Etat Elargi.

Le fonctionnement corporatiste de l'économie de l'ancienne Union soviétique a servi de cadre aux transformations opérées dans les dernières années, en particulier aux privatisations et au remodellement de l'appareil politique central. Sous cet aspect également, la Russie n'était pas différente du reste du monde, où les privatisations avaient été préparées par l'évolution des rapports de force entre Etat

Restreint et Etat Elargi. Aujourd'hui, plus de la moitié des entreprises russes privatisées se trouvent entre les mains de coalitions formées par leurs administrateurs, qui détiennent une minorité des actions de l'entreprise, et par les dirigeants syndicaux, qui contrôlent en pratique la majorité des actions. Une continuité sociale notable a été ainsi assurée entre l'ancien et le nouveau régimes. Quant aux entreprises restantes, celles qui n'ont pas été acquises par le capital transnational, elles sont directement, ou indirectement, contrôlées par le crime organisé.

\*

L'économie parallèle, ou économie informelle, représente un élément important dans le passage à la phase actuelle de suprématie de l'Etat Elargi. De ce point de vue, on peut la définir comme une économie qui échappe non seulement à la surveillance, mais aussi aux services statistiques de l'Etat Restreint. Il s'agit d'une économie extérieure à la comptabilité officielle. En même temps, l'économie informelle est pourtant indispensable à l'économie officielle, car elle se trouve dans une situation comparable à celle des sous-traitants par rapport aux grandes entreprises.

Une partie considérable de l'économie informelle est liée au crime organisé. Les liens entre économie criminelle et économie officielle sont d'autant plus étroits que, depuis déjà pas mal de temps, les spécialistes ont du mal à distinguer entre le passage de capitaux de la sphère du crime organisé vers la sphère de l'économie officielle, et, dans le sens inverse, l'utilisation de méthodes illégales, et parfois franchement criminelles, utilisées par des entreprises appartenant à l'économie officielle.

C'est dans ce contexte que l'on doit apprécier le rôle prééminent joué par le crime organisé dans l'économie des pays qui ont succédé à l'Union soviétique. Lorsque l'URSS existait encore, les plans centraux ne fonctionnaient pratiquement que parce qu'il existait un secteur non reconnu, officiellement chargé, grâce à un profit illégal, de faire en sorte que les entreprises qui avaient besoin de biens déterminés les obtiennent des entreprises qui en avaient trop. L'économie parallèle était tolérée par le régime soviétique, parce que, sans elle, il aurait été impossible de remédier aux insuffisances du plan central. Disposant d'un très vaste réseau de contacts et d'énormes sommes accumulées clandestinement, ce secteur se trouvait dans une position privilégiée pour profiter des facilités accordées aux investissements privés et, donc, participer aux privatisations. Nous voyons qu'ici aussi se vérifie une importante continuité sociale entre le capitalisme d'Etat soviétique et le capitalisme russe actuel. A partir de cette base initiale, le crime organisé a pu intervenir dans la totalité de l'économie russe. Selon des calculs gouvernementaux, cités dans *The Economist* du 19 février 1994 et dans *Business Central Europe* (juillet 1994), 70 ou 80 % des entreprises privées doivent reverser aux organisations criminelles entre 10 et 20 % de leurs profits. Le président de la Commission des affaires de sécurité du Parlement russe a affirmé, selon *The Economist* du 9 juillet 1994, que le crime organisé contrôlait 81 % des actions ayant le droit de vote dans les entreprises privatisées. Et la Banque centrale russe, selon une correspondance publiée dans *The Economist* du 13 mai 1995, a calculé qu'au moins 160 banques sont contrôlées par le crime organisé. Selon la même source, en 1994, 35 banquiers ont été assassinés sur l'ordre du crime organisé. C'est-à-dire un tous les dix jours, si l'on admet que les assassins prennent deux semaines de vacances chaque année.

Et de même que les économies légales qui composaient l'ancienne sphère soviétique se sont internationalisées, en se liant à leurs homologues transnationales, de même l'économie criminelle s'est internationalisée, en s'associant au crime organisé mondial. Aujourd'hui, la Russie est probablement la principale base économique du crime organisé. Comme les autorités n'ont dressé aucun obstacle sérieux contre la légalisation des capitaux illégalement accumulés, on peut affirmer que le crime organisé mondial a officialisé son activité économique en Russie et dans les autres pays dépendant auparavant de l'Union soviétique. Il s'agit d'un aspect décisif pour l'étude de l'Etat Elargi contemporain.

\*

Dans la forme classique du corporatisme, c'était l'Etat restreint qui exerçait l'hégémonie sur le triangle gouvernement + entreprises + syndicats. Mais, dans la phase actuelle, même lorsque ce triangle se maintient, la hiérarchie s'inverse et c'est l'Etat Elargi qui prédomine. Pour parvenir à comprendre ces aspects, les formes juridiques sont non seulement inutiles mais contre-productives. Même si les institutions paraissent fréquemment inchangées et si les formes de leur relation semblent les mêmes, la façon dont cette relation se concrétise s'est considérablement transformée, ainsi que la manière dont les institutions sont utilisées. Dans toutes les situations où des entreprises et des administrations publiques ont été privatisées, elles étaient déjà depuis très longtemps gérées de façon complètement privée avant d'être formellement vendues au secteur privé. En d'autres termes, le secteur privé peut acquérir des

entreprises et des administrations qui jusqu'alors avaient été publiques parce que la fonction de coordination politique centrale de l'Etat Elargi s'accroît toujours plus. Les prétendues privatisations sont au point de convergence entre ces deux lignes d'explications, offrant deux perspectives pour analyser le même processus.

Et c'est ainsi que l'on est passé d'un corporatisme caractérisé par la prédominance de l'Etat Restreint à un corporatisme sujet à la prédominance de l'Etat Elargi.

L'Etat Elargi a acquis aujourd'hui l'hégémonie sur l'Etat Restreint. Pour comprendre cette transformation, il faut se souvenir, d'un côté, que les occasions de contacts directs entre les entreprises se sont multipliées, étant donné la transnationalisation du capital et la multiplicité de ses formes de concentration ; et, d'un autre côté, il faut souligner le rôle des groupes de pression qui reproduisent informellement, à partir de l'Etat Elargi, des canaux officiels d'interactions institués à partir de l'Etat Restreint.

Les grandes entreprises peuvent déjà nouer directement des relations, puisque la médiation de l'Etat Restreint est de moins en moins nécessaire.

De même, dans la Russie contemporaine, on assiste au déclin de l'Etat Restreint et au renforcement de l'Etat Elargi. Nous avons déjà vu que, dans son écrasante majorité, et si l'on exclut les filiales des entreprises transnationales, l'économie russe actuelle peut être définie comme une économie syndicalo-criminelle. Le ridicule dans lequel est tombée la vie politique de ce pays est l'expression la plus visible de cette décadence de l'autorité de l'Etat Restreint. Le fonctionnement complètement discrétionnaire des institutions découle de l'importance assumée par le crime organisé à l'intérieur de l'Etat Elargi.

\*

L'hégémonie acquise par l'Etat Elargi a amené le corporatisme à entrer dans une crise grave. Dans le triangle corporatiste, les syndicats étaient le sommet le plus faible ; leur importance était due à un jeu de forces entre le gouvernement et les entreprises. L'Etat Restreint ayant désormais une fonction subalterne, il reste deux options à la bureaucratie syndicale.

Une de ces options consiste à soutenir le plus possible la capacité d'initiative des gouvernants, en cherchant à trouver en eux un allié dans les négociations avec les patrons. Et l'on arrive alors à la situation ridicule où les gouvernants, reconnaissant le déclin de la sphère étatique qu'ils représentaient, défendent une orientation néo-libérale, tandis que la bureaucratie syndicale prétend les convaincre qu'ils continuent à être importants. Au Brésil, l'exemple des Chambres sectorielles (commissions tripartites syndicats-gouvernements-employeurs créées dans certains secteurs économiques qui étaient en danger ou que l'ancien gouvernement Cardoso voulait promouvoir, *NdT*) a bien illustré cette situation : les syndicats se sont efforcés de convaincre le gouvernement fédéral d'assumer, devant les patrons, un rôle qu'il n'est déjà plus capable de jouer. Il semble que les situations se soient inversées et que la bureaucratie syndicale, traditionnellement habituée à s'appuyer sur l'Etat Restreint, s'offre maintenant comme muleta. Dérisoire solution.

Un autre cas illustre également le besoin qu'éprouvent beaucoup de dirigeants syndicaux à s'appuyer sur l'Etat Restreint. Le bulletin *Informação Bancaria* (n° 226, avril 1995), édité par le Syndicat des employés de banque de Catanduva, a publié un article reproduit dans la *Quinzena CPV* (30 avril 1995) : « Le décret 955/95, réédition du décret 794/4, tente de porter un coup à l'organisation des travailleurs. Il place face à face le patron et l'employé (seul, sans garantie légale) pour 'discuter' (dicter les règles du jeu) de la participation aux profits, contrairement à la relation syndicat/employé-employeur-gouvernement. (...) Ce décret peut plaire, bien sûr, à la FIESP (Fédérations des Industriels de l'Etat de Sao Paulo) et aux grandes entreprises, dans la mesure où il réduit le pouvoir des syndicats, et établit une relation directe patron-employé (...) ». Cet article révèle une mentalité très courante chez les dirigeants syndicaux, qui ne se sentent forts face aux patrons qu'avec le soutien de l'Etat Restreint. Comme si les gouvernements étaient moins liés au capitalisme que les chefs d'entreprise !

La lutte des syndicats contre les privatisations se situe également à l'intérieur de la stratégie qui privilégie l'alliance avec l'Etat Restreint. Mais les travailleurs ne se mobilisent dans ces luttes que lorsqu'ils sentent leurs emplois menacés par la privatisation. Or, avant d'être formalisées dans un texte de loi, les privatisations ont déjà été mises en pratique dans la réalité, puisque de telles entreprises étaient gérées comme des sociétés privées, selon des critères et des objectifs identiques. C'est pourquoi, même lorsqu'elles restent publiques, ces entreprises adoptent des systèmes de gestion qui menacent également la stabilité de l'emploi. De plus, même s'il existe toutes les garanties légales, voire constitutionnelles, le chômage et l'économie informelle servent, en dehors du cadre officiel, à

flexibiliser le marché du travail. Toutes ces raisons amènent les travailleurs, dans tous les pays, à se mobiliser toujours moins contre les privatisations, en laissant les syndicats assez isolés dans cette stratégie.

Devant le déclin de l'Etat Restreint, les dirigeants syndicaux disposent d'une autre option : resserrer leurs liens avec le sommet hégémonique du triangle corporatiste, c'est-à-dire avec les entreprises, l'Etat Elargi. Mais comment les syndicats peuvent-ils alors éviter que leur sphère traditionnelle d'action soit absorbée par les départements des relations humaines ? Effectivement, les travailleurs ne voient aucune différence entre un syndicat bureaucratique et un département du personnel ; et les patrons préfèrent disposer d'un service intégré dans leur organigramme que d'avoir affaire à une institution qui, bien que bureaucratisée, jouit d'une marge d'indépendance et dont les dirigeants possèdent des intérêts propres.

Aujourd'hui, beaucoup de grandes entreprises préfèrent réguler directement le marché du travail plutôt que de recourir à la bureaucratie syndicale.

Si les syndicats réformistes eux-mêmes ne justifient leur existence que par la conquête de salaires plus élevés, alors il est parfaitement logique que les travailleurs se désintéressent d'eux lorsqu'ils ne parviennent pas à assurer cette fonction. Jerold L. Kellman évoque l'exemple des États-Unis dans un article paru dans le *1985 Britannica Book of the Year* (p. 288-289), publication annuelle de l'*Encyclopaedia Britannica*. « Le pouvoir de négociation des syndicats a décliné en même temps que le nombre des syndiqués baissait. Au cours de la première moitié de 1984, les contrats collectifs de travail ont accordé en moyenne aux travailleurs syndiqués des augmentations salariales annuelles de 2,8%, moins de la moitié de ce que les syndicats avaient réussi à obtenir trois ans auparavant. En vérité, les salaires des travailleurs non syndiqués ont augmenté davantage que ceux des travailleurs syndiqués. (...) Les dirigeants syndicaux ont admis officieusement que l'époque des grandes conquêtes salariales était révolue. Leur préoccupation principale consiste maintenant à garantir les postes de travail et — dans le cas d'un petit nombre d'entreprises — à obtenir la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration. » Puisqu'ils ont infléchi leur stratégie en cherchant à devenir membres des conseils d'administration, les dirigeants syndicaux remplacent la perte de leur base ouvrière par un élargissement de leur base capitaliste. De gestionnaires du marché du travail, ils s'efforcent de se transformer en gestionnaires directs du capital. Tel est l'un des aspects du processus que j'appelle le capitalisme des syndicats.

Au Brésil, ces dilemmes ont quelques répercussions étranges. *Quinzena CPV* (15 avril 1995) a reproduit un article d'Altamiro Borges, président du Centre d'études syndicales, texte publié au départ dans *Debate Sindical* (n° 18, avril-juin 1995). Selon l'auteur, il faudrait voter une loi imposant l'unité syndicale et une cotisation syndicale obligatoire, sinon on aboutira à des syndicats pro-patronaux. Altamira Borges paraît connaître suffisamment bien les syndicats pour écarter l'hypothèse que ceux-ci s'appuient un jour sur la classe ouvrière, que l'on arrive à une unité syndicale fondée sur la solidarité des luttes et que l'on obtienne des fonds grâce à des cotisations volontaires. S'ils se réduisent à une institution bureaucratique, il ne reste effectivement plus aux syndicats qu'à s'appuyer sur l'Etat Restreint ou l'Etat Élargi. L'auteur de cet article dévoile involontairement les contradictions de l'orientation même qu'il défend.

Dans ce contexte, les dirigeants syndicaux ont encore une possibilité de conserver leurs privilèges sociaux. Si l'alliance avec les gouvernements ne leur garantit plus la force politique et si une grande partie des entreprises ne s'intéressent plus à l'appareil syndical en tant que régulateur du marché du travail, les syndicats se transforment alors eux-mêmes en entreprises capitalistes. En investissant leurs capitaux pour acquérir des entreprises productrices de biens industriels ou de services, ou en gérant les fonds de pension à la direction desquels ils participent, ils deviennent ainsi des entreprises financières. Dans *Capital, sindicatos, gestores* (1987), j'ai cherché à décrire en termes simples, et en donnant de nombreux exemples, ce que j'appelle le capitalisme des syndicats. Depuis lors, mon analyse n'a fait que se confirmer, et le fait que les syndicats perdent des adhérents semble les pousser à renforcer leur engagement dans la sphère entrepreneuriale. De fait, si l'élargissement de l'implantation parmi les travailleurs était considérée principalement comme une façon d'accroître les recettes, rien de plus naturel que de compenser aujourd'hui le déclin des cotisations au moyen d'une participation croissante aux bénéfices du capital.

Actuellement, au Brésil, on peut observer une manifestation inattendue du capitalisme des syndicats. Les sommes considérables dont dispose le Fonds d'aide au travailleur (alimenté par des subventions accordées par des organismes internationaux, ce fonds permet non seulement de financer la reconversion



ou la formation de salariés en difficulté mais il a servi également à financer de nombreux départements universitaires de sociologie du travail, d'économie du travail, etc., *NdT*) ont servi à mettre les centrales syndicales sous la tutelle financière du gouvernement, assurant ainsi leur docilité et leur dépendance. Engagés dans une nouvelle forme d'assistantat social, et en étroite collaboration avec les chefs d'entreprise, les syndicats se consacrent à trouver un emploi à de nombreux travailleurs licenciés et à donner des cours à des *terceirizados* (ex-salariés licenciés auquel le patron « promet » de donner du travail à condition qu'ils se mettent à leur compte ; il peut s'agir d'informaticiens comme de balayeurs, *NdT*) pour qu'ils apprennent à créer des micro-entreprises. Cette tentative de gestion de la galère a même été présentée comme un exemple de solidarité économique. Certains prétendent même, avec tout le sérieux du monde, que le socialisme pourrait se développer à travers une association entre les entreprises capitalistes, chaque fois plus concentrées et plus productives, et ce secteur faible et précaire. Il serait difficile de trouver un exemple plus flagrant de collaboration avec le capital de la part des syndicats ; ceux-ci cherchent à pallier superficiellement certains des défauts les plus nocifs de l'actuelle restructuration économique, au lieu de profiter précisément de tels effets pour mobiliser les travailleurs contre le capitalisme. Lorsque je soulève ces questions devant des dirigeants syndicaux de la CUT, ils me répondent invariablement que, s'ils ne réclamaient pas les subventions du Fonds d'aide au travailleur, toutes ces sommes iraient à l'autre centrale, Force syndicale (centrale plus à droite et moins importante que la CUT, *NdT*). Et c'est ainsi que la concurrence économique entre les centrales syndicales a conduit à homogénéiser leurs orientations politiques.

Il est intéressant de se pencher en détail sur un autre cas, celui de l'ancienne Union soviétique (que je n'ai pas mentionné dans mon livre *Capital, sindicatos, gestores*) et dont les répercussions continuent à se faire sentir dans la Russie actuelle. Différents spécialistes s'étonnent que le chômage en Russie soit très réduit. Les recherches faites directement sur le marché de travail révèlent un nombre de chômeurs plus élevé que celui enregistré par les statistiques officielles, mais on arrive seulement à un taux de 6,5 %. Richard Layard, économiste britannique et consultant du gouvernement russe, attribue ce taux relativement bas au fait que, comme le synthétise *The Economist* (18 février 1995), « les salariés préfèrent accepter une baisse importante des salaires réels plutôt que de perdre leur emploi ». Et le même hebdomadaire explique la raison de ce choix : « Les allocations chômage sont très basses et les services sociaux (écoles, hôpitaux, etc.) dépendent fréquemment des usines : on comprend donc que les travailleurs veuillent rester dans les entreprises. » Selon Guy Standing, cité dans le même numéro de *The Economist*, le taux de chômage en Russie, en excluant le secteur agricole, serait de 35 % si l'on compte comme chômeurs tous ceux qui travaillent à temps partiel ou sont en disponibilité et ne reçoivent pas de salaires. Or, du temps de l'URSS, ce sont les syndicats soviétiques, comme nous l'avons dit plus haut, qui administraient les fonds de Sécurité sociale et déterminaient l'accès aux services hospitaliers, sportifs et culturels liés aux entreprises. Dans la Russie actuelle, l'importance socio-économique des syndicats s'est maintenue, ce qui explique qu'un pourcentage très élevé de la force de travail continue à être lié aux entreprises, en partie à travers les fonds et les services administrés par les dirigeants syndicaux, au lieu de dépendre du gouvernement central, à travers les allocations chômage. Dans ces conditions, le rôle des syndicats en tant que distributeurs de revenus salariaux, c'est-à-dire en tant que patrons capitalistes, se confirme.

Nous comprenons donc mieux la raison pour laquelle tant d'entreprises russes ont été acquises grâce à des associations regroupant gestionnaires et travailleurs représentés par leurs syndicats. Comme l'écrit *The Economist* (18 février 1995) : « La première phase (des privatisations) commença en 1992, quand l'Etat vendit de petites entreprises, telles que des magasins et des restaurants. Durant la phase suivante, qui commença en décembre 1992 et se termina dix-huit mois plus tard, 15 000 moyennes et grandes entreprises, qui au total employaient 86 % de la force de travail industrielle en Russie ont été vendues aux enchères. Dans la plupart des cas, ces ventes par adjudication ont accordé aux travailleurs et aux gestionnaires une participation majoritaire dans leurs entreprises (...). » Et *The Economist* du 5 novembre 1994 remarque : « Grâce aux privatisations, les salariés et les gestionnaires se retrouvent finalement avec 51 % de leurs entreprises. Ils tiennent à s'assurer des salaires élevés et la garantie de l'emploi (...). » Les travailleurs, dans tous les cas, ont dû voter pour approuver l'achat d'actions ; ils se sont ainsi garanti une certaine stabilité de l'emploi et la possibilité de continuer à avoir accès aux biens et aux services à travers l'entreprise. Les syndicats, en dehors du fait qu'ils représentent les travailleurs dans la gestion de l'entreprise, consolident leur position en tant qu'institution qui organise ces services

et en réglemente l'accès. Et les gestionnaires restent à la direction de l'entreprise. C'est ainsi que s'est reproduite l'articulation des intérêts sociaux qui caractérisait l'ère soviétique.

Dans ce contexte, c'est la bureaucratie de l'Etat central qui semble avoir perdu la mise dans ce processus. L'Etat Restreint décline tandis que se renforce l'Etat Élargi, entendu comme une coalition entre gestionnaires patronaux et gestionnaires syndicaux dans le cadre des entreprises. Quelle en a été l'expression politique ? Le gouvernement présidé par Tchernomyrdine, qui est jusqu'ici le gouvernement qui a duré le plus longtemps, n'a jamais eu le moindre soutien parlementaire et n'a jamais cherché à en avoir. Sa force émanait directement des administrations des grandes entreprises, en particulier de l'appareil militaro-industriel, et des dirigeants syndicaux qui ont participé activement aux privatisations.

Devant l'échec de l'alliance politique entre les syndicats et l'Etat Restreint, l'exemple russe éclaire quelques aspects de l'autre solution qui se dessine pour assurer la survie des bureaucraties syndicales et la perpétuation de leurs privilèges : leur transformation en propriétaires collectifs capitalistes. Mais, en dehors de cette stratégie industrielle menée par leurs dirigeants, existe-t-il une autre issue pour les syndicats ?

\*

On peut envisager une troisième solution, opposée politiquement aux deux autres. Ce serait d'abandonner le cadre corporatiste et d'adopter une orientation entièrement différente de celle qui a été suivie jusqu'ici ; que les syndicats deviennent — ou redeviennent — des organes de lutte contre le capitalisme, au lieu de n'être que des instances négociatrices de mesures pro-capitalistes. Mais cela ne dépend pas de l'initiative des bureaucraties syndicales, qui seraient les premières perdantes dans ce cas. Un changement aussi radical ne pourra être provoqué que par les travailleurs eux-mêmes, lorsque surgira une nouvelle vague de luttes. Mais rien ne garantit que la prochaine offensive de la classe ouvrière insufflera un esprit nouveau dans les syndicats. Il se peut que cela les détruise ou les relègue à un plan secondaire. Durant la dernière période révolutionnaire, des années 1960 au début des années 1980, nous avons assisté au choc entre les structures syndicales et une structure démocratique, ouverte aux aspirations de la base : les commissions de travailleurs.

Le dernier exemple nous a été fourni par la Pologne en 1980 et 1981. Bien qu'il se réfère au rôle joué par le syndicat Solidarité, Claudio Nascimento a montré l'importance décisive que les commissions de travailleurs ont eue dans ce mouvement (cf. *Movimento pela autogestao na Polonia*, Lisbonne, Base, 1983 et *Rosa Luxemburgo e Solidarnosc — autonomia operaria e autogestao socialista*, Sao Paulo, Loyola, 1988).

Le Brésil également illustre bien le conflit entre les deux structures — syndicats et commissions de travailleurs. Les commissions de travailleurs ont été à l'origine de la grande vague de luttes qui a amené ensuite à la fondation de la CUT, et déjà à cette époque l'opposition entre les deux types d'institutions apparaissait clairement. Waldemar Pedreira a analysé ce problème dans sa thèse de doctorat : *Comissoes de fabrica — um claro enigma* (Sao Paulo, Entrelinhas, Cooperativa Cultural da UFRN, 1997). La structure syndicale a prévalu dans la fondation de la CUT et qu'est-il arrivé aussitôt aux commissions de travailleurs ? On peut lire dans *Quinzena CPV* (31 octobre 1994) la reproduction d'un article paru *Chave Geral/O Transformador* (6 septembre 1994) : « La structure organisationnelle devient un colosse aux pieds d'argile si l'on ne peut pas compter sur l'organisation des travailleurs sur leur lieu de travail. Et c'est peut-être, au bout d'une décennie d'existence, le talon d'Achille de la CUT. A l'exception des salariés de la métallurgie et des banques, on n'a pas encore réussi à organiser les catégories urbaines à l'intérieur des entreprises. » De plus, ce qui s'est passé avec le prétendu « nouveau syndicalisme » au Brésil a été exactement le contraire. Tout d'abord, des organisations sont apparues sur le lieu de travail, organisations qui ont assuré au mouvement une dynamique ascendante. Cette dynamique a été institutionnalisée par la création d'une nouvelle centrale syndicale. Ensuite, les syndicats, pour assurer leur hégémonie bureaucratique, se sont efforcés de démanteler les commissions de travailleurs. Et maintenant, ils se plaignent de ne pas avoir de base ! Mais les directions syndicales souhaitent une base qui soit construite à partir du sommet, pour éviter que celle-ci, si elle choisit de s'organiser elle-même, décide de changer de sommet, ou même de s'en passer définitivement.

\*

Aujourd'hui, les principales entreprises qui emploient des technologies avancées exploitent de plus en plus les capacités intellectuelles des travailleurs. Elles profitent non seulement de leur capacité de raisonner à l'intérieur du processus de travail, mais également de leur compétence en matière

organisationnelle. Ces nouvelles formes d'exploitation se sont diffusées très rapidement, en général sous le noms de « toyotisme » et de « qualité totale ». Mais quelle est l'origine de cette poussée réorganisatrice du Capital ?

A partir de la fin des années 1950, voire plus tôt encore dans certains pays de la sphère soviétique, et jusqu'au début des années 1980, la classe ouvrière a déclenché dans le monde entier une phase offensive aux caractéristiques totalement innovatrices. Ces luttes étaient décidées et conduites en dehors des institutions syndicales et des mécanismes de négociation légalement institués, c'est pourquoi on a commencé à qualifier ces grèves de « sauvages » puis à parler de « mouvement autonome ». C'était la base, dans les assemblées d'entreprise et les commissions de travailleurs, qui décidait de la conduite des luttes. En contrôlant ainsi le mouvement dans la pratique, les travailleurs ont suggéré une solution à l'un des problèmes les plus dramatiques du socialisme qui a conduit à l'échec de toutes les expériences révolutionnaires, sans aucune exception. Le socialisme classique s'est limité finalement à liquider la propriété privée du capital, en attribuant la direction de toute l'économie, et donc, aussi de toute la société à une classe de gestionnaires. Autrement dit, l'appropriation privée du capital avait pris fin, mais les gestionnaires, dans la mesure où ils détenaient le contrôle absolu des mécanismes économiques, se sont convertis en propriétaires collectifs de tout le capital. Les travailleurs, de leur propre initiative, avaient changé de patrons mais continuaient à être exploités.

Dans ces conditions, en exerçant un contrôle direct sur leurs luttes, les travailleurs des années 1960 et 1970 ont montré que la question primordiale ne dépend pas de la seule propriété formelle du capital, mais de la position qu'occupe chacun de nous dans l'activité économique. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'un problème circonscrit aux rapports de propriété, mais de la façon dont sont organisées les relations sociales de travail. Dans de très nombreux cas, les travailleurs, durant ces décennies, ont lutté en occupant leurs entreprises, et les ont fait fonctionner eux-mêmes, en se passant des patrons et des principaux administrateurs. Mais comme le contrôle du mouvement était directement assuré par la base, les travailleurs, en prenant des décisions sur l'activité productive, ont obligatoirement violé la discipline instituée et commencé à remodeler les hiérarchies existant au sein de l'entreprise. Pendant les périodes où elles étaient entre les mains des travailleurs, les entreprises ont changé leur mode de fonctionnement et se sont réorganisées de l'intérieur. Les travailleurs ne se contentaient pas de revendiquer l'abolition de la propriété privée. Ils ont montré dans la pratique qu'ils étaient capables d'amener le processus révolutionnaire à un niveau fondamental, en modifiant les relations sociales de travail et de production.

Ce phénomène a constitué une innovation sans précédent et a eu des conséquences décisives. Tout d'abord, ces luttes se sont déroulées en dehors du consensus établi entre dirigeants syndicaux et patrons, consensus sur lequel reposait le prétendu Etat-providence. Ainsi, ce ne sont pas les capitalistes qui, durant les dernières années, ont pris l'initiative de démanteler les mécanismes de prévoyance sociale, pour inaugurer le néolibéralisme. Ce sont les travailleurs eux-mêmes, et depuis plusieurs décennies, qui ont marginalisé les syndicats et remis en cause la convergence d'intérêts à la base de cet Etat-providence. Deuxièmement, en remodelant, dans de nombreux cas, les relations de travail et la discipline d'entreprise, le mouvement ouvrier a remis en question la légitimité de la version classique du socialisme, qui s'était contenté de modifier les formes de propriété, mais en maintenant pour l'essentiel les relations de production capitalistes. En même temps que le mouvement des luttes autonomes ébranlait le système existant dans les pays occidentaux, il a ébranlé également le capitalisme d'Etat soviétique.

C'est pourquoi le mouvement s'est développé à l'échelle mondiale. Des luttes de ce type se sont produites en Europe occidentale, spécialement en France, en Italie et au Portugal, mais aussi en Grande-Bretagne, en Espagne et dans d'autres pays. La conduite autonome des luttes et la formation de commissions de travailleurs ont eu également une énorme importance en Europe de l'Est. En juin 1953, l'insurrection ouvrière de Berlin, qui s'est étendue à plusieurs villes et zones industrielles d'Allemagne de l'Est, s'est déclenchée spontanément et a eu comme cible immédiate les organisations syndicales. La grande insurrection hongroise de 1956 a vu se former des comités révolutionnaires spontanés et des conseils ouvriers qui ont été liquidés par l'invasion des troupes soviétiques. Bien que de façon plus atténuée, les luttes de fractions à l'intérieur du Parti communiste tchécoslovaque, en 1968, ont reflété les pressions des travailleurs pour obtenir une auto-organisation dans le cadre des entreprises. Et en Pologne, après les importantes révoltes ouvrières de 1956, de 1970 et de 1976, la constitution de commissions de travailleurs en marge du syndicalisme officiel explique l'extraordinaire diffusion du processus révolutionnaire en 1980 et 1981. Les thèmes et la pratique de l'autonomie sont apparus aux

États-Unis et au Canada, ainsi que dans divers pays d'Amérique du Sud, en particulier au Brésil. Et le mouvement autonome a inspiré l'expérience de lutte de classes la plus vaste et la plus profonde, durant cette période, la lutte qui s'est déroulée en Chine, pendant la prétendue Révolution culturelle, en 1966 et 1967. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, un même type de luttes s'est développé pratiquement dans le monde entier, révélant que la classe ouvrière avait atteint globalement un stade d'évolution identique.

La capacité d'auto-organisation révélée par les travailleurs a sérieusement perturbé le fonctionnement du capitalisme — constituant peut-être le facteur le plus important dans le déclenchement de la grave crise économique de 1974. Mais les capitalistes ont réussi à se réorganiser et, ce faisant, à créer un cadre social différent, introduisant de nouveaux problèmes et de nouveaux défis, ce qui a empêché ces formes de lutte de se perpétuer de la même façon. Les classes dominantes ont ainsi reconquis un vaste espace de manœuvre et repris leur ascension — phase dans laquelle nous vivons actuellement.

Comme toujours, le capitalisme, en se réorganisant, a récupéré certains des thèmes proposés par la classe ouvrière et assimilé les institutions créées au cours de ces luttes. Les travailleurs s'étaient montrés capables de contrôler directement non seulement le mouvement revendicatif, mais le fonctionnement même des entreprises. Ils ont prouvé, en somme, qu'ils ne possèdent pas seulement une force brute, mais qu'ils sont dotés aussi d'intelligence, d'initiative et de capacités d'organisation. Les capitalistes ont compris alors que, au lieu de se limiter à exploiter l'activité musculaire des travailleurs, en les privant de toute initiative et les maintenant enfermés dans les cloisonnements stricts du taylorisme et du fordisme, ils pouvaient multiplier leur profit en exploitant l'imagination, le sens de l'organisation, la capacité de coopération, toutes les formes d'intelligence des salariés. C'est dans ce but qu'ont été développés la technologie électronique et l'informatique et qu'ont été remodelés les systèmes d'administration d'entreprise. On a alors implanté le « toyotisme », la « qualité totale » et autres techniques similaires de gestion.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, le taylorisme visait à intégrer dans le processus productif une classe ouvrière dont les membres, dans leur grande majorité, n'étaient prolétarisés que depuis peu. Des millions et des millions de paysans ont alors abandonné leurs terres d'origine et se sont installés dans les villes, tant dans les centres urbains les plus proches que dans les grandes métropoles d'Amérique du Nord et du Sud. Cette main-d'oeuvre n'était habituée ni aux rythmes de l'industrie ni même à la vie urbaine. Il a fallu lui enseigner très rapidement à travailler avec des machines modernes et lui faire accepter massivement la discipline de fabrique. Le taylorisme a rempli cette tâche. Destiné à des masses prolétariennes dépourvues d'une véritable expérience de l'activité industrielle, le taylorisme présupposait que les travailleurs étaient incapables d'accomplir plus d'une opération. Cette technique de gestion convenait à une situation dans laquelle chaque agent connaissait seulement son environnement de travail immédiat.

Mais le fait qu'un travailleur sache seulement exécuter les opérations correspondant au poste qu'il occupait comportait de grands inconvénients pour les capitalistes. Cela prit une dimension particulièrement grave dans les entreprises de dimensions colossales où l'on appliqua le taylorisme. En effet, comme elles ne pouvaient pas mettre en œuvre des économies d'échelle au niveau de la force de travail — puisque chaque ouvrier se limitait à un seul type d'opération —, ces entreprises devaient se concentrer sur les économies d'échelle matérielles. Mais celles-ci ont des rendements décroissants et, à partir d'un certain seuil, les bénéfiques se transforment en coûts. Le fait que les travailleurs aient retrouvé leur capacité d'organisation a permis aux capitalistes de sortir de cette impasse. Un salarié qui raisonne en travaillant, et qui maîtrise davantage les processus technologiques et économiques que les aspects limités de son environnement immédiat, peut devenir polyvalent. Tel est le fondement des économies d'échelle concernant la main-d'oeuvre. Chaque travailleur peut réaliser un plus grand nombre d'opérations, remplacer au pied levé ses collègues et les aider. La coopération est renforcée dans le processus de travail, augmentant ainsi les économies d'échelle, au profit du capitalisme.

En conclusion, les caractéristiques assumées aujourd'hui par la restructuration capitaliste résultent de la dénaturation et de la récupération des formes de lutte employées par les travailleurs dans le monde entier, au cours des années 60 et 70. Les travailleurs, qui s'étaient montrés capables de s'organiser dans leurs luttes, ont été poussés ensuite à organiser eux-mêmes leur soumission au capital.

\*

La restructuration de la classe exploitée a impliqué un remodelage des classes dominantes. A partir du moment où les travailleurs se sont auto-organisés sous l'égide du capital, certains niveaux

hiérarchiques intermédiaires sont devenus superflus. Puisque les travailleurs s'occupaient de leur propre surveillance, cela a permis aux patrons de réduire les coûts d'encadrement de la force de travail.

Les bureaucraties syndicales ont également été affectées par la réorganisation de la classe ouvrière. Les syndicats sont nés au siècle passé pour prendre la tête de luttes que les travailleurs ne réussissaient pas à diriger eux-mêmes. Un mouvement ouvrier composé d'éléments récemment prolétarisés, originaires des campagnes, n'ayant aucune notion de l'ensemble des processus techniques et économiques, était incapable de gérer directement les luttes. C'est pourquoi il a été nécessaire de créer une bureaucratie — les cadres syndicaux. Les syndicats ont toujours été bureaucratiques. Du moment que la base fait preuve de passivité, ou qu'elle se révèle incapable d'assumer elle-même la conduite de ses actions, il est inévitable que les directions se bureaucratisent. Le caractère révolutionnaire du syndicalisme originel venait du fait qu'il n'était pas coopté par les patrons et était destiné davantage à la lutte qu'à la négociation. Mais cela ne signifie pas qu'il n'était pas bureaucratique. Il s'agissait seulement d'une bureaucratie qui menait des actions radicales.

La transformation qui s'est produite au sein des syndicats anarchistes espagnols durant la guerre civile de 1936-1939 en offre un bon exemple. Jusqu'alors, les dirigeants anarcho-syndicalistes, même s'ils constituaient indubitablement une bureaucratie car ils se perpétuaient dans des fonctions qu'ils contrôlaient exclusivement, assumaient en même temps un rôle révolutionnaire : ils risquaient à tout moment d'être assassinés par l'armée ou par les tueurs des patrons et d'être torturés dans les prisons. Mais, à partir de 1936, avec l'entrée de ces mêmes dirigeants anarchistes dans les institutions gouvernementales de la zone républicaine, deux tendances se dessinèrent dans le mouvement syndical : au niveau des entreprises et dans les campagnes, les syndicats cherchèrent à mener à bien une collectivisation autogérée ; agissant en sens contraire, les instances syndicales centrales, particulièrement en Catalogne, mirent en oeuvre une forme d'organisation économique proche du capitalisme d'Etat, en appliquant une des formes du capitalisme des syndicats. Le caractère bureaucratique de la direction anarcho-syndicaliste révéla alors pleinement ses effets négatifs.

Les données du problème ont changé durant les années 1960 et 1970, lorsque les luttes des travailleurs, au lieu d'aboutir à la constitution de bureaucraties syndicales, ont donné naissance à des formes d'auto-organisation. Ces transformations (qui ont affecté la base sociale traditionnelle des syndicats) ont doublement condamné les syndicats. A l'apogée du mouvement autonome du prolétariat, les syndicats ont été dépassés en tant que cadre de lutte contre le capital. Et aujourd'hui, ils apparaissent marginalisés dans leur fonction de cadre de négociation avec les capitalistes. En effet, les travailleurs s'organisent en équipes à l'intérieur des entreprises qui appliquent les techniques de gestion les plus modernes ; si ces équipes sont reconnues par les patrons en tant qu'unités de base du processus productif, alors les négociations peuvent se dérouler entre les équipes et l'administration de l'entreprise, sans que les syndicats aient besoin d'intervenir. De plus, les relations entre les travailleurs au sein de telles équipes sont plus démocratiques que les relations existant à l'intérieur des syndicats entre la base et la direction — ce qui n'est d'ailleurs pas difficile.

Ce qui est difficile, aujourd'hui, c'est de trouver des institutions plus hiérarchisées et antidémocratiques que les syndicats. Résultat, les travailleurs n'ont plus besoin de l'intervention des syndicats dans leurs relations avec les patrons et ne se reconnaissent pas dans le mode de fonctionnement des syndicats.

La remodelage des systèmes de gestion capitalistes, cependant, ne touche qu'un pourcentage réduit des travailleurs, ceux qui ont un emploi stable dans les grandes entreprises où sont appliquées les technologies les plus modernes. Les travailleurs *terceirizados* sont étrangers à ce cadre, et la main-d'œuvre qui survit, ou crève, entre le chômage et le travail précaire est encore plus exclue de ce processus. Ces derniers ne sont pas insérés dans un processus de travail qui serve en même temps de cadre de négociation avec les patrons ; on pourrait donc penser que, en principe, ils seraient disposés à soutenir les syndicats, ou même qu'ils auraient besoin d'eux. Mais ce n'est pas le cas : les travailleurs *terceirizados* et les travailleurs marginalisés sont tellement dispersés et fragmentés qu'il est très difficile de les réunir dans le cadre traditionnel des organisations syndicales. Ce qui rend la situation des bureaucraties syndicales encore plus délicate.

En résumé, les travailleurs qui bénéficient d'un emploi stable et ont intérêt à défendre la continuité de leur poste de travail, et qui, pour cette raison, pourraient constituer la base sociale des syndicats, sont aujourd'hui insérés dans des formes d'organisation sociale et professionnelle qui rendent les syndicats non seulement inutiles mais rebutants. Les autres travailleurs, qui pourraient trouver une certaine utilité

aux syndicats et dont la dissémination rendrait même nécessaire l'existence de bureaucraties syndicales, sont tellement dispersés qu'ils échappent aux modes traditionnels d'organisation syndicale.

Aujourd'hui la crise du mouvement ouvrier affecte plus directement les réformistes que les anticapitalistes. La réalisation des objectifs les plus radicaux peut paraître très lointaine, mais le mouvement autonome des années 1960 et 1970 a laissé un héritage très clair et tracé les grandes lignes d'un programme positif. Il s'agit de mettre fin à l'exploitation économique et à l'oppression politique en contrôlant directement d'abord leurs luttes, puis les processus de travail. Mais, pour les réformistes, c'est le contenu même de leur politique qui n'a plus de sens : l'Etat Restreint, qui constituait leur principale base d'opérations, a perdu de sa puissance ; les mécanismes de négociation de l'Etat-providence ont été dépassés par les travailleurs, et les capitalistes ont instauré à leur place le néolibéralisme ; le système corporatiste de réglementation du marché du travail a décliné et la sociale-démocratie a perdu sa spécificité. C'est pourquoi l'unique perspective qui s'offre aujourd'hui au réformisme est le néolibéralisme. Mais celui-ci se caractérise précisément par la place de plus en plus réduite qu'il accorde aux syndicats. Dans la perspective néolibérale, l'avenir qui s'offre aux dirigeants syndicaux, puisqu'ils n'organisent déjà plus le marché du travail, consiste à devenir propriétaires collectifs d'entreprises ou gestionnaires de fonds publics. L'alternative semble être soit la résurrection d'un mouvement ouvrier anticapitaliste soit le développement du capitalisme des syndicats.

**Clive Bradley**

(Alliance for Workers Liberty, Grande-Bretagne)

Quelques hypothèses

sur l'évolution de la situation en Irak

Il existe une opposition très large à la présence des troupes américano-britanniques, à la perspective de l'installation de bases militaires étrangères, etc. Mais cette opposition peut-elle se transformer en une « guerre de libération nationale » dans un avenir proche ? Cela semble très improbable.

Tout d'abord, les Américains tenteront de coopter les forces de l'opposition qui leur sont actuellement hostiles. Ils semblent déjà prêts à négocier avec l'ASRII, la force la mieux organisée et qui leur est la plus hostile. Deuxièmement, et c'est encore plus important, la société irakienne émerge seulement de quarante années de répression. Tandis que l'« ordre » commence à être restauré sous l'hégémonie américaine — processus qui devrait se poursuivre, même si cela se déroule sur une base temporaire et instable — beaucoup de ceux qui cherchent actuellement à mobiliser la population contre l'occupant chercheront une sorte de modus vivendu avec les États-Unis, ne serait-ce que de façon temporaire.

« L'ordre » sera en partie restauré. Même si l'objectif américain était d'installer un ordre colonial à l'ancienne, et même si cela suscitait une très large opposition, cette opposition ne se traduirait pas, à court terme, par une opposition de masse, encore moins armée. L'« ordre américain » va régner pendant un certain temps, probablement jusqu'à ce qu'à l'installation d'un gouvernement provisoire composé de forces irakiennes favorables aux Américains.

En d'autres termes, un gouvernement bourgeois stable sera probablement restauré en Irak : d'une façon ou d'une autre ce sera un gouvernement sous hégémonie américaine. (Les États-Unis préféreraient évidemment qu'un gouvernement composé d'Irakiens s'installe aux commandes le plus tôt possible.)

Ce nouveau pouvoir sera autoritaire, ou en tout cas pas vraiment démocratique, mais sans doute considérablement plus ouvert, plus bourgeois-démocratique que celui qui l'a précédé.

Il est peu probable que le mouvement ouvrier puisse se reconstruire à travers une confrontation directe avec les forces d'occupation, dans le cadre d'une « guerre de libération nationale ». Il faudra mener un travail patient, difficile, long, comme celui des syndicats indépendants en Indonésie, au Mexique, au Brésil, en Afrique du Sud, en Corée du Sud, etc.

Certains opposent le rêve d'une insurrection et d'une guerre de libération nationale aux perspectives réalistes de développement d'un mouvement ouvrier. Pour analyser la situation actuelle en Irak j'ai fait référence au débat entre le Workers Party et le Socialist Workers Party (parti trotskyste américain dont scissionna le Workers Party, suite à une discussion, en 1939-1940, portant notamment sur la nature de l'URSS et le rôle de la classe bureaucratique dans la propagation du stalinisme conçu comme un mode d'exploitation appelé « collectivisme bureaucratique », *NdT*) sur les perspectives en Europe dans la période 1943-1945. (En fait, en relisant les textes du Workers Party, ils m'ont semblé poser le problème d'une façon très sectaire : pas de parti révolutionnaire, pas de situation révolutionnaire, ce qui n'est ma position actuelle à propos de l'Irak). Il me semble que la priorité doit être de poser les premiers jalons pour créer des organisations sur les lieux de travail, sans doute des syndicats, etc. Il faudra du temps pour développer une telle organisation.

Fondamentalement, tous ceux qui parlent de révolution socialiste en Irak, en l'absence d'un mouvement ouvrier, tiennent des discours absurdes et creux. S'il apparaît une situation révolutionnaire dans un avenir proche en Irak, il est peu probable qu'elle conduise à des résultats progressistes, démocratiques, parce qu'il n'existe pas de mouvement ouvrier qui puisse agir comme un pôle d'attraction positif, démocratique.

Si des luttes révolutionnaires se déclenchaient en Irak nous soutiendrions l'idée que la classe ouvrière doit jouer un rôle dirigeant. Nous ne nous opposerions pas à la « révolution » sous prétexte que la classe ouvrière n'est pas prête à la faire ; et il est évident qu'un mouvement ouvrier se formera partiellement en se fixant des objectifs (et en participant à une lutte) plus larges.

Mais nous ne fondons pas nos perspectives sur un scénario insurrectionnel. Nous reconnaissons que la construction d'un mouvement ouvrier est, en réalité, un projet à beaucoup plus long terme.

Les perspectives immédiates pour la construction d'organisations ouvrières sont raisonnablement bonnes. Des questions comme le non-paiement des salaires posent la nécessité pour les travailleurs de

s'auto-organiser. Certaines des forces politiques sur le terrain, notamment celles appartenant au Parti communiste ou influencées par lui, ont sans doute la perspective de construire des syndicats, des organisations de femmes, etc. même s'il s'agit parfois d'organisations croupions ou de caches-sexe pour le Parti communiste.

Les révolutionnaires irakiens doivent s'opposer à la domination américaine, à l'installation de bases militaires étrangères, etc. Mais cela ne veut pas dire pour autant appeler à un soulèvement révolutionnaire aujourd'hui contre les forces américano-britanniques. Même si la présence américaine était purement coloniale, cela n'impliquerait pas une telle perspective immédiate. (Dans le passé, les révolutionnaires se sont opposés à la domination coloniale sans pour autant exiger la révolution immédiate contre la puissante coloniale, et ils ont présenté des revendications à l'Etat colonial. Je pense par exemple au cas de l'Afrique du Sud durant la période de l'apartheid.)

Un programme de revendications démocratiques et ouvrières est indispensable pour développer les organisations et les luttes de la classe ouvrière comme force indépendante. Il inclura des revendications démocratiques pour lesquelles on peut et doit se battre immédiatement, c'est-à-dire que leur satisfaction n'implique pas obligatoirement le départ des forces d'occupation étrangères, ou le renversement de tel ou tel gouvernement (cela inclue des syndicats libres, le droit de réunion, la liberté de la presse, etc. et il est possible d'exiger et d'obtenir par la lutte de classe toutes ces revendications dès aujourd'hui en combattant les autorités en place.) Une démocratie bourgeoise stable fournirait évidemment les meilleures conditions pour le développement d'un mouvement ouvrier indépendant. Nous ne mettons pas ce point dans notre programme mais nous sommes sensibles à son importance. Et cela rend particulièrement importantes la formulation d'un programme démocratique et la lutte pour ce programme — en Irak et à travers la solidarité internationale. En d'autres termes, la lutte pour les réformes démocratiques est vitale. Nous n'opposons pas les revendications démocratiques immédiates à la « révolution ». Il faut savoir apprécier et utiliser tout nouvel espace permettant à l'organisation de la classe ouvrière de se développer, même sous la domination américaine.

### ***L'islamisme en Irak***

L'Irak pourrait-il suivre le même chemin que la révolution iranienne ? Un régime islamiste chiite parviendra-t-il au pouvoir pour écraser la gauche révolutionnaire, le mouvement ouvrier et toute opposition laïque ?

Il existe deux points communs évidents entre l'Iran et l'Irak :

1) la mosquée est un espace d'organisation essentiel ; dans le cas de l'Irak, la mosquée était une institution indépendante de l'Etat baasiste et elle a survécu à quarante années de totalitarisme ;

2) l'identité musulmane (et particulièrement chiite) peut séduire des masses exclues de tout processus politique depuis des dizaines d'années, en l'absence de toute autre solution alternative. L'islam sait formuler toutes sortes de programmes ouvertement (ou quasi ouvertement) politiques dans un langage immédiatement compréhensible.

Mais il existe aussi des différences capitales avec l'Iran. Dans ce dernier pays, il existait une puissante classe ouvrière et une importante gauche révolutionnaire organisée, en dehors du Parti communiste, dont une grande partie était armée et qui s'était préparée à la révolution longtemps avant la chute du Shah. Le rôle de la classe ouvrière en 1978-1979 a été anticipé par des luttes sous Reza Pahlevi pendant toute la décennie 1970.

Aucune de ces conditions n'existe en Irak. En elles-mêmes, bien sûr, de notre point de vue, ces différences seraient plutôt « négatives ». On pourrait supposer que l'absence d'une gauche révolutionnaire forte rendrait les islamistes irakiens moins répressifs mais

a) nous souhaitons que cette gauche se renforce et

b) le plus fou et répressif des régimes islamistes, celui des talibans, n'a pas eu besoin d'un adversaire de gauche puissant pour exercer une répression féroce.

Mais il existe aussi d'autres différences.

Dans son excellent livre *Djihad*, Gilles Kepel affirme qu'en réalité l'islamisme décline depuis le début des années 1990. Le 11 septembre, à ses yeux, exprime le désespoir et l'isolement des islamistes les plus militants, pas leur force. L'effondrement des talibans les aura encore plus affaiblis. (L'Afghanistan a représenté l'apogée de l'islamisme salafiste-djihadiste, qui a réussi à chasser les communistes athées du pouvoir ; mais le fait qu'ils aient été battus aussi facilement et que le gouvernement afghan soit maintenant soutenu par le Grand Satan marque pour eux une défaite considérable.)



La raison fondamentale en est que les mouvements islamistes modernes ont été construits sur une alliance entre la petite-bourgeoisie dévote (les commerçants du bazar, etc.) et la jeunesse paupérisée. Lorsque cette jeunesse s'est engagée dans des actions extrêmement violentes — guerre civile en Algérie ; terrorisme en Egypte —, cette alliance s'est brisée. Certains sont allés étudier dans les madrasas du Djihad afghan (au Pakistan, etc.), beaucoup sont revenus au pays après la chute de Najibullah, mais avec une conception du monde qui était totalement coupée de la vie normale. La classe moyenne a été horrifiée par les actions des militants ; les islamistes n'ont pas réussi à s'imposer durant la guerre en Bosnie ; le parti islamiste (le Refah) qui a formé le gouvernement turc s'est progressivement laïcisé en pratique (et le parti islamiste actuellement au pouvoir en Turquie est ouvertement modéré, favorable à la démocratie et à l'Europe). En Iran, le gouvernement clérical est discrédité, considéré comme vénal et oppressif, etc.

L'Irak de 2003 n'est pas l'Iran de 1979, pour de nombreuses raisons. Vingt-quatre ans plus tard, alors que, fondamentalement, leur bilan est négatif, les islamistes seront-ils capables de transformer l'Irak en un nouveau Djihad ? Khomeini défendait publiquement un programme radical-islamiste spécifique pour un mouvement de masse mobilisé contre le Shah — même si en fait ce programme fut partiellement modifié pour la consommation publique, une fois que le pouvoir fut consolidé.

Mais l'islamisme était alors en plein essor ; c'était, en effet, un phénomène radicalement nouveau à l'époque.

Le mouvement chiite irakien est aujourd'hui divisé. Téhéran oblige l'ASRI, le mouvement le mieux organisé, à se montrer plus aimable avec les Etats-Unis. L'Iran s'est allié aux Américains durant la guerre d'Afghanistan ; et même si les dirigeants iraniens sont stigmatisés et rangés parmi les dictateurs de l'Axe du Mal, la tendance générale de la politique iranienne (quelle que soient les actions d'arrière-garde des archi-réactionnaires) est d'améliorer les relations avec l'Occident en général. Ils ont de puissantes raisons économiques et politiques pour cela.

Si au départ l'ASRII s'est opposée aux réunions d'oppositionnels financés par les Etats-Unis et les a boycottées, elle a commencé à mettre de l'eau dans son vin. L'autre groupe, qui possède une puissante implantation dans les mosquées et est dirigé par l'ayatollah Sistani, est plus modéré. Anti-iranien, il s'oppose au programme khomeiniste de domination clérical.

Bien sûr, on peut imaginer l'apparition d'un mouvement de masse, propagé par en bas, mobilisant les masses paupérisées et les sans réserves des bidonvilles chiites. Ce mouvement dépourvu d'idéologie, à part l'islamisme, pourrait dépasser les directions actuelles, ou les forcer à adopter une posture plus radicale, transformant ainsi les mouvements actuels en un Djihad à grande échelle. Il y a certainement des vétérans de l'Afghanistan, etc., qui attendent une telle éventualité. Plus les forces d'occupation américaine seront répressives, plus elles favoriseront objectivement une telle issue. Mais peut-on sérieusement imaginer qu'une révolution islamiste réussisse à chasser les Américains d'Irak ? Au fur et à mesure que l'économie se remettra sur pieds — et que les contrats juteux promis aux entreprises américaines prendront effet —, que le pétrole s'écoulera de nouveau dans les pipe-lines, qu'un semblant d'autorité gouvernementale aura été rétabli grâce en partie aux dirigeants chiïtes, il semble improbable qu'une situation comparable à celle de l'Afghanistan, voire même de l'Algérie, puisse se dessiner, même s'il y aura certainement des protestations de masse des chiïtes et si la situation restera instable et volatile. Les forces (les Etats-Unis et les Saoudiens) qui ont encouragé le Djihad en Afghanistan ont des intérêts totalement opposés en Irak. Quant au Pakistan il n'a aucun intérêt direct dans ce pays. Et le joker potentiel dans cette affaire, l'Iran, est pour le moment moins incontrôlable que son image publique le suggère.

Il existe des forces significatives en Irak qui ont une raison immédiate de s'opposer à l'activisme chiite. 40 % de la population est composée soit d'Arabes sunnites soit de Kurdes qui pour le moment ne semblent pas vouloir l'indépendance. Les Kurdes sont armés, ont confiance en eux-mêmes, veulent faire partie de la nouvelle distribution des cartes et n'accepteront pas d'être relégués à une position inférieure. Les Arabes sunnites constituent environ 20 % de la population totale, une minorité très significative, habituée à être favorisée par l'Etat.

Cette situation contraste fortement avec celle de l'Iran de 1979. Beaucoup de ceux qui avaient un intérêt objectif à s'opposer à l'essor de Khomeiny, en particulier, la gauche laïque, ont échoué à le renverser. La classe moyenne qui était liée au Shah était bien sûr la principale cible de la révolution. Les mouvements des minorités nationales, telles que les Kurdes, étaient beaucoup moins organisés et

efficaces que le sont les peshmergas maintenant en Irak. Le khomeinisme était le parapluie qui englobait tout le mouvement populaire. Les groupes chiites en Irak seront perçus de cette façon.

Mais il n'existe pas en Irak de tradition historique de conflit inter-religieux. Même si l'on peut trouver une certaine corrélation entre sunnites et riches, d'un côté, chiites et pauvres de l'autre, il n'y a pas eu d'affrontement sanglants inter-musulmans (contrairement aux conflits communautaires et ethniques qui ont eu lieu dans le Nord, par exemple). L'Iran n'a pas réussi à mobiliser les chiites irakiens de son côté pendant la guerre de dix ans avec l'Irak ; même aujourd'hui les exigences chiites ne semblent pas anti-sunnites. Les Américains et le gouvernement (quel qu'il soit) qu'ils soutiendront seraient fous d'exclure les chiites. En d'autres termes, il ne semble pas que les chiites aient l'envie ou les capacités d'entrer en conflit avec les sunnites du centre de l'Irak. La référence à leurs affinités religieuses pourrait avoir une certaine force, mais un islamisme qui chercherait à unir chiites et sunnites serait a) un phénomène inédit b) par définition plus modéré (pour les islamistes militants, les musulmans qui ne sont pas d'accord avec leur secte, qu'ils soient sunnites ou chiites, et même si les désaccords portent sur d'obscures questions doctrinales, sont des hérétiques et des apostats qui devraient être mis à mort).

Le scénario alternatif, dans lequel des conflits religieux sanglants se développeraient entre chiites et sunnites (surtout à Bagdad et dans ses environs), même s'il est inquiétant, ne faciliterait pas non plus la prise du pouvoir par les chiites.

Est-il possible qu'un Etat islamique soit proclamé seulement dans le Sud et qu'il fasse sécession ? C'est pour le moment improbable. Les conditions objectives pousseraient plutôt à une sorte de compromis entre les différentes communautés et les forces d'occupation.

Mais bien sûr, l'émergence d'un mouvement ouvrier pourrait radicalement changer la situation.

**Colin Foster**

(Alliance for Workers Liberty, Grande-Bretagne)

## La récente guerre contre l'Irak était-elle liée à la rivalité entre le dollar et l'euro ?

Quelles étaient les véritables raisons qui sous-tendaient la volonté américaine de mener la guerre contre l'Irak ? Deux explications diamétralement opposées ont été avancées dans les milieux de gauche à ce sujet.

La première serait que la puissance des Etats-Unis serait devenue tellement colossale que la classe capitaliste américaine aspirerait véritablement à diriger plus ou moins directement la planète, en dictant sa loi à chaque pays, depuis Washington.

La seconde hypothèse serait que les Etats-Unis essaieraient désespérément d'enrayer le déclin de leur puissance mondiale. Plus spécifiquement, ils se seraient engagés en Irak surtout pour empêcher que l'industrie pétrolière mondiale utilise des euros plutôt que des dollars dans ses transactions.

Non seulement ces deux explications me semblent simplistes mais elles ont d'inquiétantes affinités avec les théories du complot.

Les « néo-conservateurs » définissent actuellement la politique étrangère américaine. Selon eux, une fois que les Etats-Unis auront fourni quelques fulgurantes preuves explosives de leur puissance militaire écrasante, tous les pays du monde graviteront naturellement vers un modèle harmonieux fondé sur la libre entreprise, la démocratie ploutocratique et le capitalisme de marché mondialisé. L'évolution de la Russie et de l'Europe de l'Est depuis 1989-1991 n'a pu que les encourager dans cette illusion.

Mais ils se trompent. Le capitalisme est miné par des contradictions et des conflits que ces idéologues n'arrivent pas à saisir. Ils peuvent remporter quelques succès, mais ne réussiront jamais à obliger le monde entier à obéir à leurs règles. Il n'est même pas certain que la situation en Irak évoluera comme ils l'ont prévu.

La classe ouvrière américaine, malgré l'intense propagande belliciste à laquelle les mass médias américains la soumettent, ne partage absolument pas le point de vue des « néo-conservateurs ». Ceux-ci n'ont pas encore le talent politique suffisant pour imposer une politique impérialiste fondée sur un réseau de garnisons permanentes à l'étranger, ni pour mener de longues guerres meurtrières pour les bidasses américains dans les zones où la situation n'évoluerait pas comme ils le souhaitent.

La théorie du « déclin » des Etats-Unis comme cause de la guerre a été défendue par le Sud-Africain Oupa Lehulere et l'Australien Geoffrey Heard. En l'an 2000, l'Irak a décidé de se faire payer en euros plutôt qu'en dollars dans ses transactions pétrolières, contrairement à tous les autres pays producteurs de pétrole. L'Iran et le Venezuela ont murmuré qu'ils suivraient peut-être son exemple.

Le marché du pétrole est le plus vaste de tous les marchés mondiaux en ce qui concerne les produits de base industriels, et celui dont le fonctionnement est le plus déterminant pour l'économie. Le rôle du dollar en tant que monnaie est central pour son statut en tant que principale monnaie de réserve des banques centrales et des marchés mondiaux.

A cause de ce statut, les Etats-Unis sont le seul pays au monde capable d'accroître son pouvoir d'achat sur le marché mondial tout simplement en imprimant davantage de dollars. Et ce statut privilégié pousse aussi les Etats-Unis à imprimer des dollars et à acheter des marchandises avec leur propre monnaie. Les Etats-Unis importent environ 50% de biens manufacturés (ou 310 milliards de dollars) de plus qu'ils n'en exportent. Cela rend leur position précaire. Sans le statut central du dollar, et par conséquent sans le flux constant de capitaux provenant du monde entier qui viennent s'investir aux Etats-Unis, ceux-ci seraient précipités dans une crise catastrophique de leur balance des paiements.

Depuis que la livre a quitté la ligue des grands, l'euro est la première monnaie qui pourrait rivaliser avec le dollar. Si l'euro prenait la place du dollar au centre du commerce mondial, ce serait désastreux pour les capitaux américains. D'où l'hypothèse que la guerre d'Irak constituerait une frappe préventive pour empêcher cet Etat de continuer à se faire payer en euros, et dissuader d'autres pays producteurs de l'imiter.

Marx défendait une idée brillante : selon lui, des processus économiques discrets soutiennent et structurent les événements politiques et idéologiques les plus voyants. Mais ce qui brille peut aveugler. Il ne suffit pas de repérer un phénomène économique jusqu'ici négligé, puis d'établir un lien artificiel entre ce phénomène et un événement politique pour démontrer que l'on a une intuition géniale. Ce « marxisme »-là est plutôt simplet.

Soulignons trois points :

1) La décision irakienne, en 2000, d'avoir recours à l'euro était un stratagème politique. Les capitalistes français et allemands désiraient nouer des relations commerciales avec l'Irak. Les

capitalistes américains ne le souhaitaient pas — ou plus exactement, même s'ils en avaient envie, le gouvernement américain les en empêchait. Saddam Hussein a pris une décision logique en essayant de resserrer ses liens avec la France et l'Allemagne pour établir un contrepoids possible face aux menaces américaines qui pesaient déjà contre lui. Mais de là à en déduire une nouvelle tendance mondiale dans l'industrie pétrolière, il y a une marge.

2) Il faut lire attentivement les explications qu'ont élaborées les « faucons » américains pour justifier préventivement l'intervention américaine en Irak. Pas le baratin qu'ils servent à l'opinion publique, mais ce qu'ils ont écrit pour convaincre leurs collègues, plus hésitants, de la classe dominante. Sous un vernis idéologique assez mince, on distingue clairement des calculs capitalistes évidents. Et dans aucun de ces documents je n'ai trouvé une analyse qui parte de l'opposition entre le dollar et l'euro. D'ailleurs ceux qui, à gauche, défendent la théorie de l'opposition dollar/euro n'ont pas déniché de citations à l'appui de leur thèse.

3) Il serait temps de tirer les leçons des grandes prophéties sur la prétendue éclipse des Etats-Unis face aux autres grandes puissances capitalistes. Ces théories avancées dans les années 1970 et 1980 par des commentateurs de gauche mais aussi par les idéologues officiels, se sont révélées pour le moins grossièrement prématurées. Pour le moment, l'Union européenne est fort loin de pouvoir concurrencer les Etats-Unis comme puissance mondiale. Et le Japon, encore moins, ce pays dont de nombreux auteurs prédisaient qu'il allait bientôt dominer le monde.

La dernière guerre avec l'Irak l'a confirmé. Non seulement la France et l'Allemagne ont échoué à stopper la guerre, mais elles n'ont même pas réussi à réaliser l'unité européenne contre l'intervention américaine. Non seulement la Grande-Bretagne, qui entretient des liens anciens et particuliers avec les Etats-Unis, mais aussi des pays de la zone euro comme l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas, ont pris le parti de Washington. Lorsque l'administration américaine menace de « punir » la France pour son opposition à la guerre, ce pays n'a aucun moyen de riposter à une éventuelle sanction.

La montée en puissance des « néo-conservateurs » reflète l'humeur triomphaliste de la classe dominante américaine, pas la vision d'une oligarchie cherchant désespérément à éviter d'être éclipsée sur la scène mondiale.

Il y a cependant un petit grain de vérité dans la théorie sur l'antagonisme entre le dollar et l'euro : la France et l'Allemagne, qui sont les deux puissances centrales de l'Union européenne, seront désormais enclines à se battre plus durement pour l'avènement d'une Union européenne plus déterminée. Ils lutteront plus durement pour empêcher les Etats-Unis de mettre sur la touche des organisations « multilatérales » comme les Nations unies, l'OTAN, le G8 et l'OMC, et chercheront à s'exprimer plus fermement dans ces organismes.

A long terme, la rivalité entre les Etats-Unis et l'Union européenne risque de jouer un rôle de plus en plus important dans la politique mondiale. Mais cela ne signifie pas que la guerre d'Irak était « effectivement » une guerre par procuration entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Depuis la Seconde Guerre Mondiale, la classe dirigeante américaine a développé une vision d'un « impérialisme du libre échange », vision qui englobe le monde entier. Cette vision ressemble à celle de la classe dirigeante britannique lorsque la Grande-Bretagne était la plus grande puissance industrielle du monde. Mais les États-Unis disposent de ressources, humaines et naturelles, beaucoup plus importantes, et celles-ci peuvent soutenir leur vision de l'avenir à une échelle qui n'a rien à voir avec les rêves qui bercèrent, dans le passé, une petite île comme la Grande-Bretagne.

Depuis 50 ans, les stratèges américains considèrent les Etats-Unis comme le centre financier, technologique et militaire de leur monde idéal, qui doit bénéficier d'un riche flux de dividendes et de royalties. Mais ils ont rejeté l'impérialisme colonial, la domination directe des puissances européennes, car ils les trouvaient coûteux, dangereux et inutiles à une époque où les pays du « tiers monde » développaient des populations urbaines importantes et déterminées. Selon eux, les forces du marché — soutenues par quelques interventions militaires exceptionnelles ici ou là — seraient plus efficaces.

Pendant des décennies, cette vision eut du mal à prendre forme. La politique étrangère américaine se réduisait à la doctrine du *containment* (au fait de contenir le communisme), en soutenant d'ignobles dictatures dont le seul mérite était d'être « anticommunistes ». Et c'est dans ce contexte que les industries manufacturières allemande et japonaise en vinrent à concurrencer l'industrie manufacturière américaine.

Mais au moment apparemment le plus sombre pour les Etats-Unis, dans les années 1970, des processus souterrains étaient en cours, processus qui allaient montrer que cette situation morose était

plus apparente que réelle. Les États staliniens connurent une décadence interne. L'évolution vers un monde « globalisé » où les échanges commerciaux et les investissements se développent, et où le capital financier est de plus en plus mobile, a renforcé la position des Etats-Unis sur plusieurs plans : pays d'accueil de la seule monnaie de réserve, plus grand centre financier mondial, et extraordinaire centre de technologie et d'information.

Depuis 1991,

1. Les Etats-Unis se sentent capables d'intervenir brutalement, sans craindre, comme auparavant, de pousser des pays et des populations entières dans les bras du stalinisme, crainte qui auparavant limitait leurs interventions. Les stratégies américains s'inquiéteront peut-être un jour d'avoir alimenté le fondamentalisme islamiste (comme ils s'inquiétaient auparavant d'alimenter le stalinisme) mais pour le moment la stratégie américaine est claire : la façon dont la Guerre froide s'est terminée prouve qu'une agression froide, brutale, marche mieux que n'importe quelle politique prudente de *containment*.

2. Les nouvelles technologies militaires et la colossale supériorité américaine ont donné aux États-Unis une possibilité dont aucune puissance n'a jamais bénéficié dans l'histoire : mener des guerres longues en subissant très peu de pertes. Quatre succès déjà : le Koweït en 1991, le Kosovo en 1999, l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003. La logique de l'arrogance du pouvoir poussera les faucons américains à continuer dans cette voie jusqu'à ce qu'ils soient arrêtés par une guerre qui ne s'avèrera pas aussi aisée que prévu et deviendra un long et sanglant borbier.

3. L'attaque contre les tours du World Trade Center, le 11 septembre 2001, a donné aux faucons une base dans l'opinion publique américaine — pas une base solide ou hégémonique mais une base — pour poursuivre leurs attaques.

La dernière guerre d'Irak s'intègre parfaitement dans un tel contexte. Les faucons américains ont saisi une occasion politique, dont ils savaient qu'elle ne resurgirait peut-être pas de sitôt, pour essayer de restructurer à leur façon le Golfe, zone qui abrite les deux tiers des réserves pétrolières mondiales. Ils ont tué dans l'œuf la tentative de l'Irak de devenir une grande puissance régionale à un moment où cette menace était encore lointaine. Et ils ont donné une impressionnante démonstration des capacités des Etats-Unis en tant que Globocop (Flic mondial). Ils considèrent que leur intervention en Irak pourrait servir d'avertissement à tout gouvernement tenté de défier les règles fixées par les Etats-Unis.

La théorie de la « toute-puissance » américaine a conduit certains révolutionnaires à soutenir toute force qui semble contester le pouvoir américain (le fondamentalisme islamiste, par exemple). La théorie du conflit entre le dollar et l'euro devrait logiquement mener ses partisans à ne soutenir ni la puissance fondée sur l'euro, ni celle fondée sur le dollar, ni les alliés des Etats-Unis ni ceux de l'Europe, mais à lutter pour affirmer l'existence d'un troisième camp, le nôtre, celui du prolétariat. Malheureusement les théories du conflit entre le dollar et l'euro ont tendance à soutenir la politique de n'importe quel Etat en dehors des Etats-Unis ; ils présentent la prétendue résistance des Etats-Unis à son déclin comme un facteur agressif, brutal et destructeur, et l'alternative européenne comme une politique implicitement plus pacifique, moins effrayante.

A ce propos, il est intéressant de se pencher sur ce que Karl Marx écrivait à l'époque où la Grande-Bretagne essayait d'imposer l'« impérialisme du libre échange ». Aux États-Unis, des auteurs comme Henry Carey défendaient des positions violemment anti-britanniques. Marx le comparait à David Urquhart, franc-tireur conservateur qui détestait tellement la politique étrangère tsariste qu'il était prêt à soutenir, contre la Russie, n'importe qui, y compris une puissance aussi corrompue et réactionnaire que l'Empire ottoman.

« Sur le plan politique la Russie représente, pour Urquhart, ce que l'Angleterre représente pour Carey sur le plan économique (...). Carey explique (l'absence d'harmonie) par l'influence destructrice exercée par l'Angleterre qui lutte pour que son industrie détienne le monopole industriel sur le marché mondial (...). En tant que puissance dirigeante du marché mondial, l'Angleterre nuit à l'harmonie des relations économiques dans tous les pays du monde. (...) et suscite donc un 'pessimisme incantatoire et exaspéré' » (*Grundrisse*).

Les révolutionnaires auraient tort aujourd'hui de se laisser piéger par un sentiment semblable, un « pessimisme incantatoire et exaspéré ». La lutte de la classe ouvrière doit se tourner non vers le passé, vers le soutien désespéré aux forces réactionnaires qui s'opposent aux Etats-Unis, mais vers l'avenir, contre « l'impérialisme du libre échange » et pour l'unité du prolétariat mondial.

(On peut consulter en anglais des articles sur la discussion des rapports conflictuels entre l'euro et le dollar sur les sites [www.iskra-it.com/yatw/oupa.pdf](http://www.iskra-it.com/yatw/oupa.pdf) et [www.iskra-it.com/yatw/UsvEU.rtf](http://www.iskra-it.com/yatw/UsvEU.rtf).)

**Colin Foster,**  
Alliance for Workers Liberty, Grande-Bretagne

## L'UNITÉ GUERRE-PAIX DANS LE PROCESSUS DE TOTALISATION DU CAPITAL

### 1-La guerre n'est plus le moteur de l'Histoire.

#### La guerre comme accoucheuse de l'Histoire

La «guerre totale» moderne, loin d'être l'une des inventions diaboliques de la révolution nazie, est bel et bien, dans tous ses aspects – sans excepter le langage – le produit indiscutable de la démocratie elle-même et plus particulièrement le fruit de la guerre de l'Indépendance américaine et de «la grande révolution française». C'est un point important soulevé par Korsch<sup>1</sup> dans la mesure où il ne fait pas de ce type de guerre le fruit d'un accident de l'Histoire, sans pour autant en faire un produit exclusif du mode de production capitaliste. Il y a bien sûr un rapport entre démocratie et capitalisme, mais ce rapport est médié par l'institution d'un État-nation, à la fois produit par une guerre originelle et source des suivantes. Au passage la formule de Korsch égratigne la vulgate marxiste de la guerre comme nécessité économique du capitalisme. Même si elle peut avoir des causes économiques, la guerre a toujours un caractère politique.

Marx a soutenu longtemps l'idée de la «guerre progressiste» sur le modèle de la révolution française, des conquêtes napoléoniennes et la nécessité aussi d'une guerre contre la Russie (les marxistes allemands s'en souviendront en 1914). Sa position sur la Russie, comme celle favorable aux nordistes dans la guerre de Sécession américaine montrent sa conception de la guerre comme phase normale, comme accoucheuse de l'Histoire. Cette position sera théorisée par Engels dans *Le rôle de la violence dans l'Histoire*. La formule de Clausewitz : «la guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens» est perçue par lui comme le point extrême de ce que peut reconnaître une bourgeoisie naissante qui cherche à remplacer la société ancienne (pour Clausewitz, il s'agit de la Prusse). Mais la formule est critiquée par la place première qu'elle réserve à la sphère politique dans le déclenchement des processus de transformation. La modération des fins politiques est censée limiter la violence et l'extension de la guerre comme le montre l'exemple historique des «guerres en dentelles» du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais à l'inverse, la politique suffit à transformer le visage de la guerre comme le montre l'exemple de la guerre totale de 1793. Cette absence de limite produit alors ce que Clausewitz appelle «la montée aux extrêmes». A cette «guerre politique», Engels oppose la «guerre révolutionnaire» liée aux nécessités de développement des forces productives. Il voit dans la défaite de la Commune une défaite provisoire du prolétariat qui débouche sur le paradoxe d'une longue phase de paix conjointe à une course mondiale vers un armement industriel qui va jeter nations et classes vers un nouvel embrasement. Engels néglige le fait que la guerre totale va prendre un autre tour. Progressivement la manifestation puissante des peuples en formation qui perdure jusqu'aux guerres de libération nationale (Italie, Prusse), laisse place aux guerres coloniales pour l'enrichissement. La course aux armements qui s'ensuivra va faire de la production militaire un élément essentiel à l'intérieur de la production en général. De la même façon que Marx et Engels voyaient une contradiction insurmontable entre développement des forces productives et étroitesse des rapports de production dans la sphère économique, ils voyaient dans la sphère militaire une contradiction entre le haut niveau de technique militaire déployé et la massivité des armées sur le terrain. Contradiction technique d'abord entre la mobilité des armes et l'immobilisme des hommes, mais contradiction politico-sociale surtout car la nécessité de la conscription et de l'armement des masses pouvait constituer la base du retournement de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Lénine et Trotsky feront ensuite l'apologie de cette école de conscience de classe que représente une discipline militaire dans l'organisation des rapports sociaux. L'Armée rouge et l'usine soviétique seront organisées en conséquence<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Karl Korsch : *Marxisme et contre-révolution*. Seuil, page 224.

<sup>2</sup> L. Trotsky : *Terrorisme et révolution*. Bourgeois. coll 10/18.

A un autre pôle politique, Ernst Jünger verra dans cette militarisation un des éléments de l'État total et de la «mobilisation générale» dont une des figures centrales est «Le travailleur» (*der Arbeiter*). Ce travailleur qui regroupe à la fois l'ouvrier, le paysan et le soldat, ne fait que manifester, dans le domaine respectif de chacun des métiers, la toute puissance de la technique

La guerre de 1914 semble sceller le déclin des conceptions stratégiques de Clausewitz.

Ce conflit mondial ne débouche sur aucune stabilisation réelle ; il exprime une incapacité à faire la paix avec un traité de Versailles inique et une SDN impuissante. La guerre quitte son caractère bourgeois qui mêlait préalablement divers éléments populaires, révolutionnaires, nationaux<sup>3</sup> pour devenir proprement capitaliste. Ce caractère populaire, national et révolutionnaire disparaît avec le développement extensif du mode de production capitaliste, avec le dynamisme du marché que Lénine décrira comme phase impérialiste du capitalisme. Pour les capitaux dominants au moins, le cadre économique et stratégique n'est déjà plus national même si le cadre politique le reste. En conséquence, nationalisme et patriotisme ne coïncident plus. Des socialistes comme Jaurès tenteront vainement de perpétuer l'union de ce qui se dissocie progressivement et la guerre populaire patriotique laisse place à la guerre nationaliste à visée impérialiste. Déjà la perspective d'une guerre révolutionnaire qui viendrait relayer cette guerre impérialiste n'est plus défendue que par une minorité : en Russie, la révolution se fait à travers le mot d'ordre de la paix que le traité de Brest-Litovsk et la défaite des positions de Rosa Luxembourg viennent entériner. Aussi bien dans l'optique trotskyste de la «révolution permanente» que dans celle internationaliste d'extension de la révolution à l'Ouest, de Rosa Luxembourg, le modèle reste celui de la guerre révolutionnaire de 1793...et de la révolution bourgeoise. Ce n'est pas un hasard si Trotsky faisait une véritable fixation idéologique sur Thermidor pour indiquer l'involution de la politique soviétique. Avec Lénine la révolution se replie sur une pratique de « socialisme dans un seul pays» avant même que Staline n'en fasse une théorie, pendant qu'en Allemagne, les sociaux-démocrates liquident les conseils d'ouvriers et de soldats.

La césure définitive se produit en Espagne<sup>36</sup>, quand c'est une guerre civile révolutionnaire qui va produire une guerre totale capitaliste. «...non seulement la guerre, mais encore la guerre civile, a perdu à l'époque actuelle son caractère révolutionnaire d'autrefois. Guerre civile et (guerre) révolutionnaire ont cessé d'être synonymes<sup>4</sup> ». C'est cette césure qui allait profondément diviser, dans les courants communistes de gauche et chez les anarchistes, ceux qui analysaient la guerre d'Espagne essentiellement comme une guerre intercapitaliste et ceux qui y voyaient une guerre révolutionnaire de classe<sup>5</sup>.

### **Dans la domination réelle du capital, la guerre devient progressivement un élément périphérique**

Avec la Seconde Guerre mondiale, c'est la domination réelle du capital qui s'impose dans la sphère militaire. La planification et l'organisation mises en place dans le New Deal, les fascismes et le «socialisme» soviétique conduisent tous ces régimes à une nouvelle forme de guerre totale<sup>6</sup> dans laquelle se réalise la vision clausewitzienne de «l'ascension aux extrêmes», mais en dehors du cadre politique limité qu'elle inclut. C'est plutôt la vision hégélienne d'une «lutte à mort» qui semble triompher avec les bombardements de Dresde et les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Dans ce contexte, le fait que les travailleurs soient armés est rendu dérisoire par leur enrôlement dans l'idéologie nationaliste et productiviste. De l'appel stalinien de 1941 enjoignant les Russes à faire montre «des qualités inhérentes à leur peuple » jusqu'au «A chacun son Boche » du PCF en passant par «L'appel aux fascistes» de Togliatti, la «Résistance » ne laisse place à aucune autonomie prolétarienne même si dans le cas de l'Italie cette résistance va perdurer bien au-delà de 1945.

Déjà en 1914, la minorité zimmerwaldienne et une partie des anarchistes ont dénoncé le caractère purement interne à la bourgeoisie de l'affrontement mondial, mais après 1945 dit Korsch, il est clair que la guerre capitaliste a épuisé toutes ses potentialités révolutionnaires<sup>7</sup>: «En l'absence d'actions décisives des travailleurs, la guerre capitaliste aboutit à raffermir pour longtemps des rapports sociaux qu'on aurait

---

<sup>3</sup> Pour le jeune Hegel, les contradictions d'ordre économique ne peuvent être surmontées que par l'unité de la Nation qui elle-même est produite par l'état de guerre.

<sup>4</sup> K.Korsch, *op. cit.*, page 229.

<sup>5</sup> Sur ces divergences, on peut renvoyer à *Bilan*, recueil de textes de l'époque issus de la revue du même nom, Bourgeois, coll. 10/18, et au livre de H. Chazé : *Chroniques de la révolution espagnole*, Spartacus, 1979.

<sup>6</sup> Ce que disait Marx : "Les formes nouvelles de la production matérielle se développent par la guerre avant de se développer dans la production du temps de paix" (cité de façon acritique par Korsch, p. 230) se voit inversé.

<sup>7</sup> K.Korsch, *op.cit.* page 135.



pu croire promis à s'effondrer. » On pourrait ajouter que même la guerre révolutionnaire, quand elle prend la forme de la lutte entre deux armées, par exemple avec l'Armée rouge contre l'Armée blanche, mais aussi dans l'intégration des milices espagnoles dans les corps d'armée de la République, perd justement tout ce caractère révolutionnaire et laisse réapparaître les caractères de l'armée traditionnelle (suppression des conseils de soldats et utilisation des cadres de l'ancien régime tsariste dans l'Armée rouge, retour aux grades dans l'armée républicaine et renvoi des femmes combattantes à des tâches domestiques ou d'intendance à l'arrière).

Ce qui s'affirme en premier lieu, dans cet après Seconde Guerre mondiale, c'est l'idée de l'Amérique comme nouveau Léviathan : «Être gouverné par le puissant et le plus sage est condition de l'égalité pour tous...Pour que le monde soit sauvé il faut une main ferme...Le leadership américain est le garant du monde, la *Pax Americana* préambule à la *Pax humana*<sup>8</sup>. » Mais plus pragmatiquement, avec le découpage effectué à Yalta, il s'ensuit l'idée d'un contrôle exercé en commun avec l'URSS. Cela ne va pas sans contradiction pendant la Guerre froide : la possibilité d'une guerre thermonucléaire inclut l'idée hégélienne de la lutte à mort<sup>9</sup>, mais les stratégies militaires américaine et russe essaient, chacune de leur côté, de réintroduire les limitations politiques de la conception clausewitzienne. C'est particulièrement vrai pendant la période dite de la «détente» avec la notion de «dissuasion» et l'application de la théorie des jeux à une stratégie qu'on ne peut plus guère appeler militaire tant la guerre n'est plus perçue comme la continuation de la politique par d'autres moyens<sup>10</sup>. Ce qui vient troubler cette détente ne peut être que «la crise», dont celle de Cuba nous fournit l'exemple en 1962. En fait tout calcul stratégique partiel se trouve annulé par la possibilité de la «solution» nucléaire. Ainsi, il y eut de multiples interprétations à ce qui apparut majoritairement comme une reculade de l'URSS vis-à-vis de la stratégie offensive des États-Unis au Vietnam et particulièrement par rapport à la décision américaine de bombarder le Vietnam du Nord<sup>11</sup>.

Le développement des phénomènes de guérilla n'est pas venu infirmer cela. Déjà Clausewitz, parfait réactionnaire tout en étant un chaud partisan de l'armement du peuple, faisait remarquer que cet armement n'était nullement contradictoire avec la défense d'un certain type de domination (en France l'exemple des Chouans est à cet égard éclairant). De plus, la Guerre froide qui suivit la Seconde Guerre mondiale transforma nombre de guerres de partisans pour l'indépendance en simples luttes intercapitalistes. Les Américains se présentèrent même souvent comme des anti-colonialistes : aide à

---

<sup>8</sup> Appel signé de Thomas Mann, Lewis Mumford, etc., cité par A. Glucksmann dans *Le discours de la guerre*, p. 13, L'Herne, 1968.

<sup>9</sup> Selon Hegel, dans *La Raison dans l'Histoire*, la Révolution introduit l'homme moderne dans un ordre qui lui apparaît comme définitif et le souvenir de la Terreur engendre l'organisation dissuasive du monde qui fait la force des États. Mais cette force n'est pas que policière et militaire, elle est aussi processus de rationalisation du monde, préparation à son gouvernement universel et prélude à l'avènement de l'empire de la Raison. Cet empire de la raison correspond le plus souvent à une "ruse de la raison" qui fait que c'est par des intérêts individuels, essentiellement égoïstes, que vont se répandre les conditions de la modernité et d'une rationalité abstraite qui s'incarne dans l'État. A cet égard, Hegel voyait un bon exemple de cette ruse de la raison dans l'entreprise napoléonienne. De là à dire que Bush est son pendant moderne, il n'y a qu'un pas que nous ne franchirons pas. En effet, à l'époque napoléonienne, la "progressivité" de l'expansionnisme révolutionnaire pouvait encore se soutenir dans l'optique du développement de nouveaux régimes bourgeois aptes à mettre en place des marchés nationaux et un capital national avec développement de la classe ouvrière et de la démocratie politique. Il n'en est rien aujourd'hui : la démocratisation de l'Irak est un leurre car aucun capital national ne se développera plus sur place. Les richesses locales seront immédiatement capitalisées dans le cadre du cycle mondial d'accumulation et de valorisation. C'est sur cette impossibilité que l'État irakien va éclater entre l'autonomisme kurde et le communautarisme chiite.

<sup>10</sup> "La coexistence pacifique n'est pas simplement l'absence d'une guerre, ce n'est pas non plus une trêve provisoire et précaire entre deux guerres ; c'est la coexistence de deux systèmes sociaux opposés, basée sur le refus mutuel d'employer la guerre comme moyen de régler les différends entre États" (lettre du CC du PCUS du 14/07/1963), ce que Krouchtchev a aussi développé au XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS. Cette position sera traitée de "fétichisme du nucléaire" par les dirigeants chinois : "Aux yeux des dirigeants soviétiques, au siècle nucléaire où nous vivons, il ne s'agit que de survivre, le but n'existe pas..." (Déclaration du 1/09/63, citée par Glucksmann). La théorie de la décision s'oppose à la théorie de la dissuasion ce qui, pour les Chinois, est une autre façon de maintenir la politique au poste de commande.

<sup>11</sup> Cf. Glucksmann, *op. cit.* p. 278 à 283.

«l'indépendance» des Philippines<sup>12</sup>, soutien plus ou moins discret au FLN pendant la guerre d'Algérie. Tout au plus la théorie de Mao de la «guerre prolongée» est-elle venue revivifier la thèse de Clausewitz selon laquelle l'avantage est toujours à la position défensive<sup>13</sup> ; thèse contredite dans la perspective thermonucléaire dans laquelle il n'y a plus de défense au sens classique puisque le territoire de chacun est vulnérable à tout moment. La fonction de défense est alors reportée sur la menace d'une riposte illimitée, y compris à une attaque limitée<sup>14</sup>. De cette remise en avant de la priorité à la position défensive découle une seconde idée de Mao, celle selon laquelle la bombe atomique n'est qu'un «tigre de papier»<sup>15</sup> et il va jusqu'à reprendre la formule de Clausewitz en y adaptant un nouveau sujet : (le révolutionnaire) est celui «qui se meut dans la guerre comme le poisson dans l'eau»<sup>16</sup>. S'exprime là un retour aux vertus de la guerre révolutionnaire bourgeoise à la française, mais avec une forte accentuation populaire : «Le peuple est invincible» (Vietnam) ; «Le peuple uni jamais ne sera vaincu» (Amérique latine), sont les banalités qui accompagnent cette conception, alors même que la distinction entre victoires et défaites se fait chaque jour plus difficile. La victoire du Vietcong et le type de régime mis en place, puis sa guerre contre le Cambodge vont entraîner une désillusion progressive vis-à-vis de toutes les luttes de libération nationale et finalement une extension et un renforcement de l'accumulation et de l'idéologie capitalistes.

Korsch signalait que la nouvelle domination exercée par les grandes puissances sur leurs anciennes colonies présentait un caractère spécifique par rapport à l'ancien impérialisme<sup>17</sup>. Tout en étant juste, cette critique est datée ; en effet dans le cadre de la Guerre froide, le mouvement d'exportation des capitaux a notoirement décliné par rapport, par exemple, aux années 20, mais aussi par rapport à l'immédiat après-guerre du plan Marshall. La recherche et l'exploitation de sources de matières premières et de carburants étrangers sont devenues une nécessité quant à l'anticipation d'une nouvelle guerre et ont constitué le principal poste d'investissement. Ce processus spécifique d'accumulation s'est auto-entretenu et a donné au «complexe militaro-industriel» un poids tel qu'il constitue non seulement un facteur de guerre «extérieure», mais aussi une menace «intérieure» pour les pays dominants. Toutefois, ce que ni Korsch ni Dutschke à sa suite ne signalent, c'est que ce mouvement s'est à nouveau inversé quand des investissements énormes de capitaux ont commencé à envahir les pays du bloc socialiste et particulièrement la Pologne, la Hongrie et la Roumanie, suivis bientôt par les investissements directs à l'étranger (IDE) dans l'aire asiatique. Ce mouvement n'annonçait plus un néo-impérialisme mais la fin de l'impérialisme et le processus de totalisation du capital, sa «globalisation».

## 2- De l'impérialisme à l'Empire ?

Dès la guerre de 1914, la dimension symbolique et non seulement territoriale des conflits, est mondiale. On parle de lutte entre civilisations ou entre civilisation et barbarie, et cet aspect mondial est dû aussi bien au fait que s'y affrontent des États à la puissance mondiale, qu'au fait que le marché se fait lui aussi mondial. Mais dans l'impérialisme, la guerre est encore mise en œuvre de la souveraineté et donc territorialisation de la puissance. La Russie, l'Empire ottoman, l'Empire austro-hongrois, la France et l'Angleterre ont représenté cette forme de puissance. Le passage de l'impérialisme à une forme impériale de domination a d'ailleurs des antécédents... et il est «piquant» de voir qu'on en a un exemple dans l'évolution des rapports entre l'Angleterre et l'Irak au début du siècle : à partir de 1914 l'Angleterre occupe les trois provinces anciennement ottomanes de Bagdad, Bassorah et Mossoul. Le modèle de domination est alors le modèle colonial en vigueur aux Indes avec un système d'administration directe et indirecte. Mais entre 1918 et 1920 et après avoir fait face à un grand mouvement de révolte, la politique

---

<sup>12</sup> Tout en participant aux bombardements contre la révolte des Huks.

<sup>13</sup> Ne peut-on pas dire aussi que ce fut la stratégie employée par Staline depuis le traité de paix germano-soviétique jusqu'à la bataille de Stalingrad, alors que les Allemands d'un côté et les Japonais de l'autre se sont laissés griser par des stratégies offensives aventureuses à moyen terme ?

<sup>14</sup> C'est ce qui semble présider aux relations diplomatiques actuelles des Américains avec la Corée du Nord. Celle-ci ne serait qu'une petite URSS, survivance des anciens temps et non un "État-voyou" tel l'Irak. Cette "riposte illimitée" caractérise une stratégie anti-terroriste face à un ennemi diffus, si ce n'est invisible. C'est d'une certaine façon ce qui a déterminé l'action de Bush junior à partir du 11 septembre.

<sup>15</sup> *Entretien* avec A. Louise Strong, août 1946. *Œuvres choisies*, Éditions de Pékin, 1962, tome IV, p. 101.

<sup>16</sup> Clausewitz : *De la guerre*, Minuit, p. 229.

<sup>17</sup> Serge Bricianer, dans sa présentation de *Marxisme et contre-révolution*, signale que cette position initiale de Korsch sera développée dans les années 60 par R. Dutschke qui définit un néo-impérialisme en ce sens qu'il ne revêt plus en tout premier lieu, contrairement à la forme impérialiste classique, un caractère économique.

anglaise s'oriente vers une simple défense de ses intérêts stratégiques en tenant compte d'un environnement international qui, par l'intermédiaire de la SDN, souhaite mettre en action le principe de l'auto-détermination des peuples. Cela pousse les Anglais à préparer l'indépendance (soutien aux sunnites contre les tribus chiïtes et kurdes) de ce qui deviendra l'Irak en 1932.

Mais revenons à la théorie de l'impérialisme. Pour Lénine, il représente «le stade suprême du capitalisme» qui décrit un système mondial régi par la concurrence entre empires coloniaux pour la conquête de territoires. Ce système serait organiquement lié à l'évolution des grandes puissances capitalistes, puissances elles-mêmes étroitement liées à des grandes banques et trusts qui s'appuient sur les machines gouvernementales de leurs pays respectifs pour s'aménager des chasses gardées. C'est de cette analyse que part traditionnellement la théorie anti-impérialiste et le soutien aux luttes anticoloniales et de «libération nationale».

On peut dire que cette théorie de la guerre impérialiste décrit une deuxième phase de la mondialisation du capital, alors que dans la première, disons du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, la guerre joue un rôle dans la synchronisation économique des aires de développement<sup>18</sup>.

La fin de la Seconde Guerre mondiale clôt cette deuxième phase au profit d'une politique systématique visant à briser les entraves à l'expansion capitaliste. Le colonialisme est un de ces obstacles puisqu'il repose justement sur la notion de chasse gardée, sur un certain type de protectionnisme. Pour réaliser ce «programme», il s'est trouvé un État qui cumule une position économique et militaire de force et un passé moins impérialiste que ses concurrents. Les États-Unis ont en effet une autre histoire, anticoloniale<sup>19</sup> qui est même inscrite dans leur Constitution. Ils n'ont procédé que par annexion interne, extension de la frontière, «conquête de l'Ouest» et extermination des populations d'origine qu'ils n'ont jamais eu pour but de coloniser et exploiter. Ils ne se sont ensuite mêlés aux guerres européennes qu'après l'appel de certaines puissances continentales se revendiquant de la démocratie. Dès le début cette intervention est donc perçue comme en défense de valeurs humanistes pour ne pas dire humanitaires, le terme n'étant pas encore employé. Déjà dans les initiatives de Wilson on a une volonté de constituer un droit supranational («impérial») au droit international. On sait que la SDN, qui se devait de représenter ce nouveau droit, s'avéra incapable de suppléer aux iniquités du traité de Versailles (compromis entre les rapports de force issus de la guerre et les nouvelles règles du droit international) et donc incapable d'empêcher les conflits qui allaient en découler. L'ONU sera chargée de la même tâche dans un contexte rendu largement plus favorable par l'avènement de deux hyperpuissances, mais avec le même handicap d'une légitimité sans réelle souveraineté. «Chat échaudé craignant l'eau froide», la véritable souveraineté va être confiée aux États-Unis. Au moins de 1945 à 1947 cela ne souffre pas vraiment de contestation comme le montre le vote de l'URSS, derrière les États-Unis, en faveur de la création de l'État d'Israël. L'État américain a en effet profité de son peu d'implication directe dans la Seconde Guerre mondiale pour compléter sa domination en tant que puissance économique, par une domination techno-militaire encore renforcée par l'utilisation des «compétences» de nombreux savants de l'Allemagne nazie. A partir de 1947, la paix étant historiquement toujours la paix d'un Empire, on a donc une situation non achevée avec deux sortes d'Empire qui se font face mais oeuvrent conjointement au développement du capital dans les zones qu'ils contrôlent. Ainsi, au Moyen-Orient, les investissements américains et russes enclenchent une modernisation des économies locales et l'érection d'un État fort contrôlé par la petite bourgeoisie nationaliste, au détriment des puissances colonisatrices (Angleterre et France) qui se contentaient souvent de «faire suer le burnous». Nous pouvons considérer cette période comme une troisième phase dans le processus de totalisation du capital, phase dans laquelle la guerre ne joue déjà plus le même rôle central que dans les deux précédentes. Les politiques respectives de dissuasion, par exemple, poussent à l'augmentation des budgets militaires, mais pas à l'augmentation du nombre des conflits. Le complexe militaro-industriel américain a d'ailleurs plus à

---

<sup>18</sup> Cf. les analyses de Schumpeter et Wallerstein sur ce sujet.

<sup>19</sup> La doctrine Monroe qui fonde l'abstention des États-Unis dans les conflits européens sur la non ingérence de l'Europe en Amérique, est loin d'être absente d'ambiguïtés puisqu'elle considère que la sécurité des États-Unis s'étend aux pays de sa proximité. Mais par rapport à notre exemple de l'Angleterre coloniale en Irak, on voit toute la différence avec la stratégie américaine. La Grande-Bretagne est une île ouverte vers les conquêtes extérieures, les États-Unis sont un pays tourné vers "son" continent.

Ce que les Anglais ne pouvaient déjà plus faire au début des années 30 (alors qu'ils savaient le faire), les Américains ne risquent pas de le faire aujourd'hui alors qu'en plus ils ne savent pas le faire. Même quand ils "occupent" comme en Allemagne, ils n'administrent pas!

gagner dans des dépenses pour la conquête de l'espace ou pour des armements spécifiques comme les missiles nucléaires, que par des armements conventionnels.

Les courants critiques de l'époque, comme le groupe *Socialisme ou Barbarie* conserveront, malgré tout, une position marxiste traditionnelle sur la guerre comme accélérateur de l'Histoire et une troisième guerre mondiale est prédite comme une étape inéluctable dans l'évolution générale du système capitaliste mondial à son stade monopoliste<sup>20</sup>. Cette position, interne à la problématique léniniste de l'impérialisme, sera critiquée par un ancien de cette même revue, mais trente ans plus tard<sup>21</sup> : pour P. Souyri, la théorie du capitalisme monopoliste qui repose sur une délimitation territoriale et nationale (théorie du «capitalisme monopoliste d'État») serait invalidée à la fois par les buts spécifiques des puissances fascistes de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale (constituer des Empires de niveau mondial) et par l'évolution générale d'un système capitaliste de plus en plus global. Il analyse comment le fonctionnement de ce «CME» dans les années 30 a conduit à la guerre<sup>22</sup> et puis comment il s'est réorganisé sur d'autres bases à partir des années 50-60 (fin du protectionnisme, ouverture de grands marchés internationaux : CEE, AELE et des organismes supranationaux comme le FMI, la Banque mondiale). Le développement intense des échanges entre pays dominants tend à remplacer l'échange «ricardien» et impérialiste (ou néo-colonialiste) entre pays dominants et pays dominés. Les théories tiers-mondistes de l'impérialisme : «l'échange inégal» d'A. Emmanuel et de l'accumulation puis de la nécessaire «déconnexion» de S. Amin s'en trouvent si ce n'est invalidées, du moins marginalisées.

Ces transformations ne se sont pas accompagnées de la formation d'un super-impérialisme<sup>23</sup> américain dans «le monde libre», même si les États-Unis y sont devenus la superpuissance. L'Europe et le Japon ont continué à développer leurs atouts tout en profitant de la manne américaine (plan Marshall) et des transferts de technologie en provenance des firmes multinationales américaines. Cette politique est aux antipodes de la pratique impérialiste puisqu'elle produit des concurrents... pour le plus grand profit du système d'ensemble. L'Allemagne et le Japon sont ensuite devenus les pays capitalistes les plus exportateurs, résolvant la contradiction que représentent toujours une production croissante et un marché limité, sans avoir besoin de mener des guerres de conquête. L'analyse de Bordiga, que nous avons mentionnée dans la note 20, est ici prise en défaut sauf à raisonner sur le très long terme et faire des projections quant au futur rôle historique de la Chine. C'est justement ce que ne peut plus faire la théorie quand elle ne repose plus sur le déterminisme historique d'une classe. D'une manière générale, la nouvelle situation est bien rendue par les rapports ambigus qu'entretiennent les États-Unis et l'Europe. Rapports de complémentarité et de dépendance qui rendent compte du processus de totalisation du capital, mais aussi conflictualité sur le caractère hégémonique du modèle qui est le moteur du processus : les États-Unis. Nous sommes bien loin des visions de Kautsky et de Lénine, car si le capitalisme américain domine bien, militairement, technologiquement et du point de vue monétaire, il ne domine pas du point de vue économique (son poids relatif se réduit, son endettement est faramineux, sa productivité du travail à la traîne).

S'il y a donc bien eu deux blocs, chacun propose un système de valeurs et estime combattre pour autre chose que sa propre souveraineté nationale, que ses propres intérêts économiques. C'est pour cela que les autres États sont censés se rallier à l'un ou l'autre des deux camps. Il n'y a déjà plus d'impérialisme au sens strict mais une situation où chacun cherche à s'abriter à l'intérieur d'un Empire.

---

<sup>20</sup> Voir les articles de Philippe Guillaume sur la guerre dans les numéros 3 et 4 de leur revue. Aujourd'hui cette position perdue, le sectarisme en plus, dans certains courants de l'ultra-gauche, tel le "Courant Communiste International". Ce dernier se rattache lui-même à la "Gauche Communiste de France" qui dans l'après-guerre théorisait la décadence du capitalisme et le caractère permanent qu'y prenait la guerre. Plus "radical", le "CCI" voit dans la guerre mondiale la seule solution capitaliste à la crise! A l'inverse, une partie de la "Gauche italienne" refusa l'aspect inéluctable de la guerre (*Battaglia Comunista* d'O. Damen) ou la possibilité d'une offensive de l'URSS. Ainsi, pour Bordiga, l'URSS n'offrait pas de modèle alternatif et il voyait plutôt la reprise des hostilités quand le Japon ou l'Allemagne retrouveraient leur puissance. Sans avoir complètement tort, il restait néanmoins dans le cadre d'analyse du "CME" et non dans celui d'une globalisation qui limite l'autonomie de ces deux puissances comme le rappelle la crise asiatique (et on ne parle pas de leur démilitarisation !).

<sup>21</sup> Pierre Souyri : *La dynamique du capitalisme au XXe siècle*. Payot. Dans *Socialisme ou Barbarie*, Souyri signait Pierre Brune.

<sup>22</sup> "Le monde du capitalisme monopoliste et impérialiste est un monde qui est constitutivement voué à produire une fragmentation du marché mondial, un recul des échanges internationaux et une division de l'univers en blocs qui tendent à glisser vers l'autarcie et ne peuvent durablement coexister dans la paix", *op. cit.*, p.63.

<sup>23</sup> Qui constituait pour Kautsky la seule possibilité d'un capitalisme débarrassé de la guerre.

C'est un élément de stabilisation qui rejette à la marge les différends à partir du moment où des zones géographiques coïncident avec des zones politiques. A cette nouvelle situation géopolitique correspond l'idéologie de la fin de l'Histoire (Fukuyama). Un ordre mondial semble en être sorti. C'est une vision immédiate et donc optimiste de la victoire du capital : il aurait gagné parce que non seulement il aurait englobé ses contradictions de classes (dimension interne), mais il aurait aussi englobé ses contradictions impérialistes (dimension externe).

L'écroulement de l'URSS et de son bloc va renforcer ce processus en dégageant toujours plus la notion d'Empire — à condition de ne pas réduire ce concept à la domination d'une seule puissance — de celle d'impérialisme. Les pays de l'ancien bloc soviétique vont se précipiter dans les bras de l'OTAN, la Russie et la Chine populaire dans ceux de l'Organisation mondiale du commerce. L'élargissement de l'Union européenne va dans le même sens. C'est une façon indirecte de dissoudre toute possibilité d'une Europe politique qui pourrait prendre la tête d'un pôle non américain et recréer un monde bipolaire comme au temps de l'URSS. Les États-Unis en sont bien conscients quand ils se prononcent pour l'entrée de la Turquie dans l'Union. Il s'agit de transformer l'Union en une simple zone de libre échange sans volonté politique propre<sup>24</sup>. Il se dégage ainsi une sorte de souveraineté mondiale. Les «petits» pays européens qui n'ont pas ou plus les moyens d'être des États-nations, luttent pour devenir des régions européennes de l'Empire.

Cette orientation générale implique la paix universelle et donc des conflits qui ne peuvent être des guerres au sens classique, mais simplement des actes de révolte ou de rébellion contre l'ordre institué. Mais cette idée de paix universelle, si on regarde ce qu'en disait Kant dans son *Pour la paix perpétuelle* de 1795, ne pouvait être garantie que par des régimes républicains<sup>25</sup> (on dirait démocratiques aujourd'hui). Or l'ordre mondial qui prévaut jusqu'à la fin des années 80 est un ordre particulièrement cynique dans lequel la fin justifie tous les moyens, y compris l'assistance d'États autoritaires à condition qu'ils soient facteur de stabilisation.

Ainsi, l'Irak en 1991 représente le cas de figure d'un État loyal qui a fait son boulot de gendarme local contre l'Iran avant d'exiger des dividendes de ses sacrifices auprès de ses voisins du Golfe et en particulier auprès du Koweït dont il revendique le territoire et la richesse. Pour transformer un allié en ennemi, il faudra une propagande assidue et un processus de diabolisation particulièrement pervers quand on sait qui a armé le diable! Toutefois les bases de l'ancien ordre n'étant pas remises en cause, le processus ne sera pas poussé à son terme et le régime baasiste sera maintenu afin qu'il continue à jouer son rôle de répression sous contrôle sélectif : on interviendra pour une couverture américaine sur le Kurdistan irakien, mais on laissera les chiites du Sud se faire massacrer. Nous laissons en suspens le fait de savoir si cette dernière bassesse est due à la peur d'une révolte prolétarienne des ouvriers chiites du pétrole ou bien à une trop grande influence de l'Iran sur cette population.

Sous l'action de l'administration Clinton et du système Mitterrand en France, «droit d'intervention», «guerre juste», «intervention humanitaire» deviennent les maîtres mots d'un nouvel ordre qui se cherche par insuffisance de visée politique et de perspective stratégique. Bien que l'on en ait beaucoup moins parlé que pour Reagan, il est à remarquer que Clinton a remis l'économie au poste de commande et recentré les dépenses budgétaires américaines. Ancien étudiant pacifiste, il a peut-être aussi été influencé par le livre de P. Kennedy : *Naissance et déclin des grandes nations* qui connaît un gros succès dans les années 80-90 et défend l'idée que les nations hégémoniques ont tendance à distraire trop de ressources de la création de richesses pour les allouer à des buts militaires. Clinton va en tout cas faire tomber les dépenses militaires à 3,5% du PIB, chiffre le plus faible depuis les années 20 et relancer l'innovation technologique. Multilatéralisme, mondialisation, globalisation vont alors marcher de pair... jusqu'au 11 septembre 2001. L'action humanitaire n'est pas seulement un paravent qui camoufle l'inaction politique sous l'éthique, la guerre sous la paix. Elle renvoie aussi aux contradictions du capital qui tend à tout englober sans pouvoir tout assimiler. Dans l'unité du procès paix-guerre qui se fait jour, l'humanitaire devient un dispositif d'intervention majeur, mais inclus dans le procès guerre-paix. Ce n'est donc ni une alternative, ni un complément surajouté.

---

<sup>24</sup> Le projet franco-allemand d'un exécutif fort vient d'être balayé par la majorité des pays de l'Union.

<sup>25</sup> Kant s'illusionnait sur la capacité des citoyens à intervenir dans la décision de faire ou non la guerre. Il est vrai qu'il avait à l'époque sous les yeux l'image des guerres révolutionnaires américaine et française. Or dans les nouvelles formes d'intervention de police, un État peut bien intervenir contre la presque totalité de sa population puisque celle-ci n'est pas directement engagée (cf. la position de T. Blair). Cela rend aussi obsolète la lutte antimilitariste. Les militaires sont des "professionnels" de la guerre et les morts sont des accidentés du travail!

Par rapport à la guerre impérialiste, l'intervention humanitaire et le droit d'ingérence ne visent pas à développer ou même à piller les régions qui sont l'objet de l'intervention. Ainsi, si on a pu déceler dans le dépeçage de l'ex-Yougoslavie la volonté et l'intérêt proprement capitaliste de certains capitaux dominants, notamment allemands, il ne s'agissait que d'un intérêt limité à la partie utile (Slovénie et Zagreb), mais l'intervention contre la Serbie et l'aide à la Bosnie puis au Kosovo ne visaient en rien un quelconque développement ni même un captage de richesses potentielles ou un plan de rechange du capital. Il s'agirait plutôt de contenir les zones d'épuisement du capital comme on contient les banlieues des grandes villes.

Avec l'affaiblissement des États-nations, c'est la question de la souveraineté qui se pose<sup>26</sup>. La mondialisation du capital dans sa forme réseaux s'oppose d'ailleurs à toute idée de centre, de souveraineté. Elle est sans fin (dans tous les sens du terme) et c'est la guerre économique qui semble souveraine. C'est pour cela que même si on peut reconnaître le concept réactivé «d'Empire», il ne peut être assimilé exclusivement à la puissance américaine<sup>27</sup>. Par un étrange contresens, nombreux sont ceux qui comprennent cela en disant que toute guerre aurait des causes économiques! G. Dauvé dans «10 +1 questions sur la guerre de l'Otan contre la Serbie»<sup>28</sup> anticipe une future troisième guerre mondiale pour le XXI<sup>e</sup> siècle dans la mesure où une grande crise économique est inéluctable. Cette crise future est analysée dans les termes classiques de la crise de surproduction et du processus contradictoire de valorisation/dévalorisation qui définit le capitalisme. Dauvé reste dans les termes stricts de la loi de la valeur-travail, comme si le travail productif était encore l'essentiel de la valorisation, comme si toute production était encore suffisamment matérielle pour qu'il puisse y avoir surproduction. Pourtant, il reconnaît par ailleurs que les causes des guerres sont bien plus globales qu'économiques, que la guerre est politique et que ce ne sont ni les stocks de missiles ni les entreprises qui font la guerre. Dauvé ne peut résoudre la contradiction entre d'un côté, sa vision d'un capital de plus en plus impersonnel et, de l'autre, le fait qu'il ne cherche à la rendre concrète qu'à travers la théorie classique de l'impérialisme (celle du «CME» que critique justement Souyri).

Pour nous, dans ce que nous pouvons considérer comme une quatrième phase, le niveau de la Bourse et les crises «financières», comme celle qui a touché le Japon puis l'Asie, produisent des éléments de synchronisation dans un cycle qui rendent inutile ou en tout cas non inéluctable toute guerre d'envergure. Bien souvent, depuis l'échec du programme prolétarien, les analyses sur la crise et la guerre mondiale quittent le chemin caillouteux de l'analyse logique pour en appeler au ciel, aux étoiles et à la croyance. Comme le disent parfois naïvement bien des ultra-gauches : «mais alors si on ne pense (lire croire) pas inéluctable la crise économique finale, le défaitisme révolutionnaire en temps de guerre, le retour du prolétariat à son rôle révolutionnaire, ce n'est pas la peine de...». Par peur de réinterpréter le monde, le matérialisme marxiste se transforme en croyance.

La question de la souveraineté ne peut plus se poser qu'au sommet de ce que certains appellent «l'Empire», mais qui n'est encore qu'un projet d'ordre mondial en cours de constitution<sup>29</sup>. Il n'y a pas encore de gouvernement mondial et l'ONU a une légitimité sans souveraineté (les «Casques bleus» n'ont qu'un rôle de tampon), alors que les États-Unis sont les seuls à posséder la puissance qui permet l'expression d'une souveraineté...qu'ils doivent légitimer sans cesse. La difficulté est alors pour eux d'imposer une vision du monde plus qu'une politique (impérialisme classique) qui n'aurait pas sa propre souveraineté comme fin. Ils l'ont déjà fait quand ils prétendaient défendre «le monde libre», c'est aujourd'hui une tâche beaucoup plus ardue quand il n'y a plus d'ennemi déclaré et qu'il faut lui donner consistance.

La force légitime doit alors se présenter comme au service du droit, de la démocratie, de la paix. Les alliances qui se sont tissées entre les États-Unis, les pays européens et les pays arabes pendant la guerre du Golfe et l'intervention en Afghanistan se font sur la base de cette nouvelle souveraineté, impériale au

---

<sup>26</sup> La situation actuelle de l'Europe est très significative : déjà au moment de l'intervention au Kosovo elle s'était trouvée "désarmée" et maintenant son élargissement continue toute volonté politique commune face à une éventuelle opération en Irak. Il y a dix ans, l'Europe se proposait de construire son identité militaire propre, aujourd'hui, elle en est réduite à retenir les États-Unis dans l'Otan sans se lier complètement les mains.

<sup>27</sup> Sur cette question et les confusions qui en découlent, cf. notre note critique de l'ouvrage d'Hardt et Negri dans le n°13 (hiver 2003) de la revue *Temps critiques*.

<sup>28</sup> Éd. "Trop loin", correspondance : AREDHIS, BP 20306, 60203, Compiègne Cedex.

<sup>29</sup> La plus grande critique qui puisse être faite au livre *Empire* de Negri et Hardt, c'est justement de considérer cela comme un advenu.

sens où elle ne s'arrête pas aux frontières nationales, où elle ne s'arrête pas non plus à la nationalité des peuples qu'elle recouvre de sa «protection». Il n'y a plus de territoire à défendre contre un ennemi extérieur, d'autant que le caractère anonyme et universel des capitaux ainsi que la libre circulation des marchandises ont violé depuis longtemps toute idée d'intégrité nationale. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus d'intérêt national, mais il est immédiatement subordonné à une logique mondiale qui impose un intérêt général de plus long terme<sup>30</sup>. Les États-Unis vivent cela comme une contradiction permanente. D'un côté ils maintiennent l'idée d'une intervention limitée à la défense de leur «intérêt vital». Malgré l'extension possible donnée au terme, cela les amène le plus souvent à se replier sur eux-mêmes et à laisser faire des lois du marché qui spontanément feraient correspondre leur intérêt national et l'intérêt général. C'est l'objectif de la globalisation. Mais d'un autre côté, cette globalisation (qui concerne aussi le terrorisme) s'oppose à tout repli sur soi, surtout de la part d'un pays dont la puissance repose maintenant plus sur la captation de richesses<sup>31</sup> que sur sa création (à l'inverse du Japon et de l'Allemagne). Concrètement, par rapport à la question du pétrole, les États-Unis ne veulent pas tant s'approprier les richesses irakiennes et en déposséder leurs alliés que favoriser une zone de libre échange du pétrole au détriment des pays qui vivent encore de la rente pétrolière et donc, par ricochet, de certains capitaux dominants (français par exemple) qui ont passé compromis avec ces pays.

Cela serait bénéfique au système capitaliste dans son ensemble, mais cela remettrait en cause certaines alliances avec les régimes les plus féodaux de la région, sans qu'il soit nécessaire de les attaquer de front. S'il y a un brin de vérité dans l'annonce par l'administration Bush de propager la liberté dans toute la région, à partir de l'exemple de la «libération» de l'Irak, il s'agit bien sûr surtout d'une liberté du marché dont il est question. Cela signifie aussi que par rapport à 1991, la marche vers «l'Empire» a suffisamment fait de chemin pour que l'ordre mondial n'ait plus à passer principalement par une délégation de puissance à des forces régionales plus ou moins autonomes dans leur aire d'intervention.

Si cette nouvelle idéologie impériale qui se fait force matérielle, n'est pas l'expression d'une seule puissance, il se trouve néanmoins que les États-Unis en sont le premier pilier; pour des raisons objectives d'abord : ils symbolisent l'hyperpuissance ; pour des raisons historiques et subjectives ensuite : en se présentant comme «l'Empire du Bien», l'Amérique semble repousser sa propre frontière et apparaît aux yeux du monde comme celle qui vole au secours des peuples menacés alors que rien n'est moins vrai puisqu'elle est fondamentalement isolationniste. On peut comprendre l'offensive des néo-conservateurs américains comme la volonté de dégager une perspective plus globale et à plus long terme. Il s'agirait pour eux de développer une sorte de messianisme du capital<sup>32</sup> visant à humaniser son processus de totalisation, à donner un aspect «civilisé» à l'action barbare des restructurations. Le capital n'est pas qu'une pure abstraction, il est aussi un rapport social humain qui a besoin de se référer au Bien, à la démocratie, à la citoyenneté; il y a, enfin, des raisons économiques à cette politique : le directeur général du FMI Horst Koehler déclarait au *Herald Tribune* du 20/09/02 que tout le monde a intérêt à la stabilisation des prix du pétrole et particulièrement les pays européens qui se trouvent beaucoup plus dépendants des cours que les Américains, pour qui le pétrole irakien ne représente presque plus rien de leurs importations par rapport à la situation de 1991. Il est donc tout à fait erroné de présenter leur action comme une guerre du pétrole, ce que rappellent pourtant à longueur de temps les gauchistes qui pensent toujours que répéter des choses simples permettra de convaincre des masses pavloviennes. Si le clan Bush a bien un rapport direct avec l'industrie pétrolière, c'est avec un sous-secteur marginal de celle-ci (les petites compagnies indépendantes du Texas<sup>33</sup>), dont les intérêts sont exactement inverses de ceux

---

<sup>30</sup> Avec sa participation aux opérations dans le Golfe en 1991, la France a fait passer sa propre politique moyen-orientale, traditionnellement pro-irakienne, après son alliance fondamentale avec les États-Unis. La démission du ministre des armées de l'époque, Chevènement, indique que cela ne s'est pas fait sans grincements de dents. Si aujourd'hui tout le monde est sur les positions de Chevènement (Chirac, président de tous les Français, en tête), c'est que le gouvernement actuel des États-Unis ne peut symboliser la "nouvelle gouvernance mondiale" (on ne dit plus "nouvel ordre mondial") que recherchent les puissances dominantes.

<sup>31</sup> S'il y a une raison que resurgisse une guerre de type classique, c'est bien sur cette contradiction qu'elle pourrait éclater.

<sup>32</sup> Ce messianisme qui viendrait prendre la place laissée vacante par le messianisme révolutionnaire ("l'ennemi de classe" est introuvable) est fortifié par l'existence d'un messianisme islamique, lequel se veut à la fois antagonique au développement du capital et son concurrent dans la visée d'un universel despotique.

<sup>33</sup> Il ne faut pas oublier que la compagnie de la famille Bush, *Arbusto Oil*, a elle-même fait faillite!

des grandes compagnies. Un niveau élevé des cours est leur seule chance de survie. Par ailleurs les experts américains se sont aperçus qu'un redémarrage de la production irakienne aurait un coût énorme que les Américains seuls ne peuvent assumer. La situation est donc beaucoup plus complexe que celle que nous présentent tous les simplificateurs militants, spécialistes des slogans à l'emporte-pièce. Ce n'est pas la moindre surprise que de voir le très anti-américain *Monde Diplomatique* reconnaître cette complexité<sup>34</sup> et affirmer que la question du pétrole est bien plus stratégique qu'économique. Mais les Américains sont les seuls à posséder la capacité de stabiliser politiquement la région, aussi bien en Irak qu'en Palestine, tout en en faisant une base de redémarrage de l'économie mondiale, comme nous l'avons vu plus haut avec ce que représenterait le passage d'un système de rente à un système de profit. Le problème c'est que stabiliser la région, depuis le 11 septembre, ce n'est plus seulement maintenir le statu quo ou à défaut pouvoir s'en prendre directement à l'Arabie saoudite. C'est ce qui est nouveau par rapport à la situation antérieure dans laquelle les conflits qui découlaient des nouveaux rapports de forces avaient en général un caractère très limité. L'exemple du Golfe en 1991 est éclairant: le but de l'administration américaine visait à punir la tentative d'invasion du Koweït par l'Irak, mais pas du tout à faire sauter Saddam, et cela au grand dam de certains militaires américains et de personnalités comme Wolfowitz. On en arrive donc à des conflits dans lesquels le vaincu reste au pouvoir. Même aujourd'hui où Wolfowitz pense tenir sa revanche, la situation est confuse et il a été plusieurs fois remis à sa place par Cheney et Powell. Même chose après le 11 septembre avec l'intervention en Afghanistan et l'évitement de la question pakistanaise. Cette situation est typique de la contradiction du nouvel ordre qui cherche à se mettre en place : d'un côté, affirmer une souveraineté, c'est affirmer une puissance politique et militaire, c'est reprendre ce que dit Machiavel, quand il définit le pouvoir, entre autres, par son absence de référence à des valeurs morales (et c'est ce qui nous donne Saddam toujours là malgré le gazage des Kurdes), mais légitimer cette puissance c'est s'appuyer sur des valeurs morales que le «souverain» ne propage qu'en paroles (d'où les accusations d'impérialisme américain malgré l'absence d'impérialisme).

### **3- Guerre civile mondiale, état d'exception et terrorisme**

Carl Schmitt avait déjà conceptualisé cette situation avec l'idée de «guerre civile mondiale» qui implique la mise en place d'un ordre particulier, l'état d'exception<sup>35</sup>. Guerre civile mondiale car plus rien ne serait extérieur à l'ordre. Aujourd'hui, en effet, dans le procès de totalisation du capital, l'ennemi n'est plus tant extérieur (URSS, Chine) qu'intérieur. Bien sûr, des «États-voyous» sont parfois désignés (la Libye à une certaine époque puis l'Irak et le Soudan, aujourd'hui la Syrie pourtant sans pétrole et la Corée du Nord), mais c'est un peu comme une survivance de la conception classique selon laquelle il n'y a que des États pour faire la guerre. Dans les années 70-80, ces États, de par la disproportion des forces en présence, mènent une «guerre asymétrique» qui utilise des groupes terroristes comme fer de lance de leur politique anti-impérialiste le plus souvent réduite à l'antisionisme<sup>36</sup>. Les pressions des pays occidentaux et de l'ONU se font donc contre ces États. Mais il n'en est plus de même quand le déclin du nationalisme arabe (la perte d'influence des partis Baas, la mort de Nasser, la fin de l'aura du colonel Kadhafi<sup>37</sup>) ouvre la voie vers un Islam radicalisé et offensif. Celui-ci, après s'être identifié à la révolution iranienne, s'est redéployé dans un sens communautariste qui ne connaît pas plus les frontières que les marchandises du capital. A ce propos, la «révolution» iranienne a joué un rôle fondamental dans la mesure où elle a réussi à synthétiser un mouvement puissant de révolte des déshérités contre le pouvoir à travers un prisme religieux. Malgré son caractère particulier d'origine, chiite et perse, la «révolution» iranienne constitue une prémisse de ce qui deviendra «l'islamisme radical». La révolte à La Mecque, puis la dissidence d'Al Quāida par rapport à l'Arabie saoudite indiquent des soubresauts d'une tout autre nature que ceux de l'époque des coups d'État nationalistes et militaires. Les formes terroristes qu'ils peuvent prendre ne sont plus liées forcément à la revendication d'un territoire et essaient de forger un nouveau messianisme, un nouvel universel qui ne passe plus par les médiations historiques traditionnelles que furent les États et leurs armées. Cet islamisme radical se déploie souvent sous la forme de réseaux, réseaux qui constituent aussi une des formes de redéploiement des États à l'époque de

---

<sup>34</sup> *Le Monde Diplomatique*, avril 2003 : "Vérité et mensonges sur l'enjeu pétrolier" par Yayia Sadowsky, p. 18 et 19.

<sup>35</sup> Dans *La dictature en 1921 et Théologie politique en 1922*.

<sup>36</sup> Le groupe palestinien d'Abou Nidal en fournit un exemple.

<sup>37</sup> De façon anecdotique il est intéressant de relever l'évolution d'Oriana Fallaci qui de groupie du colonel Khadafi se transforme en grande prêtresse du combat antiterroriste et anti-islamiste.



la crise des États-nations<sup>38</sup>. Il s'ensuit une certaine privatisation des affrontements qui est aussi une des caractéristiques des guerres civiles<sup>39</sup> mais aussi de diverses formes de terrorisme dans les pays dominants quand, s'éloignant de la violence diffuse des mouvements sociaux, elles se posent alors comme le seul recours face à l'État et lancent le fameux «avec l'État ou avec nous» des *Brigate rosse* italiennes. La lutte tend alors à devenir une lutte exclusive de toute autre forme et de tout autre protagoniste : la «guerre de classe» ou la guerre de libération nationale (celle de l'IRA ou de l'ETA) deviennent alors des guerres privées qui ne préparent que des lendemains qui déchantent.

Si nous prenons l'actualité récente, bien malin qui arrivera à distinguer ce qui relève des affaires privées de ce qui relève de l'action politique dans les pratiques du clan Ben Laden comme dans celles du clan Bush! Dans ces deux cas le succès de l'entreprise repose sur la capacité à représenter ce qui est particulier, «privé», comme de l'ordre de l'universel et à mobiliser en conséquence. C'est pour cela que la dimension religieuse est réactivée par chaque «camp», afin de donner sens à l'entreprise. Pour les États-Unis, il s'agit alors de trouver le lien qui permette d'assouvir vengeance privée (détruire Saddam) et mission universelle (défendre la civilisation). Et faire le lien, c'est rechercher dans quelle mesure Saddam est ou sera un soutien des Ben Laden actuels et futurs. C'est peut-être là une explication du recentrage de la riposte américaine sur Saddam après l'échec des tentatives de circonscrire une organisation comme Al Qaïda. Mais cet antagonisme qui tourne à l'affrontement mérite-t-il encore le qualificatif de «guerre»? La guerre implique une certaine égalité des forces en présence et une extériorité à l'ordre du monde. Sinon il ne s'agit que «d'opérations de pacification», comme par exemple, celles qui furent menées dans les «guerres coloniales» ou bien d'opérations de police du type de celle de 1991. La propagande occidentale avait bien tenté de gonfler la baudruche irakienne en lui prêtant la quatrième armée du monde, mais son comportement face aux bras nus iraniens en disait long sur sa réelle opérationnalité.

La victoire américaine n'a pas produit les effets escomptés. Le nouvel ordre est en désordre permanent comme l'ont montré les guerres civiles que les journalistes et politiques s'efforcent de définir comme «ethniques» à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie, comme le montrent aussi les activités terroristes de par le monde. Les «règles» de la guerre conventionnelle n'existent alors plus : les voisins deviennent ennemis, la lutte de tous contre tous rend indistincte la délimitation entre civils et militaires, entre enfants et combattants. En Bosnie comme au Rwanda le sang doit couler, le sperme doit souiller.

Quand le capital pense avoir unifié le monde<sup>40</sup>, il s'aperçoit donc de l'existence d'un nouvel affrontement à l'échelle du capitalisme totalisé. Cette nouvelle phase voit reculer l'idéologie de la fin de l'Histoire qui semblait pourtant adéquate à l'idée de l'Empire, au profit de celle du choc des civilisations (Huntington) qui envisage une multiplication de conflits «par le bas» (développement du différencialisme et des revendications identitaires culturelles et religieuses) qui viendraient remplacer les conflits entre nations et classes. Il est évident que ces formes réactives mises en avant par Huntington, sont nostalgiques d'unités supérieures passées qui ne peuvent plus se réaliser, mais qui alimentent des résistances aliénées à la globalisation capitaliste. Elles sont, elles aussi, le fruit d'un échec, celui de la lutte contre le système capitaliste, même s'il ne s'agit pas ici, comme dans le cas de la perspective révolutionnaire, d'une lutte pour son abolition, mais d'une lutte contre sa pénétration ( bien sûr Huntington ne dit pas un mot là-dessus). Faute de perspective ouverte, chacun cherche à se réenraciner. Pour Huntington le conflit israélo-palestinien en est un exemple qui voit s'affronter les franges extrêmes de deux civilisations. Conflit secondaire en apparence, mais moteur dans la dynamique générale d'affrontement entre «civilisations». La référence à l'une ou l'autre des deux franges fonctionne alors comme un référent imaginaire essentiel. L'exemple d'Huntington est intéressant dans la mesure où il permet de comprendre le passage d'un antagonisme entre deux nationalismes laïcs (sioniste/palestinien) à un conflit à dominante communautariste et religieuse. Il n'en reste pas moins que cette vision

---

<sup>38</sup> Sur cette question, on se reportera aux n°12 et 13 de la revue *Temps Critiques*.

<sup>39</sup> La guerre civile espagnole de 1936 a peut-être constitué la première forme moderne de ce type de guerres dans lesquelles les civils tués sont plus nombreux que les militaires et sont le plus souvent tués par d'autres civils. Vengeances, représailles, exterminations sont alors le lot quotidien. C'est la distinction même entre civils et militaires qui s'efface et on sait avec quelle force les Républicains essayèrent de redonner un caractère public et étatique à cette guerre, ce qui la transforma, à leur corps défendant, en une prémisse de la Seconde Guerre mondiale.

<sup>40</sup> "Les États-Unis sont le premier État proto-mondial d'un Empire universel" dit W. Pfaff dans l' *International Herald Tribune* du 07/01/02.

«culturaliste» est très réductrice et que nous préférons donner à cet affrontement une explication plus politique. En effet, si cet affrontement est important du point de vue de la compréhension générale de la situation et dépasse donc le cadre d'un affrontement régional, c'est qu'il manifeste bien, au moins depuis la première Intifada, l'unité du procès guerre-paix dans la restructuration actuelle de l'ordre mondial. Une interprétation politique qui ne doit pas négliger une dimension économique bien analysée par Théo Cosme<sup>41</sup> qui fait d'Israël le pôle capital de la dynamique de transformation des rapports sociaux dans la région et des Palestiniens le pôle travail.

L'offensive actuelle vise donc aussi à l'intégration de la région sur de nouvelles bases : le passage de la forme rentière à la forme marché/profit, l'affaiblissement des anciennes puissances régionales (Irak et Arabie saoudite), la création d'une zone ouverte à la circulation des ressources naturelles et des flux de valeur. Il n'y a donc pas «rétractation» du capitalisme comme cela a pu apparaître dans la crise des années 30, avec le développement du protectionnisme, puis le réarmement et la marche à la guerre<sup>42</sup>, mais contradiction à l'intérieur du procès de totalisation : plus la globalisation est intense, plus elle se fait sur la base du capital le plus développé, renvoyant le capital dominé et le travail peu qualifié à un rôle de sous-traitance. Il n'y a plus de déconnexion possible, mais la connexion laisse des masses potentielles de capital et de travail en jachère.

Face à ce qui apparaît comme pure barbarie qu'il faut stopper, la puissance impériale doit intervenir professionnellement avec des corps de spécialistes<sup>43</sup>. La «guerre propre» chasse la «sale guerre»! Deux moyens sont utilisés pour prévenir, enrayer ou éliminer les conflits de cette guerre civile mondiale :

— la dimension technologique devient un élément central des nouvelles formes d'intervention : la «guerre chirurgicale» et «informatique» utilisée déjà pour la première opération dans le Golfe est complétée par l'équipement de forces terrestres peu nombreuses mais quasi invulnérables : les nouveaux soldats *Robocop* seront rendus intelligents et invisibles.

— l'état d'exception théorisé pour l'analyse du régime nazi tend à devenir la norme quand, dans les démocraties modernes, la dimension politique s'efface et que les institutions ne jouent plus leur rôle traditionnel (perte de pouvoir du parlement et du pouvoir législatif, dérives de l'institution judiciaire, etc.). L'état d'exception qui est un espace vide de droit plus qu'une dictature devient État d'exception quand il perdure, «État d'urgence»<sup>44</sup> comme modèle de gouvernement. L'ennemi est remplacé par le criminel défini comme celui qui exerce la violence à l'extérieur de la loi. Cela permet également d'élargir la qualification stricte de «terrorisme» à un nombre élevé d'actions et d'individus. De son côté l'État répond à cette situation, produite en partie par lui, en se soustrayant plus ou moins partiellement à l'ordre juridique : utilisation des repentis en Italie et aux États-Unis (et désormais en France), *USA patriot act* du 26 octobre 2001 qui permet de détenir tout étranger suspecté de menacer la sécurité nationale aux États-Unis, juridiction spéciale ouvrant vers «*l'indefinite detention*», etc. Il n'y a alors plus d'infraction politique au sens noble du terme. Par exemple la qualification de «participation à bande armée», qui est déjà une disqualification en soi de toute hypothèse politique de lutte armée, peut être requalifiée en «association de malfaiteurs». Ceci est aussi rendu possible par ce que nous avons déjà signalé<sup>45</sup> comme une crise générale de la politique et des institutions dans la transformation actuelle de l'État. Cette crise se manifeste paradoxalement par une autonomisation des institutions. La justice et la police sont particulièrement à la pointe de ce processus et servent de rampe de lancement aux tendances populistes et justicialistes et à leur idéologie anti-politique<sup>46</sup> et sécuritaire. A court terme, c'est un mode possible de gestion de la fragmentation des rapports sociaux dans la société capitalisée. C'est ce que P. Persichetti et

---

<sup>41</sup> Théo Cosme : "Moyen-Orient 1945-2002 : l'histoire d'une lutte de classes", Ed. Senonevero.

<sup>42</sup> Comme le pense le groupe *Trop loin* dans sa lettre n°1 intitulée "Septembre gris".

<sup>43</sup> Cf. notre texte "De la valeur sans le travail à la guerre sans soldats", inédit pour le moment et uniquement disponible sur le site. Il sera repris dans le volume 3 de l'anthologie de *Temps Critiques* autour de la guerre dont la parution est prévue à l'été 2003.

<sup>44</sup> Cf. *La révolution et l'État* de P. Persichetti et O. Scalzone. Dagorno : "Urgence sans fin" dans laquelle "l'exception est la règle".

<sup>45</sup> Par exemple dans le n°1 de la revue *Interventions* consacré à l'Italie (nov. 2002).

<sup>46</sup> Les partis politiques sont en déclin parce qu'ils ne représentent plus rien. Ils ne rivalisent plus pour assumer la représentation de classes devenues évanescentes, mais pour se faire directement porte-parole des diverses fractions du capital.

O. Scalzone ont théorisé comme «État d'exception permanent» pour le cas de l'Italie<sup>47</sup>, notion à ne pas confondre avec l'idée de guerre permanente qui caractériserait l'histoire du mode de production capitaliste. Les actions de cet État s'écartent du mode de régulation fordiste qui visait à englober les contradictions de classes...et qui y est assez bien arrivé malgré la persistance de la domination et des inégalités. Dans l'État-providence, les institutions étaient puissantes et leurs fonctions clairement définies, tendues vers un but d'homogénéisation des rapports sociaux, ce que les sociologues ont appelé la «moyennisation» des sociétés occidentales. Mais aujourd'hui, dans la crise de ce mode de régulation et dans la restructuration qui l'accompagne à partir du début des années 80, les institutions se résorbent<sup>48</sup> dans des dispositifs de gestion dans lesquels les protagonistes deviennent polyvalents. Les anciennes délimitations entre éducation, formation, animation, prévention, répression, légalité, illégalité deviennent floues et flexibles.

Cette qualification nouvelle des activités n'est pas qu'à usage interne, mais s'applique aussi au niveau global. Ainsi le général de marine Zinni résume dans *Newsweek* la tactique de l'administration américaine<sup>49</sup> vis-à-vis de l'Irak de S. Hussein : «Au départ, on parlait au moins des liens (de l'Irak) avec le terrorisme. Quand ce lien n'a pu être établi, ce fut le tour des armes de destruction massive. Quand on n'a pas pu le prouver, ça a été le manque de coopération. Maintenant, la raison avancée pour partir en guerre, c'est : «vous ne nous laissez pas parler à vos scientifiques». Au-delà de la mauvaise foi de l'administration US, il y a là une jonglerie des différents chefs d'accusation qui est bien aussi une négation du droit. La force de loi l'emporte sur la loi en n'assumant même pas ce qui lui donnerait sa légitimité politique-éthique : le fait d'affirmer que peu importe ce que les inspecteurs trouveront ou ne trouveront pas en Irak puisqu'on sait ce qui s'y trouve et que c'est contraire à la démocratie, aux droits de l'homme, aux «règles» de la guerre et tout le baratin habituel. Cette force de loi est ce qui impose le type de souveraineté qui sied à «l'Empire». Ce qui fait que l'intervention pourrait être vraiment légitimée dans l'État de droit n'a plus d'importance puisque la décision se prend dans l'état d'exception. Il n'y a donc plus rien à justifier et c'est peut-être ce qui explique deux phénomènes récents :

— ce sont les alliés des États-Unis qui tentent de justifier l'intervention avec l'appel de huit chefs d'État européens pour une guerre sans restriction en Irak. A remarquer que ces pays ne disposent d'aucune souveraineté réelle : l'Angleterre n'est plus qu'une province d'outremer de l'Amérique qui cherche à survivre comme trait d'union entre les États-Unis et l'Europe continentale et l'Italie n'a même pas, constitutionnellement, le droit de faire la guerre. Quant aux petits pays qui viennent d'adhérer à l'Otan, on peut dire que leur adhésion future à l'Union européenne relève plus de leur adhésion au mode de vie occidental qu'à une vision politique et culturelle de l'Europe. On retrouve ici une application pratique de certaines thèses d'Huntington.

La France, quant à elle, a été amenée à se placer à la tête d'un front anti-guerre, parce qu'elle ne se résout pas à la tendance à la constitution de l'Empire. Elle raisonne encore en termes nationaux, même si ses intérêts propres peuvent converger avec ceux d'autres puissances (la Russie par exemple ou l'Allemagne dans laquelle le mouvement pacifiste s'est fait État). Il ne faut donc pas appréhender cette opposition comme un antagonisme fondamental. Il ne s'agit plus d'une opposition entre impérialismes, mais d'une vision différente de la «gouvernance mondiale», multilatérale et interétatique. Si la première intervention dans le Golfe entraine dans ce cadre, la situation est bien différente pour ce qui est de la seconde. L'incohérence fondamentale de la position française, et donc son caractère tout à fait conjoncturel apparaît bien dans le fait d'un côté de menacer les États-Unis d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et de l'autre de laisser acheminer le matériel de guerre sur le territoire français et son espace aérien. Cette incohérence provient aussi du fait que le souverainisme français repose sur la nostalgie de l'ancien empire colonial (la «Francafrique») et qu'il produit encore ses effets en rendant possible l'alliance entre anti-américanisme de droite et anti-américanisme de gauche.

---

<sup>47</sup> *Op. cit.* État d'exception qu'on peut faire remonter à la fin des années 60 avec le début de la "stratégie de la tension", qui a depuis connu des perfectionnements légaux . En réalité un "modèle" devenu exportable comme le montrent les derniers textes ou projets législatifs français (loi de gauche du 15/10/2001 sur le témoignage anonyme; extension de la même loi le 04/08/2002 par la droite et généralisation de la loi sur les repentis jusque-là réservée aux trafiquants.

<sup>48</sup> Cf. l'article : "L'institution résorbée" de J. Guigou dans le n°12 (hiver 2001) de la revue *Temps critiques* et d'une manière générale l'ensemble du n°13 ( hiver 2003) de cette revue.

<sup>49</sup> Source : *Le Monde* du 31/01/2003 : "Des généraux américains fort peu bellicistes", p. 15.

— le climat d'étouffement intellectuel, la propagande des médias et plus généralement la stratégie de la tension qui règne aux États-Unis depuis de nombreux mois semblent laisser place à nouveau aux voix discordantes et aux manifestations de l'opposition. On peut en avoir deux interprétations. Quand la décision est déjà prise peu importe le reste (cf. Blair et ses 90% d'Anglais contre une guerre non onusienne) pourrait-on dire, et même relâcher l'étau de l'état d'exception ne peut pas faire de mal.

Cette tendance à redéfinir ce qui est légal et finalement ce qui relève de la délimitation et de l'exercice de la violence légitime a même touché les forces de contestation. Dès la Gauche prolétarienne au milieu des années 70 en France, mais surtout avec l'idéologie et la pratique de la «dissociation» en Italie dans les années 70, cette délimitation s'est produite dans le camp même des forces subversives. La violence «externe» au droit, mais légitime politiquement et éthiquement (la violence des «masses»), a été réintégrée dans la démocratie gestionnaire<sup>50</sup> et ce qui reste à l'extérieur de ce processus de réinsertion est défini comme relevant de la violence pure, la violence proprement terroriste. Il devient alors nécessaire de désigner ces forces comme des forces militaristes concurrentes de l'État et non comme partie intégrante du mouvement. Que ce ne soit pas totalement faux, de notre point de vue, est un autre problème, interne au mouvement de lutte lui-même et à ceux qui contestent l'ordre établi. Cette démarche de la «dissociation» participe au maintien d'un État d'urgence, même si c'est d'une manière beaucoup plus indirecte que le plan Vigipirate!

Pourtant, tout mouvement qui développe une autonomie par rapport à l'État se trouve un jour confronté non pas tant au niveau de violence adéquat à son action qu'à un seuil de légalité qu'il n'a pas défini et donc au risque que représente l'illégalité quand celle-ci est définie par l'État d'exception comme violence en soi, c'est-à-dire indépendamment des actes réellement commis. La non-violence d'un Gandhi ou d'un Martin Luther King devient alors aujourd'hui violence car reposant sur des actes de désobéissance civile<sup>51</sup>. Cette illégalité peut être un élément important de nos luttes à partir du moment où elle n'est pas affirmée comme principe de lutte mais comme réponse à des situations concrètes, à partir du moment où elle n'a pas pour but de déboucher sur une nouvelle légalité, mais sur une communauté humaine sans souveraineté.

Depuis le 11 septembre cet état d'exception s'est radicalisé par la mise en place d'une stratégie de la tension : on peut la repérer aux États-Unis avec une intense propagande menée par des médias qui viennent relayer les mesures concrètes de prévention prises contre tout ennemi intérieur, par les forces de répression. Une stratégie déjà repérable en Europe, avec la militarisation de la ville de Gênes avant le sommet du G8 en juillet 2001. Mais cette stratégie ne peut être comparée à celle mise en place en Italie au début des années 70. La «guerre civile mondiale» est bien moins saisissable qu'une guerre de classes ou une guerre classique avec des belligérants déclarés<sup>52</sup>. Les protagonistes n'en sont pas vraiment connus et les «camps» ne se laissent plus aussi facilement délimiter comme le montre l'exemple des syndicats américains qui, d'une position de partisans de la guerre au Vietnam, sont aujourd'hui passés à une opposition à une nouvelle intervention dans le Golfe. Plus étonnant encore, les va-t-en guerre Runsfeld et Wolfowitz sont passés au travers de la guerre du Vietnam alors que les vétérans du Vietnam et du Golfe comme Schwartzkopf et Zinni sont très réservés quant à une nouvelle opération en Irak. Que doit-on penser aussi du slogan de certains anti-guerre américains : «Win without war»?<sup>53</sup>

Il faut toutefois «savoir raison garder». Ce que certains ont appelé «la première guerre du XXI<sup>e</sup> siècle» n'est qu'une nouvelle opération de police, bavures<sup>54</sup> comprises. Pour qu'il y ait guerre, il ne faut pas seulement des destructions massives et des morts, mais une confrontation entre deux armées. Moins

---

<sup>50</sup> Le "cas" Sofri provient de son entêtement à se proclamer innocent, mais il ne contredit pas notre analyse puisque Sofri renie tout ce qui n'était pas démocratique dans le mouvement et qui ne pouvait conduire qu'à la dictature si jamais le mouvement avait vaincu (cf. ses affirmations d'octobre 2002, faites du fond de sa prison à D. Mermet pour son émission sur France-Inter).

<sup>51</sup> C'est ce qu'a déclaré la magistrate italienne Plastina qui était chargée d'instruire l'enquête préliminaire sur les arrestations de Cosenza en rapport avec les événements de Gênes. La nouvelle loi Perben sur la procédure dite de comparution sur "reconnaissance préalable de culpabilité" va dans le même sens.

<sup>52</sup> Si toute guerre est maintenant opération de police de la part de "l'Empire", alors toute guerre prend la forme de la guerre civile.

<sup>53</sup> Information fournie par la lettre n°10-11 de la revue *Le Crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle*.

<sup>54</sup> Que ce soit dans les opérations internes à un territoire ou dans les opérations internationales, la bavure devient non pas un élément regrettable, un "dommage collatéral", mais la forme même de l'intervention quand l'ennemi n'est plus discernable clairement.

encore qu'en 1991 elle n'aura eu lieu. Quant à la militarisation de la société américaine, elle est toute relative. Les nombreuses manifestations et la parole qui a été progressivement laissée aux opposants dans les médias, semblent indiquer des hésitations dans la conduite à suivre de la part des États-Unis et de leurs alliés. Il ne faut pas opposer à la «syntaxe de réduction»<sup>55</sup> des dominants, un fantasme sur le totalitarisme de la part des dominés. Cette tendance à la surestimation du pouvoir des premiers est typique d'une approche qui, sous couvert de subversion improbable, en vient à courir au-devant d'un parachèvement de la domination et de la soumission au sein d'un Empire qui serait déjà un advenu. Toute révolte, tout conflit ne peuvent alors plus apparaître que comme le fruit d'un complot ourdi par les dominants eux-mêmes. On a déjà suffisamment parlé de cela, ailleurs, quant à l'application de cette thèse à la situation italienne des années 70-80 et on citera ici les exemples donnés par Curtis Price<sup>56</sup> pour les États-Unis, selon lesquels une majorité d'Afro-Américains pensent que le virus du sida a été élaboré dans les laboratoires gouvernementaux de leur pays et que la CIA a déversé le crack dans les villes américaines<sup>57</sup>. Certains n'ont-ils pas vu d'ailleurs dans le 11 septembre un attentat commis par les Américains eux-mêmes puisqu'ils sortiraient plus puissants de cette épreuve pendant que d'autres y voyaient la main du Mossad, aucun Juif n'ayant été recensé parmi les victimes !<sup>58</sup>. Quant au *Monde Diplomatique*, un de ses journalistes<sup>59</sup> nous révèle que (les Irakiens) «s'attendent à une de ces crises chroniques qui agitent le pays depuis 1991 et dont le président Saddam Hussein, étrangement, paraît toujours sortir renforcé... à tel point que les rumeurs d'une alliance plus qu'objective entre Bagdad et Washington ont connu en Irak un immense succès». Avec le recul, cette dernière remarque ne manque pas de piquant!

Indépendamment des délires provoqués par une conception de l'histoire comme histoire secrète, ce qui est lamentable dans ces fictions, c'est qu'elles annihilent tout point de vue objectif sur la situation. Pour beaucoup il ne s'agit plus que de montrer les mensonges du système de domination ou éventuellement de jubiler devant des ruses de la raison qu'on serait les seuls à reconnaître<sup>60</sup>. Or si nous avons parlé de «Soubresauts» pour le 11 septembre<sup>61</sup>, c'est pour pouvoir jouer sur le double sens possible du terme, à la fois dernier soupir d'un ordre à bout de souffle et prémisse d'un ébranlement plus fondamental. Les Ben Laden actuels et ceux à venir ne sont plus des produits de l'ancienne politique américaine de *containment* des forces adverses qui conduisit à vouloir stopper par tous les moyens l'URSS en Afghanistan, mais en maintenant un quadrillage dans lequel chaque force régionale tient son rôle<sup>62</sup>. Cette politique, qui fut à la fois celle de Bush senior et de Clinton repose sur une vision de l'ordre du monde comme un équilibre entre des puissances qui, quelle que soit leur taille, ont une place dans la hiérarchie de cet ordre et y trouvent leur compte. Cette idée conduisait à punir Saddam, mais sans le destituer puisqu'il était toujours le garant de la surveillance des chiites au sud et des Kurdes au nord. Toutefois, il n'est pas redevenu l'ami des Américains et le 11 septembre va alors précipiter un abandon de cette politique.

Le quadrillage multilatéral doit laisser place à un véritable *imperium*, unilatéral s'il le faut, de façon à prévenir ce qui est donné comme une menace à venir, même si on n'arrive pas bien à la distinguer. Le refroidissement de l'amitié américano-saoudienne est un élément de la crise qui passe peut-être un peu inaperçu, mais qu'on doit garder en tête si on veut faire un lien entre l'opération en Irak et le 11 septembre. Quand les Américains cherchent la preuve de la connivence entre Saddam et Ben Laden, ils prêchent le faux pour savoir le vrai. Ils cherchent la tête de l'Ennemi.

<sup>55</sup> Cf. l'article de D. Albrespy dans le n°3 ( printemps 1991) de *Temps Critiques*.

<sup>56</sup> Dans "Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les États-Unis", publication de la revue *Échanges*.

<sup>57</sup> Bruit répandu à partir d'une information sur les implications de la CIA avec les "contras" antisandinistes en Californie et le commerce du crack auquel ils se livraient.

<sup>58</sup> Il est vrai que dans certains pays ou pour certaines personnes, le fait d'être juif doit sûrement apparaître en surimpression et clignoter au signal !

<sup>59</sup> David Baran dans "Fin de règne à Bagdad" (février 2003).

<sup>60</sup> Curtis Price donne les exemples de la *New Left revue* et de Perry Anderson qui s'épanchent sur une puissance absolue du capital alors que tout ce qui se passe est le signe de sa faiblesse relative.

<sup>61</sup> Cf. La brochure du même nom, hors série de *Temps critiques*, parue en novembre 2002. Consultable sur le site de la revue : <http://membres.lycos.fr/tempscritiques>

<sup>62</sup> Pour des développements sur cette question on se reportera à notre supplément au n°3 de *Temps Critiques*, intitulé : "Quelques points décisifs révélés par la dernière guerre" (L'impliqué, juin 1991) et qui sera reproduit dans un volume III de l'anthologie de nos textes autour de la guerre, avec de nombreux inédits; publication prévue aux éditions L'Harmattan, courant 2003.

#### 4- De l'anti-impérialisme au pacifisme, l'absence de perspective révolutionnaire.

Si la guerre n'est plus le moteur de l'histoire pour le capital, elle ne l'est plus non plus pour la révolution.

Pendant longtemps la guerre a été considérée comme l'accoucheuse de l'Histoire (Engels). Mais l'engendrement ne donnant pas la progéniture attendue, les marxismes-léninismes théoriseront les notions de «défaitisme révolutionnaire» des prolétaires par rapport à leur bourgeoisie nationale et de «retournement de la guerre bourgeoise en guerre civile révolutionnaire». Cette conception a atteint son point culminant avec la révolution russe de 1917 et les révoltes de soldats en France et en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Les conseils de soldats seront l'émanation de cette révolte avant d'être balayés par l'État soviétique et la contre-révolution allemande. On eut même ensuite un exemple inverse en Espagne avec une révolution qui fut détournée en guerre inter-impérialiste, ce qui a entraîné de nombreuses polémiques quant à la caractérisation exacte de l'événement. La conception d'un «débouché révolutionnaire» à la guerre inter-impérialiste atteint son point le plus bas à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui voit le prolétariat international rendre les armes au nom de la démocratie ou du socialisme d'État.

En dehors des courants pacifistes intégraux — assimilés à «l'esprit de Munich», contraires à l'idéologie de la résistance et donc sortis très affaiblis de la Seconde Guerre mondiale — se développent alors des mouvements anti-impérialistes qui vont se trouver piégés par la nouvelle configuration du monde : celle d'un monde bipolaire qui implique qu'une lutte principalement orientée contre un impérialisme revient à renforcer l'autre. Dès lors, soutenir les mouvements de libération nationale n'affaiblit pas vraiment l'impérialisme puisque celui-ci modifie sa forme de domination (néo-colonialisme) et que les pays nouvellement indépendants se rallient presque tous à l'un des pôles de la division capitaliste du monde. Cette réalité a rendu sans issue toute perspective «tiers-mondiste». Toutefois, si combattre son propre impérialisme et pratiquer le «défaitisme révolutionnaire» n'ont pas conduit à la révolution sociale, la lutte contre la guerre d'Algérie et celle contre la guerre du Vietnam auront une influence indirecte sur les mouvements contestataires qui s'exprimeront en France et aux États-Unis à la fin des années 60. C'est à partir de ces luttes et des critiques anti-impérialistes et anti-militaristes qu'elles impliquent, que la contestation du capitalisme réapparaît après une longue période contre-révolutionnaire. Néanmoins, la guerre du Vietnam marque la fin d'une époque : la «défaite» américaine achève la période de guerre froide entre les deux blocs et trouve son pendant tardif dans la défaite soviétique en Afghanistan. Cela en est fini de la guerre impérialiste<sup>63</sup>, mais aussi de l'espoir entretenu par certains, d'«un encerclement des pays bourgeois par les pays prolétaires». Il n'y aura pas «Un, deux, trois Vietnam» comme le pensait Guevara, mais le Cambodge de Pol Pot. A partir de là, le capitalisme global va structurer un nouvel ordre par d'autres moyens.

Depuis l'écroulement de l'URSS et la marche vers l'unité du monde, les «opérations de guerre» se mènent au nom de la paix. Il est donc difficile de réactiver un pacifisme traditionnel qui s'appuie sur la critique de la guerre en soi. C'est d'autant plus difficile quand ces opérations ne mettent plus en première ligne une conscription qui faisait que tout le monde se sentait plus ou moins concerné. La critique anarchiste de l'armée comme mise au pas des jeunes perd de sa force à partir du moment où les États ont supprimé la conscription pour engager des professionnels et des mercenaires.

L'analyse révolutionnaire classique — telle celle du groupe *Socialisme ou Barbarie* en 1949<sup>64</sup> qui voyait une contradiction identique vécue par le prolétaire aussi bien en tant qu'ouvrier et en tant que soldat, ce qui donc aurait pu le conduire à retourner et les moyens de production et les moyens de destruction contre ses exploités — est rendue caduque par le fait que le prolétaire a même perdu le contact avec ces moyens. La substitution toujours plus grande de capital fixe au travail vivant le relègue à une situation complètement contingente dans laquelle, au mieux, il est un simple supplétif de la machine productive comme de la machine de guerre (virtualisation de la guerre, téléguidage de destructions à distance, etc.) Au niveau militaire, ce caractère se retrouve dans la prédominance de plus en plus grande de la guerre aérienne et «chirurgicale» et le rôle périphérique joué par les forces terrestres. Celles-ci ne reprennent pied que lorsque le caractère d'opération de police l'emporte

---

<sup>63</sup> Pour nous, il n'y a pas de commune mesure entre d'un côté l'intervention soviétique en Afghanistan, encore mâtinée d'impérialisme et qui relève d'une stratégie de contre-*containment* et de l'autre l'intervention russe en Tchétchénie qui relève de l'opération de police.

<sup>64</sup> *Socialisme ou Barbarie* n°3, cité p.15 de "10+1 questions sur la guerre de l'OTAN contre la Serbie" de G. Dauvé de la revue *Trop loin*.

clairement sur l'intervention militaire proprement dite. Cela apparaît bien dans le cas des deux interventions en Irak. La première est déjà bien une opération de police, mais le contexte de «l'agression» du Koweït par l'Irak maintient le schéma classique de la guerre, même s'il s'agit d'une guerre dite «asymétrique» : armée irakienne contre machine de guerre-écran afin de respecter l'idéologie du zéro mort de la coalition menée par les Américains. Dans la seconde, il s'agit aussi d'une opération de police, mais bien plus claire, contre des dirigeants et la structure d'un État déjà sous contrôle militaire et économique (embargo, inspections, destructions d'armes, etc.) Tout citoyen peut alors être considéré comme un civil, à la fois séparé de ses dirigeants, mais potentiellement terroriste. Les forces terrestres retrouvent alors de leur importance même si les forces terrestres américaines sont incompétentes en dehors de leur mission strictement militaire. Les Anglais ont eue l'expérience de l'Irlande, quant aux Français et Italiens ils ont des corps spécialisés de maintien de l'ordre à l'intérieur de leur structure militaire, mais qui restent pour le moment inemployés tant qu'une solution politique ne permet pas de revenir sur la distinction pro-guerre/anti-guerre. Malgré des divergences conjoncturelles, il ne fait pas de doute que toutes ces forces devront, à terme, coopérer à nouveau.

Face à cette absence de perspective révolutionnaire, certains recherchent à tout prix les arguments qui peuvent recréer le lien historique entre guerre et capitalisme, c'est-à-dire le lien économique qui viendrait tout expliquer et rassurer. Faire appel à la nature impérialiste de toute guerre est ainsi une solution de facilité, surtout si cet appel peut reposer sur un anti-américanisme qui représente bien, avec un peu d'anti-lépénisme, le nouveau «socialisme des imbéciles». Chirac est visiblement le président de tous les Français : non seulement des 82% qui ont voté pour lui, mais aussi bien des non-inscrits...et même de ceux qui ont voté FN ! L'extrême-gauche, après avoir fait tomber Jospin, ressuscite le fantôme du gaullisme et n'arrive même plus à se distinguer d'un gouvernement pour qui elle a finalement appelé à voter. Ce fantôme du gaullisme prend une forme encore plus précise dans le slogan de l'après-guerre : «l'Irak aux Irakiens».

Le pétrole du Caucase a servi d'explication pour l'intervention dans les Balkans, alors pourquoi ne pas servir le même coup du pétrole pour une nouvelle intervention en Irak? Cela est censé montrer le caractère inéluctable de la guerre en système capitaliste car celui-ci y trouverait soit la source de nouveaux profits, soit une solution à ses contradictions internes. A partir de ça on rétablit le lien entre lutte contre la guerre et lutte contre le capital. On pense ainsi se distinguer du simple «pacifisme bêlant». Or il ne s'agit pas tant de critiquer le pacifisme que de montrer pourquoi c'est lui qui s'impose aujourd'hui et non pas la lutte anti-impérialiste des années 60-70 ou alors la perspective du retournement de la guerre capitaliste en guerre de classe comme dans les années 1910-20 du XX<sup>e</sup> siècle.

Aujourd'hui, encore plus qu'en 1991, le «non à la guerre» ne peut que masquer l'incapacité à dépasser cette attitude pacifiste. C'est pour cela que nous avons beaucoup plus de mal à l'entendre. S'il y a bien une continuité entre les mouvements anti-globalisation et le mouvement contre la guerre, c'est bien dans cette incapacité objective et subjective à dégager une perspective révolutionnaire, une perspective autre qui ne se confonde pas avec les positions des différentes fractions du capital. Déjà au moment de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, nous avons été mis hors jeu par un conflit qui opposait le cynisme à la barbarie. On a alors vu LO devenir anti-américaine et quasiment pro-serbe avant de rejoindre les positions anti-OTAN et pro-UCK de la LCR. Certains qui signent n'importe quoi, en ces temps de «minimalisme politique», se sont retrouvés avec n'importe qui ! Tout au plus avons-nous pu poser la question: «Qu'est-ce que la guerre et quelle position politique adopter?<sup>65</sup> »

A l'époque, certains comme Alain Badiou, répondaient bien qu'il ne fallait justement rien faire, mais cela ne traduisait pas, pour eux, notre impuissance en tant que partisans de la révolution mondiale et de la communauté humaine. Ils en appelaient à la France, à son gouvernement qui ne devrait rien faire, dévoilant par là même une absence de puissance, de souveraineté. Si on regarde la position de la France en mars 2003, on peut dire qu'elle répond enfin positivement à Badiou et à ses semblables! D'autres, comme Alain Brossat<sup>66</sup> ont énoncé que l'intervention de l'OTAN est venue troubler la posture que constitue la perception indistincte du malheur général du monde et l'absence de forces de révolte qui en résulterait inéluctablement. On peut supposer qu'il fait allusion à la dureté que les révolutionnaires professionnels doivent cultiver afin de se forger la carapace qui permet de «tenir» au milieu des événements défavorables, qui permet de justifier de son détachement par la référence aux principes.

---

<sup>65</sup> Cf. "De la valeur sans le travail à la guerre sans soldat".

<sup>66</sup> *Libération* du 22/04/99.

Sûrement, mais pour cela faut-il en appeler essentiellement à l'indignation ? Et fallait-il, alors, en appeler à l'OTAN et aux grandes puissances qui sont pourtant à l'origine du désastre du monde et dans la même optique en appeler aujourd'hui à l'ONU?

### **Les limites du mouvement anti-guerre**

Le mouvement anti-guerre actuel s'inscrit dans le cadre déterminé par ces transformations du capital. Dans la nouvelle unité du processus guerre-paix, ce mouvement représente le pôle pacifiste et les États-Unis le pôle guerrier. Cela lui fixe immédiatement ses limites.

1- En 1991, pratiquement tous les États condamnent le régime irakien, ce qui donne au mouvement anti-guerre d'alors une certaine force. En effet, celui-ci n'est pas exclusivement pacifiste, il peut encore manier la rhétorique de la guerre de classe ou de la lutte contre l'État, puisque son État est engagé dans la guerre. Toutefois on y trouve encore des reliquats anti-impérialistes de la période des années 60-70 qui font que l'invasion irakienne du Koweït est passée sous silence, tout comme le caractère répressif du régime baasiste, comme autrefois l'étaient les agressions soviétiques contre les États de son aire d'influence. Seule la guerre des États-Unis était considérée comme impérialiste<sup>67</sup>.

L'intervention alliée n'est pas perçue dans sa spécificité : celle d'une expédition punitive contre un gendarme régional qui a outrepassé sa mission, mais aussi opération de sécurisation et de pacification des zones kurdes et chiites en ébullition que l'Irak et les États-Unis doivent conjointement assurer. Cela passe par le maintien d'un régime fort. Saddam reste au pouvoir mais sous contrôle.

Un peu plus de 10 ans plus tard, presque tous les États ont pris position contre une nouvelle intervention ou ont adopté des positions de neutralité prudente, ce qui limite la marge de manœuvre du mouvement anti-guerre. Par exemple dans un pays comme la France, lutte contre la guerre et lutte contre l'État se trouvent dissociées lorsque son propre État se prononce contre la guerre. Il s'établit alors une sorte d'unanimité nationale qui ratisse large, du Parti socialiste aux prolétaires des banlieues et jusqu'aux sans-papiers. Chirac réalise ainsi une opération exemplaire de sécurisation, plus efficace que toutes les mesures répressives de Sarkozy. Il n'est plus nécessaire de condamner les brûleurs et conspueurs du drapeau français puisque toutes et tous peuvent se sentir désormais «fiers d'être Français».

2- Ce mouvement s'enferme dans une position qui, implicitement, souhaite la défaite militaire des États-Unis tout en revendiquant explicitement la fin des souffrances du peuple irakien. Il ne comprend pas l'unité du processus d'intégration guerre-paix qui pourtant apparaît bien dans cette souffrance qui, elle, est continue depuis plusieurs décennies. En toute rationalité humaniste, le mouvement anti-guerre devrait souhaiter la défaite la plus rapide possible du régime baasiste.

En dehors de son double langage qui en dit long sur l'incapacité du mouvement à définir une position politique, il reste suspendu aux réactions aléatoires du peuple irakien : si celui-ci accueille les Américains en sauveurs, une fois de plus un peuple dans l'histoire aura failli, et le mouvement s'en trouvera en porte à faux; s'il se rallie au régime par patriotisme et anti-américanisme, le mouvement anti-guerre deviendra alors plus ouvertement pro-Saddam<sup>68</sup>. Seule une situation où une masse importante d'Irakiens se soulèverait sans allégeance aux forces américaines, permettrait de valider le «ni Bush ni Saddam» des libertaires et de certains lycéens, slogan déjà bien minoritaire dans les manifestations. Nous ne trancherons d'ailleurs pas la question de savoir si les prolétaires chiites du sud de l'Irak travaillant pour les compagnies pétrolières et les prolétaires «lumpénisés» des quartiers pauvres de Bagdad se soulèveraient en tant que prolétaires ou en tant que khomeynistes.

3- La diversité du mouvement anti-guerre ne doit pas faire oublier que la plupart de ses composantes sont ramenées à un pacifisme bien tempéré et finalement «désarmé». Ce pacifisme ne peut plus se référer aux puissants mouvements pacifistes des années 30, ni même au mouvement contre la guerre du Vietnam, puisqu'il n'est plus confronté à la guerre, mais à l'unité du procès guerre-paix. Ainsi la position anti-militariste, forme traditionnellement extrême de la position pacifiste, se trouve maintenant court-circuitée par la fin des armées de conscription dans les pays dominants. De la même manière le «défaitisme révolutionnaire» et son hypothèse d'un retournement de la guerre capitaliste en guerre sociale révolutionnaire s'en trouve invalidée.

---

<sup>67</sup> Cela perdure de façon marginale avec l'oubli, par les manifestants, de l'opération menée par les Russes en Tchétchénie.

<sup>68</sup> On en a visiblement une tendance dans cette composante du mouvement qui dans ses slogans de "Busharon assassin" oublie volontairement Saddam en route et dans la plus grande tradition anti-impérialiste, choisit un camp contre un autre (Saddam contre Bush, Arafat contre Sharon).



Affirmer un au-delà de la guerre et de la paix implique une rupture avec trois formes d'opposition à la guerre; le pacifisme historique qui pose la guerre comme l'opposé de la paix; le pacifisme anti-impérialiste qui implicitement ou explicitement choisit un camp contre un autre, et la lutte contre la guerre pour préparer la révolution sociale.

Ces positions font d'un événement historique, la guerre, au même titre qu'une grande crise économique, le point de départ d'un mouvement général de contestation de l'ordre établi. La dissolution d'un tel type d'événements (guerre ou crise) dans un continuum de restructuration et dans l'unité du procès guerre-paix, nous renvoie à la dure réalité des luttes quotidiennes contre le capital.

Ce qui est sûr, c'est qu'il faut ranger au placard aussi bien les slogans pacifistes que ceux sur la guerre sociale. «Non aux slogans, non aux recettes» disions-nous déjà en 1991. Et nous pourrions rajouter aussi aujourd'hui non à un activisme sans principe qui cherche à compenser dans un radicalisme de façade l'absence de toute autre perspective que celle des jeux de pouvoir des États. Si on pouvait donc regarder sans antipathie les mouvements qui visaient à retarder l'acheminement de matériels américains à l'intérieur de l'Europe, il faut reconnaître que ces modes d'actions se situent sur le même terrain que la décision turque de ne pas permettre de déploiement des GI's sur son territoire...mais avec un résultat moins efficace. Il n'aurait plus manqué que la France et l'Allemagne empêchent le survol de leurs territoires par les B 52 et on aurait pu tous danser en rond en se serrant la main! Quand tous les États prennent position contre une nouvelle intervention, ou ont adopté des positions de neutralité prudente, cela ne peut que limiter la marge de manœuvre du mouvement anti-guerre. Ainsi, dans un pays comme la France dont l'État s'est prononcé contre la guerre, lutte contre la guerre et lutte contre l'État se trouvent dès lors dissociées et les anti-étatistes en viennent à soutenir le consensus gaucho-chiraquien

Notre position n'ouvre certes pas de perspectives, mais au moins n'encouragerons-nous pas une nouvelle dénégation de la réalité. Il ne s'agit certes pas de se réfugier dans l'hypercritique et la pratique du retrait, mais il faut prendre acte des conditions actuelles de la situation. Là encore, c'est un bilan qui s'impose et nous ne pourrions le mener tout seul.

**Temps critiques** (avril 2003)

**Site de la revue :** <http://membres.lycos.fr/tempscritiques>

**Adresse postale :** **Temps critiques**

**BP 2005**

**34024 Montpellier cedex 01**

**LA QUESTION NATIONALE  
YOUGOSLAVE**

Alors que les combats faisaient rage en ex-Yougoslavie (1995), en Krajina, en Bosnie-Herzégovine, puis aujourd'hui (1998) au Kosovo, causant des maux sans fin aux malheureux habitants d'une contrée devenue un enfer sur terre, il est utile de donner quelques éléments essentiels sur la question nationale yougoslave et le retour du «refoulé» nationaliste, pour donner une analyse dépassionnée d'un point de vue non national.

**A. - LA FORCE DU SENTIMENT NATIONAL**

Le développement du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle et son expansion au-delà de l'Europe, jusqu'à la conquête du monde, ont donné la quasi-certitude aux fondateurs du marxisme que les sentiments d'appartenance nationaux ou nationalitaires allaient s'estomper pour finalement disparaître dans la vaste communauté mondiale créée par cette dynamique de développement.

*QUESTION NATIONALE ET PROLÉTARIAT*

Pour Marx et Engels, la tendance à l'unification du prolétariat international, qui n'avait aucun intérêt dans l'existence de sa propre «patrie» ou «nation», aboutirait nécessairement à la disparition de l'idéologie nationaliste dans les classes laborieuses. Autant la bourgeoisie avait intérêt à cultiver son être national, pour culminer dans le nationalisme le plus agressif, autant le prolétariat ne trouvait son être propre que dans la fraternité de lutte par-delà les frontières, uni contre un même capital internationalisé.

Néanmoins, le sentiment nationaliste se développait avec une force incommensurable dans les pays balkaniques à la fin de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Du début du siècle jusqu'en 1848, on assistait à des insurrections en chaîne dans l'Europe centrale et orientale : Pologne, Hongrie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Serbie.

Sauf pour la Pologne et la Hongrie, qualifiées de «nations» dans le sens noble du terme, il n'était plus question — dans la nomenclature de Marx — d'une formation de nouvelles nations. Les pays tchèques, la Croatie, la Slovénie, la Serbie, le Monténégro, etc., étaient des «nations sans histoire». Dans l'impossibilité de réaliser leur «révolution bourgeoise», ces entités régionales, et non nationales, étaient condamnées à se rattacher et à se fondre dans les grandes nations, chargées de culture et intégrées dans un vaste ensemble économique. En dehors de cette finalité, elles étaient condamnées à être les instruments les plus réactionnaires des grands ensembles semi-féodaux faisant fonction de gendarmes de la contre-révolution féodale depuis le traité de Vienne de 1815. En 1848, les Croates avaient été utilisés contre l'insurrection de la Hongrie; les Tchèques avaient apporté leur soutien à la réaction de la monarchie autrichienne.

Le développement d'un esprit révolutionnaire en Russie, à partir des années 1870, rend clairement obsolète pour Marx et Engels tout soutien à de petites nations, même comme digues contre les empires réactionnaires, à savoir l'Autriche des Habsbourg et l'empire tsariste. Dans une lettre à Bernstein (22-25 février 1882), Engels déclare à propos des nationalités serbe, monténégrine et croate: «Je suis assez autoritaire pour considérer comme anachronique l'existence en plein milieu de l'Europe de semblables petites peuplades primitives.»

Pour Bakounine, au contraire, ces «nations sans histoire», au même titre que la Pologne opprimée par le tsarisme, devaient s'intégrer dans une vaste confédération slave, selon le principe du «panslavisme révolutionnaire».

D'un côté, était proclamée une solidarité — assumée y compris par le prolétariat européen autour de la «nation historique» —, de l'autre une solidarité autour de la «race» ou «ethnie» (slavisme).

En ce qui concerne la zone balkanique, il n'était point question en tout cas de formation d'une fédération yougoslave. L'idéologie «yougoslave» se mit tardivement en route au travers des écrits de l'évêque croate Josef Strossmayer, le propagateur de l'union des Slaves du Sud. Quant à la Serbie, l'idéologie la mieux partagée était celle du panserbisme ou unification de tous les Serbes dans les empires autrichien et ottoman. En ce qui concerne les Slovènes, leur aspiration profonde était de participer plus largement à la gestion de l'empire austro-hongrois.

*QUESTION NATIONALE ET SOCIAL-DÉMOCRATIE*

Il est difficile de saisir ce que ressentaient les ouvriers de ces contrées, réparties dans les empires centraux et la Serbie. L'arriération de ces pays, y inclus les plus développés comme la Slovénie et la

Croatie, était telle que le prolétariat y était extrêmement faible et sans réel poids social. La social-démocratie n'échappait pas aux tentations nationalistes, ni en Croatie ni même en Serbie, où le radicalisme marxiste était plus marqué. L'affirmation d'une essence internationaliste du prolétariat était l'exception, tant était forte l'idéologie impérialiste et militariste. Dans l'Empire austro-hongrois naissait une idéologie slaviste réclamant son autonomie dans la social-démocratie autrichienne, voire son indépendance.

La social-démocratie tchèque obtint ainsi — et de même dans le mouvement syndical — une complète autonomie. La social-démocratie de l'empire d'Autriche-Hongrie finit par se transformer en une fédération de partis nationaux au sein du *Gesamtpartei*. Il est vrai que cela avait été déjà théorisé par Karl Kautsky, le «pape» de la social-démocratie internationale; dans son Programme de 1901, il y soutenait que le socialisme s'instaurerait comme une fédération de nations et de peuples, sur le modèle suisse, sans que soit envisagée un instant la possibilité d'une communauté mondiale. Bien plus, à propos des pays balkaniques, comme la Serbie, il affirmait la nécessité de «l'idée nationale» comme précondition d'une «unification des peuples balkaniques en un État fédéral». C'était faire passer au second plan l'unification des travailleurs par-delà les cadres nationaux, et le principe de classe derrière celui de la nation.

Au même moment, Lénine proclamait le principe du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» et de la «séparation», sauf dans la social-démocratie. Ce qui était bon pour les peuples ne l'était plus pour l'autonomie du Bund, des sociaux-démocrates arméniens, géorgiens, polonais ou baltes.

Cette même conception se retrouvait dans le livre d'Otto Bauer : *La Question des nationalités et la social-démocratie*, paru en 1907. Il proposait de favoriser l'épanouissement des «peuples sans histoire» et de constituer de nouvelles nations dites «extra-territoriales», disposant de l'auto-administration et de l'autonomie culturelle. Ainsi se déploieraient toutes les communautés de culture.

Certes, ces différentes conceptions se donnaient le but louable de mettre fin à l'oppression nationale, particulièrement forte dans les empires austro-hongrois et surtout russe. Mais était-ce la bonne solution, à une époque où les conflits nationaux étaient utilisés comme champ d'affrontement entre les impérialismes rivaux ?

Rosa Luxembourg et Anton Pannekoek avaient au contraire souligné le caractère contre-révolutionnaire de la nation à l'ère de l'impérialisme. La première affirmait que «dans la société de classes, il n'y a pas de nation en tant qu'entité socio-politique homogène; en revanche, dans chaque nation, il y a des classes aux intérêts et aux 'droits' antagonistes».

Mais, surtout, pour Pannekoek, la question n'était pas de savoir si de nouvelles nations avec leur État pouvaient surgir, mais si la catégorie nation était transitoire dans l'histoire de l'humanité. A cela, le théoricien hollandais répondait que «la nation n'est qu'une structure transitoire dans l'histoire de l'évolution de l'humanité, l'une des nombreuses formes d'organisation qui se succèdent ou se manifestent simultanément : tribus, peuples, empires, Églises, communautés villageoises, États. Parmi elles, la nation dans sa spécificité est essentiellement un produit de la société bourgeoise, et c'est avec celle-ci qu'elle disparaîtra.»

Et, de façon très optimiste, Pannekoek annonçait que le prolétariat de tous les pays se percevait «comme une armée unique, comme une grande union» contrainte de se scinder en plusieurs «bataillons qui doivent combattre l'ennemi séparément».

Même la langue nationale, cheval de bataille de tous les nationalismes, quand l'impérialisme dominant opprimait les petits peuples, pourrait se dépasser dans une langue internationale. C'est ce qu'affirmait Joseph Strasser, au moment même où Zamenhof tendait tous ses efforts vers la création d'une langue unique : l'espéranto.

Dans l'esprit des marxistes radicaux, il ne s'agissait nullement de supprimer par la force — ce que fit plus tard Staline — la diversité linguistique et culturelle pour établir une nouvelle tyrannie de la langue unique dominante. L'unité mondiale se ferait par un lent processus d'assimilation-intégration-dépassement des différentes cultures réparties à travers le monde. En attendant, le facteur national était un facteur explosif car porteur de toutes les haines nationalistes et de tous les conflits inter-impérialistes.

## **B. - LA QUESTION YOUGOSLAVE**

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le problème dit «yougoslave» était le produit historique d'une dispersion et répartition géographiques de peuples et peuplades slaves aux confins des empires qui s'étaient constitués par la force de leur expansion militaire depuis le Moyen Age. Les peuples slaves du Sud, de langue «serbo-croate», slovène, bulgare étaient répartis entre deux empires : l'empire austro-hongrois (depuis

1867, double monarchie) dont l'expansion se heurtait à celle de l'empire russe, protecteur des Slaves, et l'empire ottoman moribond. La création de la monarchie hellénique, la quasi-indépendance de la Roumanie puis de la Bulgarie réduisaient le pouvoir ottoman dans les Balkans à des mosaïques territoriales de plus en plus petites. La Bulgarie s'émancipait et se voyait reconnaître au traité de Berlin (1878) son indépendance, avec l'espoir vite avorté d'absorber la Macédoine ottomane et grecque. La Grèce, soutenue par l'Angleterre, rêvait de s'emparer de la Macédoine du Vardar et des territoires albanais. Enfin, la principauté serbe, sujette de l'Empire ottoman, se voyait octroyer son indépendance par le même traité, dont le maître d'œuvre avait été Bismarck.

La grande inconnue était justement celle du royaume de Serbie des Obrenovic, fondé à l'occasion d'une insurrection contre les Turcs au début du siècle. Longtemps les Serbes, depuis la conquête ottomane au XV<sup>e</sup> siècle, avaient servi de mercenaires aux sultans de la Sublime Porte; certains, comme en Bosnie-Herzégovine, avaient même été islamisés pour acquérir des privilèges fonciers. Depuis l'expansion de l'Autriche dans les Balkans à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les Serbes avaient été utilisés comme soldats des marches militaires (*krajina* ou *Militärgrenze*) contre les Ottomans. L'insurrection des Serbes de la Turquie d'Europe avait fait surgir une petite principauté, fondée par un bouvier analphabète — on disait qu'il élevait les porcs, activité qui était prédominante dans ce pays très arriéré dont le double intérêt était qu'il était enfoncé comme un coin dans l'empire du sultan et se distinguait par la valeur guerrière et même belliqueuse de ses habitants.

L'arriération de la Serbie était extrême et se comparait à celle des provinces ottomanes de Macédoine et de Bosnie jusqu'en 1878. 80 % environ de la population était analphabète. L'industrie était inexistante, jusqu'à ce que l'Autriche commençât à développer faiblement un embryon d'industrie. Héritage des temps ottomans, la vie était extrêmement rude, et lors des avancées militaires la haine du «Turc» musulman se traduisait par des massacres en masse, dignes de ceux pratiqués par la Sublime Porte, et que par la suite on a appelés «nettoyage ethnique». Dans certains domaines, la vie sociale était plus arriérée que celle de provinces ottomanes musulmanes. La situation de la femme serbe était à bien des égards pire que celle d'une femme musulmane : le code civil reconnaissait à un mari le droit d'envoyer en prison sa femme pendant 10 jours pour «désobéissance».

La Serbie, de 1878 jusqu'en 1903, demeura un pion avancé de l'impérialisme austro-hongrois cherchant à s'étendre jusqu'à la mer Egée et l'Adriatique. Par un accord secret (en 1881), la Serbie renonçait à toute prétention sur la Bosnie-Herzégovine, à toute indépendance diplomatique, et se voyait reconnaître, en échange, des droits sur la Macédoine et le titre de royaume. Ses exportations comme ses importations dépendaient presque entièrement de l'Autriche. Les liens avec la Russie étaient coupés jusqu'en 1903. La Russie, depuis le début du siècle, avait tenté de diriger le pays, en formant les cadres militaires serbes, mais en vain. La dynastie de Belgrade comptait sur la principauté indépendante du Monténégro, dirigée par un évêque (*vladika*), ethniquement serbe, tribale et aussi arriérée, pour former un ensemble pan-serbe. Entre les deux s'étendait le sandjak ottoman de Novi Pazar, peuplé surtout de musulmans turcs et albanais, et stratégiquement vital pour la marche vers la mer Adriatique.

Le coup d'État de 1903, perpétué avec l'aide de militaires (comme le fameux colonel Apis (1876-1917), fondateur de l'organisation secrète *la Main noire*, qui joua un rôle certain dans l'attentat de Sarajevo en 1914), se termina par l'élimination de la dynastie des Obrenovic, favorable aux Autrichiens. La montée sur le trône d'un Karadjordjevic est une rupture complète. La Serbie devient un instrument de la politique de la Russie et de la France dans les Balkans pour contrer les empires centraux. Moyennant quoi, la Serbie à la faveur des guerres balkaniques de 1912-1913 pourra obtenir non seulement le Sandjak mais aussi la Macédoine du Vardar. Avec le Monténégro limitrophe désormais, naissait une Grande Serbie absorbant une bonne partie des Albanais (Kosovo et Macédoine), dont les appétits impérialistes ne s'arrêteraient pas là et qui comptait bien profiter d'une définitive liquidation des empires austro-hongrois et ottoman, si la guerre mondiale venait à éclater. Mais l'annexion officielle en 1908 de la Bosnie-Herzégovine (déjà occupée militairement depuis le traité de Berlin de 1878) par l'empire de François-Joseph montrait que le prix à payer serait cher, sans des soutiens extérieurs, militaires et idéologiques.

Néanmoins, l'idéologie yougoslave — unité de tous les Slaves du Sud — était devenue l'idéologie officielle de la Serbie. Dès 1844, le ministre Garasanin (1812-1874) propose un mémorandum esquissant (*Nasertanje*) l'unification des Slaves du Sud. Mais ce projet dissimulait mal le panserbisme : il est formulé comme objectif le rattachement de la Bosnie-Herzégovine ottomane à la Serbie. Néanmoins, en 1867, le même ministre développait un plan d'unité avec les Slaves de l'Empire des Habsbourg. Dans

une lettre à l'évêque Strossmayer, il était affirmé que «les nationalités serbe et croate n'en forment qu'une seule, la nationalité yougoslave».

La Serbie, dirigée par le roi Pierre et son ministre radical Pasic (1845-1926), depuis 1903, se considérait non seulement comme le «Piémont» (à la façon de Victor-Emmanuel II et de Cavour) des Serbes mais comme l'instrument de l'unification de tous les Slaves du Sud, en particulier les Croates et les Slovènes. Mais la ressemblance avec le Piémont s'arrêtait là: le Piémont de Cavour était déjà une région en voie d'industrialisation et de capitalisation prête à absorber les zones les plus arriérées du Midi (Mezzogiorno) pour réaliser l'unité de toute la péninsule. La Serbie n'était encore qu'un pays d'éleveurs de porcs, dont la seule valeur marchande était sa chair à canon particulièrement réputée; la Croatie et la Slovénie, intégrées à l'empire austro-hongrois jouissaient d'un niveau de développement culturel et économique infiniment plus grand, sans jouir ni d'une autonomie politique ni d'une autonomie culturelle.

Dans les marches de la double monarchie (*kundk*, la Cacanerie de Robert Musil dans *L'Homme sans qualités*), la Croatie s'opposait à la Slovénie.

La Slovénie, dont la langue différait du «serbo-croate», n'avait pas à proprement parler de traditions nationales, et son développement, sinon la langue, la rattachait à l'Autriche catholique. La tradition impériale, comme le montre bien le roman de Joseph Roth *La Marche de Radetski* — trouvait des soldats et officiers dévoués à la personne de l'Empereur. L'idéologie «yougoslave» avait peu de prise, du moins jusqu'en 1908, tant avait été forte la germanisation. Le parti populiste slovène, créé en 1905, était partisan du «trialisme» suggéré par François-Ferdinand, c'est-à-dire d'un empire dirigé conjointement et égalitairement par les Allemands d'Autriche, les Magyars et les Slaves de Croatie et Slovénie. Un accord dans ce sens avait été passé d'ailleurs en 1912 entre ce parti et le Parti du droit (*Stranka prava*) croate. Néanmoins, un lent surgissement du sentiment nationaliste se fit jour après 1908, suscité par un mécontentement de la petite-bourgeoisie devant une germanisation extrême de l'enseignement supérieur. Des incidents entre Allemands et Slovènes ravivèrent les tisons du sentiment national. En 1909, fut créée la revue *Preperod* (Renaissance), propageant les sentiments yougoslaves, et favorable à la Serbie contre l'Autriche. Mais ces sentiments restaient minoritaires, et en 1914 la Slovénie demeurait fidèle à la couronne des Habsbourg.

Toute autre était la situation de la Croatie, à laquelle on pouvait adjoindre l'Istrie et la Dalmatie, disputées à l'Italie et jadis joyaux commerciaux de la république de Venise. La Croatie après le compromis de 1867 jouissait d'une apparente autonomie : reconnaissance de la langue croate dans l'administration et les écoles; reconnaissance de son parlement, le Sabor; reconnaissance du drapeau et des armoiries croates. Cependant, la Croatie était sous la coupe de la Hongrie, depuis 1868, au point qu'une révolte éclata en 1871 contre le ban magyar. Après quelques années de paix où le gouvernement impérial eut la sagesse de nommer un ban croate, qui autorisait la liberté de la presse, la scolarisation obligatoire et la création de l'université de Zagreb (Agram), la situation se dégrada à nouveau. De 1883 à 1903, le ban hongrois Khuen-Hédervary pratiqua une magyarisation à outrance dans les écoles et l'administration. Selon le principe «*divide ut imperes*» (diviser pour régner), les Serbes de Croatie furent opposés aux Croates.

Entre-temps, se constituaient depuis la seconde moitié du siècle les deux tendances dominantes de la vie politique croate: l'illyrisme, ou yougoslavisme, et le nationalisme pan-croate, frère ennemi du panserbisme.

Après 1848, les tentatives du Croate Ljudevit Gaj (1809-1872) et du Serbe Vuk Karadzic (1787-1864) de créer une langue unique «yougoslave» échouèrent ; mais le projet d'unification entre les Slaves du Sud fut développé par l'évêque (puis archevêque) de Zagreb Josip Strossmayer (1815-1905). Celui-ci préconisait une union des peuples slaves des Balkans, Bulgarie incluse. Mais cette idée sera vite abandonnée dans les années 1880.

Désormais dominèrent en Croatie, jusqu'à la résurgence du yougoslavisme croate pendant la première guerre mondiale, les idées nationalistes pancroates. Le Parti du Droit d'Ante Starcevic (1823-1896) — l'ancêtre idéologique du parti extrémiste d'Ante Pavelic — préconisait contre les Serbes et dans le cadre de l'Empire autrichien l'union de la Croatie avec la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, la Slavonie, et l'Istrie, avec la Slovénie. Ce parti nourrissait des sentiments anti-serbes extrêmes, en affirmant que les Serbes sont «une race d'esclaves, les plus ignobles des bêtes», et même «une corvée pour l'abattoir».

De l'autre côté, le Parti paysan de Stjepan Radic (1871-1928) commençait à gagner du terrain, tout en s'alliant avec le mouvement tchèque de Masaryk. Ce parti restait hostile aux Magyars mais fidèle à l'Empire. Dans ce cadre, il manifestait les appétits impérialistes du pancroatisme. En 1908, Radic proclama «le droit croate sur la Bosnie-Herzégovine».

Pourtant, l'idée d'une union serbo-croate se fait jour en Croatie même avec la formation de la coalition croato-serbe de 1905. L'un de ses chefs est le journaliste Frano Supilo (1870-1917) de Dubrovnik qui rêve d'une union avec la Serbie, la Croatie demeurant autonome; l'autre, Svetozar Pribicevic (1875-1936), en relation avec Belgrade, souhaitait l'union avec la Serbie. La coalition croato-serbe obtint la majorité au sabor dans toutes les élections de 1906 à la veille de la guerre, sauf en 1911. Pour mater cette alliance, le gouvernement autrichien nomma le Magyar Rauch, qui organisa des procès politiques, qui visaient surtout la Serbie, en 1908, et se retournèrent contre ses organisateurs. Le gouvernement n'hésita pas à protéger une extrême droite croate, organisée autour du mouvement «*Hrvatsvo*» («croacité»), qui fomentait des pogromes antiserbes, préfigurant la violence terroriste du mouvement oustachi.

Mais dans l'ensemble, la vie politique croate était peu active. Le pays restait agricole, même si la misère avait fait émigrer 230 000 paysans entre 1900 et 1914, vers les Amériques. Seules 50 000 personnes jouissaient du droit de vote en 1906; 200 000 après la réforme électorale de 1910. C'est-à-dire, en pourcentage, infiniment moins qu'en Serbie, pourtant beaucoup plus agricole et arriérée. La classe ouvrière était développée, plus qu'en Serbie certes, mais pas suffisamment pour peser de son poids dans la balance politique. Les grèves générales de 1905-1906 dans les chemins de fer et chez les dockers ne pourront changer une atmosphère profondément marquée par le nationalisme agraire et clérical.

La Serbie par contre se proclamait plus progressive avec l'idéologie anticléricale du Parti radical au pouvoir. Cela ne pouvait cacher ses propres appétits impérialistes s'appuyant sur une infrastructure militariste oppressive, entraînant une instabilité au sud des Balkans. Lorsque la Serbie obtient en 1913 une partie de la Macédoine ottomane, dont les dépouilles sont partagées avec la Grèce et la Bulgarie, c'est un problème épineux qu'elle se crée : le problème macédonien. Dans la Macédoine du Vardar, annexée, les paysans bulgarophones continuent leurs actions de guérilla, qu'ils avaient déclenchées déjà depuis les années 1870 contre les Turcs, avec l'aide des *komitadjis* bulgares et des *andartes* (irréguliers) grecs.

Un second problème aussi redoutable apparaît : la question albanaise au Kosovo annexé à la Serbie. Certains préconisent déjà la «purification ethnique». Lorsque des révoltes éclatent en automne 1913, l'armée serbe y répond par de véritables massacres. Sur ordre du roi Pierre, les prisonniers sont abattus à coups de massue par souci d'économie...

Trotsky, qui est correspondant de guerre d'un journal ukrainien et dénonce dans ses articles les méthodes pan-serbes de «nettoyage», est interdit de séjour en Serbie. Mais, de façon tout aussi nette, le dirigeant socialiste serbe Tucovic dénonce les crimes du régime dont la soldatesque transforme les villages de populations dites «primitives» en bûchers : «La classe dominante serbe a inauguré ses annales, celles du meurtre et de l'horreur coloniaux; elle peut prendre place dans les rangs des classes possédantes anglaise, hollandaise, française, allemande, italienne et russe.»

Désormais, la Macédoine comme le Kosovo (dits Serbie du Sud) seront constamment sous contrôle de l'armée serbe. Le gouvernement royal croira trouver la solution par l'installation de colons serbes. Cette politique sera suivie pendant le règne du roi Alexandre, dans les années 20.

Le troisième problème, cause directe du conflit entre la Serbie et l'Autriche depuis 1908, est celui de la Bosnie-Herzégovine, dont la moitié de la population est serbe, et qui est proclamée «terre irrédente». L'ancienne province turque, dirigée par les grands propriétaires fonciers et spahis slaves islamisés, est extrêmement arriérée et sort à peine du «féodalisme» agraire. Le servage subsiste encore et touche les paysans serbes (*kmets*) qui doivent acquitter une dîme du tiers (*trecina*) à leur seigneur musulman. Ce servage perdurera jusqu'en 1919.

Malgré un début d'industrialisation, dû à la présence autrichienne, surtout pour des raisons stratégiques et d'exploitation des matières premières, la population vit dans un extrême dénuement : environ 90 % des habitants sont analphabètes et, comme en Macédoine, l'usage de l'araire est encore prédominant dans les campagnes.

La Bosnie est l'objet de litiges entre la Serbie qui veut se l'annexer et les dirigeants croates qui espèrent eux aussi faire de même dans le cadre de l'Empire.

Peu avant la guerre, cette région est le champ d'expansion du terrorisme (mouvement *Jeune Serbie*) manipulé par Belgrade et la Main noire du colonel Apis. Sarajevo, la capitale de la nouvelle province de l'empire austro-hongrois, ignore que son nom est appelé à une funeste renommée mondiale...

Lorsque la guerre éclate, on peut dire que le nationalisme s'est développé pleinement — à l'exception de la Slovénie plus ou moins germanisée et intégrée dans l'empire — dans tous les Balkans, et chez chaque branche des Slaves du Sud : Serbes, Croates, Macédoniens, Monténégrins. Après la guerre de 1912, qui voit surgir une «nation» albanaise, détachée de l'empire ottoman et soutenue par l'Autriche, la question albanaise devient une donnée permanente du régime yougoslave jusqu'à nos jours.

### C. - NAISSANCE ET FAILLITE DE LA YOUGOSLAVIE DU ROI ALEXANDRE

C'est la défaite des Habsbourg et la crainte des appétits de l'Italie — obtenant en 1915, par un traité secret la Dalmatie et l'Istrie — qui va contraindre les bourgeoisies croate et serbe, et par réaction en chaîne, slovène, à s'unir sous les auspices des vainqueurs de l'Entente.

En deuxième lieu, la Serbie qui, dans les Balkans, et malgré sa défaite désastreuse, avait porté le choc des forces de l'Entente, était amenée — par sa force militaire — à servir de pion aux vainqueurs, en particulier la France. Enfin, dès le début de la guerre, avait été couché sur papier le plan de l'Entente de démembrer l'Autriche-Hongrie; les «nations» slaves, Croates et Slovènes, et leurs populations allogènes (Allemands, Hongrois) seraient unies sous la houlette de la Serbie qui réaliserait son rêve d'une grande Serbie. Le gouvernement de Pasic, par la déclaration de Nis en décembre 1914, avait fait part de ses buts de guerre : la création du Piémont serbe, intégrant la Croatie, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine en un royaume yougoslave dirigé par la dynastie Karadjordjevic.

Pour une partie de la bourgeoisie dalmate et croate, il devient clair avec la guerre que l'empire serait démembré. Un certain nombre d'hommes politiques croates exilés avaient formé dès 1914 un «comité croate»; celui-ci installé à Paris et Londres va se proclamer «comité yougoslave», représentant toutes les nations slaves de l'empire. Il s'agit aussi de faire front contre les prétentions italiennes sur la Dalmatie et l'Istrie.

Bientôt, et à l'instigation des puissances de l'Entente, une alliance se noue entre le comité yougoslave et le Premier ministre serbe (en exil à Corfou) Pasic. Une déclaration commune est signée le 20 juillet 1917 dans l'île grecque de Corfou qui proclame la naissance d'un royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont le monarque de la dynastie Karadjordjevic sera le garant de sa constitution «démocratique» et «parlementaire».

Il est notable que durant cette période la population croate et slovène était totalement étrangère à ces accords diplomatiques établis dans les coulisses. Les soldats croates et slovènes se battirent contre les soldats serbes, russes et italiens sans vraiment broncher. Un Croato-Slovène appelé à la renommée, Josip Broz, se battit comme sous-officier sous l'uniforme autrichien avant d'être fait prisonnier par les Russes en 1915. Dans l'ensemble, la population suivait les partis cléricaux et paysans qui soutenaient la guerre contre la Serbie. Avec l'aval du Vatican, l'archevêque de Zagreb Mgr Bauer déclarait en août 1914 que la guerre contre la Serbie était une «guerre sainte». En 1916, lorsque mourut le vieil empereur François-Joseph, le député Radic, chef du Parti paysan, obtint du *sabor* croate (assemblée élue) l'érection d'un monument à la mémoire du défunt. En 1917 encore, à la veille de l'effondrement de l'empire, l'abbé Anton Korosec (1883-1939), leader du parti clérical slovène majoritaire, proclame sa fidélité à la Maison des Habsbourg.

En Bosnie-Herzégovine, mis à part les Serbes qui furent victimes de multiples exactions et dont plusieurs milliers moururent dans des camps de concentration autrichiens, les Musulmans comme les Croates soutinrent la monarchie. Beaucoup servirent dans la milice dite *Schutzkorps* (corps de protection). Il est vrai que en 1917 le ministre serbe Protic (1857-1923) préconisait de résoudre le problème musulman par des conversions et des massacres...

En fait, la formation du nouveau royaume en novembre-décembre 1918 se fit sous la houlette de l'armée française de Franchet d'Esperey; l'armée serbe se chargea d'occuper la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Slovénie, tandis que l'armée italienne occupait la Dalmatie et l'Istrie. Partout se créaient des comités yougoslaves, de Novi Sad à Sarajevo, composés de Serbes monarchistes, qui faisaient acte d'allégeance à la dynastie, tout en faisant appel à l'armée, sous prétexte de préserver la paix, alors que se multipliaient révoltes militaires et sociales, encouragées par les révolutions russe et allemande. A l'appel d'une assemblée fantoche, le roi du Monténégro (proclamé tel depuis 1910) était déposé, et le Monténégro fut purement et simplement annexé. Les plans des impérialismes vainqueurs se réalisaient.

Les classes dominantes de Croatie et Slovénie s'inclinèrent devant la nouveauté du fait yougoslave, elles s'enthousiasmèrent parfois pour la nouvelle unité des Slaves du Sud face à l'Italie et aux Allemands d'Autriche. Seuls le Parti paysan de Radic, qui réclamait une république croate «neutre», et les extrémistes du parti frankiste refusèrent le nouvel Etat des Serbes, Slovènes et Croates. Chez les partisans du «yougoslavisme», pour qui celui-ci était l'opposé du pan-serbisme, le désenchantement fut rapide.

D'un côté, on avait une Serbie, avec la Macédoine, le Kosovo et le Monténégro, auquel s'ajoutait la Bosnie-Herzégovine, très pauvre et arriérée, dont la force était la valeur militaire de ses habitants, sans aucun soubassement industriel, et de l'autre une zone croate et surtout slovène beaucoup plus développée, dont les impôts servaient à entretenir le régime de Belgrade. On comprend que, sauf en Slovénie où l'arrangement de 1918 était loin d'être négatif, en Croatie, en Vojvodine hongroise et allemande, le mécontentement des bourgeoisies locales était fort vif à l'égard de la clique monarchiste serbe de Belgrade. Partout l'administration locale de la «fédération» était contrôlée par l'armée et la gendarmerie serbes; les fonctionnaires serbes nommés de Belgrade étaient omniprésents.

Et lorsque la situation devenait trop explosive, comme en Croatie, Macédoine, Kosovo, la monarchie n'hésitait pas à se servir des milices tchetniks pour répandre la terreur, aussi bien dans les villes contre les ouvriers que dans les campagnes contre les paysans.

Le gouvernement monarchique cumulait ainsi la répression sociale contre les ouvriers et les communistes, qui furent mis hors la loi dès 1921, et l'oppression nationale exercée surtout contre les paysans croates et les musulmans du Kosovo et de Macédoine. Les tchetniks serbes se livrèrent à des meurtres de musulmans bosniaques en 1918. En 1920, une insurrection de paysans croates était écrasée par l'armée royale. Dans le Kosovo, où les Albanais étaient écartés des fonctions municipales, le gouvernement de Belgrade contraignit des milliers de familles à l'émigration forcée vers la Turquie. Des colons serbes étaient installés au Kosovo et en Macédoine sur les «nouvelles terres». Tout cela, loin de radicaliser une population prolétarienne trop peu nombreuse pour avoir un impact social, faisait le lit de toutes sortes de nationalismes extrémistes.

La Croatie présente la particularité d'avoir été constamment en opposition avec le régime serbe monarchiste, durant l'entre-deux-guerres. Le parti paysan de Stjepan Radic, largement majoritaire électoralement, représentait la bourgeoisie et petite-bourgeoisie républicaines. A côté de lui, se perpétuait l'ancien parti nationaliste de Starcevic (appelé aussi frankiste, du nom d'un de ses idéologues), qui rêvait à un retour des Habsbourg. Toute la politique de Radic fut en fait de louvoyer constamment entre un compromis avec la monarchie — il devint ministre de l'Education du royaume en 1925 — et une recherche d'alliances extérieures, telle celle, momentanée, passée avec l'Union soviétique (son parti adhéra au Krestintem, l'Internationale paysanne de Moscou). L'attentat qui lui coûta la vie en 1928 (en plein parlement) marquait la fin d'une époque. Le parti paysan dirigé par Macek (1879-1964) noua des liens secrets avec l'Italie fasciste; le parti oustacha qui naît en 1929, sous la direction de l'avocat Ante Pavelic, agit en sous-main, en liaison avec le parti de Macek. Les oustachi sont armés et entraînés par la Hongrie horthyste puis par l'Italie de Mussolini. Le succès de l'attentat d'octobre 1934, qui coûta la vie au roi Alexandre, est dû à toute la logistique qui a été fournie par le régime fasciste. La Croatie, comme d'ailleurs le Monténégro, l'Albanie et le Kosovo sont au centre des appétits de l'expansionnisme fasciste dans les Balkans. Il n'est pas jusqu'à la Russie stalinienne qui, quelque temps, par l'intermédiaire du parti communiste yougoslave ne fricote avec les oustachi de Pavelic au cours des années 30.

En 1929, Alexandre de Yougoslavie crut bon, pour camoufler les affrontements internes et la domination serbe, de renommer l'État Yougoslavie; de diviser le royaume en banovines, ou régions. La constitution royalement octroyée en 1931 proclamait qu'il n'y avait qu'une langue unique : le serbo-croate-slovène (sic). La suppression des partis nationalitaires, comme les partis catholique slovène et croate ainsi que le parti musulman, à l'exception des partis favorables au roi en Serbie et des milices tchetniks, ne fit que renforcer la crise politique et disloquer la coalition politique, qui des musulmans bosniaques jusqu'aux catholiques slovènes avaient dirigé le royaume avec le parti radical serbe monarchiste. Il n'y avait plus de soupape de sûreté pour maîtriser les tendances centrifuges des bourgeoisies locales.

Le *Manchester Guardian* du 20 septembre 1929 résumait la situation dans le royaume, ami des démocraties française et britannique: «Tout le pays est soumis à l'état de guerre. On peut considérer la Yougoslavie comme un cimetière... Le règne de la soldatesque est absolu. Les prisons regorgent... Le



pays est le paradis des policiers, des espions, des mouchards et des calomniateurs. Cette dictature est celle du sabre et du revolver...»

L'assassinat du roi Alexandre ne changera rien à l'affrontement entre les bourgeoisies serbe et croate. Face aux appétits impérialistes de l'Italie et de l'Allemagne, le régent Paul, anglophile, est obligé d'accorder en août 1939 une autonomie à la Croatie (*Sporazum*, ou Accord entre Cvetkovic et Macek) qui s'étend désormais de la Slavonie jusqu'à la Dalmatie et l'Herzégovine. Vladko Macek, qui naguère entretenait des relations secrètes avec Mussolini et Ciano, devint vice-président du conseil de la Yougoslavie.

Mais il est déjà trop tard, la Yougoslavie s'engage du côté de l'Angleterre (après une hésitation du gouvernement de Belgrade en faveur de l'Allemagne nazie) par un coup d'État militaire. En avril 1941, la Yougoslavie est occupée par l'Allemagne et l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie. Elle est démembrée : la Slovénie est divisée entre ces deux pays, la Hongrie et la Roumanie s'emparent de la Vojvodine; la Bulgarie de la Macédoine et l'Albanie italienne du Kosovo. Le Monténégro devient avec la Dalmatie partie intégrante du royaume d'Italie. Le régime fasciste et pro-nazi de Pavelic s'installe aussitôt à Zagreb, créant un État «indépendant» croate, qui déclenche une guerre civile impitoyable contre les Serbes de Croatie et de Bosnie. De l'autre côté, les tchetniks serbes ne se gênent guère pour perpétrer des massacres contre les paysans croates ou albanais. La Yougoslavie devient un gigantesque abattoir d'hommes : peut-être un million d'habitants périrent des conflits «inter-ethniques» pendant la guerre. Les partisans staliniens de Tito vont profiter de la situation en s'érigeant en armée intérieure des Alliés occidentaux et soviétiques, et en s'affirmant comme la seule force unitaire, véritablement «yougoslave», capable d'arrêter les massacres inter-ethniques.

#### **D. - COMMUNISME, STALINISME ET QUESTION YOUGOSLAVE**

Le socialisme dans les Balkans connut des heures particulièrement glorieuses avant la Première Guerre mondiale, lors des guerres balkaniques de 1912-1913, où il appela à la fraternisation des armées grecque, bulgare, serbe, monténégrine, roumaine et turque qui s'entr'égorgeaient. L'internationalisme était sans équivoque en dénonçant aussi bien la main des grands impérialismes qui armaient et dirigeaient les officiers de chaque armée que les prétentions expansionnistes de tous ces petits États croupions prêts à arracher quelques parcelles de territoire au prix du massacre de leur chair à canon.

En octobre 1912, les socialistes de Turquie et des Balkans adressèrent un *Manifeste* plein de grandeur contre la guerre :

*«(...) nous socialistes des pays balkaniques ainsi que du Proche-Orient que la guerre atteint plus directement, nous ne nous laisserons pas entraîner par la vague chauvine. Nous élevons plus énergiquement encore notre voix contre la guerre et nous invitons les masses ouvrières et paysannes avec toutes les démocraties sincères à se joindre à nous pour opposer à la politique des violences sanglantes, qui traînent derrière elles les conséquences les plus funestes, notre conception de la solidarité internationale. Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également sur des monceaux de cadavres et de ruines s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde.»*

Les socialistes balkaniques concluaient de façon frappante qu'il n'y avait aucune solution nationale à attendre de ces guerres : «La bourgeoisie et le nationalisme sont impuissants à constituer une unité nationale véritable et durable. Ce qui aura été créé par la guerre pourra être détruit par une autre guerre».

Le socialisme dans les terres balkaniques se développa rapidement en réaction contre les guerres, qui saignaient sans cesse les populations depuis 1912. Les guerres des Balkans coûtèrent la vie à près de 500 000 soldats de tout bord. La Première Guerre mondiale se solda par l'anéantissement du tiers de la population serbe, du quart de celle du Monténégro, du cinquième enfin de celle de Bosnie-Herzégovine.

Avant 1914, l'idée d'une fédération balkanique — bien que plus dans la tradition fédéraliste kautskyste que dans la tradition marxiste internationaliste — s'était développée dans les partis socialistes balkaniques : grec, serbe, bulgare, roumain. Le Bulgaro-Roumain Christian Racovski en avait été l'instigateur reconnu. En 1915, ces partis adressèrent un manifeste «aux classes ouvrières et aux peuples des Balkans». Lors d'une conférence tenue à Bucarest Racovski affirma que l'État national était «sans avenir» dans toute l'Europe centrale et orientale. Un tel État, qui annexerait inévitablement d'autres nationalités, ne pourrait être qu'un «État tyrannique, déchiré par les luttes intestines et menacé par les guerres extérieures». L'analyse était prémonitoire.

L'histoire du socialisme dans cette partie explosive des Balkans, et chez les principaux protagonistes, était donc déjà bien établie en 1914 : parti social-démocrate de Croatie (1894), de Slovénie (1896), de Serbie (1903), Dalmatie (1903) et Bosnie (1909). La loi électorale, et surtout le faible développement du prolétariat, réduisait l'influence parlementaire et politique de la social-démocratie à peu de chose, bien que celle-ci exerçât une influence certaine sur la paysannerie pauvre.

La division sur des questions cruciales, comme la question nationale, était notable. A la conférence de Ljubljana (Laibach) des socialistes yougoslaves (novembre 1909), les délégués s'étaient prononcés pour l'unification des Slaves du Sud à l'intérieur d'une Autriche-Hongrie réformée. Par contre, les socialistes serbes se prononçaient pour une fédération de républiques balkaniques comme barrière contre l'expansion russe et autrichienne. Ils se prononçaient pour une inclusion de la Macédoine et de la Turquie dans cette fédération.

Placés directement sur le front des guerres balkaniques, les socialistes serbes montrèrent une attitude anti-guerre nette, bien que, ironie de l'histoire, deux de leurs leaders (le secrétaire du parti Tucovic et l'intellectuel Topalovic) fussent décorés de la médaille d'or militaire pour leurs qualités martiales... Mais, surtout, les socialistes serbes se distinguèrent en 1914 par leur refus — malgré l'attaque de l'Autriche-Hongrie — de voter les crédits de guerre. Mais, il n'y eut de leur part aucune tentative de refuser les ordres ou de fraterniser avec les soldats ouvriers et paysans de l'armée austro-hongroise.

«En face», justement les sociaux-démocrates slovènes et croates n'eurent guère à tester leur internationalisme, en raison de la fermeture du parlement de Vienne de 1914 à 1916. Il n'y eut en tout cas que très peu de refus de combattre de la part des soldats slovènes et croates qui combattirent l'armée serbe. Un sous-officier s'illustra sous l'uniforme des Habsbourg, avant d'être fait prisonnier par les Russes : Josip Broz, plus connu sous les pseudonymes de Walter, Titus, puis Tito. Lorsque fut proclamée à Corfou la naissance anticipée de la Yougoslavie, les sociaux-démocrates des deux côtés du front se prononcèrent pour ce nouvel Etat. Il est surtout remarquable que, à la faveur de la révolution russe et parmi les 100 000 prisonniers slaves du Sud en Russie, une forte minorité se rallia aux bolcheviks. Son organe était loin de toute préoccupation nationalitaire; son titre était *Svetska Revolucija* : «Révolution mondiale», en langue serbo-croate, slovène et bulgare.

Après la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes le 1<sup>er</sup> décembre 1918, la fusion de toutes les composantes sociales-démocrates dans un parti unifié de type bolchevik se fit non sans mal. D'un côté, le parti social-démocrate de Croatie, sous la direction réformiste de Korac (1877-1941), rejetait la possibilité de la révolution en Europe centrale et orientale dans un futur où la classe ouvrière serait plus nombreuse et plus éduquée. Dans ces conditions, les «marxistes» devaient se concentrer sur l'instauration de la démocratie et des réformes possibles. En décembre 1918, Korac devenait ministre du premier gouvernement yougoslave.

Mais, avec la formation de la Yougoslavie et surtout l'impact de la révolution russe, l'unification était inévitable et plus forte que les tendances réformistes et autonomistes. En janvier 1919, la conférence d'unification exclut les sociaux-démocrates croates et il se forma un Parti socialiste ouvrier de Yougoslavie, de même tendance que les socialistes serbes : le congrès accorda peu d'importance à la question nationale, exprimant simplement l'idée d'un seul Etat national avec des unités locales et régionales autodirigées.

Lorsque se forma finalement le parti communiste yougoslave au congrès de Vukovar en juin 1920, les «gauchistes» centralistes dominèrent le parti. Les centristes croates demandèrent que le parti soit fédéralisé sur la base des vieilles unités régionales.

Mais ils ne réussirent pas à s'imposer, et certains furent expulsés du parti. Jusqu'en 1921, le nouveau parti semblait attendre la venue d'une pure révolution ouvrière, sans compromis avec le «nationalisme bourgeois». Mais, en 1921, le parti, après avoir dénoncé le parti paysan croate comme clérical et extrémiste nationaliste, prit contact avec son chef Radic.

Entre-temps, la position de l'Internationale communiste changeait au fur et à mesure qu'elle s'alignait sur la politique étrangère de l'État russe. Jusqu'en 1920, il avait été question de «révolution mondiale» et non de «révolution européenne» ou «américaine», et encore moins de «révolution balkanique». L'idée d'une fédération d'États socialistes était considérée comme une idée «social-démocrate». Après le deuxième congrès du Komintern, l'idée ancienne (depuis 1910) d'une fédération balkanique fut relancée; elle intégrait la Yougoslavie en son sein. Mais cette fédération communiste des Balkans ne fut qu'un fantôme, aux mains des communistes bulgares.

Après la mise hors la loi du PC en 1921, le Komintern insista (à juste titre d'ailleurs) sur le caractère grand-serbe du nouvel État, au service de la France et de l'Angleterre, et nid de contre-révolution, puisqu'une masse importante de soldats de l'armée blanche russe s'y était réfugiée, pour se mettre aussitôt au service du roi Alexandre.

En 1922, le Komintern décida de créer une commission spéciale pour la Yougoslavie. Il estimait que les problèmes dans le parti étaient «d'ordre personnel». Mais, la conférence de Vienne de mai 1923 du PCY montra à quel point la question nationale gangrenait le parti. Le droit à «l'auto-détermination» fut proclamé; ainsi que la nécessité de coopérer avec le parti paysan croate de Radic.

La discussion sur la «question nationale», en fait l'autonomie des régions croate et slovène, macédonienne aussi, était lancée dans le parti légal qui avait pris le nom de Parti ouvrier indépendant de Yougoslavie. Le *Radnik-Delavec* de Belgrade et le *Borba* hebdomadaire de Zagreb initièrent le débat. Le communiste croate Ciliga joua un rôle décisif dans l'imposition des positions du Komintern.

Le premier à entrer dans le débat sur le caractère «tribal» de la lutte entre les bourgeoisies serbe, slovène et croate, fut le communiste serbe Pavle Pavlovic (1886-1971), qui souligna que la question nationale était un «mirage». La bourgeoisie serbe avait forcé l'unification; les bourgeoisies slovène et croate avaient artificiellement souligné les «fausses différences nationales». (Cette analyse a un caractère plus qu'actuel ... ) Néanmoins, le parti devrait supporter, de façon léniniste, le droit à la sécession; ce droit devrait pourtant être réalisé par la révolution et non en créant artificiellement des blocs «tribaux».

Mais en août de cette année 1923, Ante Ciliga se plaça sur un terrain résolument national; il reprocha aux communistes serbes de sous-estimer l'action révolutionnaire des mouvements de libération nationale; la Yougoslavie était un «mal nécessaire».

Le fédéralisme était la «solution»; le PC devrait même exiger que l'armée soit réorganisée selon les frontières ethniques. Un autre Croate, August Cesarec, demandait au PC de favoriser une confédération et même la sécession croate si le parti de Radic venait au pouvoir.

Le résultat fut qu'en 1924 non seulement le PCY se prononçait pour l'autonomie des régions, comme la Croatie, mais il prêchait la coopération avec Radic. Le Komintern, qui cherchait des alliés dans les partis nationaux paysans (il avait fondé le Krestintern paysan), invita Radic à se joindre au Krestintern, et par voie de conséquence demanda au PC de collaborer avec lui. Au nom de l'anti-chauvinisme grand-serbe, le Komintern demandait ouvertement une collaboration avec des partis nationalistes bourgeois, pour favoriser la pénétration des positions de l'État russe dans les Balkans.

Cette tactique frontiste du Komintern fut avalisée à son VI<sup>e</sup> congrès en 1928. Il affirma une solution séparatiste; l'État yougoslave devait être détruit. Le IV<sup>e</sup> congrès du PCY tenu à Dresde peu après appela à une sécession de la Croatie, de la Macédoine, de la Slovénie, constituées en États séparés. Le Kosovo devait s'unir dans une «Albanie indépendante et unifiée».

Le tournant nationaliste et séparatiste alla si loin que le PC créa en 1932 un Mouvement révolutionnaire national croate pour étendre l'influence «communiste» parmi les paysans croates. Étant entré dans sa troisième période, putschiste, le PC soutint tout acte «insurrectionnel» et alla jusqu'à collaborer avec les oustachi, surtout en prison, comme le rapporte Djilas (1911-1995) dans ses *Mémoires*. Mais un nouveau tournant, celui de 1935 avec la politique des fronts populaires, changea cette tactique.

Le tournant des fronts populaires, en 1935-1938, dirigé contre l'Italie et l'Allemagne, amène l'URSS à s'allier aux démocraties occidentales, France et Grande-Bretagne. Sur son flanc sud la Russie cherche une Yougoslavie forte, et donc centralisée autour de la Serbie, alors que l'Italie encourage ouvertement une sécession croate. Du jour au lendemain dans le PC disparaissait la revendication d'États séparés croate, macédonien, slovène... A la réunion plénière du comité central du PCY tenue à Split en juin 1935, il fut proclamé — sous l'impulsion de Staline et Dimitrov — que toute tentative de séparation d'une nation quelconque de la Yougoslavie était dangereuse, dans le cadre du front antifasciste. Cela n'empêcha pas le parti de rechercher la coopération avec le parti de M ???ek, et même d'y faire de l'entrisme pour «le transformer en un véritable mouvement national-révolutionnaire». Pour montrer que le PCY était intéressé dans la question croate, il fut créé un Parti communiste de Croatie en août 1937 «pour combattre pour la libération nationale du peuple croate». Dans la même optique fut constitué un Parti communiste slovène.

Cela dura peu. Tito dès 1939 réorganisa le parti en Croatie et Dalmatie, sous le couvert d'anti-révisionnisme. En 1940, il fut constaté dans une résolution du PC croate que l'éclatement de la guerre

impérialiste rendait la coopération avec le parti paysan impossible. Le Front populaire avait vécu en Croatie.

Il est vrai qu'à la veille de la guerre l'influence du parti communiste en Yougoslavie s'était considérablement étendue, surtout chez les étudiants et intellectuels. Malgré les 800 communistes yougoslaves fusillés par Staline en URSS, le Parti comptait 12 000 membres; la jeunesse affluait aux Jeunesses communistes, qui comptait 30 000 adhérents. Le communisme de Tito devenait un facteur essentiel de la vie politique.

Lorsque la Yougoslavie du régent Paul menace de basculer du côté allemand en mars 1941, le PCY lance un mot d'ordre contre la capitulation avec l'aide de l'URSS : il appuie le coup d'État militaire pro-Alliés du général Simovic. Lorsque l'Allemagne attaque de toutes parts la Yougoslavie, le parti participe à la défense et proclame la nécessité d'œuvrer à «une libre unité fraternelle». C'est l'abandon des mots d'ordre sécessionnistes. D'ailleurs, quelques semaines plus tard, l'attaque de l'Allemagne contre la Russie pousse à proclamer le «front slave» commun contre l'ennemi nazi, front unique qui ne pouvait qu'augurer la formation d'un bloc de démocraties populaires satellisées autour de l'URSS.

### **E. - LE TITISME DANS LA GUERRE. « SOLUTION » AUX AFFRONTLEMENTS ETHNIQUES ? (1941-1945)**

Comme on l'a vu, l'attaque de l'Allemagne en avril 1941 fut un véritable désastre. La Yougoslavie fut complètement démembrée. La création de l'État indépendant croate — incluant la Bosnie-Herzégovine, mais pas la Dalmatie donnée par Pavelic à Mussolini — se traduisit par le massacre de quelques centaines de milliers de victimes serbes. Les juifs et les tsiganes furent pratiquement exterminés. Là où subsistaient les milices tchetniks (Serbie, Bosnie, Croatie-Slavonie) ce furent des massacres perpétrés contre des paysans croates ou «musulmans». Les Albanais du Kosovo se vengèrent sur les Serbes, lesquels ne se gênèrent pas de massacrer des Albanais.

Les Macédoniens furent les victimes de tueries de l'armée bulgare d'occupation, qui sévit aussi contre les Grecs dans la Macédoine «égéenne». Les Hongrois occupant la Vojvodine entrèrent dans la danse en massacrant à leur tour des Serbes. Quant aux Allemands du Banat, ils servirent — sous la menace ou de leur plein gré — d'auxiliaires à l'armée allemande dans la lutte contre les partisans (division Eugène).

Lorsque débuta la guerre des partisans, conduite par les troupes de Tito, mais aussi celles du Serbe royaliste Mihailovic, ce fut une guerre sans pitié, où tous s'entr'égorgeaient. Quand l'armée allemande subissait des pertes dues à la guérilla c'était 100 hommes ou femmes ou enfants qui étaient fusillés pour un soldat allemand tué, voire 50 pour un blessé de la Wehrmacht.

La force de Tito se situe dans cette volonté centraliste, au-dessus des «ethnies», de reconstituer les morceaux d'un ensemble disloqué. Les premières troupes de partisans furent d'abord, de façon évidente, les Serbes de Bosnie et Croatie, qui subissaient les massacres des oustachi de Pavelic, massacres auxquels même des prêtres catholiques contribuèrent fanatiquement, au nom de la lutte «contre l'orthodoxie». L'occupation du Monténégro par l'Italie fit surgir des troupes de partisans (30 000) dès juillet 1941.

Au début de l'insurrection proclamée par le PCY contre l'Allemagne, seules 10 % des unités de partisans étaient croates et « musulmanes ». Leur nombre monta à 25 % à la fin de la guerre, ce qui signifie que l'écrasante majorité des partisans était serbe et monténégrine, et dans une faible mesure slovène. D'ailleurs, dans certaines régions de Bosnie, les troupes de partisans de Tito n'hésitaient pas à se livrer à des pogromes anticroates et anti-« musulmans », comme les tchetniks. Mais cela dura peu : Tito avait adopté une stratégie unitaire yougoslave, y compris aux dépens des Serbes.

En Dalmatie croate, contre l'Italie occupante, les partisans eurent de nombreuses recrues. C'est seulement à partir de 1943, quand devint évidente la défaite de l'Allemagne — l'Italie s'effondra la même année — que des détachements entiers d'oustachi croates et de tchetniks serbes passent avec armes et bagages dans l'armée des partisans titistes.

En Slovénie, par contre, dépecée par l'Italie et l'Allemagne, se forma le Front de libération (*Osvobodilna Fronta*) composé de communistes et catholiques, remportant des succès surtout dans les campagnes. En 1942, un tiers de la population de Ljubljana était en prison ou internée. Après la chute du fascisme en 1943, et avec les immenses stocks d'armes laissés par les soldats du Duce, les partisans slovènes, auxquels s'adjoignirent les partisans italiens antifascistes, dominèrent largement le sud de la Slovénie. Les «nationaux-communistes» slovènes et croates se retrouvaient vite unis et «yougoslaves»

pour revendiquer, y compris contre les « antifascistes » et partisans de Togliatti, les terres « irrédentes » (Trieste et Vénétie julienne; Istrie et Dalmatie) appartenant à l'Italie depuis 1918.

En Macédoine, la bulgarisation poussa nombre de paysans dans les rangs des partisans. Il est symptomatique de noter, source de conflits entre les prétendus États socialistes de l'après-guerre, que le Parti communiste bulgare de Dimitrov soutenait la position de sa bourgeoisie selon laquelle la Macédoine était bulgare. Le secrétaire du comité provincial, Satorov, exigea que les communistes serbes quittent la Macédoine.

En Serbie même, les partisans étaient divisés entre titistes et royalistes, qui s'entretuaient, et même se dénonçaient mutuellement à l'occupant nazi.

Au Kosovo, annexé à une grande Albanie, dominée par l'Italie, ce fut l'heure de la revanche contre les Serbes. Plus de 70 000 d'entre eux durent quitter la région, d'autres se retrouvèrent en camps de concentration ou contraints au travail forcé. L'enseignement fut délivré exclusivement en albanais dans les écoles. Vis-à-vis des partisans titistes, serbes et monténégrins, l'attitude de la population était franchement hostile. Pour neutraliser cette hostilité active, la conférence du Comité de libération populaire du Kosovo et de la Metohidja (titiste) promit, au début janvier 1944, le droit à l'autodétermination, y compris le « droit à la sécession », à la population du Kosovo. Cette promesse ne fut guère tenue à la fin de la guerre...

Face à toutes ces difficultés, l'aide de Churchill et des Américains en faveur des partisans de Tito fut décisive à partir de 1943. Churchill lâcha ses amis royalistes au profit de Tito. Ce dernier, après avoir été considéré avec méfiance par Staline, qui voyait dans le PC yougoslave un « repaire de trotskystes », le considérait comme son meilleur disciple en 1944-1945. Staline lui fit même miroiter l'acquisition de l'Albanie comme État yougoslave. Staline, néanmoins, ne mettait jamais tous ses œufs dans le même panier : il fit des propositions d'alliance à Pavelic, à condition que ce dernier accepte la légalisation du parti communiste, au cas où les Britanniques débarqueraient en Dalmatie. Dans ce cas, comme le montre Djilas, les partisans de Tito étaient prêts à passer un pacte avec les Allemands et Pavelic.

En fait, l'immense succès de Tito et de ses partisans vient de ce qu'il se présenta moins comme un communiste stalinien et serbe, que comme un « Yougoslave » cherchant à tout prix à mettre fin à la guerre civile entre les nationalités, et intégrant dans ses troupes chacune des composantes « yougoslaves ». Il gagna cette auréole unitaire du moins en Serbie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine et Dalmatie et Slovénie. Même dans la Croatie de Pavelic, l'organisation de Tito se développa dans tous les milieux, dans toutes les administrations, et même au sein du gouvernement oustacha, à partir de 1943.

L'armée de Tito présentait la particularité de recruter sur la base non du nationalisme croate ou serbe, ou autre, mais sur celle du nationalisme yougoslave, même si ce nationalisme unitaire était camouflé derrière une phraséologie marxiste avec la création de « brigades prolétariennes », revêtues de l'insigne de la faucille et du marteau. Pour prouver son « internationalisme », le communiste monténégrin Djilas, qui devint le plus farouche adversaire de Staline après 1948, demanda même que le Monténégro soit rattaché à l'URSS... En 1942, l'Armée de libération nationale titiste comptait 150 000 soldats. Elle en comptera 300 000 en 1943, après Stalingrad, et plus de 400 000 en 1945.

Mais, en Slovénie et Croatie, en mai 1945, le massacre de 50 000 présumés oustachi fuyant en direction de l'Autriche et remis à Bleiburg aux partisans par les troupes britanniques montre les limites de cette politique unitaire. Comme le notait le consul de France à Zagreb, dans un rapport à Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, en mai 1945, la population de Zagreb fit un accueil glacial aux « troupes yougoslaves ». En août 1945, le même consul, André Gaillard, note qu'« une incroyable proportion de la population de Zagreb et des villes ou bourgades de Croatie a fait un séjour plus ou moins prolongé dans les prisons ou dans les camps ».

En fait, dans le nouvel État yougoslave créé en 1945, le poids des Serbes, et dans une moindre mesure Slovénes, monténégrins, macédoniens est écrasant. Les communistes croates, dans une Croatie cléricale vouée à l'opposition, ont la portion congrue dans l'État et pour le partage du gâteau étatique. Le cas de Andrija Hebrang, communiste croate pro-Kominform après 1948, et « mort en prison » est très significatif.

#### **F. - L'ÉQUILIBRE INSTABLE TITISTE (1945-1980)**

Cependant, proclamée le 23 novembre 1945, la République populaire fédérale de Yougoslavie inaugure un régime de type stalinien (plébiscité par une liste unique recueillant environ 90 % des voix) fortement centralisé, mais où les troupes russes « libératrices » ont quitté le territoire. Aux trois anciennes

républiques : Slovénie, Croatie, Serbie de la Yougoslavie monarchiste se sont agglomérées la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro, qui faisaient partie de la Serbie. Les deux provinces du Kosovo (albanaise) et de Vojvodine (à forte minorité hongroise) acquièrent un statut autonome. La Croatie a perdu la Bosnie-Herzégovine qu'elle s'était annexée totalement depuis 1941.

D'un point de vue purement nationaliste, les deux « perdants » de la nouvelle Yougoslavie « socialiste » ont été la Serbie et la Croatie. Le régime titiste — surtout après la rupture de 1948 avec Staline — se construit comme État stalinien centralisé en affaiblissant territorialement la Serbie. Il n'en reste pas moins, et surtout sous le règne du chef serbe de la police politique Aleksandar Rankovic, que l'écrasante majorité des cadres de l'État fédéral dans l'armée et l'administration est serbe. Le PCY recrute ses cadres surtout chez les Serbes de Serbie, Bosnie et Croatie, et les Monténégrins (comme Djilas), même si ses « théoriciens » sont slovènes (Kidric, Kardelj).

Les bonnes vieilles pratiques serbes de domination ne se perdirent donc pas totalement sous Aleksandar Rankovic (1909-1982), chef de la redoutée police politique OZNA (devenue UDBA). De 1945 à 1965, le Kosovo albanais fut pratiquement mis en état de siège, surtout lorsque le dictateur albanais Enver Hodja eut choisi le camp de Staline contre Tito. En Vojvodine, l'armée épura ethniquement : plus de 400 000 Allemands furent chassés de leurs terres et expulsés de Yougoslavie, bien qu'il y eût des partisans communistes allemands (« brigade Ernst Thälmann »). Il s'en fallut d'un cheveu que les Hongrois ne subissent le même sort.

Il est vrai que le régime titiste, pour créer une unité « ethnique » yougoslave, laissa les « républiques » pratiquer une telle « purification ». En 1945, de la Slovénie à l'Istrie croate des milliers d'Italiens furent victimes de cette politique, qu'on a trop généreusement attribuée aux seuls Serbes, en oubliant vite les oustachi puis les partisans croates et slovènes. Leurs corps furent précipités dans des dolines (*foibe*) (*infoibati*, comme on dit en italien). Des dizaines de milliers durent quitter leurs maisons et terres avant 1954, date de règlement du conflit autour de Trieste.

La force du régime de Tito après 1948, était, pourtant, d'apparaître « au-dessus de la mêlée des peuples yougoslaves » et l'unique remède pour cicatrifier les massacres interethniques de la Seconde Guerre mondiale. Les tentatives de Staline de jouer sur les clivages nationaux échouèrent. Andrija Hebrang, le chef communiste croate, qui souhaitait une autonomie de la Croatie dans un bloc stalinien, demeura isolé. Les Macédoniens, que Tito avait gratifiés d'une république, par peur d'être phagocytés par la Bulgarie restèrent fidèles au régime. Pour la nouvelle couche dirigeante communiste serbe, il apparaissait aussi trop dangereux — malgré les liens anciens avec l'impérialisme russe — de choisir Staline et le Kominform contre le « schismatique » Tito. Les promesses stalinienne d'une éventuelle Croatie indépendante, d'une Vojvodine « hongroise » ou d'un État du Kosovo rattaché à l'Albanie pesaient comme une épée de Damoclès au-dessus de l'État fédéral yougoslave, en reconstruction.

Aussi les menaces d'une intervention militaire des armées rouge russe et des démocraties populaires, réelles jusqu'en 1951, demeurèrent vaines. Surtout, de 1950 à 1954, les États-Unis octroyèrent à Tito un milliard de dollars, dont la moitié en armes. D'autre part, une alliance militaire (« Pacte balkanique ») en août 1954 avec deux pays membres de l'OTAN (la Grèce et la Turquie) constituait un facteur dissuasif pour la Russie de Staline et ses satellites. Après 1955, Tito, qui jouait la carte du non-alignement, put même obtenir des prêts russes, après le réchauffement des relations avec l'URSS, réchauffement qui dura jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Après avoir essayé, de 1948 à 1953, la collectivisation forcée des campagnes (« coopératives » ou « zadrougas »), pour assurer une indépendance agricole et un décollage économique par la prolétarianisation des paysans, l'autogestion yougoslave attira des capitaux occidentaux et permit aux entreprises de faire ouvertement du profit, lequel devait être transféré à Belgrade et distribué dans les régions les plus sous-développées de la Fédération.

Pour des raisons stratégiques, et par crainte d'une invasion de l'Armée rouge et des « pays frères », des industries d'extraction et d'armement furent développées en Bosnie-Herzégovine. Des infrastructures routières et ferroviaires fort coûteuses furent mises en place dans les zones les plus arriérées : Bosnie, Macédoine, Kosovo, Monténégro.

Jusque dans les années 60, le consensus se faisait autour de l'État yougoslave de Tito. Les retombées du tourisme, la soupape de sécurité de l'émigration, le développement économique donnaient une impression de prospérité et de stabilité, où les questions de nationalité passaient au second plan. Ce fut l'apogée du « yougoslavisme » titiste. Tito en 1960, crut bon de déclarer : « (...) on ne précise plus en

Yougoslavie si quelqu'un est Serbe, Croate ou ressortissant d'une autre nationalité. Aujourd'hui dans notre pays, il n'y a plus de tensions entre les républiques».

Lorsque commença la crise économique dans les années 70, les couches dirigeantes et «intellectuelles» commencèrent à trouver que le coût du fédéralisme était trop lourd pour des pays développés comme la Slovénie et la Croatie. On reprocha à Belgrade et aux Serbes de négliger le développement de la région d'Istrie et de Dalmatie, qui tirait de substantiels bénéfices de l'industrie touristique, en fait la plus fructueuse.

Mais contrairement aux affirmations des ultra-nationalistes de tout bord, les bénéfices de la période titiste ne furent pas négligeables, surtout pour les républiques « riches » comme la Slovénie et la Croatie. Dans ces régions, une réelle industrialisation surgit. En 1939, l'industrie employait quelque 300 000 ouvriers; en 1977, deux millions de personnes, soit plus du tiers de la population yougoslave. Alors qu'auparavant, la classe ouvrière était faible, elle devint un facteur sociologique réel. De 1957 (Slovénie) à 1987 (Croatie) de grandes grèves secouèrent l'industrie lourde. Il y eut 2 000 grèves de 1958 à 1969. Il est vrai que les grèves éclatèrent dans les régions déjà développées de Slovénie et Croatie. Ces grèves étaient généralement courtes et restaient locales sans extension à l'ensemble du territoire yougoslave.

Phénomène classique du sous-développement, les républiques les plus pauvres restèrent pauvres. S'il y avait seulement 1,2 % d'analphabètes en Slovénie, en 1961, le chiffre était de 33 % en Bosnie-Herzégovine et de 50 % même au Kosovo! Surtout, l'écart économique se creusa toujours plus avec les régions riches.

En 1970, le revenu *per capita* est, dans les républiques et régions pauvres, de moitié inférieur à celui des régions riches. Celles-ci profitent du prix bas de l'énergie et des matières premières pour leurs industries de transformation. D'autre part, la faible productivité des régions pauvres les rend encore plus fragiles sur le marché capitaliste mondial. Ce phénomène se retrouve aussi dans les républiques dites riches : leur agriculture archaïque est frappée de plein fouet. Entre 1945 et 1975, la population rurale tomba de 76 à 25 % de la population active!

La population agricole doit émigrer soit vers les grandes villes soit à l'étranger (Allemagne, Scandinavie, Australie, Amérique du Nord et du Sud). La Croatie perdra 10 % de sa population. La Macédoine et le Kosovo albanais sont des terres d'intense exode vers l'Allemagne fédérale. Un million de Yougoslaves émigrèrent pour nourrir leur famille restée au pays.

La crise économique mondiale dans les années 70 fragilisa la Yougoslavie : inflation galopante, endettement extérieur. Des grèves éclatent après 1967, mais leur impact social n'est pas suffisant pour contrer les idéologies nationalistes et régionalistes qui prennent leur envol. La question sociale, pourtant explosive avec le chômage, l'inflation rognant les salaires ouvriers, va être vite recouverte par la question nationale, étouffée depuis la fin de la guerre. Elle est au centre des conflits au sein de la classe dirigeante yougoslave, dont chaque composante met en avant ses propres intérêts nationaux et régionaux. Les régions les plus riches, bien entendu, mettent au premier plan les nécessités du libéralisme économique aux dépens de l'aide aux plus sous-développés. Les régions les plus pauvres, dont la Serbie, soulignent la solidarité nécessaire des plus riches avec les plus pauvres.

En premier lieu, resurgissent les mouvements de populations nationalement opprimées par le chauvinisme serbe depuis des décennies. Les Albanais (ou Shqipétars ou kosovars) manifestent en 1967-1968 pour obtenir le statut de république au lieu de celui de province autonome de la Serbie, alors qu'ils constituent 80 % de la population du Kosovo. Ces manifestations sont durement réprimées. Néanmoins, les « Shqipétars » obtiennent une autonomie. Une université albanaise est créée; le Kosovo devient prioritaire dans l'aide économique fédérale, qui puise dans un Fonds de solidarité alimenté par les « républiques riches ». Cette aide sert à calmer le jeu au moins jusqu'en 1981 : le Kosovo reçut jusqu'à un million de dollars par jour.

Mais, le plus grave surgit au tournant des années 1960-70, quand le conflit entre la Serbie et les républiques riches vient sur le devant de la scène. En 1969, le gouvernement de Slovénie tombe sur la question vitale pour l'économie slovène d'allouer des crédits pour la construction d'une autoroute vers l'Autriche et l'Allemagne. Les autorités fédérales de Belgrade refusent.

Plus significatif fut la question croate qui refit surface en 1970-1971, sous le nom de «Printemps croate» ou «Mouvement de masse» (*Maspokret*). La classe dirigeante croate jusque dans le parti défend les thèses nationalistes. Mika Tripalo, l'un des dirigeants du communisme croate déclare en 1970 : «La Ligue des communistes de chaque république exprime et doit exprimer les intérêts de la classe des

travailleurs et de sa propre nation et de sa propre république.» La querelle linguistique sur la langue croate contre la langue serbe (il s'agit d'une même langue) est relancée par la société littéraire «*Matica Hrvatska*». Mais surtout, cette couche dirigeante du Parti communiste croate, soutenue par les masses petites-bourgeoises et paysannes, affirme haut et fort que sur le plan bancaire et économique il existe une «exploitation de la Croatie» par la Serbie et les régions pauvres.

Cette affirmation au grand jour du nationalisme dans les couches dirigeantes slovène et croate n'est pas leur fait exclusif. Avec l'explosion des sentiments nationaux antisérbes en 1968, au Kosovo, dans tout l'appareil d'État serbe se développe un vigoureux nationalisme, exprimant des doléances sur la «place misérable» donnée aux intérêts serbes dans l'appareil d'État «yougoslave». Le passé de la Serbie, surtout après la chute de Rankovic présenté comme un martyr, est de plus en plus exalté par de multiples publications.

Pour Tito, il ne fait aucun doute que cela annonce la fin de la fédération yougoslave. D'autant plus que la Russie de Brejnev, après avoir soutenu le Serbe Rankovic contre Tito, est prête à encourager, pour avoir des débouchés militaires en Adriatique, une Croatie indépendante. Les services secrets russes ont même pris langue avec des oustachi en exil, en cas de démembrement de la Yougoslavie. Tito fait destituer la direction croate. Des milliers de personnes sont arrêtées. Pour faire bonne mesure, des nationalistes serbes sont embastillés.

A l'issue de ces événements une nouvelle constitution yougoslave est élaborée par Tito, qui va dans le sens d'une confédération intégrale, en 1974. Cette constitution destinée à entrer en fonction après la mort du Chef confiait la direction de l'État confédéral à une présidence collégiale, formée des présidents de chacune des républiques et régions dites autonomes. Chacun d'eux, serbe, croate, slovène, etc., devient président de ce collège pendant un an, selon le principe de la rotation. Ainsi serait évitée la domination d'une république, la Serbie en l'occurrence, de loin la plus prolifique démographiquement. Cet organisme fonctionnera de 1980 à 1987, jusqu'à ce que Milosevic prenne le pouvoir en Serbie.

#### **G. - LA CHUTE DE LA MAISON TITO**

Tout cet édifice juridico-constitutionnel ne va que retarder la désagrégation de la Yougoslavie qui est en marche. A la mort de Tito, en 1980, l'inflation annuelle est de 40 %; elle sera de 2 500 % en 1989. L'endettement est de 20 milliards de dollars. En 1982, c'est pour la première fois une croissance zéro. Le chômage officiel recensé grimpera à 15 %. Dans certaines régions, le revenu régresse à son niveau des années 60. Jamais le fossé du revenu par tête n'a été aussi profond suivant les républiques et régions : pour un indice moyen de 100 pour la confédération, on trouve au sommet 212 pour la Slovénie, 123 pour la Croatie, 93 pour la Serbie, 66 pour la Macédoine et 31 seulement pour le Kosovo. C'est dire que le revenu par tête au Kosovo est sept fois inférieur à celui de la Slovénie, et le tiers du revenu moyen yougoslave.

C'est justement au Kosovo, et non pas en Bosnie-Herzégovine pluri-ethnique, que de nouveau vont venir les orages annonciateurs de la tempête qui devait faire sombrer la Yougoslavie titiste et autogestionnaire. Au Kosovo, en 1981, le chômage officiel est de 25 % de la population active. Les étudiants de l'université de Pristina manifestent contre le chômage et pour des conditions décentes de logement. C'est de nouveau la répression serbe, d'autant plus que le statut de république est demandé par les manifestants. Là encore le terrain social explosif est détourné vers le terrain nationaliste. La grève des mineurs de cette région, en 1987, avec le portrait en tête des manifestations, n'y changera rien.

Devant une situation où la Yougoslavie apparaît comme condamnée à la dislocation après la mort de Tito, la classe dirigeante serbe change totalement de politique et cesse de se réfugier derrière le «yougoslavisme»; les revendications grand-serbes sont étalées sans fard. En 1986, est écrit et discuté dans la classe politique serbe le «Mémorandum» de l'Académie serbe. Il y est affirmé que depuis 1945 et la politique de Tito, la Serbie est réduite à rien; qu'elle doit récupérer ses terres «serbes»: Macédoine, Monténégro, Bosnie et régions de Vojvodine et Kosovo. Il faut revenir à la centralisation de Belgrade. Enfin et surtout, il s'agit de réunir tous les Serbes dans le même État.

La venue au pouvoir du communiste serbe Milosevic marque un réel tournant en 1987. Se présentant comme le protecteur des Serbes, il fait supprimer l'autonomie du Kosovo et de la Vojvodine *de facto* en 1989. Des meetings monstres sont organisés de Belgrade au Kosovo pour marquer que cette région est «serbe» (il n'y a que 10 % de Serbes). Une véritable hystérie tchetnik est développée dans les médias serbes. Des émeutes albanaises sont matées dans le sang en 1989.

Face à cette volonté expansionniste serbe, mettant fin à l'illusion du yougoslavisme, la bourgeoisie slovène manifeste de plus en plus sa volonté de sécession. La fin des régimes staliniens en Europe de



l'Est se conjugue avec la réforme de la constitution slovène réaffirmant le droit de la Slovénie à la sécession. Le gouvernement de Ljubljana décide de bloquer des trains de manifestants serbes à la frontière. En représailles, le gouvernement serbe fait piller et boycotter les produits slovènes.

Après la chute de Ceausescu en Roumanie (décembre 1989), des élections mettent fin au monopole du pouvoir « communiste » en Slovénie et Croatie. Des équipes indépendantistes viennent au pouvoir en avril et mai 1990. Les (relativement) « riches » républiques du nord décident de suspendre dès l'été leurs contributions d'aide aux républiques du sud. La disparition financière de la Yougoslavie précède son naufrage politique. Le marché yougoslave a cessé d'exister.

Dès lors, sur le plan politique, la situation s'accélère. En Slovénie, le 20 février 1991, le Parlement décide que les lois fédérales sont suspendues et que la république sera proclamée le 25 juin. En mai de la même année, la souveraineté de la Croatie, où le général Tudjman est élu président, est proclamée. En mars-avril 1992, ce sera le tour de la proclamation de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine, devant l'acte de décès de l'ancienne fédération.

La guerre apparaît alors inévitable entre l'armée serbo-yougoslave qui défend les intérêts grand-serbes et les républiques issues de l'empire austro-hongrois. Dès le printemps 1990, l'armée dite « fédérale », dont les officiers sont à 60 % Serbes, confisque la totalité des armes croates et 60 % des armes slovènes des unités territoriales. En août 1990, éclate une insurrection serbe dans la krajina de Knin en Dalmatie.

Le même mois, les nationalistes serbes de Croatie se prononcent par référendum pour une autonomie au sein du nouvel État. Les armes commencent à circuler un peu partout venant de Serbie et de Hongrie, dans chaque camp.

La CIA, sûre de ses analyses, annonce dès novembre 1990 que la Yougoslavie va se disloquer et sombrer dans la guerre civile.

En mai 1991 éclatent les premiers affrontements inter-ethniques entre milices serbes et police croate en Slavonie occidentale. En juin-juillet, c'est la guerre des 19 jours entre l'armée territoriale slovène et l'armée serbo-yougoslave, au terme de laquelle, sur intervention de la CEE, la Slovénie se voit reconnaître son indépendance *de facto*, sinon *de jure*. Elle obtiendra d'ailleurs quelques mois plus tard un poste d'observateur au Conseil de l'Europe.

En juillet 1991 la guerre se répand comme une traînée de poudre. La guerre entre la Croatie et la Serbie (marquée par le sac sanglant de Vukovar par les tchetniks) est déclarée : elle dure jusqu'en janvier 1992. De part et d'autre, à côté des armées officielles, les couches dirigeantes ont embauché de véritables criminels de droit commun, hommes de sac et de corde, extrémistes de droite catholiques ou orthodoxes, qui font le sale travail de mercenaires pour leurs patrons « communistes » serbes ou « démocrates-libéraux » croates. Tchetniks serbes et néo-oustachi croates rivalisent dans l'horreur qui est imposée à la population se trouvant sur les lignes de front militaire. La « purification ethnique » (*etnicko ciscenje*) — vieilles méthodes barbares héritées des guerres balkaniques dès le XIX<sup>e</sup> siècle et pratiquées à grande échelle par les grandes puissances impérialistes au XX<sup>e</sup> siècle en Europe et dans ses colonies — triomphe massivement dès l'éclatement de la guerre en Bosnie-Herzégovine (mars 1992).

Pas seulement en Bosnie, où les Serbes contrôlent 90 p. 100 du territoire : en Vojvodine 90 000 Hongrois et Croates sont chassés pour installer 200 000 réfugiés serbes. Au Sandjak de Novi Pazar 70 000 personnes, dites « musulmanes » doivent fuir. Les nationalistes croates ne sont pas en reste, lorsque le sort des armes leur est favorable, y compris contre les « Musulmans » de Herzégovine. Tout indique que le gouvernement bosniaque « musulman », à condition de recevoir massivement des armes autant des États islamistes que des États-Unis, ferait pareil. Et il fit pareil, à petite échelle, il est vrai.

En l'espace de quelques mois, la guerre provoque des dizaines de milliers de morts. Deux millions de personnes, hommes, femmes, enfants, vieillards, sont jetés sur les routes dans un gigantesque exode, soit le dixième de la population de l'ex-Yougoslavie. En 1993, le conflit avait fait déjà presque 200 000 morts. Il y avait 3 millions de réfugiés, dont 700 000 en Croatie.

Les forces de l'ONU (14 000 Casques bleus en Yougoslavie), forces dites « d'interposition », depuis 1992, servent de bonne conscience aux grandes puissances qui se contentent de dresser un cordon sanitaire autour du foyer de décomposition yougoslave, lequel risque de faire exploser à terme la poudrière balkanique.

Le bilan de ces passions nationalistes, entretenues par les bourgeoisies locales de tout bord (croate, serbe, slovène, en particulier) est à l'image de la vacuité de la nation comme cadre économique et historique en plein XX<sup>e</sup> siècle, d'économie mondialisée et transnationalisée. Une population traumatisée

par la guerre, une économie d'échanges réduite à sa plus simple expression; des dizaines de milliers d'estropiés; des populations affamées comme en Bosnie, ou clochardisées par la crise entraînée par la guerre. En Serbie, le rythme annuel d'inflation était de 120 000 % en 1992, un record digne de l'Allemagne de 1923. En Croatie, le chômage atteint 20 % de la population active, avec une inflation de «seulement» 1 500 %. Le nouvel État de Macédoine voit le quart de sa population active au chômage, et l'inflation annuelle est déjà de 200 %. Quant au Kosovo, sous blocus et occupation de l'armée serbe, c'est plus de 50 % de la population qui est sans travail au milieu des années 90. Seule la Slovénie jouit d'un «modeste» taux de chômage de 16 % et d'une inflation annuelle de 30 %.

Seul secteur qui se porte bien, malgré l'hypocrisie de l'embargo international défendu par l'ONU et les grandes puissances occidentales, celui des armes et de produits stratégiques (essence) qui transitent en toute quiétude par la Slovénie, la Macédoine, l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, etc. L'exploitation de la « question nationale » ex-yougoslave est l'occasion d'un déploiement des appétits impérialistes petits et grands.

## **H. - QUELLE ISSUE ?**

### **LES TEMPÊTES BALKANIQUES**

La décomposition de la Yougoslavie et le resurgissement des vieux démons nationalistes s'inscrivent dans la décomposition généralisée de l'économie mondiale, où les branches les plus pourries, les plus arriérées cassent net.

Chaque petit pays essaye d'imposer sa loi à ses voisins, non par la guerre économique, privilège des grandes puissances, mais par la guerre tout court. Chaque pays, pour étendre sa sphère d'influence est obligé de recomposer sa sphère d'intérêts et de redéployer, voire renverser, ses alliances. La chute du système de Yalta en 1989, basé sur la division du monde en deux blocs, fait surgir de nouvelles puissances impérialistes régionales, sans que les grandes puissances, dépassées par l'ampleur du phénomène qu'elles ne contrôlent plus, puissent imposer leur loi d'airain d'antan.

Le pan-serbisme, qui vise à unifier territorialement tous les Serbes, et le pan-croatisme, qui vise le même objectif avec les Croates de Bosnie, sont dans une logique d'expansion territoriale, qui ne peut s'appuyer que sur des alliés régionaux, ayant des intérêts solidaires avec l'un ou l'autre. D'ores et déjà, la Slovénie et la Croatie s'appuient sur l'Allemagne et la CEE, en attendant d'avoir un soutien plus décidé des États-Unis, qui d'ailleurs semblent manifester une volonté d'engagement au côté de la Croatie (août 1995), et dans les Balkans en général. Quant à la Russie, même si elle se proclame — avec la Grèce — le meilleur allié de la «Serbie orthodoxe», son délabrement politico-économique et son engluement dans les conflits caucasiens, bien plus vitaux pour ses exportations de pétrole, ne lui permettent guère de revenir en force dans les Balkans. Néanmoins, dans un avenir plus au moins proche, il est inévitable que l'allié de la Serbie effectue un retour en force. Pour la Russie, les bouches de Kotor (Cattaro), au Monténégro «yougoslave», sont un objectif majeur pour que sa marine de guerre puisse mouiller et sillonner l'Adriatique et la Méditerranée. Cependant, pour le moment la question des nationalismes de l'ex-Yougoslavie ne donne pas prise à une confrontation directe entre Russie et États-Unis, encore moins entre Europe et Allemagne et l'ex-URSS.

Sans préjuger de l'issue du conflit en Bosnie-Herzégovine, dont les retombées politiques et stratégiques concernent tous les Balkans, il apparaît de plus en plus clair que — avec ou sans l'aval des grandes puissances — la Croatie et la Serbie sont liées par un plan de partage, dans la tradition impérialiste de naguère, du pays bosniaque. Ce plan déjà élaboré par les présidents croate Tudjman et serbe Milosevic le 16 juin 1993, et accepté par Clinton et Owen le lendemain même, apparut dans toute sa netteté avec les combats d'août 1995 en Krajina et Bosnie, lors de l'offensive croate. La «purification ethnique», avec son cortège de massacres, de populations déplacées et réfugiées plongées dans la plus extrême misère matérielle et morale, se pratique à grande échelle dans chaque camp, au nom de la nation et du nationalisme.

Plus discrète, mais beaucoup plus lourde de conséquences au niveau balkanique, s'affirme la revendication d'une «unité nationale albanaise». Pour l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine occidentale peuplée d'Albanais sont des terres irrédentes. Le 19 octobre 1991, par référendum secret, a été proclamée l'indépendance de la «république du Kosovo», malgré l'occupation de l'armée serbe qui depuis 1989 a obligé 300 000 Kosovars à quitter cette région. En Macédoine, peuplée à 60 % de Slaves macédoniens, un référendum officieux chez les 30 % d'Albanais, en janvier 1992, demandait l'autonomie territoriale du nord-ouest de cette république. La question de la formation d'une Grande Albanie est déjà posée. Y compris, sur une portion de la Serbie, dans le Sandjak, où les 230 000

«musulmans» albanais, par un référendum clandestin en mars 1992, avaient élu leur propre parlement et formé leur «gouvernement».

C'est cette revendication que soutient la Turquie, qui cherche à faire sa rentrée dans les Balkans, à défaut de pouvoir la faire en Asie centrale, comme elle l'avait cru après 1989. Un accord diplomatique du 29 juillet 1992 a décidé que les officiers albanais seraient formés et entraînés en Turquie.

Néanmoins, la Turquie est amenée à plus de prudence, face à la Macédoine et à la Bulgarie, contre «l'ennemi héréditaire serbe et grec». Face à la Serbie, s'est nouée une alliance économique entre la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie pour créer une voie d'accès de la mer Noire à l'Adriatique, coupant l'accès de la Serbie à la mer Égée, via la Macédoine grecque. La Turquie, limitrophe, sera partie prenante.

Le sort de la Macédoine du Vardar — appelée risiblement *Former Yugoslav Republic of Macedonia* ou *FYROM* — qui n'est pas reconnue par la Grèce et subit un blocus économique de ce dernier pays, sera tôt ou tard fixé. Avec 20-30 % d'Albanais, les prétentions de la Grèce et de la Bulgarie qui la considèrent comme un enjeu majeur, il n'est pas impensable qu'une partition violente ou pacifique, avec la bénédiction des grandes puissances, mette fin à son existence. Ce serait ouvrir, comme en 1912-1913, la voie à des conflits balkaniques, et même danubiens (avec la Hongrie et la Roumanie) en cascade. Le sort des Hongrois de Serbie, de Transylvanie en Roumanie pourrait être très facilement l'objet d'un conflit entre d'une part la Hongrie et d'autre part la Serbie et la Roumanie, alliées contre leurs minorités.

Une guerre civile au Kosovo, avec des armes livrées d'Albanie, de Turquie n'est pas impossible, avec toutes les conséquences militaires régionales. D'autant plus que la Grèce vise l'annexion de l'Épire du Nord — en Albanie du Sud —, peuplée, selon elle, de 400 000 Grecs, en fait essentiellement des Aroumains ou Valaques de langue grecque.

(L'éclatement final, et attendu, de la guerre au Kosovo au début de l'année 1998 est venu rappeler que la «paix» dans les Balkans reste un leurre. La question albanaise est pleinement posée, même si les pays occidentaux, les États-Unis et l'OTAN font tout pour circonscrire le conflit, et si l'Albanie, épuisée par sa propre décomposition, assiste passivement aux événements.)

A une moindre échelle, le conflit en Bosnie-Herzégovine ne fait que synthétiser des conflits à une échelle beaucoup plus vaste, dans les Balkans. Et chaque nationalisme, petit ou grand, ne fait qu'apporter sa petite torche personnelle devant la poudrière des Balkans.

Si la question sociale, celle des travailleurs victimes de la crise, quelles que soient leurs frontières et leur nationalité, ne prend pas le devant de la scène, tôt ou tard la question nationale yougoslave débouchera sur une conflagration majeure en Europe centrale et orientale, et par contrecoup en Europe occidentale.

Si la Russie a été le pays du grand mensonge «socialiste», la Yougoslavie fut le pays du grand mensonge fédéral et autogestionnaire. Sur ses débris ont proliféré tous les grands mensonges, meurtriers, des petites nationalités et des petits nationalismes expansionnistes, serbe et croate.

Est-il utopique de parler non seulement d'une nécessité, mais aussi d'une possibilité, d'un monde unifié économiquement et socialement, débarrassé de ses prisons nationales, et du gaspillage destructeur qu'entraîne la division du monde en enclaves économiques concurrentes, sans plan de développement — et même de survie — pour l'humanité tout entière ? Une répartition mondiale des richesses, un développement harmonieux sans gaspillage et destruction de la nature apparaissent à tout esprit humain sensé comme une nécessité vitale.

Mais, comme le montre l'exemple de l'ex-Yougoslavie avec l'apparition généralisée de toutes sortes de nationalismes extrêmes, la décomposition sociale, politique, morale est tellement avancée que la solution sociale est reléguée à l'arrière-plan.

Néanmoins, rien n'est sûr au pays de l'Ubu capitaliste. Si une vaste transformation de fond en comble du monde, par son unification et la disparition des frontières nationales, à la suite d'une révolution, devait un jour se produire, bien des problèmes de tout ordre subsisteront. Des millénaires d'existence sous forme de communautés nationales, de diversité linguistique et culturelle, de religions et de croyances ethnocentriques laisseront des traces profondes. Dans le respect de la différence ethnique, religieuse, psychologique, culturelle, linguistique peut lentement se construire une communauté unifiée dans sa multiple diversité.

Il est encore temps. Mais ne sera-t-il pas bientôt trop tard ?

**Philippe BOURRINET.**

## ANNEXES

### COMPOSITION NATIONALITAIRE DE LA YUGOSLAVIE EN 1918

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
<b>Serbes</b>	4 665 000	38,8
<b>Croates</b>	2 856 000	23,7
<b>Slovènes</b>	1 024 000	8,5
<b>Bosniaques musulmans</b>	727 000	6
<b>Macédoniens</b>	585 000	4,8
<b>Autres «Slaves»</b>	174 000	1,4
<b>Allemands («Souabes»)</b>	513 000	4,2
<b>Magyars</b>	472 000	3,9
<b>Albanais</b>	441 000	3,6
<b>Roumains, tsiganes,</b>	229 000	1,9
<b>Valaques</b>		
<b>Turcs</b>	168 000	1,4
<b>Juifs</b>	64 000	0,5
<b>Italiens</b>	12 000	0,10
<i>Autres</i>	80 000	0,7
<b>TOTAL</b>	<b>12 017 000</b>	<b>100</b>

### POPULATION YUGOSLAVE EN 1981 - PRINCIPALES NATIONALITÉS

(source : *Statisticki Zavod*, printemps 1982)

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre</i>	<i>% population</i>
<b>Serbes</b>	8 140 000	36,3
<b>Croates</b>	4 428 000	19,8
<b>Musulmans*</b>	2 000 000	8,9
<b>Slovènes</b>	1 754 000	7,8
<b>Albanais</b>	1 730 000	7,7
<b>Macédoniens</b>	1 340 000	6
<b>Yougoslaves**</b>	1 219 000	5,4
<b>Monténégrins</b>	579 000	2,6
<b>Hongrois</b>	427 000	1,9
<b>TOTAL</b>	<b>21 600 000</b>	<b>100</b>

\* Par «Musulmans», nationalité créée par Tito dans les années 1960, on entend les Slaves de religion musulmane (même si eux-mêmes se considèrent comme athées) et de langue serbo-croate. La plupart vivent en Bosnie. Ce tableau statistique passe sous silence les musulmans qui sont Albanais, Turcs ou tsiganes. Les Aroumains ou Valaques ne sont pas comptabilisés.

\*\* Par «Yougoslaves», on entend tous ceux qui, d'origine «ethnique» diverse, ne voulaient pas se concevoir comme une nationalité. Beaucoup d'entre eux étaient des «musulmans» entendus comme entité nationale.

### POPULATION PAR RÉPUBLIQUE - COMPOSITION «ETHNIQUE» (RECENSEMENT 1981)

*République/Province Population Nationalité ( en %)*

<b>Serbie (seule)</b>	5 491 000	Serbes : 89 %; Musulmans :3 %; Albanais : 3 %
<b>Vojvodine</b>	1 969 000	Serbes : 56 %; Hongrois : 22 %; Croates : 7 %; autres : 14 %

<b>Kosovo1</b>	545 000	Albanais-Kosovars : 85 %; Serbes : 9 %; autres : 2 %
(Monténégrins: 2 %)		
<b>Croatie</b>	4 391 000	Croates : 79 %; Serbes : 14 %; autres : 7 %
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	3 941 000	Musulmans : 40 %; Serbes : 37 %; Croates : 20 %
<b>Slovénie</b>	1 838 000	Slovènes : 92 %; Croates : 3 %; autres : 5 %
<b>Macédoine</b>	1 808 000	Macédoniens : 69 %; Albanais : 18-20 %; Turcs : 6 %;
autres : 7 %		
<b>Monténégro</b>	565 000	Monténégrins : 67 %; Musulmans : 13 %; Serbes : 8 %;
autres: 6 %;	Albanais : 7 %	

#### TABLEAU STATISTIQUE DE LA POPULATION DE LA SERBIE EN 1991

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
<b>Serbes</b>	6 430 000	65,8
<b>Albanais</b>	<b>(2 000 000)</b>	<b>(20)</b>
(chiff. offic.)	1 690 000	17,2
<b>Hongrois</b>	345 000	3,5
<b>Yougoslaves</b>	318 000	3,2
<b>Musulmans</b>	238 000	2,4
<b>Monténégrins</b>	140 000	1,4
<b>Tsiganes</b>	137 000	1,4
<b>Croates</b>	109 000	1,1
<b>TOTAL</b>	<b>9 791 500</b>	<b>100</b>

Source : revue *Jugoslavenski progled* n° 1, 1991.  
**CROATIE EN 1991**

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
<b>Croates</b>	3 708 300	77,9
<b>Serbes</b>	580 760	12,2
<b>Yougoslaves</b>	104 800	2,2
<b>Musulmans</b>	47 600	1
<b>TOTAL</b>	<b>4 760 300</b>	<b>100</b>

Source : recensement de mars 1991.

#### POPULATION DE BOSNIE-HERZÉGOVINE EN 1991

<i>% 1910</i>	<i>% 1948%</i>	<i>1991</i>	<i>Nombre 1991</i>	
<b>Musulmans</b>	32	36	43,7	1 905 000
<b>Serbes</b>	43	44	31,4	1 370 000
<b>Croates</b>	23	20	17,3	755 000
<b>Yougoslaves</b>			5,5	240 000
<b>TOTAL</b>			<b>100</b>	<b>4 364 000</b>

Source : recensement 1991.

#### POPULATION DE SLOVÉNIE EN 1991

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
<b>Slovènes</b>	1 718 300	87
<b>Croates</b>	53 700	2,7

<b>Serbes</b>	47 100	2,4	
<b>Musulmans</b>	26 700	1,4	
<b>Yougoslaves</b>	12 300	0,6	
<b>TOTAL</b>	<b>1 920 600</b>	<b>100</b>	

#### POPULATION DE MACÉDOINE EN 1991

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
<b>Macédoniens</b>	1 314 300	64,6
<b>Albanais (officiel)</b>	429 560	21
<i>(estimation)</i>	<i>(700 000)</i>	<i>(30)</i>
<b>Turcs</b>	97 400	4,8
<b>Tsiganes</b>	55 600	2,7
<b>Musulmans</b>	51 200	2,5
<b>Serbes</b>	44 100	2,2
<b>TOTAL</b>	<b>2 038 850</b>	<b>100</b>

#### POPULATION DU MONTÉNÉGRO EN 1991

<i>Nationalité</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
<b>Monténégrins</b>	380 000	61,5
<b>Musulmans bosniaques</b>	90 000	14,6
<b>Serbes</b>	57 200	9,3
<b>Albanais</b>	41 000	6,6
<b>TOTAL</b>	<b>620 000</b>	<b>100</b>

*Sources* : recensements. *Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States 1994*, Europa Publications Limited, Londres, 1994.

#### BIBLIOGRAPHIE SUR LA QUESTION NATIONALE YOUGOSLAVE

*(Par Philippe BOURRINET, 1995)*

##### 1. NATIONALISME. - ASPECTS THÉORIQUES

ALTER (Peter), *Nationalismus*, Frankfurt/Main, Suhrkamp, 1985.

ARMSTRONG (John Alexander), *Nations before nationalism*, University of North Carolina Press, 1982.

BALIBAR (Etienne) et WALLERSTEIN (Immanuel), *Race, Nation, Classe : les identités ambiguës*, La Découverte, Paris, 1988.

BREUILLY (John), *Nationalism and the State*, Manchester University Press, 1985.

CONNOR (Walker), *Ethnonationalism: the Quest for understanding*, Princeton University Press, 1994.

DELANNOI (Gil) et TAGUIEFF (Pierre-André), *Théories du nationalisme*, Kimé, Paris, 1991.

FOUGEYROLLAS (Pierre), *La Nation : essor et déclin*, Fayard, Paris, 1987.

GELLNER (Emest), *Nations et nationalisme*, Payot, Paris, 1989.

HOBBSBAWM (Eric John), *Nation et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Gallimard, Paris, 1992 (traduit de l'original anglais, 1990).

MANN (Michael), *The Rise and the Decline of Nation State*, Blackwell, Oxford, 1990.

PLUMYENE (Jean), *Les nations romantiques : le XIX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, Paris, 1979.

PUMEUGE (Gérard de), *Chauvin, le soldat laboureur: contribution à l'étude des nationalismes*, Gallimard, Paris, 1993.

SMITH (Anthony), *Theories of nationalism*, Duckworth, Londres, 1983.  
SMITH (Anthony), *National identity*, University of Nevada Press, 1993.  
STOKES (Gale), *Nationalism in the Balkans. An Annotated Bibliography*, Garland Press, New York, 1984.

## 2. MOUVEMENT OUVRIER ET QUESTION NATIONALE (GÉNÉRALITÉS)

BAUER (Otto), *La Question des nationalités et la social-démocratie*, EDI, Paris, 1987 (2 vol.).  
BLOOM (Solomon), *The World of Nations. A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx*, Columbia University Press, 1941.  
BOERSNER (Demetrio), *The Bolsheviki and the National and Colonial Question*, Droz, Genève, 1957.  
BORDIGA (Amadeo), *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, éd. Prométhée, Paris, 1979.  
CARRERE D'ENCAUSSE (Hélène), *Le grand défi. Bolcheviks et nations, 1917-1930*, Flammarion, Paris, 1987.  
CARRERE D'ENCAUSSE (Hélène) et SCHRAM (Stuart), *Le marxisme et l'Asie 1853-1964*, Armand Colin, Paris, 1965.  
HAUPT (Georges), LÖWY (Michael), WEILL (Claudie), *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914 (études et textes)*, Maspéro, Paris, 1974.  
HAUPT (Georges), *L'historien et le mouvement social*, Maspéro, Paris, 1980.  
HAUPT (Georges), JEMNITZ (J.), VAN ROSSUM (L.), *Karl Kautsky und die Sozial-Demokratie Südeuropas. Korrespondenz 1883-1938*, Campus Verlag, Francfort, 1986.  
KAUTSKY (Karl), *Nationalität und Internationalität*, P. Singer, Stuttgart, 1908 (brochure de la *Neue Zeit*).  
KONRAD (Helmut), *Nationalismus und Internationalismus. Die österreichische Arbeiterbewegung vor dem ersten Weltkrieg* (Nationalisme et internationalisme; mouvement ouvrier autrichien avant 1914), Europa Verlag, Vienne, 1976.  
LENINE, *Questions de politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, Ed. du Progrès, Moscou, 1968.  
LENINE, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, Ed. sociales, Paris, 1973.  
LUXEMBURG (Rosa), *La cuestión nacional y la autonomía*, Pasado y Presente, México, 1979.  
LUXEMBURG (Rosa), *The National Question. Selected Writings*, Monthly Review Press, New York, 1976.  
LUXEMBURG (Rosa), « Question nationale et autonomie », in *Partisans* n° 61, Paris, mai-août 1971.  
MARX et ENGELS, *La cuestión nacional y la formación de los estados*, Pasado y Presente, México, 1980.  
MARX et ENGELS, *Sobre el colonialismo*, Pasado y Presente, México, 1979.  
MERLIN (Christian), *La Nation dans l'austromarxisme*, thèse Paris-I, 1988.  
MOLNAR (Miklos), *Marx-Engels et la politique internationale*, Gallimard, Paris, 1975.  
MOMMSEN (Hans), *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Habsburgischen Vielvölkerstaat*, Europa Verlag, Vienne, 1963 (l'étude sur la social-démocratie et la question nationale dans l'Empire austro-hongrois va jusqu'en 1907).  
NIN (Andreu), *Les mouvements d'émancipation nationale*, Syros, Paris, 1975.  
PANNEKOEK (Anton) et STRASSER (Joseph), *Nation et lutte de classe*, UGE 10/18, Paris, 1977.  
PERIVOLAROPOULOS (U.), *L'Internationale communiste et la Fédération balkanique (1919-1924)*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, EHESS, Paris, 1983.  
ROSDOLSKY (Roman), *Zur nationalen Frage. Friedrich Engels und das Problem der 'geschichtslosen' Völker*, Olle & Wolter, Berlin, 1979.  
STALINE, *Le marxisme et la question nationale* (1913), in *Principaux écrits avant la révolution d'Octobre*, La Taupe, Bruxelles, 1970.  
STAVRIANOS (L.S.), *Balkan Federation. A History of the Movement toward Balkan Unity in the Modern Times*, Norhampton (Mass.), 1944.  
TROTSKY, *The Balkan Wars 1912-1913*, Monad, New York, 1980.

WEILL (Claudie), *L'Internationale et l'Autre. Les relations interethniques dans la Deuxième internationale*, Arcantère, Paris, 1987.

### 3. MOUVEMENT OUVRIER, STALINISME ET QUESTION YOUGOSLAVE

ACADEMIE BULGARE DES SCIENCES, *Macedonia : Documents and Material*, Sofia, 1979 (900 pages de textes et documents sur la question macédonienne).

BANAC (Ivo), *The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

BANAC (Ivo), *With Stalin against Tito. Cominformist Splits in Yugoslav Communism*, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 1988.

CILIGA (Ante), *La Yougoslavie sous la menace intérieure et extérieure*, Les îles d'Or, Paris, 1951.

CILIGA (Ante), *Crise d'Etat dans la Yougoslavie de Tito*, Denoël, Paris, 1974.

CILIGA (Ante), *Il labirinto jugoslavo : passato e futuro delle nazioni balcaniche*, Jaca Book, Milan, 1983.

CULINOVIC (F.) *Nacionalno pitanje u jugoslavenskim zemljama*, Novi List, Zagreb, 1955.

DEDIJER (Vladimir), *Il sangue tradito. Relazioni jugoslavo-albanesi 1938-1949*, Editoriale Periodici Italiani, Varese, 1949.

DJILAS (Milovan), *Conversations avec Staline*, Gallimard, Paris, 1963.

DJILAS (Milovan), *La guerre dans la guerre*, R. Laffont, Paris, 1980.

DJILAS (Milovan), *Tito, mon ami, mon ennemi*, Fayard, Paris, 1981.

DJILAS (Milovan), *Memoir of a Revolutionary*, Harcourt Brace Jovanovich Inc., New York, 1973.

FISERA (Vladimir-Claude), *Les peuples slaves et le communisme; de Marx à Gorbatchev*, Berg international, Paris, 1992.

GAZI (Stjepan), *Stjepan Radi and the Croatian Question: A Study in Political Biography*, thèse, Indiana University, 1965.

IRVINE (Jill A.), *The Croat Question. Partisan Politics in the Formation of the Yugoslav Socialist State*, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford, 1993 (avec une introduction de Ivo Banac).

JACKSON (George D.), *Comintern and Peasants in East Europe 1919-1930*, Columbia University Press, New York, 1966.

KATARDZIEV (Ivan), *Makedonsko nacionalno pitanje 1919-1930* (La Question nationale macédonienne de 1919 à 1930), Globus, Zagreb, 1983.

KOFOS (Evangelis), *Nationalism and Communism in Macedonia*, Institut for Balkan Studies, Thessalonique, 1964.

LAZITCH (Branko), *Tito et la révolution yougoslave 1937-1956*, Fasquelle, Paris, 1957.

LUKAC (Dusan), *Radnicki pokret u Jugoslaviji i nacionalno pitanje 1918-1941*, NIP Export press, Belgrade, 1972.

MacCLELLAN (Woodford S.), *Svetozar Markovi and the Origins of Balkan Socialism*, Princeton, 1964.

MARJANOVIC (Jovan), *Nastanak i razvitak radnickog pokreta u jugoslovenskim zemljama do prvog svetskog rata* (Origines et développement du mouvement ouvrier sur les terres yougoslaves jusqu'à la Première Guerre mondiale), Rad, Belgrade, 1958.

OCAK (Ivan), *Gorkic, zivot, rad i pogibija*, Globus, Zagreb, 1988. (Itinéraire d'un chef stalinien yougoslave, liquidé en 1937 en URSS.)

PALMER (Stephen E.), KING (Robert), *Yugoslav Communism and the Macedonian Question*, Shoc String, Hamden (Connecticut), 1971.

SHOUP (Paul), *Communism and the Yugoslav National Question*, New York/London, Columbia University Press, 1968.

TRGO (Fabijan), *The national Liberation War and Revolution in Yugoslavia (1941-1945): selected documents*, Institut d'histoire militaire de l'armée populaire yougoslave, Belgrade, 1981 (documents émanant du mouvement partisan de Tito).

ULAM (Adam B.), *Titoism and the Cominform*, Harvard University Press, 1952.

VLAJCIC (Gordana), *Jugoslavenska revolucija i nacionalno pitanje : 1919-1927* (Révolution yougoslave et question nationale), Globus, Zagreb, 1984. (Choix de textes du mouvement ouvrier socialiste et communiste.)



VUKMANOVIC-TEMPO (Svetozar), *Borba za Balkan* (Lutte pour les Balkans), Globus, Zagreb, 1981.

ZOGRAFSKI (Danco), *O radnickom pokretu in Makedoniji do balkanskog rata* (Le mouvement ouvrier en Macédoine jusqu'à la guerre des Balkans), Rad, Belgrade, 1951.

#### 4. HISTOIRE DE LA YOUGOSLAVIE ET DE SES ETATS (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES). GÉNÉRALITÉS

ALEXANDER (Stella), *Church and State in Yugoslavia since 1945*, Cambridge University Press, 1979.

ANCEL (Jacques), *Peuples et nations des Balkans. Géographie politique*, Armand Colin, 1930; réédition éd. du CTHS, Paris, 1992.

BARKER (Elisabeth), *Macedonia, its place in Balkan power politics*, Royal Institute of International Affairs, Londres et New York, 1950.

BATAKOVIC (Dusan), *Yugoslavia : nations, religions, idéologies 1904-1980*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1994 (avec une introduction d'Annie Kriegel).

BEHSCHNITT (Wolf Dietrich), *Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830-1914*, R. Oldenbourg Verlag, Munich, 1980.

BELOFF (Nora), *Tito's flawed Legacy: Yugoslavia and the West, 1939-1984*, Gollancz, Londres, 1985.

BIBERAJ (Elez), *Albania. A socialist Maverick*, Wosiview Press, Boulder, San Francisco & Oxford, 1990 (un chapitre sur les Kosovars de Yougoslavie).

BERG (Steven L.), *Conflicts and Cohesion in Socialist Yugoslavia. Political Decision Making since 1966*, Princeton University Press, 1993.

CASTELLAN (Georges), *Histoire des Balkans*, Fayard, Paris, 1991

CUVALO (A.), *The Croatian National Movement 1966-1972*, New York, Columbia University Press, 1992.

DEDIJER (Vladimir) , BOZIC (I.), CIRKOVIC (S.), EKMECIC (M.), *History of Yugoslavia*, New York/London, MacGraw Hill, 1974.

DENIS (Ernest), *La Grande Serbie*, Delagrave, Paris, 1919.

DJILAS (Aleksa), *The Contested Country. Yugoslavian Unity and Communist Revolution 1919-1953*, Harvard University Press, 1991.

DJORIJEVIC (Dimitrije) éd., *The Creation of Yugoslavia 1914-1918*, Clio Books, Santa Barbara/Oxford, 1980.

DONIA (R.), *Islam under the Double Eagle: the Muslims of Bosnia and Herzegovina 1878-1914*, Boulder, European Monographs, 1981.

DRAGNICH (Alex N.), *Serbia, Nikola Pasic, and Yugoslavia*, Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey, 1974.

DRAGNICH (Alex N.), *The first Yugoslavia. Scarch for a Viable Political System*, Hoover Institution Press, Stanford University, California, 1983.

DRAGNICH (Alex N.) et TODOROVICH (Slavko), *The saga of Kosovo. Focus on Serbian-Albanian Relations*, Boulder, Columbia University Press, New York, 1984.

GAZI (Stepan), *A History of Croatia*, New York, Philosophical Library, 1973.

GRMEK (Mirko), GJIDARA (Marc), SIMAC (Neven), *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, Fayard, Paris, 1993.

HAUMANT (Emile), *La formation de la Yougoslavie*, éd. Bossard, Paris, 1930.

HEUSER (Beatrice), *Western « Containment » policies in the Cold War. The Yugoslav Case 1948-1953*, Routledge, Londres et New York, 1989.

HOPTNER (J.), *Yugoslavia in Crisis 1934-1941*, New York/London, Columbia University Press, 1962.

HORTON (John J.), *Jugoslavia*, Clio Press, Oxford, 1977 (bibliographie).

HORY (Ladislaus) et BROSZAT (Martin), *Der kroatische Ustascha-Staat 1941-1945*, Deutsche Verlags Anstalt, Stuttgart, 1964.

JELAVICH (Barbara), *History of the Balkans*, 2 vol., Cambridge University Press, 1983-1985.

JELIC-BUTIC (F.), *Ustase i NDH* (Oustachi et Etat indépendant croate), Globus, Zagreb, 1977.

- KOULISCHER-ADLER (Jasna), *La Croatie et la création de l'Etat yougoslave (1918)*, thèse de l'Institut universitaire des Hautes études internationales, Genève, 1994.
- KRIZMAN (Bogdan), *Ante Pavelic i Ustase*, Globus, Zagreb, 1978.
- KRIZMAN (Bogdan), *NDH izmedju Hitlera i Mussolinija* (L'Etat indépendant croate entre Hitler et Mussolini), Globus, Zagreb, 1980.
- KRIZMAN (Bogdan), *Ustase i Treci Reich* (Oustachi et Troisième Reich), Globus, Zagreb, 1983 (2 vol.).
- LAURIERE (Hervé) (pseudonyme de Branko MILJUS), *Assassins au nom de Dieu*, éd. l'Age d'Homme, Lausanne, 1991 (reprint de l'édition de 1951).
- MACEK (Vlado), *In the Struggle for Freedom*, University Park, Pennsylvania, 1957.
- MALCOM (Noel), *Bosnia. A Short History*, Papennac, Londres, 1994.
- MANTRAN (Robert), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989.
- MARKOVITCH (Lazare), *La Serbie et l'Europe. Exposé de la politique serbe par des publicistes serbes*, Georg & Co, Genève-Bâle-Lyon, 1919 (articles de la revue *La Serbie*).
- MESTROVIC (Matthew Mark), *Jugoslav Union and the Beginning of the Serb-Croat Conflict 1918-1919*, Columbia University Press, New York, 1957.
- MILJUS (Branko), *Les Habsbourg, l'Église et les Slaves du Sud*, Paris, 1970.
- MOUSSET (A.), *Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Son organisation, sa vie. Sa politique et ses institutions*, Bossard, Paris, 1921.
- PARIS (Edmond), *Genocide in Satellite Croatia 1941-1945. A Record of Racial and Religious Persecutions and Massacres*, The Institute for Balkan Affairs, Chicago, 1962.
- PAVLOWITCH (Stevan K.), *The Improbable Survivor. Jugostavia and its Problems, 1918-1988*, C. Hurst & Compaigny, Londres, 1988.
- PEROCHE (Gregory), *Histoire de la Croatie et des nations slaves du Sud (395-1992)*, F.X. de Guibert, Paris, 1992.
- PETROVICH (Michael Boro), *A History of Modern Serbia 1804-1918*, 2 vol., Harcourt Brace Jovanovich, New York et Londres, 1976.
- POPOVIC (Alexandre), *Les musulmans yougoslaves 1945-1989 : médiateurs et métaphores*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1990.
- PRIBLEVIC (Svetozar), *La dictature du Roi Alexandre*, B. Bossuet, Paris, 1933.
- RAMET (Pedro), *Nationalism and Federalism in Yugoslavia, 1963-1983*, Bloomington, Indiana University Press, 1984.
- REUTER (Jens), *Die Albaner in Jugoslawien*, R. Oldenburg Verlag, Munich, 1982.
- ROBERTS (W.), *Tito, Mihailovic and the Allies 1941-1945*, Rutgers University Press, New York, 1973.
- ROGEL (Carole), *The Slovenes and Yugoslavism 1890-1914*, Boulder, Columbia University Press, New York, 1977.
- ROUX (Michel), *Les Albanais en Yougoslavie : minorité nationale, territoire et développement*, Maison des sciences de l'homme, Paris, 1992.
- RUPNIK (Jacques) éd., *De Sarajevo à Sarajevo : l'échec yougoslave*, éd. Complexe, Bruxelles, 1992.
- RUSINOW (Dennison), *The Yugoslav Experiment 1948-1974*, C. Hurst & Company, London, 1977.
- SAMARY (Catherine), *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Publisud/La Brèche, Paris, 1988.
- SINGLETON (Fred), *Twentieth Century Yugoslavia*, The Macmillan Press Ltd, Londres, 1976.
- SINGLETON (Fred) et CARTER (Bernard), *The Economy of Yugoslavia*, Croom Helm, London & Canberra, 1982.
- SUGAR (Peter), *Industrialization of Bosnia-Herzegovina 1878-1918*, Seattle, 1963.
- STEFANOVIC (D.S.), *Les origines de la crise croate de 1971*, thèse de doctorat, Paris, 1979 (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales).
- TOMASEVIC (Jozo), *War and Revolution in Yugoslavia, 1941-1945 : The Chetniks*, Stanford University Press, 1975.
- TOMASEVIC (Jozo), *War and Revolution in Yugoslavia: The Ustashe*, Stanford University Press, 1978.
- TRIFUNOVSKA (Snenaja), *Yugoslavia through documents from its creation to its dissolution*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, Londres, 1994.

WEHLER (Hans-Ulrich), *Nationalitätenpolitik in Jugoslawien. Die deutsche Minderheit 1918-1978*, Vandenhoeck & Ruprecht in Göttingen, 1979.

YERASIMOS (Stéphane), *Questions d'Orient. - Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, La Découverte, Paris, 1993.

## 5. LA DÉCOMPOSITION DE LA YOUGOSLAVIE ET SES CONSEQUENCES

CHICLET (Christophe), *Bosnie. Confluences en Méditerranée*, L'Harmattan, Paris, 1993.

CIGAR (Norman L.), *Genocide in Bosnia: the Policy of « ethnic cleansing »*, Texas University Press, 1995.

DENITCH (Bogdan), *Ethnic nationalism. The tragic death of Yugoslavia*, University of Minnesota Press, 1994.

EDIZIONI PROMETEO, *Croazia e Slovenia dopo la separazione dalla Jugoslavia*, Strumenti n° 1, Milano, novembre 1992.

FERON (Bernard), *Yougoslavie. Origines d'un conflit*, éd. Le Monde/Marabout, Paris, 1993.

GARDE (Paul), *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, 1992.

GLENNY (Misa), *The Fall of Yugoslavia: The Third Balkan War*, Penguin, Londres, 1992.

HÉRODOTE (revue), n° 67, 1992, « La question serbe ».

HÉRODOTE (revue) n° 63, 1991, « Balkans et balkanisation ».

HISTORIENS ET GÉOGRAPHES (revue) n° 337, août-octobre 1992.

HUPCHICK (Dennis P.), *Conflict and Chaos in Eastern Europe*, Basingstoke, Macmillan, 1995.

IVEKOVIC (Rada), *La Croatie depuis l'effondrement de la Yougoslavie : l'opposition non nationaliste*, L'Harmattan, Paris, 1994 (recueil de textes).

KRULIC (Joseph), *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, éd. Complexe, Bruxelles, 1993.

LE LIVRE NOIR DE L'EX-YOUGOSLAVIE. *Purification ethnique et crimes de guerre*, Arléa, Paris, mars 1992.

LIBAL (Wolfgang), *Mazedonien zwischen den Fronten: junger Staat mit alten Konflikten*, Europaverlag, Wien, 1993.

LIMES, numéros spéciaux de 1993 et printemps 1995 sur la question yougoslave; revue de géopolitique éditée à Rome.

LUKI, C (Renco), *The war of South Slavic Succession: Yugoslavia, 1991-1993*, Programme for Strategic and International Security Studies, 1993.

LYDALL (Harold), *Yugoslavia in Crisis*, Clarendon Press, Oxford, 1989.

MAGAS (Branka), *The Destruction of Yugoslavia : tracing the break-up 1980-1992*, Verso, London, 1993.

RAMONET (Ignacio) et alii, *Nationalismes : la tragédie yougoslave*, Le Monde diplomatique éd., Paris, 1993.

RICCIUTI (E.), *War in Yugoslavia: The Breakup of a Nation*, Evans, Londres, 1993.

SAMARY (Catherine), *Krieg in Jugoslawien*, ISP-Verlag, Francfort, 1992.

STARK (Hans), *Les Balkans; le retour de la guerre en Europe*, Ramsès, Dunod, Paris, 1993.

YOUGOSLAVIE. *Le terrorisme des États*, brochure anarchiste n° 7, éd. du Monde libertaire, Paris, 1993.

ZORAN (Sonia), *Déchirements yougoslaves : chroniques d'une guerre*, Metropolis, Genève, 1993.

## **Multiculturalisme ou culture mondiale ?**

### **Sur une réponse de « gauche » au déclin social actuel (1992)**

de Loren Goldner

Traduit par Mireille Robin

**Note (août 2000): L'article suivant a été écrit en 1991-1992, et publié sous une forme un peu abrégée dans *Against the Current*, en 1993. Le nouveau climat qui s'est développé après des événements comme la grève d'UPS (été 1997), ou plus récemment les manifestations de Seattle (novembre 1999), a dissipé en partie l'extrême cécité économique qui caractérisait le débat général sur la gauche américaine, il y a une dizaine d'années, lorsque Foucault, Derrida, Said et Spivak tenaient le haut du pavé. Cela dit, la critique des derniers partisans de ces idéologies demeure utile. (L.R.)**

Une Rosa Luxemburg du XXI<sup>e</sup> siècle étudiant l'Amérique après 1973 constaterait une chute générale des niveaux de vie d'au moins 20 % pour plus de 80 % de la population. Elle noterait qu'en 1945 les Etats-Unis étaient le premier exportateur industriel mondial avec le taux de productivité et les salaires les plus élevés du monde. Jusqu'à la fin des années 1950, un seul revenu ouvrier permettait de subvenir aux besoins d'une famille de quatre personnes ou davantage — c'est-à-dire à lui permettre de se reproduire. Au début des années 1960, la plupart, mais certainement pas tous les bénéficiaires de ces revenus étaient des Blancs. En effet, cette même période a vu une forte croissance d'un prolétariat urbain noir, et donc des familles de la classe ouvrière noire du Nord. Mais en 1992, il fallait deux salaires ouvriers ou davantage pour atteindre le niveau de reproduction des années 1960. Et de plus en plus d'enfants de la classe ouvrière noire vivent parmi les ruines de l'industrie américaine et ont été poussés dans le sous-prolétariat. Un sondage (publié par *Business Week* en août 1991) a montré que le revenu cumulé d'un couple type de la classe ouvrière blanche, voués tous deux aux emplois précaires, équivalait, en termes réels, à 44 % du salaire d'un ouvrier qualifié du même âge, trente ans auparavant.

Pour un couple ouvrier de couleur, la chute a été encore plus dramatique. Au début des années 1950, une famille moyenne de la classe ouvrière dépensait 15 % de son revenu pour le logement, alors qu'en 1992, ce chiffre atteignait presque 50 %. Quarante-cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plus grosse part des profits capitalistes engrangés aux Etats-Unis s'est radicalement déplacée de l'industrie vers la finance et l'immobilier. En 1992, les articles phares des exportations américaines n'étaient plus les biens industriels et technologiques, mais les produits de l'agriculture et l'industrie du divertissement.

Comment un changement aussi dramatique a-t-il pu avoir lieu aussi rapidement ? se demandera notre historienne du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle trouvera aisément la réponse dans l'énorme flux de capitaux destinés à l'investissement productif, en direction du Canada et de l'Europe d'abord, dès la fin des années 1950, et progressivement, à partir du milieu des années 1960, en direction de régions du tiers monde. Les trente-cinq années de désindustrialisation qui ont suivi sont la contrepartie de cette « délocalisation » de la production de masse, de l'augmentation constante de la compétition européenne, et japonaise surtout, et de la révolution mondiale de la « haute technologie » expulsant le travail vivant du processus de production. Appliquant à ce processus le concept du salaire social total de la première Rosa Luxemburg, notre historienne constatera sans grande difficulté que la principale cible de cette accumulation (et désaccumulation) était, précisément, la force de travail américaine hautement qualifiée et bien payée de l'immédiate après-guerre. Elle établira un parallèle avec le déclin de l'Angleterre, de 1870 à 1945, mais devra prendre en compte l'habileté avec laquelle les gouvernants américains fraudèrent, trompèrent et matraquèrent, dès la fin des années 1950, les détenteurs européens, japonais et arabes de réserves en dollars toujours plus importantes, pour les réinvestir en bons du Trésor et sur le marché américain des capitaux ; ils réussirent ainsi à dissimuler la gravité du déclin à la majorité des Américains, et même, à la plupart des membres de l'élite dirigeante. Relisant *Les Théories sur la plus-value* ou *L'Accumulation du capital*, notre historienne sourira peut-être de voir les élites enfermées dans leurs misérables idées keynésiennes et monétaristes. Celles-ci qualifiaient de « croissance » l'augmentation du PNB d'une année sur l'autre, tandis que les villes américaines se remplissaient d'usines fermées, de rues délabrées, de toxicomanes, de chaînes de fast food, d'agents de sécurité et de sans-abris.

Notre Rosa moderne sera peut-être intriguée par le fait que, à la fin des années 80, les lycéens américains passant des examens de niveau international étaient, pour chaque matière, relégués à la

vingtième place des vingt « pays industriels avancés ». Dans la même période, plus de 50% des doctorats, dans les matières scientifiques et techniques, étaient délivrés à des étrangers ; les derniers départements de recherche et développement américains dépendaient donc de plus en plus de la présence de ces étrangers aux Etats-Unis. (Notre Rosa sourirait probablement d'une inversion aussi inattendue de la « théorie de la dépendance ».) En ce qui concerne la reproduction de l'ensemble de la force de travail, notre historienne constaterait que les dirigeants des ultimes secteurs industriels qualifiés ne savaient pas quoi faire au moment où la vieille génération d'ouvriers partait à la retraite, parce que les écoles et lycées ne formaient plus de nouvelles générations d'ouvriers possédant les mêmes qualifications.

Mais, connaissant bien les premiers concepts marxistes et luxemburgistes de la reproduction de la force de travail, et voyant comment les capitalistes américains se sont déchargés des coûts de cette reproduction pendant trente-cinq ans, rien de tout cela ne la surprendra.

Finalement, notre Rosa ne sera pas davantage surprise d'apprendre qu'à partir de la fin des années 1950, cette destruction de la capacité de l'Amérique de se reproduire matériellement par elle-même était à peine mentionnée dans les principaux centres de production de l'idéologie dominante : médias, instituts de recherche hautement spécialisés, milieux universitaires, responsables de l'édition ou de l'enseignement, etc. On a très rarement discuté de la gravité du problème avec responsabilité ou sérieux. Passant en revue les porte-drapeaux des idéologies dominantes, notre historienne notera que les John Kenneth Galbraith et les Milton Friedman des années 1960, les E.F. Schumacher et les Ivan Ilych des années 70, ou les « théoriciens de l'offre » et les théoriciens de la « flexibilité » des années 1980, faisaient leur boulot en se concentrant sur de faux problèmes et de fausses solutions.

Se souvenant de la polémique opposant la première Rosa Luxemburg, Lénine et les autres révolutionnaires, avant la Première Guerre mondiale, sur le sens de la reproduction matérielle élargie de la société, notre historienne du XXI<sup>e</sup> siècle se tournera avec ferveur vers l'opposition radicale (1) au capitalisme américain en déclin, espérant trouver là, finalement, une sérieuse discussion sur ces questions et découvrir les solutions programmatiques et stratégiques qui s'imposent. Comment, se demandera-t-elle, a-t-on posé les « questions cruciales » dans le milieu radical autoproclamé de l'Amérique, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université, lorsque le pays sombrait dans une crise économique et sociale plus grave que celle des années 1930 ? Elle devait certainement trouver, dans les textes produits par ce milieu, les traces d'un débat sur ces questions mené avec le sérieux nécessaire.

En fait, comme nous pouvons le constater en jetant un regard sur la grande majorité des milieux ou des publications généralement associés à la gauche, qu'elle soit militante ou universitaire aux États-Unis, aujourd'hui (1992), notre historienne dénicherait très peu de discussions sur ces questions, et encore moins d'initiatives programmatiques organisées à ce sujet.

Elle découvrirait, peut-être, un(e) brillant(e) théoricien(ne) littéraire expliquant que la classe sociale, l'économie et — pourquoi pas ? — la désindustrialisation sont essentiellement des « textes ». Pensant peut-être qu'un tel concept de classe résulte, néanmoins, de la recherche d'une nouvelle base pour l'unité de la classe, durant cette nouvelle période de crise et de déclin post-1973, notre Rosa sera peut-être surprise d'apprendre que le grand débat de la gauche américaine, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, concernait la « différence identitaire » de tous les groupes opprimés, à la notable exception de la classe ouvrière dans son ensemble, et que cette différence n'était, en fait, qu'une... différence. Approfondissant sa lecture, elle découvrirait que le mot « reproduction » ne voulait pas dire en 1992 ce qu'il signifiait dans les écrits de Marx — la capacité de reproduction matérielle élargie d'une classe sociale ou d'une société. En effet, un débat sur les droits de la reproduction, au sens strictement biologique du terme, l'a préalablement vidé de son sens, et ces questions, nullement futiles, l'ont banalisé en l'isolant de la notion de reproduction dans un sens social plus large. Elle s'étonnerait en découvrant une croyance largement répandue : les identités liées à la race, au sexe et à la classe ne se seraient pas constituées en relation avec la production et la reproduction sociale, mais plutôt en fonction des « désirs » des groupes et des individus concernés. Autre sujet d'étonnement pour notre Rosa : les partisans de l'ancienne vision, apparemment plus prosaïque, de la classe ouvrière en tant que classe universelle dont l'émancipation est la condition nécessaire (mais non suffisante) à toute émancipation, sont désormais tournés en dérision pour leur interprétation d'un « discours de maître » périmé.

Mais, à mon avis, rien ne surprendra davantage notre Rosa du XXI<sup>e</sup> siècle que de découvrir le discours qu'a tenu la majorité de la gauche américaine durant les trois décennies qui ont vu la force de travail être pulvérisée aux États-Unis. De nombreux processus réels sont associés à la reproduction matérielle de la société : industrie, technologie, infrastructure sociale, science, enseignement général ou

technique, transmission des savoirs d'une génération à l'autre, ainsi que littérature et traditions culturelles inséparables de ces phénomènes dans la première histoire du capitalisme. La gauche en est arrivée à définir tous ces processus comme autant d'expressions des valeurs et de l'idéologie du « mâle blanc ».

Notre Rosa moderne sera encore plus perplexe lorsqu'elle découvrira à quel moment s'est consolidée l'habitude d'identifier la reproduction matérielle élargie de la société à un phénomène de l'« homme blanc » : justement durant les décennies au cours desquelles le Japon et les nouvelles puissances capitalistes de l'Asie devenaient les centres moteurs de l'économie capitaliste mondiale, et contribuaient au démantèlement des moyens d'existence de la classe ouvrière américaine. Plus toutes sortes de capitaux fictifs circulaient dans l'économie des États-Unis, plus de larges segments de la gauche américaine se préoccupaient d'identités symboliquement définies et d'une vision générale de la réalité comprise comme « textuelle ». Existe-t-il un parallèle entre la tendance économique à la désindustrialisation et la fascination des universitaires pour les théories de la déconstruction ? La majorité de la gauche américaine s'est-elle laissée coloniser par l'idéologie dominante, et a-t-elle ignoré ces problèmes pendant des décennies ? La manière dont la gauche américaine, historiquement confinée dans ses ghettos sociaux et universitaires, a posé les très importantes questions de la race, du sexe, de la préférence sexuelle et de la classe, n'était partagée, en fait, que par très peu de travailleurs. Pour ceux-ci, ces questions n'étaient pas « textuelles », et ils se préoccupaient, pourtant, eux aussi, de les résoudre. La gauche américaine a traversé la grande crise sociale et économique des années 1990 sans prêter attention à la question de la reproduction matérielle élargie de la société, seul cadre permettant d'aborder sérieusement les problèmes de race, de sexe et de classe. Notre Rosa Luxemburg pourrait finalement conclure que cette gauche n'était pas seulement aveuglée par sa propre idéologie, mais a contribué positivement, et souvent bruyamment, à l'idéologie dominante du moment.

Notre Rosa moderne aura découvert le grand débat sur le multiculturalisme.

Le multiculturalisme est à la mode. Mais, pour être exact, ce mot n'a pas le même sens pour tout le monde. Pour les théoriciens en vogue les plus tonitruants et les mieux rémunérés de la droite, pour les prétendus interprètes de la « culture littéraire », les Allan Bloom et les William Bennett, le multiculturalisme est un euphémisme subversif marquant la fin de la suprématie blanche dans l'enseignement, et dans l'ensemble de la société américaine. Pour le courant pseudo-radical de l'intelligentsia universitaire, qui a fait de la classe sociale un « texte », le multiculturalisme représente la libération d'une « multiplicité de discours », la dissolution du prétendu « phallogocentrisme (2) » de la prétendue tradition culturelle « occidentale ». (La connivence déconcertante des parties opposées, lorsqu'il s'agit de définir ce qu'est exactement la culture occidentale, exprime bien la stérilité du débat, tel qu'il est couramment posé.) Des critiques néoconservateurs, comme Hilton Kramer, n'hésitent pas à se présenter comme les garants de l'intégrité posthume de l'avant-garde « hautement » moderniste du début du XX<sup>e</sup> siècle, incarnée par Joyce, Proust, ou Kafka. Pourtant, des hommes de la sensibilité de Kramer n'auraient-ils pas insulté ces révolutionnaires, il y a soixante-dix ans ? Sont-ils capables, aujourd'hui, de reconnaître et d'apprécier des nouveaux Joyce, Proust ou Kafka ? A l'autre extrémité du spectre, au moment où l'ensemble de la population américaine tombait à la 49<sup>e</sup> place mondiale pour le niveau d'alphabétisation, les propagateurs du « mal français » postmoderne s'acharnaient à produire leurs livres nombrilistes. Leurs élégantes revues académiques véhiculaient, avant tout, une ignorance crasse de l'histoire réelle et la pathétique croyance que la déconstruction de textes littéraires représente une activité politique authentiquement radicale.

Nous ne discuterons pas, dans cet article, de l'assaut médiatique du courant de droite contre les multiculturalistes, tenus pour les principaux responsables de l'effondrement évident de l'éducation libérale aux États-Unis. L'ineptie de ces propos émanant du camp politique qui, pendant plus de trente ans, a démantelé la reproduction de la force de travail à tous les niveaux de la société américaine, a fait l'objet d'un autre débat. Nous nous intéresserons plutôt aux prétentions radicales des multiculturalistes, eux-mêmes, ou à toute définition essentiellement culturelle des êtres humains en société. A partir de ce champ d'observation, nous développerons une critique des conservateurs eurocentristes et des multiculturalistes, en privilégiant la vision d'une culture *mondiale* émergente.

On peut dire, sans grande exagération, que le débat contemporain sur la culture en est arrivé à un débat sur le statut de la Grèce antique dans l'histoire mondiale. Pour un Allan Bloom et ses pareils, tout ce qui est valable durant les 2 500 dernières années d'histoire correspond, presque littéralement, à une série de notes de bas de page sur Platon et Aristote. Pour les multiculturalistes, piégés par la logique de

la relativité, la Grèce antique ne peut être qu'une culture « également valable » parmi de nombreuses autres. Mais, étant donné son rôle central dans le canon classique occidental, la Grèce antique ne peut se résumer à cela, parce qu'elle est aussi la véritable source du phallogocentrisme.

Cependant, quand on précise davantage les termes de ce débat, les multiculturalistes prétendent hostiles à l'eurocentrisme se révèlent, de manière véritablement stupéfiante, fournir, à leur insu, une remarquable version eurocentriste de ce qu'est réellement la tradition occidentale.

Les sources théoriques fondamentales du multiculturalisme d'aujourd'hui sont deux hommes européens, tout à fait blancs — et bien morts : Frédéric Nietzsche et Martin Heidegger. Pour les non-initiés, la continuité entre ces philosophes et les déclarations révolutionnaires d'aujourd'hui en faveur du rap peut sembler étrange. Elles sont pourtant très révélatrices. Même si Nietzsche et Heidegger doivent finalement être rejetés (et ils doivent l'être), on ne les vulgarise pas sans risque. Nietzsche a écrit dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Quant à Heidegger, son travail le plus important a été rédigé dans le second quart du XX<sup>e</sup> siècle. Ces deux auteurs ne pouvaient guère imaginer la *fin de siècle* à laquelle leurs noms sont associés, au même titre que des groupes comme 2 Live Crew, Los Lobos et les Sex Pistols. Ces deux hommes étaient hantés par la vision d'un monde, d'une écrasante uniformité, qu'ils voyaient prendre forme autour d'eux, et dont le mouvement ouvrier socialiste au XIX<sup>e</sup> siècle représentait, à leurs yeux, le point culminant. Pour eux, le processus niveleur trouvait son origine dans la plus lointaine tradition culturelle occidentale, celle de la Grèce antique et des philosophes présocratiques avant tout. Ce qu'on appelle aujourd'hui « la différence » avec une insistance clairement populiste correspond, ironiquement, à une idée que Nietzsche formula le premier. Au nom d'une conception aristocratique de l'évolution de l'humanité, ce philosophe s'opposa à l'idée que l'histoire puisse aboutir à un « système clos » où triompheraient l'égalitarisme, le libéralisme, la démocratie, la science, la technologie ou le socialisme. A ses yeux, ces phénomènes représentaient les multiples manifestations de la « moralité d'esclave », de la tendance égalisatrice jusqu'à la similitude que le « faible » cherche à imposer au « fort ». Qu'une centaine d'années plus tard, une femme noire, homosexuelle, appartenant au sous-prolétariat, puisse utiliser cette idée pour revendiquer sa « différence » radicale ne pouvait, de toute évidence, venir à l'esprit de Nietzsche. Ce philosophe aspirait plutôt à l'émergence d'une nouvelle élite d'esthètes dispensateurs de lois qu'il appelait des surhommes. Ceux-ci auraient la force et le courage de façonner la réalité, tels de grands artistes, sans avoir à invoquer des vérités universelles débiliterantes. La pensée de Nietzsche a souvent (et à tort) été considérée comme une source importante du fascisme alors qu'elle n'en était qu'une source mineure. La solution spécifique de Nietzsche intéresse bien moins ses partisans contemporains que son diagnostic. Selon Nietzsche, tout individu peut, en tant que « volonté de puissance » esthétisante, façonner un monde sans référence aux lois universelles dépassant l'individu, et sans limites, à part celles qu'imposent les autres volontés de puissance. Cette idée est la source directe de la « microphysique du pouvoir » de Michel Foucault. Elle préfigure incontestablement une part de la réalité contemporaine d'un Donald Trump ou d'un Ivan Boesky, exactement comme elle présage la réalité d'un théoricien postmoderne de la littérature postulant pour être titularisé dans une des universités de l'Ivy League (2).

Nietzsche et Heidegger voyaient l'origine de l'uniformité et du nivellement planétaires dans la conception très occidentale de la raison et ses aspirations universelles. Comme leurs successeurs postmodernes, ils ne se sont pas souciés d'analyser les conditions matérielles, les modes de production, etc. Ils ont cru qu'en attaquant le problème au niveau philosophique, ils l'atteindraient au cœur. Bien que le socialisme marquât l'apogée de la tendance qu'ils dénonçaient, Nietzsche ne connaissait presque rien de Marx ou du marxisme. (Il a, néanmoins, brillamment percé le caractère bourgeois des sociaux-démocrates allemands, bien avant la plupart des marxistes.) Heidegger connaissait mieux Marx — grâce à son élève, Herbert Marcuse, surtout — mais, il a rarement traité de Marx directement dans son œuvre.

Pour tous deux, Hegel prônait une forme de rationalité historique qui devait aboutir au socialisme. La « déconstruction », ce mot contemporain à la mode, synthétise leur tentative d'en finir avec cette rationalité dialectique, et ce qu'ils attaquaient chez Hegel était attribué, de façon subliminale, à Marx. (L'assertion réitérée selon laquelle le marxisme et les théories de la déconstruction seraient compatibles, revient à dire que le marxisme et les théories économiques monétaristes seraient compatibles.) Ils s'attaquent à une rationalité par laquelle toute « altérité » ou différence se trouvera, tôt ou tard, pensée dans le cadre d'une synthèse plus haute ou dans son dépassement. Une telle dialectique représentait pour Nietzsche (comme pour Hegel), la dialectique du maître et de l'esclave, mais contrairement à Hegel, une dialectique qui se nourrit du ressentiment de l'esclave, une moralité d'esclave. Nietzsche critiquait la

dialectique car il défendait « la différence » du maître aristocratique, de l'esthète promulgateur de lois, qu'il appelait le Surhomme.

(Cela étant dit, il est important de souligner que, au sein d'idéologies creuses qui prétendent d'inclure toutes les « différences », il *existe* de faux universels dissimulant les intérêts spécifiques d'élites fondées sur la classe, la race ou le genre. L'erreur des théoriciens postmodernes de la différence, cependant, est de conclure que, puisque ces faux universels existent, aucun autre universel d'aucune sorte ne *peut* exister. Pour Nietzsche, les valeurs universelles (ou ce que les postmodernes appellent les « discours de maître ») ont été inventées par le faible pour régner sur le fort; pour les postmodernes qui ont découvert Nietzsche à travers Foucault, ces valeurs, y compris le marxisme, sont des « discours de pouvoir » sur les sans-pouvoir. Si le Parti communiste français, ou le stalinisme en général, invoque le marxisme pour justifier la bureaucratie totalitaire, la logique veut qu'alors tout marxisme conduise nécessairement à la bureaucratie totalitaire. Si Ronald Reagan parle de moralité, toute moralité doit être semblable à celle de Ronald Reagan, et ainsi de suite.)

Heidegger porte la critique de la dialectique beaucoup plus loin. On ne retracera pas ici toutes les étapes de son évolution complexe. Tout en étant profondément influencé par Nietzsche, Heidegger voyait l'évolution de Nietzsche et la sienne propre (dans sa première période qui est résumée en 1927 dans *L'Être et le Temps*) comme l'aboutissement de la véritable tradition qu'il se proposait de démolir. La solution nietzschéenne considérait chaque individu, fort ou faible, maître ou esclave comme une « volonté de puissance », et toute perspective formulée par les individus comme une « volonté de puissance », une tentative esthétique de façonner une réalité qui n'a pas de lois en dehors de ces volontés, parce que ces volontés sont tout ce qui existe. Dans *L'Être et le Temps*, le jeune Heidegger reprenait cette notion de volonté de puissance, en la transposant et l'intégrant de manière complexe dans sa conception de l'existence individuelle. Puis l'expérience du nazisme, qu'il percevait au début comme une révolution contre la métaphysique occidentale, l'a persuadé que la « volonté de puissance » annonçait l'inévitable domination planétaire de la technologie (à nouveau, ce système clos de la science et de la technique, cauchemar de Nietzsche et de Heidegger), et que ce mouvement était latent dans le projet philosophique occidental depuis Parménide. (Heidegger devait conclure, plus tard, que les nazis étaient restés captifs du « nihilisme technologique » général de l'Occident.) Dans sa dernière phase, décisive pour Michel Foucault, Heidegger décida que l'histoire de l'Être dans la culture occidentale était l'histoire de cette volonté de puissance, codifiée dans une conception de l'Être en tant que *présence*, pouvant se réduire à une image discrète. Dans l'interprétation heideggérienne, ce qui dans la culture occidentale ne peut se réduire à une telle image n'a pas d'« Être »; mais le niveau ontologique de l'Être, comme Heidegger le conçoit, est précisément ce qui défie une telle réduction. Dans cette critique, le projet planétaire occidental de domination technologique est une excroissance directe de la vision grecque présocratique de l'Être, après Parménide, qui était en réalité un « oubli » de l'Être. Dans la dernière phase de son œuvre, Heidegger ne voit plus qu'une seule solution : attendre l'émergence d'un nouveau sens de l'Être, quelque chose d'aussi fondamentalement nouveau que le sens parméniidien l'était il y a 2500 ans. Tout ce qui ne renverse (c'est-à-dire, ne déconstruit) pas la métaphysique de présence ne peut être qu'une nouvelle étape du « nihilisme technologique » planétaire.

Mais la théorie culturelle postmoderne qui a envahi les universités nord-américaines ces deux dernières décennies, n'est pas venue directement de la philosophie allemande; elle ne s'est pas souciée du diagnostic nietzsché-heideggérien (selon lequel la planète est dominée par la technique), ni de la métaphysique de la présence. Le courant nord-américain ne peut se comprendre sans la façon dont Nietzsche et Heidegger ont été interprétés par les intellectuels parisiens, parce que c'est avant tout en France que ces philosophes ont acquis une crédibilité de gauche. Les deux médiateurs importants les plus importants de la « différence » nietzsché-heideggérienne pour les milieux universitaires postmodernes nord-américains sont Michel Foucault et Jacques Derrida. Dans leur œuvre, « la différence » se trouve radicalement transformée. Ce n'est plus, comme pour Nietzsche, la différence de l'aristocrate radical face au ressentiment de masse, ni comme pour Heidegger, la critique du projet planétaire de domination technique, du « nihilisme technologique », ou le triomphe du Même au cœur de la métaphysique de la présence. En France, « la différence » est devenue avec Foucault, les différences de « désir », et avec Derrida, celle des « autres voix »; d'apparence pseudo-radical en Amérique, elle est devenue le contrepoint idéologique de la pulvérisation du tissu social à l'ère du néolibéralisme high-tech, l'ultime escroquerie intellectuelle.



Les courants de gauche restés hostiles ou sceptiques à l'égard du postmodernisme d'inspiration française ont eu du mal à le combattre à cause de leur propre désarroi à différents niveaux. Les théoriciens du « race / sexe/classe » paraissent assez radicaux, et peu de gens de formation marxiste sont équipés philosophiquement pour combattre la théorie à sa racine (en fait, peu de théoriciens du « race / sexe / classe » savent où sont ces racines). De plus, la plupart des variantes de la tradition marxiste se sont fragilisées elles-mêmes en attaquant les postmodernes, à cause de certaines convictions qu'elles partagent avec eux, découlant de la Révolution française et de la position centrale de la France dans la tradition révolutionnaire. Le cachet international des postmodernes, c'est la *French connection*, et une croyance qui s'effrite maintenant, en la position exemplaire de la France dans l'histoire du capitalisme et du socialisme, leur créent toujours un espace parmi les décombres. C'est pourquoi le récent débat sur la Révolution française, avec la montée de l'école révisionniste conduite par François Furet, doit être compris dans le contexte plus large de l'impact international des postmodernes.

Au début de *Les Mots et les Choses* (1966), le livre qui a consacré Michel Foucault comme une figure majeure en France, se trouve une analyse fascinante de la toile de Velasquez, *Las Meninas* qui, d'une certaine manière, résume l'ensemble du projet foucauldien. Foucault révèle la position centrale du roi dans le jeu global des représentations, qui est le véritable sujet du tableau. Dans l'œuvre initiale de Foucault et, surtout, dans ses études novatrices (mais problématiques) sur la médecine et la folie, son projet consiste à identifier la raison occidentale avec la position avantageuse, de représentation et de pouvoir, du roi ostensiblement omniscient. Ce projet annonce la conception de Foucault selon laquelle tous les discours « représentatifs » du savoir, apparemment universel — y compris le marxisme — dissimulent, en réalité, les discours d'un pouvoir séparé. Pour Foucault, toute tentative d'élaborer un tel « discours » universel et, par là même, toute classe universelle qui essaierait d'unir les différents fragments de la réalité sociale ou les différents groupes opprimés de la société capitaliste (en particulier, celui qui privilégie la classe ouvrière) est, nécessairement, un discours séparé de pouvoir, un jeu de représentation centré sur le « roi » — un discours magistral. Si l'on essaie de sonder la phase française du postmodernisme, il ne faut pas oublier que l'expérience accablante du « marxisme » dans ce pays correspond à l'expérience de l'ultra-stalinien Parti communiste français, auquel Foucault appartient quelque temps, au début des années 1950. Mais, bien plus révélatrice que ces détails biographiques (assez caractéristiques de l'intelligentsia française d'après-guerre) est l'équation foucauldienne de la rationalité avec le principe du roi, la monarchie absolue française des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le renversement de l'Etat (puis son renforcement) par la Révolution française. Pour Foucault et ses disciples, la raison, c'est la raison de l'« âge classique », de l'absolutisme français des Lumières, il n'en existe pas d'autre. Le formalisme esthétisé de la tradition intellectuelle française, dont Foucault est un pur produit, s'enracine profondément dans le catholicisme gallican aristocratique, et trouve sa forme définitive dans le *grand siècle* français, le XVII<sup>e</sup> siècle qui voit l'ascension de Louis XIV, prototype de la monarchie absolue des Lumières. Foucault n'avait plus grand-chose à voir avec la tradition cartésienne de « clarté » de cet Etat-là, mais il est significatif que, pour lui, cette rationalité soit la seule rationalité qui existe. Bien sûr, Foucault savait parfaitement ce qu'il devait à la philosophie allemande, de Kant, via Hegel et Marx, jusqu'à Nietzsche et Heidegger. Mais comme la philosophie française, la philosophie allemande est le produit d'un autre Etat absolu éclairé, la Prusse, qu'il est facile de démasquer comme un autre discours de pouvoir. La tradition anglaise, de même que la révolution anglaise, est restée opaque à Foucault, ainsi qu'à tous les participants du débat postmoderne et, en particulier, ses courants radicaux. Mais l'aveuglement de Foucault est aussi, malheureusement, l'aveuglement de presque toute la tradition marxiste, y compris de Marx pour qui la révolution française a toujours été, de loin, plus importante que la révolution anglaise. En raison de cet aveuglement, l'effondrement de l'étatisme, de la France à la Russie, effondrement dont Foucault est, dans un certain sens, un théoricien majeur, laisse la plus grande partie de la gauche internationale, théoriquement et politiquement désarmée, avec ses propres problèmes face au rôle de l'Etat.

Avant d'approfondir cette assertion, il faut s'intéresser au fonds commun existant entre Foucault et la renaissance néolibérale des années 1970, pour laquelle, à première vue, le philosophe français n'avait aucune prédilection particulière. C'est ce fonds commun qui nous permet de voir en quoi les postmodernes sont les théoriciens pseudo-radicaux qui accompagnent involontairement l'ère Reagan-Tatcher, en ajoutant une touche « radicale » à l'atomisation de la société dans cette nouvelle période.

Comme nous l'avons indiqué, l'idéologie de la « différence » a pris forme avec l'offensive de Nietzsche et de Heidegger contre les aspirations universelles occidentales, contre la raison dialectique,

avant tout, et sa tendance à intégrer « l'Autre » dans un moment du « Même ». En France, à travers Foucault et Derrida, cette « déconstruction » du sujet unitaire de la philosophie occidentale (dont la forme achevée est le sujet historique-mondial de Hegel, souvent traité comme substitut du sujet prolétarien de Marx) nous amène à une vision de la « pluralité des discours », des « voix multiples », comprises comme illusoires par définition, parce qu'elles ne débouchent jamais sur une unité plus haute. Aux États-Unis, ces courants devinrent, finalement, le vernis extraordinairement ésotérique d'une simple reformulation radicale du pluralisme américain. Et leur « radicalisme » se résume à un seul point : ils affirment avec insistance que les peuples de races, d'ethnies et de préférences sexuelles différentes ne partagent, en fait, rien d'important les uns avec les autres. Dans ce point de vue opposé à Marx, la « classe » elle-même devient une différence de plus, elle n'est plus l'élément unificateur dont l'émancipation serait le *sine qua non* de toute émancipation. (A ce propos, on peut rappeler le préambule du syndicat révolutionnaire des IWW, les Wobblies, selon lequel « la classe ouvrière et la classe des employeurs n'ont rien de commun », puisque la classe ouvrière porte en elle le germe d'une unité plus haute.) Pour Hegel et pour Marx, la différence est une contradiction qui annonce une synthèse plus haute; pour les postmodernes, la différence est irréductible, et une synthèse plus haute ne peut représenter qu'un nouveau discours de pouvoir, un nouveau « récit magistral ». La grande ironie est que pour Heidegger, des qualités comme la classe, la race, l'ethnie, et la préférence sexuelle relèvent précisément du domaine de la « métaphysique de la présence », ce sont des images « en dessous » dont la réelle authenticité se révèle être toujours totalement individuelle, et toujours détruite par une telle « manifestation de la présence ». Les théoriciens contemporains de « l'identité » qui se fondent sur ces mêmes catégories collectives, et pour qui l'individualité a peu d'intérêt, ont complètement inversé la source. Mais, c'est de cette manière que les idées émigrent, en particulier vers les États-Unis.

Mais, il y a plus. On a rarement mesuré, aux États-Unis, combien Foucault en France avait anticipé l'avènement médiatique des « nouveaux philosophes » (André Glucksmann, Bernard Henri-Lévy, etc.) en 1977, mais aussi le néolibéralisme, qui s'est propagé sous Giscard d'Estaing pour devenir, ensuite, ce raz de marée international des années 1980, credo ardemment adopté par le gouvernement « socialiste » de Mitterrand. Où est le lien ?

Comme indiqué ci-dessus, en raison de l'impact international de la révolution française (surpassant de loin l'influence de la révolution anglaise), la France a gardé une position centrale dans la mythologie de la gauche marxiste. Si, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la classe ouvrière française était encore représentée par un syndicalisme révolutionnaire énergique et par des courants anarchistes, après la Seconde Guerre mondiale, le parti communiste dominant, le parti socialiste désorienté, et les plus importants syndicats gravitant autour d'eux, étaient massivement étatistes. Cet étatisme nous renvoie à l'étatisme de la principale tradition économique française, le mercantilisme, dont les origines remontent à l'Ancien Régime, avant 1789. Cet étatisme était en tout point semblable aux versions ultérieures du XX<sup>e</sup> siècle que diffusèrent presque partout les idéologies sociales, socialiste, communiste et fasciste, enracinées elles-mêmes dans le mercantilisme des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles de l'Europe continentale. La France ayant participé avec l'Angleterre, la Hollande et les États-Unis, à la première vague de révolutions bourgeoises préindustrielles, on a toujours supposé qu'elle était une société capitaliste de même maturité, et que le nationalisme bureaucratique de la gauche française était la forme dégénérée d'un mouvement qui s'annonçait « au-delà du capitalisme ».

En fait, la France de 1945 était encore une société profondément rurale, 50% de sa population vivait encore à la campagne, employée dans une agriculture de petits producteurs. Ce n'est qu'à partir des années 1970, lorsque la paysannerie française n'a plus représenté que 8% de la population, que l'on a pu généralement constater que l'étatisme de la gauche française, comme l'étatisme de gauche partout, n'était pas l'expression d'une maturité, mais d'une arriération économique. Et que la culture parisienne, qui avait fasciné les intellectuels de gauche dans le monde entier, reflétait davantage l'absence d'un capitalisme ayant atteint sa maturité qu'une prétention à le dépasser.

C'est l'étatisme français, dont l'étatisme de gauche représentait une part importante, qui a contrôlé la rapide transformation industrielle du pays de 1945 à 1975. En conséquence, la France s'aligna sur le modèle pionnier (sur le continent) de l'Allemagne où les producteurs agricoles formaient également moins de 10% de la population. Ainsi, comme pour tous les pays franchissant ce seuil, la bureaucratie d'Etat commençait à représenter un puissant obstacle pour le développement économique ultérieur. D'où le bond en avant, dès le milieu des années 70, d'une vague idéologique, puis programmatique, de décentralisation néolibérale dans laquelle la gauche française découvrit qu'elle n'était pas moins piégée

par l'étatisme que l'avaient été les gaullistes. Le « décentrage » du sujet hégélien de Foucault, visant le marxisme « occidental » des années 50 et 60 et, au-delà, le marxisme en général, acheva idéologiquement ce que Giscard et Mitterrand à sa suite achevèrent pratiquement : le démantèlement de la tradition française mercantiliste de développement.

En popularisant habilement Foucault dans leurs petits livres habiles et autres événements médiatiques, les « nouveaux philosophes » ont établi le lien final. Les figures marquantes de ce développement sont André Glucksmann et Bernard Henri-Lévy qui, dans la France post-1968, étaient tous deux des ultra-staliniens, militants du mouvement maoïste. La publication en français de *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsine, en 1974, fut le moment de vérité pour le « marxisme » qu'ils affichaient ostensiblement jusque-là. Après avoir glorifié, pendant une décennie, l'Etat éléphantique le plus totalitaire de l'histoire moderne, la Chine de Mao, les « nouveaux philosophes » se rendirent célèbres en déclarant, dans un nouveau climat d'écoute néolibérale, que tous les marxistes, y compris ceux qui combattaient le stalinisme depuis cinquante ans, étaient nécessairement totalitaires, aussi. Ils ont repris chez Foucault la notion de « maîtres à penser », désignant la philosophie de type hégélienne ou marxiste qui essaie d'unifier des réalités fragmentaires dans une synthèse universelle, plus élevée — ou le prétend. La suspicion à l'égard des « maîtres à penser » universalisateurs a sévi au sein de l'Université américaine pendant une décennie, s'avérant cruellement parallèle à l'idéologie reaganienne prônant le démantèlement de l'Etat fédéral et la décentralisation, pendant que la gestion de la pauvreté et de l'austérité étaient confiées aux Etats et aux villes.

Le postmodernisme contemporain reste néanmoins enraciné dans la problématique originale de Nietzsche et de Heidegger, la défense de la différence. Par là même, il conserve la vision nietzscho-heideggérienne de la pensée occidentale : celle-ci est, paradoxalement, eurocentriste parce qu'indissociable de la vision eurocentriste de l'histoire qui a structuré ce projet philosophique. Car Nietzsche et Heidegger étaient les purs produits de ce que nous appellerons, pour le moment, l'« idylle grecque » de la philosophie allemande. Les postmodernes ont donc été piégés par leur présentation et leur « déconstruction » d'une version curieusement « occidentale » de la « tradition » occidentale, qui a occulté un moment fondamental et non occidental de l'histoire : la contribution de l'Egypte ancienne et son élaboration ultérieure, à Alexandrie, et dans l'Islam.

Comme le font apparaître de récentes et sérieuses approches de l'eurocentrisme contemporain, celles de Samir Amin et de Martin Bernal en particulier, l'un des crimes de l'ethnocentrisme occidental depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle est d'avoir réécrit son histoire en excluant la Méditerranée orientale et le monde musulman. Cette réécriture ne concerne pas seulement l'histoire du monde à partir des conquêtes musulmanes du VII<sup>e</sup> siècle, mais commence bien avant : depuis la période précédant l'émergence de l'ancien Israël et de la Grèce antique, et elle occulte l'importance historique de la civilisation de l'Egypte ancienne. En dépit de certaines faiblesses, les trois volumes de *L'Athènes Noire* de Martin Bernal ont le mérite d'avoir clairement affirmé l'importance de l'Egypte ancienne dans la formation de la tradition occidentale.

Le fait que l'Egypte ancienne ait disparu de l'horizon originel de la culture occidentale est un phénomène relativement récent dans l'histoire, vieux d'à peine deux siècles. Comme Martin Bernal et d'autres l'ont fait remarquer, les anciens Grecs considéraient l'Egypte (dont la civilisation précède la leur de plus de deux millénaires) comme une source majeure de leur monde. A l'autre pôle des origines occidentales, l'ancien Israël, le séjour en Egypte, et l'exode depuis la terre des pharaons marquent un moment fondamental de la culture. Les provinces égyptiennes de l'empire romain, avec Alexandrie pour centre, sont à l'origine du dernier mouvement philosophique important de l'Antiquité, le néoplatonisme, dont la dialectique hégélienne et marxiste découle directement. Le néoplatonisme alexandrin joua, plus tard, le rôle d'un levain international dans lequel toutes sortes de philosophies proche-orientales et de religions ésotériques, comme le bouddhisme, se mêlant aux vestiges moribonds du classicisme gréco-romain, marquèrent de manière décisive les débuts de l'ère chrétienne. C'est cet héritage alexandrin que les conquêtes musulmanes du VII<sup>e</sup> siècle se sont approprié, le perfectionnant au XI<sup>e</sup> siècle, durant la période d'apogée de la civilisation arabopersique, où il s'associe à la splendeur des villes de Bagdad, de Damas et de Cordoue. A la même époque, les chevaliers de la cour de Charlemagne s'efforçaient vaillamment d'apprendre à écrire leurs noms. Les travaux d'Avicenne, d'Averroès, d'al-Ghazali, et d'al-Farabi ne furent traduits en latin qu'au XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. A cette époque, l'héritage culturel de l'Antiquité, entièrement renouvelé par ses phases alexandrine et musulmane, pénétra dans un « Occident », alors très démuné. (Les multiculturalistes ont oublié de nous informer que la civilisation

musulmane « d'Orient » revendique également ses sources juives et grecques, et que, par conséquent, ces héritages « logocentristes » ne sont pas les sources du seul « Occident » ; ils ne nous ont jamais dit non plus que l'Islam a diffusé l'étude de Platon et d'Aristote, du Maroc à la Malaisie.)

Dans l'Italie du XV<sup>e</sup> siècle, où ces racines arabo-persiques contribuèrent fortement à la Renaissance, les écrits d'un certain Hermès Trismégiste rendaient hommage à l'Égypte ancienne, dernière source de sagesse néoplatonicienne, mais sous une forme plus mystifiée que celle des Grecs anciens. Finalement, pendant l'absolutisme des Lumières des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, « la sagesse égyptienne » de source alexandrine se mêlait étroitement aux idéologies des sociétés secrètes et des sectes de la bourgeoisie radicale, comme les Rose-Croix et les francs-maçons, qui jouèrent un rôle important durant la Révolution française. (N'oublions pas qu'avant le décryptage des hiéroglyphes égyptiens, en 1822, l'égyptophilie occidentale était essentiellement spéculative et fantaisiste. Ce qui est important pour cette discussion, c'est de souligner la continuité du mythe égyptien, quelle que soit la réalité, et le fait que la tradition « occidentale » n'avait pas de difficulté à le reconnaître.)

Pour les eurocentristes contemporains, quelles sont les figures majeures du « canon occidental » entre le XII<sup>e</sup> siècle et le début du XIX<sup>e</sup> siècle ? Sans pouvoir citer tous les courants philosophiques et littéraires de cette période, on peut dire que ce canon occidental va des troubadours français jusqu'à Dante, en passant par les néoplatoniciens florentins Pico et Ficino, Rabelais, Shakespeare, Cervantès, Spencer, Milton, Leibnitz, Spinoza, Goethe et Hegel. Or, paradoxalement, tous ces auteurs ont été profondément influencés par la « sagesse égyptienne » ou l'héritage « alexandrin », sous sa forme néoplatonicienne, hermétique, ou juive mystique (kabbalistique) — influence plus ou moins reconnue. Les eurocentristes auraient bien du mal à citer une figure majeure ayant vécu avant les Lumières qui *n'aurait pas* été influencée par de tels courants. Après 1800, ces mêmes traditions circulaient encore dans les bagages du romantisme et, plus tard, de l'avant-garde bohème où elles restèrent vigoureuses au moins jusqu'au surréalisme. Cependant, malgré la tendance croissante des hellénophiles occidentaux du XIX<sup>e</sup> siècle à considérer la Grèce antique comme un phénomène *sui generis*, hermétiquement fermé à toute influence sémite ou africaine (égyptienne), des créateurs de l'envergure de Melville, d'Hawthorne et de Poe (pour ne citer que les exemples américains) gardent encore les traces des « renaissances égyptiennes » successives.

Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, un changement idéologique éclipsa peu à peu la tradition « égyptienne » : l'idylle anglo-allemande avec la Grèce antique atteignit son apothéose, en Allemagne, après 1760. Les causes en sont complexes, et ne peuvent être traitées ici. L'intrusion anglo-française en Méditerranée orientale, après 1798, marqua le début de la « question d'Orient » — le conflit pour la dépouille de l'Empire ottoman à l'agonie. Cette question majeure de politique étrangère pour l'Europe, avant 1918, influença incontestablement le désir occidental d'élaborer une nouvelle vision de l'histoire, expurgée de l'héritage millénaire du Proche-Orient, dans laquelle l'Athènes antique aurait émergé seule, quasiment sans lien avec son environnement historique. Martin Bernal a certainement raison de voir un nouvel antisémitisme et un nouveau racisme à l'œuvre dans cette transformation. Il y a cependant beaucoup d'autres facteurs. Avec l'absolutisme des Lumières, la tradition « égyptienne » vivait sa dernière phase dans la culture dominante européenne qui allait être détruite ou entièrement réformée pendant la Révolution française et les guerres napoléoniennes. Le renversement de l'Etat absolu des Lumières permit à la rationalité laïque de se détacher de l'ancienne mystique « égyptienne ».

De fait, les nouvelles visions militantes influencées par les Lumières après la Révolution française n'avaient pas besoin de l'obscurantisme apparent du rituel franc-maçon, et avaient toutes les raisons de s'en passer. Ce « décrochage » de la rationalité des Lumières de son cadre institutionnel pré-révolutionnaire poussa la tradition « égyptienne » dans les marges, romantique et bohème, de la nouvelle société bourgeoise ascendante.

La nouvelle idylle anglo-allemande, et surtout allemande, avec la Grèce antique affirmait, dès le départ, sa rupture avec les visions précédentes de l'Antiquité gréco-romaine, telles qu'elles s'étaient imposées après la Renaissance. La résurrection de l'Antiquité, au XV<sup>e</sup> siècle, était avant tout une renaissance de la culture civique romaine ; les modèles historiques et littéraires de l'Italie du XV<sup>e</sup> siècle reflétaient, avant tout, les modèles de la vertu civique romaine et de la rhétorique civile. Comme on l'a précisé plus haut, la renaissance philosophique de Platon avait été filtrée par les sources arabes et byzantines avant d'apparaître en Europe, voilée du mystère d'une religion égyptienne; on découvrit, seulement plus tard que cet emballage n'avait rien à voir avec l'Égypte ancienne. Lorsque l'Etat absolu des Lumières, façonné dans la France de Louis XIV, étendit son hégémonie culturelle de Paris à Saint

Petersbourg, via Saint-Domingue et Rio de Janeiro, le ton décisif de cette culture était toujours latin. L'héritage romain de la Grèce antique, avant le XVIII<sup>e</sup> siècle (quand l'usage du latin était de loin beaucoup plus répandu que le grec), était toujours travesti par cet habillage romain: on se souvenait de l'empire, de l'Etat, de la loi, des vertus civiques des citoyens, mais pas de la dimension communautaire de la *polis* Athénienne, de la cité-Etat grecque. C'est à l'Allemagne désunie, fragmentée, où l'unification nationale restait un rêve lointain, qu'il appartenait de mener la révolte culturelle contre l'usage impérial classique de la civilisation romano-latino-française de l'absolutisme des Lumières.

Cette révolte, et l'idylle grecque à laquelle elle donna naissance, reste associée à des figures comme Herder, Winckelmann, Goethe puis, plus tard, Hölderlin et Hegel; on ne peut pas l'expliquer seulement par le racisme et l'impérialisme, mais c'est l'hellénophilie allemande qui a enterré la tradition « égyptienne » et l'a occultée de la mémoire historique des origines occidentales. Un phénomène semblable s'est produit en Angleterre: les romantiques anglais ont pris parti pour la guerre d'indépendance grecque en 1823 (et se sont, une fois de plus mêlés de la « question d'Orient »). Mais des intellectuels comme Keats, Shelley et Byron n'ont pas exercé l'influence culturelle internationale des hellénophiles allemands, qui furent, entre autres choses, les précurseurs directs d'un autre hellénophile, Karl Marx.

Il fallait que l'Egypte ancienne, ou le mythe de l'ancienne Egypte, disparaisse de l'horizon originel de la culture occidentale — où elle garda de l'influence jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle — pour que s'élabore une vision « moderniste » de l'histoire occidentale, que la grande majorité de la gauche occidentale a malheureusement acceptée sans contestation, jusqu'à ces derniers temps. Cette vision, qui prédisposa la gauche à flatter le postmodernisme, suivait le tracé d'une histoire occidentale particulière, allant d'Athènes à la Renaissance florentine, à Londres et au Paris des Lumières, pour aboutir à la culture raffinée de la bourgeoisie occidentale qui s'achève avec la mort de Beethoven, de Goethe, et de Hegel, autour de 1830. Cette histoire a été écrite l'oeil rivé sur le progrès d'un certain type de rationalité classique, reconnaissant à peine les prophètes hébreux comme des précurseurs lointains de cette rationalité (pour leur rôle de démystificateurs). Cette conception de l'histoire occidentale est profondément marquée par la tradition française des Lumières et par la Révolution française dont le point de vue hyper-rationaliste critiquait fortement la religion. A ses yeux il ne s'est donc pas passé grand-chose en deux millénaires, du Socrate d'Athènes à la Florence des Médicis. Selon cette vision de l'histoire, les moments alexandrin et musulman esquissés plus haut n'existaient pas, en raison de leur dimension religieuse, et pour beaucoup d'autres raisons, sauf éventuellement comme transmetteurs, mais certainement pas comme forces créatrices. Tel fut le legs de l'idylle anglo-allemande avec la Grèce antique, la vision du monde selon laquelle le Proche-Orient tomba dans les marges de l'histoire occidentale, avant, pendant et après l'Antiquité gréco-romaine. La disparition de l'Egypte ancienne, devenue inséparable de la disparition d'Alexandrie et de l'Islam, permit d'isoler totalement l'Athènes antique de son environnement de Méditerranée orientale, avant et après son âge d'or.

Tel est le véritable point de vue eurocentriste. Et de tout ceci que nous ont raconté les multiculturalistes postmodernes pseudo-radicaux ? Précisément, rien ! Et pourquoi ? Parce que, à travers Nietzsche et Heidegger, Foucault et Derrida, *ils* ont gobé toute la version hellénophile, n'y changeant que quelques signes plus ou moins. Ils ignorent les sources arabo-persiques de la Renaissance, par conséquent ils occultent les médiations alexandrine et musulmane, et le développement subséquent de l'héritage grec. En plus, ils sont d'accord avec les eurocentristes sur un point, la culture « occidentale », à l'instar de toutes les « cultures », serait un phénomène autonome. Nous ont-ils informé que la poésie provençale, qui donna naissance à la littérature moderne occidentale, avait beaucoup emprunté à la poésie arabe, et en particulier à la poésie mystique érotique de l'Espagne musulmane ? Nous ont-ils dit que Dante était imprégné de l'oeuvre du soufi andalou Ibn Arabi ? Que certains des plus grands écrivains espagnols du *siglo de oro* (le XVI<sup>e</sup> siècle), comme saint Jean de la Croix et Cervantès, s'inspiraient fortement des sources musulmane et juive ? Nous ont-ils parlé des hérétiques franciscains qui, dans le Mexique du XVI<sup>e</sup> siècle, essayèrent de construire avec les Indiens une utopie communiste chrétienne défiant un catholicisme européen désespérément corrompu ? Nous ont-ils dit que la croyance de la civilisation occidentale en ses sources égyptiennes s'est maintenue, des anciens Grecs, via l'académie florentine, jusqu'aux francs-maçons du XVIII<sup>e</sup> siècle ? Ils se sont tus parce que cette fertilisation synchrétique des cultures va à l'encontre de leur conception relativiste selon laquelle les cultures se confrontent les unes les autres, comme autant de « textes » hermétiquement étanches, s'altérant invariablement. Tant « d'hommes blancs européens, morts » s'avèrent être fortement

redevables aux hommes (et dans le cas de la poésie arabe, aux femmes) de couleur qui les ont précédés ! Les post-modernes sont tellement occupés à dénoncer le « canon occidental » comme une litanie raciste, sexiste et impérialiste, qu'à l'instar des eurocentristes déclarés, ils sont incapables de remarquer que quelques grands ouvrages du canon occidental sont enracinés dans les mêmes cultures qu'ils sont censés avoir « effacés ».

Le livre d'Edward Said, *Orientalisme*, a pratiquement créé un nouveau genre littéraire : l'essai multiculturaliste. Selon Said, les perceptions occidentales du monde de la Méditerranée orientale seraient un discours de pouvoir falsificateur, surtout après la rivalité grandissante des impérialismes modernes (appelée « question d'Orient »), et, essentiellement, elles ne pourraient être autre chose. (Ses propos sur Dante, par exemple, ne mentionnent pas Ibn Arabi.) Mais Said ne nous dit absolument rien du « discours » occidental sur l'Orient quand l'équilibre des forces était exactement l'inverse, entre le VIII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècles, lorsque la civilisation musulmane dominait culturellement et militairement l'Occident. « Si les Esquimaux devenaient soudain les artistes et savants les plus brillants du monde, si les usines du Groenland mettaient celles du Japon à la casse, si des envahisseurs du Grand Nord venaient conquérir les Etats-Unis et l'Union soviétique, nous serions à peine plus surpris que le furent les musulmans, il y a deux cent ans, lorsqu'ils tombèrent brusquement sous le contrôle de l'Europe occidentale», écrit Daniel Pipes dans *In the Path of God*.

Des siècles d'hégémonie arabe puis ottomane en Méditerranée, exerçant une menace militaire réelle au cœur du continent européen, jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, ont aveuglé les musulmans qui, des centaines d'années après avoir perdu leur réel ascendant, ne voyaient toujours pas dans le Nord la nouvelle puissance mondiale.

Said n'écrit pas sur « l'occidentalisme », bien sûr, il ne relate pas non plus un « discours » musulman sur l'Occident, on ne peut donc lui reprocher d'omettre des exemples comme cette affirmation de l'Arabe Ibn Sa'id décrivant les Francs, au milieu du XI<sup>e</sup> siècle: « Ils ressemblent à des animaux plus qu'à des hommes... L'air froid et les ciels brumeux (leur donnent) un tempérament glacé et des humeurs cruelles; ils sont grands, ont le teint pâle et les cheveux trop longs. Ils manquent de finesse d'esprit et de perspicacité, ils sont dominés par l'ignorance et la stupidité, et vivent couramment sans projet. » (Daniel Pipes, *In the Path of God*.)

Il ne s'agit pas de multiplier les citations attestant ce point banal, le monde musulman, à son apogée, était aussi ethnocentriste que les Européens l'étaient au leur; il s'agit plutôt de démontrer que, dans la période d'hégémonie mondiale de l'Islam, les musulmans pensaient que les habitants de l'Occident chrétien étaient des barbares habitant un trou perdu, et qu'ils s'y intéressaient aussi peu que l'élite culturelle romaine du II<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne s'intéressait aux habitants peints en bleu de l'Angleterre.

Mais nous pouvons reprocher à Said de ne pas nous parler davantage de « l'orientalisme » de l'Occident, entre le VIII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècles, lorsque la supériorité culturelle du monde musulman sur l'Europe était un fait, et une réalité admise. Il ne cite pas l'archevêque de Saragosse déplorant, au IX<sup>e</sup> siècle, la décadence de la jeunesse chrétienne et son attirance pour la brillante culture arabe du sud de l'Espagne, que l'Europe entière contemplait: « Ils sont incapables d'écrire une phrase correcte en latin, mais, surpassent les musulmans dans la connaissance des points les plus subtils de la grammaire et de la rhétorique arabe. Ils délaissent les saintes Ecritures des pères de l'Eglise, mais s'empressent de lire et de traduire le dernier manuscrit venant de Cordoue. »

Said et les autres analystes du « discours » occidental ne discutent pas souvent de ces réalités, parce qu'elles contredisent l'une de leurs thèses les plus sacro-saintes, tant explicite qu'implicite, affirmant la totale relativité des cultures. C'est à contrecœur qu'ils admettent qu'à certains moments de l'histoire mondiale, certaines cultures sont plus dynamiques, en fait supérieures aux autres, et que la culture arabe de l'Espagne musulmane dominait la culture de Saragosse ou de Paris, au XI<sup>e</sup> siècle. Reconnaître cela les amènerait, inévitablement, à reconnaître l'inacceptable, l'idée non relativiste qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, la situation s'est inversée et qu'un moment décisif pour l'influence et la supériorité historique dans le monde passait à l'Ouest. Un simple regard sur les flux des traductions permet d'apprécier le changement, tel qu'il fut vécu des deux côtés. Entre le XI<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècles, des milliers d'ouvrages philosophiques, scientifiques, de mathématiques et de poésie arabes ont été traduits en latin, et lus avec avidité dans toute l'Europe, alors qu'à peu près rien n'était traduit dans l'autre sens. A partir de l'invasion française en Egypte, en 1798 (événement qui fit réaliser au monde musulman la nouvelle

situation mondiale, longtemps après que l'Occident eut posé les fondations de son hégémonie), on commença à traduire de nombreux textes français en arabe, et cela continua pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle.

Donald Lach commence son livre, *L'Asie dans la formation de l'Europe*, par la constatation suivante: « On a souvent reconnu que la poudre à canon, l'imprimerie et la boussole avaient été indispensables à la progression de l'Europe. On reconnaît moins souvent qu'aucune de ces inventions n'était européenne. »

Cette réalité n'est admise ni par les eurocentristes, ni par les relativistes du multiculturalisme contemporain. Une fois encore, pour le faire, il leur faudrait reconnaître un processus historique mondial plus vaste que chaque culture prise séparément, et reconnaître à l'histoire mondiale un dynamisme dans lequel *progrès* et *synchrétisme* interculturel sont des réalités.

S'intéresser sérieusement à l'histoire mondiale, avant l'essor occidental, signifie également miner un autre dogme favori du relativisme multiculturaliste, selon lequel l'hégémonie globale de la culture occidentale, dans l'histoire moderne, repose exclusivement sur la force militaire. Pour Edward Said, le discours orientaliste est, avant tout, le discours d'un tel « pouvoir ». Mais l'histoire nous a maintes fois enseigné que la conquête culturelle des vainqueurs succède invariablement à la conquête militaire des vaincus, et que l'hégémonie culturelle évolue souvent dans un sens *opposé* à la supériorité militaire. Les multiples invasions turques et mongoles en Chine et au Moyen-Orient, jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle, si dévastatrices pour les civilisations chinoise et musulmane (et cause non négligeable de leur vulnérabilité ultérieure par rapport à l'Occident), aboutirent, en deux générations seulement, à l'intégration des Mongols et des Turcs dans les cultures qu'ils ont traversées. Les invasions de l'Espagne musulmane par les Almoravides et les Almohades d'Afrique du Nord, au XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècles, aboutirent de manière semblable : les envahisseurs furent absorbés par la culture urbaine sophistiquée qu'ils avaient conquise; en fait, le grand historien arabe Ibn Khaldun a construit toute sa théorie de l'histoire universelle sur ce cycle de la conquête nomade et de son absorption ultérieure par les conquérants.

La convergence, plutôt singulière, de la suprématie militaire et de l'hégémonie culturelle de l'Occident, entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles, constitue une « différence » au regard de l'histoire mondiale dont les multiculturalistes auraient dû nous parler davantage. Pour le faire, il ne leur a manqué, comme à leurs associés, les eurocentristes, que la notion d'histoire mondiale et de solides connaissances dans ce domaine.

De même, un regard sur l'histoire mondiale, dans le contexte actuel, aurait dû inciter les multiculturalistes à considérer la suprématie économique et technologique actuelle du Japon, et leur poser quelques problèmes pour attaquer l'idéologie des « hommes blancs européens morts » érigée en idéologie dominante de notre temps. Le fait que l'Asie représente, de manière indiscutable, la zone capitaliste la plus dynamique du monde au cours de ces trois dernières décennies ne les trouble nullement, si ce n'est qu'entre autres choses, ils sont profondément gênés par les questions économiques et techniques qui ne peuvent être reliées à la différence culturelle. A défaut d'être explicite, l'ordre du jour implicite des multiculturalistes est de nous présenter les valeurs associées à l'accumulation capitaliste intensive comme un phénomène de « l'homme blanc », de telle sorte que les « non-Blancs », les Japonais ou les Coréens, par exemple, qui incarnent aujourd'hui ces valeurs avec plus de ferveur que la plupart des « Blancs » auraient, quelque part, perdu leur différence et, par là même, tout intérêt. Les cadres et les équipes de recherche-développement des firmes asiatiques qui matraquent quotidiennement les industries américaine et européenne avec leurs produits innovants seraient certainement surpris d'apprendre que leurs valeurs sont « blanches ». (L'association des qualités culturelles avec la couleur de peau est ce qu'on appelle communément le... racisme.)

Les multiculturalistes commentent dans le détail les luttes des femmes andines ou érythréennes contre l'impérialisme et l'oppression sexiste, mais passent sous silence les nombreux vagues de grèves des travailleurs coréens marquant le mouvement social le plus important de la dernière décennie. En quelque sorte, dès qu'un pays du tiers monde s'industrialise, il cesse d'être « différent ».

Pour conclure, il est nécessaire de s'intéresser aux « conditions matérielles » qui ont permis au multiculturalisme postmoderne de tenir le devant de la scène. Il est à peine exagéré de dire, comme on l'a précisé plus haut, qu'il est un effet de l'effondrement du modèle d'accumulation capitaliste occidental fondé sur la chaîne de montage, dont l'automobile représentait, pour la production et la consommation, le symbole *par excellence*. La vision de la « modernité » que nous avons analysée ici avait pour téléologie, implicite ou explicite, la transformation de la planète en un monde sur une production de masse assumée par des centaines de millions d'ouvriers, et cette transformation, la France

initiatrice de cette théorie de la modernité l'a connue, comme quelques autres pays, après 1945. La fin de ce modèle d'accumulation dans la crise économique mondiale post-1973, a dissous l'illusion selon laquelle toutes sortes d'archaïsmes allaient disparaître. Il ne s'agit pas de présenter une analyse strictement économique des tendances idéologiques de l'identité multiculturelle, ni d'insinuer qu'il y avait quelque chose de fondamentalement sain dans le modèle d'accumulation de 1945 à 1973, ni de suggérer qu'une nouvelle expansion fondée sur un nouveau modèle d'accumulation aurait restauré les vieilles notions de la modernité et de la rationalité qui étaient partagées, au fond, par le capitalisme occidental, le bloc de l'Est, et les régimes du tiers monde qui prétendaient avoir le développement le plus rapide.

1. Le mot *radical* en anglais désigne un milieu correspondant en France à des groupes comme ATTAC, SOS Racisme, les restes du mouvement féministe, etc. L'extrême gauche américaine ne se considère pas comme partie prenante de ce courant idéologique même si elle en partage parfois les conceptions. (N.d.T.)

2. Phalologocentrisme : « Nom donné par certaines critiques au déploiement de la philosophie occidentale basée sur le logos (à la fois comme discours et comme logique de raisonnement) de l'homme mâle blanc. Ce terme a été utilisé et développé par certaines critiques féministes. » Définition extraite du livre de Philippe Coutant, *Nouveau millénaire, défis libertaires*, consultable sur le site [libertaire.free.fr/sommaire.html](http://libertaire.free.fr/sommaire.html). (N.d.T.)

3. Ivy League : groupe rassemblant huit universités du nord-est des États-Unis parmi les plus prestigieuses et les plus élitistes, dont Harvard, Yale, Columbia, Dartmouth, Princeton, etc. (N.d.T.)



## La Pensée anarchiste

Victor Serge

(Cet article a été publié en janvier 1938 dans la revue *Crapouillot*. et se trouve curieusement, en français, sur un site d'extrême gauche britannique *What Next?* )

### Les origines: La révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle

La plus profonde révolution des temps modernes, accomplie en Europe dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, passe à peu près inaperçue des historiens. La révolution française lui a déblayé les voies, les bouleversements politiques qui s'échelonnent dans le monde entre 1800 et 1850 contribuent, pour la plupart, à la hâter. Le sens du développement historique de cette époque est nettement discernable: un nouveau mode de production s'établit, pourvu d'une nouvelle technique. La révolution industrielle débute à vrai dire sous le Premier Empire, avec les premières machines à vapeur. La locomotive est de 1830. Déjà les métiers à tisser, apparus tout au début du siècle, ont formé, dans des centres comme Lyon, un prolétariat industriel. En quelques dizaines d'années, la bourgeoisie, armée du machinisme, transforme, souvent au sens littéral du mot, la surface du globe. Les usines s'ajoutent aux fabriques et aux manufactures, changeant la physionomie des villes, leur procurant parfois une croissance sans précédent. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur modifient les notions mêmes de temps et d'étendue demeurées stables depuis l'Antiquité. On voit se dégager, avec une brutale netteté, les contours des nouvelles classes sociales et d'âpres luttes s'engager entre elles. Le «vivre en travaillant ou mourir en combattant» des canuts lyonnais signifie au monde l'apparition du Quatrième État, né dans le désespoir. Moins de vingt ans plus tard, deux jeunes penseurs, à peine connus de quelques cercles de révolutionnaires, affirmeront, comme naguère Sieyès pour la bourgeoisie, que, n'étant rien, le prolétariat doit être tout: car tel est bien le sens du *Manifeste communiste* que Karl Marx et Engels mettent au point, en 1847, à Paris et Bruxelles, dans de misérables chambres d'hôtels...

L'Europe s'apprête aux tourmentes de 1848. Ce monde, riche en expériences, sourdement et violemment travaillé par les conséquences de la révolution bourgeoise (1789-93-1800...) dans son statut politique, bouleversé par le machinisme et les modifications de structure sociale qu'il accélère, vit sur des conflits d'idées qui font penser à un combat de Titans. L'Allemagne, l'Italie, l'Europe centrale, morcelées en petits États semi-féodaux, ne font que d'entrer dans la voie de l'unité nationale, de sorte que les aspirations sociales s'y compliquent d'idéalisme national jeune-italien, jeune-allemand, jeune-tchèque... La Russie, entrée dans la vie européenne depuis les guerres du Premier Empire qui ont amené Alexandre I<sup>er</sup> et ses cosaques à Paris, demeure une monarchie absolue, fondée sur le servage; l'Angleterre, par contre, où s'achève la révolution industrielle, est une sorte de république couronnée, dans laquelle les bourgeois millionnaires n'ont pas moins de souveraineté que les landlords; les traditions de 1789-93 ne cessent d'animer en France des mouvements qui font de ce pays le véritable laboratoire des révolutions. Il faut tenir compte de la complexité et du dynamisme, d'aspects multiples, de ce temps, pour y voir naître les idées du nôtre.

Karl Marx et Engels, venus d'Allemagne à Paris, cherchent à réaliser la synthèse de la philosophie allemande, de l'expérience révolutionnaire de la France et des progrès industriels de l'Angleterre. Ils jettent ainsi les bases du socialisme scientifique. Ils ont dû, pour y parvenir, réfuter l'affirmation individualiste d'un autre jeune hégélien, qu'ils ont connu à Berlin, Max Stirner, l'auteur de *l'Unique et sa propriété*, c'est-à-dire d'un traité, raisonné à fond, de l'individualisme anarchiste. Personne n'a mieux dressé, de toute sa chétive hauteur, l'homme seul, l'Unique, prenant conscience de lui-même pour résister à toute la machine sociale, que Max Stirner, qui vit et meurt obscurément, dans une campagne de Prusse, en cultivant son champ, seul, incompris même de sa femme. Son œuvre aide, par opposition, Marx et Engels, qui la critiquent dans *L'Idéologie allemande*, à poser le problème de l'homme social. Ils rencontrent à Paris deux autres fondateurs de l'anarchisme, Proudhon et Bakounine. Il se trouve ainsi, et nous n'avons pas à nous en étonner, que les créateurs de toute la pensée révolutionnaire moderne ont mûri dans les mêmes combats, formés par les mêmes attentes, quelquefois contradictoires; se sont coudoyés, compris, estimés, éclairés les uns les autres, avant de se diviser, chacun obéissant à sa loi intérieure – reflet d'autres lois plus générales – pour accomplir sa mission propre.

Dès lors, les idées sont fixées. La doctrine individualiste de Stirner, si elle a peu d'adeptes, ne semble pas, après quatre-vingts ans, susceptible d'être revue ou amendée: elle est définitive, dans l'abstrait. La

doctrine du *Manifeste communiste* demeure aujourd'hui la base du socialisme. La gestation de l'anarchisme sera plus longue, puisqu'il n'atteint à ses formules contemporaines qu'avec Kropotkine, Élisée Reclus et Malatesta, sensiblement plus tard, après 1870 et la fin du bakounisme proprement dit; mais les lignes essentielles en sont données dès la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Comment ne pas voir dans ce fragment d'une lettre de Proudhon à Karl Marx, datée de Lyon le 17 mai 1846, une des premières affirmations de l'esprit libertaire dans la marche au socialisme: «Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir; mais pour Dieu! après avoir démoli tous les dogmatismes *a priori*, ne songeons point, à notre tour, à endoctriner le peuple; ne tombons pas dans la tradition de votre compatriote Martin Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grand renfort d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante. Depuis trois siècles, l'Allemagne n'est occupée que de détruire le replâtrage de M. Luther; ne taillons pas au genre humain une nouvelle besogne par de nouveaux gâchis. J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire un jour toutes les opinions; faisons-nous une bonne et loyale polémique; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion, cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. A cette condition, j'entrerai avec plaisir dans votre association, sinon, non<sup>1</sup>!»

### **Proudhon, Bakounine, Marx**

Le *Qu'est-ce que la propriété?* de Proudhon est de 1840; la *Philosophie de la Misère* de 1846. (Marx y répondra par sa *Misère de la philosophie...*) Esprit juridique, esprit pratique aussi, de petit artisan français, Proudhon définit la propriété par le vol, constate en termes d'une clarté parfaite l'antagonisme des possédants et des salariés exploités, en déduit la nécessité d'une révolution sociale, mais se réfugie aussitôt dans le mutualisme. Marx dira de lui que «le petit-bourgeois est la contradiction vivante» – et Blanqui que «Proudhon n'est socialiste que par l'illégitimité de l'intérêt<sup>2</sup>.» Kropotkine le justifiera en ces termes: «Dans son système mutualiste, que cherchait-il, sinon de rendre le capital moins offensif, malgré le maintien de la propriété individuelle, qu'il détestait au fond de son cœur, mais qu'il croyait nécessaire comme garantie pour l'individu contre l'État<sup>3</sup> ?» «La révolution qui reste à faire, écrit Proudhon, consiste à substituer le régime économique ou industriel au régime gouvernemental, féodal et militaire... Alors le drapeau rouge sera proclamé étendard fédéral du genre humain.» La plupart des arguments qui alimentèrent la polémique entre Marx et Proudhon se retrouvent encore dans l'arsenal actuel des marxistes et des anarchistes. L'aversion des anarchistes pour l'action politique, conçue comme superflue par rapport à l'action économique, seule valable, date de Proudhon. Comme beaucoup de syndicalistes d'aujourd'hui, qui ont commencé par être libertaires et révolutionnaires, avant de s'assagir dans le réformisme, Proudhon, dans le système qu'il préconise, aboutit à un ensemble de réformes destinées à garantir les droits de l'individu-producteur et déduites, non de l'étude du devenir social, mais de principes abstraits, à base de sentiments et de moralité. Le grand moraliste révolutionnaire se mue ainsi, malgré lui, en conservateur. «Après avoir ébranlé le système social et proclamé l'imminence de la révolution, il finissait par sauvegarder le mécanisme actuel sous une forme plus ou moins atténuée. S'il se classe au rang des socialistes par sa critique, il demeure un conservateur petit-bourgeois dans le domaine de la pratique<sup>4</sup>.» Le père de l'anarchisme est aussi celui du réformisme.

Marx a, tout au début de sa carrière, réfuté Stirner, puis combattu Proudhon; les dernières années de sa vie, au sein de la Première Internationale, il les usera en grande partie à combattre Bakounine, autre incarnation – tout à fait indomptable – de l'esprit anarchiste. De petite noblesse russe, officier dans l'armée du tsar Nicolas I<sup>er</sup>, nourri de despotisme au point de ne plus pouvoir vivre que pour la révolution, combattant de 1848 à Dresde et à Prague, enchaîné au mur de son cachot d'Olmütz, livré au tsar, enfermé dans les forteresses de Pierre et Paul et de Schlüsselbourg, écrivant là, dans une casemate, une *Confession* adressée à Nicolas I<sup>er</sup>, où fourmillent les passages prophétiques, déporté en Sibérie, évadé, reprenant à travers l'Occident sa vie de révolutionnaire, disciple et traducteur de Marx, adversaire irréconciliable de Marx, fondateur d'une internationale secrète dans la première Internationale des travailleurs, repoussé, âprement combattu, parfois diffamé, émeutier, dans ses dernières années, à Lyon et conspirateur à Bologne, il ne renoncera à l'action qu'au dernier moment de sa vie, pour mourir. Il aura beaucoup varié, avec une puissante fidélité à lui-même. Sa définition de l'anarchie, la voici, telle qu'il la

donne dans *Dieu et l'État*: «Nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patentée, officielle et légale, même issue du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit de la minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie.»

Citons ici ses jugements, peu connus, sur Marx et Proudhon. Bakounine écrit à Marx, en décembre 1868:

«Mon cher ami! Je comprends maintenant plus que jamais combien tu as raison de suivre le grand chemin de la révolution économique et de nous convier à nous y engager, en méprisant les gens qui errent dans les chemins de traverse des équipées tantôt nationales, tantôt politiques. Je fais maintenant ce que tu fais déjà depuis vingt ans... Ma patrie est désormais l'Internationale dont tu es l'un des fondateurs. Ainsi, mon cher ami, je suis ton disciple et fier de l'être.»

Franz Mehring, dans sa biographie de Marx, cite encore les textes suivants, de Bakounine:

«Marx est un penseur économiste sérieux et profond. Son immense supériorité sur Proudhon vient de ce qu'il est authentiquement matérialiste. Proudhon, en dépit de tous les efforts qu'il a faits pour se dégager des traditions de l'idéalisme classique, est néanmoins resté toute sa vie un idéaliste impénitent, il tombait tour à tour sous l'empire de la Bible ou du droit romain, comme je le lui disais deux mois avant sa mort, et c'était toujours un métaphysicien jusqu'au bout des ongles (...). Marx, en tant que penseur, est dans la bonne voie. Il a établi – c'est sa thèse essentielle – que tous les phénomènes religieux, politiques et juridiques de l'histoire sont non les causes mais les conséquences du développement économique (...). D'autre part, Proudhon comprenait et sentait beaucoup mieux la liberté que Marx; Proudhon avait l'instinct d'un vrai révolutionnaire quand il ne se laissait pas séduire par les théories et les fantaisies. Il adorait Satan et prêchait l'anarchie. Il est bien possible que Marx parvienne à s'élever à un système de liberté plus raisonnable encore que celui de Proudhon, mais il n'a pas la puissance spontanée de ce dernier<sup>5</sup>.»

Bakounine lui-même, ses contemporains l'ont quelquefois appelé «l'incarnation de Satan». A travers les dissensions, les intrigues, les polémiques, les manœuvres où personne, vraiment, n'a le beau rôle, qui mènent à sa perte l'Internationale des travailleurs, un peu avant, un peu après la défaite de la Commune de Paris, l'idée et le sentiment anarchistes se précisent. L'influence de Bakounine finit par l'emporter sur celle de Marx en Espagne, en Italie, en Russie, en Suisse romande et partiellement en Belgique. Au «socialisme autoritaire» de Marx, Bakounine oppose infatigablement, avec des organisations secrètes, son «socialisme anti-autoritaire» qui prépare une révolution sociale, immédiate et directe. «Nous (...) refusons de nous associer à tout mouvement politique qui n'aurait pas pour but immédiat et direct l'émancipation complète des travailleurs.» C'est aussi la querelle du romantisme révolutionnaire et du mouvement ouvrier naissant<sup>6</sup>. Alors que Marx et Engels cherchent à bâtir une vaste organisation internationale des ouvriers, appelée à progresser pas à pas, pour devenir l'instrument de plus en plus efficace de la lutte des classes, intervenir dans la vie politique, s'acheminer enfin, avec une puissance irrésistible, vers la conquête du pouvoir, instituer la dictature du prolétariat (dictature contre les classes possédantes vaincues et, sous son autre face essentielle, large démocratie des travailleurs), les bakounistes entendent provoquer à brève échéance la subversion du capitalisme par le simple déchaînement des forces populaires; ils croient à la fois à une spontanéité révolutionnaire des masses arriérées, c'est-à-dire non organisées, et à l'action énergique de minorités; ils condamnent l'action politique, dont ils dénoncent la duperie, en lui opposant l'action insurrectionnelle; ils dénoncent, à l'égal du capital, l'État et le principe d'autorité dont il procède. A la centralisation étatique ils opposent le fédéralisme (non sans centraliser d'ailleurs leur propre organisation). Enfin, Bakounine, qui semble n'avoir jamais compris Marx à fond, garde à certains égards des idées spécifiquement russes sur le rôle, dans la révolution à venir, de la pègre, des déclassés, des hors la loi, des bandits: il leur attribue une fonction utile et importante. Le banditisme fut souvent, en effet, dans la vaste Russie paysanne livrée au despotisme, une forme sporadique de la protestation révolutionnaire des masses; et les déclassés, nobles et petits-bourgeois passés à la cause populaire commençaient à former une *intelligentsia* révolutionnaire. Marx par contre, instruit par l'expérience des pays industriels, savait que le «lumpen-prolétariat» ou «sous-prolétariat en haillons» qui constitue la populace des grandes villes, loin d'être, de par sa nature même, un facteur révolutionnaire, est infiniment corruptible et instable, c'est-à-dire enclin à servir la réaction; c'est sur les masses ouvrières organisées qu'il fondait son espoir et non sur le déchaînement de la populace. Dans *L'État et l'anarchie*, Bakounine s'indigne de ce que «la populace paysanne qui (...) ne jouit pas de la sympathie des marxistes et se trouve à l'échelon le plus bas de la culture» doive être,

suivant le schéma de la révolution de Marx, «probablement gouvernée par le prolétariat des villes et des fabriques». En Russie absolutiste et semi-féodale, la paysannerie la plus pauvre est, en effet, un facteur de révolution – dont Bakounine ne fait que surévaluer les capacités; et comme il n'y a guère de prolétariat, on est amené à comprendre l'erreur théorique de l'anarchiste. Marx, par contre, commentant ces lignes, observe avec raison qu'en Europe occidentale, les petits propriétaires ruraux «font échouer toute révolution ouvrière comme ils l'ont fait jusqu'à présent en France» – et lui imposeront à l'avenir toute une politique de gouvernement. «Bakounine voudrait, note-t-il, que la révolution sociale européenne, fondée sur la production capitaliste, s'accomplisse au niveau de l'agriculture des peuples pastoraux russes et slaves<sup>7</sup>!»

On remarquera que l'anarchisme bakouniste ne s'enracina que dans les pays agricoles, où il n'y avait presque pas de prolétariat véritable: Russie, Espagne, Italie. Il fut également influent sur quelques points où, rejoignant la tradition libertaire et mutuelliste de Proudhon, il devint l'idéologie de petits artisans: à Paris, en Suisse romande, en Belgique. Sitôt que le développement industriel s'accroît dans ces mêmes pays, l'anarchisme y cédera la prééminence, dans le mouvement révolutionnaire, au socialisme ouvrier, marxiste.

### **Kropotkine, Reclus, Malatesta**

Bakounine meurt en 1876. Les trois têtes qui vont repenser le problème à neuf sont déjà prêtes à prendre sa succession. Le prince Pierre Kropotkine, officier, voyageur et géographe, s'est lié aux cercles révolutionnaires de Russie, a subi l'influence bakouniste, étudié Fourier, Saint-Simon, Tchernychevski. Il s'évade de la forteresse de Pierre et Paul où conduit forcément, sous l'Empire policier, toute pensée désintéressée. Élisée Reclus, jeune savant passionné de connaître la terre, a passé par les bataillons de la Commune, vu fusiller Duval, marché, prisonnier à la face poudreuse, sur la route de Versailles. Enrico Malatesta est un ouvrier italien. Avec eux le communisme anarchiste atteint à la fin du siècle une étonnante clarté intellectuelle, une rayonnante hauteur morale. Le mouvement ouvrier s'alourdit de scories et s'embourbe au sein d'une société capitaliste en plein essor. Vastes organisations syndicales, puissants partis de masses dont la social-démocratie allemande est l'exemple, s'incorporent en réalité au régime qu'ils affectent de combattre. Le socialisme s'embourgeoise, jusque dans sa pensée qui refoule délibérément les prévisions révolutionnaires de Marx; il s'installe dans la prospérité capitaliste à l'époque bénie où le partage du monde, c'est-à-dire des pays producteurs de matières premières et des marchés, n'étant pas terminé, l'industrie, le commerce et la finance peuvent se croire voués à des progrès incessants. Les aristocraties ouvrières et les bureaucraties politique et syndicale donnent le ton à la revendication prolétarienne assagie ou réduite à un révolutionnarisme purement verbal. Ce n'est qu'opportunisme, parlementarisme, réformisme, révision du socialisme avec Bernstein, ministérialisme avec Millerand, combines politiques. La généreuse intelligence d'un Jaurès ne l'empêche pas d'admettre la présence, dans un cabinet de Waldeck-Rousseau, du socialiste Millerand, à côté du fusilleur de la Commune, M. le général marquis de Galliffet. L'intransigeance doctrinale, quand elle se manifeste, avec un Kautsky, un Guesde, ne parvient pas à remonter le courant; elle reste théorique. De plus, rébarbative, car la vie profonde manque à ses formules. Envisagez les conséquences de cet état de choses dans la vie personnelle: cela compte plus qu'on ne pense de coutume. Le militant a cédé le pas au fonctionnaire et au politique; le politique n'est souvent qu'un politicien. Ce socialisme qui a perdu son âme révolutionnaire – plus d'une fois l'ayant vendue pour un plat de lentilles bien servi dans l'assiette au beurre – peut-il satisfaire *toute* la classe ouvrière?

Le prolétariat comprend des couches d'ouvriers mal payés, manœuvres et professions défavorisées (on esquissera même à leur sujet une théorie des métiers majeurs et des métiers mineurs), des immigrés venus des pays industriellement arriérés, des déclassés, des artisans cultivés menacés de prolétarianisation: bref beaucoup d'inquiets, d'insatisfaits, pour lesquels il n'y a pas de prospérité capitaliste, pour lesquels dès lors subsiste, dans toute sa dureté, le problème de la révolution et, avec lui, celui de la vie des révolutionnaires. Kropotkine, Élisée Reclus, Malatesta (et bientôt Jean Grave, Sébastien Faure, Luigi Fabbri, Max Nettlau...) leur apportent une idéologie virile, dont le mérite éclatant est d'être inséparable de la vie personnelle. L'anarchisme, tout autant qu'une doctrine d'émancipation sociale, est une règle de conduite. Nous y voyons une réaction profondément saine contre la corruption du socialisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pas plus qu'elle ne saurait être considérée en soi, détachée de son contenu *social*, une idéologie ne peut l'être détachée de son contenu *moral*, de ce qu'aujourd'hui on appellerait sa mystique. La théorie du communisme anarchiste, bien que Kropotkine et Reclus aient pris grand soin de la rattacher à la science,

procède moins de la connaissance, de l'esprit scientifique que d'une aspiration idéaliste. C'est un utopisme armé de connaissance, et d'une connaissance du mécanisme du monde moderne beaucoup moins objective, moins scientifique que celle du marxisme. C'est aussi un optimisme de déclassés désespérés: les bombes de Ravachol et d'Émile Henry l'attestent.

De la constatation de l'iniquité sociale et de l'acheminement, qu'il observe, vers des formes collectives de propriété, Kropotkine (*La Conquête du pain, Pages d'un révolté*) déduit la nécessité de la révolution. Celle-ci doit se faire contre le capital et contre l'État. La société de demain sera communiste et fédéraliste: une fédération de communes libres, formées à leur tour de multiples associations de travailleurs libres.

Dans *L'Entraide*, un de ses livres les plus remarquables, Kropotkine s'attache à démontrer que la solidarité fut de tout temps la base même de la vie sociale. Les communes des belles époques du Moyen Age, qui se passaient de l'État, lui paraissent préfigurer les communes futures d'une société décentralisée, sans État. Comment travailler pour la révolution? Le communisme anarchiste repousse l'action politique et n'admettra qu'après des années de luttes intérieures l'action syndicale. Il fait appel, plus qu'aux classes sociales, aux hommes de bonne volonté, à la conscience plus qu'aux intérêts économiques des masses.

Vivant selon leur idéal d'hommes libres et désintéressés, les anarchistes éveilleront l'esprit de révolte et de solidarité des masses; susciteront en elles une conscience nouvelle; déchaîneront leurs forces créatrices – et la révolution se fera le jour où les masses auront compris...

### **Idéalisme**

Les écrits procurent une singulière impression d'intelligence ingénue, d'énergie morale, de foi et, disons le mot, d'aveuglement.

«Pour résoudre le problème social en faveur de tous il n'y a qu'un moyen: expulser révolutionnairement le gouvernement; exproprier révolutionnairement les détenteurs de la richesse sociale; mettre tout à la disposition de tous et faire en sorte que toutes les forces, toutes les capacités, toutes les bonnes volontés existant parmi les hommes agissent pour pourvoir aux besoins de tous.» (E. Malatesta: *L'Anarchie*.)

Je ne découpe pas arbitrairement un texte: il n'y a pas de contexte. Les affirmations de ce genre foisonnent dans les publications anarchistes. Sur le «comment s'y prendre», pas un mot d'explication. Parcourons *L'Encyclopédie anarchiste* éditée à Paris il y a peu d'années. Première page:

«Bien-être pour tous!

Liberté pour tous!

Rien par la contrainte: tout par l'entente libre!

Tel est l'Idéal des anarchistes. Il n'en existe pas de plus précis, de plus humain, de plus élevé.»

La sociologie de Sébastien Faure procède tout bonnement des constatations suivantes:

1. L'individu recherche le bonheur;

2. La société a pour but de le lui procurer;

3. La meilleure forme de société est celle qui se rapproche le plus de ce but...<sup>8</sup>

De là se déduit, par le simple mécanisme du raisonnement logique, la doctrine de l'entente universelle. Grotius, Bossuet, Mably, Helvetius, Diderot, Morelly, Stuart Mill, Bentham, Buchner sont cités, pour finir par Benoît Malon: «Le plus grand bonheur du plus grand nombre, par la science, la justice, la bonté, le perfectionnement moral: on ne saurait trouver plus vaste et plus humain motif éthique.» (P.63.)

Sans doute, sans doute, serait-on tenté d'objecter, si l'on ne se sentait désarmé par cette passion du bien public acharnée à tirer d'elle-même tout un édifice de raisonnements derrière lequel disparaît la réalité, mais, encore une fois, comment s'y prendre?

La conclusion de Sébastien Faure est d'un ton prophétique, sans plus:

«Partout, partout l'Esprit de Révolte se substitue à l'Esprit de soumission; le souffle vivifiant et pur de la Liberté s'est levé; il est en marche; rien ne l'arrêtera; l'heure approche où, violent, impétueux, terrible, il soufflera en ouragan et emportera, comme fétus de paille, toutes les institutions autoritaires. C'est dans ce sens que se fait l'Évolution. C'est vers l'anarchie qu'elle guide l'Humanité.» (P. 69.)

Le vieux militant écrit ces lignes au bout d'une longue vie de combats, au moment où les régimes totalitaires s'imposent à la fois par la contre-révolution et par la révolution socialiste; où il n'est plus question que de plans, d'économie dirigée, de dictature démocratique et de démocratie autoritaire.

«... En fait comme en théorie, l'anarchiste est antireligieux, anticapitaliste (le capitalisme est la phase présentement historique de la propriété) et antiétatiste. Il mène de front le triple combat contre l'Autorité. Il n'épargne ses coups ni à l'État, ni à la Propriété, ni à la Religion. Il veut les supprimer tous les trois... Nous ne voulons pas seulement abolir toutes les formes de l'Autorité, nous voulons encore les détruire toutes simultanément et nous proclamons que cette destruction totale et simultanée est indispensable<sup>9</sup>.»

Du point de vue scientifique, cette doctrine d'agitation est en régression très nette sur les synthèses optimistes de Kropotkine et d'Élisée Reclus, aboutissant à une éthique et à un socialisme libertaire réellement fondés sur la connaissance de l'évolution historique. (L'optimisme philosophique, au demeurant, n'a pas besoin d'être justifié; il est, il est une idée force et bien enracinée en nous.) Nous assistons à un déclin de l'anarchisme qui, depuis la guerre mondiale, n'a plus produit un seul idéologue comparable à ceux de la vieille génération. Les militants réputés d'aujourd'hui – Rudolf Rocker, Emma Goldman, Luigi Bertoni, Sébastien Faure, E. Armand, Max Nettlau, Voline, Vladimir Barnach, Aaron Baron<sup>10</sup> – sont des hommes d'avant-guerre. Les hommes d'action sont allés au syndicalisme.

### **Anarchisme chrétien. Individualisme**

Deux formes particulières de la pensée anarchiste mériteraient d'être étudiées: l'anarchisme chrétien et l'individualisme, qui d'ailleurs se touchent: «Le salut est en toi.» Tolstoï s'est quelquefois qualifié d'anarchiste chrétien. L'esprit de révolte contre toute injustice peut s'affirmer par la non-résistance au mal par la violence. Il n'y faut qu'un milieu social propice, comme celui des sectes religieuses russes ou hollandaises.

J'ai vécu autrefois l'expérience de l'anarchisme individualiste français, apparenté à d'autres mouvements analogues, notamment aux États-Unis où des Italiens, étudiant Stirner, citant Ibsen, s'inspirant de Josiah Warren, de Benjamin Tucker et d'E. Armand, publiaient une grande feuille au titre fier: *Nihil*. Qu'il me soit permis de citer ici les notes que j'ai publiées sur ce sujet dans *Esprit*<sup>11</sup>:

«L'anarchisme nous prit tout entiers parce qu'il nous demandait tout, nous offrait tout. Pas un recoin de la vie qu'il n'éclairât, du moins nous semblait-il. On pouvait être catholique, libéral, radical, socialiste, syndicaliste même, sans rien changer à sa vie, à la vie par conséquent. Il y suffisait après tout de lire le journal correspondant; à la rigueur de fréquenter le café des uns ou des autres. Tissé de contradictions, déchiré en tendances et sous-tendances, l'anarchisme exigeait avant tout l'accord des actes et des paroles, un changement total dans la manière d'être. C'est pourquoi nous allâmes à la tendance extrême (à ce moment), celle qui, par une dialectique rigoureuse, en arrivait, à force de révolutionnarisme, à n'avoir plus besoin de la révolution... Nous y fûmes un peu poussés par le dégoût d'un certain anarchisme académique, très assagi, dont Jean Grave était le pontife aux *Temps Nouveaux*. L'individualisme venait d'être affirmé par Albert Libertad... Sa doctrine, qui devint la nôtre, était celle-ci: 'Ne pas attendre de révolution. Les prometteurs de révolutions sont des farceurs comme les autres. Faire sa révolution soi-même. Être des hommes libres, vivre en camaraderie...'. Je simplifie évidemment, mais c'était aussi d'une belle simplicité: Commandement absolu, règle et 'que crève le vieux monde!'. De là partirent naturellement bien des déviations. 'Vivre selon la raison et la science', conclurent certains, et leur pauvre scientisme, qui invoquait souvent la biologie mécaniste d'Yves Le Dantec, les conduisit à toutes sortes de ridicules, comme l'alimentation végétarienne ou fruitarienne, dépourvue de sel, et aussi à des fins tragiques. On vit de jeunes végétariens engager des luttes sans issue contre la société entière. D'autres conclurent: 'Soyons des en-dehors, il n'y a de place pour nous qu'en marge de la société', sans se douter que la société n'a pas de marge, qu'on y est toujours, y fût-on au fond des geôles, et que leur 'égoïsme conscient' rejoignait, parmi les vaincus, l'individualisme bourgeois le plus féroce. Les troisièmes enfin, dont j'étais, tentèrent de mener de pair la transformation individuelle et l'action révolutionnaire, selon le mot d'Élisée Reclus: 'Tant que durera l'iniquité sociale, nous resterons en état de révolution permanente...' (Je cite de mémoire.) L'individualisme anarchiste nous donnait prise sur la plus poignante réalité, sur nous-mêmes. Sois toi-même. Seulement, il se développait dans une autre ville-sans-évasion-possible, Paris, immense jungle, où un individualisme primordial, autrement dangereux, celui de la lutte pour la vie la plus darwinienne, réglait tous les rapports. Partis des servitudes de la pauvreté, nous nous retrouvions devant elles. *Être soi-même* eût été un précieux commandement et peut-être un haut accomplissement, si seulement c'eût été possible; cela ne commence à devenir possible que lorsque les besoins les plus impérieux de l'homme, ceux qui le confondent, plus qu'avec la foule de ses semblables, avec les bêtes, sont satisfaits. La nourriture, le gîte, le vêtement nous étaient à conquérir de haute lutte. Le problème des jeunes sans le sou, qu'une puissante aspiration déracine, «arrache au carcan», comme nous disions, se pose en termes à peu près insolubles. Plusieurs camarades devaient glisser bientôt dans

ce qu'on appela l'illégalisme, la vie non plus en marge de la société, mais en marge du code. 'Nous ne voulons être ni exploités ni exploités', affirmaient-ils sans s'apercevoir qu'ils devenaient, tout en restant l'un et l'autre, des hommes traqués. Quand ils se sentirent perdus, ils décidèrent de se faire tuer, n'acceptant pas la prison. 'La vie ne vaut pas ça!' me disait l'un, qui ne sortait plus sans son browning. 'Six balles pour les chiens de garde, la septième pour moi. Tu sais, j'ai le cœur léger....' C'est lourd, un cœur léger. La doctrine du salut qui est en nous aboutissait, dans la jungle sociale, à la bataille de l'Un contre tous.»

Les racines sociales de cette idéologie de jeunes désespérés sont visibles. Plusieurs individualistes sont morts sur l'échafaud, d'autres au bain; plusieurs ont préféré se faire tuer en résistant à la police, trouvant une suprême satisfaction à livrer seuls leur dernier combat à la société entière. Ils avaient l'étoffe de vrais révolutionnaires et l'époque étouffante était au calme saturé d'électricité de l'avant-guerre.

Par l'erreur individualiste, la pensée anarchiste se rattache le mieux à la philosophie bourgeoise. Nous en apercevons dès lors les deux sources opposées: idéalisme prolétarien menant au socialisme libertaire; individualisme absolu poussant à ses conséquences extrêmes le darwinisme social de la concurrence capitaliste. On en voit bien la connexion avec le «laisser-faire, laisser-passer», l'antiétatisme, l'individualisme des économistes libéraux, la philosophie positiviste d'un Herbert Spencer (*l'Individu contre l'État*). La société bourgeoise vit d'individualisme jusqu'au moment où son appareil de production, démesurément développé, cesse d'être gouvernable par des individus, les trusts et les cartels ayant tué la libre concurrence et la lutte des classes mettant en question la propriété. On découvre alors les masses, on aperçoit la nécessité d'une organisation supérieure de l'industrie, envisagée dans son ensemble par le plan. La notion même de l'individu ou, mieux, de la personne, s'est modifiée; l'homme nous apparaît plus social que jamais, modelé, enrichi ou appauvri, diminué ou grandi par sa condition; instable, complexe, contradictoire même, car ce que l'on appelait son *Moi* est surtout le point d'intersection d'une multitude de lignes d'influences. Notre notion de la personne n'en est pas affaiblie, mais renouvelée, replacée en quelque sorte dans l'ambiance. Mais l'individualisme anarchiste d'E. Armand, en retard de plus d'un quart de siècle, procède encore d'affirmations comme celle-ci:

«En dépit de toutes les abstractions, de toutes les entités laïques ou religieuses, de tous les idéaux grégaires, à la base des collectivités, des sociétés, des associations, des agglomérations, des totalités ethniques, territoriales, morales, religieuses, se trouve l'unité-personne, la cellule-individu. Sans celle-ci, celles-là n'existeraient point.... L'individu a préexisté au groupe, c'est évident. La société est le produit d'additions individuelles<sup>12</sup>.»

Rien n'est moins évident que la préexistence de l'individu par rapport au groupe; il faut tout au moins que la famille le précède. Et nous savons que la famille se dégage peu à peu de la communauté primitive. Tout porte à croire que les espèces animales dont devait naître l'espèce humaine étaient sociables... La société a vraisemblablement précédé l'humanité; elle a en tout cas précédé la personne et l'idée même d'individu, comme l'être précède forcément la conscience, comme la conscience nette naît de la conscience obscure et l'œuvre de l'ébauche...

L'anarchisme individualiste d'aujourd'hui, vivant sur des idées dépassées, a renoncé à toute ambition révolutionnaire. Démission où l'on peut reconnaître l'aveu d'une débilite. Cette tendance se cantonne dans l'organisation des «en-dehors» en portant la plus vive attention aux rapports des sexes...

### **L'épreuve des révolutions; Bakounine, «révolutionnaire professionnel»**

Ne sied-il pas de juger une doctrine de révolution totale à l'épreuve des révolutions? Bakounine, pour qui «l'esprit destructeur était aussi l'esprit créateur», avait sur la pratique révolutionnaire des idées d'une rude clarté. Le terroir russe lui insufflait une énergie que rien n'affadissait. On est loin, avec lui, de la vague rhétorique humanitaire et subversive de *l'Encyclopédie anarchiste* d'édition récente. (On retrouve, en revanche, quelque chose de lui dans la biographie d'un Durutti.) Bakounine est mû par le besoin inextinguible de transformer le monde. Aucune arme efficace ne lui paraît inadmissible. Antiautoritaire, il a la passion de l'organisation. Bien avant Lénine, il s'acharne à bâtir – contre Marx, malgré Marx – une vaste organisation de «révolutionnaires professionnels» au sens strict du mot, dévoués, disciplinés, obéissant, pour déchaîner la tempête, au «dictateur invisible» – c'est-à-dire à lui-même. Il invente le noyautage, dans la Première Internationale: et c'est là le drame de son Alliance Internationale de la Démocratie sociale, doublée d'une société secrète, qui devait jouer un rôle décisif dans la dislocation de l'Internationale des travailleurs (1872).

On est frappé, à l'étudier, par la continuité de sa pensée et de son action. De quelle révolution préparait-il, à la fin de sa vie, l'instrument? De celle qu'il avait conçue dès 1848. Brupbacher résume ainsi sa conception à ce moment:

«Il projetait, pour la Bohême, une révolte radicale et décisive qui, même vaincue, eût tout bouleversé. Tous les nobles devaient être chassés, tous les ecclésiastiques, tous les féodaux; tous les domaines eussent été confisqués, et on les eût, d'une part, répartis entre les paysans pauvres et, d'autre part, employés à couvrir les frais de la révolution. Tous les châteaux devaient être détruits, tous les tribunaux supprimés, tous les procès suspendus, toutes les hypothèques et toutes les dettes au-dessous de 1 000 gouldens annulées. Une telle révolution eût rendu impossible tout essai de restauration, dût-il être tenté par une réaction victorieuse, et eût également servi d'exemple aux révolutionnaires allemands. La Bohême devait être transformée en un camp révolutionnaire d'où serait partie l'offensive déclenchée par la révolution dans tous les pays... On eût créé à Prague un gouvernement révolutionnaire disposant de pouvoirs dictatoriaux illimités et assisté par un petit nombre de spécialistes. Les clubs, les journaux, les manifestations eussent été interdits, la jeunesse révolutionnaire envoyée dans le pays pour y faire de l'agitation et créer une organisation militaire et révolutionnaire. Tous les chômeurs devaient être armés et enrôlés dans une armée 'rouge' commandée par d'anciens officiers et sous-officiers polonais et autrichiens<sup>13</sup>...»

Dans la *Confession* qu'il adresse, de la forteresse de Schlüsselbourg, au tsar Nicolas I<sup>er</sup>, signée «un criminel suppliant» («Il fallait bien, dira-t-il dans quelques années à ses amis de Londres, me tirer des pattes de l'Ours<sup>14</sup>...»), il trace de la future révolution russe un tableau où ne manquent vraiment que les seuls mots: dictature du prolétariat. Le voici:

«Je crois qu'en Russie, plus qu'ailleurs, un fort pouvoir dictatorial sera de rigueur, un pouvoir qui sera exclusivement préoccupé de l'élévation et de l'instruction de la masse; un pouvoir libre dans sa tendance et dans son esprit, mais sans formes parlementaires: imprimant des livres de contenu libre, mais sans liberté de la presse; un pouvoir entouré de partisans, éclairé de leurs conseils, raffermi par leur libre collaboration, mais qui ne soit limité par rien ni par personne.»

Nous trouvons même ici une nette préfiguration de la théorie du dépérissement de l'État qui sera formulée par Lénine en 1917:

«Je me disais que toute la différence entre cette dictature et le pouvoir monarchique consisterait uniquement en ce que la première, selon l'esprit de ses principes, doit tendre à rendre superflue sa propre existence, car elle n'aurait d'autre but que la liberté, l'indépendance et la progressive maturité du peuple<sup>15</sup>... »

### **Les bakounistes dans la révolution espagnole de 1873-74**

Les bakounistes subissent, en 1873, en Espagne l'épreuve du feu. Seulement, comme il est de règle, les disciples ne valent pas le maître. Paralysés par leurs propres formules. Le roi Amédée s'en va, l'insurrection carliste éclate au Pays basque. Des soulèvements spontanés assurent dans la plupart des villes une facile victoire aux républicains intransigeants et aux bakounistes. Séville, Cordoue, Grenade, Malaga, Cadix, Alcoy, Valence, Murcie, Carthagène se veulent communes libres. La commune de Carthagène ou «canton souverain», allait résister plus de cinq mois, de fin juillet 1873 au 11 janvier 1874. Les cantons révolutionnaires furent soumis l'un après l'autre. Engels a donné une analyse, peut-être partielle, probante en tout cas, des causes de cette défaite qui allait amener une restauration monarchique. Les Alliancistes – membres de l'Alliance démocratique de Bakounine – repoussaient l'action politique<sup>16</sup>; ils s'abstiennent de participer aux élections à la Constituante, «contribuant par là à ce que fussent élus presque exclusivement des bourgeois républicains». «Dès que les événements mettent le prolétariat au premier plan, constate Engels, l'abstention devient une ineptie tangible et l'intervention active de la classe ouvrière une nécessité incontestable.» Cette ineptie ne fut pas la seule. Au plus fort de la lutte, les bakounistes barcelonais, toujours pleins d'aversion pour la lutte politique, n'appelèrent les ouvriers qu'à la grève générale; ils ne voulurent pas prendre le pouvoir. (La victoire eût été pour ainsi dire décidée par l'adhésion de Barcelone, mais Barcelone ne bougea pas.) Et la *Solidarité révolutionnaire* écrivit: «La révolution est en permanence sur la place publique... »

Une échauffourée obligea les bakounistes à prendre le pouvoir à Alcoy, cité manufacturière. Ils créèrent un Comité du salut public – bien que leurs délégués au Congrès de Saint-Imier eussent décidé, fort peu de temps auparavant, que «toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire ou révolutionnaire ne peut être qu'une nouvelle duperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que les gouvernements existants... »



Aussi lourdement handicapés par leur doctrine, que pouvaient-ils faire? Ils ne firent rien. Bakounine venait de se déclarer pour la guerre des partisans, contre la centralisation militaire (*Lettres à un Français*, 1870). Chaque commune se battit pour son propre compte. La gendarmerie – la Guardia civil – put les vaincre l'une après l'autre. L'Andalousie fut soumise en quinze jours. Valence résista deux semaines. Dans tout ceci la division entre internationalistes (marxistes) et alliancistes (bakounistes, les plus nombreux) avait joué un rôle aussi funeste que «l'intransigeance» verbale des républicains. Engels conclut: «Les bakounistes d'Espagne nous ont incomparablement montré comment il ne faut pas faire la révolution<sup>17</sup>.»

### La révolution russe

L'influence anarchiste est souvent grande en Russie, au début de la révolution; mais il se trouve que les événements posent à chaque heure, inexorablement, la seule question capitale à laquelle les anarchistes n'aient point de réponse: celle du pouvoir. Le tsar abdique devant la classe ouvrière et la garnison insurgée de Petrograd. A qui le pouvoir? Un Gouvernement Provisoire (bourgeois) se crée, à côté du Soviet ouvrier. Il y a deux pouvoirs. Après les émeutes de juillet, Lénine, caché dans une hutte de berger, en Finlande, aborde le problème des problèmes en se mettant à écrire *L'État et la révolution*. L'objection anarchiste le préoccupe tout autant que l'autoritarisme routinier du socialisme. Ce sont deux écueils mortels. Lénine entend rendre justice aux anarchistes, traités naguère de bandits par Plekhanov – et par nombre d'autres mandarins du réformisme international. «Le marxisme avili par les opportunistes», ne comprend rien au problème de l'État. L'anarchisme non plus:

«Sur ces deux questions de politique concrète: *faut-il démolir* la vieille machine d'État et *par quoi* la remplacer? L'anarchisme n'a rien apporté même d'à peu près satisfaisant... Nous ne nous séparons nullement des anarchistes sur la suppression de l'État comme *but*. Nous affirmons que pour atteindre ce but, il est indispensable d'utiliser provisoirement contre les exploitants les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir politique, de même que pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée. Marx choisit la façon la plus tranchée et la plus nette de poser la question contre les anarchistes: les ouvriers doivent-ils, en secouant 'le joug des capitalistes', 'déposer les armes', ou au contraire les tourner contre les capitalistes afin de briser leur résistance? Or, si une classe fait systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce là, sinon une 'forme passagère' d'État<sup>18</sup>?»

Car «la révolution est bien la chose la plus autoritaire qui soit» (Engels). On sait la solution de Lénine: démolir de fond en comble la vieille machine de l'État; édifier tout de suite sur ses décombres un pouvoir – un État – radicalement différent, nouveau, comme il n'y en eut encore jamais, comme la Commune de Paris, en 1871, paraît le préfigurer; un État-Commune, sans caste de fonctionnaires, sans police ni armée distinctes de la nation, où les travailleurs exerceraient un pouvoir direct par leurs conseils locaux, fédérés; un État, à la fois, tout à fait décentralisé, par conséquent, et pourvu d'un mécanisme central bien agissant; un État démocratique et libertaire, travaillant à préparer sa propre résorption dans la collectivité du travail, mais exerçant, contre les classes dépossédées, une véritable dictature, dans l'intérêt du prolétariat... Lénine n'est pas un utopiste forgeant des théories; il s'inspire de ce qui est pour en tirer le plus grand parti vers ce qui doit être. Ce nouvel État existe déjà à côté, au-dessous de l'ancien, formé en tous lieux par les Soviets. Il n'y a plus qu'à le consacrer, par le coup de boutoir de l'insurrection finale. Tout le pouvoir aux Soviets! Si les libertaires s'incorporaient au mouvement, n'y seraient-ils pas infiniment utiles, demain, quand il s'agira de le prémunir contre la sclérose bureaucratique? Mais à la veille de l'insurrection du 7 novembre 1917, les anarchistes, dont le *Goloss Trouda* (*La Voix du Travail*, organe anarchosindicaliste) est la feuille la plus répandue, demeurent fidèles à leur *credo* négatif. Ils écrivent cinq jours avant la bataille des rues:

«Nous ne croyons pas à la possibilité d'accomplir la révolution sociale par le procédé politique... par la prise du pouvoir... »

Mais alors que faire? Que faire? Ils disent bien, dans le même article, qu'il faut «ouvrir de nouveaux horizons créateurs à la révolution, aux masses, à l'humanité... » Oui, mais comment? Et d'abord que vont-ils faire eux-mêmes, l'insurrection bolchevik étant prête? Le groupe anarchiste syndicaliste déclare adopter une «attitude négative» envers l'action politique qui se prépare, mais être décidé «si l'action des masses se déclenche à y participer avec la plus grande énergie».

Les solutions anarchistes, par le «travail créateur des masses» à cette heure, ne sont plus bonnes à rien; mais leur esprit révolutionnaire ne leur permet pas une démission complète. Ils suivent le mouvement, avec humeur. L'un des plus sérieux d'entre eux relate en ces termes ses impressions du soir

de la révolution prolétarienne: «Vers 11 heures du soir ... je me trouvais dans une des rues de Petrograd. Elle était obscure et calme. Au loin, on entendait quelques coups de fusil espacés. Subitement, une auto blindée me dépassa à toute allure. De l'intérieur de la voiture, une main lança un gros paquet de feuilles de papier, lesquelles volèrent en tous sens. Je me baissai et j'en ramassai une. C'était un appel du nouveau gouvernement aux ouvriers et paysans, leur annonçant la chute de Kerensky et, en bas, la liste du nouveau gouvernement des 'commissaires du peuple', Lénine en tête. Un sentiment compliqué de tristesse, de colère, de dégoût et, en même temps, une sorte de satisfaction ironique s'emparèrent de moi. 'Ces imbéciles – s'ils ne sont pas tout simplement des démagogues imposteurs – pensai-je – doivent s'imaginer qu'ils accomplissent ainsi la Révolution Sociale! Eh bien, ils vont voir... Et les masses vont prendre une bonne leçon...'»<sup>19</sup>»

«D'après la thèse libertaire – écrit encore Voline – c'étaient les masses laborieuses elles-mêmes qui devaient, par leur action vaste et puissante, s'appliquer à la solution des problèmes reconstructifs de la révolution sociale.»

Tous les socialistes sont d'accord sur cette thèse qui n'est que la paraphrase de leur commune devise: l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Mais quand, dans un pays bouleversé de fond en comble, on ne peut formuler que cette affirmation générale, on se réduit soi-même à l'impuissance. Il ne suffit pas d'avoir des besoins et des aspirations pour transformer la société; encore y faut-il des connaissances, des idées claires, des capacités d'organisation et de sacrifice. Les masses russes avaient-elles dans leur ensemble un degré suffisant de conscience et de capacités révolutionnaires? La théorie anarchiste, s'en remettant à la seule spontanéité des masses, eût été juste dans un pays si avancé que, avant même d'abolir la propriété privée des moyens de production, les travailleurs y eussent été pénétrés d'une mentalité socialiste et pourvus d'une instruction les rendant capables d'administrer la production. On était loin du compte en Russie. Les masses savaient ce dont elles ne voulaient plus: du despotisme et de l'exploitation. Elles savaient en gros ce qu'elles voulaient: la paix, la terre, du pain, la liberté. Mais tous les partis révolutionnaires réunis (et il n'y avait pas eu d'organisations syndicales tant soit peu influentes sous l'ancien régime), rassemblant les éléments les plus conscients, les plus dévoués, les plus instruits de la population, n'y formaient qu'un pourcentage dérisoire. En leur accordant un demi-million de membres ou sympathisants – de valeur bien inégale, car ces partis venaient de grossir démesurément en quelques mois – ils ne représentaient qu'une minorité d'initiative de 0,3% environ. Sans l'organisation bolchevik, il est infiniment probable que la faible spontanéité révolutionnaire des masses eût été promptement réprimée par une autre minorité sociale, celle de la contre-révolution menée par des généraux. La dictature du prolétariat sauvait la Russie d'une dictature militaire.

On chercherait en vain dans l'abondante littérature anarchiste de l'époque une seule proposition pratique: ce n'est qu'affirmations lyriques, hautes revendications d'idéal. Comment assurer les transports, faire marcher les boulangeries, réprimer les complots des officiers ? Il faut agir sur l'heure. Peu d'anarchistes, bientôt blâmés par la plupart de leurs camarades, entrent dans les Soviets où leur esprit de liberté pourrait être si utile. La plupart boudent. Quand il faut signer la paix de Brest-Litovsk, parce que le front s'est désagrégé, parce que l'armée paysanne du tsar ne veut plus se battre (ici la spontanéité des masses se manifeste avec éclat), parce qu'on a tenté l'expérience, préconisée par Trotsky, «ni paix ni guerre», et vu les Austro-Allemands s'avancer partout où il leur a plu sans rencontrer de résistance, les anarchistes syndicalistes de Pétrograd – le *Goloss Trouda*, avec Voline – refusent de reconnaître l'odieux traité et prêchent la guerre des partisans. Ils partent même pour la faire, dans les marais de l'Ouest, laissent tomber leur journal et leur influence dans la capitale... Tout leur espoir, ils le fondent sur «l'esprit révolutionnaire, lumière du monde». La phrase est belle... Seulement, l'esprit révolutionnaire, n'étant point désincarné, se nourrit de pain et ne saurait faire la guerre sans artillerie.

Les anarchistes de Moscou, dirigés par les frères Gordine, professaient, dans leur quotidien *L'Anarchie*, une foi exclusivement humanitaire; ils avaient des centaines, sinon des milliers de gardes noirs armés, disposant de clubs qui étaient de véritables citadelles. Organisés en plusieurs groupements sans discipline commune, ils dénonçaient eux-mêmes, dans leur presse, les agissements de leurs irresponsables, sans parvenir à les faire cesser. Ils se déclaraient «contre les Soviets en principe, étant contre tout État», mais formaient, en réalité, un petit État dans l'État, turbulent et trop armé. Ils furent désarmés par la force, presque sans combat, dans la nuit du 11-12 août 1918, par ordre de Trotsky et Dzerjinski. Les gardes noirs disparurent; la presse et les groupes végétèrent<sup>20</sup>.

**Nestor Makhno**

L'anarchisme russe devait cependant faire preuve d'une étonnante vitalité, mais loin des grands centres industriels, dans les régions agricoles de l'Ukraine. C'est là, entre le Don et le Dnieper, dans la petite ville rurale de Goulai-Polié, qu'un ancien forçat anarchiste, Nestor Makhno, forma au cours de l'été 1918 une de ces innombrables bandes de paysans insurgés qui se mirent à faire aux Austro-Allemands la guerre de partisans. L'Ukraine entière s'était levée; la démobilisation lui fournissait des armes en abondance; elle avait son blé à défendre, sa liberté à conquérir. Makhno se battit aussi contre le Directoire nationaliste de Siméon Petlioura. Défendant l'indépendance des paysans, il allait bientôt se battre contre les Rouges, c'est-à-dire contre le pouvoir centralisé des Soviets. Défendant la révolution, il allait harceler sans cesse les Blancs tour à tour commandés par Denikine et Wrangel. Son armée noire a rendu, il faut le dire, à la révolution russe, d'inoubliables services. En 1919, pendant que le général Denikine, entré à Orel, menaçait Toula, arsenal de la République des Soviets et dernière étape avant Moscou, Nestor Makhno coupait ses communications, lui désorganisait l'arrière, provoquait son effondrement. En 1920, pendant que Frounzé, Toukhatchevski et Blücher forcent Pérekop, clef de la Crimée, pour y vaincre le baron Wrangel, Semen Karetnik et Martchenko, lieutenants de Makhno (demeuré à Goulai-Polié, car il se méfiait avec raison), forçaient le détroit de Sivach sur la glace, se ruaient en Crimée blanche, entraient à Simféropol.

Cette épopée des paysans anarchistes d'Ukraine fut longue, chaotique, semée d'exploits, d'excès, de crimes, d'élan enthousiastes – magnifique et tragique. Nestor Makhno s'y révéla une des plus remarquables figures populaires de la révolution russe: chef des gens de la terre, organisateur d'une armée unique en son genre, libertaire, quoique rudement disciplinée, dictateur à sa façon et dénonçant sans cesse l'autorité comme le pire mal; créateur d'une stratégie audacieuse qui lui permit de battre tour à tour les vieux généraux chevronnés, élèves des anciennes écoles de guerre, et les jeunes généraux rouges; créateur d'une technique nouvelle de la guerre des partisans, dont l'attelage, cabriolet ou charrette – la *tatchanka* des campagnes petites-russiennes – portant une mitrailleuse, était un des instruments. La confédération anarchiste du Tocsin (*Nabat*) avec Voline, Archinov, Aaron Baron, Rybine (Zonov) donnait au mouvement l'impulsion idéologique.

L'armée noire de Makhno a souvent été accusée d'antisémitisme. Des excès antisémites, il y en eut en Ukraine sous tous les drapeaux: il n'y en eut pas où les Noirs furent réellement maîtres de leur mouvement, les auteurs soviétiques ont dû le reconnaître. On s'est plu, dans des publications communistes, à dénoncer ce mouvement comme ayant été celui des paysans cossus. C'est faux. Un travail assez consciencieux fait sous l'égide de la commission d'histoire du parti communiste de l'URSS établit que les paysans pauvres et moyens formaient le gros des troupes de Makhno<sup>21</sup>. On a reproché à ce mouvement son caractère désordonné et ses excès; on l'a qualifié de «banditisme». Les mêmes reproches doivent à tout aussi bon droit être adressés à tous les mouvements qui se disputèrent l'Ukraine: pas un ne fut pur d'excès.

C'était un mouvement, parfaitement viable, d'autonomie paysanne. Le gouvernement bolchevik commit la lourde faute de le réduire par trahison. Il est juste de constater que, de part et d'autre, l'hostilité psychologique était irréductible. Les Noirs considéraient la «dictature des commissaires» comme une forme nouvelle de l'autocratie et rêvaient de déchaîner contre elle la Troisième Révolution, celle du peuple libertaire. Les Rouges considéraient les partisans anarchistes et anarchisants comme un ferment de désorganisation destiné à faire, au sein du nouvel État socialiste, le jeu de la contre-révolution petite-bourgeoise, rurale au premier chef. Il y eut d'innombrables torts réciproques. Makhno se rallia aux Rouges contre les Blancs, fut mis ensuite hors la loi, puis reconnu de nouveau par le pouvoir des Soviets. Les plus grands torts, en tout cas, doivent être reconnus aux plus forts. Et ceux-ci suivaient déjà la pente glissante de l'État autoritaire.

Trotsky relate, dans un document récent, qu'il envisagea avec Lénine de reconnaître aux anarchistes un territoire autonome. A cette solution équitable, les paysans libertaires de Goulai-Polié avaient bien droit. On la leur promit. Les choses prirent une tout autre tournure...

L'armée blanche du général baron Wrangel prononce au cours de l'été 1920 une offensive victorieuse dans le Midi de l'Ukraine. Une délégation du Comité central du parti bolchevik vient alors offrir à Makhno de s'unir contre l'ennemi commun. L'accord est signé le 15 octobre 1920. Tous les anarchistes emprisonnés sur le territoire soviétique «excepté ceux qui ont combattu le pouvoir des Soviets les armes à la main» doivent être libérés. Pleine liberté de propagande leur est assurée. L'armée des partisans s'incorpore aux forces rouges en gardant sa formation propre. «C'est signé pour les Rouges: le

commandant du front sud, Frounzé, les membres du Conseil révolutionnaires du front: Bela-Kun, Goussev. Pour les Noirs: Kourilenko, Popov.

Les opérations communes amènent une prompte victoire sur Wrangel.

«Les gens de Makhno comprirent alors que l'accord ne durerait plus longtemps. Dès que l'on apprit à Goulaï-Polié que Karetnik et ses partisans, entrés en Crimée, marchaient sur Simféropol, Grigori Vassilevski, collaborateur de Makhno, s'écria: 'C'est la fin du traité! Je vous certifie que les bolcheviks vont nous attaquer dans une semaine!'<sup>22</sup>»

En effet, les anarchistes, récemment sortis des prisons, et qui préparaient, sur la foi de l'accord passé avec Frounzé, un congrès, sont brusquement arrêtés en novembre dans la Russie entière. Les Noirs, assaillis en Crimée par les Rouges, se défendent; quelques centaines d'entre eux, conduits par Martchenko, réussissent à forcer le cercle de feu et à rejoindre Makhno. «Le chef de l'armée des partisans, Karetnik, fut invité par le commandement soviétique à se rendre à Goulaï-Polié et arrêté, par trahison, en chemin. Le chef d'état-major en campagne Gavrilenko, plusieurs membres de l'état-major et commandants d'unités furent invités à une conférence et arrêtés. Tous furent passés par les armes<sup>23</sup>.»

Le 26 novembre, Nestor Makhno, disposant à Goulaï-Polié de 2 500 hommes environ, cavaliers et fantassins, fut cerné par des troupes rouges de beaucoup supérieures en nombre. Les journaux soviétiques publiaient un ordre de Frounzé lui enjoignant de s'incorporer à l'Armée rouge, l'accusaient de rébellion, de banditisme, de connivence avec Wrangel et annonçaient sa mise hors la loi, Makhno réussit à s'ouvrir un chemin et se retira en combattant vers le Dnieper. Une division de la cavalerie de Boudienny se rallia à lui. La jambe cassée, il commandait étendu dans une charrette. Ses paysans se battirent au cri: «Vivre libres ou mourir en combattant.» Ils répandaient dans les villages des tracts sur «les Soviets libres». Traqués par les Rouges, se battant chaque jour, les Noirs s'épuisaient.

Makhno décrit lui-même, dans une lettre, les derniers moments de sa lutte:

«Que faire? Je ne pouvais pas tenir en selle ni même m'asseoir dans la voiture et je voyais, à cent mètres derrière moi, d'indescriptibles mêlées de cavaliers. Les gens ne se faisaient tuer que pour me sauver. L'ennemi était cinq ou six fois plus nombreux que nous... Je vois venir les cinq mitrailleurs de la Luys, commandés par Micha, du village de Tchernigovka, près de Berdiansk. Ils me disent: 'Batko, la cause de notre organisation paysanne a besoin de vous... Nous allons nous faire tuer, mais nous vous sauverons et ceux qui vous gardent avec vous; n'oubliez pas de le faire savoir à nos familles.' Plusieurs m'embrassèrent et je ne les revis plus. Leva Zinkovski me transporta dans ses bras et me coucha dans une charrette de paysan. J'entendais crépiter la mitrailleuse Luys et éclater les bombes. Les mitrailleurs couvraient la retraite. Nous fîmes environ quatre kilomètres et passâmes une rivière. Les mitrailleurs sont morts<sup>24</sup>.»

Harcelé par la cavalerie de Boudienny, Makhno franchit le Dniester en août 1921 et se réfugia en Roumanie. Après avoir été interné en Roumanie et en Pologne, il obtint l'asile en France; il est mort, ouvrier d'usine, à Paris.

A qui incombe la responsabilité de cet étranglement d'un mouvement paysan, foncièrement révolutionnaire, que le pouvoir central venait de reconnaître? Au bureau politique de Lénine et de Trotsky? Au gouvernement des Soviets d'Ukraine, alors présidé par Rakovski? A l'armée de Frounzé où se trouvait à ce moment Bela-Kun, connu pour sa fourberie? A tous sans doute, dans des mesures qu'il importerait de connaître. Principalement à l'esprit d'intolérance dont le bolchevisme se montre de plus en plus animé à partir de 1919: monopole du pouvoir, monopole idéologique, la dictature des dirigeants du parti tendant déjà nettement à se substituer à celle des Soviets et du parti même. Cette perfidie fut en tout cas une grande faute. Désormais un fossé s'est creusé entre anarchistes et bolcheviks, qu'il ne sera pas facile de combler. La synthèse du marxisme et du socialisme libertaire, si nécessaire et qui pourrait être si féconde, est pour longtemps devenue impossible.

### **L'altruisme libertaire**

La valeur rationnelle d'une doctrine n'est pas, en réalité, essentielle à son efficacité. Jusqu'ici, des doctrines irrationnelles, ne résistant guère à la critique, ont joué dans l'histoire le rôle le plus décisif. L'anarchisme, en dépit des travaux consciencieux de Kropotkine et de Reclus qui, d'ailleurs, se rapprochèrent du socialisme marxiste, se présente à nous avec un ensemble d'idées utopiques et idéalistes que l'on n'a sans doute pas tort de rattacher à l'esprit de la petite production antérieure à la grande industrie moderne. Sous ces idées vivent profondément des complexes affectifs et instinctifs résultant de tout notre passé historique. L'esprit de liberté, avec ce qu'il implique de dignité, de générosité, de grandeur morale, de stimulant à l'action, fait la valeur réelle de l'anarchisme. Réalité

dépassant de beaucoup en importance la démarche hésitante et naïvement suffisante d'une pensée peu scientifique.

A la différence des tenants de toutes les autres idéologies – quelques formes de la pensée religieuse et les formes ardentes du communisme exceptées – les anarchistes cherchent à vivre en accord avec leurs idées. L'anarchisme demeure, même dans ses négations les plus absolues, une morale vécue. J'ai connu de jeunes illégaux individualistes – «sans scrupules conscients», disaient-ils eux-mêmes – qui se firent tuer par solidarité, pour ne pas lâcher les copains. A l'autre pôle de l'anarchisme, le vieux Kropotkine finit sa longue vie, près de Moscou, en écrivant *L'Éthique*. Tout au début de sa carrière révolutionnaire, il demandait: «La lutte pour la vérité, pour la justice, pour l'égalité, au sein du peuple – que voulez-vous de plus beau dans la vie<sup>25</sup> ?»

Les sources morales de la pensée révolutionnaire marxiste sont peu différentes. Rapprochons de ces mots de Kropotkine ces lignes de Trotsky: «... Sous les coups implacables du sort, je me sentrais heureux comme aux meilleurs jours de ma jeunesse, si je contribuais au triomphe de la vérité. Car le plus haut bonheur humain n'est point dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir.» (L. Trotsky: *Les crimes de Staline*, Grasset.) L'éthique anarchiste met l'accent sur la révolte de la personne; l'éthique marxiste se subordonne à l'accomplissement de la nécessité historique. La première aboutit à une sorte de personnalisme; la seconde à une technique révolutionnaire.

La loi intérieure des révoltés anarchistes les ramène aux formes classiques de l'altruisme, mais c'est à la pointe du combat; et comme elle procède de complexes moraux et psychologiques qui tendent tous les ressorts de l'être, elle va facilement jusqu'au bout d'elle-même, supérieure à la défaite comme l'infortune personnelle. Détachons une page d'Elisée Reclus<sup>26</sup> et quelques lignes de Vanzetti:

«Je me souviens, comme si je la vivais encore, d'une heure poignante de ma vie où la joie profonde d'avoir agi suivant mon cœur et ma pensée se mêlait à l'amertume de la défaite. Il y a vingt ans de cela. La Commune de Paris était en guerre contre les troupes de Versailles, et le bataillon dans lequel j'étais entré avait été fait prisonnier sur le plateau de Châtillon. C'était le matin, un cordon de soldats nous entourait et des officiers moqueurs venaient faire les beaux devant nous. Plusieurs nous insultaient; un d'eux qui, plus tard, devint sans doute un des plus élégants pasteurs de l'Assemblée, pérorait sur la folie des Parisiens: mais nous avions d'autres soucis que de l'écouter. Celui des officiers qui me frappa le plus était un homme sobre de paroles, au regard dur, à la figure d'ascète, probablement un hobereau de campagne élevé par les jésuites. Il passait lentement sur le rebord abrupt du plateau et se détachait en noir comme une vilaine ombre sur le fond lumineux de Paris. Les rayons du soleil naissant s'épandaient en nappe d'or sur les maisons et sur les dômes: jamais la belle cité, la ville des révolutions, ne m'avait paru plus belle! 'Vous voyez votre Paris!', disait l'homme sombre, en nous montrant de son arme l'éblouissant tableau: 'Eh bien, il n'en restera pas pierre sur pierre.'»

Vanzetti, condamné avec Sacco à l'électrocution, répond le 9 avril 1927 au juge Thayer: «Si cette chose n'était pas arrivée, j'aurais passé toute ma vie à parler au coin des rues à des hommes méprisants. J'aurais pu mourir inconnu, ignoré: un raté. Ceci est notre carrière et notre triomphe. Jamais, dans toute notre vie, nous n'aurions pu espérer faire pour la tolérance, pour la justice, pour la compréhension mutuelle des hommes, ce que nous faisons aujourd'hui par hasard. Nos paroles, nos vies, nos souffrances ne sont rien. Mais qu'on nous prenne nos vies, vies d'un bon cordonnier et d'un pauvre cœur de poisson, c'est cela qui est tout! Ce dernier moment est le nôtre. Cette agonie est notre triomphe<sup>27</sup>.»

Cette force morale, dont les sources sociales sont profondes, la faiblesse intrinsèque de l'idéologie anarchiste ne l'amointrit pas. Elle offre peu de prise à la critique doctrinale. Elle est. Si le socialisme libertaire qu'elle anime était suffisamment fort, à la faveur des expériences que nous vivons, pour s'assimiler largement l'acquis du socialisme scientifique, cette synthèse assurerait aux révolutionnaires d'une efficacité incomparable.

#### Notes

1. Proudhon: *Lettres* (Grasset, 1929).
2. Paul Louis: *Histoire du socialisme en France* (Rivière).
3. Kropotkine: *Le salariat*.
4. Paul Louis: *Histoire du socialisme en France* (Rivière).
5. Franz Mehring: *Karl Marx*, p. 327, d'après l'édition russe de 1920, mise au pilon en URSS.
6. Voir le chapitre XVIII (Michel Bakounine) du *Karl Marx* de B. Nikolaïevsky et O. Menchen-Helfen (Gallimard).
7. Note sur l'*État et l'anarchie* dans *Contre l'anarchisme* (K. Marx et F. Engels) (Bureau d'éditions).

8. *Encyclopédie anarchiste*, t. I, p. 59, *Anarchie*.
9. Sébastien Faure: ouvrage cité, p. 84.
10. Aaron Baron est emprisonné en U.R.S.S. *depuis dix-neuf ans*. Les délégations de la CNT.-FAI envoyées à Moscou ont-elles songé à s'enquérir du sort de ces hommes?
11. *Esprit*, n° 55, 1<sup>er</sup> avril 1937, *Méditation sur l'anarchie*.
12. E. Armand: *L'Initiation anarchiste individualiste* (éd. de *L'En-dehors*, Orléans), p.21. L'auteur établit ainsi la filiation de l'anarchisme: «Prométhée, Satan, Épictète, Diogène, Jésus même peuvent être considérés, à différents points de vue, comme des types d'anarchistes antiques... » (p. 19). Pourquoi pas le Créateur (hypothétique) du désordre universel?
13. F. Brupbacher: *Introduction à la Confession de Bakounine*, p. 28 (Rieder).
14. Je cite de mémoire.
15. Bakounine: *Confession*, p. 169-170 (Rieder.)
16. Je demandai, au début de la guerre civile en Espagne, à un camarade de la FAI, si l'on avait songé à donner aux miliciens une éducation politique, à nommer à cette fin des commissaires au front, à créer des écoles de combattants... «Nous ne voulons pas faire de politique, me répondit-il. – Une œuvre d'éducation philosophique, peut-être... »
17. F. Engels: *Les Bakounistes au travail*, mémoire sur l'insurrection d'Espagne de l'été 1873.
18. Lénine: *L'État et la Révolution*, ch. VI.
19. Voline: *La révolution russe*, dans *L'Encyclopedie anarchiste*, t. IV.
20. Voir Victor Serge: *L'An I de la Révolution russe*, ch. VIII, *le désarmement des anarchists* et aussi, *Anarchie et démocratie soviétiques* (Librairie du Travail).
21. Koubanine: *Le mouvement Makhno* (en russe, *Librairie de l'État* – En Français: Archinov: *Histoire du mouvement makhnoviste* (Libertaire). L'auteur de ce livre, ancien compagnon de Makhno, s'est rallié à Staline en 1935.
22. Archinov, ouvrage cité.
23. On raconte que Vorochilov, au cours de ces combats, fit fusiller l'anarchiste Radomysslski – le frère de Zinoviev...
24. Cité par Archinov.
25. P. Kropotkine: *Aux jeunes gens* (Libertaire).
26. Élisée Reclus, *Évolution et Révolution* (Libertaire).
27. *Lettres de Sacco et Vanzetti* (Grasset).

## Itinéraires militants

**L'objectif de cette interview — et, nous l'espérons, des entretiens qui suivront avec d'autres camarades — est d'essayer de reconstituer la multiplicité des engagements révolutionnaires. Notre conviction est, en effet, que, malgré l'image présentée habituellement dans les autobiographies d'ex-gauchistes repentis ou les « enquêtes » journalistiques dont la plus célèbre est sans doute *Génération* de Hamon et Rotman, de nombreux salariés (ouvriers et employés) résistent à l'exploitation capitaliste de multiples façons, tentent d'organiser leurs collègues de travail, favorisent l'auto-organisation, réfléchissent à la façon dont pourrait fonctionner une autre société, etc. L'écrasante majorité des militants des années 60 et 70 n'ont pas tourné leur veste ni grimpé dans l'échelle sociale, contrairement aux quelques renégats qui n'arrêtent pas de battre leur coulpe sur les plateaux de télévision et de renier leurs idéaux antérieurs. (Y.C.)**

**Des JSU à la Résa d'Air France (première partie)**

**Cher Michel, tout d'abord je te remercie d'avoir répondu à mes questions. Quand as-tu commencé à militer et dans quelle organisation ?**

Mon premier contact avec une organisation c'était la JC en 1958. Cela n'a pas duré longtemps, juste une réunion parce qu'en fait ce soir-là, il y avait un match de foot de la Coupe du monde. La France affrontait la Suède et avait atteint un niveau auquel elle n'était jamais parvenue auparavant.

Les militants de la JC écoutaient donc le match. J'étais parti de chez mes parents sans dire où j'allais, j'avais 16 ans à l'époque, et je ne voyais vraiment pas l'intérêt de passer deux heures devant un poste de radio.

**Et pourquoi avais-tu été voir la JC ?**

J'habitais dans le quinzième arrondissement, à Paris, et je voyais les militants de la JC vendre le journal au métro Falguière. J'avais discuté quelques fois avec eux. Ce qui m'avait fait faire le pas c'était une manifestation contre de Gaulle rue de Vaugirard, en 1958 donc ; les manifestants avaient été violemment agressés par la police et les gens en parlaient beaucoup dans le quartier, des manifestants avaient été matraqués jusque dans les cours d'immeubles où ils avaient essayé de se cacher. De toute façon, mon milieu, ma famille étaient très hostiles au coup d'Etat gaulliste et à la guerre d'Algérie. Au cours des repas familiaux, la guerre et le racisme faisaient partie des sujets de discussion. Le PCF, à mes yeux, semblait l'organisation qui en avait le plus fait contre les nazis, la plus radicale. A cette époque, je n'avais pas de point de vue politique précis.

A l'automne suivant, ayant échoué au premier bac, j'ai changé de lycée et suis allé à Lakanal comme interne. J'y ai trouvé assez vite 4 ou 5 lycéens (en première et terminale) ; nous avons décidé de créer un comité contre la guerre d'Algérie. Parmi les gens de ce comité il y avait les deux filles (qui étudiaient dans le lycée de filles d'à côté) d'un prof de français, autoritaire mais sympa, et un copain (Rousseau dont j'ai regretté le départ) qui est parti assez vite à la JC et a quitté le lycée après son bac. Je l'ai perdu de vue, sauf qu'un jour j'ai aperçu sa photo dans un journal : il était allongé sur un banc et avait été assommé par les flics au cours d'une manif contre la guerre d'Algérie ; il s'était réveillé pendant que les flics le fouillaient, a fait mine de protester et les flics l'ont sonné de nouveau ! Notre comité comprenait aussi un « pied-noir » qui revenait d'Algérie, ses parents devaient encore être là-bas. Il nous expliquait comment se déplacer dans les rues d'Alger (ou de Paris si les paras débarquaient) sous la mitraille ! Il vivait seul dans un « appart » et on pouvait s'y réunir — pas seulement pour des raisons politiques d'ailleurs.

Notre comité ne regroupait que quelques jeunes lycéens qui voulaient faire quelque chose contre la propagande « Algérie française ». Je ne me souviens plus de quelle façon, mais on a formé une section des JSU (jeunesse du PSU). Le PSU était une scission de la SFIO sur la question algérienne, la SFIO menant la guerre.

C'est là, au PSU, que j'ai rencontré mon premier anarchiste. Il avait environ 70 ans et s'occupait de la bibliothèque municipale de Sceaux et m'a fait lire plusieurs bouquins. Il avait des fac-similés ou des originaux des journaux de la Commune. Au début, je n'osais évidemment pas le tutoyer, vu la différence d'âge. Il l'a tellement mal pris que j'ai cru qu'il allait me foutre une baffé : je me suis donc mis à le tutoyer. La deuxième chose qui m'avait frappée avec lui c'est que, lorsque j'allais le voir le midi, il pelait de l'ail, même s'il ne savait pas ce qu'il allait manger ; j'allais en général le voir à l'heure où je séchais la cantine ou juste après.

Il avait travaillé aux PTT, à Toulouse, et disait que c'était grâce à la Poste qu'il avait pu autant lire ; il

avait toujours un bouquin sous la main en attendant l'usager. J'ai peur que les employés actuels de la Poste n'aient pas de telles libertés pour se cultiver.

### **Quelles activités aviez-vous dans le lycée ?**

Nous distribuions des tracts de la main à la main (rappelle-toi que j'étais interne avant d'être viré de l'internat), collions des affiches à Sceaux et faisons des essais de manifestation à Paris. Je me souviens d'une des premières manif des JSU ; on était tellement peu nombreux à cette manif, rue Lecourbe, qu'on a distribué des tracts sur les trottoirs en se faisant insulter par les commerçants !

Aux réunions de la JSU sur Paris, on était une vingtaine, une trentaine, à tout casser. Dans mon lycée, il n'y avait pas d'autre groupe politique que nous, à part le copain qui est parti à la JC et a ensuite quitté le lycée.

### **Après le lycée qu'as-tu fait ?**

Je suis allé en fac de sciences en PCB (Physique, Chimie, Biologie) en 1961 et 1962.

J'ai toujours considéré les organisations de masse comme des supports utiles, voire indispensables tant que je ne me m'apercevais pas que la démocratie n'y était que de façade. Par conséquent je suis allé à l'UNEF, aux ESU et j'ai participé au comité contre la guerre d'Algérie. On ramait dans le milieu étudiant pour ramener du monde dans les meetings ou les manif anti-guerre ; il fallait forcer les profs qui ne voulaient pas nous laisser prendre la parole, mais le pire c'était l'apathie des étudiants. Un matin, je suis intervenu dans un amphi, malgré le prof, et j'ai senti l'absence de sympathie des étudiants pour la cause algérienne. Sans l'avoir prévu, je me suis mis à parler non seulement de la saloperie de la guerre et du colonialisme, mais aussi des sursis que ces « ramollos » ou bons patriotes risquaient de perdre !

Il y a eu aussi quelques bagarres contre ceux que nous appelions les « fachos » ou les « Algérie française ». Le comité contre la guerre regroupait un peu tout le monde : une partie de l'UNEF, les UEC tendance « italiens » (ce terme désignait une minorité du PC qui voulait que le PCF prenne ses distances vis-à-vis de l'URSS comme le PC italien l'avait fait. Nous considérions cette tendance comme plutôt à droite par rapport au PCF), les futurs JCR, les ESU, etc. La grande bataille interne se déroulait entre, d'une part, le PC qui ne voulait réclamer que la « paix en Algérie » et non l'indépendance et, d'autre part, l'UNEF et le comité pour l'indépendance de l'Algérie qui regroupait tous les autres courants.

A cette époque, j'ai participé à une action bizarre avec les ESU. Ma dernière action avec eux en fait. Nous avons barbouillé les murs de Paris en écrivant partout le sigle GAR (Groupe d'action révolutionnaire). Cela correspondait à une obscure bataille dans le comité d'action contre la guerre d'Algérie entre les différentes tendances pour affirmer l'existence des ESU à travers ce mystérieux GAR... qui n'existait pas.

Après cet épisode peu glorieux j'ai laissé tomber les groupes politiques. Entre le comité contre la guerre d'Algérie et l'UNEF j'étais bien assez occupé. Je n'ai retrouvé un groupe politique qu'en 1966, à la création de la JCR. La guerre d'Algérie était finie depuis longtemps et l'UNEF commençait à se perdre en grandes batailles d'appareil que je comprenais enfin clairement.

Après avoir abandonné mes études dentaires en troisième année (je ne me voyais pas vivre dans ce milieu) j'ai commencé des études à l'ISST (Institut des sciences sociales et du travail) où j'apprenais la sociologie et le droit du travail. Dès 1965/66, il m'a fallu trouver des petits boulots (je n'étais plus indemnisé par la MNEF n'appartenant plus au bureau), puis en décembre 1966 je me suis fait embaucher à l'AFTAM (Association pour l'accueil et la formation des travailleurs africains et malgaches) par une copine qui y travaillait déjà. Je continuais mes études à ISST et je militais à la JCR dans un cercle de jeunes travailleurs.

### **Est-ce qu'il y avait des structures de formation à la JCR ?**

Les seuls stages de formation dont je me souviens c'était un week-end dans une auberge de jeunesse à Poissy et cela correspondait aussi à la création de la JCR (on devait être peut être 40 ou 50). Weber et Krivine ont pris la parole, c'étaient déjà les organisateurs, les chefs. Il y a eu aussi un stage d'été que j'ai loupé à cause d'un accident de voiture sur la route du stage.

Nous avons aussi participé à une manifestation internationale à Liège, encadrée par les flics.

A chaque réunion des cercles de la JCR quelqu'un faisait un topo; parfois bon, parfois sans grand intérêt parce que pas assez documenté.

Les participants prenaient la parole, n'avaient pas d'inhibitions particulières, me semble-t-il, pour parler. Souvent en politique, les gens ont l'impression qu'il n'y a pas besoin de travailler ou d'être compétent. Si quelqu'un fait un exposé, et a travaillé dessus, cela peut être utile. Mais sur des sujets compliqués, cela ne marche pas seulement à la bonne volonté.



A la JCR, je me suis embêté dans mon cercle de jeunes travailleurs. D'une part, la formation n'était pas assez structurée, d'autre part nous n'arrivions pas à avoir une activité centrée sur une ou plusieurs entreprises ; le cercle ne savait pas aider les camarades d'entreprises ; il faut dire aussi qu'à part une copine vendeuse au Bon Marché, aucun d'entre nous ne bossait dans une grande boîte, ce qui limitait les possibilités.

Par ailleurs, le centre d'intérêt de la JCR c'était la propagande autour de la guerre du Vietnam bien plus que les luttes ouvrières.

### **Comment se passait la vie politique en milieu étudiant ?**

Au début des années soixante, souvent au Quartier latin, on traînait tous à la librairie Clarté et c'était les « italiens » qui tenaient la librairie. (Ceux qui s'opposaient à la présence de l'armée française en Algérie avaient de bons rapports avec les étudiants communistes qui étaient favorables à l'indépendance et opposés à la politique officielle de leur Parti.) Les meetings se tenaient dans la cour de la Sorbonne et nous participions aux manifestations contre la guerre, nous étions pour l'indépendance. Il y avait pas mal de bagarres au quartier Latin entre les partisans de l'Algérie française et les tenants de l'Algérie indépendante. On faisait la chasse aux vendeurs de journaux et tracts « fachos » et vice versa, je ne donnais pas ma part aux chiens.

A coté des « italiens » et des futurs militants de la JCR, le moteur dans le milieu étudiant à ce moment-là, c'étaient les militants de la FGEL où de futures vedettes sont apparues (Peninou, Kravetz, Bouguereau ... et autres). Les vedettes syndicalistes fonctionnaient comme un petit groupe autoproclamé qui prenait les décisions. Je ne comprenais pas ce type de mœurs, j'étais naïf. Aux AG (assemblées générales) assistaient tous les adhérents qui voulaient. Ça se passait dans un amphî et il y avait des vedettes, la discussion se développait et soudain, pour des raisons qu'ignorait le commun des mortels, la réunion s'arrêtait. Quelques privilégiés se réunissaient à part et, au bout d'une heure ou d'une demi-journée, ils revenaient et soumettaient au vote la décision qu'ils avaient prise entre eux, ou à l'issue de négociations entre groupes politiques. En fait, c'étaient les représentants des différentes tendances (« italiens », bureau de l'UNEF, direction de la FGEL, ESU, etc.). Les adhérents n'étaient là que pour entériner les décisions prises ; souvent le seul choix des adhérents de base c'est de partir si la politique proposée ne leur plaît pas, ce qu'ils ont fini par faire en masse. Dans une de ces réunions je me souviens qu'une seule fois quelqu'un a remis en cause ce type de fonctionnement : Pierre Goldman, mais il ne s'investissait pas et partait déjà vers d'autres mondes.

On m'a proposé de me faire élire administrateur de la MNEF puis président de la Mutuelle à Paris, cela s'est fait entre quatre z'yeux et l'élection fut discutée comme d'habitude par des gens extérieurs au conseil d'administration de la Mutuelle car en fait la bataille se déroulait entre les staliniens majoritaires à ce moment et le reste des tendances de gauche et d'extrême gauche.

### **En dehors de la JCR, as-tu eu d'autres activités ?**

Je me suis intéressé au syndicalisme étudiant (1963 à 1966). Après la guerre d'Algérie qui avait complètement occupé nos esprits sur le plan politique, nous nous trouvions dans une sorte de vide. (L'UNEF avait été la seule organisation française à entretenir des rapports avec son homologue algérienne.) A l'époque, on revendiquait le remplacement des bourses par une allocation d'étude (une sorte de salaire étudiant), nous voulions plus d'autonomie pour tous les étudiants. Le PCF et la droite étaient opposés à cette revendication de l'UNEF. Le PCF préférait revendiquer davantage de bourses, plus de places dans les cités universitaires, à des tarifs moins chers.

Les étudiants étaient organisés en AG par faculté et par villes universitaires, la majorité était à gauche depuis peu de temps et les élections à la MNEF représentaient un bon thermomètre, sauf que les étudiants votaient peu et que le bourrage des urnes se pratiquait ici où là.

J'ai eu des responsabilités dans le syndicalisme étudiant, j'ai même été élu président de la MNEF parisienne, en 1964 ou 1965, je pense. C'était une activité faiblement rémunérée (un petit défraiement) avec, en prime, une piaule à la Cité universitaire d'Antony. Le bureau se trouvait boulevard Saint-Michel, la Mutuelle avait deux secrétaires et nous gérons le centre 601 de la Sécurité sociale étudiante. Je suis arrivé à un moment où se déroulait une bataille entre la tendance majoritaire de l'UNEF qui était avec la FGEL et les étudiants dans la ligne du PCF. Je me suis retrouvé président parce qu'il fallait une personne pas trop marquée politiquement, pas connue et manipulable. J'étais connu comme un militant anti-guerre et suivais des cours en fac dentaire dont la réputation n'était pas révolutionnaire, un candidat de consensus comme on dit aujourd'hui.

A cette époque je traînais l'idée que, pour arriver à la révolution, il fallait convaincre telle ou telle

catégorie de la population de revendications indispensables mais qui ne seraient pas acceptables par le système : la population aurait, en quelque sorte, fait la révolution sans s'en rendre compte.

La FGEL a eu un projet remarquable à cette époque : elle a annoncé qu'elle interdisait au ministre de l'Éducation de pénétrer dans la Sorbonne, tant que nos revendications ne seraient pas satisfaites (allocation d'étude en particulier). Arrive la rentrée solennelle de l'université et bien sûr le ministre, pas impressionné du tout, annonce qu'il sera là. La FGEL appelle à occuper la Sorbonne et les autres étudiants (des autres facs) à manifester autour ; ce fut le « bide », aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Sorbonne. La Sorbonne ne sera occupée par les étudiants que quelques années plus tard et non sur commande, mais je vais trop vite.

J'ai été président de la Mutuelle pendant un an et j'ai commencé à exprimer des critiques vis-à-vis des responsables nationaux de la Mutuelle, notamment le président de la Mutuelle, un certain... Christian Blanc. A ce moment-là, je me suis intéressé à ce que disaient deux genres de militants : des gens qui étaient regroupés autour de la clinique psychiatrique de Cours Cheverny où exerçait entre autres Félix Guattari et j'ai pu pas mal discuter avec eux ; d'un autre côté, il y avait à Strasbourg des étudiants qui allaient écrire la fameuse brochure *De la misère en milieu étudiant* diffusée par les futurs situationnistes.

Ces deux influences m'ont fait pas mal réfléchir. Je suis allé plusieurs fois à la clinique de Cheverny discuter avec Guattari et les autres ; quant aux militants de Strasbourg je les ai rencontrés à Paris dans des réunions de l'UNEF et de la Mutuelle. Il s'agissait de rencontres individuelles informelles.

A l'occasion d'un congrès de la Mutuelle, à Nantes, on a rédigé une sorte de programme. L'un des points sur lesquels on s'est affrontés avec le bureau national en place, concernait les rapports entre les administrateurs étudiants et le personnel de la Sécurité sociale. On critiquait la hiérarchie dans les centres de sécu étudiants, les bas salaires. Nous estimions que la Mutuelle avait un rôle de béquille du système et que les militants de l'UNEF devaient dénoncer le côté réformiste de la Mutuelle et s'en retirer avec fracas. A ce congrès on a proposé que la gestion des centres de Sécurité sociale se fasse de manière non hiérarchique, et que l'on ne tienne pas compte des budgets mais seulement des besoins des étudiants, quitte à exploser la Mutuelle si cela n'était pas gérable — ce que nous pensions. La direction nationale de la Mutuelle ne voulait pas en entendre parler, évidemment ; elle ne désirait même pas que nos propositions soient discutées, encore moins mises aux voix. Comme pas mal d'étudiants étaient intéressés par ce que nous racontions, avec la section de la Mutuelle de Strasbourg (les futurs situationnistes), j'ai proposé d'aller discuter dans un amphi voisin, puisque le bureau faisait obstruction à la discussion. A quelques voix près on a perdu.

Ça a été la fin de mes activités de mutualiste et syndicaliste étudiant. Une copine m'avait parlé d'un boulot possible je m'y suis présenté.

### **Quel a été ton premier boulot ?**

Je travaillais dans un organisme (l'AFTAM) qui s'occupait de travailleurs immigrés. Ils commençaient à construire des petits foyers et ils avaient des activités : ils trouvaient des boulots aux immigrés et faisaient de l'alphabétisation. J'étais responsable d'un foyer et vivais dans ce foyer à Montreuil. Ce quartier abritait encore beaucoup d'usines en activité et les marchands de sommeil entassaient les immigrés dans d'anciennes usines ou dans n'importe quels locaux.

Le foyer dont je me suis occupé pendant deux ans comportait 125 lits, des dortoirs, une salle commune avec une télé, une cuisine commune et deux salles de douches collectives. Les locataires lavaient leur linge dans les lavabos. Un tailleur confectionnait des boubous, et un forgeron fabriquait des bijoux pour les dots des futures mariées au pays (Mali et Sénégal).

Avec quelques copains nous avons créé une section CGT qui n'a pas eu beaucoup d'effet, sinon de susciter la création d'une section syndicale maison.

### **Comment as-tu vécu les événements de 68 à Montreuil ?**

Le 3 mai, je me suis retrouvé boulevard Saint-Germain. Au niveau de la place Maubert, je vois une façade brûlée, toute noire, et des débris partout. Je mets la radio et j'entends qu'une manifestation violente d'étudiants s'est déroulée dans l'après-midi au Quartier latin, pour défendre des gars menacés d'exclusion de l'université. Le lendemain, je suis revenu participer à une nouvelle manif. Je n'avais jamais vu autant de gens décidés et prêts à s'affronter avec les flics, qui reculaient souvent. Nous vivions cela comme une vraie fête. Après tant d'années où l'on avait plié devant l'Etat gaulliste et ses flics (manifestations contre la guerre d'Algérie, puis celle du Vietnam), jusqu'au 13 mai, les manifestations quotidiennes nous permettaient, malgré les nombreux blessés, d'avoir le sentiment de tenir la rue, de nous faire respecter et d'espérer enfin déboucher sur quelque chose. Pour moi c'étaient dix ans de

cocotte minute qui explosaient.

Après l'occupation de la Sorbonne, des gens ont lancé un appel à créer des comités d'action. J'ai inscrit mon adresse sur une des listes et des gars ont commencé à venir me voir au foyer. A Montreuil, on avait au début deux comités d'action qui ont fusionné plus tard. L'un des comités d'action était animé par des militants de la JCR. Le comité dans lequel je me trouvais regroupait entre 20 et 30 personnes, les militants de base ne comprenaient pas pourquoi il y avait deux CA et ceux-ci ont fusionné au bout de quelques jours.

### **Qu'aviez-vous comme activités ? Militiez-vous seulement sur le quartier ou avec d'autres banlieues ou avec des comités de Paris ?**

On militait à Montreuil et des membres du comité de Montreuil venaient de Rosny, mais on n'a pas cherché à contacter des gens ailleurs. Personnellement, et aussi en tant que représentant du comité, j'ai assisté à des réunions des comités d'action à Paris et cela m'a vite gonflé. J'ai abandonné et personne d'autre n'y a été pour nous représenter.

Nous avons surtout essayé de contacter les entreprises soit à Montreuil, soit autour. Il y avait une boîte qui fabriquait des téléviseurs, Grandin, une boîte assez importante. On pouvait discuter avec des ouvrières devant la porte mais on n'arrivait pas à entrer. On aurait voulu faire des actions communes, mais la CGT et des « maos » verrouillaient tout. On n'était pas assez accrocheurs, et nous incruster comme des morpions ne nous intéressait pas.

Le comité d'action comprenait des ouvriers mais c'étaient toujours des gens isolés, qui ne représentaient pas un groupe dans leur entreprise ou alors les entreprises étaient toutes petites. La majorité des participants étaient des petits-bourgeois : profs, instits, étudiants etc. Dans une manif à Paris et après j'avais sympathisé avec Roland et Michel, deux menuisiers de Rosny. Ils ont été intéressés par le comité d'action et ont amené deux autres copains de Rosny : « Petit suisse », un plombier, et « Yoyo », un autre menuisier. C'étaient plutôt des mecs de tendance anarchiste, l'un d'entre eux (Roland) avait des contacts avec la FA. Nous avions aussi P., un autre anar qui était paveur, assez vieux à nos yeux de jeunes de 20-25 ans (le refrain de notre aîné devint assez vite : « C'est le reflux »), et un technicien de Roussel-Uclaf, à Romainville, qui avait participé à un maquis pendant la guerre en Corrèze. Je te parle là des plus actifs.

C'était ce genre de prolos qu'on contactait. A aucun moment on n'a eu de contacts suivis et politiques avec des ouvriers de grandes boîtes.

### **A quelle fréquence se réunissait le comité ?**

Une ou deux fois par semaine. On vendait presque tous les jours *Action*, le journal des CA. On allait chercher une pile de 100 exemplaires quelque part au Quartier latin et on vendait tout dans l'heure, devant la mairie de Montreuil. Le 13 mai, j'ai vendu à moi tout seul 700 exemplaires d'*Action* dans la journée, à la manif. J'ai gardé des numéros d'*Action* et, à la relecture, le contenu est très réformiste. Ce n'est pas un bon journal de propagande ni de réflexion, à l'époque nous ne le voyions pas. Nous n'écrivions pas d'articles pour *Action*, personne ne nous le demandait. On allait chercher des affiches des Beaux-Arts et on a fait aussi des affiches sérigraphiées locales avec nos propres textes. Ça ressemblait à un tract et je me souviens des titres : « La bourgeoisie a peur » et le second « La bourgeoisie a encore peur », un peu avant les vacances sans doute.

Le matin, on allait tous les deux-trois jours faire des collages d'affiches.

Il n'y avait pas de chef, mais quelques-uns en faisaient plus que les autres. Il me semble que j'avais une activité de rassemblement et de coordination avec une copine Sylvia, Roland L., le technicien de Roussel, une copine animatrice, etc. On est passé d'une trentaine de membres à une centaine dans quelques réunions plénières qui se tenaient dans une salle de réunion appartenant à des protestants. Presque tous les jours, une dizaine ou une quinzaine d'entre nous faisaient les collages d'affiches, assuraient les ventes de journaux. Les autres venaient aux manifs et étaient assez « consommateurs ». Les réunions quasi quotidiennes se déroulaient dans les appartements des uns et des autres ou dans des bistros. On discutait de la situation politique du moment et on décidait si on allait participer aux actions de l'ensemble des comités d'action. Il n'y avait pas de secrétaire, pas de trésorier, pas de commission particulière. Les décisions étaient prises à la majorité. Les discussions portaient souvent sur des tâches pratiques et il n'y avait pas beaucoup de divergences.

Ce qui nous divisait éventuellement, c'étaient les interventions des militants d'organisations d'extrême gauche, en particulier les maos. Un des problèmes qu'on a eus et qu'on n'a pas pu résoudre d'ailleurs c'était Grandin. Les ouvrières semblaient intéressées à ouvrir leur grève et cherchaient des

soutiens extérieurs mais il y avait un groupe de maos, des anciens cathos, qui avaient réussi à nouer des contacts à l'intérieur. On n'a pas voulu chercher à s'affronter avec eux devant les ouvrières et ouvriers de Grandin et l'usine est restée chasse gardée de ces maos, qui n'ont rien fait de spécial, sauf essayer leurs slogans en particulier : « pour une CGT de lutte de classe » !

A la fin de mai-juin, on a contacté quelqu'un chez Krema Hollywood. La mère d'une des copines du comité d'action bossait dans cette entreprise. Avec elle et une ou deux autres ouvrières on a fait un bulletin pour les ouvrières de Krema. On critiquait la politique des salaires dans la boîte, les conditions de travail. Un des problèmes c'était la santé, notamment les femmes devaient nettoyer les machines tous les matins avec des produits puants et dangereux. Parfois elles tombaient dans les pommes. Nous écrivions le bulletin en nous inspirant de ce que nous racontaient les ouvrières. Nous diffusions à la porte tous les 15 jours, me semble-t-il, et elles le diffusaient clandestinement à l'intérieur. Cela a duré environ six mois puis c'est LO qui a pris la relève du comité d'action, qui n'existait plus.

Les deux seules forces politiques sur Montreuil étaient le PCF et le CA en mai et juin, situation bizarre s'il en fut. Nous n'avions pas de contacts avec le PCF et n'avons pas essayé de proposer des actions communes. A Montreuil, le jour du discours de de Gaulle qui annonçait son référendum, le PCF avait appelé à une manif locale pour empêcher les gens d'aller à la Bastille. Par hasard, les deux manif, celle du PC et celle du CA qui se rendait à Paris, se sont croisées. Elles étaient à peu près de la même taille, mais chacun est resté sur son trajet.

On trouvait que les adhérents du PCF se faisaient bourrer le mou mais, dans notre optimisme, nous pensions que le PCF allait bientôt perdre de son importance assez vite.

Aux élections législatives nous avons mené une campagne active pour l'abstention (« élections piège à cons »). Le jour des élections, avec quelques copains du CA nous sommes allés à la pêche.

J'ai été appelé par les flics début juillet. J'avais barbouillé « Après février, octobre » sur le mur du pavillon d'un type qui n'avait pas apprécié. Il avait relevé le numéro de ma plaque minéralogique, alors que je faisais ça seul en voiture. Début juillet, on pensait encore que le mouvement s'était provisoirement calmé mais allait redémarrer à l'automne.

J'écoutais beaucoup la radio pendant le mois de mai. A chaque bulletin d'informations on apprenait que de nouvelles entreprises se mettaient en grève et cela nous maintenait le moral au beau fixe. J'ai compris que ce ne serait pas la fête après la manif du 13 mai. Je roulais en voiture un soir et j'ai eu envie d'aller voir les usines situées entre Pantin et la banlieue Nord. J'ai fait 5 ou 8 usines et à chaque fois j'arrivais plein d'enthousiasme. Je suis tombé sur des délégués CGT, probablement membres du PCF. Il était impossible d'entrer dans les usines, de discuter avec les grévistes. Je me rendais compte que les usines n'étaient pas occupées et que l'ambiance n'était pas terrible. Je pensais que les manif arriveraient à exploser ce barrage.

Ce qui se passait à Montreuil n'était pas isolé du reste de la situation. Le 11 mai, la nuit des barricades, le boulevard Saint-Michel était bourré de monde et j'ai eu l'occasion de discuter avec de nombreux jeunes ouvriers. Je n'avais pas une stratégie dans ma tête, j'étais content. On sortait de dix ans de gaullisme verrouillé de partout, le PCF bloquait du côté de la classe ouvrière, dans ces journées de mai et juin on a quand même vu s'ouvrir une grande fenêtre sur l'avenir !

On ne savait pas que le PCF avait encore assez de force pour repousser la fenêtre, même s'il devait en mourir et ne plus jamais arriver à se faire passer pour un parti révolutionnaire, et que la bourgeoisie moderniste avait assez de tours dans son sac pour recadenasser ladite fenêtre avec l'aide des vedettes « ex-soixante-huitardes ».

En septembre 1968, j'ai participé à une manif contre le massacre sur la place des Trois-Cultures à l'occasion des jeux Olympiques de Mexico. Alors que quelques semaines auparavant on était prêts à bouffer du flic, on s'est fait embarquer à plusieurs dizaines sans aucune réaction. Une camarade est arrivée avec des manches de pioche dans sa voiture. Personne n'a voulu en prendre et se battre. Les manches de pioche ont fini dans le caniveau. Comme quoi l'ambiance de mai 68 avait bien disparu.

En décembre 1968 je suis parti à Madagascar et ne suis revenu en France qu'en janvier 1971.

### **Quand tu reviens en 1971, as-tu des activités politiques ?**

Le choix d'une organisation n'avait pas une très grande importance pour moi, j'aurais pu aller vers un groupe anarchiste si j'en avais connu un qui fasse un travail ouvrier. Dans le comité d'action de Montreuil des copains ouvriers sympathisaient avec la Fédération anarchiste. Ces camarades avaient l'impression que la FA ne s'intéressait pas à un travail ouvrier régulier. Quant aux maos, je n'appréciais pas leur côté catho et manipulateur. En 1968, ils ne s'intéressaient au comité d'action que pour récupérer

des clients, et ne se préoccupaient pas du mouvement de révolte de mai 68. J'étais également gêné par leur violence forcée : ils essayaient de créer un climat de violence artificielle.

Je suis allé vers LO plus par défaut que par choix. C'était l'organisation qui me semblait la plus sérieuse pour essayer de former un groupe révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière, ce qui me semble avoir manqué en mai et juin 1968. A Madagascar, j'avais gardé des relations épistolaires avec une copine du CA de Montreuil et elle était entrée à LO. Elle avait continué le bulletin de Krema Hollywood qui était devenu un bulletin LO. Quand je vivais à Madagascar, j'avais reçu un exemplaire de LO dont la une affirmait à propos du décès de Ho chi Minh : « Un combattant nationaliste est mort, pas un combattant du socialisme. » Je ne me souviens plus des termes exacts, mais l'idée générale était celle-là. Cela m'a un peu étonné d'abord, puis fait réfléchir ensuite, en fait, j'étais mûr pour faire ce pas : tous ces régimes staliniens prétendument socialistes n'avaient rien à voir avec la classe ouvrière.

### **Fais-tu partie tout de suite d'un cercle sympathisant ou d'une cellule de LO ?**

Je n'ai pas plus envie en 1971 qu'en 1967-68 de participer pleinement aux activités d'un groupe politique. Je veux bien mettre la main à la pâte, rien ne me rebute, mais je ne fais pas suffisamment confiance aux organisations et à leurs chefs pour me lier complètement avec elles. Je savais déjà que je ne serais pas d'accord avec la façon de fonctionner de LO, ou des autres organisations d'extrême gauche d'ailleurs. Ce n'était pas une question de dévouement, au sens où LO l'entend. Je passais pas mal de temps à vendre le journal (au moins deux fois par semaine dont la matinée du dimanche), à diffuser des bulletins d'entreprise, faire du porte à porte pour vendre LO dans les HLM de la rue des Quatre-Frères-Peignot, à aller bosser sur le terrain où LO organisait sa première fête, à coller des affiches ou le journal quand on n'avait pas d'affiches, à militer dans le quinzième arrondissement contre les expulsions.

**Que faisiez-vous contre les expulsions ? S'agissait-il d'un comité lancé ou animé seulement par LO ? Quel genre de gens participaient aux activités de ce comité ? Quels ont été les résultats de votre bagarre ?**

Le premier immeuble dont nous nous sommes occupés était un hôtel meublé, occupé par des travailleurs algériens. Le bâtiment devait être détruit et les locataires refusaient de partir. C'était rue Gutenberg, en 1971. Assez vite, par le contact d'un militant de *Pouvoir ouvrier* (issu de *Socialisme ou barbarie*) on a discuté avec des gens d'un autre immeuble, rue de Lourmel, des Français assez âgés en majorité, notamment des retraités. Puis il y a eu un autre hôtel meublé, pour travailleurs immigrés qui se trouvaient dans la même situation. A ce moment-là, les grandes opérations immobilières démarraient fort dans le quinzième arrondissement.

On faisait des réunions publiques, une ou deux manifs dans le quartier qui regroupaient cent à cent cinquante personnes, principalement les expulsables. Comme militants politiques, il y avait LO et les deux copains de *Pouvoir ouvrier*. On ne tenait pas à ce que les réunions se transforment en batailles intergroupusculaires, donc on ne cherchait pas trop la collaboration d'autres forces. De toute façon, les gauchistes ne se bouscuaient pas. Le PCF ou la CGT, quant à eux, ne s'intéressaient pas à la question. A l'époque, il n'était pas question pour eux de mener des actions communes avec les gauchistes, malgré nos appels du pied. On a aussi reçu un coup de main de chrétiens, en tant que tels, on a même utilisé leurs salles. L'essentiel de l'action des locataires eux-mêmes, c'était de refuser de partir des immeubles, refuser le baratin des types envoyés par les promoteurs. Certains ont participé à des diffusions de tracts avec nous (très peu). Les propriétaires ont dépêché, rue Gutenberg, des nervis. Ceux-ci ont provoqué les locataires et, quand la bagarre a éclaté, la police est arrivée aussitôt pour s'en prendre aux locataires, évidemment. Les propriétaires devaient commencer à en avoir assez parce que les locataires ont tenu sans payer de loyer et sans déguerpir pendant plus de deux ans, malgré les pressions diverses.

L'action des nervis (armés de barres de fer) et des flics a sans doute démoralisé les travailleurs immigrés de la rue Gutenberg. On n'a pas très bien compris la fin de la lutte. Les interventions des nervis et des flics ont impressionné les locataires ; un délégué choisi par les locataires a retourné sa veste et s'est mis à faire de la propagande pour que les locataires s'en aillent. Les résidents de la rue Gutenberg n'ont rien obtenu, sauf les deux ans sans payer de loyer.

Par contre, rue de Lourmel, les locataires ont obtenu des choses. La majorité sont partis en touchant des indemnités du promoteur, et une minorité a été relogée dans le XV<sup>e</sup> ou le quartier de leur choix (parmi cette minorité, certains ont bénéficié des deux : indemnité et relogement), les derniers à être restés. Deux ou trois étaient partis très vite sans rien obtenir.

Dans les deux cas de résistance aux promoteurs immobiliers, certaines des personnes parmi les plus engagées au départ ont abandonné la lutte pour des raisons individuelles, ce qui a un peu démoralisé

certains autres.

On a aussi essayé d'intervenir rue Fallampin et impasse de l'Astrolabe, mais sans grand succès.

En marge de ces expulsions nous avons fait une saynète pour la fête de LO dans le style guignol, les locataires se moquant du député, du promoteur, on a bien rigolé.

On n'a recruté personne pour LO par ces actions dans le quinzième. On vendait quelques exemplaires du journal, on a emmené quelques locataires à la fête. Notre action n'intéressait pas vraiment LO, je crois, bien qu'il y ait eu un militant qui participait à toutes ces actions de façon très dynamique.

Ma participation à des activités avec LO se bornait à de la propagande, je ne voulais pas entendre parler de réunion interne, cela me paraissait parfaitement inutile pour la définition de la ligne politique de LO parce que de toute façon elle ne se décidait pas à la base, comme d'ailleurs dans la plupart des organisations.

Je ne supportais pas la façon dont les discussions politiques se menaient dans les groupes. On n'envisage pas de tout mettre sur la table à propos d'une question donnée afin d'arriver à un accord sur un point. En fait, il y a souvent des intentions sous-jacentes ou des décisions qui ont déjà été prises dans un organe de direction et qui conditionnent, dès le départ, le déroulement de la discussion. La tension qui se crée souvent dans ces réunions est épuisante.

De plus, je trouve très pesant de vouloir absolument aboutir à une position commune, si ce n'est pas fait d'une façon réellement démocratique. Si je pouvais militer en évitant cette corvée inutile pour moi c'était très bien. J'avais un peu la même attitude vis-à-vis des organisations d'extrême gauche que des syndicats. Je pensais qu'elles étaient utiles pour faire de la propagande, mais je ne pensais pas qu'elles feraient la révolution. Les organisations étaient utiles à ce moment-là, mais j'étais persuadé que, dans une période pré-révolutionnaire, tous ces groupes perdraient beaucoup d'importance au bénéfice d'organisations genre comités d'action ou mieux soviets et conseils ouvriers.

#### **Comment es-tu passé de LO à Combat communiste ?**

Lors du premier tour des élections législatives de 1973, LO proposait un certain nombre de revendications à chaque député de gauche, en particulier du PCF. Si les députés ne s'engageaient pas sur une partie de ces revendications, LO menaçait de ne pas appeler à voter pour eux. Ensuite, LO a changé de position et décidé quand même de faire voter pour la gauche. Ce changement de position m'a mis la puce à l'oreille. Nous avons compris que nous allions poser les conditions à chaque député, et que les décisions se feraient au cas par cas. En milieu de semaine, après le premier tour, nous avons reçu une affiche qui appelait à voter pour le PCF, globalement. Il n'y avait plus ni pression à exercer, ni discussion à mener.

La majorité des sympathisants qui avaient fait la campagne électorale de LO n'étaient pas du tout d'accord ou ne comprenaient pas.

L'année suivante, en 1974, la première fois que LO s'est présentée aux présidentielles, Arlette Laguiller a dit que LO ne voterait pour la gauche que si celle-ci reprenait une partie de son programme. Et là aussi LO a changé de position.

Toi et V., vous m'avez contacté après votre exclusion de LO en 1975. En dehors de la question du capitalisme d'Etat en URSS et du manque de démocratie à LO, vous critiquiez la politique de LO vis-à-vis de la gauche et surtout du PCF. Ce sont des critiques que je partageais avec un petit milieu de gens, sympathisants de LO ou pas, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement.

#### **Combien de temps es-tu resté à Combat communiste et quelles leçons tires-tu de ton passage dans ce groupe ?**

J'ai été à CC de 1975 à 1980/1981. Les trois activités principales étaient constituées par des stages de formation, la fabrication du journal qui occupait beaucoup de temps pour les quelques camarades qui écrivaient des articles (camarades dont je ne faisais pas partie) et les 5 ou 6 bulletins d'entreprise. Je participais au bulletin d'Air France. J'étais d'accord avec CC, sauf que je trouvais lourd le fonctionnement en cellule, et toujours ce besoin de se mettre d'accord systématiquement sur tout. Je le supportais car j'étais à peu près d'accord avec la ligne générale, au moins les premières années. Aussi parce que je suis feignant et que ne je recherchais pas une autre boutique politique avec laquelle j'aurais été plus d'accord sur le fonctionnement, c'est-à-dire une organisation non léniniste, où la place d'une recherche politique et sociologique aurait été plus importante, plus ouverte. Ce que je reprochais à CC c'est que certains camarades avaient un type d'organisation et un certain nombre de pré-supposés léninistes dans la tête et ils ne voulaient pas les remettre en question. Au bout de quelques années, on s'est aperçu qu'il y avait des choses qu'on ne pouvait pas, de fait, discuter. Si on avait plus discuté sur le

programme on aurait peut-être pu contacter d'autres tendances.

Ce qui m'a toujours désolé c'est l'émiettement de tous les gens qui se réclament de la révolution. J'ai lu un livre de Gustave Lefrançais (*Souvenirs d'un révolutionnaire*, réédité en 1972 aux éditions de la Tête de feuilles) qui raconte sa vie de militant au XIX<sup>e</sup> siècle. Le seul moment où toutes les tendances de la gauche ont réussi à discuter véritablement entre elles, cela a été à la fin du Second Empire lorsque Napoléon III a autorisé la tenue de réunions ouvrières, en présence d'ailleurs d'un policier. Les organisations qui se réclament de la classe ouvrière se sont séparées en différents mouvements au moment de la révolution russe. Et ces groupes ont continué à fonctionner alors que les bases de leur séparation avaient complètement disparu. Dans notre société, ce qui a motivé la séparation dans le mouvement ouvrier il y a deux siècles a disparu. Les différentes tendances correspondent plus ou moins à une tendance qui s'est séparée des autres à l'occasion d'un mouvement social important (révolution russe, automne chaud italien, etc.). Tous ces mouvements se sont figés et n'ont plus jamais rien remis en cause. C'est pourquoi je crois que ces mouvements n'auront pas de rôle dans une future révolution.

### **Comment se passaient les stages de formation ?**

Cela se déroulait le week-end, durant 2 ou 3 jours, de 9 heures du matin à 23 heures. C'était long, très long. On discutait sur des choix de textes sacrés, et les points de vue des auteurs pouvaient être différents. Tout Combat communiste y participait, militants organisés dans les deux cellules, comme sympathisants. L'ambiance était plutôt sympa, j'ai l'impression d'avoir réfléchi sur pas mal de problèmes politiques. Ces stages avaient deux fonctions : une fonction d'apprentissage pour les copains les moins formés, et c'était l'occasion de formuler et bétonner des positions. Certains copains étaient peut-être un peu largués. C'est vrai qu'on ne s'était pas posé le problème d'une pédagogie liée aux différences de motivation et de culture politique entre les copains.

### **En ce qui concerne le journal : qu'en pensais-tu, le vendais-tu autour de toi et quelles étaient les réactions ?**

C'était un mensuel dont la plupart des articles étaient écrits par deux personnes ; les autres copains, dont moi, faisant un petit article de temps en temps. La participation au journal, pour moi, c'était surtout la vente publique ou de la main à la main, comme tous les copains. J'ai en effet emmerdé beaucoup mes relations à essayer de leur placer *Combat communiste*. Les gens ne se bouscuaient pas pour l'acheter et surtout pour le lire. Mais en cela CC n'a pas pu être différent des autres publications d'extrême gauche. Personnellement je n'imaginai pas un type de publication plus attrayant, c'était plus simple d'imaginer que, dans cette période, on ne pouvait guère mieux faire.

Les journaux, les tracts, etc. auxquels j'avais participé avant n'avaient jamais intéressé grand monde. Par contre, brutalement, en mai 1968 un journal mauvais comme *Action* se vendait à la mairie de Montreuil, à raison de 100 exemplaires par soir, deux ou trois soirs par semaine. Je ne sais pas si les gens le lisaient en entier. Il y avait des articles complètement réformistes, de longues citations de Marx, mais on vendait ça comme des petits pains. La qualité d'un journal d'agitation politique est à mon avis complètement liée à la situation politique, c'est pourquoi je ne me suis jamais vraiment posé la question de faire un « bon » journal. En fait, en temps normal, la vente de la main à la main est déterminée par la sympathie, tu vends à ceux qui te connaissent et veulent être gentils avec toi, tu ne vends jamais sur la base d'un accord total avec tes idées dans ton milieu de travail et encore moins à tes copains. Ceux des autres groupes, tu ne vas pas les convaincre et ce sont les seuls qui se posent des questions politiques du même genre que toi.

D'ailleurs, à propos de Combat communiste, je voudrais dire que nous nous sommes bien trompés sur l'importance du secteur capitaliste d'Etat dans l'économie. Il me semble que tous les copains voyaient l'évolution sociale vers plus d'Etat, et nous n'avons pas imaginé que le problème des capitaux qui n'arrivaient plus à s'investir à cette époque trouverait sa solution dans les ventes de sociétés nationalisées, c'était simple pourtant et personne n'y a pensé ! De même pour les trotskistes aucun n'avait imaginé le passage de l'URSS et de ses satellites sans une révolution à l'envers, ils ne pouvaient concevoir une simple faillite et le retour à un fonctionnement normal du marché.

## Limites de l'antisionisme (3)

### Bêtisier sioniste

« Quelqu'un qui a toujours critiqué Israël est un antisémite. »

(Elie Wiesel, entretien avec P. Amar le 1<sup>er</sup> février 2003 dans l'émission *On aura tout lu*)

### Bêtisier antisioniste (les passages soulignés ne le sont pas dans l'original)

« Il faut se demander à qui profite le crime. Je dénonce tous les actes visant des lieux de culte. Mais je crois que le gouvernement israélien et ses services secrets ont intérêt à créer une certaine psychose, à faire croire qu'un climat antisémite s'est installé en France, pour mieux détourner les regards. »

(José Bové, à son retour d'Israël en 2002)

« On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issus du peuple le plus longtemps persécuté (...) soit capable de se transformer en deux générations en peuple dominateur et sûr de lui et, à l'exception d'un admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier ».

« Dans les derniers temps de la reconquête de la Cisjordanie, Tsahal s'est livré à des actes de pillages, homicides exécutions où le peuple élu agit comme la race supérieure ».

« Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent, persécutent les palestiniens. Les juifs qui furent victime d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux palestiniens. Les juifs qui furent victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité ».

(*Le Monde*, juin 2002, « Israël-Palestine : le cancer », tribune libre signée par Danièle Sallenave, Edgar Morin et Sami Naïr)

Cette rubrique risque de devenir régulière vu les réactions négatives, voire violentes, qu'ont suscitées les articles dans les deux premiers numéros de *Ni patrie ni frontières* portant ce même titre et vu la façon dont les groupes dits d'extrême gauche traitent la question d'Israël. Mon objectif était assez limité, au départ : pointer les risques de dérapage antisémite dans la dénonciation unilatérale du sionisme qui va presque toujours de pair avec une complaisance vis-à-vis des autres formes de nationalisme présents dans la région, qu'il soit palestinien ou arabe. Il me semblait aussi que l'irritation spécifique contre le nationalisme juif -israélien venait notamment, chez les marxistes, de leur incapacité à prendre une distance critique vis-à-vis de deux de leurs textes sacrés : *La Question juive* de Marx et *La conception matérialiste de la question juive* d'Abraham Léon. Paralysés par un respect religieux vis-à-vis des écrits de Karl Marx et Abraham Léon, ils refusent de prendre en compte les recherches historiques qui remettent en question de vieux schémas, sous prétexte que leurs maîtres à penser auraient tout dit.

Cette démarche religieuse (aussi athées soient ses partisans) ne permet pas de comprendre l'existence de l'Etat d'Israël. On met donc l'accent sur les grandes manœuvres impérialistes (l'intérêt d'avoir un « pion » dans la région), sur la culpabilité morale de l'Occident (suite à l'Holocauste), facteurs qui ont certes joué un rôle important mais qui évitent de s'attaquer à un problème essentiel : l'existence d'un peuple juif et d'un sentiment national suffisamment puissant pour aboutir à la création d'un nouvel Etat. On oublie que le projet sioniste est bien antérieur à l'Holocauste, que les pogroms antisémites ont commencé bien avant l'arrivée au pouvoir de Hitler et que l'implantation en Palestine a démarré à une époque où il n'existait pas dans cette région d'États nations structurés mais un Empire, l'empire ottoman, démantelé après la Première Guerre mondiale.

Il est évident que, du point de vue révolutionnaire, la multiplication des États ne facilite pas à priori l'avènement d'une société communiste débarrassée des patries et des frontières. Mais rien ne sert de regretter la Yougoslavie de Tito ou l'URSS de Staline comme le font certains groupes trotskystes en oubliant un détail : ces fédérations se sont construites contre la volonté des peuples. De même rien ne sert d'avancer des mots d'ordre comme ceux de fédération socialiste des États du Moyen-Orient, d'Etat palestinien binational, etc. sans tenir compte des réalités religieuses, sociales et politiques locales.



## Misère de l'antisionisme

Un lecteur, ex-militant trotskyste, me téléphone pour me communiquer son indignation à propos de mes articles sur « les limites de l'antisionisme ». Je serai, selon lui, passé dans l' « autre camp ». Dont acte. Ce camp est d'ailleurs très large puisqu'il inclut, selon mon interlocuteur, non seulement la bourgeoisie mais... les trotskystes. Ensuite, il m'explique qu'il est pour la « destruction de l'Etat d'Israël » (je m'étonnerai toujours devant cette obstination, chez certains « révolutionnaires », à vouloir détruire **seulement un** Etat réactionnaire du Moyen-Orient, mais pas tous les autres États qui l'entourent...) puis il conclut en m'expliquant que la Palestine occupée ne serait, paraît-il, qu'un vaste « camp de concentration », reprenant ainsi à son compte les propos ridicules de l'écrivain portugais Saramago au printemps 2002 lors de sa visite à Ramallah. Rappelons tout d'abord que ce type de procédé vient de l'arsenal négationniste et antisémite : on retourne contre les Juifs certains mots qui ont une signification précise et ô combien douloureuse dans le peuple juif. De plus, comparer la Palestine avec un camp de concentration est tout simplement aberrant. Quand a-t-on jamais vu des prisonniers d'un camp quelconque disposer du droit d'avoir des armes et d'avoir leur propre police armée, voire de sortir du camp quand ils en ont les moyens économiques ? Encore une fois, nul besoin de comparer Israël à l'Allemagne nazie pour dénoncer sa politique : il est évident que les gouvernements israéliens successifs sont prêts à chasser la majorité des Palestiniens de Palestine et pour cela utilisent tous les moyens à leur disposition : dynamitage de maisons, refus d'employer de la main d'œuvre locale, importation de main-d'œuvre asiatique, harcèlement des paysans, humiliations permanentes lors des contrôles d'identité, liquidations d'opposants, etc. Il s'agit en fait de pratiques coloniales classiques, nul besoin d'invoquer le nazisme.

### **A propos de Finkelstein et de la crapuleuse expression « Shoah Business »**

Le pamphlet de Finkelstein contre ce qu'il appelle le « business » de l'Holocauste est un excellent exemple... de ce qu'il ne faut pas faire. A partir de sa position individuelle de militant (plus exactement de celle de ses parents — en substance : « La vie n'a pas de prix, donc je ne veux pas recevoir un rond d'aucun Etat, fût-ce l'Etat allemand ») il voudrait que tous les proches des rescapés et les rescapés de la Shoah eux-mêmes fassent le même raisonnement. (Dans son second ouvrage sur le même sujet, il livre d'ailleurs une information contradictoire : ces parents auraient bien reçu une indemnité, mais une indemnité ridicule. De là à penser que la violence de son indignation vient de là, il n'y a qu'un pas... que je ne franchirai pas, ne connaissant pas l'auteur. Mais reconnaissons qu'il donne des verges pour se faire battre.) D'ailleurs, je me souviens d'un documentaire sur Planète qui montrait les débats extrêmement violents qui se déroulaient dans un kibboutz à propos de la visite d'un maire allemand (dont la ville était jumelée avec celle proche du kibboutz), et de la question de l'indemnisation. Le problème était difficile à trancher, mais il faut vraiment être intolérant comme Finkelstein pour mettre tous les Juifs qui ont accepté des indemnisations dans le même panier. Sans compter qu'on apporte encore de l'eau aux moulins des antisémites puisque l'on dénonce des Juifs qui ne seraient intéressés que par l'argent et n'auraient pas de principes moraux (1).

Toute cette polémique sur les réparations n'a aucun sens. S'il y a des escrocs chez les grands avocats américains, d'accord pour les dénoncer. Mais des escrocs chez les avocats il y en a pas mal et surtout pour des questions beaucoup plus importantes qui touchent au fonctionnement même du capitalisme. Là encore, faudrait peut-être revoir les priorités, si l'on se prétend révolutionnaire. Mais je ne vois pas pourquoi, alors que n'importe quel type victime d'une inondation, d'un cyclone, d'un tremblement de terre (phénomènes naturels, certes, mais où l'imprévision et la corruption des hommes politiques joue un rôle) aurait le droit à demander à l'Etat (donc à tous les contribuables) de lui verser une indemnité, je ne vois donc pas pourquoi donc les Juifs n'auraient pas tiré de l'Etat allemand le maximum, que ce soit pour vivre en Israël ou ailleurs. Et que les contribuables allemands (ou d'autres pays) paient ne me semble que justice. Sans tomber dans la théorie de la responsabilité collective, il faut quand même bien mettre les gens devant leurs responsabilités. Idem pour les Indiens ou les Noirs d'Amérique, les Roms, les homosexuels assassinés par les nazis, etc. Que je sache, personne ne dénonce les Indiens d'Amérique parce qu'ils réclament des compensations pour le génocide dont ils ont été victimes, même si cela a

amené une petite tribu de 1 200 membres, afin de toucher plus d'argent par tête, à exclure aujourd'hui de ses rangs des métis Indiens-Noirs qui en faisaient partie depuis 150 ans ! Pourquoi donc en faire tout un fromage à propos des Juifs ?

(1). Notons à ce propos que dans le livre *Libertaires et ultragauches face au négationnisme* Gilles Dauvé (ex animateur de *La Banquise*) s'indigne du « Shoah Business » dans cet ouvrage censé, selon le préfacier Gilles Perrault, présenter une « autocritique courageuse ». Le même Perrault nous explique que les « ultragauches » seraient en quelque sorte des artistes aimant la provocation, des disciples de Mouna Aguigui (sympathique agitateur écolo-pacifiste qui arpentaient le pavé du Quartier Latin dans les années 60 et 70.) ou de l'Entartreur belge. Nous n'avons pas dû lire les mêmes textes...

Dans un article plus récent (1999) intitulé « Le fichisme ne passera pas » (dès le titre, le jeu de mots, digne d'une pub de Séguela, essaie de dissimuler le vide de la pensée) quatre mousquetaires de *La Banquise* nous expliquent que l'un d'eux (G.D.) a eu tort de se livrer à une « autocritique » défensive. Suggérant, par quelques citations au début et à la fin de l'article, que le lynchage médiatique dont ils ont été victimes serait dans la lignée de ceux de Rimbaud ou Flaubert (modestes, nos banquisards !), ils déclarent que c'est parce qu'ils dévoilaient la véritable nature du nazisme et de la démocratie qu'on les a traînés dans la boue. Pourtant ni Léon Trotsky (dès les années 30), ni Amadeo Bordiga, ni Daniel Guérin, ni même le très stalinien Charles Bettelheim qui ont analysé les fondements économiques et politiques du nazisme bien avant nos « ultragauches » n'ont jamais été victimes d'une telle campagne de presse. Les textes de *La Banquise* ne contenaient qu'une seule minuscule « nouveauté » : les formules destinées à choquer le « bourgeois »... et elles ont atteint leur but. En effet, pour le reste, cela fait des décennies que les liens entre impérialisme, crise de la démocratie, anéantissement du mouvement ouvrier, antisémitisme et nazisme ont été dévoilés.

En fait d'autocritique, *Libertaires et ultragauches face au négationnisme* est surtout une charge contre Pierre Guillaume et contre la presse qui a monté en épingle les élucubrations d'un quarteron de négationnistes. Si la presse a effectivement joué un tel rôle, pourquoi Dauvé et Quadruppani ne s'en sont-ils pas immédiatement servi à leur tour pour régler son compte à Pierre Guillaume et aux « idées » qu'il colportait ? Pourquoi racontent-ils dans leur livre qu'encore en 1991 ils ont eu des contacts avec des sous-marins de ce milieu négationniste ? A aucun moment ni Dauvé ni Quadruppani ne nous expliquent comment ils ont pu écrire et cautionner les phrases ignobles que *La Banquise* publiait sur les camps, et en même temps éprouver une empathie quelconque avec les victimes de l'Holocauste. Certes, leurs textes n'étaient pas antisémites (on comprend donc qu'ils se soient sentis blessés, salis par les calomnies dont on les a bombardés) mais ils ont fait preuve d'une légèreté politique incroyable en traitant de l'Holocauste et de la « question juive ».

Les références constantes aux analyses de Hannah Arendt sur le procès Eichmann et au prétendu caractère « froid, bureaucratique » des meurtres de masse pratiqués par les nazis font bon marché de la réalité du génocide. On n'arrête pas, on ne rase pas, on ne dépouille pas, on n'affame pas des millions de Juifs dans une officine bureaucratique en signant un simple morceau de papier. Ce sont des dizaines de milliers de soldats et de civils qui ont brutalisé, humilié, torturé les Juifs, et cela n'avait rien de froid ni de bureaucratique... Il s'agissait d'un déchaînement de violence, de bestialité, de sadisme et de haine pratiqué contre des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards absolument sans défense. La « froideur » de l'Holocauste constamment invoquée par Dauvé/Quadruppani n'existe que dans leurs piètres tentatives de justification.

Enfin, ce texte évoque sans cesse le poids des liens d'amitié entre les ex de la Vieille Taupe N°1 pour expliquer pourquoi il a leur fallu tellement de temps pour se démarquer bruyamment de Pierre Guillaume. On ne peut que rester incrédule quand on connaît les publications de ce milieu qui a toujours (et avec raison d'ailleurs) dénoncé le copinage des politiciens de gauche avec les politicards de droite, les amitiés entre les intellectuels carriéristes, les dignitaires de l'Eglise, les puissants, les journalistes, etc. Ou bien s'agit-il d'une confiance involontaire ? Le copinage sans principes serait-il un des principes de fonctionnement de nos radicaux chics ? Et pour revenir à la campagne de presse qui s'est abattue sur eux, se sont-ils jamais demandé si leurs provocations stylistiques n'avaient pas contribué à discréditer les idées dont ils se réclament ?

**Pour ceux qui l'ignorent, il existe trois CNT en France. La CNT-AIT, la CNT 2<sup>e</sup> UR et la CNT-Vignoles. LA LETTRE OUVERTE CI-DESSOUS NE CONCERNE DONC QUE LA CNT VIGNOLES et bien sûr pas les deux autres organisations portant le même nom. Ce texte, écrit à chaud le jour même de la manif, se caractérise par un ton agressif et peu diplomatique, ton qui a pu gêner certains des camarades de la CNT qui m'ont exprimé leur désaccord avec ce type de méthodes. Néanmoins, la réponse de J. du Bureau confédéral montre, à mon avis, que nous ne partageons pas vraiment la même conception de ce qu'il est convenu d'appeler la « démocratie ouvrière ». Ce qui augure mal de l'avenir...**

### **Lettre ouverte à la CNT-Vignoles (29/3/2003)**

J'ai diffusé le tract ci-joint (1), contenant un texte écrit par des militants libertaires hollandais et deux petits textes écrits par moi contre tous les nationalismes et sur le mot d'ordre ambigu de la « destruction de l'Etat d'Israël », ce qui m'a valu d'être menacé (« t'as pas intérêt à diffuser ce tract près de notre cortège, casse-toi », etc.) puis frappé par un militant de la CNT Vignoles quand je lui ai dit qu'il avait des méthodes anarcho-staliniennes. Ce militant revenait de Palestine où il aurait, paraît-il, vu des camps. Quels camps ? Mystère. Si c'est des camps de réfugiés c'est pas vraiment un scoop. Si c'est des camps d'extermination (ce que ce monsieur n'a pas eu le courage de dire), alors là j'aimerais savoir combien d'anarchistes de la CNT sont allés faire du tourisme révolutionnaire à Buchenwald ou à Auschwitz et en sont revenus vivants ! Allez, « camarades » après vous être attaqué aux vieillards cacochymes du Mouvement des citoyens voilà maintenant que l'un de vous s'en prend à un militant isolé qui signe ses tracts de son nom et ne se cache pas derrière le confortable anonymat d'une organisation. Continuez comme cela, vous êtes sur la bonne voie !

Yves Coleman

(1) Les textes du tract étaient repris de *Ni patrie ni frontières* N°3. Cf. dans ce numéro pages.

### **Réponse du Bureau Confédéral de la CNT -Vignoles**

**De :** Bureau Confédéral CNT <cnt@cnt-f.org>

**À :** <yvescoleman@wanadoo.fr>

**Date :** dimanche 30 mars 2003 20:20

**Objet :** Fw: Lettre ouverte suite à une agression par l'un de vos militants à la manif »antiguerre«

Bonjour,

C'est assez difficile de répondre à votre lettre car non seulement nous ne sommes pas sur place le bureau confédéral est sur Bordeaux mais nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi avec un tract qui est plus qu'ambigu sur Israël ( demandez aux parents de la militante pacifique assassinée ce qu'ils pensent de l'état d'Israël et si l'on ne confond pas le peuple avec l'Etat la plupart ont voté pour ce gouvernement qui écrase les Palestiniens ) vous vouliez par force le distribuer dans notre cortège sur l'incident entre vous et un de nos militants nous ne pouvons vous répondre n'étant pas présents.

Salutations syndicalistes.Pour le B.C : J.

### **Plus fort que Spiderman et Batman réunis !**

**Comment j'ai distribué « par force » un tract contre l'antisémitisme dans le cortège de la CNT-Vignoles**

La réponse ci-dessus a un côté comique et un côté tragique.

Commençons par le côté marrant.

Selon mon interlocuteur, j'aurais voulu distribuer « par force » un tract à une centaine de militants de la CNT-Vignoles ! Pour l'information des lecteurs, je ne me tenais pas dans le cortège mais tantôt sur les côtés à deux ou trois mètres du cortège, tantôt derrière car beaucoup de gens passaient à droite et à gauche desdits manifestants qui constituaient un groupe assez clairsemé. Pourquoi m'étais-je placé là ?

Parce que j'étais plutôt d'accord avec les slogans lancés et qu'il me semblait me trouver en terrain plus « amical » que parmi les staliniens ou les nationalistes de tout poil. Mais peut-être me suis-je trompé ? En effet, le cortège est passé devant de nombreuses personnes qui brandissaient le portrait de Saddam, boucher du peuple irakien, mais cela n'a pas déclenché la moindre intervention du moindre militant de la CNT. Curieux, non pour des gens qui criaient « Ni Bush ni Saddam » ?

De plus, il me semble assez comique d'être obligé d'expliquer à des militants qui se réclament de la suppression de la propriété privée que la rue appartient à tout le monde. Faudra-t-il demain ; en plus de la demande d'autorisation à la préfecture de police, demander une autorisation de diffusion de tracts à la CNT-Vignoles ? Ca promet. Les bolcheviks, à côté, passeraient pour de grands démocrates.

Passons maintenant au côté sinistre de la réponse. J. m'explique que je devrais « demander aux parents de la militante pacifique assassinée ce qu'ils pensent de l'Etat d'Israël ». Et si je demandais aux parents de tous les passants israéliens victimes d'attentats suicides, aux habitants de kibboutz, aux parents des enfants et bébés juifs assassinés ou égorgés par les commandos palestiniens ce qu'ils pensent du Hamas, du Djihad islamique, voire de tous les Palestiniens, je n'obtiendrais sans doute pas des réponses très positives. Non seulement cet argument ne me semble pas sérieux mais il n'a rien à voir avec une démarche révolutionnaire.

En Israël/Palestine, soutenir un groupe d'assassins (l'armée israélienne) contre un autre (l'OLP ou les groupes islamistes), ou vice versa, ne peut mener qu'à l'impasse.. Le terrorisme de l'armée israélienne n'a rien à envier au terrorisme des groupes islamistes. Et défendre le peuple palestinien, ce n'est pas cautionner leurs oppresseurs palestiniens.

Mais venons-en au cœur du problème : J. écrit d'un côté qu'il « ne confond pas le peuple » (israélien) « avec l'Etat » mais en même temps que « la plupart » (des Israéliens) « ont voté pour ce gouvernement qui écrase les Palestiniens ». Tout d'abord le dernier gouvernement Sharon ne représente pas « la plupart » des Israéliens mais moins de 50%. Mais admettons ce raisonnement qui était de toute façon valable pour les gouvernements d'union nationale précédents où cohabitaient entre autres le Likoud et le parti travailliste. Que fait-on lorsque, dans un système officiellement démocratique, la majorité, voire la totalité de la population vote pour des dirigeants qui oppriment un autre peuple ?

Telle est la vraie question. Il me semble que l'on doit tout faire des deux côtés pour dénoncer le nationalisme et le racisme qui dressent les peuples l'un contre l'autre. Que l'on doit proposer des solutions intermédiaires (« Deux peuples, deux États ») et des solutions à long terme (la révolution socialiste). Mais pour cela évidemment cela suppose de s'opposer aux préjugés racistes et antisémites, au racisme anti-arabes comme au racisme anti-juifs. Cela suppose de chercher sur le terrain ceux qui, parmi les Palestiniens et les Israéliens, ont de véritables positions révolutionnaires ou sont au moins prêts à mettre fin à la fois au colonialisme israélien comme au terrorisme palestinien. Et c'est sacrément plus compliqué et difficile que de se dire vaguement « solidaire du peuple palestinien » aux côtés de tous les nationalistes, intégristes et ennemis de la classe ouvrière et des peuples arabes !

Y.C.

Manuel Abramowicz

## **La guerre des mots, le retour des nazis ?**

(L'article ci-dessous a été publié dans *La Revue Nouvelle* (mai 2002) et se trouve également sur le site de RésistanceS ([www.resistances.be](http://www.resistances.be)). Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à le reproduire dans *Ni patrie ni frontières*.)

**La technique de diabolisation du leader ennemi est efficace et continuera sans doute longtemps à être appliquée. Il faut au lecteur et au citoyen des « bons » et des « mauvais », clairement identifiés, et le plus simpliste actuellement est de traiter l'affreux de service de « nouveau Hitler ».**

*« Sionisme = nazisme », « Les connexions arabo-nazies », « Gaza, c'est le ghetto de Varsovie », « Les pogroms antisémites sont de retour »... Pour décrire le conflit israélo-palestinien, un vocabulaire de la Deuxième guerre mondiale semble être ressorti des oubliettes de l'Histoire. Entraînant, dans la foulée, une banalisation des crimes hitlériens. Les mots sont aussi des armes au service de la propagande. Attention à cette intoxication idéologique : elle peut vous entraîner sur une pente savonneuse, en direction d'un cul-de-sac de l'esprit.*

De terribles maux traversent actuellement le monde. Ces maux sont inquiétants et profondément ancrés dans des conflits inextricables.

Les guerres du moment se font avec diverses armes. Classiques ou super-sophistiquées. Dans l'inventaire de l'armement utilisé en cas de zizanie meurtrière, on retrouve aussi, à chaque crise, un autre type d'arme : les mots.

Certes, les mots ne servent pas directement à tuer. Ils alimentent seulement la propagande de guerre des forces belliqueuses en présence. Ils galvanisent seulement les tueurs en série. Ils se greffent seulement, ici et là, sur les récits et les arguments pour détourner de manière partisane les débats publics au sujet de ces drames humains.

Ces expressions subtilement ou maladroitement utilisées peuvent déformer la réalité. Travestir les enjeux. Biaiser les données. Inverser la distribution des rôles des « acteurs » impliqués dans le conflit. Ces mots ne sont que rarement adéquats, souvent injustement exploités. Ces mots servent à comparer et à amalgamer des situations tragiques entre elles, sans beaucoup de rigueur intellectuelle.

Les mots voyagent avec les maux de la planète. Ils font partie de l'arsenal politico-militariste. Les cas sont légion, où les résistants à l'oppression furent qualifiés de « terroristes » ou de « bandits », où les dissidents au régime furent décrétés « fous ». L'interminable conflit israélo-palestinien fait également partie de ces champs de bataille où les mots interviennent dans la propagande militaire, politique ou civile pour donner leur appui à l'un ou l'autre des camps en présence. Sans prendre position ici sur ce conflit, nous remarquons cependant l'utilisation ou la récupération abusives de qualificatifs et de noms propres directement hérités de la Deuxième guerre mondiale.

**De part et d'autre** Lors de manifestations palestiniennes, à Gaza ou ailleurs, des pancartes mentionnent « Sionisme = nazisme ». A Durban, en Afrique du Sud, lors de la conférence des Nations Unies contre le racisme, une mouvance politique hétéroclite (allant d'ultra-gauchistes orphelins aux intégristes islamistes) tenta, en août dernier, de faire passer le sionisme (dans sa globalité) comme étant intrinsèquement raciste. Au même moment, certains membres de ce « lobby » antisioniste primaire diffusaient dans les coulisses de cette même conférence des pamphlets antisémites dans la lignée des « Protocoles des Sages de Sion ». Dans une « carte blanche » publiée il y a peu, un « notable » belge ami honnête du peuple palestinien comparait Gaza au Ghetto de Varsovie. Dans un hebdomadaire flamand, un chroniqueur - courageusement anonyme ! - parlait de sa haine de la « religion d'Israël » et prenait comme métaphore pour décrire l'Etat hébreu un taenia. Un procédé déjà exploité jusqu'à l'os par la propagande antisémite historique. Dans un sermon catholique diffusé un dimanche matin, il y a quelques semaines encore, sur les ondes de notre radio de service public, un abbé dénonçait le « génocide des Palestiniens ». Terme également utilisé par une sénatrice belge. Dans un numéro de février 2002 d'un bulletin d'une section de l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), une brève internationale portait le titre : « PALESTINE : une économie de camp de concentration ». Pourtant, à la lecture des vingt lignes constituant cette brève, pas le moindre élément ne justifiait la référence aux camps nazis...

Du côté israélien, les rapprochements illogiques, insultants, négationnistes et les amalgames sont aussi monnaie courante. Dans des manifestations ultrasionistes, des pancartes représentaient, avant son

assassinat par un militant d'extrême droite, Rabbin sous l'uniforme nazi ou, au choix, coiffé du même keffieh que celui de Yasser Arafat. Lui-même comparé, après les attentats du 11 septembre, sur des affiches collées dans les rues de Tel Aviv à Oussama Ben Laden. Le 21 février dernier, une extrémiste israélienne affirmait avec hargne sur les ondes de la RTBF que la situation en Israël était la même que dans la Pologne des années trente... et que des pogroms semblables à ceux commis jadis (elle faisait allusion aux attentats aveugles commis dans les villes israéliennes) avaient lieu aujourd'hui sous la responsabilité de l'Autorité palestinienne.

Dans un journal de propagande pro-israélien - « Israël magazine », vendu dans plusieurs librairies bruxelloises - un article était consacré le même mois à « La France antisémite ». Le maquettiste avait eu le « bon goût » d'utiliser une police de caractère rappelant celle utilisée, il y a soixante ans, par le régime national-socialiste. Dans cet article, on affirmait aussi que « la presse (française, NDLA) (a) elle-même basculé dans l'antisémitisme primaire » (citant notamment pour exemple le quotidien « Libération »). « Les connexions arabo-nazies », pour leur part, avaient déjà été mises en exergue quelques lignes plus haut...

« **Effet du perroquet** » Ces comparaisons propagandistes ont parfois armé intellectuellement de futurs tueurs. Ces mots font donc bel et bien partie des « programmes » de lobotomisation des « soldats de la haine » et des spectateurs anonymes complices de ce terrible spectacle.

L'utilisation de ces mots n'est dès lors pas anodine, du moins pour une partie de ceux qui y recourent. Pour d'autres, il semble y avoir un « effet du perroquet » (on les répète sans pour autant les entendre, donc sans nécessairement les comprendre ou en tout cas en mesurer le degré de nuisance). Leur utilisation est donc extrêmement hasardeuse, malhonnête et injuste à plusieurs égards.

Lorsque que l'on compare Arafat à Ben Laden : c'est erroné. Lorsque que les méthodes répressives et meurtrières de l'armée israélienne dans les territoires occupés à l'encontre du peuple palestinien sont associées aux crimes commis par les nazis durant l'Occupation de l'Europe : c'est encore faux. Lorsque Gaza est décrite comme étant le Ghetto de Varsovie des temps modernes : c'est toujours faux. Parce qu'à Varsovie, les Juifs étaient prisonniers dans un ghetto servant d'antichambres aux chambres à gaz. A Gaza, certes la misère existe, le développement économique est étouffé par l'encerclement israélien, l'humiliation est constante, des enfants et des adolescents sont abattus comme des lapins... mais aucune ligne de chemin de fer ne conduira les habitants vers un Auschwitz proche-oriental. Il y a donc dans ces comparaisons une manipulation manifeste en vue d'intoxiquer l'opinion.

Lorsque le sionisme - peu importe notre avis sur celui-ci - est décrit comme une idéologie raciste (idéologie à la base du nazisme et de feu le régime d'apartheid sud-africain), c'est encore injuste et mal visé. Il est vrai qu'une certaine fraction de ce que fut ce mouvement de libération nationale s'agrémenta d'un profil raciste à l'encontre des populations arabes qui habitaient déjà sur cette « terre promise », et il est aussi exact qu'Ariel Sharon est issu de ce courant. Mais il existe aussi des sionistes, notamment de gauche et d'extrême gauche, qui luttent bec et ongles contre le racisme, pour la paix et pour la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat israélien légal (conformément aux résolutions de l'ONU). L'équation « Sionisme = racisme » ne peut dès lors que déforcer le camp de la coexistence pacifiste qui compte encore en Israël de très nombreux partisans.

**Un western de série B ?** Ces assemblages abusifs, une fois de plus, nous imposent un insupportable et imbécile manichéisme. Dans ce cul-de-sac de l'esprit, les « bons » et les « méchants » sont placés abusivement et sans aucune nuance sur l'échiquier. La nouvelle donne est pourtant plus complexe. En effet, les images de guerre israélo-palestiniennes ne sont pas celles d'un western de série B !

L'emploi scandaleux d'un vocabulaire sorti directement des livres d'Histoire de la Guerre 39-45 peut en plus mener sur une pente extrêmement savonneuse, sans que sa direction soit connue à l'avance. Tout simplement, parce qu'elle pourrait, de manière indirecte, servir demain à minimiser et à réviser, voire à nier, les crimes de la dictature hitlérienne. Si Israël se conduit comme cette dernière, confrontons donc de manière rigoureuse chacun de leurs crimes. Avec une grille comparative et l'addition des actes des uns et des autres... Bien entendu, la différence sera manifeste et le parallèle montrera son inanité.

Seulement voilà, quand les rues de Paris faisaient écho - en Mai 68 - aux cris de « CRS = SS » ou quand le PTB (un parti stalinien belge) scandait lors des manifestations contre la guerre du Golfe (en 1991) « Sionistes et Yankee, pires que les nazis », les négationnistes des crimes du IIIème Reich, du balcon, pouvaient applaudir à tue-tête. Parce que les crimes des « Yankee » durant cette guerre illogique contre Saddam Hussein s'élevaient à des milliers, et non à des millions de morts. Donc, si l'US Army

avait effectivement fait pire que les nazis, le dernier chiffre devait alors être fameusement diminué. Cette nouvelle comptabilité faussée aurait servi les adeptes de la négation des chambres à gaz et des autres lieux de crimes contre l'humanité.

D'un autre côté, afin de se blanchir de ses liens idéologico-historiques et blesser l'adversaire, l'extrême droite antisémite, héritière donc du nazisme, exploite abondamment par effet de miroir ces mêmes termes. Le racisme, ce n'est pas elle, c'est Israël et les Juifs !

**Alternative** L'amalgame avec le nazisme ne peut donc être soutenu avec sérieux. C'est tout simplement une arme d'endoctrinement qui sert à blesser et se met, indirectement, au service de la cause faurissonnienne (1). Pourtant, les crimes d'Israël pourraient être comparés à d'autres crimes.

A ce sujet, dans l'histoire contemporaine de nos propres régimes, les exemples sont légion. Quelques cas : les crimes du colonialisme belge (au Congo), français (notamment en Algérie), de l'impérialisme nord-américain (au Vietnam, pour ne citer qu'un cas), de l'Armée rouge (en Afghanistan), du régime libéral russe pro-occidental (en Tchétchénie), de l'Armée anglaise (en Irlande), des amis chinois de nos gouvernements (au Tibet), etc. Ces exemples et bien d'autres peuvent alimenter les réquisitoires justifiés contre l'Etat d'Israël. D'autant plus que leur juxtaposition avec la situation proche-orientale du moment pourrait nous permettre une opération « d'une pierre deux coups ». En d'autres termes, nous pourrions enfin profiter de leur retour dans l'actualité pour faire aussi le procès public des crimes de l'Occident et de ses amis contre le reste du monde.

Pourtant, personne ne semble le faire. Le nazisme resterait-il plus porteur ? C'est ainsi que certains amis de la cause palestinienne (dont l'expression démocratique et progressiste a tant besoin d'être soutenue honnêtement contre l'occupation et les partisans de l'obscurantisme et du fanatisme kamikaze) continuent aveuglément à se borner à comparer les « méchants israéliens » (et il y en a !) aux « méchants nazis » de jadis. D'autres « amis », d'Israël cette fois-ci, s'obstinent à voir dans le légitime mouvement revendicatif palestinien une résurgence pure et simple du nazisme. Attention : comparaison n'est pas toujours raison et ouvre trop souvent la voie à la confusion et à la négation.

**Manuel Abramowicz** ( article paru dans *La Revue Nouvelle* et sur le site de RésistanceS : <http://www.resistances.be>)

(1) De Faurisson, Robert. Depuis de sa « sortie du bois » dans la presse française (en 1979), ce Français est devenu l'un des meneurs des réseaux internationaux de propagande antisémite se chargeant de nier la volonté exterminatrice de la dictature hitlérienne. Robert Faurisson consommera par ailleurs également de la « cause palestinienne » pour expliquer sa croyance dans le négationnisme.

**Les trois textes ci-dessous (« Dix façons de lutter contre l'antisémitisme » déjà publié dans le N°3 de *Ni patrie ni frontières*, « Contre tous les nationalismes » et « Que se cache-t-il derrière le slogan de la destruction d'Israël ? » font partie d'un tract de 4 pages diffusé lors de plusieurs manifestations antiguerre à Paris, tract qui a suscité de nombreuses réactions dont certaines sont reproduites dans les pages suivantes.)**

**Eric Krebbers et Jan Tas**

### **Dix façons de lutter contre l'antisémitisme et d'isoler les racistes**

Les militants qui critiquent la politique de l'Etat israélien doivent absolument éviter de reprendre à leur compte des raisonnements utilisés par les antisémites. Voici donc dix conseils pour ne pas tomber dans les pièges de l'antisémitisme, que ce soit au cours d'une discussion ou d'une manifestation, en rédigeant un article ou un tract.

1. Lorsque vous attaquez la politique du gouvernement israélien, critiquez toujours les fondamentalistes musulmans. Ne cherchez jamais à justifier les attentats-suicides.

Le Hamas, le Djihad islamique et le Hezbollah ne sont pas des mouvements de libération nationale, mais des fascistes religieux. L'antisémitisme a joué un rôle central dans l'histoire de l'islam — et du christianisme. Les fondamentalistes musulmans appellent à liquider tous les Juifs et sont donc des antisémites forcenés. Toute personne qui refuse de condamner nettement ces fascistes, que ce soit par opportunisme, au nom de l'anti-impérialisme ou pour d'autres raisons, légitime l'antisémitisme.

Toute personne qui ferme les yeux devant les attentats commis contre des civils israéliens ; tout individu qui considère que ces attentats sont, d'une façon ou d'une autre, compréhensibles ou justifiés, soutient et renforce la logique antisémite de leurs auteurs. En effet, ceux-ci considèrent que les Juifs d'Israël sont tous coupables, qu'ils soient d'accord ou non avec leur gouvernement, et ce uniquement parce qu'ils sont juifs.

#### **2. Critiquez l'antisionisme.**

Les antisionistes prétendent, à tort, que le nationalisme juif (le sionisme) serait par définition une idéologie d'extrême droite. En réalité, le sionisme comporte différents courants, dont certains sont progressistes. L'antisionisme condamne sans appel le nationalisme juif mais épouse la cause du nationalisme palestinien ou arabe. Pourtant, toutes les formes de nationalisme ont une fonction réactionnaire identique. Elles créent des mythes vantant l'unité des « nations » et cachent l'oppression des travailleurs, des femmes et de tous ceux qui ne rentrent pas dans le schéma nationaliste. Les élites se servent du nationalisme pour embrigader la population dans leur combat contre d'autres élites.

En ce sens, le nationalisme juif n'est pas fondamentalement différent du nationalisme arabe ou français. Chacun doit combattre d'abord le nationalisme dans son propre pays, et ne pas faire le jeu de ses élites en combattant le nationalisme dans d'autres pays. De plus, pour nous qui militons en Europe, il est antisémite d'affirmer que le nationalisme juif serait le principal problème actuellement au Moyen-Orient. Une solution au conflit devrait s'inspirer du principe de l'anti-nationalisme et soutenir toutes les initiatives communes de résistance, initiatives israélo-palestiniennes qui doivent commencer à la base.

3. N'utilisez pas n'importe comment le terme de génocide. Ne prétendez pas que Israël est l'Etat qui respecte le moins les droits de l'homme sur cette planète.

Israël fait partie des nombreux États qui portent gravement atteinte aux droits de l'homme. Beaucoup de mouvements de « libération » nationale comme l'OLP violent ces droits et continueront à le faire une fois qu'ils auront leur propre Etat. De nombreux États du Moyen-Orient, y compris la Syrie, l'Iran et l'Irak, commettent des violations massives des droits de l'homme.

Israël agit de la même façon, mais à une échelle beaucoup plus réduite — pour le moment. On ne peut donc pas l'accuser d'être l'Etat qui viole le plus les droits de l'homme sur cette planète. Les critiques unilatérales contre Israël entretiennent l'antisémitisme. De plus, le terme de génocide ne convient absolument pas pour qualifier la violence actuelle de l'Etat israélien. On ne peut comparer Jenine avec le Rwanda ou la Yougoslavie.

Enfin, Israël ne cherche pas à liquider physiquement toute la population palestinienne, contrairement aux organisations intégristes musulmanes. Si, par exemple, le Hamas avait les mains libres, il jetterait à la mer ou gazerait tous les Juifs. Enfin, il serait bon que la gauche anticapitaliste consacre davantage



d'énergie à dénoncer toutes les atteintes aux droits de l'homme commises par les gouvernements européens.

4. Ne comparez jamais Israël à l'Allemagne nazie.

La Shoah est un événement historique unique. Dans l'Allemagne nazie, 6 millions de Juifs ont été systématiquement massacrés. Les comparaisons entre l'Holocauste et d'autres meurtres de masse tendent à banaliser les dimensions inimaginables et l'horreur de ce crime contre les Juifs.

Les Européens qui prétendent que la politique israélienne actuelle est identique ou comparable à la Shoah réhabilitent en fait les nazis. La diffusion d'une telle idée peut créer un espace favorable à la ré-émergence de l'extrême droite en Europe.

Et la suggestion que les Israéliens ne valent pas mieux que Hitler fournit une justification rétrospective à l'Holocauste. « Hitler en a oublié un : Sharon » tel est le slogan criminel qu'ont osé crier des milliers de manifestants lors d'une manifestation en faveur de la Palestine, à Amsterdam, en avril 2002.

5. Ne rendez pas « les Juifs » responsables des actions de l'Etat israélien.

Il est absurde de rendre collectivement responsables d'un crime quelconque « les Juifs », « les Palestiniens » ou « les Français ». Il existe toujours des contradictions énormes au sein de « chaque nation ».

En Israël et dans d'autres pays, de nombreux Juifs déplorent la violence de l'Etat israélien. En général, ils n'ont que peu d'influence sur cet Etat. Ceux qui prétendent que les citoyens israéliens ne protestent pas assez contre la violence de leur Etat devraient comprendre que la gauche radicale israélienne, comme l'extrême gauche dans d'autres parties du monde, est en crise.

Seul un antisémite peut exiger des Juifs d'avoir des positions politiques et morales supérieures aux autres. Ceux qui considèrent que tous les Juifs sont responsables de la violence de l'Etat israélien préparent le terrain aux antisémites qui, en Europe, agressent des Juifs dans la rue ou prennent pour cible des bâtiments juifs.

6. N'utilisez jamais de stéréotypes aux résonances antisémites.

Au cours de l'histoire, les Juifs ont subi un déluge d'accusations : tueurs d'enfants, violeurs, empoisonneurs de puits ou de rivières, banquiers et spéculateurs cupides, intellectuels lâches, etc. Lorsque le mouvement de solidarité avec la Palestine utilise de tels stéréotypes contre Israël, les effets en sont décuplés parce que l'antisémitisme est profondément enraciné dans tous les pays. Si un mouvement agit ainsi, il n'a pas sa place dans les rangs de la gauche anticapitaliste.

7. Dénoncez le mythe d'un complot pro-israélien.

On entend souvent dire qu'il existerait un complot pro-israélien dans le monde de la politique, la culture, l'économie et des médias. Il s'agit d'un thème antisémite classique. Que l'on utilise cet argument à propos de la situation française ou internationale, de telles allégations appartiennent à la tradition des Protocoles des sages de Sion. Fabriqué en 1900 par la police tsariste, ce faux prétendait que les Juifs conspiraient pour conquérir la planète. Les bandes dessinées représentaient ce complot sous la forme d'une pieuvre géante emprisonnant le monde entre ses tentacules mortelles. Aujourd'hui on entend souvent parler d'un « puissant lobby juif » qui, selon les fantasmes de certains, contrôlerait les médias et empêcherait les critiques d'Israël de s'exprimer.

8. Israël n'est pas un Etat plus — ou moins — « aberrant » que les autres.

Depuis que le nationalisme a acquis droit de cité en Europe, on a commencé à diviser l'humanité entre des « nations » différentes. Mais on a toujours affirmé que les Juifs seraient l'opposé d'une nation. En ce sens, l'antisémitisme est indissociable du nationalisme.

Dans la mythologie nationaliste, « les Juifs » représentent l'antithèse maléfique de toutes les caractéristiques « saines » d'une « nation authentique » enracinée dans un territoire. Autant on affirmait que les « peuples authentiques » puisaient leur légitimité dans le terroir auquel ils étaient liés depuis des siècles, autant les Juifs étaient condamnés à errer indéfiniment sur cette planète et à ne jamais appartenir à aucune terre.

Si l'on suit ce raisonnement, un Etat juif serait donc « anormal » par définition. C'est pourquoi, seul un antisémite peut prétendre que les Palestiniens auraient, par définition, un lien authentique avec leur terre, tandis que les Israéliens, par définition, n'en auraient pas. L'Etat israélien est tout aussi « naturel » ou « aberrant » que n'importe quel Etat.

9. Ne remettez pas en cause le droit à l'existence d'Israël.

Il est normal que les militants révolutionnaires remettent en cause l'existence de tous les États et il est logique qu'ils critiquent l'État dans lequel ils vivent. Les Européens qui veulent abolir d'abord l'État d'Israël sont prisonniers d'un raisonnement antisémite. Après tout, Israël est l'État où les Juifs européens qui ont survécu à la Shoah ont cherché refuge. A un moment où l'antisémitisme croît un peu partout, de nombreux Juifs considèrent que Israël est le seul endroit au monde où ils pourraient fuir les persécutions, en dernier recours. Remettre en cause le droit à l'existence de l'État d'Israël ne fait qu'augmenter les sentiments d'insécurité des Juifs. En Europe, la gauche anticapitaliste doit dénoncer systématiquement l'antisémitisme, pour que les Juifs se sentent en sécurité sur ce continent.

10. Ne rendez jamais Israël responsable de l'antisémitisme.

Les antisémites sont seuls responsables de l'antisémitisme. L'idéologie antisémite est profondément enracinée en Europe et dans le monde arabe. Pendant des siècles, les Juifs ont été persécutés, y compris au Moyen-Orient. Les idées, les agressions et les attentats antisémites ne sont pas provoqués par l'existence de l'État d'Israël ou par le conflit israélo-palestinien. Les antisémites utilisent cet argument pour excuser leurs actes criminels. Ceux qui tiennent Israël pour responsable des préjugés antisémites reprennent à leur compte un vieux cliché antisémite : « les Juifs » seraient responsables de tous les maux de la terre. Dans le même ordre d'idées, il est tout aussi absurde d'accuser le Mossad d'organiser des attentats contre des bâtiments juifs dans le Moyen-Orient ou en Europe.

(Cet article d'Eric Krebbers et Jan Tas, parfois maladroit dans certaines formulations mais fort utile sur le fond, a été publié dans le journal libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* N° 52/53, été 2002.)

## **Contre tous les nationalismes ! Pour l'internationalisme prolétarien !**

L'attitude vis-à-vis du sionisme (c'est-à-dire, plus clairement, du nationalisme juif ou israélien) est une de celles qui polluent le plus l'action du mouvement antiguerre, notamment aux États-Unis. Ceux qui dans le mouvement sont opposés à l'existence même de l'Etat d'Israël, ou prônent naïvement un grand Etat englobant Juifs et Palestiniens, ont une indulgence particulière pour le nationalisme arabe — comme d'ailleurs pour le nationalisme noir au sein même des États-Unis. Comme l'écrit un militant américain : « Le Workers World Party contrôle la coalition antiguerre et ils ont empêché Michael Lerner de prendre la parole à la manifestation. Ce rabbin, sioniste de gauche, partisan d'un Etat palestinien, collabore avec l'extrême gauche depuis des années, mais il aurait certainement, dans son intervention, critiqué Saddam Hussein, le Hamas et le Hezbollah. Le mouvement antiguerre commet une grave erreur. Nous devons répondre aux problèmes que rencontre le peuple irakien si nous voulons démolir les arguments des partisans de Bush. **Nous ne pouvons pas laisser Bush et Blair continuer à prétendre qu'ils vont »libérer« le Moyen-Orient.** »

C'est ainsi que les trotskystes britanniques du SWP, à l'origine du mouvement Stop the War, font la cour à la Muslim Association of Britain, qui défend les positions des Frères musulmans, positions féroce­ment anti-ouvrières dans les pays où cette organisation est représentée. Ou **qu'en France le Hamas et autres organisations islamistes peuvent tranquillement scander « Mort aux Juifs ! » dans les manifs gauchistes sans se faire vider à grands coups de pompes dans le cul.** Qu'en Hollande, en avril 2002, plusieurs milliers de manifestants peuvent crier : « Hitler en a raté un : Sharon » et se livrer à des ratonnades antijuives, sans que l'extrême gauche française en parle. En Angleterre, en Hollande, en France ou aux États-Unis, les arguments mis en avant sont toujours les mêmes : « Il faut être efficace et ne pas briser l'unité du mouvement. Ce n'est pas le moment. L'impérialisme américain est l'ennemi principal. Il faut savoir hiérarchiser les priorités, etc. » On a vu ce que les « Ho ho chi minh ! » des ancêtres de la LCR ou les « FNL vaincra ! » des maos ont donné : la famine, des centaines de milliers de boat people, et l'instauration d'une dictature féroce­ment anti-ouvrière du Nord au Sud du Vietnam, sans offrir la moindre perspective aux révolutionnaires vietnamiens qui ne voulaient ni du stalinisme ni de régimes fantoches soutenus par l'impérialisme américain. Mais ces gens-là n'ont rien appris et continuent dans la même lignée, en apportant un soutien critique à l'OLP quand ce n'est pas au Hamas ou au Hezbollah, groupes terroristes anti-ouvriers.

Ceux qui refusent de dénoncer clairement l'antisémitisme des nationalistes arabes, ceux qui tolèrent des slogans comme « Sharon = Hitler », « Sharon, SS », etc., font un très mauvais calcul s'ils pensent que leur silence d'aujourd'hui leur permettra plus tard de redresser la barre et de convaincre leurs interlocuteurs nationalistes ou islamistes que le racisme et le chauvinisme divisent les travailleurs et divisent les peuples.

Certes, les grands partis israéliens, à commencer par le Parti travailliste qui a façonné l'Etat d'Israël, n'ont jamais eu la moindre estime pour les Arabes de Palestine ou d'ailleurs. Le général de réserve R. Eitam, porte-parole du Parti national religieux, parti extrémiste des colons qui vient d'entrer dans le gouvernement Sharon, compare la démographie et l'organisation des villes palestiniennes à un « cancer » qu'il faudrait éradiquer. A la suite de l'assassinat du petit Mohammad devant les caméras de télévision du monde entier, un porte-parole de l'armée israélienne a osé déclarer, au cours d'une conférence de presse transmise sur TFJ, la Télévision française juive, que le père de l'enfant s'était servi du corps de son fils comme bouclier humain pour se protéger des balles ! **Bernard Henri-Lévy a raison quand il affirme que la propagande antisioniste, en dénonçant les assassinats des enfants de l'Intifada, recycle un vieux thème antisémite, celui du Juif, tueur d'enfants. Mais il « oublie » de dire que TFJ, chaîne sur laquelle il s'exprime régulièrement, surfe sur le racisme anti-Arabes, sur leur lâcheté supposée qui les amènerait à laisser leurs enfants se faire tuer à leur place.**

Dans un tel contexte, il est donc important de dénoncer les effets du nationalisme israélien (le sionisme), comme du nationalisme palestinien, et leurs sous-produits, le racisme anti-arabes et l'antisémitisme. Beaucoup de militants pensent que finalement le racisme anti-juifs ou anti-israéliens serait plus compréhensible, moins grave, car il viendrait d'une minorité opprimée — les Palestiniens, en Israël, ou les jeunes Français issus de l'immigration, ici. Eh bien, ils se trompent, et ils feraient bien de se demander pourquoi et comment le multimilliardaire saoudien Ben Laden est devenu si populaire aux quatre coins de la planète. Mais inutile d'aller jusqu'à Téhéran ou Karachi. Il suffit de regarder

l'implantation du Front national dans les quartiers ouvriers en France. Depuis quand la popularité d'un parti qui puise dans les thèmes mobilisateurs du racisme et du fascisme devrait-elle nous amener à croire que l'on pourrait partir des mêmes pulsions de haine chauvines et autoritaires pour les transformer en pulsions révolutionnaires ?

Y.C.

## Que se cache-t-il derrière le slogan de la « destruction d'Israël » ?

Si l'on prend au sérieux ceux qui prônent la « destruction de l'Etat d'Israël », il faut envisager concrètement à quoi cela pourrait mener.

Je vois pour ma part 5 possibilités :

a) Un « **gouvernement ouvrier et paysan** » s'appuyant sur des « milices ouvrières et paysannes », juives et palestiniennes (on serait alors dans une dynamique « transitoire » et pré-révolutionnaire, inspirée du *Programme de transition* de Trotsky).

b) Une **révolution socialiste** : il ne s'agit alors pas seulement de détruire l'Etat sioniste mais aussi les Etats libanais, jordanien et syrien, pour ne parler que des plus proches.

c) Un **Etat laïc binational**, respectant les droits des minorités, religieuses ou ethniques, quelles qu'elles soient. En clair: il s'agit de démocratiser Israël et de faire une sorte de Grande Palestine, mais avec les deux peuples. L'Etat sioniste actuel fusionnant avec l'Autorité palestinienne, au détriment des projets intégristes, juif-sioniste et musulman.

d) Une **République palestinienne** qui respecterait les droits démocratiques des Juifs en tant que minorité ethnique-religieuse. L'Autorité palestinienne prendrait alors la place de l'Etat sioniste. Pour cela, il faudrait qu'Arafat respecte déjà les droits de l'homme dans son propre territoire, coupe tous liens politiques avec les intégristes et tous liens financiers avec les États arabes qui ont financé l'OLP pendant des dizaines d'années. Vaste programme...

e) **Sinon, et c'est malheureusement le plus probable, la « destruction de l'Etat sioniste » signifie exiler tous les Juifs comme les Pieds noirs d'Algérie**, les colons portugais d'Afrique, etc. C'est d'ailleurs ce qu'un trotskyste a fini par m'avouer : les Juifs, « s'ils ne sont pas prêts à perdre leurs privilèges » devront quitter Israël/Palestine. Cela avait le mérite de la clarté... Un militant d'une organisation concurrente m'a écrit ne « pas savoir si l'Autorité palestinienne respecterait totalement les droits démocratiques des Juifs ». En clair, il leur propose de jouer à la roulette russe...

**Le problème avec les « antisionistes » c'est qu'ils précisent rarement dans quelle perspective ils militent à court, à moyen et à long terme. S'ils le faisaient, cela permettrait peut-être de discuter plus sereinement. Mais, en réalité, ne raisonnent-ils pas en fonction d'une théorie de la « révolution par étapes » ? Ils consacrent l'essentiel de leur propagande à parler de la première phase (la destruction de l'Etat d'Israël), ce qui leur permet, entre autres, d'espérer avoir l'oreille des jeunes immigrés, ou enfants d'immigrés, révoltés par les crimes de l'armée israélienne en Palestine. Quant aux étapes suivantes, eh bien, ils commenceront à parler de révolution socialiste quand les flics ou les soldats de l'OLP se retourneront contre leur propre peuple...**

**Aucune des cinq possibilités évoquées plus haut n'étant très réaliste dans l'immédiat, il me semble préférable d'avancer le mot d'ordre « Deux peuples, deux États ». En effet, combien existe-t-il d'Etats laïcs au Proche et au Moyen-Orient ? Quel est le rapport de forces sur le terrain entre le Djihad et le Hamas, d'un côté, et les laïcs palestiniens ? Quels sont les Etats arabes qui financent le Djihad et le Hamas ? Pourquoi l'Arabie saoudite et les Etats du Golfe, sans compter l'Iran ou la Syrie, s'arrêteraient-ils de jouer la carte antisémite et anti-israélienne ?**

**De quelle façon Arafat traite-t-il les organisations des droits de l'homme palestiniennes ?**

**On a déjà des éléments de réponse en observant ce qui se passe aujourd'hui. L'Autorité palestinienne est une administration pourrie par la corruption, les chefs de l'OLP se construisent de belles villas, la police palestinienne interdit toute critique d'Arafat, etc. Donc les Juifs israéliens n'ont aucune envie de vivre sous l'autorité de cette bande-là. Ils n'aiment pas Sharon mais au moins ce salaud a été élu par la majorité des citoyens israéliens. Le peuple juif a le droit de décider s'il veut vivre sous l'autorité d'Arafat... ou de Sharon.**

**Dernier point : l'importance du facteur religieux des deux côtés de la barricade. Si les Juifs ont choisi la Palestine et pas l'Argentine, c'est pour des raisons religieuses, y compris les sionistes athées ont joué de fait sur cette référence. Et le dernier gouvernement formé en Israël montre bien que même les prétendus laïcs du Shinoui qui sont arrivés devant les travaillistes sont prêts à gouverner avec les extrémistes religieux les plus intégristes.**

**La prudence m'incite à considérer que des peuples dont le conflit est alimenté (en plus des questions ethniques, nationales, économiques, géopolitiques, sociales, etc.) par des idéologies religieuses antagonistes ne peuvent pas vivre sur le même territoire, comme l'ont montré et le montrent l'histoire d'Israël et celle de l'Islam.**

Y.C.

**Les extraits de lettres ou d'e-mails ci-dessous reflètent les opinions les plus critiques par rapport au texte des libertaires hollandais (« Comment éviter certains pièges antisémites ») publié dans le journal *De Fabel van de illegaal* et reproduit p. 125-126 de ce numéro pour plus de clarté. Je n'ai pas reproduit ici les lettres d'insultes ou d'encouragement. (Y.C.)**

\* \* \*

9/2/2003

Salut Yves,

(...) Les comparaisons entre Israël et l'Allemagne nazie sont absurdes et dangereuses, elles génèrent un confusionnisme propice au développement du révisionnisme et de l'antisémitisme. Même si les personnes qui font ces comparaisons n'ont pas conscience de mettre la main dans un engrenage aux conséquences désastreuses, elles font le jeu de ceux qui savent très bien ce qu'ils font : les antisémites. Je suis donc totalement d'accord avec toi sur la nécessité d'éviter les pièges de l'antisémitisme, et je pense que reprendre les arguments des anticolonialistes israéliens et juifs de la diaspora est un bon moyen de les éviter.

De ce point de vue, le texte des libertaires hollandais que tu as distribué (« Comment éviter quelques pièges antisémites », *Ni patrie ni frontières* n° 3) est décevant.

Non seulement il est très en deça des critiques des anticolonialistes israéliens mais il comporte des erreurs. Surtout, son principal défaut est de rester dans le registre de l'émotionnel simplificateur. Par exemple, si le texte rappelle fort justement que le sionisme comporte différents courants (en oubliant de dire que certains sont favorables à la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale), il présente les antisionistes comme un bloc homogène où tous sont d'accord pour classer le sionisme à l'extrême droite. Ce qui est totalement faux.

Plus généralement, les auteurs du texte refusent de comprendre que certains sionistes extrémistes n'hésitent pas à attiser les flammes de l'antisémitisme pour parvenir à leurs fins : inciter les Juifs européens à s'installer en Israël. Une politique criminelle que dénonce la gauche radicale israélienne. Significatif de leur incompréhension, les auteurs nient que des organisations sionistes (pas forcément le Mossad) ont commis des attentats contre des communautés juives du Moyen-Orient. Pourtant, des membres connus de la gauche radicale israélienne (comme l'ex-député Ouri Avnery) ou des journalistes israéliens (comme Baroukh Nadel en 1977 dans le quotidien *Yedioth Ahronoth*) affirment, en apportant des preuves, que des sionistes sans scrupules ont organisé des attentats antijuifs à Bagdad en 1950-1951. Leurs buts, pousser la communauté juive irakienne à immigrer en Israël, tout en collant une étiquette antisémite à un gouvernement arabe...

Enfin, pour terminer, dans le quatrième point les auteurs font preuve du caractère plus émotionnel que rationnel de leur critique des pièges à éviter. Ils dénoncent à juste titre les comparaisons entre « l'Holocauste » et d'autres meurtres de masse qui tendent à banaliser les crimes nazis. Mais leur dénonciation passe sous silence l'utilisation courante de l'épouvantail nazi pour discréditer des régimes détestés. Une utilisation qui n'est pas une spécificité des pro-palestiniens, loin de là. Ce sont des gouvernements étatsuniens, européens et israéliens qui ont assimilé les Saddam Hussein et autres Milosevic à Hitler. Quand les amis d'Israël comparent Arafat à Hitler, ils banalisent eux aussi le génocide des Juifs d'Europe. Quand les auteurs du texte affirment que si le Hamas avait les mains libres il gazerait tous les Juifs, ils utilisent le procédé qu'ils dénoncent quelques lignes plus loin. Ce qui montre le chemin qu'il reste à parcourir pour se débarrasser des facilités de langage et de pensée.

Tu l'auras compris, ce texte ne me satisfait pas, la gravité du sujet méritait mieux, cependant il a le mérite de poser le problème. Des antisémites profitent du contexte pour injecter leur venin raciste, il est de la responsabilité de tous de les combattre. En évitant de tomber dans le piège qui consiste à assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme. N'oublions surtout pas que des juifs israéliens et de la diaspora se revendiquent antisionistes ! S'il est absurde de comparer Israël à l'Allemagne nazie, il l'est tout autant de traiter un juif d'antisémite parce qu'il est antisioniste.

H.P.

\* \* \*

Salut, je t'envoie en pièce jointe un tract de l'Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste sur la Palestine, puisqu'il me semble que l'on peut être antisioniste (par antinationalisme) sans tomber dans les

sirènes du nationalisme palestinien. En effet après lecture des articles d'Eric Krebbers et Jean Tas que tu reproduis dans *Ni patrie ni frontières*, si je partage un certain nombre de points de vues (critique du fondamentalisme islamiste, dissociation très pertinente entre Juifs et Etat d'Israël, sur l'abus d'usage du terme de génocide qui n'a pas lieu d'être utilisé en Palestine, « crimes de guerre » étant plus adapté et cet usage abusif me paraissant relever d'une dangereuse tentation de vouloir pour dénoncer un crime l'exagérer – ce qui n'est pas sans lien souvent avec des relents antisémites —, comme s'il fallait des surenchères dans les qualificatifs pour qu'une chose soit inacceptable...) je suis néanmoins en désaccord avec plusieurs points...

Il me semble qu'il faut comme pour tous les Etats, en tant qu'anars, remettre en cause l'existence de l'Etat d'Israël, en s'opposant par ailleurs à la création d'un Etat palestinien et en luttant pour l'abolition des Etats dans la région. L'anti-sionisme est un antinationalisme, et le mouvement libertaire n'a jamais arrêté sa critique du nationalisme au sionisme, nous combattons les nationalismes sous toutes leurs formes, de la même manière nous combattons l'antisémitisme comme nous combattons tous les racismes. On les combat à la fois dans les autres pays ET DANS NOTRE PAYS. Ce n'est pas « faire le jeu de ses élites » il me semble.

Il me semble que dire que Sharon est un tueur d'enfants est un constat (voir les morts palestiniens dans l'Intifada) pas un cliché antisémite (il s'agit d'un individu mis en cause –Sharon — ou d'un Etat et non d'un peuple), de la même manière que le Hamas ou le Djihad sont des tueurs d'enfants... Par contre je suis d'accord sur le rejet nécessaire des stéréotypes qualifiant un peuple (sur la finance, le prétendu complot, etc.).

Il existe de fait un traitement favorable des médias en faveur de l'Etat d'Israël. On parlera peu de la colonisation et de ses effets réels mais plus du cycle de violence attentats—répression militaire. Les morts n'ont pas tous le même poids, ce qu'on a vu pour le 11 septembre... On connaîtra l'emploi du temps d'une victime d'un attentat suicide et on verra les réactions de ses proches, mais on parle rarement de cela quand un-e palestinien-ne est tuée : juste un décompte macabre. Une vie est une vie, le traitement devrait être plus équilibré. Ce déséquilibre contribue au maintien du fait colonial, à sa justification. Par compte effectivement je pense que ceux qui prétendent que ce déséquilibre médiatique est dû à la présence de Juifs dans les médias sont antisémites et donc que leur propos sont inacceptables pour des militant-e-s révolutionnaire. Ce déséquilibre relève en fait d'un biais idéologique caractéristique du rapport colonial où les morts « blancs » n'ont pas la même importance que les morts « de couleur » et ce mécanisme inconscient est lié à une idéologie sioniste (c'est-à-dire nationaliste) qui est véhiculée par des journalistes de toutes origines et de tous horizons... La théorie du complot est une foutaise (à relents racistes et criminels), en témoigne l'existence d'importants courants juifs antisionistes, notamment aux Etats-Unis mais aussi en France, en Israël.

Les attentats suicides sont l'envers de la politique coloniale répressive israélienne. Une guerre juste et propre, ça n'existe pas. Dans ce conflit, l'Etat d'Israël dispose d'une armée, l'Etat palestinien non. Le terrorisme, c'est l'arme et l'armée des peuples sans Etats ou des Etats sans armées. Je suis contre toutes les armées. Contre tous les terrorismes, privés ou d'Etat, mais il me semble que singulariser les attentats, c'est invisibiliser la violence meurtrière et terroriste de l'Etat d'Israël. L'armée israélienne s'en prend à des civils innocents. Les attentats aussi. C'est une guerre, avec tout ce qu'elle a de dégueulasse. L'armée vise elle aussi les civils innocents : pourquoi cette distinction à moins de sombrer dans l'idéologie étatiste qui veut qu'un Etat, une armée ait plus de légitimité à tuer ? Alors certes je pense que les attentats sont une impasse politique. Que le Jihad et le Hamas sont des fascistes religieux. Mais certains attentats étaient le fait de laïcs, ce qui montre que les réduire à un acte de fanatisme religieux c'est sous-estimer le désespoir qui sous-tend certains de ceux-ci. Nous devons rejeter d'abord ce qui est à la racine de ces attentats : politique coloniale et répression. L'ALN en Algérie a en son temps utilisé la lutte armée, comme toute lutte de libération nationale. Toutes ces luttes portent en germe la création d'États, si elles ne sont pas dépassées par la révolution sociale. Cependant renvoyer dos à dos les deux violences c'est faire l'impasse sur la réalité que constitue l'occupation des territoires occupés... 2500 mort-e-s palestinien-ne-s pour 800 morts israéliens. Je pense qu'il faut éviter également de confondre terrorisme et lutte armée. L'un vise les civils, l'autre des cibles militaires. Je suis contre le premier, mais pour la lutte armée si elle n'est pas le fait d'une avant-garde. Soyons contre toutes les armées, tous les terrorismes mais aussi avant tout contre ce qui les engendre : nationalisme, colonialisme, sous peine de maintenir le statut quo en renvoyant dos à dos un Etat oppresseur et un peuple opprimé, donc en niant cette oppression et en s'en accommodant.



Si je suis d'accord qu'on ne peut absolument pas comparer le génocide des Juifs avec la politique israélienne actuelle (qui relève du colonialisme et des crimes de guerre), je ne pense pas par contre que « Les comparaisons entre l'Holocauste et d'autres meurtres de masse tendent à banaliser les dimensions inimaginable et l'horreur de ce crime contre les Juifs ». D'abord, des centaines de milliers de Roms, d'homosexuel-le-s et de malades mentaux ont également subis la barbarie nazie. Ensuite, le génocide arménien comme le génocide rwandais en passant par le génocide khmer montrent que l'Holocauste n'est pas le seul génocide du XX<sup>e</sup> siècle (sans parler des Indiens au siècle précédent, etc.), même si son unicité tient effectivement dans les moyens technologiques mis en œuvre pour assassiner systématiquement 6 millions de Juifs. Cette récurrence des génocides dans l'histoire alors que l'horreur nazie aurait dû marquer une prise de conscience définitive qui aurait permis d'éviter qu'une situation génocidaire se reproduise, ce n'est malheureusement pas le cas.

Je ne pense pas que cela banalise de constater qu'il y a eu d'autres génocides dans l'histoire. Savoir qu'il existe d'autres génocides et les qualifier comme tels, cela n'amoindrit pas la barbarie nazie. Par contre il serait dangereux d'invisibiliser ou de banaliser par exemple la barbarie rwandaise (et les responsabilités françaises dans celles-ci) dans cette rhétorique de l'unicité. Par contre effectivement, je pense que la propension à comparer systématiquement, à faire référence au pire en pensant que seule la surenchère dans le pire permet d'émouvoir est problématique. Un assassinat ou des meurtres de masse sont inacceptables en soi, il n'est pas besoin de les comparer avec le pire pour les rendre inacceptable. Cette propension à la comparaison à tort (très répandue chez les gauchistes) a par contre pour effet de banaliser les crimes de guerres, de masse ou individuels, en définitive plus assez révoltants pour susciter l'indignation en tant que tels. Je pense que, s'il faut utiliser des qualificatifs adaptés selon les situations : crimes, assassinats, crimes de guerre, massacres, génocides, il faut se garder de leur sacralisation comme unique, car c'est précisément le moyen de ne pas en prévenir l'éventuelle reproduction (même si ce n'est pas, comme je l'ai dit, le cas en Palestine, où nous sommes confrontés à des crimes de guerre).

Attention, à ne pas se servir du génocide à contrario pour masquer ou justifier les crimes de guerre de l'Etat d'Israël, ce qui est le cas des milieux sionistes comme l'ont très bien montré Noam Chomsky, Norman G. Finkelstein et Rony Brauman. La perspective de voir que la mort à Auschwitz de toute une partie de la famille de ma grand-mère peut servir certains à justifier des crimes, même si ceux-ci n'ont rien à voir en intensité avec le génocide juif, me révolte profondément.

L'affirmation « Remettre en cause le droit à l'existence de l'Etat d'Israël ne fait qu'augmenter les sentiments d'insécurité des Juifs » est là pour moi un dangereux amalgame. Nombre de Juifs/Juives n'ont qu'un lien très distant avec l'Etat d'Israël, voire inexistant. C'est paradoxalement une affirmation qui fait le jeu de l'antisémitisme, qui considère l'ensemble des Juifs comme ayant un lien substantiel avec cet Etat, alors que quelques paragraphes auparavant les auteurs soulignaient à juste titre que l'on devait se garder d'amalgamer Juifs et Etat d'Israël, de même que Israéliens et Etat d'Israël. Remettre en cause l'Etat d'Israël, CONJOINTEMENT A TOUS LES AUTRES ETATS, ce n'est pas tomber dans ce travers. Il n'y a pas plus lieu d'exonérer l'Etat d'Israël de la critique qu'un éventuel Etat palestinien. De même, ce n'est pas parce que des Etats musulmans sont des dictatures théocratiques, sanguinaires (que nous dénonçons) qu'il faut se priver de dénoncer Israël comme un Etat théocratique, colonial et raciste et qui donc aurait du mal à faire croire qu'il est une démocratie, à moins de considérer la démocratie telle qu'elle s'est développée à Athènes. Or on est forcé de constater que l'Etat Israël cumule un sacré paquet de résolutions de l'ONU (institution impérialiste s'il en est) qu'il n'a jamais appliquées. Mais il est vrai que la France et les Etats-Unis, comme tous les Etats, n'ont guère à lui envier en terme de pratiques...

Attention à la paranoïa : si l'antisémitisme existe et qu'il doit être combattu vigoureusement en étant très clair notamment dans les manifs, nous ne sommes pas « A l'aube d'une nouvelle nuit de cristal » comme le proclament certains milieux sionistes. Maurice Rajsfus souligne à juste titre que le racisme invisibilisé et ultra dominant, au niveau institutionnel et populaire, c'est un racisme anti-maghrébin dans la société française. Singulariser l'antisémitisme, comme le fait la classe politique, alors que c'est contre tous les racismes (dont l'antisémitisme) que nous devons lutter, n'est pas sans arrière-pensées politiques. L'antisémitisme est beaucoup moins fort dans la société française qu'il y a 70 ans, même si nous devons être très vigilants : le racisme est aujourd'hui principalement dirigé vers les Maghrébins... Attention à l'usage politique de la paranoïa qui, si elle repose sur une série de faits divers bien réels, surestime grandement la réalité de l'antisémitisme en France à des fins politiques (accélérer l'immigration vers Israël, stigmatiser les populations, redorer le blason de l'Etat d'Israël en pratiquant l'amalgame inacceptable entre intérêt des Juifs français et intérêt de l'Etat d'Israël comme l'ont montré

les manifestations « contre l'antisémitisme et en faveur d'Israël » qui ont d'ailleurs donné lieu à des violences contre les antisionistes juifs et des passants maghrébins). Attention à ne pas cautionner la pratique actuelle d'un certain terrorisme intellectuel de la part de milieux sionistes visant à amalgamer antisionisme et antisémitisme au moyen de procès comme contre Daniel Merme. (Voir à ce titre *Le Mal-être juif* de Dominique Vidal aux éditions Agone).

Soyons clairs : anticolonialistes, antinationalistes, anticapitalistes et anti-étatistes sans tomber ni dans les travers nationalistes palestiniens, ni dans les clichés sionistes. Luttons pour un fédéralisme libertaire au Moyen-Orient incluant l'ensemble des populations hors des Etats, luttons contre le colonialisme, pour le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien mais dans une perspective internationaliste, conjointement aux mouvements anti-sionistes israéliens. Pour une solidarité sans frontière.

S. (FA Lyon)

## FEDERATION ANARCHISTE (Lyon)

### **Palestine, Pour un fédéralisme internationaliste !**

En tant qu'anarchistes, nous identifions plusieurs facteurs qui fondent le problème palestinien : L'existence d'un Etat confessionnel, colonialiste, militariste et nationaliste en la présence de l'Etat d'Israël. L'existence d'une idéologie ultra-nationaliste, colonialiste et religieuse qui fonde cet Etat, le sionisme. Le conflit pour la gestion d'un territoire, la Palestine, comme pour la gestion de ses ressources (eau, ressources agricoles). L'enjeu géostratégique que représente le contrôle de ce territoire par un Etat lié aux Etats-Unis pour ses derniers, représentant un point d'ancrage et de projection militaire.

Nous distinguons et nous distinguerons toujours les Etats et leurs populations, les classes dominantes et les classes exploitées, qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes. La classe ouvrière israélienne (notamment les immigrés éthiopiens) est exploitée par la classe dominante israélienne, et subit une véritable situation d'apartheid. Les classes populaires palestiniennes, elles, subissent une triple domination : domination coloniale exercée par l'Etat israélien, domination de classe exercée par les classes dominantes israéliennes auxquelles elle servent de main-d'œuvre extrêmement bon marché, soumises à coups de trique comme à coups de balles, domination de classe exercée pour partie par la classe dominante émergente palestinienne.

S'il est évident que la domination exercée par l'Etat israélien sur les populations palestiniennes reste à cette heure le principal problème et la première chape de domination à abattre, il reste que la libération des classes populaires palestiniennes ne deviendra réelle que lorsqu'elles se seront débarrassées de ces trois dominations, en termes politiques comme en termes économiques.

**A ce titre, la constitution d'un Etat palestinien ne saurait être une solution viable pour les classes populaires palestiniennes** : D'une part parce qu'un tel Etat ne serait pas viable sur un territoire aussi exsangue et que les populations seraient maintenues dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'Etat d'Israël et de ses classes dominantes, on supprimerait la domination coloniale directe sans supprimer la domination économique. D'autre part, parce que tout Etat est l'instrument des classes dominantes nationales : on substituerait à l'oppression coloniale et capitaliste exercée par l'Etat israélien une oppression capitaliste exercée par les classes dominantes palestiniennes émergentes. Nous ne pensons pas que l'Etat puisse être un instrument de libération, fût-il « ouvrier » ou fût-il la matérialisation d'aspirations à l'indépendance. Toute l'histoire des luttes anticoloniales est là pour le démontrer. On a remplacé le pouvoir colonial (dont la destruction est une nécessité évidente) par des bourgeoisies nationales non moins exploiteuses, qui plus est au service des ex-colonisateurs...

### **Dépasser la lutte de libération nationale par la révolution sociale**

A cette revendication de la création d'un Etat palestinien, à laquelle nous ne croyons pas pour les raisons énoncées, nous opposons les revendications d'autodétermination, de fédéralisme libertaire, et d'abolition de l'Etat israélien. Le problème principal vient pour nous de l'existence d'une domination économique et politique exercée par un Etat, doublée ici d'une réalité coloniale.

C'est pourquoi nous exigeons dans l'immédiat :

- **Le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés**
- **L'abandon de toute velléité de souveraineté de la part de l'Etat d'Israël sur ces territoires (qu'elle soit civile, militaire, policière, étatique ou diplomatique)**
- **Le démantèlement de toutes les colonies**
- **Le droit au retour des réfugiés**

C'est au peuple palestinien ou plus exactement aux classes populaires palestiniennes de déterminer les institutions de régulation et d'organisation sociales qu'elles se donneront, ce qui n'implique pas automatiquement l'idée d'un Etat. Nous proposons la forme originale, mais garantissant la libération économique et sociale des classes exploitées, du fédéralisme libertaire, c'est-à-dire de la gestion directe de la société et des moyens de production et d'échange, par le biais de la fédération des individus et des

groupes sociaux au moyen du mandatement impératif et révocable, de la libre association, de la propriété collective des moyens de production et d'échange.

Nous pensons que la situation ne sera pas viable à court ou moyen terme en cas d'existence de deux entités territoriales sur le même espace (israélienne et palestinienne). La faiblesse des ressources, notamment en eau, ne le permet pas. **C'est pourquoi nous pensons qu'aucune solution viable ne ressortira sans l'abolition des frontières entre les peuples, sans la constitution d'une entité laïque, fédéraliste « binationale » permettant aux deux populations de coexister dans l'autonomie, l'entraide, la coopération et le respect mutuel.** Dans ce cadre-là, basé sur une répartition égalitaire des richesses, nous savons qu'il existe des ressources suffisantes pour que, si celles-ci étaient réparties de manière égalitaire, l'ensemble des populations puisse vivre sur ces territoires, qu'il s'agisse des populations aujourd'hui présentes comme des populations palestiniennes réfugiées auxquelles le droit au retour doit être garanti.

Cette solution implique le renoncement aux idéologies nationalistes et religieuses, à la notion de propriété privée et de domination, face au droit de chacun et chacune de vivre dans la libre association, la coopération, l'entraide, la seule condition étant le refus de la contrainte, c'est-à-dire le refus de l'appropriation des terres ou des moyens de production par les un-e-s ou les autres, ce qui implique la propriété collective des moyens de production et d'échange, et le droit de chacun et chacune de circuler et de s'installer, de vivre sur la terre où il (ou elle) est né (ce qui implique l'exigence du droit au retour pour les Palestiniens)

C'est pourquoi, nous pensons que les intérêts de la classe laborieuse israélienne ne sont pas compatibles avec ceux de la classe dirigeante israélienne, et que le sionisme, comme tous les nationalismes, est un moyen d'aveugler les populations, de maintenir la domination politique et économique d'une minorité sur une majorité au moyen de la peur de l'autre et d'une logique, militariste, colonialiste et agressive, expansionniste. Nous pensons qu'une solution viable et à terme ne verra le jour que dans l'internationalisme, les liens de solidarité entre les classes laborieuses israéliennes et palestiniennes, l'objectif premier étant l'abolition de l'Etat d'Israël en tant qu'institution de domination économique, politique, coloniale et raciste, l'objectif second étant le refus de la constitution d'un Etat palestinien qui ne serait qu'un nouvel instrument au service d'une nouvelle bourgeoisie palestinienne, ou un fantoche qui ne réglerait pas la question de la domination économique, qu'elle soit israélienne ou transnationale.

### **Refus du colonialisme et abolition de l'Etat israélien**

Nous ne renvoyons pas dos à dos la domination coloniale exercée par l'Etat d'Israël et la résistance palestinienne. L'objectif premier est bien entendu la suppression de cet état d'oppression permanente, militaire, économique et culturelle. Cependant la logique nationaliste, de part et d'autre, constitue une impasse pour les peuples israéliens et palestiniens. **Seul le développement des mouvements d'insoumission et de refus de l'Etat d'Israël, le développement de mouvements israéliens antisionistes, parallèlement à l'action de la résistance palestinienne dont le rôle est essentiel**, mais dont le cadre devrait autant que faire se peut se situer hors du champ étatique, sont des garants d'une réelle solution au conflit. **C'est aux populations, hors des Etats et des représentant autoproclamés, qu'il appartient de se réapproprier la solidarité internationale entre les peuples, la légitimité de l'intervention internationale, hors du cadre des Etats (ceux-ci ne servant que leurs intérêts à l'opposé de ceux des populations). C'est pourquoi nous soutenons la résistance palestinienne en favorisant les dynamiques laïques et internationalistes, les missions civiles, les actions de boycott des produits israéliens qui marquent la réappropriation de l'action politique et solidaire par les populations, actions trop souvent confisquée par les Etats.**

Nous n'attendons rien de l'ONU, dont les résolutions n'ont jamais été appliquées, pour la bonne et simple raison que cette institution n'est qu'un instrument au service des capitalistes et des Etats, particulièrement des Etats impérialistes occidentaux (Europe, Etats-Unis), dont l'intérêt est de maintenir le statut quo.

**Nous soutenons les déserteurs israéliens, les antisionistes et anticapitalistes israéliens, qui, s'ils ne sont qu'une poignée, méritent la solidarité internationale pour le courage dont ils font preuve et parce qu'ils sont les garants d'une solution viable et définitive.**

**Fédération anarchiste (Lyon)**

\* \* \* \* \*

Le courrier ci-dessous vient d'une liste de discussion sur le Net. Je n'ai pas reproduit les passages les plus pesants (de mon point de vue) et n'ai gardé que les plus « argumentés ». Les citations en gras correspondent au texte du groupe libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal*. (Y.C.)

**Lorsque vous attaquez la politique du gouvernement israélien, critiquez toujours les fondamentalistes musulmans. Ne cherchez jamais à justifier les attentats-suicides. Le Hamas, le Djihad islamique et le Hezbollah ne sont pas des mouvements de libération nationale, mais des fascistes religieux.**

Et pourquoi des fascistes ne pourraient-ils pas se dire tout ou partie d'un mouvement de libération nationale (MLN) ? Tous les MLN sont-ils systématiquement composés de petits saints ou de politiquement correct ? On a payé cher dans le passé ce type de vision stratégique : soutenir les MLN quels qu'ils soient, parce qu'ils vont dans le sens de l'histoire et de toute façon, en face, ils ont tort.. Exemple de fafs MLN : les nazis du NSDAP allemand, et d'autres groupes aussi recommandables organisant la lutte armée contre l'occupation française de la Ruhr dans les années 20. Clair, les Français n'avaient rien à y foutre. Cela rend-ils les dingues d'en face plus sympathiques ? Et pourtant, c'est politiquement du MLN. Tiens, autre exemple : le sionisme, c'est un courant MLN qui a réussi, et qui, comme les autres, commence à réprimer à son tour...

**L'antisémitisme a joué un rôle central dans l'histoire de l'islam — et du christianisme. Les fondamentalistes musulmans appellent à liquider tous les Juifs et sont donc des antisémites forcenés. Toute personne qui refuse de condamner nettement ces fascistes, que ce soit par opportunisme, au nom de l'anti-impérialisme ou pour d'autres raisons, légitime l'antisémitisme.**

C'est clair qu'il y a là un gros pavé dans notre jardin. Personnellement, je me suis senti obligé de trisser de certaines manifs Palestine quand je voyais certains cortèges plus occupés à gueuler leur haine du Juif que leur soutien aux Palestiniens. Ça puait trop... Peu habitué aux réunions d'orgas de ces manifs, je n'ai donc jamais compris pourquoi on n'a jamais expulsé ces porcs à coup de pied au cul ! Si cela avait été fait avant, on aurait probablement évité les incidents de la dernière manif antiguerre

**Toute personne qui ferme les yeux devant les attentats commis contre des civils israéliens ; tout individu qui considère que ces attentats sont, d'une façon ou d'une autre, compréhensibles ou justifiés, soutient et renforce la logique antisémite de leurs auteurs. En effet, ceux-ci considèrent que les Juifs d'Israël sont tous coupables, qu'ils soient d'accord ou non avec leur gouvernement, et ce uniquement parce qu'ils sont juifs.**

Moralisme! Le fond est juste, mais plus sur la méthode d'action à critiquer (les bombes aveugles, c'est vrai que c'est gerbant). Par contre, ce qui est évacué, c'est la réflexion qu'ils ne tuent pas des Juifs parce que Juifs, mais d'abord parce que colons et occupants. Les bombes de l'ANC en Afrique du Sud pendant l'apartheid touchaient-elles des Blancs en tant que Blancs ou en tant qu'opresseurs ? (Je le répète, la méthode me fait gerber, mais ce moralisme qui évacue la réflexion politique n'est pas net non plus...)

**Les antisionistes prétendent, à tort, que le nationalisme juif (le sionisme) serait par définition une idéologie d'extrême droite. En réalité, le sionisme comporte différents courants, dont certains sont progressistes.**

C'est vrai, c'est d'ailleurs ce sionisme « progressiste » et « socialisant » qui a fait sien le fameux slogan « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », niant l'existence des populations vivant sur ce territoire (spécial dédicace à Golda Meir) et arrivant au finish sur la situation actuelle. Le facho juif Jabotinski a eu au moins à l'époque le mérite de l'honnêteté intellectuelle sur ce point, reconnaissant l'existence des Palestiniens, et disant clairement : « c'est eux ou nous : nous voulons nous installer ici, ils ne nous laisseront pas faire et c'est normal, la guerre est donc inévitable et nous ferons tout pour la gagner » (je résume, mais il faut que je cherche si vous voulez l'intégralité).

Oui, je sais, dans le rôle du sionisme honnête et humaniste, cherchant cette terre pour deux peuples, on trouve des Martin Buber, mais ils n'ont malheureusement pas beaucoup de disciples.

Ceci dit, après cette bordée antisioniste, je me trouve très mal à l'aise : quand je vois l'histoire des Juifs, non seulement la Shoah, mais ce bateau parti de Hambourg (je ne me souviens plus de son nom) dans les années 30, rempli de femmes et d'enfants juifs expulsés, qui a fait presque le tour du monde, refoulé de partout, revenu finalement à Hambourg pour que sa cargaison finisse à Auschwitz, et les pays visités n'étaient pas (encore) nazis; quand je vois les Tchétchènes, loin d'être les fous furieux benladenistes qu'on les croit parfois, balancer que la guerre qu'ils subissent, c'est la faute aux Juifs (les

salopards russes qui les bombardent ont par contre souvent un excellent certificat d'antisémitisme), je me demande si les sionistes n'ont pas quand même quelques arguments sérieux que je n'arrive pas à démolir... Je lance le débat.

W.

•           \*\* \* \*

## Quelques réactions contrastées à propos de *Ni patrie ni frontières*

\*\*\*\*

*Combat syndicaliste* (organe de la CNT-AIT)

« **QUE FAIRE CONTRE LES GUERRES ?** », c'est le sujet de la revue « Ni patrie ni frontières » dont le N°3 (mars 2003) vient de sortir. Sa lecture m'a permis de comprendre pourquoi je ne me sentais pas l'envie de manifester contre la guerre en Irak : ça fait trop d'harmonie en chiraquie. Quel amour en effet entre l'opinion publique et Chirac ! Ces manifestations arrangent l'Etat français. Tout le monde est content donc : le gouvernement et l'opposition qui a son terrain de jeu. Il y a dans cette revue un témoignage de la manif parisienne du 15 février 2003 où étaient présents tous les crabes politiques. L'article s'intitule « Un bain de haine chauvine ». On y voit défiler les partis et syndicats. Je comprends qu'ils pêchent au filet dérivant leurs futurs électeurs dans le marécage de la contestation consensuelle. Pour cela, ils se vautrent dans l'antiaméricanisme et l'antisémitisme primaires. Ils écrasent les critiques contre le régime sanguinaire irakien, ils permettent à l'extrême droite de manifester au nom de la paix et de crier « mort aux Juifs » derrière le drapeau bleu-blanc-rouge. Cela n'a pourtant rien à voir avec du pacifisme. C'est une dérive patriotique. Jusqu'à prendre parti pour un Etat, l'Etat français (mais aussi irakien ou palestinien) contre d'autres Etats (américain ou juif). De quoi alimenter de nouveaux massacres ! Comme le dit un autre texte, « Misère de l'anti-guerre en Europe » les choix immédiats « représentent des inconvénients réhivitoires ». En France, une organisation révolutionnaire se trouve devant deux choix :

Le premier est d'essayer de toucher « les masses » et manifester contre la guerre en Irak. Mais c'est crédibiliser la politique extérieure française, qui est tout aussi colonialiste et impérialiste que n'importe quelle politique étatique. Le journal *Lutte ouvrière* ne s'y trompe pas, puisqu'il écrit : « Non à l'intervention américaine, non à l'union nationale derrière Chirac ». Tout à fait d'accord. Mais alors, que font les militants de LO dans les faits ? Tous les samedis et jeudis, ils défilent bien sagement derrière la politique de Chirac ! D'autre part, cette politique consiste à minorer le fait qu'en Irak il existe bel et bien une dictature sanguinaire laquelle, d'une façon ou d'une autre, doit être détruite.

Le deuxième choix, c'est celui d'un travail de fond et de réflexion, mené en dehors du sentiment d'urgence pour se donner le temps de bien aborder tous les problèmes dans les quartiers et les entreprises. C'est, je crois, ce que les militants de la CNT-AIT ont choisi de faire. Tant pis si cela doit nous marginaliser aux yeux d'un microcosme libertaire dont la « majorité » mesure son importance aux rush des caméras.

M. ( article paru dans le *Combat Syndicaliste* de la CNT-AIT Midi-Pyrénées n°80 – Avril-Mai 2003)

•           \*\*\*

## UNE REVUE ECLECTIQUE ET CONFUSIONNISTE

(L'article ci-dessous est extrait du *Prolétaire universel*)

*Ni patrie ni frontières* en est à son numéro 3 et le niveau ne cesse de baisser, ou plutôt le contenu de « culture trotskienne » de se confirmer lamentablement. En général, tout gauchiste plongé pendant plusieurs années dans le bain trotskien subit une poussée égale au lavage de crâne stalinien. Lorsqu'il sort du bain, encore tout ruisselant, c'est pour plonger dans la piscine anarchiste, javéalisée de toute conception du rôle historique du prolétariat. On eût ce type de plongée pour les RKD en 1945 puis la brève équipée de Chaulieu et Cie pour « SouB » jusqu'au milieu des fifties.

Déjà petit, le trotskien est conditionné à considérer la classe ouvrière comme « intégrée » (LCR) « démoralisée » (LO) « fonctionnarisée » (PT), seule surnage la « direction révolutionnaire », multiple, concurrentielle et lilliputienne mais toujours « éducationniste » des masses par les syndicats et par l'onction électorale. Croyant s'être émancipé, Y.C., dès son projet initial de marier anarchisme et trotskisme, avait oublié que si l'anarchisme comme théorie de révolte avait précédé le marxisme dans l'histoire du mouvement ouvrier, il n'avait pas été persécuté en soi par le marxisme (ou par le marxisme confondu avec le stalinisme chez nos trotskiens à courte vue moderniste post chute du PCF). Précisons en passant que la succession de méthodes de lutte en rapport avec la nature et la composition des classes sociales opprimées n'entraîne pas une addition de la méthode passée avec la méthode contemporaine, un

mélange d'attentat par le fait et de grève de masse, mais un dépassement, l'apparition d'une théorie « plus évoluée». Il n'y a pas répétition de la révolution de 1789 en 1871, mais dépassement des conceptions bourgeoises, le prolétariat remplace le peuple, et rejet notamment du terrorisme.

Qu'une classe ouvrière artisanale ait été dépassée par une classe ouvrière industrielle n'impliquait pas que le passage à cette deuxième étape du prolétariat suppose qu'il conserve ses méthodes antérieures. Eduqué puis révolté par LO, Y. Coleman en a conclu que cette secte était « trop rigide » c'est-à-dire « trop marxiste», et, se prenant pour le sosie de Daniel Guérin, il voulut mettre une pincée d'anarchisme dans son trotskysme mal digéré, le sel anarchiste étant entendu couramment par l'ignorant lambda comme la suprême théorie de la liberté de Tarzan et le seul dénonciateur des premiers forfaits bolcheviques. Il porte aux nues le crétin Chomsky qui n'a écrit que des âneries publiées par l'organe de la FA ces dernières années montrant qu'il ne comprend rien à rien du capitalisme aujourd'hui, lui non plus.

Déjà dubitatif sur l'existence du prolétariat et ne comprenant rien à sa vie de classe avant d'être embrigadé dans une secte trotskienne, le trotskien moyen lorsqu'il quitte la chapelle étouffante, n'a plus d'espoir que dans « le révolté », « l'opprimé », « le paupérisé » du bout du monde qui a autre chose à réclamer qu'un poste de télévision ou une auto.

Y.C. donne des leçons, se fait le prêcheur du recul de l'analyste, soutient Dissidences en encart après avoir estimé en privé qu'ils mentent sur les positions les plus pourries affichées par trotskysme en 39-45!

A plusieurs reprises, il ne peut pas cacher qu'il est de l'autre côté du comptoir, il vous sert à boire son punch anarcho-marxien mais il maintient une politique de bistrot:

« La classe ouvrière, en France, comme dans le reste du monde, soutient passivement sa propre bourgeoisie, ses partis et ses syndicats qui pratiquent la collaboration de classe depuis près d'un siècle » (p.141). Voilà tout est dit, foi de boutiquier. Et il n'est pas fait allusion ici au fait que nombre de recrues de LO sont des fils de petits commerçants. Mais c'est kif kif. Il y a ce côté ergoteur du tavernier, sanglé dans son tablier et qui n'a jamais tort. Comme tout autre bistrotier, stalinien par exemple, il n'écoute que ce qu'il veut bien entendre. Il ne parle que de ce qui lui semble notable même si c'est secondaire, et il se couvre de n'importe quel argument pour faire avaler son mauvais cocktail « l'hétérogénéité de ce bulletin est délibérée ». Qu'y a-t-il de commun entre l'engagement clair (et « délibéré ») d'une Emma Goldman, d'un Malatesta, du jeune Trotsky en faveur de la classe ouvrière, de « la guerre des classes » et ce petit YC qui imagine ses consommateurs attablés en pleine collaboration, et agite son bec contre les « discours automatiques » et autres « slogans incompréhensibles » tels que « oui à la guerre des classes » ? Rien, Emma Goldman et tant d'autres furent de courageux militants surtout convaincus que la classe ouvrière n'était pas complice même dans ses périodes d'amorphisme parce qu'elle reste victime ! Aucun cadre de compréhension n'est fourni pour les textes jetés en vrac, avec une nette propension à son gourou n°1 Trotsky qui est pourtant loin d'être clair dans les années 30. Cette cécité est accompagnée d'un travail de censure de tout le mouvement révolutionnaire réel, aucune évocation (comme les autres petits staliniens de *Dissidences*) des groupes opposés au stalinisme et des groupes autrement clairement révolutionnaires pendant la guerre que les pauvres enfants veufs du prophète désarmé et désarmant.

Notre directeur de revue nombrilisque veut bien « se réclamer du combat de la classe ouvrière contre tous les Etats » mais en oubliant de rappeler que pour lui cette classe est plutôt mythique et chambre à air à intellectuels trotskiens d'autant qu'elle « collabore » (p.83)

Il publie une série de tracts nullissimes sur la guerre en Irak sans critiquer ni présenter le contenu.

Que propose-t-il, en fonction de cette classe qui est « complice » de sa propre bourgeoisie ?

« L'unité d'action dans la rue », telle qu'il l'a pratiqua seul lors de la première manif en dénonçant seulement Saddam, et en laissant transpirer dans la plupart de ses articles qu'il est plutôt pro-américain et plutôt pour donner en pâture la démocratie aux peuples qui crèvent de faim. On a là non seulement l'absence d'une pensée propre (ce qui ne serait pas un mal en soi) mais surtout une vieille pensée typique de la culture trotskyste, ratatouille LO-LCR, analyse heurtée et sans lien logique entre les situations, sans compter toutes les théories bourgeoises sur la libération de la femme, la lutte antiraciste, la tolérance des comportements religieux. Une revue qui n'a donc pas tenu ses engagements initiaux du fait du lourd passé déformé de son directeur.

Pierre Hempel



Après avoir brièvement présenté le contenu des trois premiers numéros de la revue, ces camarades écrivent : « *Ce troisième numéro indique certaines limites du travail de Coleman. Du fait de sa découverte tardive des courants libertaires et radicaux et de son retour récent au militantisme, il juxtapose des textes d'intérêt et de statut différent sans mise en perspective critique. Ainsi les effets particuliers de la guerre du Kosovo, soutenue par certains libertaires et gauchistes, suscitant une condamnation tardive et confuse chez d'autres, ne sont-ils pas mentionnés.* »

- \*\* \*\*
- 

### **Petite citation en guise de réponse**

**au *Prolétaire universel* et à *l'Oiseau-tempête***

### **La difficulté à discuter aujourd'hui et ce qu'elle recouvre**

« Une régression historique est par nature difficilement palpable pour ceux qui la vivent. Tout semble se produire de façon insensible, les changements à peine perceptibles ne laissent distinguer aucun critère évident. Chaque aspect de la réalité, aussitôt saisi, se trouve opposé à un autre, plus ou moins contradictoire avec le précédent. Sauf en cas de désastres soudains, ceux qui dénoncent le recul sont simplement traités d'oiseaux de mauvais augure.

« Il existe pourtant un point de repère d'une assez bonne fiabilité quand on veut retracer la nature de l'évolution générale. Il s'agit évidemment de la qualité des discussions. La dégradation constante depuis plus de vingt ans est un témoignage accablant en faveur des prévisions pessimistes qui se sont accumulées.

« Toute discussion sérieuse semble devenue impossible. A peine commence-t-on à émettre une formulation qu'il faut aussitôt faire face à d'interminables reproches sur ce que les interlocuteurs prétendent avoir entendu. Une phrase n'a pas le temps d'être achevée qu'elle est déjà déformée et qu'ils en entendent dix autres tout à fait différentes, contraires ou absurdes. Il faut dès lors batailler contre les malentendus dont la multiplication géométrique finit par lasser la patience la plus établie. Quoi que l'on fasse, les monologues ne se rencontrent que dans la mesure où chacun prétend se subordonner tous les autres. Plus personne ne croit que le moment du débat puisse être le lieu créateur du sens commun et encore moins d'une action concertée. »

*Le Crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle*

Paris, le 22 décembre 1996

**(Dans le texte ci-dessus, les passages soulignés l'ont été par nos soins. Y.C.)**

\*\*\*\*\*

### **Lettre d'un camarade anarchiste**

**(Cela va sans dire, mais cela va encore mieux en le disant, la lettre ci-dessous n'engage ni l'équipe Kropot, ni le site Bibliolib. )**

(...) En fait, si les gens sont déboussolés, je crois que les anars sont encore plus déboussolés que les autres, et c'est normal, quand on refuse la boussole :o))

Si nous avons flashé sur ton projet, c'est parce qu'il est libertaire dans son essence: faire se côtoyer des textes qui peuvent être, ou qui sont, contradictoires, comme la polémique Goldmann-Trotsky sur Cronstadt, c'est accepter que le lecteur tire lui-même ses conclusions, et non pas lui révéler une vérité « assénée »... heu, lui asséner une vérité « révélée »... C'est lui permettre de défricher lui-même ses propres pistes. Nous faisons un peu la même expérience avec Bibliolib, parce que nous en avons marre de voir donner aux gens « concernés » seulement ce qu'ils pensent les concerner. D'où ce mélange de différentes nuances de l'anarchisme (l'individualisme, le communisme libertaire, l'anarcho-syndicalisme, le syndicalisme révolutionnaire, bientôt le conseilisme), qui aboutit à se poser la question «qu'est-ce que l'anarchie» ?

Nous pensons qu'elle n'existe pas, et nous le démontrons par le site. Paradoxe ? Pas vraiment... Daniel Guérin disait qu'un drapeau noir c'est encore un drapeau de trop... Il n'y a pas d'anarchie, mais il y a des anarchistes... Le déboussolage des anars, qui est finalement consubstantiel à la définition même de l'anarchiste conséquent, fait qu'ils sont attentifs à tout, ou qu'ils le devraient... Ils veulent revenir aux sources...

Pour un anar, la querelle Marx-Bakounine, par exemple, n'est pas encore éteinte, c'est pourquoi tu vends plus ta revue sur les lieux anars. Pour les « marxistes », Bakounine n'existe pas, c'est le crétin (je crois que le mot est de Marx lui-même) qu'on a été obligé de virer de l'Internationale (et on ne dit pas que 80% de l'Internationale a suivi Bakounine). Quant à Stirner, il a obligé Marx à perdre du temps à rédiger *L'Idéologie allemande* ... Il y a aussi qu'il est difficile de trouver aujourd'hui en langue française des textes « historiques », en dehors des brochures éditées par les orgas — toujours un peu les mêmes —, surtout d'anarchistes étrangers. Lire Emma Goldman en français (en dehors de son autobiographie, et encore, ramenée à 200 pages !), et je ne parle pas de Voltairine de Cleyre, est quasiment impossible... Et c'est vrai aussi de Kropotkine, Bakounine... J'en parle d'autant plus sûrement, que les retours que nous avons, ce sont surtout des effusions de joie de pouvoir (re)lire les brochures des Temps Nouveaux, par exemple. En fait, les anars (dont l'immense majorité n'est pas organisée, dans des chapelles dont ils ont du mal à comprendre la nécessité) ont un problème de mémoire aujourd'hui, mais ils ne doivent pas être les seuls.

Beaucoup se savent anars, mais ils ont besoin de conforter leurs intuitions nées de la situation catastrophique des « idéologies dures » en se frottant à d'autres sources que les pistes balisées par ceux-là mêmes qui se réclament encore de ces idéologies qui ont fait faillite... Chez les jeunes, c'est surtout le vide laissé par les expériences désastreuses du « socialisme réellement existant », et l'absence de perspective des gauches, qui les conduisent à s'intéresser à la pensée libertaire. Tes « camarades » qui veulent des textes marxistes n'ont rien compris à ta démarche. C'est assez normal. J'ai quelques amis trotskystes, et même s'ils sont aussi déboussolés pour les mêmes raisons (les faillites du socialisme au pouvoir), ils ont encore quelques illusions sur une « vérité » prolétarienne. Le méchant, c'était Staline, la « déviation stalinienne »... Donc, ils ont encore Trotsky sur qui se reposer, et l'idée d'un pouvoir à prendre. A part que l'histoire vue contradictoirement pencherait plutôt du côté d'Emma, et qu'à analyser les actes concrets de Trotsky quand il avait le pouvoir, on frémit à la pensée qu'il aurait pu se trouver à la place de Staline :o))

En fait, on se retrouve toujours dans les mêmes problématiques depuis la Première internationale, entre les « autoritaires » et les « libertaires ». A la différence que, de plus en plus, les faits donnent raison aux « libertaires »... Que peuvent faire les « libertaires » d'avoir raison, c'est encore une autre paire de manches... (...)

En fait, il n'y a rien à connaître à l'anarchie. L'anarchie n'existe pas, quant aux anarchismes, il y en a autant que d'anarchistes. L'anarchie, ce n'est pas un projet de société en tant que tel, c'est une position face au monde, un refus de marcher au pas, d'accepter des vérités révélées. Il n'y a pas plus de saint Bakounine que de saint Trotsky. C'est le refus de donner sa « voix », ce qui ne veut pas dire qu'il faut réfuter l'engagement, mais ne pas devenir esclave de ses propres engagements, et savoir parfois se « dégager ». En tous les cas, l'anarchisme, c'est surtout l'idée que le chemin se trace en marchant, et qu'il n'y a pas de « solution miracle » qu'il suffirait d'appliquer, et surtout à ceux qui ne sont pas « clairvoyants » sur la « solution miracle ». « Les prêtres ou magisters révolutionnaires voulant servir les hommes, leur coupèrent le cou. » (Stirner). La « vérité », je pense, se trouve dans cette phrase de Malatesta « Nous ne sommes pas plus prophètes que les autres ; et si jamais nous avons la prétention de donner une solution officielle à tous les problèmes qui se présenteront dans la vie de la société future, ce serait une façon vraiment étrange de comprendre l'abolition du gouvernement. Ce serait nous déclarer gouvernement et prescrire un code universel pour les hommes actuels et à venir, à la façon des législateurs de la religion. »

En fait, c'est une éthique, plus qu'un programme, mais c'est mon point de vue. Par exemple, rien ne m'empêche de « m'allier » avec mes copains de la LCR (ex-LO depuis les dernières législatives) sur des actions ponctuelles, cela ne veut pas dire pour autant que je vais adhérer à toutes leurs propositions, ni me déplacer pour voter pour eux.

D'ailleurs, c'est impossible, puisque finalement, leur but est d'instaurer LEUR orthodoxie à la place d'une autre. Je sais très bien que leurs paroles « libertaires » sont valables tant qu'ils restent désarmés :o) C'est d'ailleurs la faiblesse des anarchistes, consubstantielle elle aussi : ils sont condamnés à être

fusillés dès lors qu'un pouvoir s'installe, même et surtout s'ils ont contribué à le mettre en place. Il n'y a qu'à voir le sort des anars après 1917 en Russie. Ils sont marrants, à la LCR. J'ai assisté à quelques mois d'intervalle à deux meetings avec Krivine, l'un à l'initiative des Verts (liste Verts-LCR aux dernières élections régionales sur les Bouches-du-Rhône), l'autre au moment des Européennes (liste LO-LCR). Dans le premier, il traitait les miliants de LO de « moines-soldats qui gardent toujours l'arme au pied », dans le second il traitait les Verts « de parti de rêveurs qui préfèrent défendre les oiseaux que les hommes »... Bref, l'électorisme mène à tout. Ce qui est sûr, c'est qu'avec Krivine comme Petit Père au pouvoir, les Verts et LO pourraient faire de longues palabres dans un camp de rééducation...

(...) Ce que je trouve très bien chez Crass, c'est sa volonté de pédagogie active, pas tellement sur des « vérités » mais sur la « vérité de l'action » : pousser les gens à s'engager sur ce qu'ils pensent pouvoir et devoir faire, de manière concrète, ne serait-ce qu'en distribuant de la bouffe. Il démontre qu'il n'y a pas de combats primordiaux et d'autres qui seraient « périphériques ». Comme dit Marcos, je crois : la révolution sera la conjonction de luttes différentes, venant de différents niveaux de conscience, et non pas une idée générale. C'est-à-dire que le résultat ne serait pas l'application d'une théorie dans laquelle les gens devraient rentrer (souvent plus de force que de gré...), « Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir, mais de le détruire » (Bakounine). Amitiés . G.

\*\*\*\*\*

## LETTRE D'UN MILITANT DE L'UJFP

Bonjour

J'ai lu le texte : « Quelques pièges pour éviter l'antisémitisme » que vous avez traduit. Voici quelques remarques à propos de ce texte. Au mieux un texte angélique, au pis l'une des plus belles manifestations de la peur de penser de peur de penser mal. A moins que ce ne soit qu'un canular, une façon de dénoncer justement la peur de penser. je reprendrai les paragraphes un par un.

### 1- Pourquoi faut-il tenir constamment un équilibre ?

Dénoncer la politique israélienne, oui mais à condition de dénoncer le fondamentalisme musulman. on pourrait dire aussi : dénoncer le fondamentalisme musulman, oui mais à condition de condamner la politique israélienne. Autrement dit, mieux vaut ne rien dire. Par contre on ne peut oublier combien la politique israélienne a favorisé le fondamentalisme musulman? Pense-t-on que si les Palestiniens ne vivaient pas sous l'occupation et la répression israélienne, ils n'auraient pas envie de vivre comme tout autre peuple ; les jeunes auraient-ils envie de se tuer dans des attentats suicides ? L'occupation ne peut que renforcer le fanatisme. Tenter d'expliquer les attentats-suicides, chercher les raisons qui conduisent certains jeunes Palestiniens n'est pas justifier ces actes condamnables, mais c'est en tentant de chercher à comprendre les raisons de tels actes peut permettre de mieux les combattre, non par un jugement hâtif, mais en cherchant à éliminer les raisons qui y mènent, c'est-à-dire ici l'occupation et l'oppression israélienne.

### 2- Le sionisme n'est pas un mouvement d'extrême droite, il se veut à l'origine un mouvement de libération des Juifs confrontés à 'antisémitisme.

L'idée de Herzl et des premiers sionistes est de considérer la question juive comme une question nationale et constituer un Etat pour les Juifs. Pourquoi pas ? Mais quand les sionistes choisissent la Palestine pour construire l'Etat juif, ils se heurtent à un fait irréductible, la Palestine est peuplée. Dans ces conditions, construire l'Etat exige une conquête préalable du territoire et l'expulsion de ses habitants. C'est cela qui transforme le sionisme en mouvement de conquête et qui fera de l'Etat d'Israël un Etat guerrier. Il ne s'agit pas de gloser sur les nationalismes, il s'agit de comprendre comment un mouvement, qui se veut mouvement de libération au prétexte que les ancêtres des expulseurs vivaient sur cette terre il y a plusieurs siècles, est criminel.

3- **Ne pas parler de génocide.** Il est vrai que les Israéliens accepteraient que les Palestiniens quittent leur terre et la laissent à Israël. Ce serait évidemment la paix. Mais les Palestiniens ne veulent pas s'exiler, c'est cela qu'Israël n'accepte pas, c'est cela qui conduit Israël à mener sa politique de colonisation et grignoter le terrain y compris par la force. L'occupation et l'oppression qui en découle

constituent un crime. ce n'est pas encore un génocide, dira-t-on. Et alors, faut-il Auschwitz pour qu'un crime soit reconnu comme crime ? La comparaison quantitative des divers crimes contre l'humanité qui ont eu lieu au cours de l'histoire n'a aucun sens sur le plan éthique, tout au plus montre-t-elle une incompréhension du fait humain.

**4. Sionisme et nazisme.** Non le sionisme n'est pas le nazisme, il est seulement mouvement de conquête d'une terre et d'expulsion de ses habitants. En cela le sionisme est devenu criminel. Il faut être clair. Tout crime contre l'humanité, que ce soit le génocide des Juifs par les nazis, la traite des Noirs ou le massacre des Indiens d'Amérique, ou tous ceux qui se sont déroulés au cours de l'histoire (Arméniens, Rwandais et autres). Dire cela n'est pas les banaliser, au contraire c'est reconnaître qu'ils interviennent trop souvent dans l'histoire des hommes et on ne saurait construire une hiérarchie. Cela dit il importe de rappeler combien il peut être tentant pour un groupe humain d'instrumentaliser à son profit les crimes dont il a été victime. Et le mouvement sioniste ne s'en est pas privé à propos de la Shoah, comme si celle-ci lui donnait des droits sur les autres peuples. Cette utilisation des victimes de la Shoah ne vaut pas mieux que le négationnisme. Est-ce de l'antisémitisme que de le dire ?

**5. Les Juifs ne sont pas responsables des crimes commis par l'Etat israélien.** Tout à fait d'accord, c'est aussi vrai des Israéliens, comme il est vrai que toute personne n'est pas responsable des crimes commis par l'Etat dont elle fait partie. Cela dit, on ne peut omettre de dénoncer les organisations juives, telles que le CRIF, qui appelle les Juifs à se solidariser avec la politique israélienne et qui dénonce toute critique de la politique israélienne comme une forme d'antisémitisme, quitte à attiser des réactions anti-juives. Mais n'est-ce pas l'un des objectifs de ces organisations que de provoquer des réactions anti-juives ? Cela leur permet de mieux mobiliser les Juifs autour d'elles et de dénoncer l'antisémitisme des non-Juifs. Il faut rappeler que des Juifs luttent contre la politique israélienne, y compris des Israéliens, et que parmi eux se trouvent des antisionistes, non parce qu'ils veulent la destruction d'Israël, mais parce qu'ils ont compris combien le sionisme a conduit les Juifs à une impasse et combien il a transformé l'ancien peuple paria en un peuple guerrier ; combien il transforme la jeunesse israélienne en brutes, comme l'ont fait avant lui toutes les politiques de conquête (ainsi la France en Algérie).

6. C'est la prise de conscience de ce qu'est devenu le sionisme, c'est l'analyse d'un phénomène qui a conduit à un chauvinisme juif (et pas seulement israélien), qui peut permettre de se débarrasser de l'antisémitisme, pas la peur de le dire sous prétexte que cela pourrait être mal interprété.

7. C'est le **mythe du complot** qui est ridicule, la conception d'une vision policière de l'histoire. L'antisémitisme s'est nourri du mythe du complot, c'est de ce mythe qu'il faut savoir se débarrasser. Il est vrai que le mythe du complot est sécurisant, on a « découvert » le vrai ennemi et l'on sait qui dénoncer, l'on sait aussi jouer les victimes impuissantes. Ainsi les États arabes qui ont su jouer de ce mythe, tel l'usage par certains du « Protocole des sages de Sion ». Ainsi le mouvement sioniste a su jouer de ce mythe comme le montre le méchant pamphlet de Taguieff sur « la nouvelle judéophobie ».

8. **Israël n'est pas un Etat aberrant, c'est un Etat conquérant**, c'est un Etat occupant. c'est sur ces points qu'il faut l'attaquer. Cela dit, peut-on accepter cette reconstitution d'une antique nation ? La réponse n'est pas dans l'existence de cette antique nation qui fait partie de l'histoire humaine, elle est dans le fait qu'elle se reconstitue sur une terre habitée et que pour se reconstituer elle expulse les habitants de ce pays.

9- **Le droit à l'existence de l'Etat d'Israël.** L'Etat d'Israël est né d'une injustice, la dépossession des Palestiniens de leur terre. Injustice d'autant plus grande que c'était une façon de faire payer un crime commis en Europe par une population qui n'en était en rien responsable. Aujourd'hui l'Etat d'Israël existe et on ne saurait réparer une injustice par une autre injustice. Il faut alors rappeler que les Palestiniens ont accepté en 1988 le principe de l'existence de deux Etats, l'israélien et le palestinien. Il n'y a jamais eu de réponse israélienne à cette proposition, les Accords d'Oslo sont seulement la reconnaissance de l'OLP comme interlocuteur ; il est vrai que cette reconnaissance pouvait mener à la reconnaissance par Israël d'un Etat palestinien, cela n'a pas eu lieu et semble loin de l'être. On peut craindre alors que devant le refus israélien les Palestiniens n'acceptent plus le fait israélien. La remise en

cause du sionisme me semble aujourd'hui le seul moyen d'arriver à une reconnaissance mutuelle des deux États et à la coexistence des deux peuples, l'israélien et le palestinien.

10- **On peut craindre que la politique israélienne et le sionisme conduisent à une nouvelle judéophobie**, non l'antisémitisme à l'encontre d'un peuple paria, mais la haine contre le peuple oppresseur des Palestiniens. L'antisionisme devient aujourd'hui un point essentiel de la lutte contre cette nouvelle judéophobie. J'ai déjà parlé de la responsabilité de certaines organisations juives telles que le CRIF, en ce sens leur pratique est anti-juive.

Bien cordialement

R.B. membre de l'UJFP

**Yves Coleman :** Dans le numéro 3 de *Ni patrie ni frontières* ont paru quatre de tes textes. « Faiblesse des forces anti-guerre » et « Misère de l'anti-guerre en Europe » contiennent de sévères critiques des mouvements pacifistes ; « Débats stratégiques aux Etats-Unis » et « Faut-il confondre choc et conflits ? » s'en prennent à la mauvaise foi ou à l'ignorance des intellectuels qui démolissent le livre de Huntington. Je voudrais d'abord t'interroger sur ce que les révolutionnaires auraient pu faire face à la menace de guerre en Irak. Tu dis: « essayer de comprendre » et je ne peux que t'approuver mais cela ne me semble pas contradictoire avec le fait d'essayer d'agir dans au moins une direction : l'opposition irakienne. Savoir ce qu'elle pensait de la situation, répercuter ses demandes, débattre avec elle, etc., nous aurait peut-être justement aidés à mieux comprendre et avoir une action plus efficace.

**Guy Fargette :** L'ennui, c'est que l'opposition irakienne était totalement inaccessible aux arguments que nous aurions pu avancer. Les Kurdes avaient un intérêt évident au renversement du régime, par n'importe quel moyen. Les chiites du Sud sont soit sous influence iranienne soit dans une logique d'opposition interne, mais de toute façon dans la sphère de l'islam politique. Hormis ces forces, qui ont un ancrage social effectif, il n'existait que des poussières d'opposition, dont même la CIA se méfiait, tant elles semblaient inconsistantes (le Conseil national irakien n'a pas dû recevoir plus de 5 % des fonds prévus, tant la méfiance était grande depuis dix ans !). Cette question renvoie à la cécité européenne sur la nature du régime baasiste, qui était un authentique totalitarisme, avec ce que cela implique de démesure et de ridicule. Il a pulvérisé toute opposition qui n'était pas ancrée dans des liens communautaires très profonds (Kurdes ou chiites). Les formes politiques plus « classiques » ont été soit exterminées, soit chassées du pays. Il ne s'agissait pas d'une simple « dictature » comme on l'a si souvent entendu. Les thématiques de gauche demeurent aveugles à la nature des régimes totalitaires.

**Y.C.:** Tu dis, à propos de l'Afghanistan, qu'une des motivations principales des Américains est d'écraser le terrorisme intégriste. Et tu critiques les pacifistes parce qu'ils ne veulent pas aborder le problème. Mais ne crois-tu pas que cette chasse aux terroristes est vaine et illusoire ? D'abord, parce que, si ces gens-là sont bien organisés (et ils l'ont montré jusqu'ici), ils ont certainement prévu que la répression se déchaînerait sur eux, y compris sur l'Afghanistan. Ils ont sans doute aussi prévu que la CIA, ou d'autres forces paramilitaires, enverrait des commandos les liquider aux quatre coins de la planète, comme le fait le Mossad avec les cadres du Hamas et le Djihad islamique qu'elle élimine à tour de bras. Donc, face à « des groupes apocalyptiques dont les membres sont déterminés à payer de leur propre vie le sens de leur engagement irréversible », il me semble que les solutions à long terme sont politiques : le terrorisme se nourrit de la misère, de l'exploitation des pays pauvres par les pays les plus riches, etc. La politique du gouvernement américain ne me semble pas aussi dynamique et inventive que tu le dis. Elle est, elle aussi, une politique du statut quo: celui du maintien de la misère, de la corruption, de la dictature dans les pays du tiers monde, etc. Enfin, en ce qui concerne le Moyen-Orient, c'est sur les effets positifs du chaos que le gouvernement américain parie. Un pari sacrément risqué non seulement pour les soldats qui se battront sur place, mais pour les citoyens américains dans tous les pays du monde. Et leurs alliés.

**G.F. :** Dire que les terroristes djihadistes avaient prévu qu'ils seraient pourchassés aux quatre coins du monde n'est pas conforme à ce que l'on a vu : l'attitude des talibans et de Ben Laden après le 11 septembre reposait sur la certitude de se trouver dans un sanctuaire. Ils ne prévoyaient pas que le ciel leur tomberait littéralement sur la tête, sinon ils n'auraient pas commis les erreurs militaires qui ont facilité le balayage de leur régime en quelques semaines. Leurs capacités d'organisation ne paraissent pas non plus si remarquables. Ils cherchent surtout à se fondre dans des masses de populations peu contrôlées (les « zones tribales » du Pakistan sont peut-être un de leurs derniers refuges). D'autre part, le terrorisme djihadiste n'est pas le produit direct d'une révolte contre la misère des « masses arabes », même si celle-ci sera inévitablement utilisée comme argument après-coup : il est d'abord l'effet du développement autonome d'une formation idéologique islamiste qui n'a pas supporté la présence de troupes occidentales en Arabie saoudite, alors même que ces troupes étaient venues protéger ce pays de la menace irakienne. Il est remarquable que l'on n'ait pratiquement pas décelé de présence palestinienne dans la nébuleuse Al Qaeda. Les militants djihadistes se forment beaucoup plus dans le contact avec l'Occident, comme on l'a vu pour les auteurs des attentats du 11 septembre 2001. Il s'agit là d'une

dynamique qu'il nous est assez difficile de saisir, tellement elle relève d'un univers mental éloigné du nôtre. Les échos « anti-impérialistes » que l'on peut déceler dans leurs appels imprégnés de rhétorique religieuse peuvent faire croire qu'il s'agit d'une protestation contre une iniquité matérielle, mais il s'agit sans doute de quelque chose de beaucoup plus profond : l'islam doit avoir la prééminence dans le monde connu, et tout ce qui lui fait ombrage est une humiliation insupportable. Le sentiment d'injustice dépasse de très loin les questions matérielles (un milliardaire saoudien peut d'ailleurs difficilement se plaindre de l'injustice sociale !). Cet islam politique est assez souvent surestimé par les médias occidentaux. Il est tout à fait remarquable que les plus grands coups des islamistes radicaux aient, depuis vingt ans, à chaque fois, précédé une débandade (en Egypte ou en Algérie, par exemple). L'Iran de 1979 est un cas à part, puisqu'il s'est agi au départ d'une révolution sociale effective, que les mollahs ont récupérée et qu'ils ont confisquée.

La politique américaine ne veut certainement pas instaurer la justice sur terre, mais il est clair qu'elle est engagée à sortir du statu quo ante qu'elle avait tant contribué à consolider et qui a fini par lui nuire. Cette sortie ne sera pas aisée, tant les djihadistes, malgré leurs échecs fondamentaux, peuvent ressurgir. Mais cela signifie qu'on ne peut critiquer honnêtement les Etats-Unis que du point de vue d'une sortie de ce statu quo suffoquant et non de sa défense ouverte ou masquée. Dire que la politique américaine repose sur un pari risqué est exact, mais ce n'est pas une critique solide. Les risques impliqués par le maintien de la situation existante sont certainement aussi considérables. L'étonnant, c'est que les dirigeants américains soient à peu près les seuls à tenter quelque chose. Il y a là un basculement qu'il est encore un peu tôt pour apprécier. L'oligarchie américaine était le moteur du gel historique en cours et son action faisait à peu près l'unanimité auprès des autres oligarchies régnautes sur la planète. Elle a rompu le contrat tacite d'inertie devant les problèmes historiques qui se multiplient. C'est le grand événement en cours. Agiter des mots fétiches, comme le terme galvaudé d'impérialisme, ou en inventer un clône comme le mot d'Empire quand on s'aperçoit que le premier ne correspond décidément pas à la réalité, est révélateur de l'impuissance de la plupart des courants à penser la situation contemporaine. Les Etats-Unis ne peuvent pas être un Empire. Ils n'en ont ni les moyens, ni la volonté, ni même le désir. L'Occident coalisé pourrait l'être et semblait aller dans cette direction depuis le début des années 1990. L'affaire d'Irak est un révélateur qui montre que cette tendance est peut-être ébranlée. Plus que jamais, l'histoire prendrait une orientation inconnue.

**Y.C. :** En ce qui concerne Huntington, je trouve dommage que tu polémiques seulement contre ceux qui le déforment et l'ont lu en diagonale. Pour ma part je n'ai pas lu ce livre et n'ai pas donc d'avis à son sujet. Mais la revue *Hérodote* a publié deux articles au moins sur *Le choc des civilisations*. Le second, signé d'Yves Lacoste, me semble poser de bonnes questions sur ce livre. Pourrais-tu me dire ce que tu en penses ?

**G.F. :** *Hérodote* est une des rares revues qui a effectivement lu et discuté les positions défendues par Huntington. Cette revue est une curiosité dans le monde intellectuel français. Elle semble avoir une espèce de statut d'extraterritorialité : on lui reconnaît une certaine pertinence de loin en loin, jusque dans des lieux très officiels, mais on ne la prend surtout pas comme référence. Ses textes sur l'Union soviétique finissante étaient tout à fait intéressants et tranchaient sur les illusions de l'époque, mais la plupart de ses considérations ont été passées par profits et pertes dans le milieu intellectuel français. Dans ce pays, une revue qui développe des analyses s'efforçant de suivre la réalité dans ce qu'elle a de déconcertant, sans créer une théorie nouvelle, n'est pas prise au sérieux.

Les critiques que le texte d'*Hérodote* adresse à Huntington se retrouvent tout à fait dans ce que j'ai écrit : je partage ses remarques sur l'ambiguïté de l'analyse de Huntington à propos d'Israël, sur la volonté de considérer l'aire musulmane comme un tout unitaire, malgré les variations géopolitiques, etc. Ces auteurs ont sans doute raison quand ils indiquent qu'il est difficile de considérer le confucianisme comme une religion, etc. *Hérodote* ne creuse cependant pas le sujet et ne cherche pas à voir au-delà de Huntington. Le commentaire, précis, s'arrête à l'analyse formelle. Il est plus intéressant de se demander quel élément important de la réalité contemporaine Huntington affronte.

**Y.C. :** Tu affirmes que la classification des civilisations selon Huntington ne reposerait pas uniquement, ou pas principalement, sur une base religieuse, mais tu ne nous précises pas sur quoi d'autre il se fonde pour établir sa liste de civilisations. Le lecteur de ton article, s'il n'a pas lu Huntington comme c'est mon cas, reste sur sa faim. De plus, apparemment les conflits qui l'intéressent le plus ce sont quand même les conflits entre la civilisation occidentale (dite chrétienne) et la civilisation musulmane, conflits qui sont présentés systématiquement dans les médias comme un conflit de valeurs,

valeurs ayant elles-mêmes un fondement religieux. A ce propos, une amie institutrice a paru très choquée quand je lui ai expliqué qu'il n'y avait nul besoin d'enseigner les religions à l'école pour transmettre des valeurs positives aux enfants. A son avis, toutes les valeurs avaient une base religieuse. N'est-ce pas ce que dit Huntington, mais de façon beaucoup plus sophistiquée ? Ou en tout cas, n'est-ce pas ainsi qu'il est compris, surtout après le 11 septembre ? En quoi son discours diffère-t-il de la propagande que l'on entend dans toutes les émissions culturelles consacrées à l'islam ? Peux-tu le préciser ? Comme Lacoste l'explique bien dans son article, son livre a beaucoup intéressé les intellectuels musulmans, justement parce qu'il serait pessimiste sur les possibilités de coexistence entre les deux civilisations. On aurait donc là un effet de miroir qui ne pointerait vers aucune solution. Des êtres élevés dans des civilisations différentes seraient-ils intrinsèquement incapables de coexister ? Et si on le pense, n'est-ce pas vrai aussi des classes sociales à l'intérieur d'un même pays et d'une même civilisation ?

**G.F.** : Le livre de Huntington ne peut pas être une simple propagande de circonstance pour des raisons de date et d'antériorité. Ce qu'il pressent, c'est que des différences anthropologiques profondes peuvent séparer des sociétés : les mœurs, la manière de vivre ensemble, l'ordre de priorité des valeurs, etc. Et que ces divergences, considérées comme secondaires (et donc devenues secondaires !) au temps de la rivalité Est-Ouest, sont aujourd'hui ce qui devient moteur dans un grand nombre de heurts qui peuvent dégénérer en conflits à peu près insolubles. Huntington est un Américain, c'est-à-dire qu'il ne prétend pas faire une théorie du monde, dont il tirerait l'explication exhaustive des dynamiques historiques pour le passé, le présent et l'avenir. Il essaye plutôt de comprendre les raisons de phénomènes que la théorie de Fukuyama (la fin de l'histoire, l'apothéose de la « démocratie » fictive) ne peut absolument pas expliquer. L'accumulation des démentis concerne des événements qui ne peuvent être considérés comme des accidents dépourvus de signification. La référence de Huntington à la religion provient avant tout d'une simplification : le substrat religieux d'une société peut dans certains cas constituer un critère commode pour désigner et résumer ces différences anthropologiques, mais déduire de ce « critère » la logique des dynamiques en jeu représente une source d'erreurs qui permettent toutes les objections simplistes.

Huntington bute sur une réalité, qu'il tente de cerner, l'institution imaginaire des sociétés (au sens de Castoriadis).

Pour résumer cela en quelques mots : les sociétés humaines doivent se reproduire non seulement d'un point de vue matériel mais aussi et surtout culturel, et cet aspect assume une importance considérable, que les esprits marxistes ont toujours escamotée (en bons héritiers les plus radicaux et les plus mécanistes de l'universalisme occidental). Toute société humaine crée un ensemble de pratiques et de significations très souvent arbitraires, mais qui font infiniment sens pour les membres du groupe.

Cet aspect est plus fondamental que le problème de la production (l'anthropologue Marshall Sahlins avait remarqué dans un de ses ouvrages célèbres que la quasi-totalité des sociétés humaines sont toujours parvenues à assurer une production suffisante pour la survie matérielle). La matrice culturelle d'une société est évidemment imbriquée à sa base matérielle mais n'en dérive pas nécessairement : des structurations sociales très variées et divergentes peuvent se fonder sur des bases matérielles voisines, comme le montre le cas exemplaire des sociétés de Birmanie et de certaines parties de la Thaïlande, etc.

Cette matrice culturelle façonne les enfants du groupe à un degré époustouflant (le babillage des nourrissons est ainsi déjà différent d'une langue à une autre !). De telles matrices culturelles s'interpénètrent assez difficilement. Il arrive qu'une synthèse s'opère, mais cela prend toujours beaucoup de temps, parfois des siècles, sauf quand il y a un ennemi commun. Elles se définissent assez volontiers en résistance les unes aux autres. C'est cette réalité qu'affronte Huntington, avec des outils tout à fait inadaptés. Il n'est pas besoin de s'aligner sur son analyse pour constater qu'il a buté sur un élément extrêmement important de la réalité contemporaine. Son insistance pour l'identifier est en tout cas tout à fait recevable. Il est pour moi très net qu'il suscite l'aversion spontanée précisément à cause de la nature de l'obstacle dont il définit maladroitement les contours. Les esprits de « gauche » détestent toutes les problématiques suggérant que l'histoire humaine échappe à un déterminisme strict.

**Y.C.** : Comment articules-tu ces notions de civilisations avec les notions de classes, de luttes de classes ? Dans ton article, tu laisses cette question de côté alors qu'elle est quand même essentielle. Ou plus exactement on a l'impression d'un simple jeu de bascule : quand la lutte de classes monte, la civilisation baisse, et vice versa.



**G.F.** : La coexistence entre classes sociales est d'une nature différente : il est clair, par définition, que des classes sociales distinctes forment une seule et même société. L'âpreté des divergences et des affrontements peut faire dire qu'il s'agit de deux mondes différents, mais c'est toujours une exagération polémique (le développement et le renforcement de l'Etat-nation ont accompagné l'approfondissement des conflits de classes en Europe).

Cela dit, le rapport entre sentiment civilisationnel et lutte de classes est sans doute du même ordre que celui entre sentiment national et lutte de classes. Quand cette dernière s'intensifie et devient le centre des conflits, les autres références régressent inévitablement même si elles persistent, de façon plus ou moins souterraine.

L'aspect « civilisationnel » de l'histoire contemporaine pourrait prendre de l'importance pour une raison que Huntington se garde de signaler et que ses détracteurs escamotent tout autant : les mécanismes de polarisation interne sont en grande partie désamorçés dans les sociétés les plus puissantes de la planète. La lutte de classes n'a plus la portée qu'elle présentait au XIX<sup>e</sup> siècle, en Europe. La prise en compte de ce reflux authentique est tabou dans les rhétoriques héritées de l'anarchisme et du marxisme. Le rejet de la problématique de Huntington s'alimente à cette fuite devant cette réalité déplaisante. Il est tout de même un peu fort que Huntington, théoricien en réserve de l'oligarchie américaine, soit moins éloigné de la réalité que tant d'esprits qui se disent « critiques ».

**Y.C.** : Tu expliques que selon Huntington « l'immigration » représenterait une « importation potentielle des querelles inter-civilisation » mais tu ne nous dis pas ce que toi tu en penses. Il me semble que son point de vue pessimiste manque un peu de perspective. Aux Etats-Unis comme en France, il y a toujours eu des courants qui expliquaient que telle ou telle minorité ethnique était inassimilable. Mais s'agit-il seulement de questions religieuses ou civilisationnelles, ou n'y a-t-il pas des facteurs politiques et économiques aussi (ou plus) importants ? Les esclaves africains que l'on a « exportés » aux Etats-Unis n'ont, et pour cause, pas pu importer grand-chose de leur « civilisation » et pourtant ce sont les citoyens les plus en marge, 300 ans plus tard. Par contre ceux qui ont pu importer librement les acquis de leur civilisation (les Juifs, les Asiatiques), qui sont arrivés bien après eux, qui proviennent de civilisations plurimillénaires possédant l'écriture depuis très longtemps, etc., sont les mieux intégrés dans la société américaine. Comment l'explique-t-il ? D'un autre côté, en France, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les mineurs polonais venaient avec leurs prêtres et refusaient que leurs filles se marient avec des Français, ce qui faisait dire à certains qu'ils étaient inassimilables. L'« intégration » (mot détestable) s'est pourtant bien faite en France. Pourquoi imaginer toujours un seul modèle d'intégration ? La fusion, le métissage, l'assimilation. Ne peut-il y en avoir plusieurs et qui marchent ?

**G.F.** : Il s'agit pour Huntington de décrire les risques de sociétés divisées. Il en donne deux exemples : soit le sommet de la société tente d'importer des schémas anthropologiques extérieurs, auxquels la population ne se conforme pas (voir la Turquie, et peut-être le Mexique), soit des populations se mêlent sans fusionner et maintiennent des matrices anthropologiques incompatibles (cas d'une immigration de masse entre populations différentes). Le premier exemple décrit quelque chose qui est rarement pris en compte. L'évolution particulière de la Turquie est nécessairement influencée par ce facteur, qui ne résume bien évidemment pas tous les aspects de cette formation sociale.

Pour l'immigration, les discours différentialistes se ressemblent tous : l'assimilation est impossible, et la tenter ne peut que créer des problèmes inextricables, etc. L'expérience a prouvé que dans le cadre européen, les problèmes étaient « résolus » en deux ou trois générations, par *assimilation* pure et simple et non par « intégration », euphémisme officiel récent (en France, depuis les Italiens, en passant par les Polonais, les Arméniens, etc., jusqu'aux Espagnols et aux Portugais). Il est tentant d'extrapoler à tous les autres types d'immigration. Mais tenir un discours automatique sur le sujet, dans un sens ou dans l'autre, me paraît peu rigoureux. Les immigrations passées ont été véritablement assimilées une fois que leur flot s'était tari. S'il avait dû se poursuivre pendant longtemps et à des niveaux importants, comment savoir ? Quand on compare le degré actuel de compatibilité de l'immigration musulmane (celle qui fait au fond le plus problème pour le moment dans des pays comme la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne) avec ce qui se passait dans les années soixante-dix, on constate un recul, ou pour le dire autrement une réaffirmation des « valeurs » supposées des populations d'origine extérieure (supposées, car il s'agit parfois d'une véritable recreation qui a peu de choses à voir avec l'original). L'Etat-nation était une forme qui tendait à l'homogénéisation, ni toujours spontanée ni toujours contrainte, des populations qui s'y trouvaient. Cette tendance est-elle achevée ? Retourne-t-on vers des sociétés où pourraient coexister des strates, des secteurs verticaux, présentant des caractéristiques anthropologiques foncièrement non

commensurables ? Les empires (ottoman, etc.) ont vécu pendant des siècles avec ce genre de régulation, qui passait par des droits différenciés selon les groupes concernés (mais l'un était toujours plus égal que les autres, et souvent de manière fort peu modérée). Une telle évolution représenterait une mutation tout à fait considérable, en rupture avec l'histoire européenne de l'Etat-nation, qui durait depuis trois siècles. Une situation impériale n'est pas la seule possible : l'échec des tendances à l'empire peut donner une situation cahotique, de type médiéval. Si la fin de l'Etat-nation devait préluder à une telle situation néo-médiévale, le gain me paraîtrait mince. Il est en tout cas curieux que ce soient les couches populaires, partout, qui soient le plus attachées à l'idée de la nation, tandis que les couches dominantes, qui ont muté en oligarchies, sont ouvertement indifférentes ou hostiles à la nation.

**Y.C.** : Tu parles du poids du passé, comme si ce poids pesait moins lorsqu'interviennent des luttes de masse voire des combats révolutionnaires. D'abord, je n'en suis pas convaincu, mais, même si c'était le cas, les luttes et les révolutions ne durent qu'un temps. Après les choses reprennent un cours plus « normal » et le passé revient au galop. C'est d'ailleurs pourquoi les révolutionnaires doivent réfléchir, par exemple, d'une autre façon à des questions comme l'attachement à la religion, à une langue, à une région, à une couleur de peau, que sais-je, et sortir de leur vision uniformisatrice et simplificatrice, sans bien sûr tomber dans le piège du communautarisme. La vision de Huntington n'est-elle pas très influencée par son expérience en tant qu'Américain, membre d'une société qui a fait le pari de ne pas obliger les communautés à se fondre par la force, et qui a à moitié réussi son fameux melting pot ? Fait-il allusion dans son livre à la réalité américaine, en dehors de ce que tu dis sur les Latinos ?

**G.F.** : Il est certain que lorsque les « masses » font irruption sur le terrain de leurs intérêts symboliques ou matériels, le poids du passé se trouve souvent relativisé, surtout quand il s'agit de mouvements tels que l'Occident en a connus depuis deux ou trois siècles. La distinction entre moment révolutionnaire et « cours normal » des choses renvoie à la question de l'institution collective, qui organise la reproduction culturelle d'une société. Une fois passée la chaleur des grandes périodes de bouleversement, il faut précisément que des institutions collectives soient en place si on ne veut pas voir refluer le passé sous une forme parfois aggravée. Il ne s'agit pas d'une simple quinquillerie constitutionnelle, mais d'un processus d'institution imaginaire très profond, puisque cela suppose que la société produise des individus qui aillent *de leur propre mouvement* et de façon convergente vers des attitudes et des valeurs nouvelles. Aucun volontarisme ne peut susciter un tel résultat. De tels événements ont eu lieu à deux ou trois reprises au cours de l'histoire occidentale et ont pour le moins bouleversé la manière dont ces sociétés se représentent les problèmes qu'elles affrontent, et les méthodes qu'elles utilisent pour y faire face.

La vision de Huntington est nécessairement imprégnée de l'atmosphère américaine, mais il serait étrange de vouloir réduire son travail à un pur produit culturel indigène. Les proportions des minorités et l'ambiance communautariste qui prévaut aux Etats-Unis rejaillissent nécessairement sur sa vision de la situation. Il traite surtout des Latinos, pour une raison « démographique » : c'est la première fois qu'une immigration devient nettement majoritaire dans le flux des nouveaux arrivants.

Huntington ne me paraît cependant pas un plouc de l'Amérique profonde. La démarche qu'il a adoptée renvoie à des procédures et à des questionnements typiquement occidentaux, c'est-à-dire qui tendent à s'extraire de la situation immédiate pour la mettre en perspective. Il s'agit, que cela nous plaise ou non, d'un effort de réflexion, qui n'est pas un simple reflet inversé des préjugés islamiques. Mais le plus important, à mes yeux, c'est que le débat induit par Huntington a nécessairement de grandes conséquences sur la manière dont la puissance américaine se représente sa position dans le monde et les dangers auxquels elle fait face. Même si la vision de Huntington était totalement fautive, il faudrait en tenir compte au moins pour cette raison fondamentale. La plus élémentaire rigueur exige de comprendre les forces et les limites de ce qu'il a effectivement écrit (et non de ce qu'on lui attribue), parce que cela ne peut qu'avoir de grandes conséquences sur la manière dont l'Etat américain se représente le monde et veut y intervenir. La guerre qui vient de liquider le régime baasiste irakien suscite des contre-sens parce que cette démarche est totalement étrangère aux intellectuels européens.

L'enjeu est à la fois immense et dérisoire : la désinvolture affichée vis-à-vis de Huntington importe surtout comme symptôme du manque de sérieux des intellectuels et des militants de la gauche (ceux de droite nous sont en général étrangers). Ils se permettent avec lui ce qu'ils ne cessent de se permettre avec tout le monde, bien que de façon moins grossière, d'habitude. Il n'est que d'observer l'incapacité absolue des caricatures actuelles d'anarchistes et de marxistes à discuter effectivement de leurs divergences pour conclure que le mal ne concerne pas seulement les intellectuels du landernau parisien

ou de la gauche caviar. Il est général. Les cadres de « réflexion » (il faudrait dire de rhétorique) de toutes les gauches sont en porte-à-faux avec la réalité (il en va de même pour ceux de droite, mais c'est moins grave pour eux puisqu'ils prétendent rarement faire une théorie du monde). L'incapacité à analyser la nature et la profondeur de la régression historique en cours est la source de ce décalage obscurantiste. Les surprises désagréables et les déconvenues sont le résultat inévitable de toutes ces postures.

## Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003

### DES QUESTIONS « OUBLIÉES » PENDANT LE MOUVEMENT

Peut-on se contenter de réclamer l'abrogation de la réforme Balladur de 1993 et le retour aux 37,5 années de cotisations ? Existe-t-il un lien, et lequel, entre les attaques du gouvernement et la crise internationale du capitalisme qui dure depuis trente ans ?

Suffit-il de proclamer qu'il faut « faire payer les riches » ou déclencher la « grève générale » et tout sera résolu ?

Pourquoi l'érosion systématique du *welfare state* qui se dessine depuis plusieurs années ne suscite-t-il pas de révolte de masse dans les pays capitalistes avancés ?

Quelle est la limite du tolérable dans la dégradation des conditions de vie et de travail des salariés et des prolétaires occidentaux ?

En quoi une société socialiste fonctionnerait-elle différemment par rapport au temps libre, aux travaux pénibles, à la formation professionnelle, à la rotation des tâches, etc. ? La notion de retraite aurait-elle encore un sens et lequel ?

Il faudra un jour répondre à ces questions si l'on veut définir une attitude plus offensive et surtout plus enthousiasmante par rapport aux attaques patronales et gouvernementales que le simple blocage de telle ou telle réforme antisociale, le sempiternel retour de la gauche au pouvoir, fût-elle élue sur un programme « anticapitaliste » (n'est-ce pas camarade Besancenot ?) ou un « État à bon marché » (version LO) ! Sur le terrain des propositions révolutionnaires, l'extrême gauche est particulièrement timorée pour ne pas dire inconsistante.

Quant aux libertaires, l'invocation de la recette magique du « fédéralisme » ou d'un grand syndicat révolutionnaire ou autogéré manque dramatiquement de contenu et de réalisme pour emporter la conviction.

### QUELQUES MAIGRES PISTES

Quand on parcourt les tracts ou les textes écrits pour dresser le bilan des luttes, on ne trouve que de rares propositions qui sortent du ronron syndical .

Deux exceptions tout de même :

— Dans un article (« La lutte pour nos retraites ») au titre lamentablement mollasson et au contenu rempli d'illusions sur les possibilités de faire revivre des syndicats combattifs, (« Là encore, il est clair que les centrales syndicales ne font pas leur travail de syndicat » !!!, écrit l'auteur), paru dans la *Lettre de liaison* n°4 de juin 2003 du Groupement d'action et de réflexion anarcho-syndicalistes, un adhérent du GARAS de Tours conclut :

« Nous posons le problème de l'injustice qui consiste à payer un retraité plus qu'un autre, alors qu'aucun des deux ne travaille : nous voulons une retraite égale pour tous. Nous sommes aussi contre la hiérarchie salariale sur laquelle s'appuient les gouvernements pour nous imposer des retraites inégalitaires, car nous pensons que les compétences de chacun sont utiles et complémentaires dans une société : il n'y a donc aucune raison valable de créer des catégories de sous-travailleurs, dont l'activité est dévalorisée par des salaires plus faibles. » On a là une petite piste vers ce qu'il aurait fallu dire pendant le mouvement du printemps 2003: dénoncer la coupure entre vie active et retraite qui réduit chaque salarié à être soit l'esclave de son patron soit une marchandise inutile ; remettre en cause la coupure entre travail manuel et travail intellectuel, et les avantages matériels qui en découlent ; affirmer que la rotation des tâches et des métiers est possible ; dénoncer le principe même de la hiérarchie des salaires, et donc des retraites, etc.

— L'autre texte figure dans *A contre-courant syndical et politique* n° 145 de juin 2003. Son auteur, Jean-Marie Heinrich, commence par se livrer à des attaques douteuses contre les libertaires : « Le vieux schéma de la provocation spectaculaire suivie d'une répression spectaculaire — qu'ont tenté d'appliquer seulement quelques anarchistes (?) après une des manifs parisiennes — ne vaut plus depuis longtemps, d'autant que c'est le mieux contrôlé par la police. » On se croirait revenu à la pire prose du PCF des années 50, 60 et 70 qui voyait des « provocateurs » partout. A moins que ce camarade ne possède des informations précises et qu'il nous les livre, il est impossible de le suivre dans ses accusations

calomnieuses ; en effet, le témoignage sur la manif de la Concorde, témoignage recueilli par l'équipe *d'Échanges et mouvement*, et que nous reproduisons plus loin, contredit totalement cette « analyse » des faits. Mais l'intérêt de sa réflexion, est ailleurs, comme en témoigne le passage suivant :

« Par contre, se donner les moyens de 'grèves de gratuité', c'est-à-dire de faire fonctionner les moyens de production, de transport, les appareils producteurs de services utiles tout en les soustrayant à la logique de ceux qui s'en considèrent les propriétaires ou les administrateurs, représente sûrement une forme de radicalisation qui ne peut laisser indifférents les tenants du pouvoir, ni non plus les usagers ; car il faut bien percevoir ceux-ci comme des travailleurs aussi, c'est-à-dire des alliés potentiels ou actuels, au lieu de les laisser s'exaspérer en future masse de manœuvre des réactionnaires de tous poils.

« Bref rendre le service public vraiment 'public' au lieu d'en bloquer simplement le fonctionnement, serait une forme de radicalisation à creuser et il ne s'agirait pas simplement de travailler à la japonaise avec un brassard 'gréviste'. Un péage d'autoroute ouvert, un train sans billet ou un métro sans ticket en sont des symboles évidents, même si nous n'en sous-estimons pas un instant la difficulté de la mise en œuvre dans la plupart des cas. Mais dans de telles circonstances, où seraient les râleurs ? Cette forme d'illégalité autogestionnaire aurait un autre sens et une autre portée que quelques brasiers et prendrait complètement à revers la logique du 'service minimum' : 'Chers concitoyens, nous vous offrons un service maximum, et à l'œil, aux frais ... de la SNCF, par exemple !' A très petite échelle, l'accueil tournant réalisé dans les écoles où les enseignants savaient bien que nombre de parents, également travailleurs, auraient été confrontés à des difficultés insurmontables sans cela, représente un exemple de cette logique de 'prise en compte de la réalité' qui indique la maturité d'un mouvement et son sens tactique. Ainsi, que pourraient faire des profs, avec des grands élèves cette fois, de plus intéressant que de préparer un bac qui n'est de toute façon plus qu'un chiffon de papier ? »

## **SUR LA « PÉDAGOGIE » DE LA DROITE : BEAUCOUP DE COUPS DE BÂTON ET PAS BEAUCOUP DE CAROTTES**

La fin du mouvement contre le projet Fillon sur les retraites a été marqué par un durcissement indéniable de la politique du gouvernement et du ton de ses ministres (répression de la dernière manif devant l'Assemblée nationale, organisation d'un rassemblement anti-grèves devant l'Hôtel de Ville de Paris, etc.). Mais, ce qui est frappant, c'est à quel point le contenu des affrontements idéologiques a changé. Si dans les années 60, 70 et 80, le combat idéologique était frontal entre la gauche (syndicats compris) et la droite, il semble maintenant que le personnel politique de l'UMP ait décidé d'avoir une approche plus oblique (plus diabolique ?).

Certes, presque tous les journalistes continuent à se comporter en véritables chiens de garde du Capital. Dans les émissions de télévision, ils n'hésitent pas à se livrer à la plus répugnante démagogie. Ainsi Guillaume Durand, dans une émission littéraire qu'il anime, évoque ses angoisses pour l'« avenir de ses enfants », son activité passée de « prof », mais empêche les enseignants grévistes, venus présenter leurs ouvrages sur son plateau, de lui répondre. Quant aux plumitifs du *Point*, du *Nouvel Observateur*, de l'*Express*, de *Valeurs actuelles* et du *Figaro*, ils se sont couverts de ridicule début avril, sur la chaîne d'information LCI, en expliquant que « les Français » avaient parfaitement compris la position du gouvernement sur les retraites, que Raffarin avait fait preuve d'une grande « pédagogie », et que les manifestations seraient minoritaires. On a vu le résultat de leurs prédictions...

Si les journalistes sont pour la plupart serviles vis-à-vis du pouvoir, une partie des députés et des ministres de la droite préfèrent « communiquer » au lieu d'accuser systématiquement les syndicats, la gauche, le PCF ou les fonctionnaires de vouloir ruiner l'économie, instaurer une dictature, d'être des privilégiés, etc. La méthode a partiellement changé : les gouvernants essaient (avec maladresse et parfois un manque de conviction évident) de faire preuve de patience, font sembler d'écouter les arguments qu'on leur oppose, font mine de vouloir débattre et convaincre, tout en ne répondant pas sur le fond évidemment. Leur leitmotiv : « Vous ne m'avez pas bien compris, laissez-moi vous expliquer. » Mais ils ne s'adressent pas à leurs interlocuteurs. C'est là le paradoxe. Leur discours est destiné aux catégories que l'industrie publicitaire qualifie de « leaders d'opinion » (médecins, enseignants, journalistes, notables, etc.). On considère en effet, en haut lieu, qu'il n'y a pas à répondre à des opposants déterminés. On les contourne, en escomptant que les mécanismes sociaux feront leur œuvre à la longue. On s'adresse aux « leaders d'opinion » en pariant qu'ils se feront les relais des « explications » gouvernementales.

D'où viennent ces procédés utilisés par la droite, mais aussi par les socialistes ?

Dans les années 80, Air France organisait des stages d'analyse transactionnelle pour ses employés travaillant à l'aéroport : il s'agissait pour ceux-ci de participer à des jeux de rôles, l'un interprétant le client mécontent et grossier, l'autre le salarié de base derrière son comptoir. L'objectif affiché était de désamorcer les conflits interindividuels tout en « aidant » l'« agent des services commerciaux » à encaisser l'agressivité constante des passagers dans les aéroports. Le tout saupoudré de considérations « anthropologiques » sur les types de clientèle : Américains, Latino-Américains, Arabes, Asiatiques, etc. et leur supposée psychologie collective homogène. Selon les cadres d'Air France, il suffisait d'apprendre par cœur les 4 ou 5 caractéristiques de base de chaque groupe ethnico-culturel concerné, et tous les conflits avec la clientèle seraient résolus.

On sait d'autre part que les entreprises de formation de formateurs puisent leur arsenal théorique non seulement dans l'analyse transactionnelle d'Eric Berne mais aussi chez des gens comme E. De Bono dont la prolifique production vise à culpabiliser les acteurs des conflits dans les entreprises, qu'il s'agisse de conflits individuels ou de conflits collectifs. Ces méthodes de management, de formation des directeurs de relations humaines ou de l'encadrement ont-elles été importées des États-Unis dans les années 80 ? Ont-elles une origine plus ancienne en France, même si elle n'a guère laissé de traces (1) Ont-elles été importées récemment de l'entreprise vers le champ politique ? Baladur a-t-il été le premier « endormeur » des conflits sociaux ?

Quelles que soient les réponses à ses questions, de telles méthodes de communication peuvent avoir un certain impact sur des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs non avertis. Une telle attitude peut sembler plus conciliante, moins rigide, plus réaliste que celle des syndicalistes ou des enseignants qui, eux, sont dans le registre de l'indignation et se scandalisent du mépris dont ils se sentent — avec raison

— victimes. Certes, le naturel des possédants et de leurs laquais revient rapidement au galop, comme en témoigne la répugnante déclaration de Raffarin au Canada sur la fainéantise des Français ou les tentatives grossières de dresser les parents contre les enseignants en recourant sans cesse au terme grotesque de « prise d'otages ». (Notons que la FCPE, fédération de parents d'élèves proche du PS, avait, il y a quelques années, dénoncé les enseignants qui critiquaient la réforme Allègre. Pour le moment, c'est la PEEP, la fédération de parents rivale, qui joue ce rôle d'interprète de la « France silencieuse », comme dit le délicat Juppé.)

Mieux vaut ne pas négliger cette dimension du combat politique, ces techniques de manipulation qui visent à diluer les réactions sociales, si l'on veut combattre efficacement les gouvernants et leur propagande.

**(Yves Coleman)**

(1) Ces procédés rappellent en effet ceux employés (en vain) par la technocratie sous Vichy pour convaincre la population française de collaborer, comme l'a souligné l'historien Denis Peschanski dans *Vichy, 1940-1944, contrôle et exclusion* (éd. Complexe, 1997), pp 49-53. Face à la défaveur de l'opinion, reconnue en juillet 1941 dans des textes internes du ministère de l'Information, Paul Creyssel, nommé en janvier 1942 « chef de la Propagande Zone Sud » développa l'idée d'utiliser les « élites relais » (maires, instituteurs, curés, légionnaires (*sic*)). Dans un discours de mai 1943, il explicita cette stratégie que Laval avait faite sienne. Après son retour au pouvoir en avril 1942, Laval abandonna la « propagande de combat » pour se rabattre sur ces « élites relais » (avec un appel à l'union du peuple, contre le spectre de la guerre civile, etc.).

## A propos du slogan de la grève générale : petit florilège de citations révélatrices

Les citations ci-dessous ont été réunies pour montrer à quel point les groupes d'extrême gauche et les anarchistes fonctionnent en partie sur les mêmes mythes (grève générale ; possibilité de créer des syndicats réformistes efficaces, pour les premiers, révolutionnaires pour les seconds). Ils croient à l'effet magique des mots d'ordre en dehors de toute « analyse concrète d'une situation concrète ». Avec pour les trotskystes le petit « plus » qui tue : ils veulent un gouvernement PC-PS (PT), un gouvernement anticapitaliste (LCR), un « État à bon marché » (LO), etc. D'ailleurs, Besancenot affirmait il y a quelques mois, dans une tribune libre du quotidien *Libération*, que la LCR n'avait pas d'opposition de principe à participer à un « gouvernement anticapitaliste ». Déjà durant la campagne électorale, il expliquait doctement qu'un vrai gouvernement de gauche ne choisirait pas un médecin mais une infirmière comme ministre. Les bourgeois ont dû planquer toutes leurs économies en Suisse en entendant une telle menace.

Certains des groupes cités sont microscopiques mais la taille importe peu, si l'on veut comprendre le fonds mythologique commun à toutes ces analyses. Bien au contraire, plus un groupe est petit, voire plus il est sectaire, plus il révèle la nature profonde des idées dont il se réclame. La secte minuscule dévoile souvent la vérité de l'organisation plus grande et plus « saine ».

\*\*\*

### « GREVE GENERALE CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE !

La boucherie impérialiste a commencé. Pourtant les manifestations des 15 février et 14 mars 2003 ont montré que nous avons le nombre et la force pour réellement stopper la guerre par l'action de masse. Aujourd'hui il ne doit y avoir qu'un seul mot d'ordre : Grève générale ! Il faut passer des paroles aux actes, maintenant il faut que les dirigeants syndicaux appellent à l'action de masse. » *Pouvoir ouvrier, section française de la Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire*

\*\*\*

### Comment aller vers la grève générale reconductible, public-privé ?

« La LCR et Lutte ouvrière se contentent, dans le mouvement actuel, d'appeler à la grève générale, ce qui est juste, mais sans proposer d'alternative politique crédible à Raffarin et à l'ex-gauche plurielle. Or, les choses ne sont pas découpées artificiellement. C'est parce qu'il n'y a pas de parti qui organise réellement les travailleurs que ceux-ci, cherchant eux-mêmes à faire avancer la lutte, mais souvent individuellement ou isolés dans leurs secteurs, sous-estiment leurs propres capacités à prendre les choses en main et déclencher la grève reconductible. » *Supplément à L'Egalité n°101*

\*\*\*

«Le PT a très souvent boycotté les structures d'auto-organisation des enseignants ou interprofessionnelles, tandis que LO (dont les militants avaient été à l'initiative de la coordination enseignante du 93) a longtemps refusé un fonctionnement démocratique de ces structures, basé sur le mandat. La LCR (et aussi, à sa manière, le PT) a défendu l'objectif de la grève générale, mais LO s'y est refusée au nom d'une conception possibiliste poussée à l'extrême (« Ce n'est pas nous qui pouvons déclencher la grève générale, alors il ne sert à rien d'en parler »), la conduisant à capituler devant les directions confédérales en se rangeant de fait à leurs arguments (« La grève générale ne se décrète pas, ce sont les salariés qui décident »). Cette politique est allée très loin : on a ainsi vu, lors du meeting de la traditionnelle Fête de Pentecôte de Lutte Ouvrière, Arlette Laguiller se mettre à entonner *L'Internationale* pour couvrir les voix des participants qui scandaient « Grève générale ».»

*Bulletin Avanti*, courant de la LCR pour un «parti anticapitaliste de masse»

\*\*\*



« Le pédantisme de la direction de LO récusant l'affirmation de la perspective vers la grève générale a révélé, comme en 1995, son extrême inquiétude face à un mouvement dynamique des salariés. La morosité grincheuse sied à cette direction et met en porte à faux les militants de LO face aux exigences et aux pulsations d'un mouvement. » Samuel Holder. Extrait d'un bilan des grèves de mai-juin sur le site *Culture et Révolution*

\*\*\*

« En manifestant à deux millions le 13 mai, en s'engageant massivement dans la grève les travailleurs ont montré qu'ils étaient prêts à combattre pour défaire le gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP. La responsabilité des dirigeants confédéraux et fédéraux CGT et FO, FSU est totale. Il faut leur imposer d'appeler sans plus tarder à la grève générale pour le retrait du projet de loi Fillon. »

**(Tract du Cercle pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire )**

\*\*\*

« En ce début juin 2003 la peur est en train de changer de camp ! La casse de l'université publique est remise à l'automne... Le calendrier de la régionalisation d'un certain nombre de personnels de l'Éducation nationale devient de plus en plus élastique... Certains ministres, hier arrogants, se sentent aujourd'hui sur un siège éjectable... Bientôt, le gouvernement va, à nouveau, lâcher du lest sur le dossier des retraites... Trop de chômage, de précarité, de productivité, de rentabilité... toujours plus de stress au boulot, de profits, d'inégalités... toujours moins de salaire, de protection sociale, de services publics... ont fait que depuis six mois les journées d'action unitaires expriment le ras-le-bol avec toujours plus de force. Depuis plus d'un mois les personnels de l'Éducation nationale, soutenus par la plupart des parents d'élèves, sont en grève reconductible et ne relâchent pas leurs efforts.

Aujourd'hui, avec la généralisation du mouvement, c'est tout un peuple qui est en grève et qui, bras dessus bras dessous, occupe la rue ! Qu'on ne s'y trompe pas. Si le gouvernement et le patronat se méfient des journées d'action unitaires et s'ils redoutent les luttes sociales prolongées, ils craignent par-dessus tout la grève générale et encore plus sa répétition.

Et ils la craignent tellement qu'à chaque fois que nous avons fait la grève générale reconductible (en 1936 ou en mai 68) ils ont tout de suite battu en retraite en trouvant les moyens de rendre possible ce qu'ils jugeaient impossible la veille. C'est ainsi ! Les maîtres du monde savent qu'ils ne sont qu'une poignée, que sans notre travail et notre soumission, ils ne sont rien ! Quand nous les mettons au pied du mur par la grève générale, ils préfèrent céder aux revendications de l'instant, plutôt que de prendre le risque de perdre plus encore... Avec la grève quasi-générale de ce 3 juin, nous avons franchi un premier pas, déterminant. Continuons à marcher dès demain, en reconduisant les arrêts de travail !

Vive la grève générale et sa reconduction ! »

FEDERATION ANARCHISTE

\*\*\*

« Le 19 juin, GREVE GENERALE !

**CONTRE LA VIOLENCE PATRONALE ORGANISONS-NOUS**

**PUBLIC-PRIVE UNITE DE COMBAT**

« La CNT, conformément à la volonté de ses syndicats, appelle donc à la poursuite de la mobilisation : déclenchement et enracinement de la grève partout où cela est possible, jusqu'à satisfaction des revendications, convergences interprofessionnelles dans les Assemblées Générales, dans les actions, unité des travailleurs à la base contre l'offensive patronale. En dépit des fanfaronnades, le gouvernement s'essouffle. **Il s'agit de maintenir et d'amplifier la pression. (...) CONTINUONS ET AMPLIFIONS LE MOUVEMENT ! GREVE GENERALE INTERP-ROFESSIONNELLE !** »

**Tract de la CNT (Vignoles)**

\*\*\*

.....

« (...) Par contre, l'organisation sérieuse d'une grève générale de 24 heures du public et du privé aurait permis à de nouvelles couches de travailleurs de rentrer dans le mouvement de grève reconductible. La différence entre une journée de grève générale et une « grande journée d'action » à la Thibault-Blondel tient dans l'énergie qu'on met à la préparer et à la propagande syndicale qui l'accompagne. Les dirigeants syndicaux auraient pu impliquer toutes leurs forces militantes dans la préparation d'une grève générale de 24 heures en expliquant ainsi leur démarche : « Nous allons tenter de montrer au gouvernement – et, dans notre camp, à tous ceux qui doutent – que nous sommes puissants. Si cette grève générale est un échec, nous réviserons notre stratégie. Mais si c'est un succès, alors nous saurons que nous pouvons pousser la mobilisation plus loin, et nous inviterons tous les salariés à se joindre à la grève reconductible ». (...) Prenez la grève générale de mai 68, s'enhardissait Bernard Thibault : eh bien, à aucun moment la CGT n'a appelé à la grève générale – et pourtant ce fut la plus grande de toute l'histoire du mouvement ouvrier ! Le rappel historique n'est en lui-même pas tout à fait exact. Pour protester contre les violences policières qui, dans la nuit du 10 au 11 mai 1968, s'étaient abattues sur les étudiants, la CGT et d'autres organisations syndicales ont appelé, pour le 13 mai, à une grève générale de 24 heures. Ce qui est vrai, par contre, c'est que cette grève, massivement suivie, a été reconduite dans différentes usines, et que quelques jours plus tard, sans que la direction nationale de la CGT ait eu à lever le petit doigt, plus de 12 millions de salariés étaient en grève illimitée avec occupation des lieux de travail. Le mouvement avait complètement échappé au contrôle des directions syndicales.

(...) Ceci dit, la digression historique de Thibault sur Mai 68 n'est peut-être pas complètement dénuée d'enseignements. Sigmund Freud expliquait que la clé du discours d'un patient résidait parfois, non dans ce que celui-ci disait, mais dans ce qu'il omettait de dire. Si l'on applique ce principe au « petit oubli » de Thibault concernant la grève générale de 24 heures du 13 mai 1968, les choses s'éclaircissent : en 68, la grève générale de 24 heures a servi de point de départ à une grève générale illimitée. Or, précisément, ce que craignent aujourd'hui les dirigeants syndicaux, c'est le même type de processus, à savoir une grève générale de 24 heures qui se prolonge – contre l'avis des directions syndicales – par une généralisation du mouvement de grève illimitée. »

(...) Dorénavant et déjà, l'expérience du mouvement de mai-juin aura pour conséquence de renforcer, lors des prochaines luttes, la pression de la base des syndicats et du salariat en général sur leurs directions pour qu'elles agissent avec davantage de détermination. L'autorité des leaders syndicaux est sortie affaiblie de ces semaines de lutte. Les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et du mouvement syndical ont compris que la stratégie adoptée n'était pas la bonne. »

\*\*\*

*Le Monde libertaire (10-8/10-9-2003)*

---

« (...) Les militants de base n'ont pas su mettre suffisamment de pression sur les instances de contrôle et d'assujettissement des luttes que sont les organes directeurs des confédérations pour qu'elles appellent à la grève générale interprofessionnelle.

« (...) En particulier, Lutte ouvrière, outre la volonté habituelle de contrôler le mouvement (spécialement à l'Éducation nationale) pour créer le futur grand parti de travailleurs, expliquait début juin que, si le projet des retraites passait, ce ne serait finalement pas si grave. De même, LO n'a jamais rien fait pour exercer une pression sur les bureaucraties syndicales et a repris leur discours en argumentant que le privé ne se mobilisait pas et qu'il fallait donc continuer à chercher à le mobiliser, tout en se refusant à participer à la pression faite par des syndiqués auprès de leur confédération. Ainsi LO a-t-elle été particulièrement réticente à reprendre dans les manifestations le mot d'ordre d'appel à la grève générale, pour lui préférer des slogans ou chansonnettes parfois vides de sens ou franchement folkloriques. « (...) Il va nous falloir mettre le paquet pour redynamiser et re syndiquer le secteur privé. Il y a une réelle opportunité de syndicalisation auprès de structures de lutte (CNT, SUD) dans les secteurs les plus précarisés du salariat, d'autant plus qu'il n'y existe souvent aucun syndicat, il y est donc plus facile de s'y implanter. Dans les grosses entreprises du privé ou dans le secteur public où les structures syndicales sont déjà légion, les anarchistes ont tout intérêt à entrer dans la structure syndicale

la plus combative et la plus représentative du personnel pour pouvoir y peser. Cela suppose un mode de fonctionnement démocratique dans la section. Celui-ci dépend souvent de la qualité des militants de base qui y sont organisés, le syndicat n'étant rien d'autre que la forme d'organisation collective des travailleurs. Les anarchistes investis dans les confédérations représentatives vont devoir pousser plus que jamais les bureaucrates dans leurs retranchement dans les mois à venir : ils nous rendre des comptes ! »

\*\*\*

« Par ailleurs, il n'est pas faux de penser que mettre la pression sur les centrales par des appels répétés à l'extension de la grève par des AG peut jouer (puisque de nombreux travailleurs veulent entrer en grève), mais à deux conditions qui ne sont pas toujours remplies : 1) Faire un bilan des actions entreprises par les centrales, afin de les mettre dans l'embarras en montrant à leur base qu'elles sont inactives, ce qui les poussera à agir, même timidement. 2) Organiser nous-mêmes l'extension de la grève en allant à la rencontre d'autres travailleurs, y compris des syndiqués de ces centrales. »

*Lettre de liaison N°4, juin 2003, du GARAS, Groupe d'action et de réflexion anarchosyndicaliste.*

\*\*\*\*\*

## **EXTREME GAUCHE, LIBERTAIRES, GRÈVE GÉNÉRALE ET « TRAHISONS »: VRAIS DÉBATS, ILLUSIONS ET FAUSSES POLEMIQUES**

Une polémique, relayée notamment par *Libération* et *Le Monde*, s'est engagée entre les organisations d'extrême gauche et libertaires, d'un côté, et Lutte Ouvrière de l'autre, parce que ce groupe aurait refusé d'avancer le mot d'ordre de grève générale au cours des dernières grèves et qu'elle se serait opposée à la « démocratie des mandats » dans les AG enseignantes.

Fétichisme des mots d'ordre

Cette polémique groupusculaire n'a, en elle-même, guère d'intérêt. Par contre, elle est révélatrice de certaines impasses de l'analyse révolutionnaire. Les groupes trotskystes qui critiquent LO manifestent une nouvelle fois leur fétichisme des mots d'ordre. Ces courants pensent en effet, et ce depuis 1938, date de la rédaction du *Programme de transition*, qu'il suffit d'avancer le bon mot d'ordre dans une AG, voire dans un journal ou un tract tiré à quelques milliers d'exemplaires pour que les masses s'en emparent et poussent (1) les bureaucraties syndicales et/ou les partis réformistes à gauche. Certes, ils s'expriment rarement de façon aussi naïve ou aussi crue. Mais Ernest Mandel, théoricien de la Quatrième Internationale, n'a-t-il pas écrit : « La différence entre une période calme et une phase pré-révolutionnaire ne pourrait-elle pas se surmonter à travers l'écho que provoque la lutte pour le contrôle ouvrier dans une usine importante, une ville ou une région ? » Ce qu'il affirme à propos du contrôle ouvrier s'applique à quasiment toutes les revendications avancées par les groupes trotskystes, qu'il s'agisse de l'« abrogation de la Constitution de la V<sup>e</sup> République » et de la convocation d'une « Assemblée constituante » (version PT) au « plan d'urgence au service des travailleurs » et à l'« Etat bon marché » (LO) ou au « gouvernement anticapitaliste » (LCR).

### **Illusions sur les syndicats**

D'autre part, les trotskystes, voire les libertaires, qui accusent LO de trahison (2), reportent sur ce petit groupe le même raisonnement qu'ils ont toujours appliqué aux grands syndicats et partis de gauche, comme si ces organisations pouvaient mener une autre politique et comme si leurs militants avaient d'énormes illusions sur leurs dirigeants.

Les trotskystes ont du mal à admettre que l'on ne milite pas pendant des années au PCF ou à la CGT, pour ne pas parler de la CFDT, du PS ou de FO, parce que l'on croit que ces organisations vont faire la révolution ni même organiser LA grève générale qui donnera le pouvoir à la gauche. On milite dans les syndicats pour ce qu'ils offrent réellement : un milieu, des copains, une assurance (de plus en plus limitée) contre les licenciements, la possibilité de jouer un petit rôle dans les luttes, un moyen d'échapper partiellement à l'exploitation capitaliste (même un mandat syndical de 15 heures par mois est déjà une façon de souffler un peu), un moyen de s'affirmer face à une hiérarchie tyrannique ou manipulatrice, etc. Et ce n'est pas très différent pour ceux qui sont actifs à la base, au PCF voire au PS : on y gagne des potes, une petite aura locale, éventuellement quelques avantages matériels limités si l'on se présente aux élections municipales, et on a l'impression de faire quelque chose (ce qui n'est pas toujours faux puisqu'on obtient parfois des résultats concrets), de ne pas se résigner ou baisser les bras face aux coups portés par le patronat et les partis de droite, de battre en brèche la morgue des flics, des édiles locaux, etc. Mais quand les partis de gauche arrivent au pouvoir, alors ces mêmes militants ont les pieds et les poings liés et, s'ils n'ont pas une âme de carriéristes (de toute façon les bonnes places sont très limitées), ils glissent progressivement vers la démoralisation, en attendant... la prochaine victoire de la droite qui leur donne un nouveau coup de fouet. Et le cycle recommence.

Certes, les syndicats et partis de gauche comprennent aussi des individus qui se servent (ou plutôt croient se servir) de ces organisations et n'ont guère d'illusions à leur égard. Ils ont besoin d'un cadre pour militer et jugent ce cadre plus efficace, moins contraignant que celui des petits groupes révolutionnaires. Mais combien sont-ils et surtout que font-ils de différent des autres ? Telle est la véritable question. Pour ce qui concerne les accusations concernant les manœuvres antidémocratiques de LO à l'intérieur des coordinations d'enseignants, là aussi les critiques tombent à côté, ou plus exactement ne visent pas le problème essentiel.

### **Fragilité des « principes »**

Tout d'abord, il est assez amusant de voir l'extrême gauche critiquer LO pour son intervention en milieu enseignant après lui avoir reproché, pendant des années, de « désertier » ce milieu, de ne pas y faire un travail syndical, etc. Les critiques, aussi violentes soient-elles, que les groupes s'adressent entre

eux se révèlent souvent superficielles. Cela vaut aussi pour LO qui, pendant des années, affirmait qu'elle n'avait pas les forces suffisantes pour intervenir en milieu enseignant et qu'elle laissait à d'autres la « petite bourgeoisie » (prononcez ces deux mots avec le maximum de mépris, s'il vous plaît)... Or, depuis quelques années, elle s'y est investie au point d'être un élément moteur dans les grèves, en particulier dans la banlieue parisienne, alors qu'elle est restée un gros groupuscule. Cela prouve, rétrospectivement, qu'elle compte un nombre bien plus significatif d'affreux petits-bourgeois dans ses rangs qu'elle ne voulait l'admettre. Ce qui est présenté comme une question de principe (intervenir ou ne pas intervenir en milieu enseignant) n'est en fait qu'une pure question d'opportunité. Ceux qui prennent au sérieux certains « principes » des groupes d'extrême gauche constateront vite qu'ils en changent assez aisément et se livrent à des tournants tactiques spectaculaires sans la moindre explication, ce qui oblige leurs militants à des contorsions fréquentes et acrobatiques.

Limites du fédéralisme ?

D'autre part, le fait que LO, petit groupe, réussisse à avoir (d'après ses critiques) une influence disproportionnée par rapport à sa taille devrait faire réfléchir tous ceux qui s'opposent, par principe, à la création d'organisations politiques solides et centralisées. On ne peut combattre une orientation politique erronée, voire criminelle, qu'en s'en donnant les moyens organisationnels. A quoi sert de se lamenter sur les « magouilles » de LO ? On peut lire ainsi dans *Le Monde libertaire* du 10 juillet un article intitulé « Luttés dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement » : « Du côté des cheminots d'Austerlitz, il y a eu une forte mobilisation les jours de manifestation. Après le 13 mai, un comité de grève s'est créé avec Sud-Rail, FO, CGT, CFDT. Les magouilles des moines-soldats de LO l'ont brisé. »

Trois remarques générales à propos de cet exemple :

— Un comité de grève n'a rien à voir avec une intersyndicale. Soit la formulation de l'auteur est maladroite, soit elle reflète ses propres illusions envers les syndicats et leurs appareils. Un comité de grève représentatif inclut bien sûr des militants syndicaux mais surtout des travailleurs qui n'ont pas leur carte. Rappelons qu'en France il n'y a que 7 % de syndiqués ! Et surtout qu'un comité de grève authentique ne peut être dirigé par des bureaucrates syndicaux.

— Je ne dispose d'aucune information sur ce cas particulier (et l'article n'en fournit pas non plus) mais il me semble douteux que LO soit capable dans aucune entreprise d'imposer sa loi aux salariés. D'abord, parce que son influence est réduite, ensuite et surtout parce que si les travailleurs d'une usine, voire d'un secteur sont vraiment déterminés, ce n'est ni LO ni le PCF ni la CGT qui pourraient les empêcher de former un comité de grève. Si LO est capable de « briser » un comité de grève quelque part, c'est bien sûr un acte très grave qu'il faut dénoncer, mais cela suppose aussi, et surtout, de s'interroger sur la combativité des travailleurs qui acceptent une telle magouille d'un groupuscule. Or cet article, comme 99% des articles écrits par les différents groupes « révolutionnaires » en avril-mai-juin 2003, part du point de vue que le « peuple était dans la rue » (*sic*)...

— Si les faits cités sont exacts, alors cet exemple souligne les limites du fédéralisme anarchiste et des conceptions spontanéistes. Comment lutter contre une organisation centralisée dont la politique est néfaste (LO) si soi-même on ne dispose pas d'une organisation fortement implantée dans la classe ouvrière et... centralisée?

Doit-on se contenter d'attendre que la spontanéité des exploités se manifeste et qu'elle résolve toutes les difficultés, par un coup de baguette magique ? La crainte de la bureaucratisation, la méfiance justifiée envers la délégation de pouvoir ne risquent-elles pas de paralyser l'action contre des organisations centralisées (Partis ou États) ?

Le mouvement libertaire a su déceler les dangers de la centralisation et de la bureaucratisation bien avant les courants révolutionnaires marxistes. Les anarchistes ont su mettre en avant (et parfois appliquer) certaines « recettes » élémentaires pour limiter la bureaucratisation : refus d'avoir des permanents salariés, rotation des tâches, responsabilité individuelle de chaque militant, décentralisation des structures, sensibilité plus vive face à toutes les manifestations d'autoritarisme, refus des explications simplistes ou de la capitulation devant les exigences de l'efficacité, etc. Mais cela suffit-il ?

Démocratie dans les coordinations,  
détermination des travailleurs

Mais revenons à la question de la démocratie au sein du mouvement enseignant et notamment au problème des mandats, qui semble si important aux yeux des détracteurs de LO. Cette organisation a préféré la « démocratie » des votes à main levée au respect de mandats attribués dans des conditions

inconnues à des militants de groupuscules rivaux, connus pour leurs talents manipulateurs. Son point de vue vaut la peine d'être entendu.

Mais admettons que ces mandats aient vraiment été tous représentatifs et que LO ait voulu contrôler le mouvement, parce qu'elle pensait mieux savoir que les autres ce qui était bon ou mauvais pour les enseignants (ce qui est sans doute l'explication profonde du comportement de LO).

En cela, LO ne raisonne pas selon une logique qualitativement différente de la plupart des groupes qui la critiquent et auraient agi exactement de la même façon s'ils s'étaient trouvés à sa place.

Il est assez évident que les militants de LO n'avaient pas envie que le mouvement leur échappe, mais la question essentielle est ailleurs.

Si le problème se posait en ces termes, ce n'est pas parce que LO serait une énorme bureaucratie malfaisante qui aurait empêché le puissant mouvement enseignant de faire la jonction avec les employés et ouvriers du secteur public puis du privé qui, eux, voulaient tous en découdre. Mais plutôt parce que le mouvement contre les projets Ferry-Fillon, qui mobilisait une fraction importante de la petite bourgeoisie salariée, n'était pas assez déterminé, pas assez large, pas assez conscient des nécessités de se lier au combat de la classe ouvrière (combat qui se manifeste d'ailleurs trop peu).

Quant aux secteurs de la classe ouvrière (éboueurs, hospitaliers, cheminots, employés de la RATP à Paris et des transports urbains en province, postiers, etc., voire entreprises locales menacées de licenciements collectifs ou de fermeture) qui ont fait un bout de chemin avec les enseignants, aucun secteur n'a voulu prendre la tête du mouvement, quitte à recevoir tous les coups en cas d'échec de la lutte. Si cette détermination avait existé, ni LO, ni même tous les bureaucrates syndicaux réunis n'auraient pu l'empêcher de se manifester. Le crapuleux Thibault n'a pas tort quand il dit qu'une grève générale ne se décrète pas (par contre, elle s'organise, et pour ça il est illusoire de compter sur les syndicats) — en effet, lorsque les travailleurs décideront de bouger, ils n'appelleront ni Thibault, ni Laguiller, ni Besancenot, ni la CNT ou la FA pour savoir ce qu'il faut faire... En décembre 1995, pour ne mentionner qu'un exemple récent, la grève a d'abord pris son importance à l'insu des syndicats, même s'ils ont pu ensuite l'endiguer sans trop de difficulté.

Il est évident que LO a une conception très limitée de la démocratie ouvrière (puisqu'elle n'a jamais pratiqué la démocratie en son sein comment pourrait-elle la pratiquer à l'extérieur ?), d'autant plus qu'elle défend une vision du Parti et de la Révolution inspirée du bolchevisme — et de ses pires aspects.

Mais sur ce plan-là, aussi, rien ne la différencie fondamentalement de la plupart de ses critiques trotskystes.

#### Trotskyistes et réformistes

Les deux principaux groupes qui critiquent LO (la LCR et le PT) occupent déjà des postes dans l'appareil syndical et ont une stratégie de conquête de cet appareil ; ils ont oublié l'essentiel de ce que disait Trotsky dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » pour n'en garder que les aspects les plus contestables ou les plus dérisoires (croire qu'il suffit de prendre la direction des syndicats pour qu'ils changent de nature). Ils cherchent à nouer des alliances avec certaines tendances de la bureaucratie « réformiste », et « théorisent » ces compromis comme le fin du fin de la tactique révolutionnaire.

Depuis 1968, les groupes trotskystes sont passés de quelques dizaines à quelques centaines de militants (si les encartés sont quelques milliers il est douteux que les militants soient plus de quelques centaines dans chacun des trois « grands » groupuscules : LO, LCR et PT).

Ils se sont, en quelque sorte, divisé le « marché ».

Le PT s'adresse surtout au PS, au MDC et à FO, mais s'intéresse aussi aux dissidents « lutte de classe » du PCF. Mais son anticléricalisme affiché lui a aliéné les sympathies des milieux chrétiens de la CFDT ou du PSU.

La LCR s'est intéressée aux tendances ou aux individus issus du PCF (de Tillon à Juquin en passant par les maires « oppositionnels » actuels), aux milieux influencés par la CFDT, puis par SUD et à la social-démocratie. Quant à LO, il ne lui restait plus beaucoup de « parts de marché » disponibles : aussi, essaie-t-elle de se donner une image de marque plus radicale, en attaquant violemment les illusions nées sur le PSU et la CFDT hier, ATTAC et SUD aujourd'hui, en critiquant avec virulence toutes les tendances du PS, et en portant un regard plus « compréhensif » sur la base du PCF et de la CGT, tout en se montrant sans complaisance avec les oppositionnels carriéristes du PCF. Mais ce radicalisme apparent n'a aucune cohérence ni consistance véritable. Il n'est qu'un leurre qui dupe ses militants et leur donne l'impression d'être plus radicaux que leurs concurrents.

Le double langage permanent de LO

Pour ceux qui auraient la mémoire courte ou des illusions sur Lutte ouvrière, il vaut la peine de citer un article paru en 1978, dans le journal *Combat communiste*, aujourd'hui disparu :

*« Confrontée à ce qu'elle appelle 'l'offensive syndicale', LO n'y va pas par quatre chemins. C'est ainsi qu'on peut lire dans l'édito des bulletins d'entreprise paru le 19 juin 1978 : 'Et il faut se féliciter que les grandes centrales syndicales, la CGT la première, suivie finalement par la CFDT et FO fassent le choix de soutenir la combativité qui s'exprime, de l'encourager, de l'élargir même.' »*

*Le sens de ce paragraphe est clair : il s'agit d'un appel aux travailleurs à soutenir la façon dont les organisations syndicales (toutes centrales confondues) 'mènent' les grèves actuelles.*

*Point n'est besoin pour LO de s'attarder sur les 'réticences' de la CFDT dans les grèves de Renault ou des Arsenaux, que même la CGT lui a reprochées, ni sur les prières adressées par Bergeron au patronat pour qu'il agisse contre la 'dégradation du climat social'. Non ! La CFDT et FO ont 'finalement suivi la CGT' et soutiennent la combativité, l'encouragent, l'élargissent même !*

*Quant à la CGT, que LO n'hésite pas dans son journal du 24 juin 1978 à complimenter 'd'être en avance sur la combativité des travailleurs', qu'importe de rappeler qu'elle s'est tout d'abord montrée hostile à l'occupation à Flins et à Cléon, qu'elle n'a rien proposé, sinon des débrayages limités et espacés, pour étendre la lutte à toute la Régie, qu'elle n'offre aux mouvements en cours ni plate-forme revendicative commune, ni coordination, ni perspective d'élargissement !*

*Qu'importe de dire que la combativité a explosé en rupture avec la stratégie des organisations syndicales et que si celles-ci 'ont fait le choix' d'en prendre la tête, c'est pour que ce ne soient pas les travailleurs qui le fassent, et afin de pouvoir empêcher que l'union et l'extension des luttes mettent à mal le pacte social qui lie les bureaucraties réformistes à la bourgeoisie et à la défense de l'économie nationale !*

*En attribuant des vertus combattives qu'elles n'ont pas aux centrales syndicales, LO fait plus que tordre la réalité et entretenir des illusions sur leur compte parmi les travailleurs. Elle évacue tout simplement les questions aujourd'hui vitales de l'orientation, de la conduite, du contrôle des luttes.*

*Il n'est plus besoin alors de parler de comités de grève, d'assemblées générales souveraines, de coordination des luttes. Séguy, Maire et Bergeron agissent pour nous. Suivons-les, encourageons-les. Voilà où mène la tactique de pression sur les appareils syndicaux, la vision économiste et localiste de la lutte des classes : à la capitulation pure et simple devant le réformisme ! »*

Depuis 1978, l'attitude de LO n'a fait qu'empirer. Il suffit de rappeler les propos de son dirigeant historique (Hardy) lors de son unique apparition à la télévision : selon lui, soviets ou parlements, la différence de terme n'est pas importante (« Nous voulons une société démocratique, conseils, comités, Parlement, aux élus révocables. »). Non seulement, il prend les téléspectateurs qui l'ont regardé pour des imbéciles (s'il pensait vraiment ce qu'il dit, pourquoi lui et ses camarades ne sont-ils pas au PS ?), mais en plus il se montre, tout comme Arlette Laguiller depuis trente ans, totalement incapable d'expliquer ce qu'est le socialisme quand les médias lui offrent une tribune pour le faire. Comme si LO (mais c'est exactement pareil pour la LCR ou le PT durant les campagnes électorales ou les émissions *people* auxquelles participent Besancenot ou Laguiller) avait honte d'expliquer ce que veut dire le socialisme ou le communisme aux millions de travailleurs qui écoutent la porte-parole de LO. L'activité électorale et électoraliste de LO ne la préserve d'aucune dégénérescence politique ultérieure (3), bien au contraire, pas plus que son double langage permanent à l'égard des syndicats et partis de gauche. Ce petit jeu peut durer longtemps et faire illusion pendant des années encore si ce groupe ne réussit pas à gagner une implantation décisive dans la classe ouvrière et à faire des choix politiques plus décisifs qui dévoileront sa nature : participation à un gouvernement bourgeois, vote de lois anti-ouvrières, etc.

Le véritable problème

Et c'est en fait là que gît le véritable problème plutôt qu'une vaine polémique sur les « bons » mots d'ordre qui auraient des effets magiques et seraient capables en eux-mêmes de transformer une situation sociale. D'ailleurs, on peut s'interroger de deux façons :

a) se demander si les groupes révolutionnaires ont fait et font suffisamment d'efforts pour « s'implanter » dans la classe ouvrière, militer dans les quartiers ouvriers, etc.

Sur ce terrain-là, LO fait la leçon aux autres groupes depuis des dizaines d'années, **non sans raison**, même si les autres groupes ont trouvé des raccourcis ou d'autres voies pour s'implanter que le porte-à-porte dans les HLM ou la distribution de bulletins d'entreprise réguliers devant les entreprises.

b) Mais on peut aussi se poser la question sous un autre angle: les travailleurs sont-ils vraiment attirés par le socialisme et le communisme ? par la révolution ? La disparition d'une partie des États stalinien (il reste encore la Chine, ne l'oublions pas, ainsi que Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord) a-t-elle redonné confiance aux ouvriers en quête d'un idéal révolutionnaire ? Et si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Certains répondent en revenant aux vieilles lunes social-démocrates des années 20. Ils croient pouvoir démocratiser les institutions parlementaires ou républicaines (la « gauche » du PS voire une partie des dirigeants de la LCR, comme en témoigne la calamiteuse revue *Contretemps*, dirigée par Daniel Bensaid, laboratoire des idées les plus droitières et tribune confectionnée sur mesure par la LCR pour des intellectuels réformistes qui n'expriment le plus souvent aucune révolte contre le système capitaliste). Ils prétendent démocratiser le capitalisme mondialisateur (ATTAC). Si leur démarche est vouée à l'échec, force est de constater qu'ils se soucient au moins d'apporter une réponse au scepticisme vis-à-vis des idées révolutionnaires traditionnelles, scepticisme répandu non seulement dans la petite bourgeoisie (ce qui ne serait pas grave) mais aussi dans la classe ouvrière.

Comités d'action, comités de grève, coordinations

De plus, il faut s'interroger sur les formes organisationnelles que peut prendre un mouvement ouvrier radical dans la situation du capitalisme actuel. En ce qui concerne les comités de grève, combien de travailleurs ont-ils récemment fait l'expérience d'un véritable comité de grève démocratique, contrôlé par des assemblées générales quotidiennes et souveraines ?

Les comités d'action de 1968, les coordinations des infirmières puis des cheminots, n'ont pas réussi à durer très longtemps. Et s'ils ont laissé des traces, il y a gros à parier que leurs militants sont restés inorganisés ou sont allés à la CNT ou à SUD.

Or, est-il bien réaliste de vouloir ressusciter le syndicalisme révolutionnaire des débuts du siècle et les Bourses du travail de Fernand Pelloutier ? (Sans compter que le syndicalisme révolutionnaire français possédait de très graves limites, comme on a pu le vérifier en 1914, au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, où les dirigeants syndicaux sont devenus les pires chauvins partisans de la guerre impérialiste qu'ils avaient promis d'arrêter par la... grève générale.)

Dans *Le Monde libertaire* du 10 juillet, Freddy Gomez écrit : « Cette faillite (du syndicalisme réformiste, NDLR) n'ouvre pas mécaniquement l'espace, comme on pourrait le penser, à un syndicalisme clairement revendicatif, type SUD, ou résolument d'action directe, style CNT. Si, selon leurs forces, l'une et l'autre de ces organisations ont eu leur place dans le mouvement, elles n'ont à aucun moment pesé de fait sur le rapport de forces, se situant soit en position de suivisme critique par rapport aux syndicats traditionnels, soit en position purement incantatoire de mouche du coche. Derrière l'obligation d'optimisme qu'elles manifestèrent avec constance et naïveté tout au long de ce conflit se cache la confortable certitude véhiculée par un répétitif et très daté discours gauchiste : radicaliser les luttes et faire en sorte qu'on ne les trahisse point. »

La grève générale

Remarquons enfin que l'extrême gauche et les libertaires ne font guère preuve d'imagination lorsqu'ils invoquent à tout bout de champ le thème de la grève générale.

Combien y a-t-il eu de grèves générales significatives et victorieuses depuis un siècle en France ? Celle de 1936 concernait une minorité importante de la classe ouvrière (3 millions) et s'est traduite par des occupations actives d'usines, mais elle n'a pas débouché sur la remise en route des entreprises par les travailleurs eux-mêmes et encore moins sur la formation de conseils ouvriers. Celle de 1953 n'a concerné que les fonctionnaires et celle de 1963 les mineurs.

Quant à celle de 1968, tellement mythifiée par tous les groupes (à part LO), s'il est vrai qu'elle a officiellement concerné 10 millions de travailleurs, les usines n'étaient le plus souvent occupées que par une poignée de militants syndicaux. L'essentiel s'est passé ailleurs, dans la rue, les manifestations, les meetings et les comités d'action. De toute façon, ceux qui ont vécu les grèves de 1968 ont aujourd'hui la cinquantaine bien sonnée, voire davantage, et leur expérience n'a pas été partagée par les bataillons les plus combatifs de la jeunesse ouvrière ou salariée actuelle.

A agiter ainsi sans cesse le drapeau de la grève générale, l'extrême gauche et les anarchistes jouent avec un mythe assez creux dans le contexte français. Surtout s'ils ont derrière la tête, non seulement la grève générale mais la Révolution. La dernière fois que les travailleurs français (et encore à l'époque c'étaient loin d'être des prolétaires d'usine) se sont attaqués, les armes à la main, à l'État et ont créé une structure les représentant, c'était en... 1870, lors de la Commune de Paris, insurrection qui avait



d'ailleurs (hélas !) une dimension patriotique, soigneusement occultée par les courants révolutionnaires depuis plus d'un siècle.

En 1936, ils ont occupé, de façon dynamique certes, les usines mais n'ont pas cherché à les faire tourner sans l'encadrement et les patrons ; ils n'ont formé ni milices ouvrières, ni soviets. En 1968, les fameux « dix millions de grévistes » n'étaient pas des grévistes très actifs. Une partie d'entre eux ne pouvaient aller travailler parce qu'il n'y avait plus de moyens de transports. Une autre partie, la majorité, est restée chez elle et ne venait aux nouvelles que de temps en temps à l'usine. Une minorité (le noyau dur des syndicats, et surtout de la CGT-PCF) occupait l'usine dans une ambiance plutôt lugubre. Et une autre minorité (les jeunes travailleurs essentiellement) était dans la rue, sur les barricades, dans les comités d'action.

On est donc très loin de dix millions de grévistes conscients et mobilisés, occupant leurs usines, discutant de la façon de les redémarrer sans les patrons — même avec les pires illusions autogestionnaires.

Et si l'on se penche sur les grèves générales ou les mouvements sociaux de masse dans d'autres pays d'Europe, on trouve peu d'exemples au cours des cinquante dernières années (en dehors de l'expérience de Solidarnosc en Pologne dans les années 80, du Portugal en 1974-75 ou de l'insurrection hongroise de 1956) de mobilisation massive et concentrée de la classe ouvrière posant, même vaguement, le problème du pouvoir.

Les grands discours sur la grève générale n'ont donc guère de sens pour les salariés qui les entendent aujourd'hui. Ou plutôt si, mais à condition d'en réduire considérablement le sens en assimilant (par souci pédagogique ?) la grève générale à une grève de 24 heures... reconductible. Alors là, oui, les journées d'action, les salariés connaissent parfaitement — avec les résultats désastreux que l'on sait.

Entendons-nous bien. Il est évident qu'une grève générale offre bien plus de possibilités que des journées d'action ou des grèves secteur par secteur. Mais, en elle-même, elle n'a aucun effet magique.

Il est évident aussi qu'un mouvement a besoin d'objectifs concrets, donc de mots d'ordre et de revendications, mais cela ne peut se faire à l'avance, sans tenir compte des situations concrètes.

#### Gadgets organisationnels

Certes, objecteront certains, mais s'il y avait un parti révolutionnaire, tout serait différent. Il faudrait donc que tous les groupes s'unissent dans un nouveau PSU ou forment un machin genre Rifondazione comunista (scission de l'ex-Parti communiste italien), ou que l'on crée un grand parti travailliste. Ou une super confédération anarcho-syndicaliste, ou un petit parti pur et dur, centralisé de façon militaire sur un programme 100% communiste, etc. Les gadgets organisationnels que proposent les groupes révolutionnaires sont connus et se comptent sur les doigts des deux mains — en étant généreux. Et ils commencent à être sacrément usés, sauf peut-être pour les adolescents ou les adultes peu informés qui les découvrent pour la première fois.

Là aussi, on a affaire à des croyances magiques en l'efficacité d'un mot d'ordre, d'un truc organisationnel, pour changer une situation défavorable en une situation favorable. Et l'on fait bon marché de la conscience et de la volonté des millions d'exploités au nom desquels on prétend parler et lutter.

Il n'existe aucune recette miracle en dehors de cette détermination-là. Et c'est la force du système capitaliste dans les pays dits démocratiques d'avoir su, jusqu'ici, juguler la rage et la révolte des prolétaires. Tant que ceux-ci n'auront pas de nouveau le moral et la combativité nécessaires, aucun slogan, aucun mot d'ordre, aussi radical soit-il, ne changera la situation. Inutile de se payer de mots et de se lancer dans des polémiques oiseuses et « fratricides » qui visent à cacher l'ampleur des difficultés auxquelles les « révolutionnaires » sont confrontés.

Comme le dit Freddy Gomez : « L'autre et dernière leçon de ce printemps, il serait peut-être bon de se l'appliquer *ad hominem* et d'admettre, ici, dans les colonnes du *Monde libertaire* qui a vibré d'appels à une impossible grève générale, qu'aucune envolée lyrique ne brisera jamais la dure réalité des faits. Car ce n'est sûrement pas sur le terrain de la surenchère sans risque que la voix libertaire aura quelques chances de porter un jour. Pour elle, il n'est que deux chemins possibles : celui de l'euphorie, ou celui de la lucidité. (...) Les anarchistes ont probablement un rôle à jouer, à condition de ne pas céder à la facilité, à la démagogie et au mythe. » (*Le Monde libertaire*, 10 juillet 2003).

Une réflexion à méditer pour tous ceux qui se disent révolutionnaires, quelle que soit leur chapelle.

**Yves Coleman**

(1) Dans un article intitulé « Un aspect de l'offensive capitaliste » (*Le Monde libertaire*, 10/7/2003), Pierre, du groupe La Commune de Rennes reprend d'ailleurs littéralement la thématique trotskyste la plus droitière : « les anarchistes (...) vont devoir pousser plus que jamais les bureaucraties dans leur retranchement », « les militants de base n'ont pu mettre suffisamment de pression », etc. S'agit-il de simples maladresses de style ? On a plutôt l'impression que ce camarade croit possible la constitution d'un « vrai », d'un « bon » mouvement syndical qui obtiendrait des réformes significatives dans la situation actuelle. Et surtout qu'il serait possible de pousser les appareils syndicaux à changer de nature — ou bien à céder la place aux SUD et à la CNT. Dangereuse illusion.

(2) Dans un article du *Monde libertaire* du 10/7/2003, « Variations sur une protestation avortée », Freddy Gomez écrit à propos de la « trahison » des bureaucrates syndicaux : « Parler, dans ce contexte de 'trahison', c'est sans doute prendre le risque de se tromper d'époque, car, pour trahir un mouvement social, il faut d'abord le mettre en branle et l'amplifier. On ne trahit pas ce qui n'existe qu'à l'état de théâtre ou d'abstraction. S'il est une leçon à tirer de ce printemps, c'est bien celle-là : la trahison suppose la capacité de paralysie, et c'est précisément elle qui a manqué, contrairement à décembre 1995, non tant parce que les bureaucraties syndicales l'ont refusée, mais parce qu'elles ont été incapables de l'organiser. »

(3) Notons que la LCR, dans sa luxueuse publication en couleurs et sur papier glacé financée par le Parlement européen (c'est-à-dire par les travailleurs européens), est incapable de se servir de cette prétendue « tribune révolutionnaire » pour se faire l'écho des luttes des travailleurs. Ainsi, cette publication relate en une demi-page un discours de trois heures du colonel Chavez au Venezuela en approuvant son ton anti-impérialiste mais en regrettant les références à Jésus-Christ ( ?!) dont le discours présidentiel était émaillé, sans consacrer une seule ligne à la situation de la classe ouvrière vénézuélienne, ses luttes, ses difficultés d'existence, etc. Etre un révolutionnaire internationaliste pour Krivine, cela se réduit-il aujourd'hui à prendre l'avion pour Caracas afin d'écouter sagement et poliment un démagogue populiste pérorer et tromper son peuple ? On ne souhaite qu'une chose aux députés LO-LCR au Parlement européen : que la bourgeoisie change les lois électorales, ce qui les empêchera d'être élus.

**Léon Trotsky**  
**Les syndicats**  
**à l'époque**  
**de la décadence impérialiste (extraits)**

*Le lecteur attentif découvrira, s'il ne l'avait pas lu auparavant, que ce texte écrit en 1940 est — pour l'essentiel — mille fois plus précis et radical que tout ce que raconte l'extrême gauche et les libertaires sur les syndicats depuis 60 ans. Et tous ceux qui croient encore pouvoir construire de « bons » syndicats « de masse et de classe » ou « d'action directe » comme au XIX<sup>e</sup> siècle feraient bien de méditer cet article. J'ai supprimé les références à l'actualité de l'époque ainsi qu'au rôle « dirigeant et décisif » de la Quatrième Internationale, pour ne conserver que ce qui constitue — à mon avis — l'essentiel et ce qui est encore utile aujourd'hui. Ceux qui souhaiteraient lire le texte en entier peuvent le consulter sur le site de Marxist Internet Archive. (Y.C.)*

**L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat**

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes — c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée, la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " libérer " l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des sur-profits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat — démocratique — combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais sous celle de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire, le besoin des liens directs, journaliers et pratiques, entre les magnats du capitalisme et les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux qui, en fait, dépendent d'eux.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres.

Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays " arriérés ". Cela constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, acquis un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, dans le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale ou économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer

immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

### **Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats**

De ce qui précède, il semblerait facile à première vue de conclure que les syndicats renoncent à être eux-mêmes à l'époque impérialiste, qu'ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux temps, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. On pourrait également estimer qu'en l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte ouverte pour exercer une influence sur les membres des syndicats et que, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité selon nos seuls désirs ou aversions. Il est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie. Cette remarque s'applique également aux syndicats dont la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler avec les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un régime totalitaire ou semi-totalitaire simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : **indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste**. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : **démocratie dans les syndicats**.

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise.

### **Nécessité du travail dans les syndicats**

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatisante à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

### **Dans les pays arriérés**

Du fait que dans les pays arriérés le rôle principal n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe une situation sociale inférieure à ce qu'elle devrait être par rapport au développement de l'industrie.

Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire.

Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux et semi-coloniaux, prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste. Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'Etat doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

### **Le capitalisme monopolisateur et les syndicats**

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue.

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne.

### **Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux**

Le développement des pays arriérés présente un caractère combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

(...)

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse, ne peuvent plus exister longtemps.

Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IVème Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IVème Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.

Août 1940

## Vive la grève ! A bas le PPA

« Depuis vingt ans, les États européens ont fait le mauvais choix. Ils n'ont guère augmenté leurs dépenses régaliennes — police, justice, armée, dépenses administratives —[...] En revanche, l'État social (santé, retraites, allocations familiale, chômage, aide au logement, RMI) ne cesse de progresser. »

Arnaud Leparmentier, *Le Monde*, 14 juin 2002

« Attention la Grève ! » menace en Une la *Voix du Nord* du 11.05.2003. « Les perturbations s'annoncent importantes » s'égosille en écho David Pujadas sur France 2. « Mardi noir » vocifère Europe 1. Le ton est donné. **Le Parti de la presse et de l'argent (PPA)**, rebaptisé pour un temps Parti de la peur et de l'argent, tremble en cette veille de grève générale contre le plan Raffarin-Fillon-Soubie (1).

Cela fait des années que le patronat et le PPA martèlent sur toutes les ondes et les colonnes (puisqu'après tout, ils possèdent la presse...) que la réforme des retraites est NÉCESSAIRE. *Le Nouvel Observateur* avait menacé : « Lionel Jospin aura-t-il le courage de créer ces fonds [de pension], en bousculant une partie de sa majorité qui en a fait une question théologique ? [...] Il aurait fallu les créer il y a longtemps pour qu'ils consolident véritablement la retraite des Français. Notre pays a loupé le coche. » (14.10.1999). *Le Parisien* avait titré « Retraites : pourquoi la réforme est incontournable » et tancé le gouvernement pour sa pusillanimité : « Dommage que, faute de courage politique, la France, contrairement à ses principaux voisins, n'ait pas profité des dernières années de forte croissance pour amorcer l'évolution du financement de nos régimes de retraite qui apparaît désormais comme inéluctable. » (19.05.2001). Ce chantier de la démolition sociale que Jospin n'avait pu achever à cause, selon lui, d'« un salariat et une fonction publique complètement bloqués » (France 2, 5.12.2001), Raffarin saurait l'accomplir. En décembre 2002, commentant sur LCI les résultats des élections prud'homales, Jacques Julliard postillonnait de ravissement : « FO perd deux points, ce qui est plutôt encourageant en ce qui concerne la réforme de la question des retraites » ; un journaliste de la chaîne câblée de Bouygues rayonnait : « Et si la France était moins bloquée pour avancer et engager des réformes ? [...] Ces résultats montrent que les salariés penchent plus du côté de la réforme que de la défense des acquis sociaux [...] cela conforte Jean-Pierre Raffarin et son ministre des affaires sociales François Fillon [...] Ils peuvent s'appuyer sur ces résultats pour passer à la vitesse supérieure. » (LCI, 14.12.2002). Encore ballonné par ses agapes gargantuesques de la Saint Sylvestre, Daniel Bilalian exultait : « L'année 2003 sera l'année de la réforme des retraites si longtemps, trop longtemps différée » (France 2-13 heures, 9.01.2003).

À l'approche de la grève, le matraquage a redoublé de vigueur, à peine interrompu par la promotion du dernier livre raté de BHL. Stéphane Paoli a mobilisé coup sur coup sur France Inter (lundi 12 mai et mardi 13 mai) le sociologue-traître Alain Touraine (adorateur du plan Juppé en 1995) et le philosophe de cour Alain Etchegoyen (proche de Francis Mer qui l'a fait entrer au conseil d'administration d'Usinor quand Mer en était le P-DG). L'un et l'autre rivalisent pour submerger les salariés de propos félons. Les deux lobes du cerveau de Paoli ne sont reliés entre eux que lorsqu'il récite, la queue frétilante, la jolie question que lui a dicté son président libéral Jean-Marie Cavada : « Quel peuple sommes-nous qui dit : oui les réformes sont nécessaires, qui en accepte le principe, mais qui en refuse la réalité. » Luc Evrard sur Europe 1, habitué à encaisser les luxueux « ménages » que lui offre la multinationale de la pollution Total-Fina-Elf, déroule le tapis rouge devant Ernest-Antoine Seillière (« entrepreneur » spécialiste des faillites et roi des licenciements). Le richissime « patron des patrons » pleurniche aussitôt devant cette France qui « s'appauvrit dans la rue ». Cette France qui s'appauvrit est exclusivement celle des salariés : entre 1983 et 1997, de l'aveu même du ministre des finances, les revenus du travail ont vu leur part de la valeur ajoutée baisser de 8,9 % au profit du capital. La somme perdue par les salariés (et donc qui leur a été volée par les chiraquiens, les socialistes, les patrons et leurs amis journalistes) correspond au double du déficit attendu des caisses de retraite...

Mais Jean-Yves Hollinger, sur RTL, encourage Raffarin car « de sa fermeté dépendra l'avenir de nos retraites, mais aussi des autres réformes, celle de l'assurance maladie, de l'État, de la formation professionnelle, la réduction de la dépense publique, autant de sujets délicats qui demanderont une grande détermination ». Toujours sur RTL, Alain Duhamel, également éditorialiste à *Libération*,

n'hésite pas, en dépit de son grand âge (même ses amis le jugeaient déjà sénile quand il interrogeait Georges Pompidou), à prendre ses auditeurs pour des demeurés : « *Les Français regardent cette réforme des retraites comme quelque chose qui est déjà inéluctable* » alors qu'il vient de préciser que selon un sondage (qui, pour une fois, ne ment pas) « *4 Français sur 5 sont d'accord avec les grévistes* ». À PLPL, la proportion est de 100 % (les réfractaires seraient fusillés et leurs corps déposés devant les locaux de Radio France et du *Quotidien vespéral des marchés (QVM, parfois appelé Le Monde.)*)

Les radios ont beau s'exclamer en cœur : « *Ça sera seulement la seule bonne nouvelle : pas de péage sur l'autoroute* », des millions de salariés ne sont pas assez godiches pour croire que leur vie se résume à quelques centimes d'euros économisés sur une portion d'autoroute. Ce matin du 13 mai, le PPA a peur. Il se rend compte que la propagande déversée par tous ses éditorialistes grassement payés — Jean-Marie Colombani touche plus de 400 000 euros par an et Jean-Pierre Elkabbach presque autant — n'empêchera pas les travailleurs de descendre dans la rue par centaines de milliers. Le PPA se souvient en tremblant de la mobilisation de décembre 1995. Déjà, les Colombani, Duhamel, July, Touraine, Wiewiorka, Perineau, Imbert, Minc, Ockrent, Elkabbach et consort avaient déversé des tombereaux de propagande au service du capital.

Talonné par *Libération* qui célébrait « *Juppé l'audace* » (16.11.1995), *Le Monde* s'était alors porté aux avant-postes du balladurisme militant. Dès septembre 1995 l'éditorial du *QVM* annonçait : « *Édouard Balladur avait eu le courage de lancer, en respectant sa méthode de concertation avec les partenaires sociaux, une réforme qui a eu le double avantage, en allongeant la durée des cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein, [...] de pérenniser le système de répartition. Son successeur sera obligé de prendre le relais* » (24/25.09.95). Au lendemain de l'annonce du plan Juppé, l'éditorialiste du *Monde* tombait en pâmoison : « *La journée du 15 novembre a toutes chances de rester comme la première date utile du pouvoir issu de l'élection présidentielle de mai dernier. Utile au pays car celui-ci a désormais un gouvernement. C'est-à-dire une équipe capable de prendre des décisions qui ont non seulement le mérite de la cohérence, mais qui paraissent dictées par une certaine idée de l'intérêt général, quitte à mettre à mal les corporatismes ou les clientèles électorales.* » (17.11.1995). Guidés par « une certaine idée de l'intérêt général », deux millions de personnes descendaient dans la rue contre les « corporatismes » de l'argent.

Huit ans plus tard, au lendemain de l'annonce du plan Fillon-Raffarin, *Le Monde* réécrit presque mot pour mot son éditorial de 1995 : « *Pour une fois qu'un gouvernement a le courage de prendre le problème à bras-le-corps, il faut lui en donner crédit. Il faut d'autant plus lui en donner crédit que, précisément, il semble avoir tiré les enseignements de la méthode Juppé. Pas de réforme à la hussarde !* » (éditorial du 20/21.04.2003) Prodigieuse intuition ! Entre temps, Jean-Marie Colombani a avoué : « *Nous devons souscrire d'autant plus naturellement à l'économie de marché que nous jouons chaque jour notre vie.* » (2) Pour le directeur du *Monde*, il est évident que les salariés rêvent de perdre encore plus longtemps leur vie à (mal) la gagner. Le 13 mars 2003, le *QVM* prépare le terrain aux équarisseurs en titrant : « *Retraites : les Français prêts à travailler plus longtemps.* » Raffarin et le Medef s'étaient frotté les mains.

Deux mois jour pour jour après cette intéressante « révélation » signée d'un journaliste « d'investigation » formé par Edwy Plenel, les masses défilent et le PPA est livide. Non seulement le secteur public s'est massivement mobilisé ce mardi 13 mai, mais nombre d'ouvriers et d'employés du privé ont eux aussi pris le risque de faire grève malgré leurs salaires de misère. Comme les Bibs à Clermont ou les Ford et les Dassault à Bordeaux, La Française de Mécanique à Lille, etc.

Il ne reste plus aux présentateurs comme Daniel Bilalian (France 2) ou Jacques Legros (TF1), confortablement vautrés sur leurs « acquis » (salaires grassouillets, seize semaines de congés et RTT, retraite et « placard » dorés, franchise d'impôt automatique de 7620 euros) qu'à tenter de minimiser la force du mouvement en attendant de parler d'autre chose (le festival de Cannes, par exemple). Alors que deux millions de salariés manifestent partout en France, les 13h de France 2 et de TF1 s'évertuent à dresser les téléspectateurs contre la grève. « *Et puis après la galères des transports en commun, celles des parents. Beaucoup d'écoles étaient fermées* », grogne TF1 tandis que France 2 jappe : « *Les parents qui travaillent avec leurs enfants sur les bras n'ont eu guère de chance sauf lorsqu'ils ont pu être accueillis par des non-grévistes* ». La moindre « jaune » (non-gréviste) a le droit de s'endormir sur le micro en miaulant « *Je trouve assez lamentable de ne pas pouvoir travailler* ». Quand l'heure du bilan chiffré des manifestations doit malgré tout arriver, Jacques Legros ou la journaliste « jaune » de service



à France 2 tentent de le minimiser : « *Plusieurs milliers de manifestants ici à Paris* », soupirent-ils. Ils mentent : ce chiffre avoisine 250 000.

Le PPA déteste les grévistes. Ses agents mentent pour protéger les propriétaires des médias et leurs amis (Martin Bouygues et Bernard Arnault ont, par exemple, été les témoins de mariage de Nicolas Sarkozy dont l'ex-balladurien Jean-Marie Colombani est devenu l'un des propagandistes). Anne Sinclair se demande si elle va pouvoir continuer à saliver chaque samedi sur RTL devant un grand patron ami de son mari Dominique Strauss-Kahn en « *s'attachant à faire s'exprimer différemment ces managers* ».

L'analyse (provisoire) des criaileries antisociales du journalisme gavé d'euros ne serait pas complète sans une évocation des talents sans égal de Christine Ockrent en la matière. Il y a quelques années, elle pleurnichait déjà : « *Les patrons en France ont mauvaise presse. On les entend à peine dans le débat public. Cette frilosité des grands patrons à s'exprimer sur des sujets d'intérêt général constitue une vraie carence de la démocratie. Ainsi s'expliquent la diabolisation et la complaisance pour une culture de conflit plutôt que de compromis. A chaque péripétie sociale, on le vérifie, on s'en lamente et rien ne change à cette forme d'infirmité que ne partagent pas nos voisins européens.* » (3) Plus récemment, en novembre dernier, elle avouait son amour pour le petit tyran moustachu pro-américain José Maria Aznar : « *Entraînant les syndicats dans un dialogue social efficace, il va réussir plusieurs des réformes sur lesquelles échouera le gouvernement Juppé, notamment les retraites et la fonction publique* » (*Métro*, 22.11.02). Là, deux jours avant la grève du 13 mai, elle invite sur France 3 Alain Lambert, ministre ultra-libéral du budget. Ockrent roucoule de bonheur quand le ministre, qui vient de s'octroyer une augmentation de salaire de plus de 70%, explique qu'« *il faut que les épaules les plus faibles conservent la dignité en portant une part du fardeau collectif.* » Puis, pour débattre avec Lambert, Ockrent ose lui « opposer » un ... « *économiste libéral* », Nicolas Baverez, connu pour avoir écrit que Raffarin s'était « *couché devant Blondel* ». Baverez, qui doit rêver du jour où l'armée américaine tirera sur les grévistes français, pontifie et jappe de joie devant son ami Christine : « *Les États qui réussissent les — États-Unis et le Royaume-Uni — sont des États qui font des réformes.* » « Réformes » : ce sont en effet deux États où les pauvres triment pour des miettes — et jusqu'à l'heure de leur mort.

Le 13 mai 1968 plus d'un million de manifestants avaient clamé leur haine du capitalisme avant d'occuper leurs usines et leurs bureaux. Du 13 mai 2003, Jean-Michel Blier, un suce-micro moustachu qui participe régulièrement à l'émission d'Ockrent, a retenu une autre leçon : celle de Christine Ockrent, d'Alain Lambert, de José Maria Aznar et de Nicolas Baverez. Il couine donc son amertume sur France Info : « *Le mouvement a été très largement suivi. Faut-il en déduire que décidément les Français n'aiment pas les réformes ?* »

Non, pauvre dindon, ce que les Français détestent, c'est le Parti de la presse et de l'argent. Et PLPL détruira le PPA.

Son site est au service de la grève.

Vive la Sardonie libre !

(1) Conseiller de François Fillon, Raymond Soubie a obtenu que sa société Altédia, grâce à laquelle il est devenu milliardaire, se voit confier par l'État – c'est-à-dire par le contribuable – la charge très lucrative d'« informer » la fonction publique » sur les mérites de la « réforme » Fillon dont l'objectif est de faire travailler les Français d'origine populaire jusqu'à leur mort. (voir "Raymond Soubie, un grand architecte de la démolition sociale", PLPL, n°9, avril 2002)

(2) Acteurs de l'économie, 39, Lyon, février 2003.

(3) Christine Ockrent, *Les Grands patrons*, Plon, 1998, p. 8.

(4) <http://www.plpl.org/>

**POUR LIRE PAS LU - BP 2326, 13213 Marseille cedex**

## **RETRAITES À VAU-L'EAU ET VIES PAR DÉFAUT CONTRE LE CAPITAL : ASSAUT!**

Comme Jospin répondant au mouvement des chômeurs de fin 1997 début 1998 en disant que la société doit être fondée sur le travail et non pas sur l'assistance<sup>69</sup>, Raffarin, Fillon et le MEDEF nous disent aujourd'hui qu'il faudra travailler plus, puisque nous vivons plus longtemps. Comment dire plus abruptement que le système de retraite n'est viable que tant que les individus n'en profitent pas ou peu longtemps? Et effectivement, le système mis en place à l'orée des « Trente Glorieuses » fonctionnait sur un parfait cynisme : en dehors de la fonction publique et de ses régimes spéciaux, la retraite à 65 ans s'appliquait à des ouvriers (40 à 50% de la population active à l'époque) dont la durée de vie moyenne s'arrêtait aux alentours de 60 ans! Pour beaucoup, « la mort au travail » était le seul mérite ouvrant paradoxalement au droit à la retraite<sup>70</sup>. La retraite devait se mériter par toute la peine du monde, même si la lutte séculaire pour l'abaissement du temps de travail pouvait aussi conduire à l'abaissement de l'âge de la retraite (passage à 60 ans en 1981). Mais aujourd'hui, dans le cadre de notre société vieillissante et hédoniste, la retraite apparaît comme la chance d'une nouvelle vie et non plus comme une récompense pour service rendu. La retraite désigne alors l'espoir d'une vie au-delà du travail dit socialement nécessaire et défendre la retraite revient à affirmer que le sens de notre existence ne se réduit pas à ce travail : nous voulons justement la retraite pour ne pas crever<sup>71</sup> au boulot. C'est un peu comme si la critique prolétarienne du travail amorcée dans les grandes luttes de la fin des années 60-70 mais déclinante à partir de la restructuration des rapports sociaux de la fin des années 70-début 80, s'était repliée sur la défense des retraites; comme si le temps de la retraite permettait de prendre de la distance critique — et donc de combattre, mais combattre par défaut puisqu'on est devenu « inactif »— vis-à-vis de cette activité professionnelle que le capital a attaquée non seulement en liquidant des masses de force de travail mais aussi en épuisant la centralité du travail.

Dès lors, que nous dit le nouveau projet de réforme des retraites ? Qu'il faudra travailler plus longtemps ou alors accepter une diminution des pensions ou même, dans une version plus radicale : travailler davantage pour une retraite moindre. Dans tous les cas, il s'agit de prendre acte que le Progrès n'engendre plus forcément le progrès social<sup>72</sup>. Ce qui est masqué par ce discours, c'est la crise du travail et le discours du capital qui énonce que le travail est toujours au centre de la société alors que dans la pratique il le détruit de plus en plus. C'est en effet le même MEDEF qui pousse à la radicalisation de la réforme et qui exige à la fois le passage aux 40 annuités de cotisation et le développement effréné des systèmes de pré-retraite dans le secteur privé. Dans certaines branches, de grosses entreprises envisagent d'abaisser jusqu'à 50 ans<sup>73</sup> l'âge de départ de leur personnel, non seulement parce qu'elles ne veulent plus de la vieille force de travail, mais parce que celle-ci est partout surnuméraire. Tous les partants ne seront pas remplacés et le dégraissage se fera ainsi en douceur. Quand nous disons surnuméraire, c'est bien entendu par rapport aux nécessités de la valorisation qu'il faut le comprendre. Contrairement à ce que pensent Attac et tous les tenants du social contre l'économie, le capital n'a pas vocation à la philanthropie et quand il accorde des avantages, c'est toujours dans le cadre d'un certain rapport de force et devant la nécessité de reproduire les rapports sociaux qui l'engendrent. Si aujourd'hui, le rapport de force est si défavorable aux travailleurs salariés<sup>74</sup>, ce n'est pas parce qu'une offensive des méchants néo-libéraux

---

<sup>69</sup> En réponse à la revendication d'un revenu garanti avancée par certaines organisations de chômeurs.

<sup>70</sup> C'est d'ailleurs par conscience de cette entourloupe que la mise en place des assurances sociales qui précéderent le système de Sécurité Sociale rencontra une sourde méfiance de la part de la classe ouvrière avant que les syndicats ne s'y rallient.

<sup>71</sup> Ce terme est à prendre au sens large et ne se réfère pas uniquement aux accidents du travail et maladies professionnelles dûment répertoriées.

<sup>72</sup> Malgré le cynisme dont nous avons parlé plus haut, c'est ce que présupposait le compromis de classes passé pendant la période des "Trente glorieuses" et ce qui a été appelé le "mode de régulation fordiste" de la contradiction capital/travail.

<sup>73</sup> Hewlett-Packard France vient de l'accorder à 53 ans, à des conditions exceptionnellement bonnes, et de nombreuses grandes entreprises de l'informatique et de la banque ou des assurances souhaitent étendre cette pratique.

<sup>74</sup> Si nous ne nous référons plus à la "classe du travail", c'est qu'elle a perdu à la fois sa dimension objective de classe productive (désormais tout est productif pour le capital) et sa dimension subjective de classe porteuse de conscience antagonique. Cette évolution apparaît, entre autres, dans le fait que le salarié du secteur public longtemps considéré comme un représentant des classes moyennes ou plus prosaïquement comme un nanti, représente en fait l'une des dernières figures du

aurait été lancée contre eux depuis l'ère Thatcher-Reagan, mais parce qu'ils ne sont plus au centre du procès de valorisation. Si à certains moments (1979 et début des années 80) et en certains endroits (mines anglaises, sidérurgie française) cela a pu prendre l'allure du combat de classes, c'est qu'il s'agissait encore de réduire les dernières poches de résistance liées à l'ancien antagonisme de classe dans le procès de production.

La production de « richesses » dépend de moins en moins d'un travail vivant de plus en plus remplacé par le travail passé (le capital fixe : les machines, et les flux informationnels) et la valorisation se réalise toujours plus en dehors de la stricte sphère productive. C'est d'ailleurs pour cette raison que des voix s'élèvent parfois pour faire cotiser les machines quand elles remplacent le travail vivant. Ce n'est toutefois pas une solution capitaliste puisque cela reviendrait à limiter le processus de substitution capital/travail qui est à la base des gains de productivité. Une telle perspective nécessiterait au minimum une stabilisation du cycle actuel de croissance dans le sens d'un accroissement de la taille des marchés, limitant la guerre économique pour les parts de marché. Or nous sommes plutôt dans une phase déflationniste qui produit l'effet inverse.

Le travail a donc surtout, aujourd'hui, une valeur idéologique et disciplinaire : les métiers sont détruits et les emplois se multiplient quand même ! Si on entend par « travail humainement nécessaire », cette partie de l'activité humaine, évidemment coordonnée, qui permet la vie de l'espèce et son bien-être, une fois un certain seuil technique atteint, celle-ci n'occupe plus qu'une partie assez limitée du travail effectif des individus, alors qu'on impose toujours plus de nouveaux types d'emplois au rôle principalement bureaucratique, ou social, ou directement répressif.

Alors qu'il existe déjà, au moins dans les pays dominants, tous les présupposés matériels et intellectuels pour une vie riche et agréable, le Pouvoir cherche à maintenir l'idéologie de la rareté et donc celle du travail<sup>75</sup> pendant que le capital s'évertue à créer de nouveaux besoins et à les transformer en produits, en emplois. Bien malin alors qui peut déterminer quel travail est vraiment encore nécessaire et il devient donc très facile de créer et détruire des emplois qui n'ont d'autres finalités que de permettre la reproduction des rapports sociaux par le traitement social du chômage et de "l'insécurité". On en a un exemple concret avec les "emplois-jeunes" qui ont partout été dénoncés à leur mise en place comme de faux emplois et qui sont aujourd'hui défendus par ceux-là mêmes qui les critiquaient, maintenant que l'État veut les supprimer. Il est impossible de sortir de ce genre de dilemme et donc d'une défense de principe de catégories artificiellement créées sans poser globalement la question du travail et donc du sens des activités humaines.

A la production pour la production de la phase progressiste du capitalisme (c'est le travail ou plus exactement la force de travail qui produit la richesse) a succédé la reproduction pour la reproduction dans laquelle c'est le sens même de l'activité qui se perd (c'est la richesse à qui on demande de produire des emplois comme le laisse entendre la ritournelle sur "l'entreprise citoyenne"). Alors à quoi rime ce théâtre de marionnettes où s'affichent gouvernement et syndicats discutant avec animation, mais méthode, pour savoir si 37,5 années sont suffisantes ou bien si, finalement, il en faut au moins 40 et à terme 42, alors que tous disent être d'accord sur la nécessité d'une réforme... dans ce cadre absurde d'un travail imposé au contenu de plus en plus flou, évanescant, voire insensé ?

Tous sont d'accord pour faire des efforts, à condition de les partager, tous sont d'accord pour assainir une économie "malade" alors qu'il est évident que la maladie est dans le système capitaliste lui-même. Comme à l'époque de Juppé et de la réforme de la Sécurité sociale en 1995, comme en 2000 avec le dangereux provocateur Allègre, on nous ressort que c'est un problème de communication, que certains

---

salarié de type fordiste avec ceux des très grandes entreprises privées, c'est-à-dire des salariés qui bénéficiaient d'un statut et de droits garantis dans le cadre de l'intégration de la classe du travail dans la société du capital, dans une phase où la force de travail n'était pas encore devenue inessentielle à la valorisation. C'est à ce titre qu'il cherche à maintenir, si ce n'est le fil rouge de la guerre de classe, du moins celui de la défense des acquis de la lutte des classes. Il est donc secondaire et même faux d'insister sur le caractère inter-classiste du mouvement actuel ou de chercher à opposer des fonctionnaires aux ouvriers productifs comme si les premiers ne faisaient que profiter des luttes passées et que jouir de la production actuelle de richesse réalisée par les seconds.

<sup>75</sup> Le travail n'est évidemment pas qu'une idéologie, mais en dehors du fait qu'il peut parfois apparaître comme une "malédiction", nous préférons mettre l'accent sur le fait qu'il est une contradiction, celle d'une activité humaine qui s'est exprimée historiquement sous la forme : 1) d'une séparation entre l'activité travail et le reste des activités, avec tout ce qui en découle du point de vue de l'organisation des rapports sociaux (séparation travail/temps libre, séparation vie active/retraite) ; une division du travail grosse de la domination de groupes puis de classes sur d'autres ; une forme d'exploitation spécifique à chaque phase historique (esclavage, servage, salariat).

syndicats se disent choqués par la méthode, par les erreurs de Ferry, car enfin, il y a manière et manière. On demande de vraies négociations alors que la « nécessité » de la réforme oblitère toute négociation en la transformant en de sinistres comptes d'apothicaires quant aux conditions de notre survie. Pour ne prendre qu'un exemple, quand les syndicats et le gouvernement discutent à perte de vue pour savoir si on ne pourrait pas faire un petit quelque chose pour ceux qui ont un travail dur et qui ont commencé à travailler à 14 ou 16 ans, on ne peut mieux exprimer combien l'extorsion de sueur et d'intelligence a peu servi à l'édification d'un progrès social dont on nous a pourtant rebattu les oreilles.

Il s'agit d'affirmer notre existence plutôt que leur retraite en échange de toute une vie au travail et pour le capital. Et de l'affirmer maintenant, à un moment où la crise du travail induit une altération du modèle classique du salariat tel qu'on l'a connu dans les deux premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle; un salariat qui universalisait une certaine condition sociale et unifiait, malgré les différences, la plus grande partie des travailleurs (cf. l'image de la "forteresse ouvrière"). En effet, aujourd'hui, il n'est plus que la structure externe d'un rapport social qui a tendance à perdre sa substance. Les "plans sociaux" succèdent aux "plans sociaux", mais le capital ne sait pas comment occuper ses chômeurs et rêve de transformer les RMistes en RMastes! Il produit des individus dépossédés de tout, c'est-à-dire même de l'espoir d'un travail et donc d'une retraite. Contre ce processus, il s'agit donc d'affirmer une vie humaine qui n'est pas réductible à une identification : au service public ou à une professionnalité comme ce fut encore affirmé par les mouvements de 1986 et de 1995 (mais ce fut aussi leur limite), ce qui ne veut pas dire que cette vie est désincarnée. Elle est bien inscrite dans des rapports sociaux, même si elle n'est plus organisée uniquement à partir du travail mais aussi dans des activités dont certaines échappent, encore, non seulement à la marchandisation des activités, mais aussi à l'inscription dans les structures du système de reproduction capitaliste : réseaux d'entraide, associations non subventionnées, "lieux de vie" et d'alternatives diverses. Il ne s'agit pas de les mythifier, mais de reconnaître leur existence et leur rôle dans la désintégration des rapports sociaux capitalisés.

**C'est paradoxalement ce que semble soulever l'appel à la grève générale qui, cette fois, dépasse le cercle étroit des spécialistes et propriétaires du slogan. Plus que la défense de quelque chose, par exemple du service public, il manifeste la nécessité d'un blocage général parce que la situation serait encore plus grave qu'en 1995. Et quand on parle de blocage, il ne s'agit pas seulement d'une référence au blocage de la production (plus personne n'y croit vraiment comme arme absolue et encore moins comme possibilité, et surtout pas les travailleurs "à la production" qui sont bien placés pour voir comment celle-ci s'est transformée et en quoi elle leur échappe encore plus), mais d'un blocage dans lequel chacun à sa place pourrait avoir un rôle, comme parent, comme salarié, comme consommateur, comme retraité, etc. Il ne fait pas de doute que certains mouvements de ces dernières années : unité parents-enseignants-élèves dans les luttes scolaires depuis 1998, lutte contre les OGM et la "malbouffe" et enfin mouvement anti-globalisation, ont joué un rôle dans l'idée que cela ne pouvait plus continuer ainsi, mais cela reste au niveau de l'idée et se situe en dehors de toute perspective aussi bien pratique que théorique et politique. Ainsi, on n'a pas entendu, dans les manifestations actuelles, d'appel à convergence avec l'anti-G8 d'Evian, même à Lyon où pourtant se réunissait un des principaux collectifs "altermondialisation"<sup>76</sup>.**

Pour que la grève générale ne soit pas qu'un simple slogan ou une soupape de sécurité ponctuelle, il faut créer les conditions d'une lutte contre la logique même de ce système; une lutte qui mette en question tous ses rapports constitutifs : travail/revenu, capital/travail, travail/activité, social/politique, articulation local/national/mondial, rapport à la nature<sup>77</sup>.

Le mouvement n'en est pas encore là. Comme en 1995 il critique la domination du "tout économique", mais visiblement, ce n'est plus que le fait de la base, la direction de la CGT ayant rejoint

---

<sup>76</sup> Toutefois, à la dernière AG de mai à la Bourse du travail de Lyon, il y a eu des propositions pour aller collectivement, entre grévistes...et à prix gréviste, rejoindre les manifestants anti-G8. Tout récemment, à l'initiative des directions des organisations syndicales et des associations, la jonction avec le mouvement contre la réforme des retraites a été débattue dans les AG des villages anti-G d'Annemasse. Il est globalement apparu que cette jonction n'était pas véritablement ressentie comme décisive par les participants au motif que les objectifs de cette lutte ne seraient pas assez « généraux », ne concerneraient pas tous les problèmes de « l'humanité ». Mais sans percevoir que cette exigence d'universalité tourne bien court lorsque beaucoup des « altermondialistes » acceptent finalement l'essentiel de la capitalisation du monde sauf... lorsqu'elle est conduite par le « néo-libéralisme »!...

<sup>77</sup> Cela doit permettre d'éviter aussi bien les "solutions" partielles (le revenu garanti ou d'existence) que les attaques radicales mal centrées ("La retraite on s'en fout, ce qu'on veut c'est ne plus bosser du tout").

pratiquement la position sur la nécessité de la réforme<sup>78</sup>. Quant au niveau politique il affleure par la bande. En effet, la particularité des élections de 2002 fait que si le pouvoir de Chirac garde une certaine légitimité, encore renforcée par sa position sur l'Irak, son gouvernement n'en a aucune car il paraît avoir volé la victoire à son chef. D'où la passe d'armes entre manifestants scandant "le pouvoir est dans la rue" et le Premier ministre venant rappeler que justement non, le pouvoir n'était pas dans la rue, mais au parlement. Ce fait ne peut que désinhiber le mouvement et l'inciter à ne pas rester sur la défensive, à exiger au moins, de manière non négociable, le retour aux 37,5 annuités pour tous.

Mais tout cela reste gros de fausse conscience, même par rapport au mouvement de 1995 qui exprimait un rapport contradictoire à l'État, celui-ci étant à la fois garant du service public et incapable de maintenir sa mission. Or, à travers sa position contre la décentralisation, le mouvement actuel se montre encore plus dépendant de l'État. Ressentant la régionalisation comme une crise de l'État-nation républicain, le mouvement, surtout enseignant, se bloque sur des symboles<sup>79</sup> qui ne sont déjà plus des représentations adéquates d'une école qui n'est pas celle des années 60/70, celle du passage de l'école de classe à l'école de masse. Est-il pertinent d'avancer que la décentralisation contiendrait un risque d'accroissement de l'inégalité sociale entre d'un côté une dévalorisation de l'enseignement ouvrant vers une école à deux vitesses avec un secteur public sacrifié où sévirait la garderie et de l'autre, le fait que par la régionalisation l'école s'adapterait à l'entreprise? Cette hypothèse n'est pas recevable, ni d'un point de vue gestionnaire (la première décentralisation des années 80, déjà critiquée sur cette base avec la remise aux départements et régions de l'équipement et de l'entretien des collèges et lycées n'aurait pas en elle-même accru les inégalités)<sup>80</sup>; ni d'un point de vue politique : l'école reste un enjeu politique, même pour un État-nation en crise ; ni d'un point de vue économique: comme nous l'avons dit plus haut, il n'y a plus rien à adapter à l'entreprise quand la force de travail est de plus en plus inessentielle et que les qualifications individuelles s'effacent devant une demande de qualification sociale qui ne nécessite qu'un petit peu de "culture commune"<sup>81</sup> et une formation sur le tas en deux jours. S'il se met bien en place une certaine professionnalisation des cursus et des diplômes, c'est bien plus d'une adaptation au consumérisme d'une partie des étudiants dont il s'agit que d'une adaptation productiviste au marché de l'emploi. Les formations hyper-spécialisées qui s'y développent sont autant de trappes à chômage à moyen terme. Plus que d'une soumission au joug des patrons, qui demandent toujours tout et son contraire, on a affaire ici à une dévalorisation des formations quand leur contenu et leur étendue se rétrécissent comme peau de chagrin.

Alors même que la crise de la politique vide l'État de tout contenu stratégique face à une Europe des régions, ce rattachement à l'État-Providence (dans tous les sens du terme) empêche le mouvement de trouver son autonomie politique alors qu'il démontre pourtant une assez grande capacité d'auto-organisation<sup>82</sup>. C'est comme si le mouvement était paralysé devant la dynamique du capital, l'autonomisation des institutions. Il se produit alors un double mouvement inverse : alors que le capital se répand sur les chemins de l'autonomie (ancienne revendication des étudiants en 68), le mouvement se rétracte sur l'État en tant que pouvoir central, sur ce qu'il croit être encore le garant du compromis social et de la démocratie.

---

<sup>78</sup> La CGT, peut-être pour céder à la mode de l'équité, sûrement par souci de ne pas heurter ses gros bataillons du privé, est d'accord sur un allongement des cotisations du public aux 40 ans...à condition que les retraites soient revalorisées. Décidément l'idéologie du travail est quelque chose de bien partagé! Quant au jeune premier du mouvement cheminot de 1995, B. Thibault, il fréquente aujourd'hui les coulisses du congrès du PS, signifiant par là à quel point son syndicat est prisonnier de sa nouvelle stratégie de recentrage : pour se distinguer de la CFDT, il ne peut que pousser à la grève, même si c'est du bout des lèvres, dans des secteurs essentiels à la reproduction comme La Poste ou la SNCF; mais pour remplacer une CFDT déconsidérée comme interlocuteur privilégié de l'État et du patronat, il ne peut réellement envisager d'aller au bout de l'épreuve de force.

<sup>79</sup> Le ministère de l'Éducation Nationale devenant ministère de l'Éducation semble être la guêpe qui a piqué certains enseignants. Au début de son septennat, Giscard d'Estaing avait déjà réalisé l'opération, sans réaction à l'époque.

<sup>80</sup> Cf. l'article de Cl. Thélot dans *Le Monde* du 28/05/03.

<sup>81</sup> A ce sujet, le modèle est américain. Aux États-Unis, le capital ne produit plus ni sa force de travail de base (il la jette en prison), ni son élite qu'il fait venir de l'étranger sans être obligé d'en assumer le coût de formation. Ce système, parfaitement cynique, n'est pour le moment pas exportable en France tant que l'enjeu de l'école, comme d'ailleurs celui de tout le secteur de la reproduction (santé, transports, communications) y reste politique.

<sup>82</sup> C'est net dans l'éducation où, le mouvement, fort de son expérience des luttes de Seine-Saint-Denis en 1998 et contre Allègre en 2000, court-circuite quelque peu les syndicats par les réseaux de coordination et d'information qui débattent en A.G. et sur internet des modalités de la lutte.

La conséquence, c'est que le système peut être bloqué...sans qu'il soit fondamentalement remis en cause. Le blocage n'est alors plus que théorique quand, par exemple, les enseignants se lancent dans les atermoiements habituels sur la question des examens et que les cheminots reculent leur entrée dans la grève reconductible à l'après pont de l'Ascension. Il ne s'agit toutefois pas de prôner un immédiatisme démagogique comme on le voit fleurir actuellement sur le net avec des propositions de mettre 20/20 à tous les candidats et de laisser passer tous les élèves dans la classe supérieure. Ce serait mettre la charrue avant les bœufs et imaginer radicaliser des moyens de lutte dans un mouvement dont les buts restent pour l'instant peu radicaux. Mais un mouvement qui cherche sa radicalité peut commencer à la trouver, par exemple, en boycottant les examens et les concours comme le font les étudiants et certains enseignants de Perpignan, de Toulouse et de Nice. S'ils sont conséquents et que le mouvement s'amplifie et s'approfondit, ils ne peuvent que se poser la question du bien-fondé même des examens et des concours. Il ne s'agira alors plus de défendre l'égalité formelle des scolarisés, ni que les petites facs résistent aux grosses, mais de remettre en cause tout un système.

La seule stratégie qui peut dépasser les divergences d'intérêt immédiat, c'est celle qui permet de développer un mouvement qui, en s'approfondissant, montre à tous que cela vaut le coup de s'y mouiller après n'avoir fait que s'y plonger ou le regarder avec sympathie. C'est aussi comme cela qu'on peut éviter le piège de la gestion au cas par cas mise en place par l'Etat. Celle-ci vise à découper en tranches les salariés du public. Elle isole tout d'abord la fonction publique des entreprises publiques à statut spécial, puis elle isole les enseignants, les plus nombreux, du reste des fonctionnaires en les faisant se précipiter sur le chiffon rouge de la décentralisation. Il suffit alors de céder là-dessus pour espérer faire passer l'essentiel, c'est-à-dire la réforme des retraites puisque la catégorie momentanément en pointe de la lutte devrait ainsi rentrer dans le rang et la menace d'un boycott des examens s'évanouir. C'est le scénario prévu, mais ce qui se passera réellement dépend de nous tous.

Quand le mouvement est suffisamment global et fort, plus personne ne parle de prise d'otages et de conscience professionnelle! Pour cela, il faut effectivement aller à l'épreuve de force, mais pas pour défendre ce qui existe : ce n'est pas parce qu'on est contre leur décentralisation qu'on doit être pour "notre" centralisation, ce n'est pas parce que l'on est contre leurs 40 ans que l'on est pour "nos" 37,5 ...et des millions de chômeurs...

### **Temps critiques**

Contact :

BP 2005. 34024 Montpellier Cedex01

e-mail : [tempscritiques@multimania.com](mailto:tempscritiques@multimania.com)

site : <http://membres.lycos.fr/tempscritiques>

(1<sup>er</sup> juin 2003.)

## **QUALIFIER LA GRÈVE POUR CATALYSER LES LUTTES**

**Il faut revenir sur le caractère indirect de la critique du travail** que représente la lutte sur les retraites. La critique ne peut être du même ordre que celle de la fin des années 60-début 80, quand il n'y avait pas encore véritablement de problème de chômage<sup>83</sup>.

Contrairement à tout ce qui s'est dit au niveau médiatique et politicard sur le caractère corporatif du mouvement, on y trouve bien des ferments de dépassement de la notion d'intérêt. Ce serait une erreur de ne concevoir l'entrée dans la grève des travailleurs des transports comme relevant essentiellement de leur intérêt bien compris en tant que salariés qui seraient prochainement visés par des mesures identiques<sup>84</sup>. Ce mouvement constitue comme la trace d'un fil historique des luttes de classes qui s'est rompu à la fin des années 70-début des années 80 (défaite du mouvement italien, répression des grandes grèves des mineurs et de la sidérurgie en GB et France d'un côté; restructuration du capital et intensification de l'individualisation de l'autre). Cette trace court depuis les mouvements de 1986 et surtout du "Tous ensemble" de 1995. Dans ces trois cas (1986, 1995, 2003), les cheminots s'y retrouvent impliqués avec de nouvelles catégories de salariés sans tradition de luttes ou avec des traditions forts différentes. Ce sont les cheminots qui alors perpétuent cette mémoire des luttes. Comme ils le disent souvent, ils se sentent investis d'une responsabilité.

Si la lutte apparaît parfois comme une lutte pour la lutte<sup>85</sup>, c'est parce qu'il n'y a plus d'affirmation possible ni de la classe du travail ni du travail lui-même. Les grèves desesperados de Cellatex et d'ailleurs l'avait déjà manifesté : ce n'est plus que dans la lutte que les salariés, réduits à des catégories sociologiques dévalorisées, peuvent trouver une unité sans, pour le moment en tout cas, tenir le rôle de l'ancien sujet historique de la révolution.

Cette dimension d'une visée révolutionnaire par défaut apparaît aussi dans l'incapacité du mouvement à exprimer une rupture avec toute politique de réforme, alors même que la plupart de ses protagonistes pensent que l'actuelle "réforme Fillon" n'est pas fiable. La marge de manœuvre n'est alors plus qu'entre les 40 ans d'annuités plus ou moins acceptés par les grands syndicats et le statu quo des 37,5 annuités qui devraient pouvoir être financées par d'autres moyens (en taxant le capital et les profits etc<sup>86</sup>). Or du point de vue économique, il n'y a pas de solution. Tous les experts se renvoient réformes et contre-réformes sans avoir trop de mal à démontrer l'inanité des unes par rapport aux autres. Cela s'est ressenti aussi parmi les manifestants, dans l'ambiguïté de la coexistence entre deux slogans : l'un sur les 37,5 annuités pour tous, ce qui est une acceptation de l'ancien système et l'autre sur le retrait pur et simple de la réforme qui présente l'avantage de ne pas se prononcer par rapport à une quelconque "nécessité économique".

C'est que l'heure n'est plus au réformisme c'est-à-dire à un véritable projet d'ensemble, à moyen ou long terme, qui permette un changement social au sein d'un système qui reste capitaliste (c'est le sens de toute restructuration réussie des rapports sociaux, de tout mode de régulation institutionnel<sup>87</sup>). Ce qu'on nous sert maintenant, ce sont des réformes sans réformisme ni réformateurs. Mais il faut aussi constater que l'heure n'est pas non plus à la révolution.

C'est pour cela qu'une critique des syndicats, si elle est nécessaire, ne s'avère pas suffisante. Nous savons que depuis la fin du syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire depuis la guerre de 1914 (depuis

---

<sup>83</sup> C'est cet aspect de la lutte que Ch. Charrier néglige quand il insiste sur le caractère "lutte pour la lutte" du mouvement. Cf. l'article "Le mouvement de mai-juin 2003 et l'immédiateté des classes" sur le site : <http://lamaterielle.chez.tiscali.fr:index.html>

<sup>84</sup> Comme le dit Charrier dans le texte précité: "Non pas en lutte pour mais parce que..."

<sup>85</sup> Par exemple dans le "Tous ensemble" de 1995, l'unité affective semble parfois l'emporter sur l'exigence revendicative du retrait de la réforme Juppé.

<sup>86</sup> On aura eu droit à toute l'ignominie de la pensée de gauche, avec, par exemple, un tract de la FSU 04 selon lequel, la baisse des retraites : "c'est freiner la consommation et donc aussi pénaliser les entreprises" (cité dans une "Déclaration concernant la récente attaque contre le malheureux reste de survie concédé par la société capitaliste", texte signé "Quelques parents en rage").

<sup>87</sup> Ce fut le sens des réformes d'après mai 68, celles qui opérèrent l'autonomisation et la particularisation de l'ensemble des institutions de l'ancienne société de classe.

1937 en Espagne) avec la mise en place d'une domination capitaliste et non plus seulement bourgeoise, le syndicat n'est plus que le défenseur de la valeur de la force de travail au sein du capital, mais il reste ce représentant malgré tout. Il ne sert donc à rien de clamer depuis des décennies que les syndicats trahissent ou qu'ils remplissent trop bien leur rôle d'intégration de la classe du travail au sein du capital. Nous savons très bien que le nombre de cartes syndicales déchirées par dégoût au cours d'un conflit et le nombre de cartes reprises dans le cours quotidien de l'exploitation s'équilibrent à peu près, même si cela ne recouvre pas les mêmes personnes. De plus, le processus de désyndicalisation que nous connaissons n'est pas dû à une distorsion entre ces deux données mais à une profonde transformation des rapports sociaux et des rapports de force. Les syndicats ont suivi cette évolution et la CFDT est par exemple passée du gauchisme de terrain dans les années 60-70 à la cogestion et au syndicalisme de lobbying à partir des années 80. Que dire aussi de la CGT qui, d'un côté amorce un recentrage mais qui, d'un autre, dans la région parisienne par exemple, se livre à des appels du pied auprès de militants de Lutte Ouvrière qu'elle avait elle-même précédemment exclus ? A la recherche de militants perdus, elle est maintenant prête à accepter et utiliser leur activisme tant que la direction de LO ne se distingue pas ouvertement de celle de la CGT sur le conflit en cours<sup>88</sup>; à accepter aussi la démocratie des AG et enfin à accepter la présence de coordinations aux côtés de l'intersyndicale comme ce fut le cas à Paris et Marseille, du moins tant que celles-ci ne débouchent que sur un appel désespéré de "la base" en direction de la CGT, pour la grève générale. La CGT et les syndicats en général découvrent que "l'autonomie" peut avoir du bon... tant qu'elle reste formelle et se situe dans le cadre des revendications syndicales<sup>89</sup>.

### **Du "Tous ensemble" à la grève générale.**

Avec la décomposition des classes et l'inessentialisation<sup>90</sup> de l'ancienne force de travail dans la valorisation, il n'y a plus d'unité des travailleurs en dehors de la lutte (c'est une des causes de la désyndicalisation). Ce qui a donné au mouvement de 95 comme à celui que nous venons de vivre sa dimension unitaire, c'est que dans les deux cas il part des travailleurs de la "reproduction" (reproduction du capital au sens productif pour ce qui est des secteurs des transports et des communications ; reproduction des rapports sociaux pour les enseignants, le secteur de la santé, les travailleurs sociaux, etc.) Sous des allures corporatistes que les médias ne manquent pas de mettre en évidence, ce mouvement a cherché à exprimer une unité subjective alors que l'unité objective fait défaut. C'est cette unité subjective que représente bien le "Tous ensemble". Il n'exprime pas le caractère interclassiste du mouvement, mais le dépassement de la problématique classiste. Toutefois, dans le capitalisme, tout dépassement qui reste partiel est englobé dans la dynamique du capital. C'est ce qu'on a pu voir avec l'apparition puis le développement du "citoyennisme", forme abâtardie et politicarde du "tous ensemble" qui a d'autant plus de facilité à s'exprimer que le mouvement reste majoritairement cantonné aux secteurs public et para- public.

Comment dès lors expliquer le passage du "tous ensemble" de 1995 à "grève générale" de 2003 alors que la décomposition des classes s'est encore accentuée et que le citoyennisme a prospéré et que sont même venus se greffer sur lui d'autres formes de contestation a-classiste à tendance radicale depuis Seattle et Gênes? Certains vont mettre en avant que les restructurations actuelles nous ramènent aux conditions des débuts de la révolution industrielle et donc aux conditions originelles de la lutte des classes, mais cela serait vrai si c'était justement les secteurs représentatifs de ces conditions qui se trouvaient au devant de la scène. Or, malgré une certaine force du mouvement des chômeurs en 98, il n'en est rien. On peut même s'étonner de l'absence d'intervention de cette composante alors que pourtant, comme nous le disons dans notre premier texte sur le mouvement de mai-juin 2003<sup>91</sup>, le mouvement posait bien en creux la question du travail et sa critique.

En 1995, le "tous ensemble" se situait plutôt face à l'État dans la défense des missions de service public et contre le démantèlement de l'État-providence. Le sens du "tous ensemble" était alors celui de la société contre l'État avec la limite qu'il n'est plus possible justement d'opposer une société civile à l'État

---

<sup>88</sup> LO a été la seule organisation d'extrême-gauche à ne pas appeler à la grève générale.

<sup>89</sup> C'est le cas des luttes enseignantes qui, même parties très tôt dans l'année (mars-avril) et sous des formes radicales, reprirent, sur la question de la décentralisation, tout l'argumentaire pavlovien des syndicats pro-étatiques.

<sup>90</sup> Par inessentialisation de la force de travail dans le processus de valorisation, nous n'entendons pas analyser la fin du travail, mais le fait que le travail vivant joue un rôle de plus en plus périphérique dans cette valorisation. Il ne s'agit pas non plus de dire que c'est dans la bulle financière que se réalise la valorisation, mais qu'il y a à la fois substitution de plus en plus importante de travail mort (machines, capital fixe) au travail vivant et développement de capital fictif (le crédit, les start up et tutti quanti).

<sup>91</sup> Cf. "Retraites à vau-l'eau et vies par défaut, contre le capital : Assaut!" *Temps critiques*, 3 juin 2003.



comme le faisait par exemple Marx quand il parlait d'une situation de crise qui fait que l'État est amené à ne plus représenter la société civile, mais seulement les intérêts capitalistes. Or l'État n'est plus un simple élément de la superstructure du capitalisme et il n'est plus non plus un extérieur à nous<sup>92</sup>. Le mouvement de mai-juin 2003 se situe davantage en référence au capital lui-même (retraites, temps de travail, critique du travail) dont l'État ne serait qu'une médiation. La revendication de la grève générale marque cette inflexion. Est-ce pour autant plus clair? Il y a bien un lien entre les deux mouvements : les retraites étaient déjà présentes dans le mouvement de 95 à travers la lutte des cheminots ; et le projet de décentralisation d'aujourd'hui perpétue, même à travers une fausse conscience, la question des services publics, de l'égalité et finalement celle d'une alternative à la société existante. Ainsi, on a pu voir de nombreuses banderoles ou slogans faisant explicitement le lien entre les deux mouvements : "Tous ensemble, tous ensemble, grève générale".

Pourquoi la CGT a-t-elle eu beau jeu de montrer que la grève générale ne sortait pas d'une pochette-surprise? En dehors de la volonté politique de s'y opposer<sup>93</sup> (il n'y a pas d'alternative politique disait Thibault), la CGT a eu une appréhension raisonnée d'un rapport de force originel défavorable. Si la grève est partout, en dehors des "temps forts" elle est très minoritaire, sauf dans certains secteurs de l'enseignement. Dans cette configuration, il y a deux choix possibles, soit ne pas se soucier de l'opinion publique et bloquer là où cela fait mal au risque de l'impopularité, soit essayer de devenir majoritaire non pas dans les secteurs de la lutte, mais dans l'opinion. La CGT a bien sûr choisi cette seconde option. Les positions de FO et de la CNT par rapport à la grève générale sont mieux cernables dans la mesure où pour FO, la grève générale ce n'est que la grève interprofessionnelle et la priorité donnée à l'action par le haut dans laquelle sa représentativité est surévaluée, alors que pour la CNT cet objectif renvoie à l'utopie d'une unité de classe à la base qui n'existe plus. Mais dans tous les cas, les syndicats et cela vaut aussi pour SUD et la CNT sont mal placés pour appréhender un mouvement qui contrairement à celui de 95, porte la critique du travail alors qu'ils le défendent<sup>94</sup> tous d'une façon ou d'une autre.

**On peut penser aussi que la grève générale a fonctionné comme un mythe politique dans une situation où elle est pourtant devenue anachronique : 1) parce qu'elle représentait l'arme des producteurs de la valeur alors que cette grève est essentiellement, comme en 95 d'ailleurs, celle des "reproducteurs" ; 2) parce qu'elle figurait l'unité subjective d'une classe objectivement constituée alors qu'il n'y a plus de classes "en soi" au sens de Marx, mais des catégories sociologiques ou/et des statuts qui s'opposent. La haine anti-fonctionnaire semble aujourd'hui beaucoup plus forte qu'en 95 et explique peut être le fait que la "grève par procuration" du privé constatée dans le précédent conflit ait été moins présente cette fois-ci. Dans ces conditions, comment généraliser la grève?**

**L'évolution des salariés de l'Éducation nationale est à cet égard frappante.**

Il ne s'agit pas de savoir s'ils sont productifs ou non, s'ils font partie de la classe moyenne ou du prolétariat, mais de noter les transformations aussi bien de l'institution scolaire que des enseignants eux-mêmes. Il y a une crise récurrente de l'institution qui se manifeste spectaculairement par une succession de réformes jamais vraiment abouties, une dévalorisation du métier et de ses conditions d'exercice alors

---

<sup>92</sup> Sur ces transformations de l'État, cf. *Temps critiques* n°13.

<sup>93</sup> En même temps que son "recentrage", la CGT adopte des méthodes de plus en plus subtiles pour orienter le mouvement en fonction de sa stratégie. Si elle s'oppose encore parfois frontalement au mouvement comme à la Poste (pas de préavis de grève déposé en dehors des quelques temps forts) ou à la RATP ("on n'est pas concerné"), elle utilise plutôt une tactique contra-cyclique : ainsi, à la SNCF, elle souffla le froid au moment du plus chaud (le 13 mai) et souffla le chaud au moment de la retombée (à partir du 10/12 juin). A noter aussi qu'elle a su exploiter le mot d'ordre de grève reconductible (qui fait aussi partie de la tradition gréviste cheminote) alors que nombreux pensaient que des actions tournantes de blocage seraient plus efficaces même si elles encouraient alors des sanctions pour atteinte à la continuité du service public. C'est aussi une manière détournée de signaler que la "démocratie ouvrière" a ses limites quand un mouvement est par trop minoritaire. La grève reconductible dont certains ont voulu faire une panacée, a d'ailleurs permis aux syndicats de bloquer l'extension des grèves dans les entreprises publiques car elle est techniquement plus difficile à mettre en place que la grève illimitée qui a prévalu en 95.

<sup>94</sup> Cette défense peut être directe quand c'est l'idéologie du travail qui est mise en avant dans la participation cédétiste à la refondation sociale ou dans l'idéologie des mains calleuses de la CGT, mais elle peut être indirecte, plus insidieuse quand on se met à vouloir distinguer les travaux pénibles des autres. C'est pourtant ce que font ouvertement la CFDT et la CGT et de manière plus feutrée la CNT, quand au détour d'une conversation de postiers "actifs" on apprend que ceux des bureaux pourraient bien aller jusqu'à 40 ans de cotisation-retraite puisque leurs conditions de travail ne sont pas si dures que cela comparées à celles d'autres postiers. Où on voit qu'il existe déjà des syndicalistes, y compris anarcho, prêts à établir les nouvelles règles de l'obligation au travail!

même que l'origine sociale des enseignants est aujourd'hui moins populaire qu'il y a 30 ou 50 ans. Le choc est donc grand et il est particulièrement ressenti aux deux extrêmes de la pyramide des âges du personnel de l'Éducation nationale, même si c'est plutôt chez les jeunes que l'on retrouve un positionnement qui les fait être des salariés avant d'être des enseignants. Les luttes enseignantes perdent alors leur caractère traditionnel de lutte spécifique sur l'école ou de force d'appoint pour la gauche politique et elles peuvent s'intégrer pleinement au mouvement d'ensemble. C'est aussi sur cette nouvelle base que des enseignants développent des actions moins traditionnelles et que le tabou d'une action sur le bac a pu être un moment levé. La limite reste pourtant que la radicalisation des moyens de lutte ne conduit à aucune radicalisation des contenus. Par exemple, empêcher le bac ne conduit pas à le critiquer, reconnaître publiquement que l'école est en crise et qu'elle ne fonctionne plus que parce que ses salariés jouent les pompiers de service, est une réflexion qui reste de l'ordre de la discussion privée. Ce qui en dernier ressort annule la radicalisation des moyens : si les profs sont pour le maintien du bac et des formes d'évaluations actuelles, ils ne l'empêcheront pas. Et c'est bien ce qui s'est produit.

**Dans les débats des assemblées d'enseignants grévistes, l'objectif du boycott du baccalauréat et des autres examens nationaux ne fut pas vraiment débattu. Même lorsqu'on ne suivait pas les injonctions des syndicats ("soyons responsables") et lorsqu'on se voyait assez fort pour affronter les menaces gouvernementales et l'opprobre de nombreux parents d'élèves, les implications politiques de cette lutte ne furent que rarement analysées. Or, il y avait bien là matière pour faire passer le mouvement à un stade supérieur d'intervention<sup>95</sup>. La lutte contre la dévalorisation des retraites ne pouvait que s'amplifier en contestant un examen qui n'est conservé que pour sa fonction de "pacte social démo-républicain", alors que les notes et les évaluations qu'il comporte sont toutes orientées vers une sélection des "compétences" individuelles capitalisables par le système.**

Mouvement social et position politique.

Marx, dans *Misère de la philosophie* — sa réponse au pamphlet de Proudhon *Philosophie de la misère* — fait remarquer : "Ne dîtes pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps". Mais de cette phrase il n'infère pas que le mouvement social soit forcément politique en même temps. La question est celle de la nature de ce qu'on appelle "mouvement social", quand les termes de lutte de classes, de mouvement ouvrier ou mouvement prolétarien écorchent la réalité. Pour nous, le mouvement de mai-juin 2003 est politique dans la mesure où il pose des questions qui sont indissociablement sociales et politiques comme celles du travail et de l'État; mais c'est autre chose que lui reconnaître une perspective politique. Si on veut essayer d'être plus concret, on peut remarquer que sur la question de l'État, le mouvement est au sens strict "réactionnaire" car il le critique de l'intérieur au nom d'un État idéal qui a trop tendance à ressembler à celui de l'âge d'or de sa forme providence et de son mode de régulation fordiste. C'est pour cela que le refus de la décentralisation se fait, chez les enseignants, sur une base politique jacobine<sup>96</sup> non avouée, mais très présente dans leur attachement à l'égalité des établissements, au caractère national des diplômes, etc.). Mais cette position se trouve en total porte-à-faux à la fois avec la réalité du redéploiement de l'État dans sa forme réseau<sup>97</sup>, qui ne correspond pas à la caricature qu'en font bien souvent certaines organisations syndicales et politiques et aussi avec la réalité d'un mouvement de moins en moins jacobin dans ses lieux d'expressions<sup>98</sup> comme dans ses modes de fonctionnement très éclatés. Les regroupements les plus prisés semblent être ceux au niveau d'un "bassin d'emploi" ou de

---

<sup>95</sup> En 1968, la contestation de l'institution des examens, dont certains comités d'action des facultés exigeaient d'abord le report, est devenue un objectif largement dépassé dès que la montée en puissance du mouvement a contesté l'ensemble de la société et tous ses modes de domestication.

<sup>96</sup> Jacobine et non pas citoyenne.

<sup>97</sup> Nous renvoyons toujours aux textes des n° 12 et 13 de *Temps critiques* (L'impliqué, 2001 et 2003). Mais pour faire bref, on peut dire que l'État-nation en crise se recentre sur ses fonctions régaliennes (c'est là que se maintient la position jacobine), mais explose et se dilue dans l'ensemble des rapports sociaux, rendant floue et donc non pertinente toute distinction entre État et société civile. C'est particulièrement net pour tout ce qui concerne "le social", mais c'est un mouvement qui remonte déjà à une dizaine d'années. Ce processus se trouve aujourd'hui renforcé par une entreprise telle que "la refondation sociale" dans laquelle la frontière entre loi et contrat s'estompe. Dans le même ordre d'idées, mais sur un autre terrain, ce sont les droits spécifiques des divers particularismes organisés en lobbies qui viennent concurrencer ou supplanter le Droit général.

<sup>98</sup> La Commune et Mai 68 ont été des mouvements surtout parisiens alors que depuis 95 et encore plus dans ce dernier mouvement, c'est en province que le mouvement a été le plus fort et surtout il a concerné quasiment toutes les villes, même les petites qui ont tenues à avoir leurs propres AG et manifestations. La grande messe de la manif nationale à Paris, comme en 1995, n'en était que plus déplacée, même si, invariablement, elle continue à compter un grand nombre de partisans.

recrutement pour les écoles. Il y a là assurément une raison de facilité rendue par la proximité, mais il y a aussi une recherche d'autonomie de la part du mouvement. Mais la contradiction entre cette autonomie formelle et la dépendance réelle au positionnement politique jacobin, empêche toute perspective. Pour prendre un exemple encore, il peut paraître étonnant que les étudiants de Perpignan, dont l'Université est un pur produit de la décentralisation précédente, n'aient pas saisi l'occasion du nouveau projet de décentralisation...pour proclamer leur université libre et "autonome", y compris à l'égard de la tutelle rectorale sur les examens! Nous ne sommes plus dans les années 60 à Berkeley, Berlin, Rome ou Nanterre! Cette absence de perspective n'est pas un obstacle en soi au déclenchement du mouvement et on peut même parier qu'en terme d'efficacité, la forme prise par la contestation de la réforme à Perpignan et dans quelques autres villes a provoqué au gouvernement une peur irraisonnée d'un nouveau mai 68 étudiant; d'où la décision de reporter la réforme des universités. Mais, sauf à Toulouse, les étudiants sont alors rentrés dans leur coquille.

**Ce mouvement comporte donc une indéniable dimension de critique du travail. Et en cela il contient un potentiel de lutte pour un prochain moment de rupture. Mais on ne peut se réjouir que les salariés des secteurs de la reproduction soient dévalorisés et traités de la même façon que de purs prolétaires (c'est-à-dire des individus dépossédés de tout) comme si la révolution avait à voir avec une question de pureté de classe. Bien au contraire, nous avons toujours affirmé que les moments révolutionnaires ont correspondu à des mixages entre classes<sup>99</sup> et c'est encore plus vrai aujourd'hui qu'il n'y a plus guère d'imagerie de classe. Par exemple, les enseignants, en abandonnant toute critique de leur propre activité quotidienne et en s'investissant dans une critique politique ponctuelle et partielle du système risquent de perdre de vue que c'est pourtant leur position particulière dans les rapports sociaux et la reproduction de ces rapports qui peut donner à leur lutte une dimension universalisable. Car dans cette société où les savoirs, les informations, les communications, la culture, les technosciences sont des opérateurs majeurs de la "création de valeur", des salariés de la reproduction renversant la dynamique capitaliste de leurs activités<sup>100</sup> se trouveront alors nécessairement en première ligne des bouleversements révolutionnaires à venir.**

#### **Temps critiques**

Contact :BP 2005. 34024 Montpellier Cedex01

e-mail : [tempscritiques@multimania.com](mailto:tempscritiques@multimania.com)

site : <http://membres.lycos.fr/tempscritiques>

1<sup>er</sup> juillet 2003

---

<sup>99</sup> Cf. par exemple le rôle des "artisans-ouvriers" dans la Première Internationale et l'influence de l'origine paysanne dans certaines révoltes ouvrières.

<sup>100</sup> C'est le sens de notre hypothèse qui nous fait mêler alternative et révolution et non pas les opposer.

Ce texte est extrait de *Débat militant*, lettre éditée par des militants de la LCR

10 juillet 2003 – n° 33

Contact : [debatmilitant@wanadoo.fr](mailto:debatmilitant@wanadoo.fr). Retrouvez tous les numéros de Débat militant sur [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

## **Chronique de la lutte pour le retrait des plans Fillon et Ferry**

Chirac et Jospin unanimes avaient affirmé au sommet de Barcelone en 2002 la nécessité de rallonger la durée des cotisations pour les retraites. Chirac avait fait du « chantier » des retraites, l'un de ses thèmes de campagne électorale. Ses 19,88 % du premier tour de la présidentielle transformés en 81,8 % au deuxième tour du fait du ralliement des partis de la gauche et des confédérations syndicales au « *sauveur de la démocratie républicaine* », la question était pour son gouvernement de relever le défi de faire mieux que la gauche : intégrer les confédérations syndicales au « dialogue social » pour faire passer la contre-réforme des retraites. Il savait qu'il jouait gros et que sur cette question, c'était le rapport de force entre le patronat, le gouvernement et les travailleurs, leurs organisations qui était en jeu. Il voulait éviter un novembre-décembre 95 qui avait débouché sur le renvoi de Juppé et le retour des partis de gauche à la gestion des affaires de la bourgeoisie. D'où sa décision de ne pas s'attaquer aux régimes spéciaux, attaques qui avaient entraîné la levée de l'étendard de la révolte en 95. Il savait aussi qu'il ne bénéficierait pas de la complaisance syndicale dont Balladur avait bénéficié pour faire passer le privé à 40 annuités en 93. D'où la duplicité : on prétend vouloir sauver la retraite par répartition et refuser les fonds de pensions pour, dans les faits, faire l'inverse, on prétend vouloir discuter avec les directions syndicales dans un débat soi-disant ouvert alors qu'il s'agit de les piéger....

Raffarin, l'homme qui incarne complaisamment le populisme d'un gouvernement qui prétend se placer au-dessus des clivages politiques au nom de l'intérêt général, lâche dans son discours de politique générale, le 3 juillet 2002, que la réforme sera bouclée avant l'été 2003.

Pour allonger la durée de cotisations pour le public comme pour le privé, il fallait d'abord lever le verrou des 37,5 annuités pour le public en essayant, si possible, d'associer les syndicats à la réforme.

Dès septembre 2002, les « partenaires sociaux » sont reçus. Le gouvernement avance prudemment, laissant passer l'échéance des prud'homales du 11 décembre 2002 pour connaître le rapport de force entre les syndicats : FO, qui fait de la défense des retraites une de ses priorités, est en recul, l'abstention est en augmentation. A ce moment, se met en place à Matignon « *une équipe de l'ombre* », selon l'expression du journal *Les Échos* du 23 juin, constituée des directeurs des cabinets des ministres des Affaires sociales, de l'Économie, de l'Élysée, des conseillers de Raffarin, qui prépare le contenu de la loi Fillon et sa campagne de communication. Selon un article de la *Tribune* du 17 juin 2003, « *la solution est toute trouvée : il[Raffarin] découpera le dossier en autant de points techniques ouverts à la concertation, pour avancer là où il est possible de le faire, sans bloquer l'ensemble des rendez-vous* ».

Le 6 janvier 2003, Chirac déclare que « *le gouvernement suivra la voie du dialogue avec les partenaires sociaux pour arrêter, avant l'été, les décisions* » et que « *l'année 2003 n'est pas, ne doit pas être une année comme les autres* », tout en posant au défenseur du « *droit de partir à la retraite à 60 ans* ».

Le consensus semble bien fonctionner : les confédérations sont prêtes à s'y intégrer, prisonnières de leur politique passée de soutien à la politique anti-ouvrière de l'ex-gauche gouvernementale. Elles s'appêtent à s'inscrire dans le cadre fixé par le gouvernement de droite pour y défendre leurs prérogatives, plus animées du souci de leur propre concurrence que d'éclairer les travailleurs sur la portée d'une réforme pour les appeler à se préparer à la lutte dont l'enjeu est d'imposer une autre répartition des richesses.

Ainsi, le 7 janvier dernier, la CGT, la CFDT, la CFTC, la CGC, FO, la FSU, l'UNSA font une déclaration commune « *afin d'aborder les négociations à venir* » dans laquelle elles « *affirment la nécessité d'une réforme* » ; la défense des 37,5 annuités pour le public comme le retour à 37,5 annuités pour le privé est « *oubliée* ».

Seillière déclare le 13 : « *des études indiquent qu'il faudrait aller à 42 ou 43 années de cotisations d'ici 10 à 15 ans* ».

Le fond de cette déclaration commune déterminera le cadre à travers lequel oscillera leur politique pendant tout le mouvement. Au plus fort des mobilisations, l'unité syndicale restera sur le terrain de l'exigence de négociations avec le gouvernement, l'affirmation de la nécessité de la réforme « *face aux*

*évolutions démographiques et à la baisse du niveau relatif des retraites ... » qu'elles contesteront à la marge. Leur credo : « La retraite à 60 ans doit demeurer le repère collectif »... est celui affirmé — mensongèrement — par Chirac comme ses ministres ; il place de fait les directions syndicales sur le terrain choisi par le gouvernement en renonçant par avance à défendre les 37,5 annuités pour tous.*

Il semble alors à bon nombre de militants syndicalistes et de travailleurs que le gouvernement va réussir à imposer sa politique sans susciter de réaction de la classe ouvrière.

### ***Le vote « non » des salariés d'EDF du 9 janvier, une première rupture du consensus***

Le 9 janvier, les salariés d'EDF, sont appelés à se prononcer sur leur régime spécial de retraites, premier pas vers l'ouverture du capital. Denis Cohen, responsable CGT de la fédération de l'Énergie s'est fortement engagé, en demandant l'organisation d'un référendum à la direction d'EDF (*« le relevé de conclusions est le fruit d'une démarche syndicale unitaire et du rapport de force issu de la mobilisation des agents le 3 octobre »*) et en appelant à voter oui à *« l'amélioration de ce régime [qui] permet un financement diversifié des retraites et libérateur pour les entreprises qui pourront ainsi avoir les moyens de se développer »*.

En votant majoritairement non, les salariés d'EDF ouvrent la première brèche dans le consensus entre syndicats et gouvernement. Le vote des salariés d'EDF est un encouragement important pour les salariés et les équipes militantes syndicales qui refusent la prétendue inéluctabilité de la réforme des retraites. C'est aussi un avertissement au gouvernement, au patronat... et aux directions syndicales, tout particulièrement à celle de la CGT. Bernard Thibault, qui s'est placé sur le même terrain que Cohen, ne peut qu'enregistrer le désaveu d'une politique qui accepte par avance la « réforme » du patronat et du gouvernement.

### ***Les manifestations du samedi 1<sup>er</sup> février imposent les 37,5 annuités de cotisation pour tous comme revendication unitaire du public et du privé***

Les 7 directions syndicales signataires de la plate-forme commune du 7 janvier ont décidé l'organisation d'« une journée nationale de manifestations décentralisées » le samedi 1<sup>er</sup> février. Le choix d'une journée d'action est celui qu'elles maintiendront tout au long du mouvement pour permettre au mécontentement de s'exprimer dans la rue et se servir de cette pression pour demander au gouvernement des négociations véritables pour faire entendre les propositions syndicales.

Les premières manifestations pour la défense des retraites sont un succès avec entre 500 000 à 720 000 manifestants dans 111 cortèges organisés à l'échelle du pays. Loin des attermoissements syndicaux, les banderoles d'entreprises et les pancartes sont nombreuses à revendiquer les 37,5 annuités. L'unité syndicale a contribué à créer une dynamique qui a compensé l'effet démobilisateur de l'acceptation par avance par les directions syndicales du cadre de la « réforme » fixé par le gouvernement et le patronat. Les manifestants avancent leur propre programme revendicatif pour permettre l'unité des travailleurs du public et du privé en exigeant l'annulation des décrets Balladur de 93, que la gauche revenue au gouvernement s'est bien gardée d'abroger.

Après le « non » des salariés d'EDF, c'est au tour des manifestants de refuser le cadre dans lequel les directions syndicales s'intègrent.

Le gouvernement qui a entendu les manifestants et veut gagner la bataille de l'opinion, lance une campagne : *« moins d'actifs, plus de retraités, on fait comment ? »*.

Sans en avoir encore pleinement conscience, confortés par l'ampleur des cortèges, les salariés, eux, commencent à rompre le consensus avec le gouvernement de Raffarin.

Pour ceux qui se feront les « militants du mouvement », enseignants, équipes syndicales, salariés, militants de gauche en rupture avec leurs partis, militants d'extrême gauche, le 1<sup>er</sup> février pose la question de comment aller vers l'unification des luttes du public et du privé pour construire un rapport de forces qui puisse faire céder le gouvernement.

Deux jours après, Jean-Pierre Raffarin présente les grandes lignes de la réforme devant le Conseil économique et social : *« l'esprit de mai, qui a surmonté les soubresauts républicains du printemps dernier, m'engage »* ; déclare-t-il, en précisant, *« la méthode que nous adopterons est celle de l'information, du dialogue, de la concertation »*.

A aucun moment, il n'est fait mention de négociations, les directions syndicales seront associées selon un calendrier qui prévoit des rencontres à partir du 6 février, des discussions à partir de mars, des « groupes de travail », un projet au cours du printemps *« avec l'objectif d'un vote au Parlement avant l'été »*. Les étapes sont clairement formulées, les directions syndicales acceptent ce calendrier qu'elles

ne remettront à aucun moment en cause jusqu'à son terme, le 10 juin, jour de l'ouverture du débat parlementaire.

Le droit à donner un avis est reconnu aux syndicats, les travailleurs, eux, s'exprimeront par la rue.

Alors que pour la fraction la plus déterminée du mouvement, il est clair que seul le rapport des forces pourra contraindre le gouvernement à céder, les directions syndicales se contentent de dénoncer les « *ambiguïtés* » du discours de Raffarin. Loin de reprendre à leur compte les revendications des 37,5 annuités pour tous, de la retraite à 60 ans à taux plein, du calcul des pensions sur les 10 dernières années, du maintien des régimes spéciaux, qui établiraient clairement la ligne de partage pour ceux qui veulent la lutte, prises à leur propre piège du syndicalisme de proposition, elles s'apprêtent à négocier à la marge : FO reprend certes les 37,5 annuités pour tous mais réclame de vraies négociations, la CGT parle de « *prudence du Premier ministre en rapport avec l'ampleur des manifestations unitaires du 1<sup>er</sup> février* » et revendique la validité des années de formation dans le calcul des retraites, la CFDT elle, le départ avant 60 ans pour les salariés qui ont commencé à travailler tôt...

Elles s'inscrivent dans le « dialogue social » qui se met en place avec les consultations du 6 au 13 février avec Fillon, en gardant le cap de l'accord du 7 janvier. Reçus les uns après les autres, Chérèque prend position en faveur de l'augmentation de la CSG, Aschiéri, pour la FSU, parle de discours, « *ouvert, sauf sur les 37,5 annuités de cotisation pour le privé* » ; le communiqué de la FSU qui rend compte de l'audience dit que « *concernant la question de la durée de cotisations pour les fonctionnaires, aucune indication n'a été donnée sur les intentions du gouvernement* »... et demande au gouvernement d'être associée au « groupe de travail confédéral ». Thibault, pour la CGT, déclare : « *nous n'avons pas levé les ambiguïtés du discours du Premier ministre devant le CES, le 3 février, et les dangers que contient le discours* ».

La journée du 6 février, appelée par le SNES, est une nouvelle journée de mobilisation pour la défense des surveillants et des aides-éducateurs, mobilisation commencée depuis le 20 novembre 2002. Le projet Ferry-Darcos sur la décentralisation qui casse le statut de fonction publique de l'EN se conjuguant avec la remise en cause des 37,5 annuités pour le public va déclencher une immense mobilisation des enseignants qui va donner dynamisme et vitalité à la lutte.

Le jeu de dupes entretenu par le gouvernement et les syndicats, source d'interrogations et d'attentisme pour les salariés après les manifestations du 1<sup>er</sup> février, vole en éclats de par la responsabilité de Fillon lui-même.

Dans une interview au *Parisien*, le 26 février, annonce clairement les intentions du gouvernement : ce seront 40 ans pour le public d'ici 2008. Dans la foulée, il déclare que le gouvernement prépare une remise en cause de la Sécu. Le Duigou, « spécialiste » des retraites à la CGT, déclare : « *pour la première fois, les choix gouvernementaux en matière de retraite sont explicites* », FO donne un « *carton rouge* » à Fillon qui « *inaugure mal de la réunion du groupe de travail de vendredi 28 février qui s'avère un simulacre de consultation* ».

Le SNES, avec la FSU, le SGEN, la CGT enseignante, donne comme objectif à la mobilisation des assistants d'éducation... des « grèves à répétition » à partir du 10 mars et une manifestation nationale à Paris le 18 mars, veille du passage du texte à l'assemblée nationale. Cela, alors même que le 28 février, lors des Assises des libertés locales, Raffarin annonce le transfert de 110 000 techniciens et ouvriers de service des lycées et collèges vers les collectivités locales, dans le cadre de la loi sur la décentralisation. Il est clair que l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale est attaqué mais les syndicats n'envisagent une réponse que partielle, poussés par les secteurs les plus engagés dans la lutte.

Le même jour, à la sortie de la réunion du « groupe de travail confédéral », Le Duigou déclare : « *Les représentants des ministres ont clairement indiqué que la négociation porterait bien sur le contenu de la réforme et non sur les seules modalités de mise en œuvre de choix préalablement arrêtés* », il se félicite de ce que « *cette réunion a été l'objet d'une clarification et la volonté ministérielle de nous rassurer est évidente* ».

Rassurées, les organisations syndicales le sont, d'autant que leur objectif est de gagner du temps pour laisser croire que le contenu de la réforme n'est pas encore arrêté. FO réagit au texte remis par Fillon aux organisations syndicales le 1<sup>er</sup> avril qui dit qu'il « *faut tendre à l'égalité de traitement entre tous les cotisants* », en déclarant : « *Nous considérons ce texte comme un document de travail, nous ne lui attribuerons pas le caractère officiel que vous [le ministre des Affaires sociales] avez souhaité lui donner* ».

Lors du congrès de la CGT qui se tient du 24 au 28 mars, Thibault, malgré une contestation qui s'exprime à travers 12,36 % des délégués qui votent contre le rapport d'activité et 12,99 % qui s'abstiennent, évite que soit posée clairement la question des 37,5 annuités. Par contre, la pression des délégués s'exerce dans le sens d'un appel du congrès à une journée de mobilisation le 3 avril.

### ***Du 3 avril au 13 mai, le mouvement se construit autour de la mobilisation des enseignants***

A partir du 24 mars, les personnels de l'Éducation nationale, enseignants, surveillants, aides-éducateurs, ATOS, etc., des Académies d'Aquitaine et de Paris, ont démarré une grève reconductible jusqu'au 3 avril. Les plus conscients d'entre eux posent le problème de faire le lien entre les attaques de Ferry-Darcos sur la décentralisation et celle de Fillon sur les retraites. A travers la multiplication des débats, des initiatives, le lien va se faire et le mouvement de l'Éducation nationale va jouer un rôle déterminant.

Le 3 avril est une nouvelle journée de mobilisation importante d'autant que la CFDT n'y a pas appelé. Cette fois-ci, les salariés se sont mis en grève pour participer aux manifestations qui regroupent environ 600 000 manifestants à travers les 116 cortèges organisés dans le pays. La participation de nombreux secteurs du privé est bien réelle, malgré le fait que la revendication des 37,5 annuités pour tous n'est pas avancée. Il y a aussi des cortèges de la CFDT. Et c'est aussi le début de l'élargissement du mouvement dans l'Éducation nationale, comme à la Réunion.

Le soir même, Raffarin déclare : « *Je tiens bon, j'irai jusqu'au bout, selon le calendrier que j'ai fixé* » et annonce le non-remplacement à la retraite d'un fonctionnaire sur deux.

Le 22 avril, c'est la fin de la concertation Delevoy-Fillon avec les syndicats qui s'y sont prêtés, alors même qu'aucun doute n'était possible sur les objectifs du gouvernement. Réaffirmant qu'une réforme est nécessaire, la CGT, la CFDT, FO, l'UNSA, la FSU appellent à des manifestations unitaires le 1<sup>er</sup> mai et à une nouvelle manifestation le mardi 13 mai. Deux jours après, Fillon, invité de *100 minutes pour convaincre*, confirme que les 42 années de cotisations sont à l'ordre du jour.

C'est à nouveau le mouvement enseignant qui prend l'initiative.

Le mardi 6 mai, il appelle à la grève — entraînant les secteurs qui avaient repris (entre 40 à 60 % de grévistes) — et à manifester. Les jeunes enseignants, souvent non syndiqués, parfois proches de l'extrême gauche, jouent un rôle d'entraînement : la pression qu'ils exercent avec d'autres militants combatifs contraint la FSU à soutenir leur mouvement.

Lorsque le 7 mai, Raffarin déclare : « *Ce n'est pas la rue qui gouverne* », la question est objectivement posée : qui décide de la rue ou du Parlement ? La question sociale redevient la principale question politique, celle du rapport de forces entre la bourgeoisie et le monde du travail pour imposer une autre répartition des richesses et regagner le terrain perdu depuis 20 ans, depuis les années Mitterrand et les gouvernements de cohabitation gauche-droite. Seillière répond au nom des intérêts du patronat : « *Si la France ne se gouverne pas dans la rue, le MEDEF vous dit qu'elle s'appauvrit dans la rue.* »

Se pose à ce moment-là, le problème de la grève reconductible dans l'Éducation nationale du fait de la profondeur de la mobilisation et du militantisme des enseignants grévistes. La réponse est une nouvelle journée d'action pour le lundi 19 mai, ce qui est en deçà du niveau de combativité. Certains déjà en grève reconductible, d'autres tout en se considérant comme acteurs du mouvement, reprenant le travail certains jours pour repartir ensuite.

L'enjeu d'une nouvelle étape à franchir devient une réelle préoccupation pour de nombreux militants.

Thibault est obligé d'aborder la question ; sa réponse, il la donne, le 8 mai, dans une interview au *Monde*, « *on ne décrète pas la grève générale devant une assemblée de 2000 personnes... nous nous préparons à cette éventualité* » Malgré tout, les directions syndicales sont obligées d'enregistrer la combativité croissante contre les plans Fillon et Ferry. Tout en se gardant bien d'appeler à leur retrait, CGT-UNSA-FSU se prononcent pour une manifestation nationale à Paris le dimanche 25 mai, trois jours avant la finalisation du projet Fillon.

### ***Les grèves et manifestations du mardi 13 mai : le mouvement prend conscience de sa force***

Multipliant les réunions avec les parents d'élèves, s'organisant en coordinations et intersyndicales, le mouvement enseignant, syndiqués et non-syndiqués, permet qu'à travers « les temps forts » des journées d'action, faites dans l'objectif de gagner du temps en lanternant les salariés, se tissent des liens entre les secteurs de l'Éducation nationale et du public, et ceux du public et du privé. Ces liens permettent dans de nombreuses villes d'organiser des réunions interprofessionnelles où les corporatismes sont bousculés,

où l'unité indispensable à l'approfondissement du mouvement prend un contenu concret, souvent en association avec les UL. La combativité des enseignants rend visible, à l'échelle nationale, à travers le contenu de la décentralisation qui prépare le démantèlement du service public et celui de la réforme des retraites, l'enjeu de société. Leur rôle moteur est politique, une nouvelle génération se politise. Leur pression est suffisamment forte pour que le 9 mai, la FSU, dénonçant la « *volonté du gouvernement de passer en force* », « *invite les personnels à étendre les grèves déjà décidées par les assemblées générales jusqu'au 13 mai, (...) à décider, le 13 mai, dans les assemblées générales unitaires de reconduire la grève* ».

Les manifestations et grèves du mardi 13 mai sont une étape importante.

Ce nouveau « temps fort » dépasse en ampleur le mouvement de novembre-décembre 95 où le 12 décembre avait regroupé le maximum de manifestants, 2 millions. Alors que les syndicats, sourds à ce que la rue exprime, continuent à affirmer qu'une « *réforme était nécessaire pour sauvegarder l'avenir de nos retraites* », le 13 est la plus importante mobilisation du mouvement de contestation de la réforme des retraites avec 1 à 2 millions de manifestants dont 150 000 à Paris. La grève est suivie à 80 ou 90 % chez les enseignants, à 70 % aux impôts, à 47 % dans les hôpitaux, etc. Le privé est bien présent, massivement.

L'ampleur du 13 donne confiance et exerce une forte pression sur les directions syndicales dans le sens de la rupture avec la politique de recherche de consensus dans laquelle elles sont engagées. Bien que la revendication du retrait pur et simple des plans Fillon et Ferry ne soit toujours pas mise en avant, le mouvement s'approfondit, prenant confiance dans ses propres forces.

Trois jours plus tard, le 16 mai, la CFDT et la CGC approuvent le texte de réforme des retraites. Et le lendemain, Bernard Thibault se fait acclamer au congrès du PS à Dijon.

Dès lors, l'unité des directions syndicales, CGT, FO, UNSA, FSU pour contrôler la situation est totale ; Montreuil, siège de la CGT, devient leur quartier général et elles multiplient les déclarations communes dans la ligne de la plate-forme unitaire du 7 janvier.

A nouveau dans la rue, le lundi 19 mai, à 800 000, les manifestants font la démonstration qu'ils ne sont pas affaiblis par la manœuvre de division Chérèque-Fillon, au contraire, de nombreuses sections de la CFDT sont présentes.

Alors qu'il s'agit de continuer à marquer des points, les 7 syndicats cheminots n'appellent à la grève que pour le 3 juin. Prétextant les ponts, en fait, pour éviter une convergence avec les enseignants alors que le mouvement gagne en profondeur, ils déclarent : « *Si, après le 13 mai, lors du conseil des ministres du 28 mai, le gouvernement refusait encore d'entendre les exigences qui vont à nouveau s'exprimer le 25 et maintenait son projet qui concerne aussi le régime spécial des cheminots, les fédérations appelleraient les cheminots à s'engager dans la grève dont la responsabilité incombera au gouvernement, dès le 3 juin.* »

### ***La manifestation nationale à Paris du 25 mai pose la question de la grève générale***

Pour les salariés, il est clair que l'ampleur de la mobilisation n'est toujours pas suffisante pour faire céder le gouvernement. Multipliant les rencontres à travers les interpros, les intersyndicales d'entreprises, une large fraction, soucieuse de construire l'unité syndicale à la base et méfiante vis-à-vis des directions syndicales, contribue à obliger celles-ci à aller de l'avant.

Ainsi, la revendication du retrait du plan Fillon est reprise localement par de nombreux syndicats.

L'initiative d'une manifestation centrale à Paris, malgré le peu d'empressement des directions syndicales à la préparer, est à nouveau un large succès : 300 000 à 700 000 personnes défilent à Paris (chiffre comparable à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2002 selon la presse qui minore systématiquement le chiffre des manifestants), des manifestations se déroulent dans de nombreuses villes. Blondel pour FO, cynique vis-à-vis des manifestants, s'adresse à Raffarin : « *Le passage en force ... projetterait le débat au niveau parlementaire donc, il deviendrait politique. Ce n'est pas notre objectif, j'espère et notamment pour ne pas polluer les débats futurs sur l'assurance maladie que le Premier ministre saura le comprendre.* »

Deux jours après celle de Paris, celles du mardi 27 mai témoignent toujours de la profondeur du mouvement. Les questions de la grève générale, des revendications, des convergences entre le public-privé sont discutées à la base alors que les directions syndicales n'en parlent que pour faire diversion. Blondel prend position contre la grève générale qui ne pourrait être qu'« *insurrectionnelle* » (!) pour, quelques jours plus tard, s'en faire le champion et en faire un point de clivage avec la CGT. Quant à Thibault, qui inscrit le mouvement « *dans la durée* », il répète à cor et à cri qu'une grève générale ne se



fait pas en appuyant sur un bouton, ce qui est indéniable mais n'éclaire pas pour autant sur ce que pourrait être une politique d'ensemble pour la lutte.

Le gouvernement continue à avancer dans la voie du calendrier qu'il a déterminé : le 28 mai, le projet Fillon est présenté au conseil des ministres.

Ferry étant largement discrédité chez les enseignants, Raffarin propulse, le 2 juin, Sarkozy. S'appuyant sur l'inquiétude suscitée par l'approche du Bac le 12 juin, le gouvernement recule — un peu — sur l'application de la décentralisation, pour tenter ainsi une opération de division.

A nouveau, les manifestations du mardi 3 juin sont immenses : 1,6 million, confirmant le 13, même si le nombre des manifestants est en deçà. Des secteurs de la SNCF partent en grève reconductible.

***Avec l'ouverture du débat au Parlement le 10 juin, les salariés n'ont pas le rapport de force politique pour en contester sa légitimité***

Avec l'ouverture du débat au Parlement, le défi à relever pour le mouvement est celui de la rupture avec les illusions parlementaires et le respect des institutions. Pour être en situation d'en contester la légitimité, il y a besoin de se forger la claire conscience que, quel que soit le gouvernement, il est vital que la pression de la rue s'exerce pour défendre les intérêts du monde du travail et de la collectivité, au risque d'un affrontement avec l'appareil d'État.

La barre est haute : même si le mouvement a accéléré la politisation, si les salariés ont à chaque étape poussé les directions syndicales là où elles ne voulaient pas aller, si les clivages public-privé ont été en partie franchis, l'intervention spontanée des manifestants n'a pu dépasser la barrière parlementaire.

Le 10, ce sont encore 1,5 million de manifestants qui sont dans la rue, le 19, ils sont encore très nombreux.

La prise de conscience du rôle joué par les confédérations s'exprime au meeting organisé à Marseille, le 12 juin, où Thibault est hué. Blondel y défend démagogiquement l'idée de la grève générale... au moment même où le rapport de force ne la permet pas. Leur alliance pour gagner du temps jusqu'aux échéances gouvernementales se manifeste clairement à travers le lancement d'une pétition initiée par la CGT, FO, l'UNSA, la FSU, adressée aux députés et sénateurs pour « *donner l'occasion aux salariés d'exprimer leurs exigences revendicatives* ».

N'ayant jamais fixé l'objectif d'une politique générale pour le mouvement, elles veulent le ramener en arrière et faire accréditer le contenu de la plate-forme commune du 7 janvier.

Dès lors, la mascarade parlementaire occupe le devant de la scène. Les députés du Parti communiste qui ont avalisé la politique passée de Jospin y chantent *l'Internationale*. Ceux du Parti socialiste votent avec la droite l'article 10 qui porte de 60 à 65 ans l'âge à partir duquel un patron peut mettre d'office un salarié à la retraite...

### ***Faire vivre les acquis du mouvement***

La loi Fillon est votée le 3 juillet : les cotisations du public seront alignées sur celles du privé d'ici 2008, 41 ans seront imposés à tous d'ici 2012, pour aller à 42 ans d'ici 2020. Le gouvernement a marqué un point important en donnant satisfaction au MEDEF.

Mais le mouvement de mai-juin représente une étape importante qui comptera pour la suite. Il a gagné la bataille de l'opinion en posant publiquement la question du partage des richesses. Il a contribué à une politisation, fruit des initiatives des salariés qui ont vérifié, à travers même les limites du mouvement, la nécessité de se donner les moyens de contrôler leur propre lutte.

Et la grève générale, à partir du 8 juillet, des intermittents du spectacle est la continuation du mouvement contre la réforme des retraites et la décentralisation. Elle maintient l'agitation, lui donne une dimension contestatrice de l'ordre établi, plus politique, et recueille une large sympathie parce qu'elle révèle là encore que tout est marchandise.

Les formes démocratiques du mouvement y trouvent un prolongement plus achevé, qui souligne le dynamisme, la solidarité, l'efficacité qui en résultent.

La nécessité d'une riposte d'ensemble s'impose, il faut la préparer en saisissant toutes les occasions d'en discuter. Le mouvement de mai et juin n'a pu gagner, le gouvernement a marqué un point. Il apparaît clairement que les directions syndicales et pas seulement la CFDT en portent la responsabilité. Il apparaît aussi que les salariés n'étaient pas prêts à un affrontement inévitable avec le patronat, son gouvernement et son Etat.

C'est à cet affrontement qu'il faut préparer les militants les plus engagés dans le mouvement pour qu'ils unissent et coordonnent leurs forces pour que les travailleurs puissent diriger réellement leur lutte.

Les révolutionnaires dans cette préparation ont un rôle important à jouer, à condition cependant qu'ils soient capables de se mettre à l'école du mouvement pour surmonter les corporatismes politiques, c'est-à-dire le sectarisme.

Un nouvel espoir est né, il nous impose de nous dégager du passé pour préparer l'avenir, construire l'unité.

**Valérie Héas**

## GREVES DU PRINTEMPS 2003 : QUE NOUS EST-IL ARRIVE ?

samedi 28 juin 2003

Jamais depuis cinquante ans nous n'avions connu d'attaques aussi brutales. Pour des millions de salariés du secteur public, hormis ceux de la SNCF et de la RATP mais pour combien de temps encore ?, c'est quatre années et demi de travail supplémentaires qui viennent s'ajouter aux 37,5 annuités avant de pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Il faudra donc travailler beaucoup plus, 45 années selon toute vraisemblance, au regard des normes européennes, à l'horizon 2020, dans des conditions de plus en plus dégradées faute de personnel, en payant des cotisations de plus en plus élevées, pour au final toucher quoi ? Des pensions qui seront de toute façon amputées. Et ce n'est qu'un début, d'après Fillon en personne l'actuel plan pour les retraites n'assure à terme son financement qu'à hauteur de 33 %. Ainsi devons-nous travailler jusqu'à ce que mort s'en suive, tant il vrai que le droit à la retraite n'est garanti par le capitalisme que si l'on n'en profite pas. Les générations précédentes, celles des années 50 et 60, n'en jouissaient guère puisqu'elles mourraient aux alentours de 65 ans. Il en ira de même pour nous demain autour de 75 ans. La considération dont l'économie de marché fait preuve à notre égard est comparable à celle qu'on a envers des objets. Déjà obligés de nous vendre pour un emploi, chosifiés par l'organisation du travail, usés jusqu'à la corde par un univers professionnel de plus en plus stressant et frustrant, nous qui perdons notre vie à la gagner, nous dont la retraite demeurerait justement la seule "issue heureuse", on nous traite décidément comme ce que nous sommes devenus : des marchandises.

Pourtant, le mécontentement, la véritable ébullition sociale à laquelle nous venons d'assister était loin de toucher les seuls enseignants. Tous les secteurs : l'Éducation nationale, la Poste, les hôpitaux, les impôts, la SNCF, la RATP et bien d'autres, ont été de près ou de loin animés par une profonde colère. A plusieurs reprises on a également pu constater au cours des nombreuses manifestations, souvent très massives, que nombre de salariés du privé étaient solidaires. Car pour eux aussi il faudra travailler plus. Alors comment se fait-il que tous ensemble nous n'ayons pas pu faire reculer le gouvernement ?

Si un début de grève générale ou massive avait touché au même moment tous les secteurs précédemment cités, l'État aurait été rapidement contraint de reculer. Notre défaite n'est pas due à la fatalité. Quelles en sont les véritables raisons ?

Tout d'abord, rarement de façon aussi manifeste on a vu les appareils syndicaux travailler à la non-extension du mouvement, c'est-à-dire en clair à son sabotage. Partout, surtout la CGT très en pointe en la matière, on a vu les syndicats mettre tout leur poids pour éviter que la lutte ne s'étende en dehors de l'Éducation nationale. Alors que dès la manifestation du 1<sup>er</sup> mai bien des secteurs voulaient rentrer dans une lutte commencée par certains enseignants depuis près d'un mois, la tactique des directions syndicales fut d'appeler à des journées d'action à partir du 13 mai seulement ou plus tard encore. Et qu'on ne s'y trompe pas, les rodomontades de Blondel et de FO prétendument favorable à la grève générale n'ont jamais été suivies d'effets. Pour ne rien dire non plus des syndicats maison de la RATP et de la SNCF qui, sous prétexte de non-remise en cause des régimes spéciaux, ont (main dans la main avec les directions) fait pression pour que les conducteurs ne rejoignent pas les travailleurs des secteurs en grève. Un esprit mal intentionné s'y serait-il pris autrement s'il avait voulu dès le début voir échouer notre action ? Non ! Isoler la lutte dans un secteur, remettre à plus tard la volonté de participer à des mouvements de grève déjà entamés, mettre en avant des revendications très spécifiques comme chez les postiers ou comme chez les enseignants (avec le thème de l'unique décentralisation), tout ceci c'était la meilleure façon de mouiller la poudre, c'était tout entreprendre afin d'éviter l'unification des luttes. Pour qui douterait encore il n'y a qu'à lire les propos tenus par Fillon au sujet de la CGT et de son secrétaire général Thibault (cf. *Le Monde* du 17 juin p. 8). Le ministre a tenu à lui rendre hommage pour son "attitude responsable", soulignant l'"opposition raisonnable" de la CGT, "même dans les moments de tension". D'après ce quotidien, "le ministre sait gré à la centrale de Montreuil de s'être évertuée à empêcher la généralisation d'un mouvement qui risquait d'échapper à son contrôle".

Malgré les nombreuses délégations d'enseignants qui sont allées chercher le soutien et l'entrée en lutte des autres secteurs, ce mouvement, faute d'expérience et de confiance en lui, s'est en réalité laissé déposséder de sa lutte par les appareils syndicaux. C'est là fondamentalement la cause de son échec. Même si, depuis plus de trente ans, et notamment depuis mai 68, la défiance vis-à-vis des syndicats ne

cesse de croître, néanmoins, force est de constater que nous ne nous faisons pas encore suffisamment confiance. Certes une coordination enseignante, comme cela avait été déjà le cas en 1986-7 à la SNCF et en 1988 chez les infirmières, s'est encore une fois créée. Elle illustre en soi cette méfiance face aux centrales syndicales et cette structure, au départ non contrôlée par les syndicats, a permis au mouvement d'aller assez loin dans la recherche de l'extension et de la prise en charge de notre lutte. Toutefois ce doute sur nos propres capacités, le manque d'expérience, la paralysie aussi face à la brutalité des mesures annoncées nous ont conduit par mille canaux à remettre aux "professionnels de la lutte" que sont les syndicats le soin d'organiser notre mouvement, c'est-à-dire notre défaite.

### **Quelles leçons doit-on tirer pour les luttes futures ?**

La crise mondiale de l'économie capitaliste a atteint une telle profondeur que des attaques de grande ampleur sont dorénavant et déjà en préparation, par exemple sur la sécurité sociale. Certes ce n'est pas nouveau, depuis plus de vingt ans la droite comme la gauche n'ont de cesse, sous la pression d'un capital globalisé, d'aggraver nos conditions d'existence. Et ce n'est pas propre à la France, il n'y a qu'à regarder ce que font les sociaux-démocrates Blair et Schröder. Chômage, aggravation des conditions de travail, baisse des salaires, remboursements minimum des soins et des médicaments, hausse du coût de la vie, etc., le pire est déjà annoncé. En bref, pour eux notre vie est devenue un coût. Nous n'en avons pas fini avec l'horreur économique.

Face à ces dégradations tous azimuts, si nous voulons un tant soit peu les atténuer, il nous faudra rechercher et construire parmi nous l'unité la plus grande. Cela passe par l'extension maximum aux secteurs du public, du privé et y compris aux chômeurs. De même il serait nécessaire de tenir des assemblées générales ouvertes à tous les secteurs. Autant que possible nous devrions également ne pas nous disperser après les manifestations mais chercher à transformer ces rassemblements en véritables meetings politiques. Les syndicats l'ont bien compris, eux qui, mardi 10 juin, ont appelé à la dispersion place de la Concorde. Pour la construction d'un rapport de force en notre faveur nous ne pouvons donc en aucune façon compter sur ceux qui sont censés soi-disant nous représenter et nous défendre, à savoir les syndicats. Ces derniers sont fondamentalement, malgré la sincérité que tel ou tel militant syndical peut avoir, les représentants de l'État parmi nous. L'intégration des appareils syndicaux à l'État ne date pas d'aujourd'hui. N'oublions pas que Jouhaux, alors leader de la CGT, appela à l'Union sacrée en 1914 derrière le gouvernement de défense nationale. La défense de l'État bourgeois passait clairement avant les intérêts des millions d'ouvriers, fût au prix de leur mort sur les champs de bataille. En 1936, Thorez et la CGT appelaient à savoir terminer une grève. En 1947, les mêmes, au moment où il fallait retrousser les manches pour reconstruire, nous parlaient de la grève comme arme des trusts. En 1968 enfin, toujours la CGT mais aussi les autres syndicats n'ont eu de cesse de casser le mouvement en faisant par tous les moyens reprendre le travail aux 10 millions de grévistes. Le mouvement du printemps 2003 ne nous apprend fondamentalement pas autre chose. Il nous faut donc, entre autres, retrouver la mémoire. Sans une compréhension du passé, nous sommes condamnés à répéter les mêmes erreurs.

Toutefois cette lutte marque indubitablement la fin d'une époque, celle ouverte avec l'effondrement du bloc soi-disant communiste en 1989. L'écroulement des régimes capitalistes d'État à l'est de l'Europe il y a maintenant quatorze ans a été l'occasion d'un formidable battage idéologique qui finit aujourd'hui de s'estomper. Non, l'avenir n'est pas à la concorde universelle sous l'égide de la démocratie bourgeoise et de l'économie de marché. Le monde capitaliste craque de partout. La guerre a encore de beaux jours devant elle comme l'illustrent les récents événements d'Irak. L'éclatement de la bulle Internet, l'effondrement des actions et le spectre de la récession/déflation annoncent une dégradation gigantesque de tous les aspects de nos conditions d'existence.

En ce sens notre défaite n'en est pas une si nous commençons à comprendre que l'important n'est pas tant la victoire immédiate que notre union la plus grande. Cette lutte doit être interprétée comme une étape nécessaire sur le chemin encore long que nous réempruntons : celui de la confrontation de classe avec l'État, ultime garant de ce système. C'est par le biais de nos manifestations et de notre auto-organisation que nous prendrons confiance en nous. Il n'y a pas d'autre voie. Cette force, et il faut bien le dire ce plaisir d'être ensemble, nous en avons eu un aperçu au cours des impressionnantes manifestations auxquelles nous avons tous participé. La joie que nous avons pu ressentir en défilant, en discutant avec des inconnus, est la conséquence directe du fait que nous brisons l'atomisation quotidienne que nous fait subir le monde capitaliste. Et quel contraste entre ces défilés spontanés qui inventent leurs propres

slogans, qui créent leurs banderoles souvent avec humour, et ceux des syndicats où les manifestants, souvent en petits uniformes, très encadrés, coupent court à toute création tant ils nous incitent à répéter des mots d'ordre stupides hurlés par des sonos abrutissantes !

Enseignants, postiers, hospitaliers, conducteurs, éboueurs, travailleurs de tous les secteurs, c'est nous qui produisons tout. Le maintien de ce monde dépend de notre résignation à la servitude volontaire. Pour peu que nous nous fassions confiance, que nous rompions avec les traditions d'obéissance aux professionnels de la lutte que sont les syndicalistes, et nous serons capables d'effectuer ce que W. Benjamin appelait le "saut du tigre".

A bientôt c'est sûr, à la rentrée peut-être...

Des grévistes

[cerclediscussionparis@hotmail.com](mailto:cerclediscussionparis@hotmail.com)

\*\*\*

## UN MOUVEMENT DANS LE BROUILLARD

... OU LES RAISONS D'UN ÉCHEC (19 juin 2003)

**Ambiguïté de la plate-forme syndicale** : En s'accordant sur une indispensable réforme des retraites, avec des revendications interprétatives (harmonisation public-privé, haut niveau de retraite, droit à la retraite dès 40 ans de cotisation, retraite à la carte, augmentation du taux d'activité des salariés dits âgés, etc.), les organisations syndicales dites représentatives ont, le 06 janvier 2003, semé les graines de cette réforme.

**Lutte de con et piège à classe** : La stratégie, imposée par les confédérations syndicales avec ses journées d'action, ses temps forts, ses grèves à la carte sans oublier ses manifestations d'impuissance, est la conséquence d'un abandon des travailleurs de leurs propres combats. Mis à part quelques villes, la grève par procuration, que nous avons déjà connue en 1995, allait gangrener toutes les professions. Le suivisme sera fatal et les enseignants seront condamnés à se battre pour les autres avec des moyens de pression beaucoup moins forts (soulignons aussi le silence sur le système éducatif).

**Le système capitaliste, à un tournant ou à l'agonie** : Les marges de manœuvre sont de plus en plus réduites sur les marchés traditionnels, il devient impératif pour le capitalisme de coloniser le monde et de faire rentrer toutes les activités humaines dans le règne de la marchandise (attaque sur les services publics, même l'éducation)

**Attaque idéologique** : En baissant les revenus de retraite, le gouvernement compte amener les travailleurs à recourir à la spéculation des fonds de pension et ainsi à parfaire leur intégration au système. Le revenu n'est plus le fruit essentiel de notre travail mais celui de l'exploitation des autres grâce aux capitaux investis. Exploité et exploiteur en quelque sorte ...

**Partenaires sociaux** : Le syndicalisme a perdu ses principes et projets originels de combattre le système capitaliste (patron et État) pour se fourvoyer dans sa cogestion. Des œuvres sociales aux comités d'entreprise, il a choisi le confort des salons, des subventions et du clientélisme à la lutte des classes. Avec la gestion de l'épargne salariale et des futurs fonds de pension, l'Etat parachève leur intégration.

**Retrouver la maîtrise des combats** : C'est à la base que les travailleurs sont capables d'élaborer leurs revendications. C'est en élisant des collègues pour porter ces revendications et en se coordonnant que leurs satisfactions peuvent être obtenues. C'est par la prise en charge par tous dans les assemblées générales souveraines que nous empêcherons que les comités ou coordinations ne se trouvent dirigées ou manipulées par des apprentis gauchistes avides de pouvoir.

**Syndicalisme réformiste ou révolutionnaire** : Pour nous, anarcho-syndicalistes, le système capitaliste n'est pas à réformer mais à détruire. Aussi nous nous démarquons de ceux qui soutiennent que l'État devrait réguler les flux des capitaux, voire les taxer pour faire bénéficier les exploités de prétendues richesses. Ce mouvement citoyeniste, qui va des intellos d'ATTAC et du *Monde diplomatique* aux gauchistes, oublie (quand ça l'arrange) que c'est au nom du profit que le capitalisme pille le tiers monde, s'en va en guerre, pollue les mers et les océans, délocalise ses secteurs à forte main-d'œuvre, détruit pour mieux reconstruire, etc. Le vieux projet d'émancipation des travailleurs est plus que jamais à l'ordre du jour. C'est dans nos combats d'aujourd'hui que nous trouverons les formes d'organisation de la société de demain.

*Amiens, le 19 JUIN 2003*

Pour tout contact et recevoir un exemplaire gratuit de notre journal *LE COMBAT SYNDICALISTE* écrire à CNT-AIT

C/o 151 rue Dejean, 80060 Amiens cédex 09

\*\*\*\*\*

## **Collectif Socialiste Révolutionnaire** **Après les grèves : quel débouché politique ?** (15 juin 2003)

Depuis début février, des mobilisations de très grandes ampleurs se développent en France. Contre la guerre en Irak, pour la défense du service public de l'éducation, pour la défense des retraites, on retrouve à chaque fois les mêmes éléments : manifestations massives plusieurs fois de suite, prise de conscience sur le fond des problèmes, fort soutien de l'opinion publique. Remarquons qu'avec beaucoup de justesse, la majorité des syndicats n'ont pas opposé la lutte contre la guerre et la défense des retraites, et ont clairement lié les deux.

Mais il y a un autre élément commun, et en apparence étonnant : une certaine résignation de nombreux manifestants, et une impression assez répandue qu'on ne peut pas gagner.

Effectivement, malgré la force des mouvements et des grèves, patronats et gouvernements cèdent plus rarement. La bourgeoisie joue là un jeu dangereux, puisqu'elle abandonne les apparences extérieures de la démocratie (que se soit Bush face à un refus international de la guerre, ou Chirac face à un refus massif de ses contre-réformes). C'est cette crispation des capitalistes qui les perdra.

L'aspect positif, c'est que les travailleurs ont compris qu'ils sont attaqués par tous les gouvernements successifs avec des différences d'intensité, mais pas de nature.

L'aspect négatif, c'est que si les travailleurs ont souvent cet à priori "défaitiste", c'est bien parce qu'ils perçoivent le manque d'alternative politique. Dans quel courant politique les grévistes peuvent-ils voir une perspective de débouché politique à leurs luttes ? Qui reconnaissent-ils comme crédibles et capables d'apporter la nécessaire rupture ? L'absence de réponse à ces questions constitue une crise politique profonde. En effet, le PS et ses courants dits "anti-libéraux" n'ont jamais dénoncé l'acceptation par Jospin de l'allongement de la durée de cotisation à 42 ans pour tous (lors du sommet de Barcelone). Le congrès de Dijon est proclamé comme un "virage à gauche", mais quel contenu a-t-il donné au nom même du parti ? Car la question est là : quelle est aujourd'hui la raison d'être du PS ? Réponse de Hollande : faire 30% des voix. Pour faire quelle politique ? Cela, les travailleurs le savent bien.

Or, la question primordiale est la suivante : **quel combat politique faut-il mener pour réunir les conditions de l'instauration par les travailleurs du socialisme, en France et dans le monde ?**

A cette question, ni la direction du PS ni les courants minoritaires ne répondent. Quand au PCF, dans un appel issu de son 32<sup>e</sup> congrès, voilà le contenu qu'il donne à la révolution : "*de grandes réformes audacieuses*" (sic). Le virage actuel du PCF, qui, par ailleurs, n'est pas qu'une manœuvre stratégique (c'est aussi un symptôme de la radicalisation actuelle de la société, qui a imposé des changements), ne se fait bien évidemment qu'en surface. Le courant trotskyste, morcelé entre des dizaines de groupes (il est également morcelé au sein même de ces groupes), est divisé entre ceux qui veulent coller opportunément à un courant "altermondialiste" politiquement confus, et ceux qui défendent une ligne léniniste orthodoxe, qui a prouvé historiquement sa faillite.

Ce qu'on voit avec l'attitude du gouvernement, c'est ce qu'on savait déjà : Chirac et l'UMP sont des obstacles à la démocratie. Cette vérité, aujourd'hui évidente, est bien difficile à faire apparaître, puisqu'elle a été niée il y a un an par tous ceux qui, portés par une vague "citoyenne" (qui s'est lamentablement, et de façon prévisible, brisée face aux réalités), ont ordonné de voter pour un ennemi de classe. Cela prouve — s'il en était besoin — que les syndicats qui ont appelé à voter Chirac le 5 mai 2002, non seulement ont renoncé à un de leurs principes, mais surtout ont alors contribué à construire le mur devant lequel ils se trouvent aujourd'hui avec les travailleurs.

La tâche qui attend les militants de gauche marxiste est longue et difficile. Il s'agit rien moins que de reconstruire une véritable gauche politique, pour et par le peuple.

## LUTTE OUVRIÈRE

### Seule la riposte collective des travailleurs arrêtera l'offensive des possédants et de leur État

(Extrait du mensuel *Lutte de Classe* N° 74 - Été 2003)

En dehors du personnel de l'Éducation nationale qui a été la catégorie la plus mobilisée et le plus longtemps, pendant les trois mois écoulés, en dehors aussi des cheminots et des salariés des transports urbains, notamment la RATP, bien d'autres catégories de travailleurs ont participé au mouvement, à des degrés divers : des postiers au personnel hospitalier, des employés des Chèques postaux à ceux de France Telecom, des travailleurs des collectivités territoriales aux agents des Impôts et de l'Équipement, des pompiers aux douaniers et aux éboueurs... Par ailleurs, la mobilisation d'un certain nombre d'autres catégories comme celles des intermittents du spectacle, des employés de McDonald's ou des archéologues, qui sont en lutte parfois depuis bien longtemps pour leurs revendications particulières, s'est intégrée dans la mobilisation générale.

Cette mobilisation a pris des formes extrêmement diverses : grève reconductible ou intermittente, débrayages, manifestations, aide d'un secteur mobilisé à un autre qui ne l'était pas encore, quelques actions qui se voulaient "spectaculaires" comme la mise à sac de locaux du MEDEF ou la perturbation du meeting politique d'un notable de la majorité ou, simplement, des distributions massives de tracts par les grévistes, popularisant le mouvement et ses objectifs.

Certaines manifestations lors des journées de mobilisation à l'appel des syndicats ont attiré des travailleurs d'entreprises privées. Il y a eu des débrayages dans certaines entreprises et, par endroits, des entreprises moyennes se sont mises en grève.

Cependant, le secteur privé n'a pas réellement bougé. D'ailleurs, même au niveau des services publics, la grève était loin d'être générale. Le mouvement s'est néanmoins développé à l'échelle de tout le pays. Il n'a pas touché seulement les grandes villes, et d'ailleurs il s'est développé à des rythmes différents suivant les régions ou les villes. Dans certaines villes de taille moyenne et petite, voire très petite, des manifestations ont attiré une fraction sans précédent de la population, plus même qu'en mai 68.

C'est qu'en réalité, le mouvement contre le projet Raffarin-Fillon a cristallisé bien d'autres mécontentements et bien d'autres frustrations du monde du travail, même lorsque cela s'est peu ou pas du tout exprimé sur les pancartes brandies dans les cortèges.

Mais cette multitude de mouvements, d'une multitude de catégories, dont les actions s'influençaient et parfois s'interpénétraient, a dessiné un mouvement unique qui a touché, à des degrés et à des rythmes certes très divers, l'ensemble du pays.

Et le rejet du plan Raffarin-Fillon sur les retraites, le retour aux 37 annuités et demie de cotisation pour le privé et la sauvegarde des 37 ans et demi pour le public ont été un objectif commun à tous ceux qui étaient dans le mouvement.

Le mouvement tel qu'il était, avec ses secteurs en pointe, ses moments forts et surtout son objectif unificateur, a bénéficié à son apogée de la sympathie de la grande majorité du monde du travail.

Il faut dire que le gouvernement lui-même a contribué, bien involontairement, par stupidité ou par outrecuidance, à provoquer cette prise de conscience de la communauté des intérêts entre travailleurs du service public et travailleurs des entreprises privées. Sa propagande n'a pourtant jamais cessé de ressasser des arguments mensongers visant à les opposer les uns aux autres. Mais il a suffi d'une seule déclaration de Fillon, annonçant en même temps l'alignement à 40 ans des cotisations du secteur public sur le privé et l'allongement prochain de la durée de cotisation à 42 ans pour tout le monde, pour que les travailleurs des entreprises privées se rendent compte que l'attaque visait les travailleurs du privé comme ceux du public et qu'ils avaient intérêt à se défendre ensemble.

De toute évidence, le gouvernement pensait en être quitte avec une ou deux journées d'action comme baroud d'honneur. Il ne s'attendait pas à la ténacité du personnel de l'Éducation nationale. Il ne s'attendait pas à ce que les journées nationales successives, appelées par les syndicats, soient massivement suivies. Il ne s'attendait pas à ce qu'entre deux journées nationales, des grèves se prolongent, des manifestations aient lieu.

Sans déboucher sur une grève générale, c'est-à-dire une réaction collective de l'ensemble du monde du travail, le mouvement s'est révélé par moment suffisamment durable pour inquiéter le gouvernement. D'autant plus que si, dans son ensemble, le mouvement s'est structuré autour des journées nationales



appelées par les confédérations syndicales, avec lesquelles le gouvernement pouvait négocier et trouver un terrain d'entente (si tant est d'ailleurs que le gouvernement ait eu l'intention de négocier avec les syndicats autrement qu'il l'a fait avec la CFDT, c'est-à-dire en demandant la capitulation), ces grèves ont commencé à se donner d'autres moyens de se propager, par la base, par les grévistes eux-mêmes.

Ce sont les grévistes de l'Éducation nationale qui ont commencé à se rendre dans des dépôts de la RATP ou de la SNCF ou dans des centres de tri postaux ou des bureaux de poste voisins. Et, non seulement, ils ne se sont pas heurtés à l'hostilité des travailleurs de ces secteurs, mais les jours où ces derniers se sont engagés dans le mouvement, ils ont repris à leur compte ce type d'action.

Sans doute, ces groupes d'enseignants qui rendaient visite aux dépôts RATP pour entraîner des chauffeurs de bus dans la grève, ces postiers qui sont allés vers une entreprise privée pour expliquer en quoi le mouvement concernait tous les travailleurs, cette forme d'action pour généraliser la grève n'a jamais représenté qu'une forme embryonnaire dans le mouvement. Mais les embryons sont faits pour se développer, et cela arrive même lorsque nombreux sont ceux qui oeuvrent pour les en empêcher. Et le gouvernement a eu toutes les raisons de s'inquiéter que le mouvement se généralise de cette façon-là, à la base, avec des contacts directs entre travailleurs de différents secteurs.

Car le mouvement se développant à partir de la base représentait un double motif d'inquiétude pour le gouvernement. D'une part, il risquait de devenir incontrôlable par les syndicats et, par conséquent, plus difficile à endiguer par un compromis entre les directions syndicales et le gouvernement. D'autre part, les contacts entre travailleurs de différentes catégories sur des objectifs non corporatistes menaçaient de développer la conscience que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts et la conviction qu'uni dans la lutte, le monde du travail représente une force capable de faire reculer n'importe quel gouvernement.

Le mouvement tel qu'il était pouvait-il déboucher sur une grève générale ?

Certains, en particulier parmi ceux qui se sont le plus engagés dans le mouvement, l'ont pensé et exprimé en faisant découler, de la nécessité de la généralisation de la grève pour vaincre, la conclusion qu'une grève générale était possible, voire inscrite dans l'évolution de la mobilisation.

D'autres en ont tiré de l'amertume à l'égard de la CGT, accusant explicitement son secrétaire général, Thibault, de porter une responsabilité déterminante dans le fait de ne pas avoir appelé ouvertement à la grève générale. Mais la direction de la CGT ne mérite ni tant d'honneur ni tant d'indignité.

La CGT est, comme les autres confédérations, un syndicat réformiste. Pas plus que les autres, elle n'a pour perspective la confrontation radicale de la classe ouvrière avec la bourgeoisie et son État. C'est une perspective qu'elle rejette au contraire, intégrée qu'elle est dans l'État de la bourgeoisie et dans ses institutions. Sa direction peut être plus ou moins radicale dans son langage et dans ses propositions suivant les circonstances, mais elle ne vise pas la mobilisation générale du monde du travail sur le terrain de ses intérêts fondamentaux. Et, lorsque cela se produit, elle freine des quatre fers.

La CGT a fondamentalement les mêmes limites que les syndicats dont la direction assume ouvertement la collaboration avec l'État de la bourgeoisie, comme la CFDT ou aussi FO. La principale différence réside dans le fait que la CGT compte dans ses rangs bien plus de militants et qui sont bien plus sensibles aux aspirations des travailleurs qui les entourent et qu'en conséquence, la politique et même la tactique choisies par sa direction dans une lutte donnée ont bien plus d'importance pour le développement de cette lutte que ce que disent et font la CFDT, FO, sans même parler de SUD.

La CGT n'a pas mis consciemment tout en oeuvre pour favoriser la généralisation de la grève, et c'est le moins qu'on puisse dire. Dans certains secteurs, comme la RATP ou chez les cheminots, à certains moments, notamment les jours qui ont suivi le 13 mai, elle s'est franchement opposée à ceux qui proposaient de prolonger la journée nationale par des grèves reconductibles. Par ailleurs, alors qu'en 1995, la CGT avait fait sien l'objectif du retrait pur et simple du plan Juppé, cette fois-ci, elle ne s'est fixé pour objectif que "de nouvelles négociations" pour "une autre réforme".

Tout cela a compté, bien sûr, et a pesé sur les consciences, à commencer par celle des militants de la CGT eux-mêmes. Les ambiguïtés dans l'objectif fixé et les atermoiements dans l'action ont été des freins pour l'élargissement de la grève, à l'intérieur en tout cas du service public.

Mais personne ne peut sérieusement affirmer que même si la CGT avait appelé à la grève générale, le gros de la classe ouvrière, les travailleurs des entreprises privées, de l'automobile, de la métallurgie, de la chimie, auraient suivi.

La responsabilité de la CGT en tant que principale confédération syndicale se situe, pour une large part, bien en amont de ces semaines de lutte.

Une grève générale ne se déclenche pas en appuyant sur un bouton. Cette idée, juste sur le fond, a aussi bien souvent servi de justification à des directions syndicales qui, de toute façon, ne voulaient pas une mobilisation générale du monde du travail et avaient plus l'habitude d'appuyer sur le frein que sur un bouton.

La responsabilité de la CGT réside dans sa stratégie qui, depuis plusieurs années, s'aligne de plus en plus sur celle de la CFDT pour prôner une "stratégie de négociation", au lieu de fixer comme objectif clairement annoncé la riposte générale du monde du travail et au lieu de proposer des actions allant clairement dans le sens de cet objectif, chaque action étant destinée à préparer la suivante. Prôner la négociation sans une mobilisation générale des travailleurs signifie inévitablement qu'on se prépare à cautionner des mesures que le patronat et le gouvernement veulent imposer.

Cette stratégie de la CGT, qui remonte à bien avant le mouvement, s'est prolongée pendant celui-ci. Si la CGT avait mis en oeuvre tous ses moyens militants pour tenter de généraliser le mouvement, il est vraisemblable que celui-ci aurait été plus ample et, peut-être, plus durable, au moins dans le service public. Il ne se serait pas nécessairement étendu pour autant aux entreprises privées. Mais tous les travailleurs auraient eu alors une perspective susceptible de leur inspirer confiance dans les luttes.

Si nous parlons de la CGT, c'est en raison du poids et du rôle particuliers que cette centrale syndicale conserve parmi les travailleurs.

La direction de la CFDT, elle, a abandonné le mouvement dès le premier appel du pied du gouvernement. Après sa honteuse signature d'un accord avec Fillon, dans la nuit du 14 au 15 mai, son secrétaire général, Chérèque, est devenu le porte-parole officiel du gouvernement.

Quant aux autres syndicats, aussi bien FO que SUD, ils ont pu d'autant plus facilement tenir un langage radical, y compris en répétant les appels à la grève générale, qu'ils n'avaient pas le poids et le crédit pour que leur appel puisse être pris au sérieux.

Pour en revenir à la CGT, sa tactique pendant le mouvement a été d'accompagner ce dernier pour ne jamais se couper de ses éléments les plus actifs qui étaient bien souvent ses propres militants et adhérents. Cette politique, qui consistait au fond à "surfer" sur le mouvement sans chercher systématiquement la généralisation et l'approfondissement de celui-ci, s'est concrétisée par les attitudes les plus diverses et parfois les plus contradictoires de ses responsables locaux. Les appels radicaux pour la généralisation du mouvement côtoyaient des comportements qui étaient de véritables douches froides pour les hésitants.

Les confédérations syndicales, et plus particulièrement la CGT, ont cependant contribué, bien malgré elles, à certains égards, à développer le mouvement. Pour ne prendre que cet exemple, la journée de manifestations du 25 mai, un dimanche, a été, à l'origine, de toute évidence un contre-feu allumé par la direction confédérale, d'une part, pour limiter la portée du 13 mai et, surtout, pour que cette journée du 13 mai ne se prolonge pas par des grèves, un peu, comme il y a près de 40 ans, un certain 13 mai 1968 s'était prolongé les jours suivants pour déboucher sur la grève générale.

Néanmoins, une fois le 13 mai passé, le 25 mai est devenu un nouvel objectif auquel pouvaient se raccrocher tous ceux qui voulaient la continuation du mouvement. Et quelles qu'aient pu être les arrière-pensées des dirigeants confédéraux en appelant à des journées nationales de grèves et de manifestations, celles-ci ont constitué des objectifs intermédiaires permettant au mouvement de se développer.

Ainsi, le fait même que les journées nationales soient massivement suivies obligeait les confédérations syndicales (CFDT mise à part) à prévoir d'autres journées qui relançaient le mouvement, montrant à ceux qui étaient en lutte qu'ils n'étaient pas isolés.

Accuser la CGT de ne pas avoir appelé à la grève générale est compréhensible lorsqu'il s'agit d'un militant de la grève, surtout cégétiste, déçu parce que le mouvement n'est pas allé jusqu'où il espérait qu'il aille. Venant de certains appareils syndicaux concurrents de la CGT, comme SUD, ou de certaines organisations gauchistes, c'est souvent intéressé et surtout non seulement inepte mais aussi défaitiste. Si la grève générale dépendait des chefs syndicaux réformistes, ce serait à désespérer de l'avenir !

De juin 36 à mai 68, en passant par l'été 53 des fonctionnaires, aucune des grèves générales du passé n'a été le résultat d'une stratégie combative des directions syndicales. Chaque fois, les directions syndicales ont été obligées par la base d'aller plus loin que ce qu'elles voulaient.

Les travailleurs ne peuvent pas compter sur les directions syndicales pour mener la politique nécessaire à la généralisation des grèves. Mais ils peuvent les contraindre à suivre le mouvement des travailleurs. Et ils peuvent laisser au bord du chemin les appareils syndicaux qui s'opposent au mouvement ou qui s'en détachent.

Voilà pourquoi la seule politique efficace dans cette grève n'était pas de proposer des motions pour interpeller les directions syndicales afin qu'elles veuillent bien appeler à la grève générale. Elle était dans le fait d'œuvrer à la base pour que les grévistes généralisent eux-mêmes leur grève.

Ceux des secteurs les plus combattifs de l'Éducation nationale ont pu faire l'expérience de la richesse qu'a représentée la participation massive des grévistes, d'une part, aux assemblées générales, où on discutait, on échangeait des idées et on décidait, et d'autre part, à l'application des décisions prises. La collectivité des grévistes renferme des trésors d'imagination, de créativité, d'initiatives, qu'aucun appareil syndical ne peut égaler, fût-il sincèrement déterminé à faire aboutir les exigences des grévistes ce qui était loin d'être le cas. Ce sont précisément ces assemblées générales où les grévistes se rencontraient, prenaient conscience de leur force et de leur détermination collectives, qui ont tant contribué à donner au mouvement sa dynamique.

C'est également à travers ces assemblées et à travers les actions collectives que les grévistes se sont rendu compte qu'il leur était possible d'en entraîner d'autres et qu'ils n'avaient besoin de personne pour cela. Et c'est à travers cette activité à la base que la grève avait le plus de chances de se généraliser et de se transformer en grève générale, sans que les appareils syndicaux puissent l'arrêter.

Encore une fois, ce processus de généralisation n'a été qu'amorcé dans ce mouvement. Mais ceux qui y ont contribué et qui en ont compris la nécessité et les mécanismes en sortent avec une expérience que rien ne remplace.

En conclusion, personne ne peut savoir si les trois mois de manifestations et de grèves se prolongeront et se développeront après l'interruption des congés payés (en rappelant que les congés payés d'ailleurs ne constituent pas en eux-mêmes un obstacle à la lutte puisque la grève des fonctionnaires de 1953 s'était déclenchée précisément pendant les mois de congés).

Ce qui est certain, c'est que reprendre le mouvement, l'amplifier, le généraliser, faire en sorte que les entreprises privées participent à la mobilisation constituent la seule voie. Et, par rapport à cette éventualité, l'expérience des trois mois de mobilisation constitue un acquis. Le mouvement a fait émerger, au-delà des militants syndicaux et politiques, des milliers de "militants de la grève", des "militants du mouvement", qui se sont familiarisés avec bien des problèmes posés par un mouvement social et qui peuvent être, pour les mobilisations à venir, porteurs d'un certain nombre de pratiques comme les assemblées générales démocratiques, comme les contacts entre travailleurs de différents secteurs.

Et ce qui est encore certain, c'est que, si une telle mobilisation s'amorce, il faudra qu'elle mette en avant non seulement des revendications telles que le retrait de tous les plans anti-ouvriers du gouvernement, aussi bien celui déjà consacré par une loi pour ce qui est de la retraite, que celui encore à venir concernant l'assurance maladie, mais aussi qu'elle mette en avant des objectifs qui protègent les travailleurs contre les licenciements collectifs et le fléau du chômage.

28 juin 2003

\*\*\*\*\*

## **ÉCHANGES ET MOUVEMENT**

### **MAI 2003 EN FRANCE : QUE DIRE AUJOURD'HUI D'UN MOUVEMENT SOCIAL MULTIFORME ?**

#### **NUMERO SPECIAL HORS SERIE - JUIN**

« Arrivé à l'apogée de sa puissance, le capitalisme est aussi arrivé au plus haut point de sa vulnérabilité; il ne débouche nulle part ailleurs que sur la mort. Si faibles que soient les chances de révolte, c'est moins que jamais le moment de renoncer au combat. »

(P.Mattick)

**Ce numéro hors-série traite des récents mouvements de lutte en France. Ce n'est qu'un avant-projet d'un travail plus complet sous forme de brochure. Les documents joints peuvent donner un aperçu de ce travail à venir. Nous en réunissons les matériaux et appelons tous ceux qui auraient ce bulletin entre les mains à le faire circuler et à recueillir les critiques et tous les témoignages et textes possibles nous permettant de compléter ce travail.**

**Contrairement à la diffusion habituelle, il est envoyé en un seul exemplaire aux abonnés d'Échanges, aux individuels et à chaque correspondant en assurant habituellement la distribution. Nous espérons qu'ils pourront en assurer la diffusion pour une participation à l'élaboration de la brochure évoquée ci-dessus**

On pourrait donner de ce qui se passe en France des explications si générales qu'elles en deviendraient de banales évidences. On peut être tenté de faire des comparaisons entre les affrontements d'aujourd'hui et d'autres d'un passé récent à l'échelle nationale par exemple 1968 et 1995. Dans l'immédiat, nous ne donnerons que plusieurs textes distincts : l'article plus général qui suit, un témoignage direct des grèves dans l'enseignement, un autre témoignage d'une des manifestations parisiennes et une lecture critique d'un appel d'une coordination nationale placardée lors de cette manifestation.

#### **REPLACER LE MOUVEMENT DANS LE CADRE ECONOMIQUE ET POLITIQUE GENERAL.**

Tout d'abord dans le cadre de la **situation économique mondiale** du capital. Pas besoin de statistiques et de grands développements pour dire que le capitalisme est en crise avec des répercussions dans tous les domaines. Pour ne parler que de la France en voie d'intégration dans l'Europe, cette crise s'exprime par des impératifs de restructurations avec des conséquences sur les conditions générales de travail. Comme dans tous les autres États, la diminution de la production signifie une diminution de la plus-value extorquée sur le travail par le capital, donc de la part de cette plus-value redistribuée aux travailleurs et prélevée par l'État pour ses dépenses de fonctionnement et pour l'articulation social - répression destinée au maintien de la paix sociale. Le résultat global est une pression de plus en plus forte pour réduire cette part de plus-value échappant au capital. C'est-à-dire une attaque sur les salaires et avantages sociaux, à un moment où les conséquences de la crise accroissent la demande de l'aide sociale sous toutes ses formes et l'exigence de répression pour contenir la pression sociale. En termes beaucoup plus directs : le capital a besoin de fric pour faire face à la crise et tenter de conserver ses profits et il n'y a qu'une seule source : les travailleurs quels qu'ils soient, au travail, au chômage ou à la retraite ou futurs dans le conditionnement scolaire.

#### **LES CONFLITS SOCIAUX ET LA POLITIQUE**

Ce que l'on trouve fréquemment, c'est la référence aux grèves de l'automne 1995. Comme alors, sur un fond de restructurations économiques et sociales, on se trouve devant tout un ensemble de luttes localisées et diverses. Mais, jusqu'à maintenant, on ne se trouve pas, comme en mai 1968, devant un mouvement généralisé touchant toutes les structures du système et une tentative de remise en cause de l'organisation sociale bien que la multiplicité des initiatives locales fasse penser à une lame de fond d'une toute autre nature. Tout comme en 1995, un gouvernement conservateur s'attaque à un problème global touchant les garanties sociales notamment celles concernant certaines catégories de travailleurs,

ceux des services publics et parapublics. En 1995, le déclencheur de la grève fut une attaque frontale visant à la suppression de ces régimes spéciaux, leur alignement sur le régime général de Sécurité sociale notamment quant à l'âge de départ en retraite. Cette spécificité devait limiter le mouvement malgré la force de son extension et ses tendances autonomes : tous les efforts pour l'étendre au secteur privé qui n'était pas directement concerné échouèrent. Les grévistes affirmèrent qu'ils faisaient la « grève par procuration » pour l'ensemble des travailleurs, ce qui fut rapidement contredit par une reprise du travail, fortement appuyée par les syndicats alors quelque peu dépassés, lorsque le gouvernement abandonna son projet par crainte d'une telle extension. Une des raisons de cette non-extension au secteur privé était que les travailleurs de ce secteur économique le plus important n'étaient pas concernés par cette mesure; au contraire ils avaient été touchés, quelques années auparavant, par le passage à 40 années du temps de cotisation requis pour toucher une retraite pleine et entière. Sans que cela déclenche une réaction des centrales syndicales ou de mouvement de base.

En 1995, le retrait des mesures gouvernementales et la fin du conflit ne réglèrent pas pour autant l'échec politique. Il y a une règle politique constante qu'un gouvernement qui, par quelque tentative pourtant requise par le capital, provoque un conflit majeur perturbant sérieusement le fonctionnement de l'économie capitaliste, doit en quelque sorte le payer politiquement : le conflit social, quelle qu'en soit l'issue, est apaisé, en quelque sorte transféré, sur une « solution » politique bien sûr transitoire. De Gaulle avait payé en avril 1969 l'échec politique que représentait mai 1968 bien que bénéficiant alors d'une majorité largement suffisante pour gouverner. Les contrecoups de l'échec social de l'automne 1995 se concrétiseront par l'élection au printemps de 1997, après une dissolution supposée laver l'affront social, d'une majorité de gauche sociale-démocrate. Bel exemple d'un mouvement social dévié sur un geste politique supposé résoudre les problèmes ayant sous-tendu l'affrontement social. La tâche qui attendait ce gouvernement « de gauche » était de faire passer les réformes nécessaires au capital en France ; il pouvait jouer pour cela d'un capital d'une confiance — toute relative — que des travailleurs pouvaient — encore — accorder à un tel changement politique.

## **LA GAUCHE**

### **PREPARE LE TERRAIN**

#### **POUR LA DROITE**

#### **La continuité capitaliste sous l'alternance gouvernementale**

C'est devenu un lieu commun de dire que la gauche sociale-démocrate n'a pas, au cours de ces cinq années au pouvoir, tenté de s'attaquer aux problèmes que lui avait légués le gouvernement « de droite » c'est-à-dire aux réformes exigées par le capital notamment au problème des retraites. On oublie en général qu'elle a parfaitement rempli sa tâche de gestionnaire du système en ce qui concerne la paix sociale et la hausse de la productivité du travail, une arme essentielle dans la compétition capitaliste internationale. Dans cette période de cinq années, des résultats essentiels ont été atteints au détriment des travailleurs :

— sous l'étiquette fallacieuse de la réduction du temps de travail avec les « 35 heures », les entreprises en France ont gagné une **flexibilité totale du travail et un blocage des salaires** avec en prime des subventions déguisées (politique entamée par la droite avec la loi de Robien exonérant pour sept ans les cotisations sociales dues pour chaque salarié et poursuivie par la loi Aubry qui baisse pour 5 ans les cotisations des salariés embauchés au titre de la RTT). Une conséquence non moins importante de la mise en application de cette législation a été un transfert de la fixation des relations de travail d'un niveau global (État ou conventions de branches d'industrie) au niveau local de l'entreprise ou même de chaque usine d'un même trust, c'est à dire l'abolition d'une égalité territoriale unificatrice vers une localisation différenciatrice porteuse de divisions et de faiblesses. C'est dans ces conditions que le capital en France peut se targuer d'avoir la productivité horaire par travailleur la plus élevée des pays industrialisés. Il pourrait aussi se targuer d'avoir profondément bouleversé les conditions de travail et de vie des travailleurs, accroissant ainsi leur 'individualisation » et la parcellisation des luttes.

Cette transformation des conditions de travail et de vie s'est accompagnée d'une **restructuration industrielle**, pour partie engendrée par des privatisations du secteur public, les licenciements en résultant étant favorisés par l'allègement des contrôles étatiques et une réforme de l'indemnisation du chômage. Les **licenciements** furent masqués par d'importantes **embauches précaires** notamment de jeunes.

Cette forme spécifique de précarisation n'était qu'un des aspects d'un **précarisation générale** touchant l'ensemble de l'économie, en partie conséquence de la mise en concurrence sans frontières de

la force de travail, de la flexibilité du travail et du concassage du temps de travail, en partie par l'embauche dans nombre de services publics de travailleurs hors statut garanti. Et pour une autre partie la conséquence d'accords internationaux (par exemple entrée de la Chine dans l'OMC) ou d'abandon d'accords protecteurs des industries nationales (par exemple la fin de l'accord multifibre couvrant la production textile).

Dans tous les domaines des garanties sociales ou des statuts préservés, la pratique développée au cours de ces années, consista, pour éviter des explosions sociales globales, à parcelliser à l'extrême en procédant à **des réformes ponctuelles par catégories limitées**. Une partie de ces réformes « parcellisantes » et qui va se trouver au centre du conflit dans l'Éducation nationale touche la « **régionalisation** » **c'est-à-dire le transfert de services dépendant de l'État central vers les collectivités locales**. Cette réforme des structures de l'État, amorcée par le gouvernement social-démocrate dès 1981 a été poursuivie par la droite, puis de nouveau par la gauche : à proprement parler, il ne s'agit nullement d'un changement de patron mais d'un changement de collectivité publique conçu comme devant apporter une meilleure productivité et, du moins pour les entrants, un changement de statut moins avantageux qu'auparavant et une rationalisation du travail.

**L'ensemble a ainsi créé les conditions propres à une autre avancée vers des réformes plus radicales**, celles-là mêmes retardées par crainte d'un mouvement social. Mais en même temps, elles ont aussi créé un mécontentement diffus, un malaise d'autant plus profond qu'il ne pouvait se concrétiser que difficilement dans des luttes ouvertes et que crise et restructurations développaient une inquiétude croissante sur le futur soulignant l'impuissance des politiques face à l'inexorable évolution de l'économie. Dans le même temps, les réformes longtemps retardées devenaient d'autant plus urgentes qu'elles se posaient non plus au niveau national mais au niveau européen et que la crise économique mondiale contraignait à ne plus différer leur réalisation ; elles pouvaient se définir suivant trois axes :

— le corollaire de la liberté de circulation des travailleurs dans une harmonisation par le bas des systèmes de protection sociale et la suppression des particularismes nationaux ;

— la suppression des entraves à la constitution d'un libre marché européen avec pour corollaire la réduction de la plus grande partie des secteurs publics et leur privatisation ;

— l'harmonisation des structures politiques des États par la constitution de régions équilibrées dotées de pouvoirs plus conséquents transférés des États centralisés dont les fonctions se trouvaient diminuées d'autant.

## **LA CRISE DES MEDIATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES MASQUEE PAR LES DEBOIRES**

### **DE L'ELECTORALISME**

Il semble que le gouvernement conservateur se soit quelque peu mépris sur la crise politique dévoilée lors des élections du printemps 2002. Il pouvait ainsi croire qu'ayant une majorité sans partage dans tous les échelons du pouvoir, il lui devenait possible de se lancer hardiment dans l'ensemble des réformes différées et dont l'urgence lui était imposée. Les références des remous politiques fascisme - antifascisme avaient totalement masqué la réalité du conflit social posé notamment dès 1995. La tentative de médiation politique de ce conflit, que les élections de 1997 avaient exprimé, avait échoué. Au contraire, le développement de ce mécontentement latent s'exprimait dans les péripéties électorales de ce printemps 2002 ; elles s'affirmèrent en un rejet de la médiation politique tel que l'abstention et les votes de rejet atteignaient près des 2/3 de l'électorat. On peut se demander si les manifestations de masse pour barrer la route au Front National n'étaient pas plus l'expression de ce refus de toute médiation politique et ne préfiguraient pas d'une certaine façon la situation présente. Elles privilégiaient l'affrontement direct, « la loi de la rue » comme le disent si bien les ministres d'aujourd'hui.

Mais, ce n'était pas une lame de fond car tous les organes de pouvoir avaient appris depuis les deux décennies écoulées, à la mesure des tentatives d'action directe découlant de ce refus des médiations.

### **LA PERSISTANCE**

### **D'UN COURANT AUTONOME**

La désaffection à l'égard des syndicats ne date pas d'aujourd'hui. Elle correspond, dans le domaine des relations de production, au rejet des médiations politiques. Elle s'exprime par le peu d'adhérents et la carence de militants et est masquée alors par le fait que les protections légales ( et le financement institutionnel) leur permet d'assumer encore, bien qu'avec difficulté, leur fonction de médiation dans les rapports de production et d'intervenir dans des conflits sociaux. Plus que les politiques, ils se trouvent concrètement en face de mouvements de lutte qui tendent à nier en fait leur existence même et les

contraint de prendre des positions qui dévoilent leur fonction sociale réelle : on peut dire que, en dépit de la confusion d'un mouvement coincé entre les surenchères syndicales intéressées, les manœuvres tant du pouvoir que des centrales reconnues, on se trouve en présence d'une grève sauvage qui cherche à trouver ses propres critères d'action et d'organisation. Il s'agit de manifestations d'un courant d'autonomie dans les luttes qui remonte dans le temps même avant 1968 (fin des grèves presse bouton). Dans la période récente, il s'est exprimé à la fin des années 1980 par la création des coordinations dont les plus importantes appaurent dans les chemins de fer (1986-87) et chez les infirmières (1988-89). violemment combattue par les syndicats et en partie émasculée par la création de syndicats non reconnus se voulant plus combatifs (SUD, UNSA, CNT), cette tendance réapparut dans les grèves de 1995-96 sous la forme de la démocratie directe dans les assemblées de grèves ouvertes à tous, rompant en quelque sorte avec les limites du strict professionnalisme des coordinations. Mais là aussi les limites de la démocratie formelle sont vite apparues dans les possibilités de manipulation des syndicats qui, s'ils reconnaissaient par force cette démocratie de base, gardaient la haute main sur les pourparlers avec les pouvoirs et sur l'organisation des manifestations centrales. Aussi bien les travailleurs concernés que les syndicats et les gouvernements tirèrent les leçons de ces tentatives avortées. Récemment, on a vu apparaître dans les luttes d'autres organisations de base regroupant à la fois des travailleurs en lutte et d'autres militants et qui, pour se différencier des formes d'organisation antérieures avortées, ont pris un autre nom « les collectifs », auxquels on peut d'ailleurs prédire les mêmes avatars que les formes antérieures devenues obsolètes.

Il était habituel dans les pratiques syndicales de recourir, dans des circonstances précises et toujours sous contrôle strict de telle ou telle centrale, à certaines formes de violence sociale. Cela permettait de débrancher les tentations d'une violence de base lorsque la lutte maintenue dans ses cadres légaux se trouvait dans une impasse. Dans les années écoulées, une violence sociale a surgi sur les lieux mêmes de travail, souvent hors des structures syndicales. Elle recoupait en quelque sorte la violence récurrente des « banlieues » en lui donnant un caractère beaucoup plus précis de violence de classe. Cellatex, en février 2000, avait inauguré en quelque sorte cette nouvelle voie de l'autonomie. Non seulement ces actions ont dû faire face à une répression directe, mais aussi à des manœuvres dilatoires les vidant de leur contenu subversif. Avec les nouvelles lois sur la sécurité, l'épée de Damoclès d'une répression directe se trouve suspendue sur la tête non seulement des jeunes des banlieues mais aussi sur toute forme d'action autonome « troublant l'ordre public ». Même ponctuelles, ces formes de lutte ne se sont pas éteintes et, tout récemment encore, des travailleurs y ont eu recours soit sous forme de menaces, soit en passant à l'action directe.

Il entrait dans les stratégies gouvernementales de tenter de profiter à la fois de ce qu'il pensait être un consensus politique, d'un certain contrôle syndical sur de possibles luttes et d'un appareil répressif renforcé. D'où la tentation d'imposer, aux dépens des travailleurs, les réformes qu'exigeaient pour la pérennité du capital, à la fois la construction européenne et la crise économique. On peut épiloguer sur le fait que, pressé par le temps autant que par l'évolution rapide de la crise économique, il ait entrepris en même temps tout un ensemble d'attaques dans différents domaines. Il accumulait ainsi pour certaines couches sociales plusieurs bouleversements dans les conditions de travail. Par exemple, dans tout le système éducatif français, il imposait à la fois la réforme des retraites, un changement de statut avec le transfert du personnel non enseignant de l'État aux régions et une réduction drastique des effectifs. Il est possible aussi que, fort de la « popularité » gagnée dans l'affirmation de positions anti-américaines dans le conflit irakien, dans le prolongement de ce prétendu consensus, le gouvernement ait cru qu'un passage en force était possible. Quoi qu'il en soit, disposant d'une majorité conservatrice rêvant d'en découdre, le capital et ses séides pouvaient voir dans les faits une ouverture pour surmonter un rapport de forces dont il était malgré ses œillères assez conscient.

### **UN POUVOIR TROP SÛR DE LUI**

Il est difficile de dire, au stade actuel du développement de la lutte, vers quelle voie s'orienteront les affrontements dont l'ampleur réside à la fois dans leur persistance et dans leur extension à l'ensemble de la France. Les axes d'intervention du gouvernement rencontrent des résistances diverses, qui, nous venons de le souligner, dans certains secteurs comme l'éducation, cumulent les bouleversements imposés. Rappelons ces axes « réformateurs » :

— les retraites, sous le prétexte d'un déséquilibre qui pourrait se produire dans dix années (hypothétique car se référant à une situation économique inconnue et démographique plus ou moins prévisible avec la libre circulation des personnes dans l'UE élargie), parvenir à une réduction des

charges étatiques et patronales. Le but: les prélèvements sur le PIB à une moyenne européenne et orienter vers la constitution d'un système privé de retraite, le tout dans l'intérêt du capital dont les charges seraient réduites et qui aurait l'assurance de trouver un financement via les fonds de pension. Les plus atteints par cette « harmonisation » seraient les travailleurs de tout le secteur public et parapublic qui bénéficient de systèmes de retraite plus avantageux que le secteur privé, ce dernier secteur étant aussi atteint mais à un degré moindre, bien qu'il compte ceux dont la retraite est minimale.

— les transferts de charge de l'État vers les collectivités locales, à commencer régionales ; nous avons déjà souligné l'importance politique de ces mesures dans le cadre de la construction européenne.

— la réduction de tout le secteur public dont la régionalisation n'est qu'un des aspects. Elle implique à la fois la privatisation d'importants secteurs des « services publics » (y compris éventuellement l'enseignement) et des coupes sombres dans les effectifs des services existants (avec l'utilisation des départs en retraite massifs dans les dix années à venir des enfants du baby-boom de l'immédiat après-guerre).

— une réforme profonde du système universitaire pour l'adapter aussi aux normes européennes. Elle impliquerait une rationalisation, une mise en compétition des établissements scolaires à tous niveaux et un renforcement de leur liens avec le patronat pour que les formations répondent mieux aux besoins des entreprises.

Cela fait des mois que certains secteurs spécifiques, touchés par les premières mesures de « restructuration » et de « réduction des dépenses de l'État », sont engagés dans des luttes apparemment marginales mais persistantes. Ces luttes sont souvent spécifiques à l'appel de collectifs locaux, régionaux ou nationaux surgis de la lutte elle-même : les intermittents du spectacle contre la réforme du système d'indemnisation du chômage ; les archéologues contre une réduction des crédits entraînant de nombreux licenciements et une privatisation des fouilles archéologiques ; les personnels subalternes précaires de l'Éducation nationale (emplois jeunes, surveillants, etc.) dont les emplois sont purement et simplement supprimés ou considérablement réduits avec la création de postes d'assistants. Ces mouvements, bien que marginaux, préfigurent en quelque sorte ce qui se développe depuis plusieurs mois, particulièrement dans l'enseignement. Ils tentent de tisser des liens, des ramifications vers d'autres secteurs du public, même du privé, de l'ensemble de la population. Il n'est guère possible d'en tracer l'ampleur et les caractères à commencer par le manque d'informations précises.

Cette ampleur ne réside pas dans l'importance des manifestations de rue récurrentes dans toute la France (sur lesquelles les syndicats tentent de garder la haute main), bien qu'elle soit plus évidente dans certains départements ou régions, inégale selon les secteurs de l'éducation et géographiquement. Elle réside essentiellement dans une auto-organisation au plan local qui ne dépasse pas généralement cette limitation. Les actions peuvent aussi associer d'autres secteurs d'activité publique ou privée, mais là aussi, d'une manière très dispersée et dont il est impossible de dire la dimension et le caractère. Leur signification est pourtant telle qu'on peut considérer quelle reflète les tendances profondes de l'ensemble du combat social.

### **LES SYNDICATS N'EXISTENT QUE POUR IMPOSER A LA FORCE DE TRAVAIL LES IMPERATIFS DU CAPITAL**

Les syndicats, quels qu'ils soient mais avec différents objectifs selon leur position dans l'appareil d'encadrement de la force de travail, ont pris le train en marche. Leur rôle, pour les syndicats représentatifs, apparaît double. D'un côté, faire contre mauvaise fortune bon cœur en proclamant leur solidarité avec les mouvements construits en dehors d'eux et leur foi dans la démocratie de base; leur participation fait qu'ils essaient de les torpiller en utilisant ces mêmes pratiques démocratiques et en utilisant leur position de « coordinateurs patentés ». Ils tentent en même temps de prévenir toute velléité de coordination hors de leur contrôle. On peut voir de tout évidence leur rôle pour émasculer le mouvement dans le calendrier de diverses manifestations catégorielles évitant ainsi toute action unitaire ou dans les contre-feux de manifestations nationales répétées ou de « journées de lutte », qui font croire à une montée en puissance mais renvoient à des lendemains sans perspective et qui déchantent. On peut voir leur rôle dans ces entrevues ouvertes ou secrètes qui continuent avec le gouvernement et qui offrent le spectacle de déclarations tonitruantes de rupture, alors qu'ils tissent dans le silence des cabinets ministériels les « concessions du pouvoir » qui permettront de diviser à la fois les problèmes et ceux qui luttent. C'est là le risque le plus important de dislocation du mouvement qui permettrait au



gouvernement de ne pas perdre la face et d'éviter les conséquences politiques d'un retrait pur et simple des mesures les plus importantes, de maintenir certaines des réformes qui ne rencontreraient plus qu'une opposition divisée et affaiblie. Les syndicats pourraient alors revendiquer une victoire à la Pyrrhus car ils auraient cédé sur une partie de l'essentiel et reporté à plus tard l'autre partie, et, ayant pleinement assumé leur fonction, obtenu sans aucun doute de la part du pouvoir des garanties quant à leur position dans le système (c'est certainement l'explication de la «trahison» de la CFDT)

#### **COMMENT**

#### **LE MOUVEMENT AUTONOME CHERCHE-T-IL**

#### **SA VOIE AUJOURD'HUI ?**

Pour nous, l'aspect le plus important du mouvement actuel est qu'il s'inscrit dans le courant d'autonomie que nous avons décrit ci-dessus. Pour pouvoir dégager les expressions de cette autonomie dans les formes d'organisation et d'action, il doit lutter inévitablement, constamment et durement, contre toutes les forces de répression toujours présentes. Il est inutile de crier à la trahison des syndicats ou de vilipender leurs manœuvres et manipulations : ce faisant, ils sont parfaitement dans le rôle qu'ils se sont donnés et que le capital attend d'eux (ils y gagnent leur crédibilité auprès des pouvoirs qui peuvent même leur décerner des satisfecit pour leur »sens des responsabilités«). Il n'y a rien d'autre à en attendre. C'est ce qui rend particulièrement vain les appels (émanant des groupes gauchistes ou autres que nous analysons par ailleurs) à « faire pression » sur les syndicats pour qu'ils fassent ceci ou cela. Outre que ces appels accèdent un rôle possible des syndicats qu'ils n'assumeront jamais, leur fonction est précisément de barrer la route à toute possibilité des travailleurs en lutte de lutter pour eux-mêmes et par eux-mêmes, d'agir et de s'organiser en ce sens

\* \* \*

## **UN TEMOIGNAGE SUR LES GREVES DANS L'EDUCATION NATIONALE de 2003 DANS UN DEPARTEMENT**

Quelques informations à partir des derniers jours et des dernières actions. Pour simplifier la présentation je décrirai ce que je vis dans le Vaucluse. Ce n'est pour le moment qu'un bref aperçu de quelques aspects importants de ce mouvement.

### **Les raisons du mouvement**

Ce n'est qu'au bout de plusieurs semaines de grève que les médias nationaux se sont fait l'écho des raisons premières de mobilisation dans l'Éducation nationale, avant on ne parlait que de la réforme des retraites. Si les deux sont liés, il faut quand même expliquer ce que représentera réellement la réforme de décentralisation de l'Éducation nationale.

Essentiellement, ce sera une dégradation des conditions de travail des personnels concernés par ces mesures à la rentrée prochaine et le début de l'ouverture à la privatisation de l'Éducation nationale, par des voies détournées. Privatisation qui signifie à terme contractualisation, flexibilité des personnels de l'éducation, donc encore dégradation des conditions de travail et accentuation des inégalités suivant les régions.

Cette réforme se traduit dès l'an prochain par :

— la suppression du statut de surveillant et la disparition de 5600 postes dès l'an prochain (ceux qui sont en fin de droit). Les aides éducateurs sont supprimés : départ de 20000 d'entre eux à la rentrée prochaine. L'ensemble (25 600 suppressions) est remplacé par 16 000 « assistants d'éducation », au statut précaire, moins payés que les surveillants, et pouvant être appelés à d'autres tâches que dans les établissements scolaires.

— Les personnels techniciens, ouvriers et de services (TOS) passent à la fonction publique territoriale, c'est-à-dire qu'ils effectueront des tâches à la fois dans les établissements scolaires et en dehors : ils deviendront corvéables à merci.

— Les conseillères d'orientation, les assistantes sociales, les médecins scolaires passent à la fonction publique territoriale. Ils ne seront donc plus rattachés à un établissement, mais effectueront d'autres tâches en plus. Leur aide dans les équipes enseignantes sera très réduite, au vu de leur surcharge de travail probable.

— Les crèches, payantes, se voient changer de nom et sont baptisées « centres d'accueil de la petite enfance », annonçant la disparition des sections d'école maternelle (déjà prévue dans la région du Havre).

— Augmentation de l'autonomie des établissements scolaires et universitaires avec régionalisation du financement et entrée des entreprises dans l'élaboration des projets de ces établissements.

Beaucoup de jeunes professeurs (et de moins jeunes) découvrent le jeu du libéralisme international et se familiarisent avec la lecture des textes de l'OMC, de l'ERT et de l'AGCS, textes qui prônent la destruction des services publics dans le monde. Ces textes décrivent avec cynisme comment les dirigeants des pays doivent s'y prendre pour détruire ces services et laisser sur le tapis une partie de la jeunesse qui n'a pas besoin de formation ni de culture approfondie. Ils se radicalisent rapidement au cours de la lutte et se rendent compte que cette lutte n'est rien d'autre qu'une lutte contre le capitalisme et contre tous les aspects de la société qui en découlent.

### **Les réalités du mouvement**

C'est la première fois qu'un mouvement d'une telle ampleur, d'une telle durée se produit dans l'Éducation nationale depuis 1968. Tous (ou presque) les établissements primaires et secondaires sont entrés en grève reproductible, dans toutes les académies de France.

#### ***Le début***

Tout a commencé, le 18 mars, dans l'académie de Bordeaux, car cette académie a été choisie comme académie pilote pour l'application de la réforme, avec, comme premières conséquences, des suppressions de postes, des suppressions d'heures, de places pour les élèves dans certains lycées, le blocage des mouvements de mutations dans certaines matières et la création de 12 lycées pilotes pour l'application de la réforme.

« Les lycées pilotes d'expérimentation de la loi organique de financement permettent de voir ce que sera l'école de demain. Le schéma est inspiré du fonctionnement des lycées agricoles. Introduction de représentants des chambres consulaires et des entreprises dans les conseils d'administration, extension des pouvoirs de l'établissement en matière de gestion des personnels, mais aussi sur le recrutement et la pédagogie. Ces établissements recevront une dotation emploi, ces emplois seront « étiquetés » et

« profilés » par le nouveau conseil d'administration présidé par une personnalité extérieure à l'établissement. Le chef d'établissement sera chargé du recrutement des personnels répondant au profil des emplois. Le CA déterminera la pédagogie enseignée, le nombre d'ATOS, de profs, etc., auxquels servira la dotation. »

Peu de temps après, La Réunion est entrée en grève reconductible massivement( 80% de grévistes en continu) ainsi que la région parisienne, surtout le 93.

### ***L'extension***

Le mouvement s'étend dans les autres départements au fur et à mesure que les académies rentrent des vacances de Pâques.

Des assemblées générales se tiennent quotidiennement dans les établissements pour reconduire la grève chaque jour et décider des actions locales, puis des assemblées de secteurs et des assemblées départementales.

Les collèges et les écoles primaires en grève font le tour des établissements qui ne sont pas encore dans le mouvement. Il y a une assemblée de secteur par semaine plus une assemblée départementale. Des réunions d'explication du mouvement ont lieu avec les parents, dans les villages, partout. Des pique-niques, des fêtes, chaque inauguration ou réunion officielle est l'occasion de se faire entendre en fanfare, en invitant si possible les médias. Chaque gréviste est actif.

C'est une grève qui vient de la base, et qui s'est étendue rapidement.

Dans certains établissements, les parents occupent l'école ou le collège.

Après plusieurs semaines de grève, devant le blocage de la situation, les personnels de l'Éducation nationale sont de plus en plus nombreux à ne voir l'issue du conflit que dans une grève générale. Et ce n'est pas l'influence de FO, qui bien sûr a lancé ce mot d'ordre rapidement, mais qui est très minoritaire. S'il a été repris, c'est qu'il correspondait à la nécessité du moment.

Des équipes de grévistes sont allées dans les différentes entreprises de leur région pour établir des contacts et discuter d'une généralisation du mouvement. Des réunions communes ont eu lieu partout.

### ***L'organisation***

L'autonomie du mouvement est à l'image de la colère immense de l'ensemble des personnels de l'éducation.

Les syndicats (FSU, UNSA, FO, CFDT, SUD) organisent les assemblées générales de secteurs, mais surtout les assemblées départementales. Une intersyndicale s'est tout de suite mise en place dans les différents départements, pour contrôler et freiner le mouvement.

Dans les départements où une coordination s'est tout de suite mise en place, les syndicats y étaient présents, au même titre que les autres participants.

Dans d'autres départements comme le Vaucluse dont je vais parler, l'intersyndicale appelait à des AG départementales après chaque grande manifestation hebdomadaire (entre 300 et 400 participants). Ils trônaient à la tribune devant la salle, s'attribuaient mutuellement des félicitations pour l'ampleur du mouvement puis faisaient voter une motion (en général présentée par FO) d'appel à l'extension, puis à la grève générale, motion qu'il fallait souvent rediscuter et modifier. Une heure était ainsi passée pour « occuper » le temps. La parole était ensuite donnée aux différents intervenants de la salle.

Aucun ordre du jour, aucun président de séance. Les actions proposées par la salle ne sont pas soumises au vote de l'AG. Des protestations de plus en plus nombreuses venant des collèges les plus mobilisés contre l'inertie et le blocage des syndicats se font entendre.

Je propose un fonctionnement différent et « démocratique » avec ordre du jour établi par l'assemblée, un président de séance et un tour de parole en fonction de l'ordre du jour où les syndicats parleraient au même titre que les présents dans l'AG. Ils deviennent très hargneux.

Au même moment, en haut de l'amphi où se tenait l'AG, tout un collège en grève, déguisé en Indiens et avec leurs tambours crie : « On veut des actions, on en a marre des manifestations qui tournent en rond. » La responsable FO crie à la collusion, au coup monté, elle est folle de rage.

A partir de ce jour, à l'initiative d'un autre collège massivement en grève, un regroupement en dehors des syndicats s'organise. Il rassemble entre 20 et 30 établissements sur Avignon et Nord Vaucluse et se baptise « Collectif Vaucluse des personnels de l'E.N. ».

Ce collectif se réunit plusieurs fois par semaine et organise des actions indépendamment des syndicats. Aucun syndicat n'est présent en tant que tel. Il y a bien sûr des syndiqués, qui en ont marre de l'attitude des syndicats, et une majorité de non-syndiqués. Beaucoup de jeunes, c'est la majorité. La tonalité, c'est : « On sait quel est le rôle des syndicats, qu'ils ont toujours été contre l'expression de ceux

qu'ils ne contrôlent pas. » Mais on ne veut pas perdre de temps à des critiques que tout le monde partage concrètement ou conceptuellement. Ce n'est de toute évidence pas un discours de quelque organisation trotskyste ou similaire.

De plus, il est exprimé clairement que « Nous ne voulons ni construire un nouveau syndicat, ni une organisation permanente. La durée de ce collectif sera celle du mouvement et on est appelés à disparaître quand le mouvement s'arrêtera. » Je n'invente rien.

Les AG se déroulent dans le respect de la parole de chacun et dans un calme étonnant.

Il y a en moyenne 60 à 70 présents régulièrement.

Devant le blocage du gouvernement, devant l'inutilité reconnue des manifestations, des actions plus percutantes sont organisées par ce collectif. Ces actions, qui vont jusqu'à bloquer les portes des lycées ou de l'université pour empêcher le passage des examens, sont bien évidemment dénoncées par les syndicats. (Il faut faire une place à part à SUD, syndicat minoritaire qui est dès le début pour le mouvement des assemblées et des coordinations).

Ce collectif a organisé le blocage du lycée Mistral à Avignon, le jour des épreuves de philo de bac, et toute la matinée du 12 juin, France Info annonçait que c'était le seul lycée en France à être bloqué par 200 personnels grévistes (en réalité, il y en a eu au moins trois autres : Roanne, Belfort et Toulouse).

Comme les CRS sont ensuite arrivés, les épreuves ont pu se dérouler « normalement » avec quelque retard.

\* \* \*

**UN JEUNE PARLE  
DE CE QU'IL A VU  
ET DE SES REACTIONS  
LORS DE LA MANIFESTATION  
DU MARDI 10 JUIN A PARIS**

Place de la Concorde, un mardi soir en république, ils ont osé gazer et charger des manifestants, jeunes et vieux, ce soir, en toute légalité et égalité. La disposition des CRS était la suivante : grillage, canons à eau et forte présence des CRS bloquant l'entrée du pont, un gros paquet à droite, et quelques-uns sur la gauche. Belle image de la démocratie, puisque dans le même plan on a une horde de flics derrière leur grillage et au fond l'Assemblée nationale où siègent à ce moment les députés. Vers 18h30, des milliers de manifestants s'amassent sans violence devant les CRS. Slogans : "Raffarin démission, Chirac en prison". Une deux bouteilles en plastique volent du côté des CRS. Deux cars (vides) du côté gauche se mettent en position pour bloquer la sortie vers la gauche. Quelques minutes après, les premiers gaz lacrymogènes sont jetés. Le vent est favorable aux CRS, les premiers gaz ne sont pas balancés dans la foule, juste posés devant. Les CRS commencent alors à bloquer les issues sur les quais, ne laissant plus passer personne. Cependant le service d'ordre de la CGT, qui s'est interposé entre les manifestants et les CRS fait tout pour contenir les manifestants. Ils essayent de calmer les manifestants qui s'énervent contre les CRS et empêchent un petit groupe de dépaver la place. Certains (CNT, Éducation, SUD, etc.) commencent à s'énervent contre le service d'ordre de la CGT et en viennent quasiment aux mains. Le service d'ordre CGT (trois rangées de gros bras) quitte la place devant les flics à 19 heures précises en déclarant à ceux qui les injurient : »Démerdez-vous avec les flics. » En fait, ils vont ailleurs se repositionner selon les ordres d'en haut. Au fur et à mesure, les CRS prennent de moins en moins de précautions. Les gaz sont même tirés horizontalement en direction de la foule. Les salves sont généralement constituées d'une dizaine de lacrymos. Grâce au vent, les gaz se dispersent rapidement (en quelques minutes). Un bravo aux manifestants qui malgré tout continuent à s'amasser après chaque salve devant le cordon, avec des slogans des moins violents (Tous ensemble, Grève générale, etc.)

Du côté manifestants, la manifestation est loin d'être terminée (contrairement à ce qu'annonçait la radio). Les cheminots et les gars de la RATP n'arriveront qu'après 20h sur les lieux. Cependant le service d'ordre de la CGT qui s'est déplacé et celui de la CFDT (entre autres) empêchent les derniers manifestants d'accéder à la place et organisent un cordon pour les faire bifurquer dans une rue sur le côté de la rue de Rivoli. Vers 19h30, la place est totalement enfumée (une quarantaine de lacrymos en même temps), malgré tout, les manifestants continuent d'affluer. Nous sommes plus de 5 à 10 000 à être présents et à vouloir rester sur place ( certains diront « même la nuit s'il faut »), mais il ne pourront

rester longtemps sur la place (c'est fixé en haut lieu). (Une enseignante se retrouvera couverte de bleus par l'action musclée du service d'ordre syndical auquel elle ne voulait pas obtempérer.) Énervement du côté du cordon CRS de gauche : un manifestant âgé est en train de les insulter; ils ne laissent toujours passer personne. Vers 20h, les lacrymos semblent se calmer, on se dit que ça coïncide avec le début du JT. Peut-être pas à 20h20, ça repart de plus belle (lacrymos et canon à eau). Les yeux et le nez piquent terriblement, certains vomissent. Excédés et désabusés, certains vocifèrent : "Il est beau le dialogue social ! " On a beau chercher, pas de médias. Il faut dire que les manifestants ont plus que marre de leur désinformation. Tout au long de la journée ils ont eu droit à des "Libérez l'information". Une moto RTL qui essayait de se frayer un chemin dans la manif s'est fait prendre à parti, un camarade lui a cassé son antenne et sa radio-portable. Donc pas de médias avec nous... c'est normal, ils sont tous avec les CRS. Bref, poursuivons. Vers 20h30, ça y est, ça charge. On est tous refoulés rue Royale. Il y a des blessés, certains camarades sont en sang. Il paraît qu'un manifestant a reçu une lacrymo dans la tête. Quelques manifestants traînés au sol sont frappés. Puis nouvelle charge quelques minutes après, un canon à eau fonce sur nous. Tout le monde se regroupe vers la Madeleine. Nouvelle charge, on descend le boulevard qui mène vers l'Opéra-Garnier. On est encore 4000 à 5000 pas du tout décidés à se disperser, puis charge brutale des CRS avec leur canon à eau qui avance aussi vite que l'on court. C'est sauve qui peut. Quelques passants attablés aux terrasses des restaurants plongent se réfugier à l'intérieur; d'autres sont copieusement arrosés. Tout le monde court dans tous les coins. Certains prennent une rue à droite, pour la plupart on débouche au milieu de la circulation sur la place devant l'Opéra. Bon nombre (quelques centaines peut-être ?) se réfugie dans l'Opéra. D'autres continuent tout droit et renversent des poubelles sur la rue afin de faire des barricades enflammées pour retarder la meute des flics qui nous pourchassent. Certains se dispersent, d'autres retournent vers l'Opéra où plus de 60 manifestants sont sauvagement arrêtés; d'autres sortiront libres sans qu'on sache le sens d'une telle discrimination; pas question que tous sortent. Résumons : les CRS ont gazé ce soir des personnes qui étaient tout sauf des casseurs. Et pas quelques centaines, mais quelques milliers, certainement. Ils ne laissent pas partir les manifestants de la place. J'ai vu personnellement plus de 5 arrestations. Je sais pas combien en tout. Et j'ai vu clairement les CRS balancer des lacrymos en se foutant bien de l'endroit où elles tombaient. Et tout ça sans aucune provocation de la part des manifestants. Elle est belle la démocratie. Et les médias dans tout cela ? Les médias continuent à parler des casseurs, d'une petite centaine d'anarchistes, de minimiser le nombre de manifestants et à tout faire pour rendre impopulaire le mouvement. Autant dire qu'ils furent aidés en cela par ce qui avait dû être convenu avec les syndicats avant la manifestation.

La violence était uniquement le fait des flics. A croire qu'ils ont consciemment décidé de faire dégénérer les choses. Pour l'instant, le mouvement reste calme (j'ai juste vu une voiture qui a été cassée sans raison en toute fin de soirée), mais ça ne va peut-être pas durer. Apparemment ces actions violentes ont été concertées au plus haut sommet afin de durcir la répression (je pense par exemple à Metz ; où les flics ont également chargé les manifestants sans raison). Je ne sais pas quel est leur intérêt mais en tout cas n'ayons pas peur de tels agissements qui ne font que renforcer notre colère et notre mobilisation.

\*\*\*

## **QUELQUES NOTES EN MARGE DE CE RECIT**

Extraits d'un tract CGT (Postaux de Paris): « (...) c'est cela qui fait peur au pouvoir. Comment expliquer autrement la violente répression policière du 10 juin lors de laquelle de paisibles manifestants furent sauvagement matraqués? Le cycle provocation/répression est un système rôdé. Rappelons-nous, par exemple, que dans le passé (notamment lors de la manifestation sur le sidérurgie en 1979) on a déjà vu des casseurs portant sur le blouson de faux badges syndicaux mais de vraies cartes de police dans la poche... » (12/6/2003)

Extraits du *Monde* (12/6/2003) : « (...) plusieurs responsables syndicaux ont été conviés au ministère de l'Intérieur dans la nuit du lundi au mardi » et question d'un lecteur du journal : « (...) Quel sorte de gentleman's agreement ont conclu les différents interlocuteurs ? (...) Que se trame-t-il dans les coulisses ? » (*Le Monde*, 18/6/2003).

\*\*\*

## QUELQUES REFLEXIONS SUR UNE COORDINATION NATIONALE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES ECOLES EN LUTTE

Lors de la manifestation du 10 juin, il nous a été possible de voir affiché tout au long du parcours un «appel aux confédérations, aux fédérations et aux syndicats». Cet appel était signé, sans autre mention, «Coordination des établissements et des écoles en lutte». Nous avons été aussi été intrigués de voir que nombre de ces affiches étaient déchirées, selon toute vraisemblance par ceux qui voyaient d'un drôle d'œil le développement d'organismes de lutte organisés par les travailleurs eux-mêmes.

A première vue, le texte de cet appel pouvait paraître recouper l'ensemble du mouvement de base chez les enseignants qui, dans certaines régions, avaient constitué de telles coordinations ou collectifs pour que les travailleurs impliqués puissent décider eux-mêmes de la forme de leur lutte et des moyens d'action. Nous avons eu également des échos, comme en témoigne le récit ci-dessus, des méthodes utilisées par les «grands» syndicats «reconnus» pour court-circuiter ces organisations de base, leur ôter tout efficacité, en quelque sorte les détruire, sinon en faire des appendices des syndicats totalement soumis à leurs mots d'ordre, à leurs politiques qui, de toute évidence, ne coïncident pas avec ceux de la base.

Les échos de ces conflits au sujet de l'orientation du mouvement de lutte nous ont fait réfléchir plus avant au contenu de cet appel. Il n'est pas nécessaire de reproduire tout le texte de cette affiche pour comprendre ce qui est en cause, sans pouvoir attribuer une telle orientation à une manipulation politique ou syndicale ou bien à un manque d'expérience ou de réflexion politique de la part des acteurs dans cette coordination. Citons seulement les passages qui nous paraissent les plus significatifs:

«(...) C'est au moment où les travailleurs sont mobilisés à un niveau jamais atteint depuis longtemps et où le pouvoir est en difficulté, que les syndicats doivent prendre l'initiative de façon décisive, par un appel sans ambiguïté à la grève générale interprofessionnelle reconductible....» ( passage imprimé en rouge pour qu'il soit lu et retenu avant tout)

«(...) La Coordination nationale (...) appelle solennellement les confédérations, fédérations, syndicats, à lancer, à partir du 10 juin, une mobilisation de tous les salariés qui prenne la forme d'une grève générale (...).» Suit une énumération des projets (retraite, décentralisation) qui doivent être retirés purement et simplement. «Ces retraits et abrogations constituent des préalables indispensables à toute réelle négociation (...).»

Suit tout un ensemble de recommandations dont la plus intéressante est que les organisations ainsi sollicitées: «(...) s'engagent à ne rien signer qui ne soit pas préalablement soumis au personnel gréviste réunis en AG, à tous les niveaux (...).»

La fin est un appel à la «responsabilité» des organisations visées, les culpabilisant en quelque sorte d'avance si elles n'obtempéraient pas à cet appel.

Peu importe de savoir comment un tel appel a pu être élaboré et par qui. La principale question ainsi posée est de savoir quel sens a un tel appel aux syndicats et si ceux-ci sont capables d'y répondre.

Pour trouver la réponse à cette question, on peut regarder quelles furent les réponses des syndicats lors des grands mouvements de mobilisation des travailleurs ( 1936, 1945-47, 1968, 1995): ils firent alors tout ce qui était en leur pouvoir, non pour donner plus d'ampleur au mouvement pour une transformation de la société mais pour stopper le mouvement et ainsi renforcer le capitalisme.

Pour trouver une réponse, on peut se demander simplement pourquoi existe une coordination alors que les syndicats sont là, théoriquement, pour organiser un mouvement de lutte et impulser sa dynamique. La coordination n'existe précisément parce qu'ils ne le font pas et qu'ils œuvrent pour d'autres buts que laisser les travailleurs en lutte décider eux-mêmes de leur lutte.

Alors, pourquoi la coordination en appelle-t-elle aux syndicats, abdiquant en quelque sorte son propre rôle et sa propre existence d'émanation des travailleurs en lutte ? Si un appel devait être lancé ainsi au cours d'une manifestation ce serait d'appeler précisément les travailleurs à s'organiser eux-mêmes, à surmonter toutes leurs divisions, à créer eux-mêmes leurs propres organisations de lutte, à les coordonner en fixant les règles de ces coordinations et les buts de la lutte, à décider de tout eux-mêmes.

En appeler aux syndicats, au lieu de s'adresser à l'ensemble des travailleurs, c'est faire rentrer dans le cadre légal les créations existantes des travailleurs en lutte, un cadre légal auquel elles échappaient par leur existence même. Pourquoi ?

La réponse peut être donnée par le report des débats qui se sont déroulés au sein de cette coordination nationale à la fin mai et qui touchent l'intervention du groupe Lutte Ouvrière sur une question en apparence secondaire d'organisation des débats. Les militants de Lutte Ouvrière, par une présence massive aux assemblées de cette coordination ont fait échouer une proposition visant à requérir de chaque participant d'être mandaté par une assemblée de base précise locale, et réussi à faire adopter (facile car ils étaient majoritaire) un vote à main levée des seuls présents (qui pouvaient venir de partout et ne représenter qu'eux-mêmes, ces assemblées étant ouvertes). De même, auparavant, la même majorité avait fait repousser une proposition de transformer la coordination enseignante en une coordination interprofessionnelle.

On comprend mieux, connaissant ces faits, le sens de l'appel que nous évoquons ici. Pour les groupes politiques, qui souvent occupent ou tentent d'occuper des positions dans les hiérarchies syndicales et leurs délégations de base en vue d'un élargissement de leur base politique, l'essentiel est précisément de renforcer leur présence dans les syndicats. Donc, le mouvement de base doit être orienté et canalisé vers les syndicats. Pour la plupart des groupes politiques, petits et grands, pour la plupart des syndicats, petits ou grands, les créations de la base doivent à tout prix être colonisées (parce qu'elles savent leur raison d'être) et transformées en annexes de l'organisation œuvrant pour ses visées politiques (un vieux problème historique autant qu'actuel)

Tout mouvement autonome trouve ainsi devant lui des opposants parfois inattendus, d'autant plus dangereux qu'ils emploient un langage radical, critique vis-à-vis des directions syndicales mais n'œuvrant nullement pour donner force entière aux organismes de lutte créés par les travailleurs eux-mêmes. C'est inévitable et cela ne peut être surmonté que si le mouvement est assez puissant pour réduire à néant ces tentatives d'appropriation. On peut penser que si de telles tentatives réussissent, comme cela paraît être le cas pour cette coordination, et sans doute aussi pour d'autres organismes de base, c'est parce que le mouvement n'est pas assez fort, généralisé et conscient de ses perspectives pour déjouer ces manipulations et imposer ce que requièrent ses propres intérêts.

**Nous répétons que notre intention avec ces textes est de recueillir des conseils, des critiques et des informations sur tout ce que chacun a pu vivre au cours de ces derniers mois en vue d'en faire une brochure. Notamment dans les tentatives de donner forme et contenu au mouvement d'autonomie de la lutte. Et, en particulier, dans les difficultés qu'ils ont pu rencontrer de la part de tous ceux (pas toujours ceux auxquels on pense d'abord) qui tentèrent de manipuler et de détruire les expressions de cette autonomie qui constituent, pensent-ils (et ils ont raison), une menace pour leur existence même en tant qu'organes de gestion du capitalisme et de maintien de l'ordre social, garantie de cette existence même.**

**Echanges et mouvement**

**BP 241,75866 PARIS CEDEX 18, FRANCE**

## **REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ? AUGMENTATION DE L'EXPLOITATION !**

### **Le cas de l'usine Renault de Flins**

#### **UNE longue serie DE REFORMES DU DROIT DU TRAVAIL CONTRE LES TRAVAILLEURS**

Depuis les lois Aubry 1 et 2, les horaires de travail des ouvriers n'ont fait qu'empirer alors que leur exploitation n'a eu de cesse de s'accroître. Comme nous l'avions expliqué dans des publications passées<sup>101</sup>, ces lois se sont notamment traduites par :

- la fin d'une législation unifiée pour le droit du travail ;
- la création de plusieurs SMIC ;
- l'éclatement de plusieurs négociations et accords sur les horaires et les salaires entreprise par entreprise ;
- une adaptation accrue de l'emploi de la main d'œuvre aux besoins de la production, corrélée à une nouvelle dégradation des conditions de vie hors travail, dont la raréfaction des jours de repos unilatéralement choisis par les salariés ;
- l'ouverture en grand de la chasse aux temps morts et aux pauses ;
- la redéfinition du temps de travail effectif, tant de son contenu que de sa durée (la fameuse annualisation du temps de travail).

Sur ces nouvelles bases, on a bouleversé et rendu incompréhensibles les bases de calcul des salaires, ce qui a ouvert des opportunités inédites pour leur compression de la part des patrons.

Les lois Aubry représentent le point culminant d'un processus ouvert, en 1982, avec les lois Auroux dont celle sur les 39 heures. Au fil des ans, celles-ci ont été prolongées par plusieurs dispositifs légaux mis en place par les divers gouvernements de droite comme de gauche. L'objectif commun demeurait l'augmentation de la flexibilité, de la précarité, de l'individualisation du temps de travail.

Pour les ouvriers, cela s'est traduit par l'augmentation du temps de travail et la stagnation, voire la baisse des salaires réels. Le patron, en revanche, a obtenu une rationalisation accrue de l'outil de production sans investissements en équipements nouveaux, donc une augmentation de ses profits. A ce propos, l'exemple de l'usine Renault de Flins que nous allons décrire avec cette lettre est éloquent.

La droite fraîchement revenue au pouvoir a exprimé son intention de réviser les lois Aubry sur les 35 heures. Mais évidemment pas dans le sens de l'intérêt des travailleurs ! A la fin de cette publication, nous examinons les nouveaux dispositifs adoptés ou en phase d'introduction par le ministre Fillon.

#### **RENAULT ET RTT : un laboratoire exemplaire de la flexibilité du travail**

##### **UN PEU D'HISTOIRE**

Il faut se donner quelques repères. En France, le code du travail, et cela depuis les années 60, n'avait guère évolué, gardant inchangées plusieurs limites mises à l'exploitation des prolétaires. En matière d'horaires de travail, depuis 1936, c'était en cinq jours, horaires fixes et déposés à l'inspection du travail.

En principe, tout dépassement de l'horaire affiché (des heures supplémentaires par exemple) devait faire l'objet d'une demande auprès des services départementaux de la main d'œuvre dont fait partie l'inspection du travail<sup>102</sup>. Le travail du dimanche était interdit à la seule exception des secteurs expressément et nommément autorisés par le ministère du travail, dont les hôpitaux, les transports et des secteurs industriels particuliers, tels la chimie en feu continu, la sidérurgie, etc..

Obligation était faite de prendre intégralement les congés payés. Cela peut apparaître un détail, mais dans les périodes de recul de la contestation ouvrière des conditions d'exploitation, cela représentait une sorte de protection. L'employeur devait accorder au moins quinze jours entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 septembre de l'année en cours. La totalité des jours de congés payés devait impérativement être prise avant le 31 mai de l'année suivante.

Par ailleurs, obligation était également faite de la prise d'une pause 'casse croûte' par tranche de cinq heures de travail maximum, etc. Les patrons qualifiaient ces dispositions légales de « *rigidités du code*

---

1. Voir les revues *Mouvement Communiste*, numéros 8, Été 1999, et 9, Été 2000.

2. A Flins, quand la Direction voulait faire travailler des ouvriers le samedi, les demandes de dérogation en heures supplémentaires étaient systématiquement affichées avec les noms et les secteurs concernés. En aucun cas, l'inspection du travail n'a donné d'avis défavorable.



*du travail* ». Progressivement, ces mécanismes ‘contraignants’ ont été levés. Les deux lois Aubry, tout comme les bricolages du nouveau ministre Fillon, n’ont fait que parfaire un long processus.

Les premières attaques légales ont débuté dès le début du premier septennat Mitterrand. En avril 1982, paraît l’ordonnance autorisant les horaires de travail spéciaux de fin de semaine, plus connus sous le nom de VSD (VSD pour vendredi, samedi, dimanche). La démarche pour un déroulement sans entraves vers la flexibilité des horaires était ainsi tracée : les horaires spéciaux ne pouvaient se faire qu’avec l’accord des syndicats.

Dès 1983, Auroux, ministre socialiste du travail de l’époque, introduisait dans le droit social la notion de dérogation au code du travail sous certaines conditions légales. Autrement dit, il y avait le code du travail et la loi présentés comme immuables, ... mais il y avait désormais la possibilité légale de les contourner.

Comment cette possibilité se manifestait-elle dans la pratique ? Par le biais, et uniquement par le biais, d’un accord entre les syndicats et l’employeur. Pour faciliter les choses, il n’était pas nécessaire que les syndicats signataires aient été majoritaires aux dernières élections du comité d’entreprise (CE). L’accord était applicable en toutes circonstances à une exception près : sa contestation par voie de justice par une ou plusieurs organisations syndicales majoritaires aux dernières élections du CE. Depuis lors, les démarches d’annulation ont été rarissimes.

La condition préalable d’un accord satisfaisait les deux parties directement concernées : les patrons parce que la porte d’une plus grande flexibilité du travail était enfin ouverte, et les syndicats parce que leur rôle en sortait renforcé. Les organisations signataires en tiraient un grand bénéfice car elles étaient ainsi créditées de pouvoirs de représentation supplémentaires indépendants de leur force électorale.

Les éventuels syndicats non signataires, de leur côté, n’étaient pas mécontents parce qu’il pouvaient jouer à la contestation verbale des accords signés sans conséquences pratiques fâcheuses pour le patron.

L’application de ces procédures a été exemplaire chez Renault Flins. Depuis plus de quinze ans, la direction privilégie le partenariat avec FO, la CFDT et la CFE-CGC. La CGT, auparavant en harmonie avec elle, s’est en revanche réservée la place du syndicat contestataire, qui ne souscrit aucun accord ou presque. Il faut savoir que, chez Renault, l’activité de négociation se passe à un rythme effréné. On est constamment en présence de discussions et d’accords en cours d’élaboration.

De la sorte, l’offre syndicale est complète. Quand les ouvriers se mobilisent, la CGT a beau jeu de renvoyer la responsabilité des maux sur les concurrents signataires, langage vitriolé à l’appui. Et les signataires, s’appuyant sur le statu quo et la part de résignation toujours présente chez les travailleurs, peuvent aisément prétendre que les petits bouts d’avancées - quand il y en a - sont le fruit de leur réalisme et de leur engagement dans tel ou tel accord avec la direction de la société. Mais jamais, ni la CGT, ni la CFDT (qui, quelques rares fois, se permet de boudier la signature) n’ont demandé l’annulation en justice d’un accord conclu par d’autres syndicats.

Sur cette base, la direction de Renault a mis en œuvre un programme de tests pour apprécier la faisabilité des nouvelles dispositions légales. Elle a cependant adopté une tactique empreinte de prudence car elle avait bien en mémoire la longue lutte contre le travail obligatoire du samedi menée en 1975, qui avait débouché sur la suppression des samedis travaillés dans l’horaire de travail affiché de l’usine.

Premiers travaux pratiques. Une petite équipe d’une vingtaine de travailleurs démarre le VSD en 1985. Elle était chargée de la maintenance des presses, mission qui se poursuit encore aujourd’hui avec les mêmes horaires et presque les mêmes travailleurs qu’il y a plus de quinze ans. Mais la grosse innovation est venue en 1990. Après un an de négociations syndicats direction, un important accord voit enfin le jour. Il trace le cadre d’une gestion du temps de travail qui prévoit, en fonction de la demande du marché, la création d’une équipe supplémentaire en soirée gratifiée d’un horaire réduit.

Jusque là, la très grande masse des salariés de l’usine travaillait sous le régime qu’il est admis d’appeler des ‘2x8’ : une équipe du matin et une équipe de l’après-midi. Le temps de travail des 2x8 se trouvait ainsi entièrement bouleversé. Le démarrage se faisait à 5 heures 30 le matin au lieu de 5 heures 45. Les 40 minutes de repas - obligatoires car plus de cinq heures de travail - ne pouvaient être prises qu’en fin de poste. En échange, la durée effective de travail baissait de deux petites minutes par équipe. La rotation des deux équipes s’achevait à 20 heures 18.

Les horaires ainsi compactés laissaient la place à une nouvelle équipe de 20 heures 18 à 2 heures 03, assortie d’une nuit complète le vendredi. Cette équipe n’avait pas le statut d’équipe de nuit. Les primes et la rémunération supplémentaire afférents au travail de nuit – apportant, chez Renault, un supplément

de l'ordre de 20% du salaire - n'étaient donc pas reconnues pour les salariés de cette équipe. De plus, comme on l'a mentionné plus haut, l'activation de cette équipe était soumise à l'évolution de la demande de voitures.

Ce système a démarré réellement en 1993 avec le consentement de tous les syndicats, à l'exception près de la CGT. La CFDT a payé chèrement ce choix explicite de collaboration de classe, qui s'est soldé par la destruction presque totale de sa section de Flins après une longue bataille interne contre l'accord menée par la majorité des militants de l'usine. Les oppositionnels ont été exclus du syndicat. Majoritaire après les grèves de 1982-1983, actuellement, la CFDT ne représente plus, sur le plan électoral, que 13% des salariés de Flins.

Forte de ce premier succès, très vite, la direction de Renault a proposé de nouveaux » *accords de variabilité* » pour compléter le dispositif. Plusieurs versions de l'accord initial ont été déclinées, de banques d'heures en capitalisation du temps, jusqu'à des ententes ponctuelles en fonction des opportunités offertes par le calendrier, etc..

Un accord global a finalement été ratifié en 1996 sous l'intitulé clair et net d'» *accord relatif à la variabilité des marchés* ». Avec ces nouvelles moutures des accords initiaux, en plus de la faculté d'activer l'équipe de soirée, les horaires de travail des '2x8' pouvaient varier selon les périodes de basse activité, d'activité moyenne ou forte. Les heures effectuées dépassant l'horaire de référence sont désormais cumulées dans des 'compteurs' et inversement. Entre-temps, se sont multipliés les horaires spécifiques à telle ou telle catégorie de travailleurs, à tel ou tel atelier. Ainsi, les fameux compteurs sont devenus totalement opaques.

Résultat, les horaires de travail sont totalement écartelés. Certains ne concernent qu'une poignée de travailleurs, d'autres une centaine de salariés, bien que l'essentiel de l'usine - dont notamment les chaînes - reste en '2x8' avec ou sans l'équipe de soirée. Le modèle Renault sur les horaires de travail a déteint de différentes manières sur d'autres entreprises et a servi de test pour les lois Aubry.

#### **LA MECANIQUE DES 35 HEURES A L'ŒUVRE DANS LES ATELIERS DE RENAULT-FLINS**

**Les lois Aubry sont venues se greffer sur ce terrain déjà défriché par ces types d'accords de flexibilité. La complexité a été tellement accrue que seule l'administration patronale gardait l'entière maîtrise des fameux compteurs. L'accord Renault sur les 35 heures a été l'occasion d'incroyables marchandages entre syndicats et patrons. En conformité parfaite avec la définition du temps de travail des lois Aubry, l'employeur classait la plus grande partie des pauses au chapitre de la réduction de temps de travail.**

Le solde de la réduction de temps de travail prenait la forme de journées non travaillées (JNT), intégrées, elles aussi, aux compteurs. Certains compteurs comptabilisent les journées censées être à l'usage discrétionnaire des ouvriers. D'autres plaçaient des journées de congé à la disposition de la direction, habilitée à décréter des JNT collectives.

Ainsi, la mécanique du système est devenue encore plus incompréhensible pour les ouvriers. Ces derniers, qui - rappelons-le - n'avaient rien demandé, sont restés à l'écart de ce qui se magouillait d'un bout à l'autre du processus. Par contre, les milieux syndicaux rentraient en état de fébrilité permanente. On a assisté aux grandes manœuvres patronales pour obtenir la signature de la CFDT, qui, une fois de plus, a sombré dans la crise.

Crise qui cette fois-ci s'est étendue à l'ensemble du groupe. Les sections CFDT d'Aubevoie, Guyancourt, Rueil, Flins, etc. refusaient de signer. Cela a entraîné l'éclatement du syndicat dans plusieurs sites entraînant, entre autre, la création de SUD Renault. Malgré cela, les hiérarchies supérieures des syndicats (sauf la CGT) ont fini par apposer leurs signatures en bas de l'accord qui est ainsi devenu applicable.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation où la direction décide qui vient travailler ou pas : telle équipe et pas l'autre, sur telle chaîne et pas sur l'autre, et ainsi de suite. Pour les patrons, le système est formidable. En 2000, période de forte activité, l'usine sortait 2 000 voitures/jour. Avec les mêmes installations, en supprimant l'équipe de soirée en septembre 2001 et en passant en horaire de basse activité en septembre 2002, l'usine sort actuellement environ 1 520 voitures/jour et quelques 16 JNT - évidemment puisées dans les compteurs - ont été programmées pour novembre et décembre 2002.

Pour autant, les JNT ne représentent pas une nouveauté. Avant 1996, quand la demande était orientée à la baisse, on avait connu des JNT indemnisées dans une fourchette comprise entre 71 % et 76 % par

diverses caisses dont le Fond de Régularisation des Ressources alimenté par des cotisations ouvrières réduites, les patrons et l'Etat.

Ici aussi, les choses ont bien changé. Les JNT sont désormais compensées par les heures effectuées dans les périodes d'horaires longs. Ainsi, ces dernières ne sont évidemment plus rémunérées quand elles sont effectuées.

#### EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL

##### DEPUIS 10 ANS

POUR LES DEUX GROSSES EQUIPES DE L'USINE, LES « 2X8 ».

En **1993** :

Equipe du matin : de 5h30 à 12h42, soit 7h12

Equipe d'après midi : de 12h42 à 20h18, soit 7h36

Moyenne : 7h24 par jour, soit **37h par semaine**

En **1996**, suite à l'accord relatif à la variabilité des marchés :

Equipe du matin : de 5h25 à 12h55, soit 7h30

Equipe d'après midi : de 12h55 à 20h25, soit 7h30

Moyenne : 7h30 par jour, soit **37h30 par semaine**

En **Septembre 1999**, application de la première loi Aubry :

Equipe du matin : de 5h25 à 13h05, soit 7h40

Equipe d'après midi : de 13h05 à 20h45, soit 7h40

Moyenne : 7h40 par jour, soit **38h20 par semaine**

En **2000**, année de forte activité

:

Equipe du matin : de 5h25 à 13h10, soit 7h45

Equipe d'après midi : de 13h10 à 20h55, soit 7h45

Moyenne : 7h45 par jour, soit **38h45 par semaine**<sup>103</sup>

Ces horaires recoupent exactement le temps de travail réel chez Renault Flins. Ces chiffres sont sans appel. A ce temps de travail journalier, il faut enfin ajouter 40 minutes supplémentaires, qui correspondent au temps de casse croûte conventionnellement rémunéré dans le cadre du '2x8'.

Ainsi, d'accords de variabilité en accords d'application des lois Aubry, le temps de travail effectif a crû d'1 h 45' par semaine pour les travailleurs de cette usine. Et certains syndicats ont encore le culot de clamer que » *ça, c'est du concret !* »... Ne reste plus actuellement pour la direction qu'à réintroduire le travail obligatoire du samedi. Cela pourrait bien se produire dès que les ventes remonteront.

Actuellement, avec des JNT à répétition, les fameux compteurs sont presque tous négatifs. C'est à dire que les travailleurs sont débiteurs de journées de travail vis-à-vis du patron. L'idée commence à se répandre que les compteurs pourraient absorber les journées de la cinquième semaine de congés et qu'il faudra se résoudre à travailler certains samedis pour établir à nouveau un solde temps positif.

Ce n'est pas encore fait, mais c'est dans l'air. Si cela se concrétisait, l'usine de Flins reviendrait vingt-huit ans en arrière avec le travail du samedi obligatoire. Et cela avec le soutien actif et indispensable des syndicats et grâce aux différentes lois Auroux, De Robien, Aubry et, maintenant, Fillon.

#### **BILAN PROVISOIRE DE LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL CHEZ RENAULT FLINS**

Au total, qu'est-ce qui a changé depuis 1998 pour les travailleurs de l'usine de Flins ?

Avant tout, il n'est pas question des 35 heures hebdomadaires. Il n'y a pas non plus trace des 39 heures. Aujourd'hui, quand ils sont présents dans l'usine, les ouvriers de Flins travaillent en moyenne plus de 39 heures par semaine (42 heures 05 si on inclut les 40 minutes de casse-croûte qui doivent être normalement comptées en temps de travail). Les heures supplémentaires ne sont plus reconnues comme telles, donc ne sont plus majorées. Elles sont incorporées dans l'un des compteurs.

Dès cette année, la limite impérative du 31 mai 2003 pour solder intégralement le stock total des congés payés 2002 a sauté, annualisation du temps de travail aidant. De mémoire d'ouvrier, les congés d'été chez Renault étaient de quatre semaines d'affilée. En 2001, l'usine de Flins n'a cessé de fonctionner que pendant trois semaines consécutives. Aujourd'hui, il est fortement question de n'arrêter

---

3. Depuis septembre 2002 : retour à l'horaire de 38h20 par semaine.

les chaînes que pendant quinze jours. Explication : les ventes de véhicules sont meilleures pendant la belle saison. Les congés, en revanche, peuvent attendre....

L'activation de l'équipe de soirée dont le fonctionnement est décrit plus haut, exige l'emploi de 700 à 800 travailleurs intérimaires. Aussitôt désactivée cette équipe, tout ce monde doit rentrer à la maison. Bonjour la précarité ! N'oublions pas que l'emballage publicitaire des lois Aubry avait été la lutte contre le chômage. Or, à Flins, ce sont les emplois précaires qui ont grimpé ces trois dernières années.

### **LE POINT DE VUE DES OUVRIERS SUR LA RTT**

Jusqu'à présent, les innombrables péripéties liées à la RTT se sont produites sans la moindre intervention autonome des travailleurs. Dès 1997, quand on a commencé à entendre parler des projets de la gauche sur les 35 heures, les ouvriers n'ont pas caché leur méfiance. Avant même de connaître les intentions des différents gouvernements, les prolétaires demeuraient extrêmement sceptiques.

Ils ne comprenaient pas pourquoi on voulait leur faire cadeau des 35 heures, alors qu'ils ne demandaient rien à ce propos. Il faut garder en mémoire qu'avant 1997, aucune grève ou manifestation ouvrière n'a revendiqué « *les 35 heures* ». Il s'agissait en revanche d'une vieille lubie des syndicats, mais jamais des ouvriers. Comme ça, sans grève, gratuitement, allait-on nous faire un si joli don ? Alors que d'habitude, pour quelque revendication que ce fut, c'était à tous les coups la bagarre ? C'était louche.

L'expérience et le bon sens des ouvriers ne se trompaient pas. La suite leur a donné évidemment raison. Et les grèves ont fusé, mais contre les modalités d'application de la RTT, nullement pour exiger son introduction sur la base de la législation en vigueur. L'un des côtés les plus sordides, c'est que plus on descend dans la hiérarchie des couches sociales, davantage se manifestent les aspects rédhibitoires de l'application des lois Aubry. A la chaîne, travailler une heure et demie ou deux heures de plus par semaine est ressenti bien autrement que dans le cadre d'autres procès de travail moins pénibles. Bien entendu, ceci ne justifie nullement l'adoption de la flexibilité des horaires dans ces autres secteurs de la main d'œuvre salariée.

Les lois Aubry ont légalisé et généralisé les mesures que patrons et syndicats avaient concoctées pour accroître encore davantage l'exploitation des prolétaires. Depuis 1983 et jusqu'aux lois Aubry, ces dispositifs avaient le statut de dérogations, donc d'exceptions au code du travail. A partir de l'adoption de la législation sur la RTT, ces exceptions sont devenues loi, votée et adoptée par l'Etat.

Il n'est évidemment nullement question ici de s'agenouiller devant quelle que loi que ce soit émanant d'un Etat quel qu'il soit. Pour autant, il ne faut oublier que la barbarie de l'exploitation capitaliste connaît des degrés. Et pour les prolétaires, au quotidien, les degrés en question changent parfois bien des choses. La gauche a bien fait sa part de travail, dans la plus pure tradition social-démocrate. Elle l'a fait au sommet de l'Etat, comme sur les innombrables terrains d'application, au travers de ses multiples relais politiques, associatifs et syndicaux.

Maintenant c'est au tour de Fillon. Sa tâche est cependant plus réduite. Il s'agit pour lui de peaufiner des aspects de la législation en vigueur afin de minimiser ses coûts pour les patrons et de maximiser les nouvelles opportunités offertes à l'exploitation. L'un de ses chantiers concerne les heures supplémentaires. Il vise l'élimination pure et simple de leur supplément résiduel de rémunération.

### **QUELQUES DONNEES SUR L'APPLICATION DES LOIS AUBRY ET FILLON**

#### **LES LOIS AUBRY EN QUELQUES POINTS**

1. Une durée légale du travail effectif (hors temps de pauses, temps de casse croûte, etc.) de 35 heures, soit 1 600 heures par an. Le temps de travail effectif est défini comme suit : » *le temps pendant lequel le salarié est à disposition de l'employeur à l'exception du temps pendant lequel il peut vaquer librement à ses occupations.* ». Cette définition a représenté et représente l'os à ronger jeté aux syndicats dans les négociations des accords d'application. Avec les résultats minables qu'on connaît.

2. Le quota d'heures supplémentaires est fixé à 130 par an, soit en moyenne 2 heures 30 par semaine. Il est de 90 heures lorsque l'entreprise adopte la modulation des horaires de travail. Prioritairement, la majoration des heures supplémentaires est 'payée' en temps équivalent et pas en argent.

3. L'annualisation des horaires. Le temps de travail peut varier de zéro à 48 heures par semaine. Seules conditions : pas plus de 10 heures par jour et pas plus de 44 heures par semaine sur douze semaines consécutives (46 heures pour les entreprises qui ont conclu un accord dès la première année de la loi Aubry 1).

4. La réduction du temps de travail annuel peut se faire sous forme de journées ou demi-journées non travaillées. La formulation *» pour partie au choix du salarié, pour partie au choix de l'employeur »* laisse toute latitude de manœuvre aux patrons.

5. Sur les salaires, modération ou gel des salaires pendant un, deux ou trois ans selon accord.

### **... ET LEURS RESULTATS**

1. La dernière enquête des services statistiques du ministère du Travail chiffre à 38 heures en moyenne la durée hebdomadaire de travail effectif des salariés soumis à la législation sur les 35 heures. Les travailleurs concernés par l'annualisation et la modulation du temps de travail s'élèvent à environ 38% du total des employés des entreprises du secteur concurrentiel de plus de vingt salariés (72% dans la construction). En 1994, le régime de l'annualisation du temps de travail, ne concernait que 4% à 8% des travailleurs du privé des sociétés de plus de vingt salariés.

2. La moitié des entreprises au temps de travail annualisé présente une amplitude moyenne de variation des horaires hebdomadaires de 19 heures. A titre d'exemple, en semaine de basse activité, la durée hebdomadaire de travail peut n'être que de 25 heures, alors qu'en semaine de forte activité l'horaire culmine à 44 heures.

3. Concernant les salaires, un tiers des salariés passés à la moulinette des lois Aubry ont subi un gel des rémunérations et 14% du total ont dû faire face à une modération des augmentations pour des durées moyennes de 23 à 29 mois, en fonction de la date de mise en application.

### **LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR FILLON**

1. La notion d'annualisation du temps effectif de travail devient explicitement la seule référence. Exit la durée hebdomadaire. Plus de 35, 39 ou 40 heures par semaine. Seules restent les 1 600 heures par an, réparties en fonction des exigences de la production capitaliste. Le voile hypocrite des lois Aubry est levé, où la durée hebdomadaire figurait encore mais pour mieux être contournée à coups de modulations et d'annualisation.

2. Le volume maximum total des heures supplémentaires sur l'année passe de 130 à 180 heures. Cette disposition a fait couler beaucoup d'encre chez les commentateurs attirés de la gauche parlementaire aujourd'hui reléguée à l'opposition. L'objectif visé par ces défenseurs de la social-démocratie est de dénoncer la volonté de la nouvelle équipe gouvernementale de casser le cadre favorable aux travailleurs des lois Aubry. Mais voilà, cette mesure n'a pas d'incidence pratique pour les salariés, surtout de ceux des entreprises qui sont régies par des accords sur la RTT. En effet, comme nous le notions plus haut, les patrons disposent déjà des outils légaux de l'annualisation et de la modulation du temps de travail effectif pour comprimer au strict minimum les heures supplémentaires reconnues comme telles.

3. Les heures supplémentaires, jusqu'en décembre 2005, ne seront majorées que de 10% dans les entreprises de moins de vingt salariés. Pour les autres, la majoration reste, pour l'instant, de 25%. Mais il y a possibilité de descendre jusqu'à 10 % s'il y a accord entre le patron et les syndicats.

4. Sur la question du salaire minimum, les lois Aubry ont créé cinq SMIC différents. La loi Fillon les réunifie au moyen de progressions différentes sur trois ans dont aucune ne devrait être inférieure à l'évolution du coût de la vie indice officiel. La décision d'assembler les différents régimes ne fait que restaurer la situation précédente, à l'avantage, cependant, d'une meilleure lisibilité et planification des coûts de la force de travail pour les employeurs.

### **Que reste-t-il au bout du processus ?**

**La flexibilité des horaires de travail, un point c'est tout. C'est-à-dire la soumission complète – en 'temps réel' - des conditions de l'exploitation aux exigences ponctuelles et aux évolutions particulières des marchés. Enfin, sur le plan politique, on a eu un bel exemple de la division du travail entre gauche et droite d'Etat au service du capital.**

*Bruxelles-Paris, le 10 janvier 2003.*

*Pour toute correspondance : écrire, sans autre mention, à B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.*

## **Le nerf de la guerre...**

**Editer une revue coûte du temps, bien sûr, mais aussi de l'argent. Voici nos comptes !**

*Ni patrie ni frontières N° 1*

Vente directe :	45
Abonnés :	21
Librairies :	53
Total vendu au 8/6/2003	<b>119</b>

(Echanges : 30. Diffusion totale : 148. Impression : 250 exemplaires)

*Ni patrie ni frontières N°2*

Vente directe :	37
Abonnés :	23
Librairies	25
Total vendu au 8/6/2003	<b>85</b>

(Echanges : 27. Diffusion totale : 111. Impression : 225 exemplaires)

*Ni patrie ni frontières N° 3*

Vente directe :	25
Abonnés :	23
Librairies	32
Total vendu au 8/6/2003	<b>80</b>

(Echanges : 31. Diffusion totale : 110. Impression : 200 exemplaires)

## **Brochures**

— *Emma Goldman et la révolution russe*

Vente directe :	7
Librairies :	19
Total au 22/5/2003	<b>41</b>

(Impression : 100 exemplaires)

DEPENSES pour 3 numéros (impression, reliure, frais d'envoi)	3434 euros
TOTAL DES RENTRÉES (Revues + brochures)	2019 euros
DEFICIT	1415 euros

**(Ces chiffres n'incluent pas les dépenses faites pour l'achat des appareils nécessaires à la confection de la revue et des brochures : massicot, perforieuse, thermorelieuse, étiquetteuse et liasseuse soit 2562 euros.)**

**Lecteurs et lectrices, notre avenir est entre vos mains !**

\*\*\*\*\*

## **Sources des textes de ce numéro et remerciements**

L'article de Santiago Parrano a été publié pour la première fois en 1977 dans la revue *Interrogations*, et se trouve sur le site <http://cnt-ait.info>. Nous n'avons pas pu contacter l'auteur pour lui demander l'autorisation de republier son texte, la revue ayant aujourd'hui disparu.

Les textes de Joao Bernardo, Clive Bradley et Colin Foster ont été traduits par Yves Coleman.

L'article de Loren Goldner a été traduit par Mireille Robin et se trouve sur le site Break Their Haughty Power avec de nombreux autres textes traduits en français

Le texte de Victor Serge a été publié pour la première fois dans *Le Crapouillot* en 1938 et se trouve sur le site britannique What Next ?

Le texte de Philippe Bourrinet se trouve sur le site [left-dis.nl](http://left-dis.nl)

Le texte de Manuel Abramowicz se trouve sur le site ResistanceS

La plupart des textes cités ou reproduits dans ce numéro sur les grèves d'avril-mai-juin 2003 se trouvent sur les sites Internet ou les publications des publications ou groupes suivants :

Bulletin Avanti

Cercle de discussion de Paris

Cercle pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire

CNT (Vignoles)

CNT-AIT, *Combat syndicaliste*

Collectif socialiste révolutionnaire

Convergences révolutionnaires (Fraction de Lutte ouvrière)

Culture et Révolution  
Débat militant, courant de la LCR  
Echanges et mouvements  
Fédération anarchiste (*Le Monde libertaire*)  
GARAS, *Lettre de liaison*  
L'Egalité  
La Riposte  
Lutte Ouvrière, revue *La Lutte de classe*  
Marxist Internet Archive (texte de Trotsky)  
Mouvement communiste  
Pour Lire Pas Lu  
Pouvoir ouvrier, section française de la LICR  
Temps critiques